ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS282/R
20 juin 2005

(05-2464)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES ANTIDUMPING VISANT LES PRODUITS TUBULAIRES POUR CHAMPS PÉTROLIFÈRES EN PROVENANCE DU MEXIQUE

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1

II. ASPECTS FACTUELS 1

III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES 4

A. MEXIQUE 4

B. ÉTATS-UNIS 7

IV. ARGUMENTS DES PARTIES 7

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 7

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 8

VII. CONSTATATIONS 16

A. PRINCIPES PERTINENTS CONCERNANT LE CRITÈRE D'EXAMEN, LA CHARGE DE LA PREUVE ET L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS 16

1. Critère d'examen 16

2. Principes d'interprétation des traités pertinents 17

3. Charge de la preuve 18

B. INCOMPATIBILITÉS ALLÉGUÉES DANS LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR L'USDOC 19

1. Incompatibilité alléguée de la loi des États-Unis, de l'Énoncé des mesures administratives et du Sunset Policy Bulletin en tant que tels 19

a) Arguments du Mexique 19

b) Arguments des États-Unis 19

c) Constatations 20

i) La pratique des États-Unis est-elle une mesure dont le Groupe spécial est saisi dans le présent différend? 20

ii) Questions liées au statut du Sunset Policy Bulletin dans le présent différend 22

iii) Incompatibilité alléguée de la loi des États-Unis, du SAA et du SPB avec l'article 11.3 23

2. Incompatibilité alléguée de la détermination de la probabilité qu'un dumping subsistera ou se reproduira établie par l'USDOC 37

a) Arguments du Mexique 37

b) Arguments des États-Unis 38

c) Constatations 38

C. INCOMPATIBILITÉ ALLÉGUÉE DE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS SE RAPPORTANT À LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA, EN TANT QUE TELLE ET TELLE QU'APPLIQUÉE 42
1. Arguments du Mexique 42
2. Arguments des États-Unis 42
3. Constatations 43
a) Introduction 43
b) Contestations de la législation des États-Unis "en tant que telle" 43
c) Contestations de la législation des États-Unis "telle qu'appliquée" 48
i) Laps de temps 48
ii) Violations alléguées de l'article 3.1 et 3.2 et de l'article 11.3 de l'Accord antidumping dans la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira 49
iii) Violations alléguées de l'article 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping dans la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira 60
iv) Cumul 60
D. INCOMPATIBILITÉ ALLÉGUÉE DE LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR L'USDOC DANS LE CADRE DU QUATRIÈME RÉEXAMEN ADMINISTRATIF 63
1. Allégations au titre de l'article 11.2 et de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping 63
a) Arguments du Mexique 63
b) Arguments des États-Unis 63
c) Constatations 64
2. Allégation au titre de l'article X:2 du GATT de 1994 70
a) Arguments du Mexique 70
b) Arguments des États-Unis 70
c) Constatations 71
E. INCOMPATIBILITÉ ALLÉGUÉE AVEC L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994, LES ARTICLES 1ER, 18.1 ET18.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING, ET L'ARTICLE XVI DE L'ACCORD SUR L'OMC 72
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 73
A. CONCLUSIONS 73
a) Allégations concernant le réexamen à l'extinction effectué par l'USDOC 73
b) Allégations concernant le réexamen à l'extinction effectué par l'USITC 73
c) Allégations concernant le quatrième réexamen administratif effectué par l'USDOC 74
d) Autres allégations 74
B. RECOMMANDATION ET DEMANDE DE SUGGESTION 74

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Première communication écrite du Mexique	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite des États-Unis	A-6

ANNEXE B

COMMUNICATIONS DES TIERCES PARTIES OU LEURS RÉSUMÉS ANALYTIQUES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication de l'Argentine en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication de la Chine en tant que tierce partie	B-19
Annexe B-3	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-32
Annexe B-4	Communication du Japon en tant que tierce partie	B-40
Annexe B-5	Communication du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie	B-45

ANNEXE C

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DEUXIÈMES COMMUNICATIONS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Deuxième communication écrite du Mexique	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des États-Unis	C-11

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES OU LEURS RÉSUMÉS ANALYTIQUES - PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉUNIONS

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration orale du Mexique – Première réunion	D-2
Annexe D-2	Déclaration orale des États-Unis – Première réunion	D-6
Annexe D-3	Déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie	D-9
Annexe D-4	Déclaration orale de la Chine en tant que tierce partie	D-14
Annexe D-5	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	D-16
Annexe D-6	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie	D-22
Annexe D-7	Déclaration orale liminaire du Mexique – Deuxième réunion	D-27
Annexe D-8	Déclaration orale finale du Mexique – Deuxième réunion	D-31

Table des matières		Page
Annexe D-9	Déclaration orale liminaire des États-Unis – Deuxième réunion	D-35
Annexe D-10	Déclaration orale finale des États-Unis – Deuxième réunion	D-41

ANNEXE E

QUESTIONS ET RÉPONSES
et
OBSERVATIONS DES PARTIES SUR LE RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL
SUR L'AFFAIRE *ÉTATS-UNIS – RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES PRODUITS TUBULAIRES POUR CHAMPS PÉTROLIFÈRES EN PROVENANCE D'ARGENTINE ("OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE")*

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial – Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial – Première réunion	E-31
Annexe E-3	Réponses des États-Unis aux questions du Mexique – Première réunion	E-47
Annexe E-4	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-60
Annexe E-5	Réponses de la Chine aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-66
Annexe E-6	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-73
Annexe E-7	Réponses du Japon aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-88
Annexe E-8	Réponses du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-92
Annexe E-9	Réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial – Deuxième réunion	E-94
Annexe E-10	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial – Deuxième réunion	E-101
Annexe E-11	Réponses des États-Unis aux questions du Mexique – Deuxième réunion	E-107
Annexe E-12	Observations du Mexique sur les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial et du Mexique – Deuxième réunion	E-114
Annexe E-13	Observations des États-Unis sur les réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial – Deuxième réunion	E-123
Annexe E-14	Observations du Mexique sur le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, DS268	E-129

Table des matières		Page
Annexe E-15	Observations des États-Unis sur la pertinence du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine ("OCTG en provenance d'Argentine")*	E-150

ANNEXE F

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Contenu		Page
Annexe F	Demande d'établissement d'un groupe spécial – Document WT/DS282/2	F-2

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – DRAM	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, DSR 1999:II, 521
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Restrictions à l'exportation	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R et Corr.2, adopté le 23 août 2001, DSR 2001:XI, 5767
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, DSR 2001:X, 4697
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/R et Corr.1, adopté le 17 décembre 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS268/AB/R
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, 9
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, DSR 1996:I, 97

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Mexique – Sirop de maïs	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000, DSR 2000:III, 1345
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001, DSR 2001:XIII, 6675

I. INTRODUCTION

1.1 Le 18 février 2003, le gouvernement mexicain a demandé l'ouverture de consultations[1] avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique (États-Unis) conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping), au sujet des déterminations finales établies par le Département du commerce des États-Unis (USDOC) et la Commission du commerce international des États-Unis (USITC) dans le cadre du réexamen à l'extinction et du quatrième réexamen administratif visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (OCTG) en provenance du Mexique, et au sujet de lois, règlements, procédures et dispositions et pratiques administratives particuliers des États-Unis. Le Mexique et les États-Unis ont tenu des consultations le 4 avril 2003, mais ils ne sont pas parvenus à régler le différend.

1.2 Le 29 juillet 2003, le Mexique a demandé à l'Organe de règlement des différends (ORD) d'établir un groupe spécial conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 17 de l'Accord antidumping.[2]

1.3 À sa réunion du 29 août 2003, l'ORD a établi un groupe spécial comme le Mexique l'avait demandé dans le document WT/DS282/2, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord. À cette réunion, les parties au différend sont par ailleurs convenues que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Ce mandat est donc le suivant:

> Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Mexique dans le document WT/DS282/2, la question portée devant l'ORD par le Mexique dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.

1.4 Le 11 février 2004, les parties sont convenues que le Groupe spécial aurait la composition suivante:

Président: M. Christer Manhusen

Membres: M. Alistair James Stewart
Mme Stephanie Sin Far Man

1.5 L'Argentine, le Canada, la Chine, les Communautés européennes, le Japon, le Taipei chinois et le Venezuela ont réservé leurs droits de tierces parties.

1.6 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 25 et 26 mai 2004 et les 17 et 18 août 2004. Il s'est réuni avec les tierces parties le 26 mai 2004. Il a remis son rapport intérimaire aux parties le 24 mars 2005.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Sont en cause dans le présent différend un certain nombre de déterminations établies par l'USDOC et l'USITC à l'occasion des réexamens des droits antidumping visant les importations d'OCTG en provenance du Mexique, ainsi que des lois, règlements, procédures et dispositions et pratiques administratives particuliers régissant ces réexamens. Spécifiquement, le Mexique conteste

[1] WT/DS282/1; G/L/605; G/ADP/D47/1.
[2] WT/DS268/2 (annexe F).

les déterminations établies par l'USDOC et l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping, et la détermination établie par l'USDOC dans le cadre du quatrième réexamen administratif. Dans le cadre du réexamen à l'extinction, l'USDOC a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit antidumping était supprimé[3], et l'USITC a déterminé qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit antidumping était supprimé.[4] En conséquence, l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les importations d'OCTG en provenance du Mexique a été maintenue. Dans le cadre du quatrième réexamen administratif, l'USDOC a déterminé qu'aucun des deux exportateurs d'OCTG mexicains demandant le réexamen ne remplissait les conditions requises pour bénéficier d'une abrogation du droit antidumping, et il a donc refusé de supprimer la mesure.[5]

2.2 L'enquête antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique a été ouverte en 1994 et par conséquent, conformément à l'article 18.3 de l'Accord antidumping, elle n'était pas assujettie aux obligations énoncées dans cet accord. L'enquête initiale a donc été menée en vertu de lois et règlements des États-Unis antérieurs à l'OMC.

2.3 Lors de l'enquête initiale, l'USDOC a calculé une marge de dumping pour le plus important des producteurs d'OCTG mexicains, TAMSA, qui avait contribué pour environ 60 pour cent aux exportations à destination des États-Unis pendant la période couverte par l'enquête, à savoir du 1er janvier 1994 au 30 juin 1994. Trois autres sociétés susceptibles d'être interrogées n'ont pas fait individuellement l'objet d'une enquête. À la suite de l'enquête, l'USDOC a calculé, en partie sur la base des données de fait disponibles, une marge de 23,79 pour cent[6] pour TAMSA, qui a également été appliquée aux exportations de "tous les autres" producteurs mexicains, y compris Hylsa. La marge pour TAMSA a été calculée à partir, entre autres choses, d'une valeur normale construite. Pour construire la valeur normale, l'USDOC a choisi de ne pas faire fond sur les données financières pour 1993 fournies par TAMSA et a utilisé à la place comme données de fait disponibles les données financières pour 1994 que TAMSA avait communiquées à la Commission des opérations de bourse mexicaine, en concluant qu'elles étaient plus appropriées compte tenu de la période couverte par l'enquête. L'USITC a mené une enquête sur le dommage et a conclu que les OCTG en provenance du Mexique, et de quatre autres pays (Argentine, Corée, Italie et Japon), causaient un dommage important à la branche de production nationale des États-Unis. Par la suite, le 11 août 1995, l'USDOC a publié l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique.

2.4 L'USDOC a engagé des réexamens administratifs au cours de chaque année ayant suivi l'imposition de l'ordonnance en matière de droits antidumping initiale. Pendant la période pertinente pour le premier réexamen, allant du 11 août 1995 au 31 juillet 1996, il n'y a pas eu d'exportations de la part des sociétés visées par le réexamen, y compris TAMSA et Hylsa, et l'USDOC a clos le réexamen. Pour la deuxième période, allant du 1er août 1996 au 31 juillet 1997, l'USDOC a calculé des marges nulles pour TAMSA et pour Hylsa, qui sont devenues le taux de dépôt effectif en mars 1999. Pour la troisième période, allant du 1er août 1997 au 31 juillet 1998, TAMSA et Hylsa ont à nouveau demandé un réexamen, et l'USDOC a calculé une marge nulle pour TAMSA. Toutefois, Hylsa a retiré sa demande et l'USDOC a clos le réexamen la concernant, ce qui a donné lieu au recouvrement de droits d'un montant correspondant au taux de dépôt initial. Les deux sociétés ont de nouveau demandé un

[3] *Oil Country Tubular Goods from Mexico; Final Results of Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 66 Fed. Reg. 14,131 (9 mars 2001) (pièce n° 19 du Mexique) (dénommée ci-après la "détermination à l'extinction établie par l'USDOC").

[4] *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, USITC Pub. 3434, Inv. Nos. 701-TA-364, 731-TA-711, and 713-716 (juin 2001) (pièce n° 20 du Mexique) (dénommée ci-après la "détermination à l'extinction établie par l'USITC").

[5] *Oil Country Tubular Goods from Mexico: Final Results of Antidumping Duty Administrative Review and Determination Not to Revoke in Part*, 66 Fed. Reg. 15,832 (21 mars 2001) (pièce n° 9 du Mexique) (dénommée ci-après la "détermination établie par l'USDOC dans le cadre du quatrième réexamen administratif").

[6] Cette marge a ultérieurement été ramenée à 21,70 pour cent.

réexamen pour la quatrième période, allant du 1er août 1998 au 31 juillet 1999. Pour ce réexamen, l'USDOC a de nouveau calculé une marge nulle pour TAMSA et a calculé une marge de 0,79 pour cent pour Hylsa.

2.5 En même temps que le quatrième réexamen administratif, TAMSA et Hylsa ont demandé l'abrogation du droit antidumping au titre de la législation et de la réglementation des États-Unis pertinentes, qui disposent que l'USDOC peut abroger un droit antidumping s'il constate, entre autres choses, qu'il n'y a pas eu de dumping pendant trois années, et que le maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping n'est pas autrement nécessaire pour neutraliser le dumping. En réponse aux demandes de TAMSA et d'Hylsa, l'USDOC a déterminé que TAMSA n'avait pas vendu les OCTG visés en quantités commerciales au cours des trois années antérieures, et une marge de dumping de 0,79 pour cent a été calculée pour Hylsa. Par conséquent, l'USDOC a conclu qu'aucune des sociétés ne remplissait les conditions requises pour bénéficier d'une abrogation et a rejeté les demandes le 21 mars 2001.[7]

2.6 Le 3 juillet 2000, alors que le quatrième réexamen administratif était en cours, l'USDOC a engagé un réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique. Le 9 mars 2001, il a établi, à la suite d'un réexamen "complet" à l'extinction[8], une détermination finale selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. L'USDOC a indiqué à l'USITC que l'importance de la marge de dumping probable était de 21,70 pour cent, soit le taux calculé lors de l'enquête initiale, tel que modifié, pour tous les producteurs mexicains.

2.7 Pendant ce temps, l'USITC avait ouvert l'enquête sur le volet dommage du réexamen à l'extinction. Dans sa détermination initiale, elle avait constaté qu'il existait aux États-Unis deux branches de production produisant deux produits distincts "similaires" aux produits importés, et avait établi des déterminations positives distinctes. Le 10 juillet 2001, l'USITC a établi une détermination finale selon laquelle il était probable que le dommage important subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible si les ordonnances en matière de droits antidumping visant l'un des produits pertinents, les tubes de cuvelage et tubes de production, en provenance du Mexique et des quatre autres pays visés par l'ordonnance initiale (Argentine, Corée, Italie et Japon), étaient abrogées. S'agissant de l'autre produit, l'ITC a déterminé qu'il n'était pas probable que le dommage important subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible si les ordonnances visant les tubes de forage en provenance du Mexique et de l'Argentine étaient abrogées. Par conséquent, les ordonnances en matière de droits antidumping visant les tubes de forage en provenance du Mexique et de l'Argentine ont été abrogées. Cet aspect de la détermination de l'USITC n'est pas en cause dans le présent différend.

2.8 À la suite des déterminations établies par l'USDOC et l'USITC, l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique a été maintenue avec effet au 25 juillet 2001.

[7] Détermination établie par l'USDOC dans le cadre du quatrième réexamen administratif, note 5 *supra*.

[8] La législation des États-Unis dispose que des réexamens "complets" à l'extinction sont effectués lorsque la réponse à l'avis d'engagement est adéquate. L'USDOC considère normalement que la réponse à l'avis d'engagement est adéquate s'il reçoit des réponses complètes d'une partie intéressée nationale et de parties intéressées interrogées représentant en moyenne plus de 50 pour cent des exportations totales de la marchandise visée.

III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES

A. MEXIQUE

3.1 Le Mexique demande au Groupe spécial de constater que:

- la loi (19 U.S.C. § 1675a c) 1)), l'Énoncé des mesures administratives (SAA) (pages 889 et 890) et le Sunset Policy Bulletin (SPB) (section II.A.3) en tant que tels violent l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'ils établissent la présomption qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit antidumping est supprimé, présomption qui est fondée sur le poids décisif accordé à une réduction du volume des importations ou à la simple existence de marges de dumping, alors que pèse sur les sociétés interrogées la charge d'amener l'USDOC à examiner d'autres facteurs;

- la loi (19 U.S.C. §1675a c) 1)), le SAA (pages 889 et 890) et le SPB (section II.A.3) en tant que tels violent l'article 11.3 de l'Accord antidumping car, en prescrivant à l'USDOC d'accorder un poids décisif à la simple existence de marges de dumping et/ou à une baisse du volume des importations, ces instruments établissent un critère moindre que le critère "probable" ou "vraisemblable" prescrit par l'article 11.3;

- la pratique constante de l'USDOC dans les réexamens à l'extinction pour l'application de la loi (19 U.S.C. § 1675a c) 1)), du SAA (pages 889 et 890) et du SPB (section II.A.3) non seulement prouve encore l'existence de la présomption incompatible avec les règles de l'OMC que ces instruments établissent mais aussi viole elle-même, en tant que telle, l'article 11.3 de l'Accord antidumping; et

- l'USDOC a violé l'article 11:3 de l'Accord antidumping parce qu'il: i) a centré son attention exclusivement sur les volumes des importations passées, à l'exclusion des autres facteurs pertinents; ii) n'a pas appliqué le critère "probable" prescrit par l'article 11.3; iii) n'a pas procédé à une analyse prospective; et iv) n'a pas établi une détermination de la probabilité d'un dumping sur la base d'éléments de preuve positifs;

- le critère appliqué par l'USITC pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit antidumping était supprimé viole en tant que tel l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que ce critère est moindre que le critère "probable" ou "vraisemblable" prescrit par l'article 11.3;

- l'USITC a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'elle a appliqué un critère qui était moindre que le critère "probable" ou "vraisemblable" prescrit par l'article 11.3;

- l'USITC a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas fondé sa détermination de la probabilité d'un dommage sur des éléments de preuve positifs;

- l'USITC a violé l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping et a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping (indépendamment de l'application de l'article 3) en ne procédant pas à un examen objectif du dossier et en ne fondant pas sa détermination de la probabilité d'un dommage sur des éléments de preuve positifs. Les conclusions de l'USITC concernant le volume probable des importations, les effets

probables sur les prix et l'incidence probable des importations sur la branche de production nationale:

- ne peuvent pas être jugées objectives lorsqu'elles sont considérées à la lumière d'un examen impartial des renseignements versés au dossier;

- ne sont pas fondées sur des éléments de preuve positifs d'un dommage probable comme l'exigent l'article 3.1 et l'article 11.3 de l'Accord antidumping; et

- ne pourraient pas amener un décideur objectif et impartial à conclure qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé;

- l'USITC a violé l'article 3.4 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production, y compris ceux qui étaient énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping;

- l'USITC a violé l'article 3.4 et l'article 11.3 (indépendamment de l'application de l'article 3) en: i) s'appuyant sur la marge probable qui lui avait été communiquée par l'USDOC aux fins de sa détermination de la probabilité; ou ii) à titre subsidiaire, en n'examinant pas l'importance de la marge de dumping pour déterminer qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait;

- l'USITC a violé l'article 3.5 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas: i) démontré l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage probable causé à la branche de production nationale; ii) dissocié et distingué les effets des autres facteurs causant le dommage probable et les effets du dumping; et iii) fondé sa détermination sur les effets du dumping sur la branche de production nationale;

- indépendamment de l'applicabilité de l'article 3.5, l'USITC a violé les prescriptions relatives au lien de causalité inhérentes à l'article VI du GATT et à l'article 11.1 de l'Accord antidumping et donc aussi applicables aux déterminations de dommage au titre de l'article 11.3, lorsqu'elle a déterminé qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé;

- l'USITC a violé l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping parce qu'elle a fondé sa détermination de la probabilité d'un dommage sur des conjectures et de lointaines possibilités et n'a pas satisfait aux prescriptions spéciales de l'article 3.7 et 3.8 concernant l'établissement de déterminations prospectives de dommage;

- l'USITC a violé les articles 11.3 et 3.3 parce que ces dispositions interdisent le cumul dans les réexamens au titre de l'article 11.3 et que l'USITC a évalué de manière cumulative les effets des importations d'OCTG en provenance d'Argentine, de Corée, d'Italie, du Japon et du Mexique pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit antidumping visant les importations d'OCTG mexicains était supprimé; et

- à titre subsidiaire, à supposer pour les besoins de l'argumentation qu'une analyse cumulative du dommage soit autorisée dans les réexamens à l'extinction, l'USITC a

violé les articles 11.3 et 3.3 parce qu'elle n'a pas appliqué les prescriptions de l'article 3.3 en l'espèce;

- indépendamment de l'applicabilité de l'article 3.3 à l'article 11.3, l'USITC n'a pas satisfait aux prescriptions inhérentes à la conduite de toute évaluation cumulative du dommage; en particulier, elle ne s'est pas assurée que le cumul était approprié à la lumière des conditions de concurrence entre les OCTG importés, et entre les OCTG importés et le produit national similaire, constatations qui exigeaient une constatation liminaire selon laquelle les importations seraient présentes simultanément sur le marché des États-Unis;

- 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) & 5) en tant que tels violent les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping car ils prescrivent que l'USITC détermine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et que l'USITC "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais ne se manifester qu'à plus longue échéance"; et

- l'USITC a violé les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping en appliquant 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) & 5) dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique;

- l'USDOC a violé l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce qu'il n'a pas supprimé le droit antidumping immédiatement dès qu'il a été montré que son maintien n'était pas "nécessaire pour neutraliser le dumping";

- l'USDOC a violé les articles 11.2, 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping parce qu'il a "ramené à zéro" les marges négatives de Hylsa et s'est fondé sur la marge positive qui a résulté de cette méthodologie illicite pour justifier de ne pas abroger le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique pour ce qui concernait Hylsa;

- l'USDOC a violé l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce qu'il: i) a appliqué un critère exigeant qu'il soit démontré qu'un dumping n'était "pas probable" dans le futur; ii) a imposé arbitrairement un critère liminaire des "quantités commerciales" qui n'est pas justifié par l'article 11.2; et iii) a ignoré des éléments de preuve positifs qui démontraient que la mesure n'était plus nécessaire pour neutraliser le dumping;

- l'USDOC a violé l'article X:2 du GATT de 1994 parce qu'il a imposé à TAMSA des conditions pour la suppression du droit antidumping avant leur publication officielle; et

- à supposer pour les besoins de l'argumentation que le Groupe spécial constate que la loi, le SAA et le Sunset Policy Bulletin n'établissent pas une présomption incompatible avec les règles de l'OMC qui viole l'article 11.3 de l'Accord antidumping, alors l'USDOC a violé l'article X:3 a) du GATT de 1994 en n'appliquant pas d'une manière impartiale et raisonnable les lois, règlements et décisions judiciaires et administratives des États-Unis dans sa conduite des réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping;

- les États-Unis ont violé les dispositions de l'article VI du GATT de 1994, des articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC parce qu'ils ont manqué à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping;

- les États-Unis ont violé l'article 18.4 de l'Accord antidumping en n'assurant pas la conformité des lois, règlements et procédures administratives susmentionnés avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC; et

- les États-Unis ont violé l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC en n'assurant pas la conformité des lois, règlements et procédures administratives susmentionnés avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

3.2 Le Mexique demande également au Groupe spécial:

- de recommander aux États-Unis de rendre leurs mesures conformes aux accords visés (Accord antidumping, GATT de 1994, Accord sur l'OMC);

- de suggérer que les États-Unis mettent en œuvre sa recommandation en abrogeant immédiatement le droit antidumping visant les importations d'OCTG en provenance du Mexique.

B. ÉTATS-UNIS

3.3 Les États-Unis demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations du Mexique dans leur intégralité. Ils demandent au Groupe spécial de constater que l'allégation formulée au paragraphe 3.1 concernant le fait que la pratique constante de l'USDOC dans les réexamens à l'extinction viole en tant que telle l'article 11.3 de l'Accord antidumping ne relève pas de son mandat. Les États-Unis demandent également au Groupe spécial de décider que la pièce n° 68 du Mexique présentée par ce dernier dans le cadre de la deuxième réunion de fond est irrecevable au motif qu'elle va à l'encontre du paragraphe 14 des Procédures de travail du Groupe spécial.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans les communications écrites et les déclarations orales qu'elles ont adressées au Groupe spécial, ainsi que dans leurs réponses aux questions. Les résumés analytiques fournis par les parties de leurs communications et déclarations orales et leurs réponses aux questions sont annexés au présent rapport (voir la Liste des annexes, pages iii et iv).[9]

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties, à savoir l'Argentine, le Canada, la Chine, les Communautés européennes, le Japon, le Taipei chinois et le Venezuela, sont exposés dans les communications écrites et les déclarations orales qu'elles ont adressées au Groupe spécial, ainsi que dans leurs réponses aux questions. Les communications et déclarations orales des tierces parties, ou leurs résumés analytiques, et leurs réponses aux questions sont annexées au présent rapport (voir la Liste des annexes, pages iii et iv).[10] [11]

[9] Les versions anglaise et espagnole des résumés analytiques du Mexique qui sont reproduites sont les versions originales communiquées par le Mexique.

[10] Lors de la séance avec les tierces parties, le Taipei chinois a fait une brève déclaration renvoyant le Groupe spécial aux arguments qu'il avait présentés dans sa communication écrite mais n'a pas communiqué de version écrite ou électronique de sa déclaration.

[11] Les versions anglaise et espagnole des résumés analytiques de l'Argentine qui sont reproduites sont les versions originales communiquées par l'Argentine.

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Conformément au calendrier établi pour les présentes procédures, les deux parties ont communiqué des observations sur le rapport intérimaire, en demandant un réexamen d'aspects précis de ce dernier le 4 avril 2005. Aucune partie n'a demandé de nouvelle réunion avec le Groupe spécial. Les États-Unis ont communiqué le 11 avril 2005 une lettre non demandée portant à l'attention du Groupe spécial certains aspects d'un rapport de l'Organe d'appel publié après la date limite du 4 avril pour la présentation des demandes de réexamen du rapport intérimaire. Le 18 avril 2005, chaque partie a communiqué des observations sur les observations du 4 avril de l'autre partie. Le 14 avril 2005, le Mexique a communiqué une lettre dans laquelle il s'élevait contre la lettre des États-Unis du 11 avril. Nous examinons ci-après les diverses observations des parties.

6.2 S'agissant premièrement de la demande de réexamen du Mexique, nous notons que les deux premiers volets de la demande se rapportent à la partie descriptive du rapport du Groupe spécial. Tout d'abord, le Mexique demande que nous incluions, en annexe au rapport, les observations déposées par les parties en réponse à la demande qui leur avait été faite par le Groupe spécial de présenter leurs vues sur la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*[12], ainsi que les observations des parties sur le projet de partie descriptive du rapport. Les États-Unis n'ont pas formulé d'observation sur ce volet de la demande du Mexique.

6.3 Pour ce qui est des observations des parties sur la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, comme elles ont été présentées en réponse à une demande spécifique du Groupe spécial et exposent des arguments de fond concernant les allégations en cause en l'espèce, nous les avons incluses en annexe à notre rapport final.

6.4 Toutefois, nous n'accédons pas à la deuxième partie de la demande du Mexique concernant les observations des parties sur le projet de partie descriptive du rapport. S'il est bien établi que le rapport d'un groupe spécial dans une procédure de règlement des différends comprendra une partie descriptive, rien dans le Mémorandum d'accord n'exige que cette partie descriptive expose de manière exhaustive tous les aspects des arguments et des positions des parties et des tierces parties à la procédure. En l'espèce, les annexes du rapport contiennent des résumés analytiques des communications écrites et orales des parties et des tierces parties, leurs réponses aux questions posées pendant la procédure, et les observations des parties sur la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*. Nous ne voyons aucune raison d'inclure également les observations des parties sur le projet de partie descriptive. Ces observations font bien évidemment partie du dossier de la présente procédure et sont donc à la disposition de l'Organe d'appel en cas d'appel.

6.5 Ensuite, le Mexique demande 1) que le Groupe spécial modifie le paragraphe 3.1 du rapport pour inclure les constatations demandées dont il avait déjà sollicité l'inclusion dans la partie descriptive dans ses observations sur le projet de partie descriptive du rapport, et 2) que le Groupe spécial formule les constatations demandées. Les États-Unis s'opposent à cette demande, affirmant que le Groupe spécial a examiné ces arguments et formulé les constatations nécessaires, qui simplement ne sont pas favorables au Mexique. Nous n'avons pas inclus les constatations demandées dans la partie descriptive en réponse aux observations initiales du Mexique, et nous nous abstenons de le faire maintenant. Nous notons à cet égard qu'il est courant que les demandes de constatations figurant dans la partie descriptive des rapports de groupes spéciaux soient reprises textuellement des

[12] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine ("États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères")*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004.

premières communications des parties, et c'est ce que nous avons initialement fait en l'espèce. Toutefois, en réponse aux observations des parties, nous avons également inclus des demandes de constatations spécifiques qui avaient été formulées dans les deuxièmes communications écrites des parties. Nous n'avons pas inclus un certain nombre de prétendues "demandes de constatations" du Mexique qui, selon nous, étaient des résumés ou répétitions d'arguments et n'avaient pas été clairement présentées en tant que demandes de constatations dans les première ou deuxième communications écrites. Entrent dans cette catégorie les éléments que le Mexique tente maintenant de faire incorporer dans le rapport. Eu égard à notre décision, nous ne formulons aucune constatation additionnelle.

6.6 Le Mexique note que le rapport intérimaire ne comprend pas de constatations concernant son allégation selon laquelle la loi, le SAA et SPB établissent un critère qui est moindre que le critère "probable" en violation de l'article 11.3. Bien que cela ne soit pas spécifié, le Mexique souhaite apparemment que le Groupe spécial formule la constatation demandée. Les États-Unis font observer qu'en concluant que la loi et le SAA n'accordaient pas de poids décisif aux marges de dumping et aux volumes d'importation mais que l'USDOC avait estimé que le SPB le faisait, le Groupe spécial a déjà répondu à l'argument du Mexique concernant l'article 11.3 et formulé des constatations en conséquence. Nous nous abstenons d'apporter des modifications, quelles qu'elles soient, en réponse à cette observation du Mexique. Comme le notent les États-Unis, nous avons réglé la question à l'examen, à savoir l'allégation du Mexique selon laquelle la loi des États-Unis, le SAA et le SPB constituent, en soi, une violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Nous n'estimons pas être tenus de formuler des constatations dans ce contexte en ce qui concerne chaque aspect des arguments présentés par le Mexique pour étayer son allégation.

6.7 Les États-Unis ont demandé que nous modifiions la première phrase du paragraphe 3.1 du rapport pour rendre compte du fait que les constatations demandées qui y sont énumérées n'étaient pas toutes énoncées dans la première communication écrite du Mexique. Nous avons apporté la modification nécessaire.

6.8 Le Mexique affirme ensuite que le paragraphe 7.8 du rapport intérimaire ne rend pas compte avec exactitude de la position des parties concernant la charge de la preuve. Il demande que le paragraphe soit reformulé afin de "rendre compte avec exactitude" des positions divergentes des parties sur cette question, et que le Groupe spécial formule ensuite une constatation à cet égard, expliquant comment il a réglé le désaccord entre les parties. Les États-Unis n'ont pas répondu spécifiquement à cette observation. Nous nous abstenons d'apporter des modification, quelles qu'elles soient, en réponse à cette demande. Le paragraphe 7.8 est exact tel qu'il est formulé. Le fait que le Groupe spécial a posé des questions concernant la charge de la preuve pendant la procédure, auxquelles les parties ont répondu, ne change rien au fait que la charge de la preuve n'était pas une question soulevée par les parties et qu'aucune constatation n'est nécessaire. Nous ne jugeons pas nécessaire de rendre compte, dans nos constatations, de tous les aspects des arguments des parties, et des développements de ces arguments, présentés au cours de la procédure, en particulier lorsque, comme c'est le cas en l'espèce, ils se rapportent à des questions concernant lesquelles il n'est pas nécessaire de formuler des constatations pour se prononcer sur les allégations à l'examen.

6.9 Nous avons corrigé l'erreur identifiée par le Mexique au paragraphe 7.51 du rapport.

6.10 Le Mexique fait référence aux paragraphes 7.69 et 7.81 du rapport intérimaire, qui mentionnent le fait que la détermination à l'extinction finale de l'USDOC reposait uniquement sur les volumes d'importation, et il demande que le rapport soit modifié pour "rendre compte du fait que le Mexique a à de nombreuses reprises expliqué dans ses communications écrites et en réponse à des questions spécifiques du Groupe spécial le rôle que les marges de dumping antérieures avaient joué dans la détermination à l'extinction finale de l'USDOC". Les États-Unis s'opposent à cette demande. Nous nous abstenons d'apporter des modifications, quelles qu'elles soient, à cet égard. Nous avons examiné les passages des communications cités en référence par le Mexique et, selon nous, ceux-ci

montrent tout au plus que le Mexique a affirmé que l'USDOC s'était appuyé sur les marges de dumping antérieures dans sa détermination à l'extinction, mais n'"expliquent" pas leur rôle dans la détermination. En tout état de cause, nous avons constaté qu'en fait, les marges de dumping antérieures n'avaient pas joué de rôle dans la détermination, laquelle reposait, comme l'a également affirmé le Mexique, uniquement sur la baisse des volumes d'importation à la suite de l'imposition du droit antidumping.

6.11 Le Mexique demande que nous modifiions le paragraphe 7.83 pour supprimer l'assertion selon laquelle le Mexique n'a cité aucune disposition de l'Accord antidumping exigeant la "communication" de la marge probable. Les États-Unis s'opposent à cette demande. Nous nous abstenons d'apporter la modification demandée. Nous avons examiné les passages des communications cités en référence par le Mexique et, s'ils présentent bien des arguments concernant des erreurs alléguées dans la marge communiquée par l'USDOC à l'USITC, nous n'y trouvons aucune référence à une quelconque disposition de l'Accord antidumping exigeant une telle communication.

6.12 Le Mexique demande que le Groupe spécial formule des constatations "en ce qui concerne la prescription voulant qu'il existe un lien de causalité entre le dumping probable et le dommage probable" et "examine les observations spécifiques présentées par le Mexique pendant la procédure". Les États-Unis s'opposent à cette demande. Nous nous abstenons d'apporter des modifications au rapport à cet égard. Comme il est indiqué dans le rapport, les arguments du Mexique concernant la détermination de l'USITC s'articulaient principalement autour de l'article 3 de l'Accord antidumping. Si le Mexique a effectivement présenté des arguments concernant le fait que, d'après les allégations, un lien de causalité n'avait pas été établi entre le dumping probable et le dommage probable, ceux-ci étaient, selon nous, fondés sur l'article 3.5, dont nous avons constaté qu'il ne s'appliquait pas dans les réexamens à l'extinction. Le Mexique n'a pas expliqué ni précisé sa simple affirmation selon laquelle l'article 11.1 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994 établissaient des prescriptions relatives au lien de causalité "inhérentes", parallèles à celles de l'article 3.5 mais indépendantes. En l'absence de tout fondement pour de telles constatations, nous n'avons pas jugé nécessaire d'examiner cet aspect de l'argument du Mexique.

6.13 Les États-Unis demandent que nous supprimions du paragraphe 3.1 du rapport le point mentionnant cette demande de constatation, affirmant qu'elle n'avait été formulée dans aucune des communications du Mexique au Groupe spécial. La constatation demandée en cause, figurant au douzième point du paragraphe 3.1, apparaît au paragraphe 198 de la deuxième communication écrite du Mexique. Comme nous l'avons indiqué plus haut, nous avons en l'espèce, ce qui est inhabituel, inclus dans la partie descriptive du rapport des constatations demandées dans les deuxièmes communications des parties. Nous nous abstenons donc d'apporter la modification demandée.

6.14 Le Mexique demande que nous incluions des constatations concernant "l'utilisation [par l'USITC] de la marge probable pour son évaluation du dommage probable" et que nous "examinions les observations spécifiques formulées par le Mexique au cours de la procédure". Les États-Unis s'opposent à toute nouvelle constatation à cet égard, affirmant que le Mexique n'a pas formulé dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial d'allégations selon lesquelles le recours allégué par l'USITC à la marge probable était incompatible avec l'article 3.4 ou l'article 11.3, que le Groupe spécial a constaté que l'article 3.4 n'était pas applicable dans les réexamens à l'extinction, et que le Groupe spécial a constaté que la détermination de l'USITC était compatible avec l'article 11.3 ce qui rendait toute nouvelle constatation inutile. Nous nous abstenons d'apporter des modifications, quelles qu'elles soient, au rapport à cet égard. Nous avons conclu que l'article 3.4 de l'Accord antidumping ne s'appliquait pas dans les réexamens à l'extinction. Il s'agit de la seule disposition de l'Accord antidumping qui fait référence à la prise en considération des marges de dumping pour l'analyse du dommage. En outre, nous faisons observer que nous avons constaté que l'Accord antidumping n'obligeait pas l'USDOC à communiquer une telle marge à l'USITC, et nous ne trouvons rien dans le rapport de l'USITC qui indique qu'elle a effectivement "utilisé" la marge probable qui lui avait été communiquée par l'USDOC pour son analyse de la probabilité que le dommage subsisterait ou se

reproduirait en l'espèce. Nous avons constaté que la détermination de la probabilité d'un dommage établie par l'USITC n'était pas incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. En l'absence de toute prescription applicable imposant de prendre en considération la marge probable, et en l'absence de tout élément de preuve indiquant qu'une telle marge avait effectivement été prise en considération, nous estimons qu'il n'existe aucun fondement pour une quelconque constatation à cet égard.

6.15 Le Mexique demande que des modifications soient apportées aux constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.93 à 7.98 en ce qui concerne sa contestation "en tant que tel" du critère employé par l'USITC. Spécifiquement, le Mexique demande que nous précisions et que nous examinions de manière plus approfondie les arguments qu'il a présentés à cet égard. Les États-Unis s'opposent à cette demande. Nous nous abstenons d'apporter des modifications, quelles qu'elles soient, à cet égard. Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous ne jugeons pas nécessaire de rendre compte, dans nos constatations, de tous les aspects des arguments des parties, et des développements de ces arguments, présentés au cours de la procédure. Qui plus est, en ce qui concerne les déclarations faites dans le cadre des litiges dans d'autres enceintes, comme nous l'avons indiqué au paragraphe 7.97, nous n'estimons pas que ces déclarations soient pertinentes pour notre évaluation du point de savoir si le critère "probable" appliqué par l'USITC est en soi incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Par conséquent, nous ne voyons aucune raison de préciser les arguments du Mexique à cet égard.

6.16 Le Mexique demande que nous modifiions le paragraphe 7.111 du rapport, soutenant que l'assertion selon laquelle il n'a jamais fait valoir que le laps de temps représentait un avenir trop éloigné est inexacte. Les États-Unis estiment que l'assertion du Groupe spécial est correcte. Nous nous abstenons d'apporter la modification demandée. Nous avons examiné les passages des communications cités en référence par le Mexique et, selon nous, ils énoncent l'argument du Mexique selon lequel l'USITC n'a pas spécifié le laps de temps qu'elle avait pris en considération pour établir sa détermination de la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait, position qui n'est pas compatible avec l'affirmation selon laquelle le Mexique a fait valoir que le laps de temps représentait un avenir trop éloigné.

6.17 Le Mexique demande que nous modifiions le paragraphe 7.122 du rapport intérimaire, affirmant que l'assertion relative au point essentiel de son allégation ne constitue pas "une description exacte de la position du Mexique, qui comprenait plusieurs niveaux d'argumentation, lesquels portaient tous sur les obligations de fond énoncées à l'article 11.3". Les États-Unis s'opposent à cette demande. Comme nous l'avons déjà indiqué, nous ne jugeons pas nécessaire de rendre compte, dans nos constatations, de tous les aspects des arguments des parties, y compris les divers "niveaux" d'argumentation. Nous estimons que notre assertion rend compte avec exactitude de la substance des arguments du Mexique – elle ne prétend pas rendre compte de toutes leurs nuances, et ne le doit pas, pour introduire notre décision concernant les allégations en cause.

6.18 Le Mexique demande que nous modifiions le paragraphe 7.149 du rapport, affirmant qu'il n'a pas mal cité l'article 11.3. Les États-Unis s'opposent à cette demande. Nous nous abstenons d'apporter la modification demandée. La compréhension que nous avons de l'argument du Mexique repose sur le paragraphe 254 de sa première communication écrite qui, tant dans le texte espagnol original que dans la traduction en anglais fournie par le Mexique, affirme ce qui suit: "the specific reference in the text of Article 11.3 to "an anti-dumping duty" is singular and not plural...".[13] Le paragraphe 176 de la deuxième communication écrite du Mexique, qui porte sur un argument des États-Unis, ne modifie pas notre point de vue selon lequel l'argument du Mexique repose sur une mauvaise citation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

[13] Le texte espagnol est ainsi libellé: "la referencia en el texto del artículo 11.3 a "un derecho antidumping" esta hecha en singular y no en plural …".

6.19 Le Mexique demande que nous apportions des modifications non spécifiées au rapport, affirmant que le Groupe spécial "n'a pas examiné le troisième argument du Mexique concernant le cumul". Dans ce contexte, il maintient que le Groupe spécial n'a pas formulé de constatations juridiques ou factuelles concernant les "obligations inhérentes" régissant le cumul. Les États-Unis s'opposent à cette demande. Nous nous abstenons d'apporter des modifications, quelles qu'elles soient, à cet égard. S'il est vrai que le Mexique a demandé une constatation sur ce point, nous avons constaté que l'article 3.3 ne s'appliquait pas dans les réexamens à l'extinction et que les prescriptions relatives au cumul figurant dans cette disposition ne s'appliquaient donc pas non plus. Le Mexique n'a pas expliqué ni précisé sa simple affirmation selon laquelle l'article 11.3 établissait d'une manière ou d'une autre des obligations "inhérentes" en matière de cumul indépendantes de celles qui figuraient à l'article 3.3. En l'absence de tout fondement pour de telles constatations, nous n'avons pas jugé nécessaire d'examiner cet aspect de l'argument du Mexique.

6.20 Le Mexique demande que nous modifiions deux caractérisations de sa position concernant l'article 11.2 dont il est allégué qu'elles sont inexactes, aux paragraphes 7.157 et 7.173 du rapport. Les États-Unis s'opposent à cette demande. Nous nous abstenons d'apporter les modifications demandées. Nous notons premièrement que le paragraphe 7.157 expose la manière dont le Groupe spécial comprend l'article 11.2 et que ce qui y est indiqué n'est pas imputable au Mexique. S'agissant du paragraphe 7.173, il rend compte de la façon dont nous comprenons l'argument du Mexique, qui a à de nombreuses reprises souligné l'absence alléguée de dumping pendant trois années consécutives pour faire valoir que l'USDOC était tenu d'abroger l'ordonnance en matière de droits antidumping.

6.21 Les États-Unis notent que le Mexique indique dans ses observations sur le réexamen intérimaire qu'il n'a pas contesté la législation des États-Unis en tant que telle au regard de l'article 11.2. Ils rappellent que le Mexique avait mentionné, dans un tableau récapitulant ses allégations et arguments communiqué en réponse à une question du Groupe spécial, des "allégations en tant que tel concernant l'article 11.2"[14], et ils demandent que, eu égard à la déclaration du Mexique selon laquelle il ne formule aucune allégation de ce type, le Groupe spécial constate que le Mexique a abandonné cette allégation. Nous nous abstenons de formuler la constatation demandée. Nous ne nous sommes pas appuyés sur le tableau en question aux fins de notre compréhension des allégations du Mexique et, en fait, nous n'avons jamais compris que le Mexique avait formulé des allégations "en tant que tel" pour ce qui était de l'article 11.2. En conséquence, il n'existe aucun fondement pour une constatation selon laquelle le Mexique a "abandonné" une allégation qu'il n'avait jamais formulée.

6.22 Le Mexique fait observer qu'il est "troublé par l'absence de réponse à ses arguments concernant la recommandation, les suggestions et les constatations appropriées dans le rapport intérimaire". Il fait spécifiquement référence à l'invocation de ses droits en tant que pays en développement au titre de l'article 21:2 du Mémorandum d'accord, et il demande que "le Groupe spécial examine cette question et formule une constatation en la matière". Les États-Unis s'opposent à cette demande. Nous notons que nous ne voyons pas du tout quels "aspects précis" du rapport le Mexique souhaite voir réexaminés eu égard à ces remarques. Dans la mesure où le Mexique fait référence à sa demande de suggestion ou de recommandation concernant la mise en œuvre, nous avons rejeté cette demande au paragraphe 8.18 du rapport. Pour ce qui est de l'article 21:2 du Mémorandum d'accord, s'il est vrai que le Mexique a fait référence à cette disposition pour étayer sa demande visant à ce que le Groupe spécial suggère que les États-Unis suppriment immédiatement le droit antidumping, nous ne trouvons pas d'argument juridique ou de demande de constatations au titre de cette disposition qui soit exposé dans les communications du Mexique. Notre décision de ne faire aucune suggestion concernant la mise en œuvre, et spécifiquement de ne pas suggérer la suppression immédiate de la mesure, répondait pleinement à la demande du Mexique, et aucune nouvelle constatation n'est nécessaire.

[14] Réponses du Mexique aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphe 21.

6.23 Enfin, le Mexique a souligné une incompatibilité entre les textes anglais et espagnol du paragraphe 8.5 du rapport. Nous avons apporté la correction requise.

6.24 Les États-Unis demandent que nous réexaminions les paragraphes 7.52 à 7.64 du rapport, faisant valoir que, bien que le paragraphe 7.8 du rapport énonce correctement la charge de la preuve dans le présent différend, l'analyse par le Groupe spécial de la question de savoir si le Sunset Policy Bulletin de l'USDOC est compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping repose sur une attribution incorrecte de cette charge. Les États-Unis estiment que le Mexique n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation concernant le SPB et que le Groupe spécial, en entreprenant une évaluation qualitative des éléments de preuve communiqués par le Mexique, a à tort établi ce bien-fondé à la place du Mexique. En rapport avec leur demande, les États-Unis affirment que l'analyse par le Groupe spécial des éléments de preuve présente plusieurs erreurs qui, selon eux, résultent de l'absence de possibilité de réfutation de l'analyse du Groupe spécial. Pour étayer davantage leur position, les États-Unis ont présenté une lettre appelant l'attention du Groupe spécial sur le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris (États-Unis – Jeux)*, WT/DS285/AB/R, distribué le 7 avril 2005, qui, selon eux, a une incidence directe sur la question de savoir si un groupe spécial peut procéder à son propre examen des éléments de preuve, relevant ainsi, d'après les allégations, une partie plaignante de la charge d'établir le bien-fondé d'une allégation *prima facie*, et constate qu'un groupe spécial ne peut pas le faire. Le Mexique s'oppose à la demande des États-Unis et à la communication de la lettre concernant le rapport *États-Unis – Jeux*.

6.25 Nous avons soigneusement examiné la demande des États-Unis et avons décidé de n'apporter aucune modification de fond au rapport. Nous notons que, bien que la lettre des États-Unis concernant le rapport de l'Organe d'appel sur le différend *États-Unis – Jeux*, ait été communiquée à un stade très tardif de la procédure, elle l'a été à la première occasion, très rapidement après la publication du rapport. En outre, le Mexique a eu la possibilité, dont il a fait usage, de répondre à cette lettre. En tout état de cause, nous n'ignorions pas l'existence du rapport et ne voyons aucune raison de ne pas prendre en considération son importance, pour autant qu'il en ait, et les vues des parties à cet égard, pendant le réexamen intérimaire. Dans ces circonstances, nous ne voyons aucun mal à accepter la lettre des États-Unis.

6.26 Nous n'admettons pas le fondement de la demande des États-Unis, à savoir qu'en entreprenant une analyse qualitative des éléments de preuve présentés par le Mexique en rapport avec son allégation selon laquelle le SPB était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, nous avons attribué à tort la charge de la preuve dans la présente procédure et entrepris à tort d'établir le bien-fondé d'une allégation que le Mexique n'avait pas établi par lui-même. Les allégations et éléments de preuve concernant le SPB présentés dans le présent différend et dans le différend *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine* étaient pour l'essentiel identiques. Nous avons donc attendu pour remettre notre propre rapport que l'Organe d'appel ait fini d'examiner l'appel formé dans le cadre de ce différend, et nous avons spécifiquement demandé aux parties de formuler des observations sur l'importance de la décision de l'Organe d'appel. Nous avons soigneusement examiné le rapport de l'Organe d'appel et conclu qu'il était nécessaire et approprié que nous nous en inspirions pour procéder à notre propre analyse en l'espèce. Dans ce contexte, nous notons que, dans ce même rapport, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

> suivre les conclusions de l'Organe d'appel dans des différends précédents n'est pas seulement approprié, mais c'est ce que l'on attend des groupes spéciaux, en particulier dans les cas où les questions sont les mêmes.[15]

[15] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 188.

6.27 Dans ce rapport, l'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial avait fait erreur dans son analyse des éléments de preuve présentés par l'Argentine à l'appui de son allégation selon laquelle le SPB était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Contrairement à ce qui s'est passé dans l'affaire *États-Unis – Jeux*, l'Organe d'appel n'a pas constaté que l'Argentine n'avait pas établi *prima facie* l'existence d'une violation, ce que le Groupe spécial avait par la suite fait à tort à sa place. En effet, bien que l'Organe d'appel ne se soit pas prononcé sur la compatibilité du SPB avec l'article 11.3, il a constaté que les éléments de preuve que constituaient les statistiques globales, sur lesquelles le Groupe spécial s'était appuyé, laissaient fortement supposer l'existence d'une incompatibilité, mais qu'une conclusion définitive n'était pas possible sans un "examen qualitatif" des déterminations prises en compte dans ces statistiques.[16] Dans le différend *États-Unis – Jeux*, en revanche, l'Organe d'appel a reproché au Groupe spécial non pas d'avoir évalué les éléments de preuve présentés par les parties pour l'évaluation des allégations, mais d'avoir examiné les éléments de preuve présentés en vue de l'identification des mesures contestées. En conséquence, l'Organe d'appel a conclu que le Groupe spécial avait à tort établi *prima facie* l'incompatibilité de certaines mesures avec l'article XVI de l'AGCS à la place d'Antigua. Il a observé ce qui suit:

> Les éléments de preuve et arguments à la base des éléments présentés *prima facie* doivent donc être suffisants pour identifier la mesure contestée et sa portée fondamentale, identifier la disposition pertinente de l'OMC et l'obligation qu'elle contient, et expliquer le fondement de l'incompatibilité alléguée de la mesure avec cette disposition.[17]

6.28 En l'espèce, nous considérons que le Mexique a établi des éléments *prima facie* en ce qui concerne le SPB. Il a clairement identifié la mesure, à savoir le SPB, et son importance, à savoir la façon dont il fonctionnait, identifié la disposition de l'OMC pertinente, à savoir l'article 11.3, et l'obligation qu'elle énonçait, à savoir établir une détermination motivée sur la base des faits, et expliqué le fondement de l'incompatibilité alléguée, à savoir que le SPB attribuait un effet déterminant ou concluant aux facteurs qu'étaient les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation dans les réexamens à l'extinction. Le fait que notre analyse des éléments de preuve présentés par le Mexique à l'appui de son allégation n'était pas structurée comme l'argument du Mexique mais suivait les indications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* ne démontre pas l'existence d'une irrégularité ou la nécessité de modifications dans notre rapport.

6.29 Enfin, s'agissant des prétendues erreurs factuelles commises dans notre analyse des éléments de preuve présentés par le Mexique, nous notons premièrement que les parties avaient d'amples possibilités, au départ ainsi que dans leurs observations suivant la publication du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, de se pencher sur ces éléments de preuve. S'il est vrai qu'ils n'avaient aucune possibilité de réagir à l'évaluation des éléments de preuve par le Groupe spécial avant le réexamen intérimaire, cela n'est pas une situation inhabituelle – en règle générale, les parties n'ont pas la possibilité de réagir à l'évaluation de leurs arguments par un groupe spécial avant le réexamen intérimaire. Le Mexique a répondu aux assertions des États-Unis concernant des erreurs factuelles, faisant valoir que ces assertions ne résistaient pas à un examen minutieux et ne justifiaient pas que des modifications soient apportées au rapport. Nous abordons les allégations d'erreur factuelle ci-dessous dans le cadre de notre examen des déterminations à l'extinction de l'USDOC présentées à titre d'éléments de preuve.

6.30 Les États-Unis affirment que l'assertion faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.53, selon laquelle "[d]eux cent six de ces déterminations ont été établies dans des affaires où les parties

---

[16] *Ibid.*, paragraphe 212.

[17] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris (États-Unis – Jeux)*, WT/DS285/AB/R, distribué le 7 avril 2005, paragraphe 141.

interrogées étrangères n'avaient pas pleinement participé à la procédure, que le Mexique appelle des réexamens accélérés", est fallacieuse car elle implique que les sociétés interrogées étrangères ont participé dans une certaine mesure. Nous considérons que l'assertion est exacte du point de vue factuel. Toutefois, afin de clarifier les choses, nous avons modifié le paragraphe pour indiquer que, dans ces 206 affaires, les parties intéressées interrogées étrangères soit n'avaient pas pleinement participé, soit n'avaient pas du tout participé, à la procédure. Nous notons que, même si notre assertion initiale était jugée fallacieuse de la manière dont les États-Unis le laissent entendre, cela est dénué de pertinence car notre conclusion concernant l'incompatibilité du SPB n'est pas fondée sur notre examen de ces déterminations. Nous avons fait observer qu'un examen d'un échantillon de ces déterminations révélait qu'elles étaient fondées sur les scénarios du SPB, mais cela n'a pas été déterminant pour notre analyse.

6.31 Les États-Unis affirment par ailleurs qu'au paragraphe 7.57, le Groupe spécial a eu tort, en ce qui concerne une des sept affaires évoquées, de dire qu'"il apparai[ssait] qu'aucun argument ou renseignement n'[avait] été présenté à l'USDOC concernant d'autres facteurs qui auraient pu être pertinents". Dans cette affaire[18], les États-Unis affirment qu'une partie intéressée nationale a présenté un argument et des données concernant d'"autres facteurs" que l'USDOC a pris en considération mais sur lesquels il ne s'est pas appuyé. Il apparaît que les États-Unis font référence au fait qu'une partie intéressée nationale dans cette affaire a fait valoir que l'USDOC devrait communiquer comme marge probable une marge plus récente, compte tenu d'autres facteurs, parmi lesquels les fluctuations des taux de change. Bien que le mémorandum sur la décision utilise effectivement l'expression "autres facteurs", ce n'est pas dans le contexte qui nous intéressait pour notre analyse de ces déterminations. Quoiqu'il en soit, cela ne modifie pas la conclusion tirée sur la base de notre examen des sept affaires évoquées dans ce paragraphe, selon laquelle dans chaque affaire, la détermination finale positive était fondée sur l'un des trois scénarios positifs du SPB. Néanmoins, nous avons modifié le paragraphe pour préciser qu'aucun argument ou renseignement concernant d'autres facteurs n'avait été présenté à l'USDOC par des parties intéressées interrogées.

6.32 Les États-Unis affirment également que le Groupe spécial a eu tort, en ce qui concerne deux des cinq affaires évoquées au paragraphe 7.58, de dire que les parties intéressées interrogées "paraiss[aient] avoir formulé des arguments en matière de raisons valables concernant la pertinence des scénarios et d'autres éléments de preuve". Nous notons que les États-Unis ont mal cité le paragraphe 7.58 en incluant une référence aux "raisons valables" après le terme "arguments" dans la première phrase. En fait, le paragraphe 7.58 traite de cinq affaires dans lesquelles "les parties interrogées étrangères paraissent avoir formulé des arguments concernant la pertinence des scénarios et d'autres éléments de preuve, **même si elles ne paraissent pas avoir spécifiquement affirmé qu'il existait des raisons valables de prendre en considération d'autres facteurs**". (pas de caractère gras dans l'original) Autrement dit, dans ces affaires, certains arguments avaient été présentés par les parties interrogées étrangères mais il ne s'agissait pas d'arguments selon lesquels il existait des raisons valables de prendre en considération d'autres facteurs. Par conséquent, les observations des États-Unis sur ce paragraphe ne justifient pas de modifications, et nous n'en avons apporté aucune.

6.33 Les États-Unis affirment que l'assertion faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.59, selon laquelle dans trois affaires, les parties intéressées interrogées ont affirmé qu'il y avait des "raisons valables" de prendre en considération d'autres facteurs et selon laquelle l'USDOC a en fin de compte "rejeté l'affirmation de l'existence de raisons valables", est fallacieuse pour ce qui est de deux des affaires. Les États-Unis paraissent s'appuyer sur l'assertion selon laquelle l'USDOC a expliqué pourquoi il a rejeté les arguments en matière de raisons valables. Même à supposer que l'USDOC ait bien expliqué le rejet des arguments en matière de raisons valables, cela n'altère pas notre avis sur ces affaires et leur importance. Notre avis sur ces affaires n'était pas déterminé par l'explication donnée pour le rejet mais plutôt par le fait que l'USDOC avait conclu qu'il n'avait pas été démontré qu'il existait des raisons valables de prendre en considération d'autres facteurs et avait établi une

[18] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 13.

détermination finale positive sur la base de faits concordants avec l'un des scénarios du SPB. Comme nous l'avons dit, les résultats constants des réexamens à l'extinction de l'USDOC, y compris dans ces affaires, démontraient que "l'USDOC n'était pas disposé à procéder effectivement à une analyse des éléments de preuve autres que ceux qui concernaient les volumes d'importation et les marges de dumping présentés dans le cadre des réexamens à l'extinction".

6.34 Les États-Unis affirment que dans la dernière phrase du paragraphe 7.60, l'assertion indiquant que des éléments de preuve additionnels avaient été présentés dans une affaire[19] est incorrecte, et ils demandent que nous la supprimions. Cette assertion repose sur notre compréhension du Mémorandum sur la décision de l'USDOC accompagnant la détermination finale, lequel dit que l'USDOC n'était "pas convaincu eu égard aux éléments de preuve versés au dossier que la part de marché des sociétés interrogées s'était maintenue". Comme c'était sur ce point, la part de marché relative, que l'USDOC avait, dans sa détermination préliminaire, indiqué qu'il ménagerait aux parties la possibilité de présenter des éléments de preuve additionnels, nous avons compris que la déclaration figurant dans le Mémorandum sur la décision finale faisait référence à ces éléments de preuve additionnels fournis au cours de la procédure finale. Comme on peut supposer que les États-Unis ont une meilleure connaissance des faits que celle que nous pouvons avoir sur la base de l'avis publié et du Mémorandum sur la décision non publié, nous avons apporté la modification demandée. Nous notons que cela n'affecte en aucune manière nos conclusions.

6.35 Les États-Unis affirment qu'au paragraphe 7.62, le Groupe spécial a fait erreur en omettant des fondements additionnels allégués de la détermination positive de la probabilité établie par l'USDOC dans une affaire.[20] Nous avons examiné la décision publiée et ne pouvons pas souscrire à la caractérisation faite par les États-Unis du fondement de la décision de l'USDOC. S'il est vrai que la décision expose plusieurs arguments présentés par les parties, ceux-ci étaient, selon nous, accessoires par rapport à la conclusion établie, qui était que le dumping avait subsisté après l'imposition de l'ordonnance antidumping et que, par conséquent, comme le suggérait le scénario a) du SPB, le dumping subsisterait ou se reproduirait au cas où l'ordonnance serait abrogée. Nous nous abstenons donc d'apporter des modifications, quelles qu'elles soient, à cet égard.

6.36 Enfin, les États-Unis ont signalé un mot superflu dans la version anglaise du paragraphe 7.154. Nous avons fait la correction nécessaire. Nous avons également corrigé une déclaration inexacte aux paragraphes 7.96 et 7.97, compte tenu des observations des États-Unis.

VII. CONSTATATIONS

A. PRINCIPES PERTINENTS CONCERNANT LE CRITÈRE D'EXAMEN, LA CHARGE DE LA PREUVE ET L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS

1. Critère d'examen

7.1 L'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") énonce le critère d'examen applicable pour les groupes spéciaux de l'OMC en général. Il prescrit aux groupes spéciaux de procéder à une évaluation objective aussi bien des aspects factuels que des aspects juridiques de l'affaire.

7.2 L'article 17.6 de l'Accord antidumping établit un critère d'examen spécial qui s'applique spécifiquement aux procédures de groupe spécial ayant trait à l'application de cet accord. L'article 17.6 dispose ce qui suit:

[19] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 165.
[20] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 261.

i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;

ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.

Pris conjointement, l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6 de l'Accord antidumping établissent le critère d'examen que le présent Groupe spécial doit appliquer en ce qui concerne aussi bien les aspects factuels que les aspects juridiques du présent différend.

7.3 Conformément à ce critère d'examen, en effectuant notre examen des mesures des États-Unis en cause, nous constaterons qu'elles sont compatibles avec les Accords de l'OMC si nous constatons que les autorités des États-Unis chargées de l'enquête ont établi correctement les faits et les ont évalués d'une manière impartiale et objective, et que les déterminations sont fondées sur une interprétation admissible des dispositions conventionnelles pertinentes. Dans notre évaluation de la question, nous nous bornerons à examiner les "faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur", conformément à l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping, et nous n'entreprendrons pas un examen *de novo* des éléments de preuve versés au dossier du réexamen à l'extinction ou du quatrième réexamen administratif, ni ne substituerons notre jugement à celui des autorités américaines chargées de l'enquête quand bien même nous aurions pu établir une détermination différente si nous avions examiné nous-mêmes les éléments de preuve versés au dossier.

2. Principes d'interprétation des traités pertinents

7.4 En ce qui concerne la question de l'interprétation du droit, l'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose que les Membres reconnaissent que le système de règlement des différends a pour objet de clarifier les dispositions des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". L'article 31.1 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (la "Convention de Vienne")[21], qui est généralement accepté comme règle coutumière en ce sens, dispose ce qui suit:

> Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

7.5 Il existe une abondante jurisprudence de l'OMC traitant de l'application de ces dispositions concernant l'interprétation des traités dans le règlement des différends à l'OMC. Il est évident que l'interprétation doit être fondée avant tout sur le texte du traité lui-même[22], mais que le contexte du traité joue aussi un rôle dans certaines circonstances. Il est aussi un fait bien établi que ces principes d'interprétation "ne signifient pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes

[21] (1969) 8 *International Legal Materials* 679.

[22] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon – Boissons alcooliques II*"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, DSR 1996:I, 97, page 11.

qu'il ne contient pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus".[23] Par ailleurs, les groupes spéciaux "doivent se conformer aux règles d'interprétation des traités énoncées dans la *Convention de Vienne* et ne doivent pas accroître ou diminuer les droits et obligations prévus dans l'*Accord sur l'OMC*".[24]

7.6 Dans le contexte des différends portés devant l'OMC au titre de l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

> La *première* phrase de [l']article [17.6 ii)], très semblable à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, dispose que les *groupes spéciaux* "interpréter[ont]" les dispositions de l'*Accord antidumping* "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". De telles règles coutumières sont consacrées dans les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ("*Convention de Vienne*"). Il est clair que cet aspect de l'article 17.6 ii) n'entraîne aucun "conflit" avec le Mémorandum d'accord mais, plutôt, confirme que les règles habituelles d'interprétation des traités mentionnées dans le Mémorandum d'accord s'appliquent aussi à l'*Accord antidumping*. …
>
> La *deuxième* phrase de l'article 17.6 ii) *présuppose* que l'application des règles d'interprétation des traités énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* pourrait donner lieu à au moins deux interprétations de certaines dispositions de l'*Accord antidumping* qui, au regard de cette convention, seraient toutes deux des "interprétations *admissibles*". En pareil cas, une mesure est réputée conforme à l'*Accord antidumping* "si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles".[25]

7.7 Il est donc clair que dans le cadre de l'Accord antidumping, nous devons suivre les mêmes règles d'interprétation des traités que dans n'importe quel autre différend. La différence est que, si nous constatons qu'il y a plus d'une interprétation admissible d'une disposition de l'Accord antidumping, nous pouvons confirmer une mesure qui repose sur l'une de ces interprétations.

3. Charge de la preuve

7.8 Bien que les parties n'aient pas soulevé la question de la charge de la preuve en tant que telle, nous avons gardé présents à l'esprit les principes généraux applicables à la charge de la preuve dans le règlement des différends à l'OMC, selon lesquels une partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition d'un Accord de l'OMC par un autre Membre doit énoncer et prouver son allégation.[26] Dans le présent différend, le Mexique, qui a contesté la compatibilité des mesures des États-Unis, assume donc la charge de démontrer que les mesures ne sont pas compatibles avec les dispositions pertinentes des accords visés. Il appartient généralement à chaque partie qui affirme un fait d'en apporter la preuve.[27] En conséquence, il appartient aussi aux États-Unis d'apporter la preuve des faits qu'ils affirment. Nous notons aussi que, selon nous, les éléments *prima facie* sont ceux qui, s'ils ne sont pas effectivement réfutés par l'autre partie, obligent, en droit, un groupe spécial à se prononcer en faveur de la partie qui présente ces éléments.

---

[23] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* ("*Inde – Brevets (États-Unis)*"), WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, 9, paragraphe 45.

[24] *Ibid*., paragraphe 46.

[25] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, DSR 2001:X, 4697, paragraphe 57.

[26] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("*États-Unis – Chemises et blouses de laine*"), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323, page 337.

[27] *Ibid*.

B. INCOMPATIBILITÉS ALLÉGUÉES DANS LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR L'USDOC

1. Incompatibilité alléguée de la loi des États-Unis, de l'Énoncé des mesures administratives et du Sunset Policy Bulletin en tant que tels

a) Arguments du Mexique

7.9 Le Mexique conteste la loi des États-Unis, l'Énoncé des mesures administratives ("le SAA") et le Sunset Policy Bulletin de l'USDOC ("le SPB") en tant que tels. Il considère que la législation des États-Unis est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que, pris conjointement, la loi des États-Unis, 19 U.S.C. § 1675a c) 1), les passages pertinents du SAA et les passages pertinents du SPB établissent la présomption qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira dans certaines situations factuelles. Le Mexique note que la loi exige que l'USDOC prenne en considération les marges moyennes pondérées de dumping lors de l'enquête initiale et des réexamens ultérieurs, ainsi que le volume des importations avant et après la publication de l'ordonnance antidumping. Le Mexique reconnaît que la loi ne donne pas d'instruction à l'USDOC quant à la manière d'interpréter ces éléments dans une affaire donnée. Cependant, il soutient que le SAA et le SPB donnent des instructions supplémentaires sur cette question, de telle sorte que ces deux facteurs, les marges de dumping et les volumes d'importation calculés antérieurement, doivent se voir accorder un poids décisif dans toutes les affaires, et que la charge pèse sur les exportateurs de convaincre l'USDOC de prendre aussi en considération d'autres facteurs. Le Mexique fait ensuite valoir que "la pratique constante des États-Unis" démontre l'existence et l'application de la présomption incompatible et constitue une violation de l'article 11.3 lui-même.

7.10 Le Mexique allègue que la pratique de l'USDOC dans les réexamens à l'extinction constitue elle-même une violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping "en tant que telle". À cet égard, le Mexique appelle l'attention sur les statistiques relatives aux résultats des réexamens à l'extinction et affirme qu'une société interrogée n'a jamais pu avoir raison de la présomption.

b) Arguments des États-Unis

7.11 Les États-Unis font valoir que, en fait et en droit, la "présomption" dont l'existence dans les réexamens à l'extinction est affirmée n'existe pas. Ils notent tout d'abord que l'article 11.3 contient seulement des indications limitées sur la conduite des réexamens à l'extinction et n'établit pas de méthode particulière pour établir la détermination de la probabilité. Les États-Unis font valoir que le Mexique ne peut désigner aucune disposition de la loi des États-Unis qui établisse la présomption dont l'existence est affirmée. Selon eux, le SAA et le SPB n'établissent pas non plus cette présomption. En fait, les États-Unis font valoir que ces deux derniers documents donnent simplement des indications sur les résultats probables dans certaines circonstances factuelles, en décrivant quel résultat sera "normalement" obtenu dans ces circonstances. Cependant, le résultat effectif dépend des faits de chaque cause. À cet égard, les États-Unis contestent le fait que le Mexique s'appuie sur les résultats des réexamens à l'extinction aux États-Unis pour étayer son argument selon lequel il existe une présomption.

7.12 Les États-Unis maintiennent que ni le SPB ni la pratique de l'USDOC ne constituent des "mesures" dont il peut être constaté qu'elles sont incompatibles avec l'article 11.3 "en tant que telles". Les États-Unis affirment que ni l'un ni l'autre n'autorise l'USDOC à prendre quelque mesure que ce soit et qu'ils n'établissent pas de règles qui conditionnent les actions de l'USDOC. Les États-Unis considèrent que le SPB a essentiellement le même statut que la pratique de l'USDOC – c'est-à-dire que tous deux décrivent les résultats des affaires précédentes mais que, en tout état de cause, l'USDOC peut s'écarter du SPB, ou de sa propre pratique, à condition qu'il donne ses raisons.

7.13 Enfin, les États-Unis font valoir que, même si le SPB et la pratique de l'USDOC étaient considérés comme des "mesures", ils ne pourraient pas être considérés comme incompatibles "en tant que tels" car ni l'un ni l'autre ne sont impératifs – c'est-à-dire que ni le SPB ni la pratique de l'USDOC n'exigent que soient prises des mesures incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC et que ni l'un ni l'autre ne font obstacle à des mesures compatibles avec les règles de l'OMC.

c) Constatations

i) La pratique des États-Unis est-elle une mesure dont le Groupe spécial est saisi dans le présent différend?

7.14 Nous notons tout d'abord que, bien que la question n'ait été abordée par aucune des parties au départ, la contestation par le Mexique de la pratique de l'USDOC en tant que telle nous a préoccupés, car il ne nous semblait pas qu'elle relevait du mandat du Groupe spécial. Nous avons demandé au Mexique à quel endroit, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il avait présentée en l'espèce, cette allégation était formulée.[28] Le Mexique a répondu ce qui suit:

> Cette allégation est formulée explicitement à la section VII.B de la première communication du Mexique, paragraphes 110 à 120. L'allégation du Mexique est formulée à la section A.1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial:
>
> > Le critère "il est probable que" "*likely*" appliqué par le Département pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si la mesure antidumping est supprimée, la détermination du Département sur ce point et le calcul par le Département de la marge de dumping "probable" communiquée à la Commission sont incompatibles, en tant que tels et de par la façon dont ils ont été appliqués, avec les articles 11.1, 11.3, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.4, 6.6 et 6.9 de l'Accord antidumping.[29]

7.15 L'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (ci-après dénommé le "Mémorandum d'accord") dispose que la demande d'établissement d'un groupe spécial "indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème …".

7.16 Dans la présente affaire, le Mexique soutient que la pratique de l'USDOC dans les réexamens à l'extinction constitue une mesure en cause et est incompatible avec l'article 11.3. Cependant, nous ne pouvons trouver aucune mention de la pratique de l'USDOC à cet égard dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon nous, le passage de la demande d'établissement cité n'énonce pas, en réalité, une allégation concernant la pratique de l'USDOC dans les réexamens à l'extinction en tant que telle. D'ailleurs, même le Mexique indique que l'allégation est présentée "explicitement" dans sa première communication[30], laissant entendre que l'allégation n'est pas formulée explicitement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, comme il est prescrit dans le système de règlement des différends de l'OMC.

7.17 Le Mexique a développé, dans sa première communication, des arguments sur sa prétendue allégation concernant une pratique des États-Unis dont il est allégué qu'elle est incompatible et a continué à le faire durant toute la procédure. Cependant, à notre avis, qui n'a pas formulé une

[28] Question n° 12 posée par le Groupe spécial au Mexique à la suite de la première réunion.

[29] Réponses du Mexique à la question n° 12 posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion, annexe E-1 (souligné dans l'original).

[30] *Ibid.*

allégation ne serait-ce que de la façon la plus minimaliste, en identifiant la mesure spécifique en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ne peut pas y remédier en présentant des arguments dans des communications ultérieures. À cet égard, nous notons la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes*:

> L'article 6:2 du Mémorandum d'accord prescrit que les *allégations*, mais non les *arguments*, doivent toutes être indiquées de manière suffisante dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre à la partie défenderesse et aux éventuelles tierces parties de connaître le fondement juridique de la plainte. Si une *allégation* n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les arguments présentés par une partie plaignante dans sa première communication écrite au groupe spécial ou dans d'autres communications ou exposés présentés ultérieurement pendant la procédure du groupe spécial ne peuvent ensuite "remédier" à une demande qui présente des lacunes.[31]

Par conséquent, le fait que le Mexique a peut-être pleinement clarifié sa position ne lui est donc d'aucun secours d'un point de vue juridique. Celui qui ne mentionne même pas dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial la mesure dont il allègue qu'elle viole l'Accord antidumping ne formule pas d'allégation du tout concernant cette mesure.

7.18 Le Mexique laisse entendre que nous ne devrions pas rejeter l'allégation concernant la pratique de l'USDOC, étant donné que les États-Unis ont répondu aux allégations "en tant que tel" du Mexique concernant la "pratique constante" de l'USDOC, et n'ont pas fait valoir que l'allégation du Mexique n'était pas soumise à bon droit au Groupe spécial sur la base de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[32]

7.19 À cet égard, nous notons que l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> les groupes spéciaux doivent examiner et régler certaines questions de nature fondamentale, même si les parties au différend restent muettes sur ces questions. À ce propos, nous avons déjà fait observer que "[l]'attribution de compétence à un groupe spécial est une condition préalable fondamentale à la licéité de la procédure de groupe spécial".[34] Pour cette raison, les groupes spéciaux ne peuvent simplement faire abstraction de questions qui touchent au fondement de leur compétence - c'est-à-dire à leur pouvoir de traiter et de régler des questions. Les groupes spéciaux doivent plutôt traiter ces questions – si nécessaire de leur propre chef – afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils sont habilités à connaître de l'affaire.
>
> ---
>
> [34] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, *supra*, note de bas de page 32, paragraphe 54.[33]

7.20 Contrairement à l'absence de consultations préalables qui était en cause devant le Groupe spécial dans l'affaire *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, nous considérons que cette question est "un vice de nature telle à ôter à un groupe spécial la compétence de traiter et de régler une

---

[31] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE – Bananes*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, paragraphe 143.

[32] Déclaration liminaire du Mexique à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 16.

[33] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis, recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord* ("*Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*"), WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001, DSR 2001:XIII, 6675, paragraphe 36.

question et que, par conséquent, … [c'est] un défaut qu'un groupe spécial doit examiner même lorsque les deux parties au différend restent muettes à ce sujet".[34] Par conséquent, même s'il est vrai que les États-Unis n'ont pas formulé d'objection préliminaire à ce sujet, nous avons considéré qu'il était approprié, et même nécessaire, de soulever cette question de notre propre initiative et de la résoudre.

7.21 Nous concluons que le Mexique n'a pas formulé d'allégation concernant la pratique de l'USDOC dans les réexamens à l'extinction dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il a présentée en l'espèce. Par conséquent, cette prétendue allégation sort du cadre de notre mandat et nous ne formulerons aucune constatation à son sujet.[35] Cependant, cela n'empêche évidemment pas le Mexique de présenter des arguments se rapportant à la pratique de l'USDOC à l'appui de ses autres allégations.

ii) Questions liées au statut du Sunset Policy Bulletin dans le présent différend

7.22 Nous passons ensuite à la question de savoir si le SPB nous est soumis à bon droit en tant que mesure dans le présent différend. Les États-Unis soutiennent que le SPB ne constitue pas une mesure pouvant être contestée dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, parce que ce n'est pas une mesure ayant une existence opérationnelle qui lui est propre, selon le droit des États-Unis – elle ne "[fait pas] quelque chose de concret, indépendamment de tout autre instrument".[36] Les États-Unis font aussi valoir que même si le Groupe spécial le considère comme une mesure, le SPB ne prescrit pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC, et l'on ne peut donc pas constater qu'il est incompatible en tant que tel.

7.23 Cette question a été traitée par d'autres groupes spéciaux, ainsi que par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*. L'Organe d'appel a clairement indiqué que la notion de "mesure" pouvant faire l'objet d'une contestation dans le cadre de l'OMC est très large: "tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends".[37] (note de bas de page omise) L'Organe d'appel a affirmé aussi que tout instrument juridique relevant de la législation d'un Membre de l'OMC pouvait aussi être contesté devant un groupe spécial de l'OMC en tant que mesure, quelle que soit la manière dont il était appliqué dans des cas particuliers.[38] Étant donné que, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel traitait précisément de la question du SPB, il semblait clair qu'il considérait le SPB comme une mesure pouvant faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC. D'ailleurs, l'Organe d'appel l'a récemment indiqué explicitement dans sa décision confirmant la conclusion formulée dans ce sens par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*.[39] L'Organe d'appel a indiqué, à cet égard, ce qui suit:

---

[34] *Ibid.*, paragraphe 64.

[35] Étant donné notre constatation, nous n'estimons pas nécessaire d'aborder la question de savoir si la pratique, en tant que telle, constitue une "mesure" qui peut être contestée en tant que telle dans le cadre du système de règlement des différends à l'OMC.

[36] Première communication des États-Unis, paragraphe 111, citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* ("*États-Unis – Restrictions à l'exportation*"), WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, DSR 2001:XI, 5767, paragraphe 8.85.

[37] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*"), WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004, paragraphe 81.

[38] *Ibid.*, paragraphe 82.

[39] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine* ("*États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*"), WT/DS268/AB/R, paragraphe 189,

> Selon nous, le SPB a une valeur normative car il fournit des orientations administratives et crée des attentes parmi le grand public et les acteurs privés. Il est censé être appliqué de manière générale, étant donné qu'il doit s'appliquer à tous les réexamens à l'extinction menés aux États-Unis. Il est aussi censé être appliqué de manière prospective car il est censé s'appliquer aux réexamens à l'extinction effectués après sa publication. Par conséquent, nous confirmons – une fois encore – que le SPB, en tant que tel, peut faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC.[40]

7.24 À la lumière de ce qui précède, nous considérons que le SPB est une mesure pouvant faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC. Nous concluons également que nous ne pouvons pas nous prononcer, dans l'abstrait, sur la distinction impératif/facultatif mais devons examiner la nature et le sens des sections pertinentes du SPB sur la base des éléments de preuve présentés par le Mexique dans le présent différend.

iii) Incompatibilité alléguée de la loi des États-Unis, du SAA et du SPB avec l'article 11.3

7.25 Avant de passer à notre analyse de l'incompatibilité alléguée de la législation des États-Unis, telle qu'elle est énoncée dans la loi, le SAA et le SPB, avec l'article 11.3, nous estimons qu'il est important d'établir quelle prescription de l'article 11.3 est, d'après les allégations, violée par ces dispositions. L'Organe d'appel a clairement indiqué que l'article 11.3 exigeait que, dans un réexamen à l'extinction, la détermination de la probabilité repose sur une base factuelle suffisante, compte tenu des circonstances de l'espèce. Cette détermination ne peut pas reposer sur des présomptions qui établissent des résultats si certains faits existent, à l'exclusion d'un examen complet des circonstances factuelles. En d'autres termes, une formule qui attribue à certains facteurs une valeur déterminante/concluante dans les déterminations à l'extinction est susceptible de contrevenir à l'article 11.3.

7.26 L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, a fait observer ce qui suit:

> [D]es éléments de preuve solides sont requis dans chaque affaire pour une détermination appropriée au titre de l'article 11.3 de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Une telle détermination ne peut être fondée uniquement sur l'application mécanique de présomptions. Nous estimons donc que la compatibilité des sections II.A.3 et 4 du Sunset Policy Bulletin avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* est liée au point de savoir si ces dispositions donnent pour instruction à l'USDOC de considérer les marges de dumping et/ou les volumes d'importation comme étant **déterminants** ou **concluants**, d'une part, ou comme ayant **simplement un caractère indicatif ou exploratoire**, d'autre part, quant à la probabilité d'un dumping futur.
>
> ...
>
> Comme nous l'avons constaté dans d'autres situations, l'utilisation de présomptions peut être incompatible avec l'obligation d'établir une détermination particulière dans

---

adopté le 17 décembre 2004, confirmant la constatation du Groupe spécial selon laquelle le SPB est une "mesure" susceptible d'être contestée dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine* ("*États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*"), WT/DS268/R, paragraphe 7.136, adopté le 17 décembre 2004, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS268/AB/R.

[40] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 187.

> chaque affaire en utilisant des éléments de preuve positifs. Les dispositions qui créent des présomptions "irréfragables", ou qui "prédéterminent" un résultat particulier, risquent d'être jugées incompatibles avec ce type d'obligation.[41] (note de bas de page omise; pas de caractères gras dans l'original)

7.27 Par conséquent, l'Organe d'appel a clairement indiqué que l'article 11.3 exigeait que, dans un réexamen à l'extinction, la détermination de la probabilité repose sur une base factuelle suffisante, compte tenu des circonstances de l'espèce, et qu'elle ne pouvait pas reposer sur des présomptions établissant des conclusions *a priori* dans telle ou telle situation factuelle sans qu'il soit possible d'examiner tous les faits et toutes les circonstances. L'Organe d'appel a distingué les dispositions qui créaient ce genre de présomptions irréfragables de celles qui établissaient que certains faits avaient "simplement un caractère indicatif ou exploratoire".[42] À l'évidence, si certains facteurs de preuve sont traités comme déterminants ou concluants, nous pourrions conclure qu'ils créent une présomption irréfragable et, par conséquent, que les dispositions pertinentes sont incompatibles avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Par contre, si nous concluons que les facteurs qui doivent être pris en considération en vertu de la législation des États-Unis ont un caractère exploratoire et indicatif, mais ne sont pas déterminants, pour l'évaluation de la probabilité d'un dumping, nous pourrions ne pas constater d'incompatibilité avec l'article 11.3.

7.28 À cet égard, nous comprenons que le Mexique, en faisant valoir qu'il faut "accorder un poids décisif"[43] aux deux facteurs que sont les volumes d'importation et les marges de dumping antérieures, fait valoir que les dispositions contestées de la loi, du SAA et du SPB traitent bien ces facteurs comme déterminants ou concluants et, par conséquent, qu'elles établissent l'existence d'une présomption irréfragable de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans la législation des États-Unis. Telle est la question pertinente que nous devons traiter en l'espèce.

7.29 Nous nous trouvons dans une situation très semblable à celle du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* lorsqu'il a traité cette même question. Ce groupe spécial a conclu que la loi, interprétée à la lumière du SAA, n'établissait pas une présomption irréfragable de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait sur la base des facteurs qu'étaient les volumes d'importation et les marges de dumping antérieures.[44] Il a aussi conclu qu'il ne ressortait pas clairement du texte du SPB lui-même si celui-ci établissait une telle présomption.[45] Par conséquent, pour résoudre la question de la compatibilité du SPB avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial s'est intéressé aux éléments de preuve présentés par l'Argentine concernant l'application par l'USDOC du SPB dans ses déterminations dans le cadre des réexamens à l'extinction. Il a constaté que, dans chacun des réexamens à l'extinction fournis à titre d'éléments de preuve, l'USDOC appliquait les dispositions contestées du SPB et constatait la probabilité que le dumping subsisterait ou se

---

[41] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 38, paragraphes 178 et 191.

[42] "Nous estimons donc que la compatibilité des sections II.A.3 et 4 du Sunset Policy Bulletin avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* est liée au point de savoir si ces dispositions donnent pour instruction à l'USDOC de considérer les marges de dumping et/ou les volumes d'importation comme étant déterminants ou concluants, d'une part, ou comme ayant simplement un caractère indicatif ou exploratoire, d'autre part, quant à la probabilité d'un dumping futur."
Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphe 178.

[43] Première communication du Mexique, paragraphe 375.

[44] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 7.151. Le Groupe spécial a utilisé le terme "irrefutable", qui, tel que nous le comprenons, a le même sens que "irrebuttable" dans ce contexte.

[45] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 7.157.

reproduirait sur la base de l'un des trois scénarios. Le Groupe spécial a conclu que les éléments de preuve démontraient que l'USDOC percevait les dispositions du SPB comme concluantes quant à la question de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Il a considéré que ce résultat allait à l'encontre de la prescription de l'article 11.3, qui exigeait que les déterminations reposent sur une base factuelle suffisante, et a donc constaté que les dispositions du SPB étaient incompatibles avec l'article 11.3.

7.30 Lorsqu'il a examiné la décision du Groupe spécial, l'Organe d'appel a conclu que le Groupe spécial avait correctement indiqué le critère permettant de déterminer si la section II.A.3 du SPB était compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, et a souscrit au point de vue suivant du Groupe spécial: "la question qui se pose ici est celle de savoir si le SPB enjoint à l'USDOC de traiter les deux facteurs mentionnés, tels qu'ils sont présentés dans ces trois scénarios factuels, comme déterminants/concluants ou ayant simplement un caractère indicatif. Si nous constatons que le SPB exige que l'USDOC les traite comme concluants, il s'ensuivra que la section II.A.3 du SPB est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord. Par contre, si ces facteurs ne sont pas concluants, mais ont simplement un caractère indicatif, nous constaterons que la section II.A.3 est compatible avec l'article 11.3".[46] Par conséquent, nous appliquerons le même critère dans notre analyse en l'espèce.

7.31 Suivant l'ordre établi par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, et comme l'a prescrit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, nous commencerons par une analyse du texte des dispositions. Si cette analyse ne nous permet pas de parvenir à une conclusion, nous passerons à l'évaluation des éléments de preuve présentés par le Mexique concernant l'application de ces dispositions par l'USDOC. Nous notons que nous avons examiné les arguments avancés devant le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, ainsi que les éléments de preuve présentés, et nous considérons qu'ils sont très semblables aux arguments et éléments de preuve présentés dans le présent différend. Par conséquent, nous considérons que les avis exprimés par le Groupe spécial et, surtout, par l'Organe d'appel lorsqu'il a examiné la décision du Groupe spécial, dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, sont extrêmement pertinents pour les questions dont nous sommes saisis. Comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord, nous avons soigneusement examiné les arguments que nous ont présentés les parties et avons procédé à une évaluation objective des faits en l'espèce avant de formuler nos conclusions.

7.32 Le Mexique affirme que la présomption alléguée de probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira est établie par le texte de la loi, article 752 c) 1) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. 1675a c) 1)), et par les dispositions pertinentes du SAA et du SPB, en particulier la section II.A.3. Compte tenu des arguments formulés, nous croyons comprendre que le Mexique allègue que la loi, lue conjointement avec les dispositions pertinentes du SAA et du SPB, établit une présomption irréfragable de probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans certaines situations factuelles.

7.33 La partie pertinente des dispositions pertinentes de la loi des États-Unis, 19 U.S.C. 1675a c) 1), dispose que, pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si une ordonnance en matière de droits antidumping est abrogée, l'USDOC

> prendra en considération:

[46] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 197, approuvant le rapport du Groupe spécial, *supra* note 39, au paragraphe 7.155.

> A) la marge moyenne pondérée de dumping déterminée dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs, et
>
> B) le volume des importations de la marchandise visée pendant la période antérieure et la période postérieure à la date à laquelle l'ordonnance imposant des droits antidumping a été prise ou l'accord de suspension accepté.
>
> 2) Prise en considération d'autres facteurs
>
> Sur exposé de raisons valables, l'autorité administrante prendra aussi en considération d'autres facteurs tels que prix, coûts, marché ou facteurs économiques qu'elle jugera pertinents.[47]

7.34 La loi établit clairement que l'USDOC doit, pour chaque réexamen à l'extinction, prendre en considération deux facteurs – les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation – pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance. La loi dispose aussi que, sur exposé de raisons valables, l'USDOC **prendra** en considération d'autres facteurs. Il est vrai que le texte impose effectivement une condition liminaire pour la prise en considération d'autres facteurs, en exigeant qu'un exposé de raisons valables soit présenté avant que ces autres facteurs ne soient pris en considération. Cependant, nous n'estimons pas que cela démontre, comme le Mexique le fait valoir, que les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation ont un poids déterminant ou concluant, étant donné que, si cette condition liminaire est remplie, d'autres facteurs **doivent** être pris en considération.[48]

7.35 Le Mexique fait valoir que la loi ne peut pas être lue isolément mais doit être interprétée en liaison avec le SAA et le SPB, qui donnent des instructions quant au sens de la loi. À cet égard, nous notons qu'en droit des États-Unis, le SAA donne une interprétation de la loi qui fait autorité.[49] Par conséquent, il constitue un instrument important pour notre compréhension de la loi. La partie pertinente du SAA dispose ce qui suit:

> En vertu de l'article 752 c) 1), le Département du commerce examinera le rapport entre les marges de dumping, ou l'absence de marge, et le volume des importations de la marchandise visée, en comparant la période antérieure et la période postérieure à la publication d'une ordonnance ou à l'acceptation d'un accord de suspension. Par exemple, une diminution des volumes d'importation, associée à des marges de dumping qui subsistent après la publication de l'ordonnance, peut donner fortement à penser que, en l'absence d'ordonnance, il serait probable que le dumping subsisterait, parce que les éléments de preuve indiqueraient que l'exportateur doit pratiquer le dumping pour vendre aux volumes antérieurs à l'ordonnance. Au contraire, la diminution des marges de dumping (ou leur absence), associée à des importations dont le volume est constant ou croissant, peut indiquer que les sociétés étrangères n'ont pas besoin de pratiquer le dumping pour maintenir leur part de marché aux

[47] 19 U.S.C. § 1675a c) (pièce n° 24 du Mexique).

[48] Nous notons que le Mexique ne conteste pas les aspects "raisons valables" de la législation des États-Unis, contrairement au plaignant dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion.*

[49] SAA (pièce n° 26 du Mexique), page 4040. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Mexique semble indiquer que le SAA est une mesure qui fait l'objet du présent différend. Cependant, le Mexique n'a pas formulé d'allégations indépendantes concernant le SAA, ni présenté d'arguments concernant une violation d'une quelconque disposition de l'Accord antidumping par le SAA, mis à part les arguments concernant l'incompatibilité globale alléguée de la législation des États-Unis. Nous n'examinons donc pas la question de savoir si le SAA est, pris isolément, une mesure contrevenant à une quelconque disposition de l'Accord antidumping.

> États-Unis et qu'il est moins probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée.
>
> L'Administration estime que l'existence de marges de dumping après l'ordonnance, ou la cessation des importations après l'ordonnance, est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Si les sociétés continuent de pratiquer le dumping lorsque la discipline imposée par une ordonnance est en place, il est raisonnable de penser que le dumping subsisterait si la discipline était supprimée. Si les importations cessent après que l'ordonnance a été publiée, il est raisonnable de penser que les exportateurs ne pourraient pas vendre aux États-Unis sans pratiquer le dumping et que, pour pénétrer à nouveau sur le marché des États-Unis, ils devraient reprendre le dumping.
>
> Le nouvel article 752 c) 2) dispose que, sur exposé de raisons valables, le Département du commerce prendra aussi en considération d'autres renseignements concernant les prix, les coûts, le marché ou les facteurs économiques qu'il juge pertinents. Ces facteurs peuvent inclure la part de marché des producteurs étrangers faisant l'objet de la procédure antidumping; les modifications des taux de change, des niveaux des stocks, de la capacité de production et de l'utilisation des capacités; toutes ventes effectuées dans le passé à un prix inférieur au coût de production; les modifications des techniques de fabrication dans la branche de production; et les prix pratiqués sur les marchés pertinents. Dans la pratique, cela permettra aux parties intéressées de fournir des renseignements indiquant que les tendances observées en ce qui concerne les marges de dumping et les volumes des importations ne donnent pas nécessairement une indication de la probabilité de dumping. La liste des facteurs est exemplative et l'intention de l'Administration est que le Département du commerce analyse ces renseignements au cas par cas.[50] (non souligné dans l'original)

7.36 Le fait de considérer que le texte du SAA permet de mieux comprendre la loi ne modifie pas notre avis selon lequel la loi n'attribue pas un poids concluant ou déterminant aux deux facteurs que sont les marges de dumping et les volumes d'importation. Le SAA indique que certaines tendances des marges de dumping et des volumes d'importation à la suite de l'imposition d'une ordonnance antidumping sont "une indication extrêmement probante" ou "donnent fortement à penser" qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira dans l'éventualité où l'ordonnance serait abrogée. Pour nous, ce libellé indique clairement que ces facteurs doivent être traités comme étant des indicateurs importants de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira mais pas comme étant déterminants ou concluants sur ce point. En outre, le SAA étaye notre point de vue, fondé sur le texte de la loi, selon lequel la prescription imposant de prendre en considération d'autres facteurs sur exposé de raisons valables affaiblit l'argument selon lequel ces deux facteurs sont déterminants ou concluants. Par conséquent, selon nous, le SAA n'étaye pas le point de vue selon lequel la loi crée la présomption irréfragable que le dumping subsistera ou se reproduira sur la base de ces deux facteurs.

7.37 Le SAA lui-même présente une liste exemplative de ces autres facteurs et il est souligné dans le texte que cela permettra aux parties intéressées de fournir des renseignements qui étayeraient une conclusion selon laquelle les éléments de preuve concernant les marges de dumping et les volumes d'importation "ne donnent pas nécessairement une indication" de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Là encore, cette possibilité étaye le point de vue selon lequel les deux facteurs ne sont pas déterminants ou concluants. En outre, le SAA prévoit clairement que l'USDOC doit "analyse[r] ces renseignements au cas par cas". Nous rappelons que le SAA constitue une interprétation de la législation des États-Unis qui fait autorité. Selon nous, il n'y aurait pas de raison d'établir une liste d'autres facteurs et de souligner qu'ils doivent être analysés au cas par cas, si des

[50] SAA (pièce n° 26 du Mexique), pages 4213 et 4214.

renseignements concernant ces autres facteurs ne pouvaient en aucun cas influer sur le résultat d'un réexamen à l'extinction.

7.38 Ainsi, non seulement le SAA ne contient rien qui nous amènerait à changer notre point de vue sur la loi sur la base de son texte mais, au contraire, il confirme notre point de vue selon lequel la loi n'établit pas que les facteurs que sont les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation ont un poids concluant ou déterminant dans les déterminations de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira établies par l'USDOC.

7.39 Passant ensuite au SPB, nous observons qu'il traite les deux facteurs que sont les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation différemment par rapport à la loi elle-même. Contrairement à la loi, dont nous avons conclu qu'elle n'établissait aucune présomption sur la base de ces deux facteurs, le SPB replace ces facteurs dans le contexte de scénarios factuels, dont trois amèneront "normalement" l'USDOC à formuler une constatation positive de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.

7.40 Nous notons d'entrée de jeu que notre examen du SPB comporte deux volets. Le premier s'inscrit dans le contexte de notre compréhension de la loi des États-Unis – c'est-à-dire en tant qu'outil interprétatif. À cet égard, nous notons que, contrairement au SAA, le SPB n'est pas considéré comme une interprétation de la loi faisant autorité. D'ailleurs, selon ses propres termes, le SPB est subordonné à la loi. La partie pertinente du SPB prévoit ce qui suit:

> La ligne de conduite proposée vise à compléter les dispositions légales et réglementaires en donnant des indications sur les questions de méthode ou d'analyse non explicitement traitées par la loi et la réglementation.[51]

Par conséquent, même si l'on suppose que l'USDOC a "complété" les dispositions de la loi dans le SPB d'une manière incompatible avec l'article 11.3, cela ne pourrait pas, selon nous, modifier fondamentalement le sens de la loi et cela n'altère donc pas notre compréhension de la loi telle que nous l'avons exposée plus haut.

7.41 Le deuxième volet de notre examen s'inscrit dans le contexte de notre analyse du SPB en tant que mesure. Dans le cadre de cette analyse, nous nous intéressons d'abord au texte du SPB. La partie pertinente du SPB dispose, à la section II.A.3, ce qui suit:

> [L]e Département déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation d'une ordonnance antidumping ou de la clôture d'une enquête suspendue sur l'existence d'un dumping dans les cas où –
>
> a) le dumping a subsisté à un niveau supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient;
>
> b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient; ou
>
> c) le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et les volumes des importations de la marchandise visée ont notablement diminué.
>
> Le Département reconnaît que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, les données pertinentes pour les critères prévus aux paragraphes a) à c) ci-dessus peuvent ne pas être concluantes pour ce qui est de la

[51] SPB (pièce n° 32 du Mexique), page 18871.

probabilité. Par conséquent, il est peut-être plus probable que dans le cadre d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, le Département prendra en compte les arguments concernant les raisons valables au titre du paragraphe II.C. ...

[L]e Département déterminera normalement qu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation de l'ordonnance antidumping ou de la clôture d'une enquête suspendue sur l'existence d'un dumping si le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et que les volumes des importations sont demeurés stables ou ont augmenté. Des marges en baisse à elles seules ne suffiront normalement pas parce que l'historique de la législation indique clairement que des marges qui subsistent à n'importe quel niveau conduiraient à une constatation de la probabilité. Voir la section II.A.3 ci-dessus. Pour analyser si les volumes des importations sont demeurés stables ou ont augmenté, le Département examinera normalement les parts de marché respectives des sociétés. De tels renseignements devraient être fournis au Département par les parties.

Le Département reconnaît que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, l'élimination du dumping associée à des volumes stables ou croissants des importations peut ne pas être concluante pour ce qui est de l'absence de probabilité. Par conséquent, il est peut-être plus probable que dans le cadre d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, le Département prendra en compte les arguments concernant les raisons valables au titre du paragraphe II.C. ...

L'article 752 c) 2) de la Loi prévoit que, si le Département détermine que des raisons valables ont été exposées, il prendra aussi en considération d'autres facteurs tels que prix, coûts, marché ou facteurs économiques pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Le SAA, page 890, indique que ces autres facteurs pourraient inclure:

> la part de marché des producteurs étrangers faisant l'objet de la procédure antidumping; les modifications des taux de change, des niveaux des stocks, de la capacité de production et de l'utilisation des capacités; toutes ventes effectuées dans le passé à un prix inférieur au coût de production; des modifications des techniques de fabrication dans la branche de production; et les prix pratiqués sur les marchés pertinents.

Le SAA, page 890, indique également que la liste des facteurs est exemplative, et que le Département devrait analyser ces renseignements au cas par cas.

Par conséquent, le Département prendra en considération d'autres facteurs dans les réexamens à l'extinction de droits antidumping s'il détermine qu'il existe des raisons valables de prendre en considération ces autres facteurs. Il incombe à une partie intéressée de fournir des renseignements ou des éléments de preuve qui justifieraient la prise en considération des autres facteurs en question. Pour ce qui est d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, dans les cas où le Département a déterminé qu'il existe des raisons valables, il procédera normalement au réexamen à l'extinction conformément à sa pratique consistant à examiner la probabilité au titre de l'article 751 a) de la Loi.[52]

7.42 Ainsi, le SPB prévoit que l'USDOC établira "normalement" une détermination positive de la probabilité s'il constate l'existence d'un des trois scénarios factuels. Ces scénarios factuels reposent sur les deux facteurs que la loi enjoint à l'USDOC de prendre en considération dans chaque réexamen

[52] SPB (pièce n° 32 du Mexique), pages 18872 à 18874.

à l'extinction – c'est-à-dire les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation. Cependant, alors que la loi ne limite d'aucune façon les résultats qui pourraient découler de cette prise en considération, il apparaît bien que le SPB le fait. Le SPB identifie des tendances concernant ces deux facteurs – les scénarios factuels – et prévoit que, dans certains de ces scénarios, l'USDOC constatera "normalement" la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.

7.43 L'utilisation du mot "normalement" dans le SPB pourrait être interprétée comme indiquant que le SPB envisage la possibilité que la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira puisse ne pas être constatée même si les faits concordent avec l'un des trois scénarios fondés sur les tendances des volumes d'importation et des marges de dumping, ce qui donnerait à penser que ces deux facteurs sont indicatifs, plutôt que déterminants ou concluants – s'ils devaient être traités comme déterminants ou concluants, on ne s'attendrait pas à voir figurer le mot normalement. Cependant, le SPB lui-même n'apporte aucun éclaircissement sur la question de savoir si le mot normalement devrait être interprété de cette façon.

7.44 En outre, le SPB indique que, dans le cas d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, l'existence de faits concordant avec l'un des scénarios peut ne pas être concluante.

> Le Département reconnaît que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, les données pertinentes pour les critères prévus aux paragraphes a) à c) ci-dessus peuvent ne pas être concluantes pour ce qui est de la probabilité.[53]

Le fait que l'USDOC a estimé nécessaire d'inclure cette déclaration additionnelle dans le SPB pourrait être interprété comme impliquant, *a contrario*, que l'existence de faits concordant avec l'un des scénarios factuels sera concluante pour ce qui est de la détermination de l'USDOC sauf dans le cas d'une enquête suspendue. Si les trois scénarios peuvent ne **pas** être concluants dans les réexamens à l'extinction d'enquêtes suspendues, cela donne à penser que "normalement", ils pourraient tout à fait l'être.

7.45 Cependant, le texte du SPB n'indique pas, selon nous, de façon suffisamment claire si un poids déterminant ou concluant est accordé aux deux facteurs que sont les volumes d'importation et les marges de dumping antérieures. Par conséquent, nous devons élargir notre analyse pour examiner ce que les éléments de preuve concernant l'application du SPB par l'USDOC révèlent quant à l'avis de l'USDOC sur ce que le SPB prévoit pour les réexamens à l'extinction, ce qui nous permettra de mieux comprendre le SPB, afin de déterminer s'il accorde un poids déterminant ou concluant aux deux facteurs que sont les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation ou si ces deux facteurs ont un caractère purement indicatif.

7.46 Le Mexique a présenté des éléments de preuve concernant les déterminations établies par l'USDOC dans le cadre des réexamens à l'extinction afin de faire mieux comprendre comment l'USDOC lui-même comprend et applique le SPB, faisant valoir que ces déterminations démontrent le poids déterminant accordé par l'USDOC aux deux facteurs que sont les marges de dumping historiques et les volumes d'importation. Nous notons qu'il s'agit en substance du même argument et, dans une large mesure, des mêmes éléments de preuve que ceux que l'Argentine avait présentés dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*.

7.47 Dans cette affaire, le Groupe spécial avait conclu, sur la base de son examen des éléments de preuve présentés par l'Argentine concernant 291 déterminations établies dans le cadre de réexamens à l'extinction, que "l'USDOC considér[ait] en fait les dispositions de la section II.A.3 du SPB comme

[53] *Ibid.*, pages 18872 à 18874.

concluantes".[54] Le Groupe spécial a indiqué que son analyse des éléments de preuve "montr[ait] que l'USDOC a[vait] appliqué les dispositions contestées du SPB dans chacun des réexamens à l'extinction et a[vait] constaté la probabilité de la persistance ou de la réapparition dans chacun de ces réexamens à l'extinction en s'appuyant sur l'un des trois scénarios envisagés dans la section II.A.3 du SPB".[55] Le Groupe spécial a constaté que le SPB était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[56]

7.48 L'Organe d'appel a infirmé la décision du Groupe spécial.[57] Il a reproché au Groupe spécial d'être parvenu à sa conclusion sur l'application constante du SPB par l'USDOC en s'appuyant "uniquement sur les statistiques globales ou les résultats cumulés", notant que le Groupe spécial "n'a[vait] pas entrepris d'analyse qualitative d'au moins certaines affaires [citées dans les éléments de preuve] afin de voir si les déterminations de l'USDOC dans ces affaires étaient objectives et reposaient sur une base factuelle suffisante".[58] L'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

> Le fait que des déterminations positives ont été établies sur la base de l'un des trois scénarios dans tous les réexamens à l'extinction d'ordonnances en matière de droits antidumping auxquels les parties intéressées nationales ont participé laisse fortement supposer que ces scénarios sont appliqués mécaniquement. Toutefois, sans un examen qualitatif des raisons ayant conduit à de telles déterminations, il n'est pas possible de conclure de façon définitive que ces déterminations étaient fondées exclusivement sur ces scénarios sans qu'il ait été tenu compte d'autres facteurs.[59]

Tout en reconnaissant l'importance des deux facteurs que sont les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit: "notre préoccupation ici concerne le risque d'application mécanique des trois scénarios fondés sur ces facteurs, faisant qu'il ne serait pas tenu compte d'autres facteurs pouvant avoir une importance égale".[60] Enfin, il a souligné qu'il n'avait pas conclu que la section II.A.3 du SPB **était** compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Par conséquent, l'Organe d'appel a indiqué que son raisonnement "n'exclu[ai]t pas [qu'il] puisse être conclu à juste titre que les trois scénarios exposés dans la section II.A.3 du SPB [soient] considérés comme étant déterminants/concluants pour ce qui est de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, il serait nécessaire qu'une telle conclusion soit étayée par une analyse rigoureuse des éléments de preuve concernant la façon dont la section II.A.3 du SPB est appliquée par l'USDOC".[61]

7.49 Sur la base de notre compréhension de la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, il semble clair que nous devons procéder à une évaluation qualitative des éléments de preuve concernant les déterminations établies par l'USDOC dans le cadre des réexamens à l'extinction. L'Organe d'appel nous a donné des indications sur la nature d'une telle évaluation, faisant observer que le Groupe spécial dans cette affaire ne paraissait pas:

> s'être demandé dans combien d'affaires les parties interrogées étrangères avaient participé à la procédure, dans combien d'affaires elles avaient présenté d'autres facteurs sur exposé de raisons valables ni comment l'USDOC avait traité ces facteurs

---

[54] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 7.165.

[55] *Ibid.*

[56] *Ibid.*, paragraphe 7.166.

[57] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 215.

[58] *Ibid.*, paragraphe 210.

[59] *Ibid.*, paragraphe 212. (note de bas de page omise)

[60] *Ibid.*, paragraphe 208.

[61] *Ibid.*, paragraphe 215.

> dans les cas où il en avait été présenté. Un tel examen lui aurait permis de définir et d'entreprendre une analyse qualitative d'au moins certaines de ces affaires afin de voir si les déterminations positives avaient été établies uniquement sur la base de l'un des scénarios, à l'exclusion d'autres facteurs.[62]

L'Organe d'appel a ensuite expliqué ce qui suit:

> afin d'évaluer objectivement, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord, si les trois scénarios factuels décrits à la section II.A.3 du SPB sont considérés comme étant déterminants/concluants, il est essentiel d'examiner des exemples concrets d'affaires dans lesquelles la détermination de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait était fondée uniquement sur l'un des scénarios de la section II.A.3 du SPB, quand bien même la valeur probante d'autres facteurs aurait pu être supérieure à celle du scénario identifié. Un tel examen nécessite une évaluation qualitative des déterminations de la probabilité dans les différentes affaires.[63]

7.50 Nous ne pouvons pas nous contenter d'examiner les statistiques pour déterminer si, en fait, les scénarios figurant dans le SPB sont traités de manière constante par l'USDOC comme déterminants ou concluants, afin que cela nous aide à déterminer si le SPB est, en tant que tel, compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. À cet égard, nous notons la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*:

> la législation d'un Membre défendeur sera considérée comme étant *compatible* avec les règles de l'OMC jusqu'à preuve évidente du contraire. Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation. De tels éléments de preuve seront habituellement constitués par le texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus. La nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre.[64] (note de bas de page omise; non souligné dans l'original)

7.51 Par conséquent, ce n'est pas la constance dans les résultats des réexamens à l'extinction des États-Unis, mais plutôt la constance dans le processus de prise de décisions, et les bases sur lesquelles les décisions ont été prises, qui sont pertinentes pour notre évaluation. Le fait que, dans chacune des 232 déterminations établies dans le cadre de réexamens à l'extinction qui nous sont soumises en tant qu'éléments de preuve, l'USDOC a établi une détermination positive de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait n'est pas suffisant en lui-même pour démontrer que les scénarios énoncés dans le SPB sont déterminants ou concluants.[65] Même si ce fait peut susciter des préoccupations sur le point de savoir si l'USDOC a, comme l'exige l'article 11.3, fondé sa

---

[62] *Ibid.*, paragraphe 212.

[63] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères, supra* note 39, paragraphe 209. (note de bas de page omise)

[64] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 157. L'Organe d'appel s'est appuyé sur cette constatation dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion, supra* note 37, paragraphe 168.

[65] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères, supra* note 39, paragraphe 212.

détermination sur une base factuelle suffisante, compte tenu des circonstances propres à chaque cas, il ne résout pas la question.

7.52 S'agissant ensuite des éléments de preuve, le Mexique nous a soumis, dans les pièces n° 62 et 65, des éléments de preuve sous la forme de déterminations préliminaires et finales établies par l'USDOC dans le cadre de 306 réexamens à l'extinction, y compris des mémorandums sur la décision exposant l'analyse et la recommandation sous-jacentes à ces déterminations. Parmi ces 306 déterminations, 74 affaires ont abouti à une abrogation du droit antidumping, au motif d'une absence de participation de la branche de production nationale.[66] À l'évidence, elles ne sont pas pertinentes pour la question qui nous est soumise.

7.53 Deux cent six de ces déterminations ont été établies dans des affaires où les parties interrogées étrangères soit n'avaient pas pleinement participé, soit n'avaient pas du tout participé, à la procédure, que le Mexique appelle des réexamens "accélérés".[67] Dans ces affaires, il se peut qu'il y ait eu d'autres faits susceptibles d'être pertinents ou probants mais ils n'ont pas été soumis à l'USDOC et par conséquent n'ont pas été traités. Nous avons examiné un échantillon de ces décisions et nous notons que, pour chacune de celles que nous avons considérées, la détermination finale positive de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait établie par l'USDOC reposait sur un des trois scénarios positifs.

7.54 Nous en arrivons donc aux 26 déterminations restantes. Celles-ci ont été établies par l'USDOC dans le cadre de réexamens "complets" à l'extinction, auxquels ont participé les parties interrogées étrangères, tout du moins lors de la phase de détermination préliminaire. Parmi celles-ci, nous estimons que les cinq déterminations établies dans le cadre d'enquêtes suspendues n'éclairent pas la question qui nous est soumise. Si ces enquêtes impliquent bien la participation de parties interrogées étrangères, la pertinence et l'application des scénarios figurant dans le SPB diffèrent fondamentalement, selon les termes mêmes du SPB, dans le cas des enquêtes suspendues et dans celui des réexamens à l'extinction des droits antidumping en vigueur. En fait, c'est en partie parce que le SPB lui-même amène à penser que les scénarios n'ont pas de poids concluant ou déterminant dans les enquêtes suspendues que nous examinons la question de savoir s'ils ont bien un tel poids dans d'autres affaires. Notre tâche ici consiste à examiner les éléments de preuve afin d'évaluer s'il existe une pratique constante de l'USDOC qui peut nous aider à comprendre la situation en matière de réexamen dans les affaires autres que les enquêtes suspendues.

7.55 Enfin, il nous reste 21 affaires impliquant des réexamens à l'extinction de droits antidumping auxquelles ont participé à la fois des parties intéressées nationales et des parties intéressées étrangères. Nous avons lu avec soin les déterminations publiées par l'USDOC dans ces affaires et, lorsqu'ils existent et ont été présentés comme éléments de preuve, les mémorandums sur la décision les accompagnant, afin qu'ils nous aident à déterminer, en fait, s'il existe un mode d'application constante du SPB susceptible de nous permettre de décider si les scénarios factuels figurant dans le SPB sont considérés comme déterminants ou concluants, ou comme ayant simplement un caractère indicatif. Nous soulignons que ces décisions ne nous sont pas soumises pour examen quant au fond - c'est-à-dire que nous ne tirons pas de conclusions sur la question de savoir si ces décisions

[66] Nous faisons observer que le regroupement que nous faisons de ces affaires correspond à celui qui est adopté dans le tableau fourni par le Mexique, pièce n° 62 du Mexique (tableau) et pièce n° 65 du Mexique (tableau). Étant donné que c'est au Mexique qu'incombe la charge de démontrer l'application constante du SPB par l'USDOC, nous avons jugé approprié d'utiliser la caractérisation adoptée par le Mexique lui-même des éléments de preuve qu'il a présentés à l'appui de son argument.

[67] Nous faisons observer que le traitement "accéléré" de certaines affaires par l'USDOC n'est pas en cause dans le présent différend, comme il l'était devant le Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*. Nous croyons comprendre que les réexamens peuvent être traités de façon "accélérée" dans plusieurs circonstances, y compris dans des affaires où des réponses inadéquates sont reçues des parties interrogées étrangères ainsi que dans des affaires auxquelles ces parties choisissent de ne pas participer.

elles-mêmes ont été prises de manière compatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping. En fait, nous examinons ces éléments de preuve afin qu'ils nous aident à interpréter le SPB à la lumière de son application par l'USDOC.

7.56 En examinant ces 21 réexamens complets, nous constatons que, dans 15 de ces affaires[68], l'USDOC paraît avoir estimé que le scénario a) du SPB s'appliquait – c'est-à-dire que le dumping subsistait après l'imposition de l'ordonnance à un niveau supérieur au niveau *de minimis*.

7.57 Dans sept de ces 15 affaires, il apparaît qu'aucun argument ou renseignement n'a été présenté à l'USDOC par des parties intéressées interrogées en ce qui concerne d'autres facteurs qui auraient pu être pertinents – la question de savoir s'il existe des raisons valables de prendre en considération d'autres facteurs n'est, en tout état de cause, pas examinée.[69] Dans chacune de ces affaires, la détermination finale positive de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait était fondée sur un des trois scénarios positifs du SPB.

7.58 Dans cinq de ces 15 affaires, les parties interrogées étrangères paraissent avoir formulé des arguments concernant la pertinence des scénarios et d'autres éléments de preuve, même si elles ne paraissent pas avoir spécifiquement affirmé qu'il existait des raisons valables de prendre en considération d'autres facteurs.[70] Ces affaires amènent à penser que l'USDOC a peut-être considéré l'existence de faits concordant avec le scénario a) comme déterminante. Dans une affaire au moins[71], l'USDOC a indiqué, dans sa détermination préliminaire, ce qui suit: "Ayant fondé ces résultats préliminaires sur la persistance du dumping, nous n'avons pas pris en considération les arguments des parties intéressées concernant d'autres facteurs."[72] Ces déclarations sont préoccupantes car elles ne témoignent certainement pas d'une volonté impartiale de prendre en considération des renseignements qui pourraient être pertinents ou de procéder à une évaluation objective fondée sur les circonstances propres à chaque affaire.[73]

7.59 Dans trois de ces 15 affaires[74], les parties interrogées étrangères ont bien affirmé qu'il y avait des raisons valables de prendre en considération d'autres facteurs, et ont présenté des arguments concernant ces autres facteurs. Dans chacune de ces affaires, l'USDOC a rejeté l'affirmation de l'existence de raisons valables. Dans une de ces affaires[75], la partie interrogée étrangère n'a pas présenté d'éléments de preuve concernant des raisons valables en temps voulu selon les règlements de l'USDOC, mais l'USDOC a indiqué que, même s'il avait pris en considération les autres facteurs, la détermination aurait quand même été fondée sur les volumes d'importation et les marges de dumping figurant au dossier. Dans les deux autres affaires, l'USDOC a conclu qu'il n'avait pas été démontré qu'il existait des raisons valables de prendre en considération d'autres facteurs et a établi une détermination finale positive fondée sur les faits concordant avec l'un des scénarios du SPB. Là encore, les résultats constants de ces décisions sont préoccupants, tout comme le fait que l'USDOC n'était pas disposé à procéder effectivement à une analyse des éléments de preuve autres que ceux qui concernaient les volumes d'importation et les marges de dumping présentés dans le cadre des réexamens à l'extinction.

---

[68] Pièce n° 62 du Mexique, onglets 13, 19, 25, 35, 62, 75, 78, 84, 89, 124, 146, 159, 163, 194 et 272.

[69] Pièce n° 62 du Mexique, onglets 13, 19, 146, 159, 163, 194 et 272.

[70] Pièce n° 62 du Mexique, onglets 25, 35, 62, 75 et 89.

[71] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 89.

[72] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 89, Issues and Decision Memorandum, Preliminary Results, page 5. Nous notons qu'aucun mémoire n'a été présenté durant la phase finale de cette affaire et la détermination finale établie dans cette affaire a été une constatation de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

[73] Nous notons que les parties interrogées étrangères n'ont pas présenté d'arguments supplémentaires en réponse à la détermination préliminaire.

[74] Pièce n° 62 du Mexique, onglets 78, 84 et 124.

[75] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 78.

7.60 Dans quatre des 21 affaires qui nous sont soumises[76], l'USDOC paraît avoir estimé que le scénario c) du SPB s'appliquait – c'est-à-dire que le dumping était éliminé après l'imposition du droit et que les volumes d'importation avaient sensiblement diminué. Dans deux de ces affaires[77], les parties interrogées étrangères ont fait valoir spécifiquement qu'il existait des raisons valables de prendre en considération d'autres facteurs alors que, dans les deux autres affaires, les parties interrogées étrangères ont présenté des arguments concernant l'interprétation des faits à la lumière du SPB. Ces arguments ont été rejetés par l'USDOC dans tous les cas. Là encore, la justification invoquée pour certains des rejets est circulaire et préoccupante: "Étant donné que nous fondons notre détermination de la probabilité sur l'élimination du dumping aux dépens des exportations, il n'est pas nécessaire de prendre en considération d'autres facteurs …".[78] Dans une autre affaire[79], bien qu'il ait affirmé durant la phase préliminaire être disposé à prendre en considération des éléments de preuve et des arguments additionnels[80], l'USDOC a établi une détermination finale positive de probabilité, en s'appuyant sur une baisse des volumes d'importation, comme le prévoit l'un des scénarios du SPB.

7.61 D'une manière générale, la constance des résultats est préoccupante et suscite des doutes sérieux quant au processus de prise de décisions de l'USDOC. Tout en reconnaissant que l'USDOC lui-même a indiqué que les scénarios du SPB n'étaient pas déterminants dans sa prise de décisions, nous jugeons révélateur le fait que, même dans les cas où sont présentés des faits qui pourraient justifier un résultat différent, les décisions sont conformes aux résultats "normaux" prévus dans les scénarios du SPB.

7.62 Enfin, dans deux des 21 réexamens complets à l'extinction[81], l'USDOC est parvenu à une détermination préliminaire d'absence de probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Dans une de ces affaires[82], le scénario c) paraissait être pertinent – c'est-à-dire que le dumping était éliminé et que les importations avaient diminué – et l'USDOC a conclu à titre préliminaire que d'autres renseignements et arguments pertinents indiquaient qu'il n'était pas probable que la société étrangère interrogée reprenne le dumping. Pour finir, l'USDOC a cependant établi une détermination finale positive, s'appuyant sur des éléments de preuve concordant avec l'un des scénarios du SPB. Dans la deuxième affaire[83], l'USDOC a constaté, durant la phase préliminaire du réexamen, une absence de probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait à la lumière de faits qui ne concordaient avec aucun des trois scénarios positifs du SPB. Il a ensuite pris la décision inhabituelle d'effectuer une analyse des coûts de production, a calculé une marge de dumping et a établi une détermination positive de probabilité, sur la base de la conclusion que le dumping avait subsisté après l'imposition de l'ordonnance, comme le prévoyait le scénario a) du SPB.

7.63 En résumé, notre analyse qualitative des décisions de l'USDOC donne une image claire de la situation. Dans presque toutes les affaires, l'USDOC commence par exposer les scénarios du SPB. Dans les affaires les plus simples, les déterminations exposent ensuite des faits concordant avec l'un des scénarios et l'USDOC conclut qu'il existe une probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Dans d'autres affaires, l'USDOC semble clairement avoir pris sa décision sur la seule base du SPB, sans prendre en considération d'autres facteurs potentiellement probants soumis à titre d'éléments de preuve. Nous jugeons révélateur le fait que certaines des déterminations paraissent indiquer que l'USDOC considère les scénarios du SPB comme concluants ou déterminants au point d'occulter toute nécessité de retenir, sans parler de soupeser, des éléments de preuve concernant

[76] Pièce n° 62 du Mexique, onglets 42, 165, 179 et 201.
[77] Pièce n° 62 du Mexique, onglets 165 et 201.
[78] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 201, Issues and Decision Memorandum, Preliminary Results, pages 6 et 7.
[79] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 165.
[80] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 165 – Preliminary Results of Full Sunset Review, 65 Fed. Reg. 753, 754 (6 janvier 2000).
[81] Pièce n° 62 du Mexique, onglets 32 et 261.
[82] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 32.
[83] Pièce n° 62 du Mexique, onglet 261.

d'autres facteurs.[84] Dans quelques affaires, l'USDOC paraît d'emblée disposé à examiner si d'autres facteurs peuvent être pertinents ou probants mais, pour finir, il ne s'appuie pas sur ces facteurs, les écartant sommairement ou ne les examinant pas du tout, et fonde sa détermination finale sur les éléments de preuve concordant avec les scénarios du SPB. Nous soulignons que nous ne nous concentrons pas seulement sur les résultats de ces réexamens à l'extinction mais plutôt sur notre analyse qualitative des déterminations et sur ce que nous pouvons discerner du processus de prise de décisions de l'USDOC ayant mené à ces déterminations. Nous concluons donc que, bien qu'il ait reconnu, en apparence, qu'il pouvait procéder autrement, l'USDOC a constamment fondé ses déterminations dans le cadre des réexamens à l'extinction sur les seuls scénarios, au mépris d'autres facteurs.[85] Selon nous, les déterminations effectivement établies, qui dans tous les cas se conforment pour finir aux résultats prévus par les scénarios du SPB, démentent la conclusion selon laquelle l'USDOC ne les considère pas comme concluants ou déterminants dans les réexamens à l'extinction.

7.64 Comme nous l'avons indiqué plus haut, nous avons constaté que la loi des États-Unis, lue à la lumière du SAA et du SPB, n'était pas en tant que telle incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. S'agissant du SPB lui-même, nous n'avons pas pu déterminer, sur la base de son texte, s'il accordait un poids déterminant ou concluant aux scénarios concernant les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation. Nous avons donc examiné les décisions de l'USDOC pour voir si la pratique constante de l'USDOC en vertu du SPB pouvait éclairer l'importance du SPB à cet égard. Nous rappelons que nous avons procédé à cette analyse des éléments de preuve que nous a soumis le Mexique afin qu'ils nous aident à comprendre le SPB et à évaluer s'il était, en tant que tel, incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'il établissait la présomption irréfragable de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Sur la base de notre analyse, nous considérons que les scénarios du SPB sont traités comme concluants ou déterminants dans les réexamens à l'extinction.[86] Par conséquent, nous concluons que le SPB établit une présomption irréfragable à cet égard et donc que le Mexique a démontré que le SPB était, en tant que tel, incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7.65 Comme nous l'avons noté plus haut, nous avons conclu que l'allégation du Mexique concernant la pratique de l'USDOC, en tant que telle, ne relevait pas de notre mandat et nous ne formulons donc pas de constatations concernant cette allégation.

7.66 Enfin, nous notons que notre conclusion concernant l'incompatibilité du SPB n'a pas d'effet sur notre point de vue relatif à la compatibilité de la loi des États-Unis. La partie pertinente du SPB indique ce qui suit:

[84] À cet égard, nous faisons observer qu'un simple exposé des éléments de preuve ou des arguments présentés par les parties interrogées étrangères ne peut pas, selon nous, étayer la conclusion selon laquelle ces éléments de preuve ou ces arguments ont réellement été soupesés, en l'absence de toute analyse.

[85] Nous soulignons que notre analyse des déterminations de l'USDOC ne doit **pas** être comprise comme laissant entendre que telle ou telle décision a été prise d'une manière compatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping. D'ailleurs, nous doutons sérieusement de la compatibilité de certaines des décisions examinées mais, comme elles ne nous sont pas soumises en tant que telles dans le cadre du présent différend, nous tenons à indiquer clairement que nous ne portons pas de jugement sur leur compatibilité en soi.

[86] Nous ne contestons pas que l'USDOC aurait pu parvenir aux mêmes conclusions dans certaines affaires même si, au lieu d'appliquer mécaniquement les scénarios du SPB, il avait procédé à une analyse objective des faits pertinents. Cependant, l'existence de certains résultats corrects n'affaiblit pas notre conclusion selon laquelle l'USDOC a établi ses déterminations en appliquant les scénarios du SPB, au mépris d'autres renseignements potentiellement pertinents et probants.

> La ligne de conduite proposée vise à compléter les dispositions légales et réglementaires applicables en donnant des indications sur les questions de méthode ou d'analyse non explicitement traitées par la loi et la réglementation.[87]

Le fait que l'USDOC a "complété" les dispositions de la loi dans le SPB d'une façon qui est incompatible avec l'article 11.3 ne modifie pas, selon nous, le sens de la loi, qui, comme nous l'avons constaté, n'est pas incompatible avec l'article 11.3 à cet égard.

7.67 Ayant constaté que le SPB était incompatible avec l'article 11.3, nous n'examinons pas l'allégation subsidiaire formulée par le Mexique au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

2. Incompatibilité alléguée de la détermination de la probabilité qu'un dumping subsistera ou se reproduira établie par l'USDOC

a) Arguments du Mexique

7.68 Le Mexique fait valoir que la détermination en l'espèce est incompatible avec les articles 11.3 et 2 de l'Accord antidumping. Il fait valoir que la détermination établie par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que l'USDOC s'est concentré uniquement sur la baisse du volume des importations, a ignoré des éléments de preuve pertinents, n'a pas établi sa détermination d'une manière compatible avec les obligations de l'article 2 de l'Accord antidumping, n'a pas effectué d'analyse prospective, n'a pas déterminé qu'il était "probable" que le dumping subsisterait ou se reproduirait et n'a pas fondé sa détermination sur des éléments de preuve positifs.

7.69 Le Mexique affirme que la détermination de l'USDOC reposait uniquement sur le fait que le volume des importations d'OCTG en provenance du Mexique avait diminué à la suite de l'imposition de l'ordonnance en matière de droits antidumping en 1995 et était resté bien inférieur aux niveaux antérieurs à l'ordonnance durant la période où l'ordonnance avait été en vigueur. Le Mexique affirme que l'USDOC a ignoré les éléments de preuve fournis par les exportateurs mexicains concernant la raison pour laquelle les volumes d'importation avaient diminué et les éléments de preuve concernant la raison pour laquelle les marges de dumping antérieures n'étaient pas pertinentes pour la question du dumping probable, et qu'il s'est simplement appuyé sur des renseignements antérieurs et sur la marge de dumping calculée lors de l'enquête initiale. En outre, le Mexique affirme que la marge de dumping calculée pour TAMSA lors de l'enquête initiale reposait sur un ensemble unique de circonstances dues à la crise du peso mexicain en 1994 et était d'autant moins fiable en tant qu'élément à prendre en considération dans le cadre du réexamen à l'extinction. Le Mexique fait valoir que l'USDOC a ignoré le fait que des marges de dumping nulles avaient été calculées pour TAMSA dans le cadre de réexamens administratifs successifs. S'agissant de Hylsa, le Mexique fait valoir que, comme cette société n'avait pas été visée par l'enquête initiale et que la seule marge de dumping calculée pour elle était inférieure à 2 pour cent, il n'avait jamais été déterminé que Hylsa pratiquait un dumping au sens de l'article 2 de l'Accord antidumping. Le Mexique fait également valoir que, en s'appuyant sur la marge de dumping calculée lors de l'enquête initiale, l'USDOC a violé l'article 11.3 en n'établissant pas une détermination prospective et qu'en refusant au Mexique la possibilité de présenter des éléments de preuve et de défendre ses intérêts, l'USDOC a agi en violation de l'article 6 de l'Accord antidumping.

7.70 Enfin, le Mexique allègue également que la marge de dumping communiquée par l'USDOC à l'USITC comme étant la "marge probable", qui était la marge de dumping calculée lors de l'enquête initiale, soit 21,70 pour cent, est incompatible avec les articles 2 et 6 de l'Accord antidumping.

[87] SPB (pièce n° 32 du Mexique), page 18871.

b) Arguments des États-Unis

7.71 S'agissant de l'aspect "tel qu'appliqué" de l'allégation du Mexique, les États-Unis font valoir que l'allégation du Mexique se résume à un désaccord avec le pesage des éléments de preuve fait par l'USDOC. Ils affirment que l'USDOC ne s'est pas "appuyé" sur la marge calculée lors de l'enquête initiale pour établir sa détermination de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait et que, par conséquent, il ne peut pas y avoir de violation de l'article 2. Les États-Unis affirment que l'USDOC a pleinement pris en considération tous les éléments de preuve versés au dossier, y compris ceux qui se rapportaient aux deuxième et troisième réexamens administratifs achevés, mais qu'il a conclu qu'étant donné le faible niveau des exportations effectuées par TAMSA aux niveaux de dumping nuls calculés, il existait une probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Les États-Unis notent que la détermination de l'USDOC ne porte pas – et n'est pas censée porter – sur l'évaluation des entreprises/exportateurs individuels mais sur l'ordonnance en matière de droits antidumping dans son ensemble.

7.72 Les États-Unis notent qu'il n'existe pas, dans l'Accord antidumping, d'obligation de "communiquer" une marge à l'USITC et maintiennent que le fait de communiquer la marge, comme l'USDOC l'a fait en l'espèce, ne peut donc pas constituer une violation. En outre, ils affirment que l'Accord antidumping ne fait pas obligation à l'USITC d'examiner la marge de dumping pour établir sa détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Par conséquent, les États-Unis considèrent que le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner la manière dont l'USDOC a identifié la marge qu'il a communiquée à l'USITC.

c) Constatations

7.73 Avant de procéder à l'évaluation de la détermination de l'USDOC qui fait l'objet du présent différend, nous indiquons ci-après la façon dont nous comprenons les obligations établies par l'article 11.3 concernant les déterminations de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. L'article 11.3 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage[22] subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen.
>
> [22] Lorsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base rétrospective, si la procédure d'évaluation la plus récente au titre de l'alinéa 3.1 de l'article 9 a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif.

7.74 Le sens ordinaire du terme "determine" (déterminer) est, entre autres, "settle or decide (a dispute, controversy, etc., or a sentence, conclusion, issue, etc.) as a judge or arbiter" (régler ou décider (un différend, une controverse, etc., ou une sentence, une conclusion, une question, etc.) en qualité de juge ou d'arbitre).[88] Selon nous, l'article 11.3 exige que l'autorité chargée de l'enquête formule, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, une constatation motivée selon laquelle il

[88] The New Shorter Oxford English Dictionary, Oxford University Press, page 651.

est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si la mesure est abrogée. L'obligation d'établir une telle détermination empêche l'autorité chargée de l'enquête de simplement présumer que cette probabilité existe. L'autorité doit agir avec un degré de diligence approprié et arriver à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen.[89] En outre, la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête, selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, doit être étayée par des conclusions motivées et adéquates, fondées sur les faits qui ont été portés à sa connaissance.

7.75 Dans l'affaire en cause, deux exportateurs mexicains, TAMSA et Hylsa, ont participé pleinement au réexamen à l'extinction et ont présenté des arguments et des renseignements à l'appui de leur position selon laquelle il n'y avait pas de probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Le Mexique fait valoir que l'USDOC a ignoré les éléments de preuve pertinents présentés par les deux sociétés et qu'il ne s'est appuyé au contraire que sur la baisse des volumes d'importation pour établir sa détermination. Précisément, le Mexique affirme que l'USDOC a ignoré les éléments de preuve présentés par TAMSA selon lesquels la raison de la baisse des volumes d'importation était qu'il n'était pas raisonnable, pour TAMSA, d'exporter des quantités notables étant donné la marge de dumping élevée et le taux de dépôt sur les ventes sur le marché des États-Unis qui en résultait. Le Mexique affirme également que l'USDOC a ignoré les éléments de preuve selon lesquels la raison de la constatation initiale de l'existence d'un dumping était la crise monétaire subie par le Mexique en 1994, ainsi que l'application des données de fait disponibles. Les exportateurs mexicains ont fait valoir que la combinaison des circonstances existant lors de l'enquête initiale avait changé, qu'il n'était pas probable qu'elle se reproduirait et que, par conséquent, il n'existait pas de probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. À cet égard, le Mexique fait également valoir que l'USDOC a ignoré le fait que des marges de dumping nulles avaient été calculées pour TAMSA dans le cadre des deuxième et troisième réexamens administratifs, indiquant qu'il n'était pas probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Le Mexique affirme également que l'USDOC a ignoré les éléments de preuve présentés par Hylsa qui, d'après les allégations, démontraient qu'elle ne pratiquait pas de dumping et qu'il n'était pas probable qu'elle le ferait à l'avenir.

7.76 Nous avons passé en revue le mémorandum sur la décision de l'USDOC pour établir si, en fait, l'USDOC avait ignoré les éléments de preuve auxquels le Mexique fait référence ou si, comme le soutiennent les États-Unis, il avait pris en considération tous les éléments de preuve, mais nous sommes tout simplement parvenus à des conclusions différentes de celles recherchées par les exportateurs mexicains. Si le mémorandum sur la décision de l'USDOC n'est pas un modèle de rigueur dans son examen des éléments de preuve présentés, il nous semble clair que l'USDOC a réellement examiné certains éléments de preuve qui lui avaient été présentés. Ainsi, par exemple, l'USDOC a examiné spécifiquement l'explication donnée par TAMSA pour la baisse des volumes d'importation:

> L'hypothèse selon laquelle la baisse des niveaux d'exportation de TAMSA après la publication de l'ordonnance était le résultat d'une stratégie commerciale prudente et nécessaire, et le fait que TAMSA a pu vendre de petites quantités d'OCTG sans dumping n'entrent nullement en conflit avec l'inférence du Département. S'il était devenu "prudent et nécessaire" d'effectuer des ventes moins nombreuses à des prix établis dans des conditions plus loyales pendant que la discipline instituée par l'ordonnance était en vigueur, il serait raisonnable d'inférer qu'il était probable que le dumping reprendrait si de telles disciplines cessaient d'exister et s'il n'était plus

[89] Notre opinion à cet égard est étayée par les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphes 111 à 115.

> "nécessaire" pour TAMSA et d'autres exportateurs mexicains de maintenir la même stratégie commerciale.[90]

De la même façon, l'USDOC a examiné les arguments présentés par Hylsa, selon lesquels une constatation distincte devrait être établie pour cette société et selon lesquels l'examen de la baisse des volumes d'importation aurait dû porter sur les volumes antérieurs à l'engagement et postérieurs à l'imposition de l'ordonnance, plutôt que sur les volumes antérieurs et postérieurs à l'imposition de l'ordonnance.[91]

7.77 Cependant, des renseignements ont été présentés à l'USDOC par TAMSA concernant sa situation financière et la stabilité du peso mexicain qui étaient apparemment pertinents pour la question de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Lors de l'enquête initiale, l'USDOC s'était appuyé sur une valeur normale construite pour calculer une marge de dumping pour TAMSA, en partie sur la base des données de fait disponibles. TAMSA a affirmé que sa forte dette libellée en dollars, combinée à l'importante dévaluation du peso durant la crise monétaire mexicaine, avaient fait augmenter considérablement la composante coûts de production de la valeur normale construite, ce qui avait fait que les ventes n'avaient pas été utilisées à des fins de comparaison étant donné qu'elles étaient inférieures aux coûts de production, et avait occasionné une marge de dumping élevée. Cependant, TAMSA a fait valoir dans sa réponse à l'engagement du réexamen à l'extinction que les faits démontraient qu'elle avait des dettes beaucoup moins importantes et ne pouvait donc pas subir le type de pertes de devises qui avait influé sur les calculs initiaux, et aussi que le peso mexicain s'était stabilisé, de sorte que de fortes dévaluations comme celle qui s'était produite au moment de l'enquête initiale n'étaient guère probable. TAMSA a fait valoir que ces faits, combinés avec le fait qu'il avait été constaté qu'elle ne pratiquait pas de dumping (au moment où le réexamen à l'extinction avait été engagé) lors de deux réexamens administratifs successifs, démontraient qu'il n'était pas probable qu'un dumping se produirait si l'ordonnance était abrogée pour ce qui la concernait.[92]

7.78 Il est clair que l'USDOC a établi sa détermination de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait exclusivement sur la base d'une baisse des volumes d'importation et qu'il ne s'est pas appuyé sur des renseignements concernant les marges de dumping antérieures, y compris les renseignements sur les marges de dumping calculées dans le cadre des réexamens administratifs effectués durant la période où la mesure était en vigueur. L'USDOC n'a pas non plus pris autrement en considération le moindre élément de preuve relatif au montant du dumping initialement constaté, à la base de ce calcul, ou à la question de savoir si des changements dans la situation financière sous-jacente pourraient affecter la question de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. C'est d'ailleurs ce que les États-Unis ont indiqué dans la communication qu'ils ont présentée dans le cadre du présent différend: "Le Département du commerce a fondé sa détermination positive de la probabilité uniquement sur la diminution des volumes d'importation d'OCTG en provenance du Mexique".[93] Rien dans le libellé du mémorandum sur la décision n'indique que l'USDOC a pris en considération l'un quelconque des renseignements ou des arguments présentés en rapport avec les changements intervenus dans la situation financière de TAMSA et dans les conditions économiques globales au Mexique. Nous soulignons que nous n'exprimons pas d'opinion quant au résultat de cette prise en considération. Notre décision repose sur le fait que des éléments de preuve potentiellement pertinents n'ont pas été pris en considération, ce qui n'est pas compatible avec l'obligation de procéder à une analyse raisonnée sur la base des faits pertinents, et non pas sur un quelconque point de vue quant au résultat en l'espèce.

7.79 Les États-Unis font valoir que l'inférence selon laquelle le dumping subsistera ou se reproduira sur la base des baisses des volumes d'importation à la suite de l'imposition de l'ordonnance

---

[90] USDOC Decision Memorandum (pièce n° 19 du Mexique), page 4.
[91] USDOC Decision Memorandum (pièce n° 19 du Mexique), page 4.
[92] Pièce n° 16 du Mexique, page 5.
[93] Première communication des États-Unis, paragraphe 132.

antidumping est "un exercice de logique".[94] Nous ne contestons pas que l'autorité chargée de l'enquête peut tirer des inférences à l'appui de ses conclusions, par l'exercice de la logique, sur la base des éléments de preuve présentés. Cependant, lorsque sont présentés des renseignements qui donnent à penser que l'inférence n'est pas appropriée dans un cas particulier, l'autorité chargée de l'enquête est alors obligée, en vertu de l'article 11.3, au moins de prendre en considération ces renseignements et d'en tenir compte avant d'établir sa détermination. Les renseignements concernant les changements dans la situation financière d'une société dont il avait précédemment été constaté qu'elle pratiquait le dumping, et les changements dans la situation économique globale du pays exportateur, nous sembleraient être pertinents pour la question de savoir si l'inférence sur laquelle s'appuie l'USDOC est raisonnable. Cela est d'autant plus vrai lorsque, comme dans le cas présent, des réexamens effectués entre-temps se sont soldés par des constatations de l'existence de marges de dumping nulles. Par conséquent, selon nous, la prise en considération de ces éléments de preuve est nécessaire pour satisfaire aux prescriptions de l'article 11.3. L'USDOC n'a pas procédé ainsi en l'espèce.

7.80 Nous concluons donc que la détermination à l'extinction en cause n'est pas compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que la détermination de l'USDOC selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira n'est pas étayée par des conclusions raisonnées et adéquates fondées sur les faits qui lui étaient soumis.

7.81 Étant donné notre détermination, nous n'estimons ni nécessaire ni approprié d'examiner les allégations du Mexique concernant l'article 2. Nous souhaitons faire observer qu'en tout état de cause, puisqu'il est clair que l'USDOC ne s'est pas appuyé sur les marges de dumping antérieures en l'espèce, mais seulement sur les volumes d'importation, nous n'aurions pas établi de constatations concernant l'article 2 même si nous étions parvenus à une conclusion différente sur le caractère adéquat de la prise en considération des éléments de preuve par l'USDOC.

7.82 Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a indiqué que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas obligées de "calculer des marges de dumping ou de s'appuyer sur de telles marges pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4".[95] Dans un cas comme le cas présent, où les États-Unis reconnaissent que l'USDOC ne s'est explicitement appuyé que sur les volumes d'importation pour établir sa détermination, nous considérons qu'il ne peut pas y avoir de fondement pour une constatation de violation de l'article 2 de l'Accord antidumping.

7.83 Enfin, s'agissant des allégations du Mexique concernant la marge de dumping communiquée à l'USITC comme étant la marge probable, nous rappelons que, comme il est indiqué plus haut, l'USDOC ne s'est pas appuyé sur cette marge pour établir sa détermination de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Nous ne trouvons, dans l'Accord antidumping, aucune disposition, et le Mexique n'en a pas cité, qui exige une telle "communication" de la marge probable - il semble qu'il s'agisse d'un élément de la législation des États-Unis qui n'est dérivé d'aucun élément de l'Accord antidumping. Par conséquent, nous n'estimons ni nécessaire ni approprié d'examiner les allégations formulées par le Mexique au titre des articles 2 et 6 de l'Accord antidumping concernant la marge de dumping communiquée à l'USITC.

[94] *Ibid*., paragraphe 123.

[95] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphe 127.

C. INCOMPATIBILITÉ ALLÉGUÉE DE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS SE RAPPORTANT À LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA, EN TANT QUE TELLE ET TELLE QU'APPLIQUÉE

1. Arguments du Mexique

7.84 Le Mexique affirme que le critère, énoncé dans 19 U.S.C. § 1675a a) 1), que l'USITC applique pour déterminer s'il est "probable" que le dommage subsistera ou se reproduira si l'ordonnance antidumping est levée est incompatible, en tant que tel, avec l'article 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.

7.85 Le Mexique fait en outre valoir que, dans le réexamen à l'extinction en cause, l'USITC a appliqué ce critère incompatible au lieu du critère "probable" correct énoncé à l'article 11.3. Il estime que, puisque l'USITC n'a pas appliqué le critère "probable" correct dans le présent réexamen à l'extinction, elle n'a pas non plus procédé à un examen objectif, agissant par là même d'une manière incompatible avec l'article 11.3 et l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. En outre, le Mexique fait valoir que l'USITC n'a pas fondé sa détermination de la probabilité que le dommage subsisterait et/ou se reproduirait sur des éléments de preuve positifs, ce qui était incompatible avec l'article 11.3 et l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. Il affirme, en général, que les dispositions de l'article 3 s'appliquent dans les réexamens à l'extinction. Il estime que l'USITC a violé l'article 3.4 de l'Accord antidumping en n'examinant pas certains des 15 critères de dommage qui y sont énumérés. Enfin, le Mexique affirme que l'USITC n'a pas analysé le lien de causalité entre les importations faisant probablement l'objet d'un dumping et le dommage probable, comme l'exige selon lui l'article 3.5 de l'Accord antidumping, en n'examinant pas s'il y aurait d'autres facteurs qui influeraient également sur la branche de production nationale en cas d'abrogation du droit antidumping.

7.86 Par ailleurs, le Mexique allègue, parallèlement à ses autres allégations, que la détermination de l'USITC est incompatible avec l'article 3.3 de l'Accord antidumping. Il estime qu'en procédant à une évaluation cumulative, l'USITC a agi d'une manière incompatible avec les articles 11.3 et 3.3 de l'Accord antidumping. À supposer que les articles 11.3 et 3.3 n'interdisent pas une évaluation cumulative dans les réexamens à l'extinction, le Mexique estime que l'article 3.3 établit les conditions dans lesquelles une évaluation cumulative est permise et que ces conditions n'ont pas été remplies en l'espèce, ce qui a entraîné une violation de l'article 3.3.

7.87 Enfin, le Mexique affirme que 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5), qui établissent un laps de temps aux fins de l'examen par l'USITC du point de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira, sont incompatibles avec l'article 11.1 et 11.3 et l'article 3 de l'Accord antidumping, à la fois en tant que tels et tels qu'appliqués en l'espèce.

2. Arguments des États-Unis

7.88 Les États-Unis font valoir que leur législation régissant le critère applicable pour les déterminations de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira établies par l'USITC dans le cadre des réexamens à l'extinction est compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Ils estiment que, dans le réexamen à l'extinction considéré, l'USITC a appliqué le critère prévu à l'article 11.3, c'est-à-dire le critère "probable".

7.89 En règle générale, les États-Unis affirment que l'établissement des faits par l'USITC était correct et que son évaluation de ces faits était impartiale et objective. Ils soutiennent que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, bien que certaines des dispositions de l'article 3 puissent fournir des indications quant au type de renseignements pouvant être pertinents pour l'examen du point de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira.

7.90 Pour ce qui est de l'allégation concernant l'évaluation cumulative, les États-Unis soutiennent que l'Accord antidumping n'interdit pas une évaluation cumulative dans les réexamens à l'extinction. Ils notent que l'article 11.3 de l'Accord antidumping ne mentionne pas le cumul et que le cumul était une pratique très courante avant l'adoption de l'Accord antidumping, ce qui donne à penser qu'à moins qu'il ne soit spécifiquement prohibé par l'Accord antidumping, il est permis. En outre, les États-Unis soutiennent que l'article 3.3 ne s'applique pas dans les réexamens à l'extinction d'une manière générale car, suivant ses termes, il se limite aux enquêtes.

7.91 Enfin, les États-Unis affirment que l'article 11.3 ne spécifie pas de laps de temps aux fins de la détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira et que, par conséquent, les dispositions légales des États-Unis à cet égard ne sont incompatibles avec aucune obligation établie dans l'Accord antidumping. En particulier, les États-Unis estiment que l'article 3.7 et 3.8, sur lequel le Mexique s'appuie à cet égard, ne s'applique qu'aux déterminations initiales de l'existence d'une menace de dommage important et non aux déterminations établies dans le cadre des réexamens à l'extinction.

3. Constatations

a) Introduction

7.92 La détermination établie par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG concernait cinq pays, à savoir l'Argentine, la Corée, l'Italie, le Japon et le Mexique. L'USITC a procédé à une analyse cumulative pour ce qui est de ces cinq pays.[96] Elle a déterminé qu'il était probable qu'un dommage important subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance visant les OCTG en provenance d'Argentine, de Corée, d'Italie, du Japon et du Mexique était abrogée.[97] Cette même détermination a été contestée par l'Argentine dans le différend *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*. Bien que les allégations et arguments du Mexique en l'espèce ne soient pas identiques à ceux qu'avait avancés l'Argentine dans le différend antérieur, il existe de fortes similitudes. Nous avons donc soigneusement examiné les rapports établis par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans le différend *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, mais avons bien évidemment établi nos propres déterminations pour nous prononcer sur les allégations du Mexique.

b) Contestations de la législation des États-Unis "en tant que telle"

7.93 Le Mexique formule deux allégations "en tant que tel" en qui concerne la législation des États-Unis régissant la détermination par l'USITC de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira. La première affirme que le critère de "probabilité" énoncé dans la législation des États-Unis, tel qu'il est interprété par l'USITC, est incompatible avec l'article 11.3. La deuxième affirme que les dispositions de la législation des États-Unis établissant un laps de temps aux fins de la détermination dans le cadre d'un réexamen à l'extinction sont incompatibles avec l'article 11.1 et 11.3 et l'article 3 de l'Accord antidumping.

7.94 S'agissant de la première de ces allégations, nous notons que la partie pertinente de 19 U.S.C. § 1675a a) 1) est ainsi libellée:

[96] Détermination à l'extinction établie par l'USITC, *supra* note 4, (pièce n° 20 du Mexique) page 14.
[97] *Ibid.*, pages 16 et 17.

> Règle générale
>
> ... La Commission détermine s'il est probable que l'abrogation d'une ordonnance ou la clôture d'une enquête suspendue aboutirait à la persistance ou à la réapparition d'un dommage important dans un laps de temps raisonnablement prévisible ...[98]

Dans l'affaire considérée, la partie pertinente de la détermination finale de l'USITC dispose ce qui suit:

> Compte tenu du dossier de ces réexamens quinquennaux, nous déterminons, en vertu de l'article 751 c) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée ("la Loi"), qu'il est probable que le dommage important causé à une branche de production aux États-Unis subsisterait ou se reproduirait dans un laps de temps raisonnablement prévisible si les ordonnances en matière de droits antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères ("OCTG") autres que les tubes de forage ("tubes de cuvelage et tubes de production") en provenance d'Argentine, de Corée, d'Italie, du Japon et du Mexique et l'ordonnance en matière de droits compensateurs visant les tubes de cuvelage et les tubes de production en provenance d'Italie étaient révoquées.[99]

7.95 Par conséquent, comme le Mexique le reconnaît[100], la loi et la détermination de l'USITC, telles qu'elles sont libellées, font toutes deux référence au critère correct énoncé à l'article 11.3.

7.96 Toutefois, le Mexique fait valoir qu'en dépit de cela, l'USITC a en fait interprété le critère probable d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping et a fait fond sur cette interprétation incompatible en l'espèce. Le Mexique note que, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a établi que le sens ordinaire du terme "probable" utilisé à l'article 11.3 était "vraisemblable"[101], et il affirme que l'USITC a à tort interprété "probable" comme signifiant "possible", appliquant donc forcément un critère incompatible pour établir sa détermination. Pour étayer son point de vue, le Mexique met en avant des déclarations faites au nom de l'USITC dans d'autres enceintes et dans le cadre d'un litige au regard de l'ALENA concernant la détermination en cause en l'espèce, qui, selon lui, démontrent l'interprétation incompatible de "probable" sur laquelle a fait fond l'USITC. Les États-Unis soutiennent qu'après que ces déclarations eurent été faites, les tribunaux des États-Unis ont réglé la question de l'interprétation et conclu que "probable" était synonyme de "vraisemblable". Par conséquent, les États-Unis font valoir que la détermination qui fait l'objet du présent différend est compatible avec le critère "probable" énoncé à l'article 11.3.

7.97 Nous n'estimons pas que les déclarations faites au nom de l'USITC dans d'autres enceintes ou dans le cadre du litige soient pertinentes pour notre évaluation du point de savoir si le critère de probabilité appliqué par l'USITC était compatible, en tant que tel, avec l'article 11.3.[102] Telle qu'elle est libellée, la détermination de l'USITC fait référence au critère correct. Bien que quelques questions aient pu se poser quant à l'interprétation du critère par l'USITC, il semble clair que cette question a été réglée par les tribunaux des États-Unis. Les États-Unis ont dit

---

[98] Pièce n° 24 du Mexique.

[99] Détermination à l'extinction établie par l'USITC, *supra* note 4, (pièce n° 20 du Mexique, page 1).

[100] Deuxième communication du Mexique, paragraphe 88.

[101] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphe 111.

[102] Nous notons que l'Organe d'appel a dit qu'il n'était "pas déraisonnable" pour le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* d'arriver à la même conclusion. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 312.

> convenir que le terme "probable" utilisé à l'article 11.3 pouvait être assimilé au terme "vraisemblable" tel que ce dernier était interprété par les tribunaux des États-Unis ou avait été explicité par l'Organe d'appel.[103]

7.98 Dans ces circonstances, même à supposer que le Mexique ait eu raison de dire qu'il y avait des divergences d'opinions quant au sens de "probable", nous ne pouvons nous interroger sur le critère que l'USITC a clairement indiqué avoir appliqué dans sa détermination, ni évaluer dans l'abstrait si elle a appliqué le critère juridique de probabilité correct. Selon nous, la seule façon pour un groupe spécial chargé d'examiner une affaire d'évaluer si, en fait, le critère correct a été appliqué consiste à évaluer la détermination effectivement établie à la lumière de ce critère.[104] Si, à la suite de cette évaluation, nous concluons que la détermination de l'USITC est compatible avec l'article 11.3 et le critère "probable", alors, selon nous, peu importe les déclarations qui ont été faites, elles sont dénuées de pertinence. Si, à l'inverse, nous concluons à la suite de notre évaluation que la détermination de l'USITC est incompatible avec l'article 11.3 et le critère "probable", cela ne sera pas dû à ce que l'USITC ou tel ou tel commissaire percevait ou croyait comprendre dans l'abstrait, mais plutôt au fait que la détermination effectivement établie n'aurait pas pu l'être si le critère correct avait été appliqué. Nous examinons plus avant cette question ci-dessous.

7.99 Nous examinons ensuite l'allégation du Mexique concernant le laps de temps prévu aux fins des déterminations de l'USITC dans la législation des États-Unis. La partie pertinente de 19 U.S.C. § 1675a a) 5) dispose ce qui suit:

> 5) Base de la détermination
>
> La présence ou l'absence de tout facteur que la Commission est tenue de prendre en considération en vertu du présent paragraphe ne constituera pas nécessairement une base de jugement déterminante sur le point de savoir s'il est probable qu'un dommage important subsistera ou se reproduira **dans un laps de temps raisonnablement prévisible** en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue. Pour établir sa détermination sur ce point, la Commission considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture **peuvent ne pas être imminents**, mais ne **se manifester qu'à plus longue échéance**.[105] (pas de caractères gras dans l'original)

S'agissant de cette disposition, le SAA dispose ce qui suit:

> Le "laps de temps raisonnablement prévisible" **variera d'une affaire à l'autre**, mais **dépassera normalement le laps de temps "imminent**" retenu aux fins de l'analyse de l'existence d'une menace de dommage. Le nouvel article 752 a) 5) indique expressément que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne se manifester qu'à plus longue échéance. La Commission examinera à cet égard des facteurs tels que la fongibilité du produit en question ou sa différenciation, le degré de substituabilité entre les produits importés et les produits nationaux, les circuits de distribution utilisés, les méthodes de passation de marchés (ventes au comptant ou marchés à long terme, par exemple), les délais de livraison des marchandises, ainsi que d'autres facteurs qui **peuvent ne se manifester qu'à plus longue échéance**, tels

---

[103] Première communication des États-Unis, paragraphe 225, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphe 111.

[104] Nous notons que l'Organe d'appel a approuvé la déclaration très semblable ci-après: "[L]a seule façon pour le Groupe spécial d'évaluer si [le] critère ["probable"] avait en fait été appliqué était d'évaluer si les faits étayaient cette constatation". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 311.

[105] Pièce n° 24 du Mexique.

> que les investissements prévus et le transfert d'installations de production.[106] (pas de caractères gras dans l'original)

7.100 Ainsi, la législation des États-Unis établit un laps de temps aux fins de la détermination de l'USITC sur le point de savoir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira dans un laps de temps raisonnablement prévisible si le droit est abrogé. Lus conjointement, la loi et le SAA établissent que ce laps de temps variera d'une affaire à l'autre mais pourra clairement être plus long qu'un laps de temps "imminent".

7.101 Le Mexique fait valoir qu'au titre de l'article 11.3, le laps de temps dans lequel le dommage subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée doit être "aussi limité que possible" et, en fait, la détermination devrait être fondée sur une constatation de dommage probable en cas de suppression de l'ordonnance.[107] Par conséquent, le Mexique soutient que la législation des États-Unis est incompatible car elle autorise un laps de temps aux fins de la détermination plus long que celui qui est compatible avec l'article 11.3. En outre, le Mexique met en avant les dispositions de l'article 3.7 et 3.8, qui se rapportent aux déterminations de l'existence d'une menace de dommage important, et fait valoir que ces dispositions s'appliquent aux "déterminations prospectives de l'existence d'un dommage"[108] et qu'en autorisant un laps de temps plus long que celui que prévoient ces dispositions, la législation des États-Unis est incompatible avec l'article 3.7 et 3.8. Enfin, le Mexique fait valoir que ce laps de temps d'après les allégations est incompatible avec le critère "probable" de l'article 11.3 et autorise des déterminations de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira qui ne sont pas fondées sur une évaluation objective des éléments de preuve positifs, ce qui est incompatible avec l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping.

7.102 Les États-Unis font valoir que l'article 11.3 ne spécifie pas de laps de temps aux fins des examens à l'extinction. En outre, ils affirment que l'article 11.3, en faisant référence à une détermination sur le point de savoir si l'abrogation "would be likely **to lead to** continuation or recurrence of injury", prévoit qu'un certain laps de temps s'écoulera entre l'abrogation et la persistance ou la réapparition du dommage. Les États-Unis soutiennent qu'en l'absence de toute spécification dans l'Accord antidumping, les Membres restent libres d'établir un laps de temps pertinent dans leur législation intérieure, et que le laps de temps établi dans la législation des États-Unis est fondamentalement raisonnable. Enfin, les États-Unis font valoir que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction et, en particulier, que l'article 3.7 et 3.8 se rapporte aux déterminations de l'existence d'une menace de dommage dans les enquêtes initiales, mais pas aux réexamens à l'extinction.

7.103 Pour nous, il est clair que l'article 11.3 n'établit pas de règles concernant le laps de temps aux fins d'une détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira. En particulier, le texte n'énonce pas de prescription voulant que les autorités chargées de l'enquête spécifient quand il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. L'article 11.3 prescrit simplement que les autorités chargées de l'enquête déterminent s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est abrogé. Bien entendu, comme l'a dit l'Organe d'appel, cette détermination doit reposer sur une base factuelle suffisante et être étayée par un raisonnement.[109] Toutefois, nous ne partageons pas l'avis du Mexique selon lequel le laps de temps établi aux fins de cette détermination par la législation des États-Unis est, en tant que tel, incompatible avec l'article 11.3. On pourrait constater qu'une détermination fondée sur ce laps de temps est incompatible si on constatait qu'elle était fondée sur des éléments de preuve justificatifs inadéquats ou était déraisonnable, question que

---

[106] SAA (pièce n° 26 du Mexique) 4211.

[107] Deuxième communication du Mexique, paragraphe 163; première communication du Mexique, paragraphe 266.

[108] Première communication du Mexique, paragraphe 270.

[109] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphes 114 et 115.

nous traitons ci-dessous. Toutefois, le simple fait que la législation des États-Unis établit un critère du "laps de temps raisonnablement prévisible" aux fins de ces déterminations ne démontre pas l'existence d'une incompatibilité avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[110]

7.104 En outre, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel l'article 11.3 n'exige pas une constatation selon laquelle un dommage est probable lors de la suppression d'une ordonnance antidumping. Une telle interprétation irait à l'encontre de la notion de la probabilité que le dommage se reproduira, qui implique qu'il n'y a pas de dommage au moment où l'ordonnance est levée mais que le dommage se reproduira. Il nous paraît déraisonnable de conclure que cette réapparition doit être immédiate – en effet, il est pour nous plus approprié de considérer qu'un certain temps peut s'écouler entre la suppression d'une ordonnance et la réapparition probable du dommage. Assurément, lors de l'abrogation d'une ordonnance antidumping, on pourrait s'attendre à ce qu'un certain temps s'écoule avant que les exportateurs ou les importateurs puissent enregistrer des commandes et expédier le produit vers le marché importateur, et on pourrait s'attendre à ce qu'un certain temps additionnel s'écoule avant que les effets de ces importations puissent être ressentis par la branche de production nationale. Par conséquent, nous concluons que 19 U.S.C. 1675a a) 1) et 5), qui régissent le laps de temps dans lequel l'USITC doit examiner s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira, ne sont pas incompatibles avec l'article 11.3.

7.105 Par ailleurs, le Mexique soutient que 19 U.S.C. 1675a a) 1) et 5) sont incompatibles avec l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord. Comme il est indiqué ci-dessous, les déterminations en cause au titre de l'article 3.7 et 3.8 d'une part, et de l'article 11.3 d'autre part, sont de nature différente et sont dûment interprétées comme comportant des éléments de fond différents.

7.106 L'article 3 de l'Accord antidumping est intitulé "Détermination de l'existence d'un dommage". La note de bas de page 9 relative à l'article 3 définit trois types de dommages – le dommage important causé à une branche de production nationale, la menace de dommage important pour une branche de production nationale et le retard important dans la création d'une branche de production nationale. L'article 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping traite spécifiquement des déterminations de l'existence d'une menace de dommage important.[111] L'article 11 est intitulé "Durée et réexamen des droits antidumping et des engagements en matière de prix". L'article 11.3 traite spécifiquement, entre autres, de la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira. Comme nous l'indiquons plus en détail ci-dessous, aux paragraphes 7.120 à 7.123, les déterminations au titre de l'article 3 et au titre de l'article 11.3 sont fondamentalement différentes l'une de l'autre. Comme l'Organe d'appel l'a observé dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, les enquêtes et les réexamens sont deux processus distincts ayant des buts différents.[112] Il est donc, selon nous, tout à fait raisonnable que ces deux processus distincts ayant des buts différents soient assujettis à des règles différentes à certains égards. Rien dans les arguments du Mexique ne nous convainc que l'article 3.7 et 3.8 constitue une exception à cet égard, de telle sorte qu'il devrait être constaté qu'il est directement applicable dans les réexamens à l'extinction. Il n'y a assurément rien dans le texte de ces dispositions, ni dans l'article 11.3, susceptible d'établir une quelconque prescription de ce type – et de fait, le Mexique n'a pas affirmé le contraire.

---

[110] Nous notons que l'Organe d'appel est parvenu à la même conclusion dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 359.

[111] D'autres dispositions de l'article 3 sont également pertinentes pour les déterminations de l'existence d'une menace de dommage important, voir le rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (FHTF) en provenance des États-Unis* ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000, DSR 2000:III, 1345, mais ne sont pas en cause ici.

[112] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphes 106 et 107.

7.107 Bien que l'on puisse faire valoir que l'**analyse** d'une menace de dommage dans le cadre d'une enquête antidumping initiale et l'**analyse** de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen à l'extinction sont similaires, en ce sens qu'elles appellent toutes deux une analyse prospective, cela n'est pas suffisant pour nous convaincre de conclure, comme l'a demandé le Mexique, que les prescriptions spécifiques de l'article 3.7 et 3.8 s'appliquent aux réexamens à l'extinction. En effet, selon nous, il existe en fait des différences importantes entre une détermination de l'existence d'une menace de dommage important et une détermination selon laquelle il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. La première détermination suppose une conclusion selon laquelle il n'y a pas de dommage important au moment où la menace de dommage important est constatée. Il nous semble logique que, pour justifier l'imposition d'une mesure antidumping dans ces circonstances, les Membres soient convenus que le changement de circonstances aboutissant à une situation de dommage important devait être imminent, et aient donc spécifié un laps de temps dans l'Accord antidumping. Les mêmes considérations ne s'appliquent pas forcément dans le contexte d'une détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, où les faits observés subissent l'influence de l'existence de la mesure antidumping et il n'est pas forcément vrai qu'il n'y a pas de dommage au moment où la détermination est établie. Par conséquent, selon nous, il est clair que les éléments temporels de l'article 3.7 et 3.8 ne sont pas directement applicables dans les réexamens à l'extinction.[113]

7.108 Sur la base des considérations susmentionnées, nous constatons que 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) ne sont pas incompatibles avec l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.7 et 3.8 et l'article 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.[114,115]

c) Contestations de la législation des États-Unis "telle qu'appliquée"

i) Laps de temps

7.109 Le Mexique estime que l'application de 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) dans le réexamen à l'extinction considéré était incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord. Selon lui, la détermination de l'USITC n'indiquait pas le laps de temps qu'elle considérait être un "laps de temps raisonnablement prévisible" pour établir sa détermination dans le réexamen à l'extinction considéré. Les États-Unis font valoir que, vu que l'article 11.3 est muet quant au laps de temps pertinent aux fins des réexamens à l'extinction et n'impose donc pas d'obligations à cet égard, la détermination de l'USITC ne peut pas être incompatible avec les articles 3 et 11.3 de l'Accord antidumping simplement parce qu'elle ne spécifie pas le laps de temps sur lequel elle est fondée.

7.110 Nous rappelons notre constatation selon laquelle les dispositions légales des États-Unis concernant le laps de temps sur la base duquel l'USITC établit ses déterminations de la probabilité dans le cadre des réexamens à l'extinction ne sont pas incompatibles avec l'article 11.1 et 11.3 et l'article 3 de l'Accord antidumping. Par conséquent, il s'ensuit que leur application dans le réexamen à l'extinction en cause n'est pas **nécessairement** incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.

---

[113] Nous notons que l'Organe d'appel est parvenu sensiblement à la même conclusion dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 358.

[114] Nous notons que, bien que le Mexique ait allégué que 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) violaient l'article 11.1 et l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping, il n'a pas développé ces allégations ni présenté d'arguments spécifiques les concernant. Par conséquent, nous n'avons pas abordé ces dispositions dans notre analyse.

[115] Nous notons que c'est la conclusion à laquelle est parvenu sur cette même question le Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39.

7.111 Le Mexique fait valoir que, même à supposer que les dispositions légales des États-Unis soient compatibles avec l'Accord antidumping, l'USITC n'a pas appliqué ces dispositions aux éléments de preuve dont elle disposait dans le réexamen à l'extinction considéré et n'a analysé aucun des facteurs pertinents pour la définition du laps de temps qu'elle jugeait raisonnablement prévisible. Tout au plus, l'argument du Mexique pourrait impliquer que l'USITC ne s'est pas conformée à la législation des États-Unis à cet égard. À la lumière de notre conclusion selon laquelle l'article 11.3 n'exige pas que les autorités chargées de l'enquête spécifient le laps de temps sur lequel la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira est fondée, nous ne voyons aucune incompatibilité avec l'Accord antidumping dans le fait que l'USITC n'a pas spécifiquement indiqué le laps de temps qu'elle a pris en considération pour établir sa détermination en l'espèce. Dans les observations communiquées après la remise du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, le Mexique note que l'Organe d'appel a souscrit à l'avis suivant exprimé par le Groupe spécial dans cette affaire: "[U]ne évaluation concernant la question de savoir s'il est probable que le dommage se reproduira qui prendrait en considération "un avenir trop éloigné aurait un caractère extrêmement spéculatif"".[116] Ensuite, le Mexique fait valoir que "le seul moyen d'évaluer si la législation a été appliquée d'une manière compatible avec les règles de l'OMC (c'est-à-dire si l'évaluation du dommage n'a pas pris en considération un avenir trop éloigné), c'est de connaître le laps de temps retenu par la Commission dans son évaluation de la probabilité d'un dommage". Nous avons déjà constaté que l'USITC n'a pas l'obligation d'indiquer le laps de temps qu'elle a pris en considération pour établir sa détermination. Maintenant, dans la mesure où le Mexique semble impliquer que ce laps de temps représentait "un avenir trop éloigné", nous notons qu'il n'a jamais avancé cet argument dans ses communications et qu'il n'est donc pas nécessaire que nous formulions une constatation à ce sujet.

7.112 À la lumière des considérations susmentionnées, nous concluons que 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) n'ont pas été appliqués d'une manière incompatible avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG.[117]

ii) Violations alléguées de l'article 3.1 et 3.2 et de l'article 11.3 de l'Accord antidumping dans la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira

7.113 Le Mexique estime que l'USITC n'a pas appliqué le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 dans le réexamen à l'extinction en cause. Il fait valoir que, dans le présent réexamen à l'extinction, l'USITC a appliqué un critère de "possibilité" au lieu du critère probable correct énoncé à l'article 11.3, déterminant ainsi qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait sur la base de faits qui démontraient qu'un certain résultat était possible, et non probable. Le Mexique fait également valoir que l'USITC n'a pas procédé à un examen objectif sur la base d'éléments de preuve positifs pour ce qui est du volume, des effets sur les prix et de l'incidence des importations, comme l'exige l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, n'a pas examiné tous les facteurs de dommage énoncés à l'article 3.4, ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 3.5 concernant le lien de causalité et la non-imputation du dommage causé par d'autres facteurs, et a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.7 et 3.8. Les États-Unis estiment que, dans le réexamen à l'extinction considéré, l'USITC a appliqué le critère "probable" prévu à l'article 11.3. Ils font valoir en général que les dispositions spécifiques de l'article 3 – y compris l'article 3.1 – ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction. Les États-Unis estiment néanmoins que la détermination de l'USITC était fondée sur une évaluation objective d'éléments de preuve positifs, et n'était pas par ailleurs incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping.

---

[116] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 360.

[117] Nous notons que c'est la conclusion à laquelle est parvenu sur cette même question le Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39.

7.114 Les allégations du Mexique concernant la détermination de l'USITC qui fait l'objet du présent différend sont presque entièrement fondées sur les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping, prises indépendamment ou conjointement avec l'article 11.3. À cet égard, le Mexique fait principalement fond sur les dispositions de la note de bas de page 9 relative à l'article 3, qui définit le "dommage". À l'inverse, les États-Unis soutiennent que les dispositions de l'article 3 ne sont pas directement applicables dans les réexamens à l'extinction, parce que la nature de l'examen est différente selon qu'il s'agit d'une enquête antidumping initiale au titre de l'article 3 ou d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3. Selon les États-Unis, l'article 3 s'applique à la détermination de l'existence d'un "dommage" dans le cadre d'une enquête antidumping initiale mais ne s'applique pas à la détermination de la "probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Nous commençons notre évaluation en examinant cette question centrale de la relation entre les articles 3 et 11 de l'Accord antidumping.

7.115 Ni l'article 11.3, ni un quelconque autre paragraphe de l'article 11, ne traite spécifiquement de la question de savoir si les dispositions de l'article 3 en général, ou de paragraphes spécifiques de cet article, s'appliquent aux réexamens à l'extinction. De même, aucune disposition de l'article 3 ne contient de références aux réexamens à l'extinction ou à l'article 11 en général. Certains éléments du texte de l'article 3 donnent bien à penser qu'il est d'application générale dans les affaires antidumping. Par conséquent, la référence dans l'article 3.1 à "[l]a détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994" et la note de bas de page 9, qui introduit le sens du terme "dommage" à l'aide de l'expression "[p]our les besoins du présent accord" laissent toutes deux entendre que la notion de dommage devrait être interprétée de la manière établie à l'article 3 dans l'ensemble de l'Accord. Toutefois, selon nous, cela n'est pas suffisant pour nous amener à conclure que les prescriptions spécifiques de l'article 3 s'appliquent directement à la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira au titre de l'article 11.3.

7.116 À cet égard, nous notons en particulier que la nature des examens effectués dans le cadre des enquêtes et dans le cadre des examens à l'extinction est notablement différente. S'agissant des différences entre les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*:

> Pour examiner la nature d'une détermination de la probabilité établie dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3, nous rappelons ce que nous avons dit dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, dans le contexte de l'*Accord SMC*:
>
> > ... les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents. La nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale.[116]
>
> Cette observation est également valable pour les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction au titre de l'*Accord antidumping*. Dans une enquête antidumping initiale, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer si *un dumping existe* pendant la période couverte par l'enquête. En revanche, dans un réexamen à l'extinction d'un droit antidumping, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer s'il est *probable que le dumping subsistera ou se reproduira* si le droit qui a été imposé à l'issue d'une enquête initiale est supprimé.

[116] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 106.[118]

7.117 Même si l'Organe d'appel examinait les différences entre les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction pour ce qui est de la question du dumping, nous estimons que son raisonnement est tout aussi valable pour la question du dommage. Une détermination de l'existence d'un dommage dans le cadre d'une enquête initiale est une conclusion quant à la situation de la branche de production pendant la période couverte par l'enquête, sur la base de faits antérieurs. Une détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, en revanche, est une conclusion quant à la situation probable de la branche de production dans le futur, à la suite de l'abrogation d'une mesure antidumping qui a été en vigueur pendant cinq ans. Bien qu'une telle détermination doive, comme l'a dit l'Organe d'appel, reposer sur une base factuelle adéquate et être étayée par un raisonnement, il ne fait aucun doute, selon nous, que les déterminations sont de nature différente et que, par conséquent, les prescriptions pertinentes pour une détermination de l'existence d'un dommage ne sont pas nécessairement pertinentes pour une détermination de la persistance ou de la réapparition d'un dommage. Nous notons que l'Organe d'appel a dit que l'autorité chargée de l'enquête n'était pas tenue d'établir une détermination de l'existence d'un dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[119] De même, nous considérons que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue d'établir une détermination de l'existence d'un dommage dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[120] Il s'ensuit alors que les obligations énoncées à l'article 3 ne sont pas directement applicables dans les réexamens à l'extinction.[121]

7.118 Notre conclusion sur cette question est la même que celle à laquelle est parvenu l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*. Dans ce rapport, l'Organe d'appel a noté ce qui suit:

> [L']*Accord antidumping* établit une distinction entre les "détermination[s] de l'existence d'un dommage", traitées à l'article 3, et les déterminations de la probabilité que "le dommage subsist[era] ou se reprodui[ra]", traitées à l'article 11.3. En outre, l'article 11.3 ne comporte aucun renvoi à l'article 3 qui fasse que, lors de l'établissement de la détermination de la probabilité d'un dommage, toutes les dispositions de l'article 3 – ou une quelconque disposition particulière de l'article 3 – *doivent* être respectées par les autorités chargées de l'enquête. De même, aucune disposition de l'article 3 n'indique que, chaque fois que le terme "dommage" apparaît dans l'*Accord antidumping*, une détermination de l'existence d'un dommage doit être établie conformément aux dispositions de l'article 3.[122] (italique dans l'original)

Puis, comme nous l'avons fait en l'espèce, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> Compte tenu de l'absence de renvois textuels et étant donné la nature et le but différents de ces deux déterminations, nous sommes d'avis qu'aux fins du "réexamen"

[118] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis- Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphes 106 et 107.

[119] *Ibid*., paragraphe 123.

[120] Nous notons que c'est la conclusion à laquelle est parvenu sur cette même question le Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39.

[121] Si, toutefois, l'autorité chargée de l'enquête **devait** établir une détermination de l'existence d'un dommage dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, une telle détermination serait assujettie aux prescriptions de l'article 3. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphes 126 à 130.

[122] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 278.

> d'une détermination de l'existence d'un dommage qui a déjà été établie conformément à l'article 3, l'article 11.3 n'exige pas que l'existence du dommage soit à nouveau déterminée conformément à l'article 3. Nous concluons donc qu'il n'est pas *prescrit* aux autorités chargées de l'enquête de respecter les dispositions de l'article 3 lors de l'établissement d'une détermination de la probabilité d'un dommage.[123] (italique dans l'original)

7.119 Toutefois, notre constatation concernant l'applicabilité des obligations énoncées à l'article 3 aux réexamens à l'extinction n'implique pas que l'article 3 est dénué de pertinence pour notre évaluation des déterminations de l'USITC en l'espèce. Même si l'article 3 est intitulé "Détermination de l'existence d'un dommage" et énonce divers éléments à prendre en considération dans l'analyse des éléments de preuve sur lesquels repose une telle détermination, la note de bas de page 9 relative à l'article 3 établit bien le sens du terme dommage pour l'Accord antidumping tout entier. Par conséquent, selon nous, dans l'ensemble de l'Accord – y compris les réexamens à l'extinction – le terme dommage devrait être compris et interprété comme le prévoit la note de bas de page 9.[124] Les dispositions de l'article 3 régissant la détermination de l'existence d'un dommage peuvent donc fournir des indications utiles dans le contexte de l'analyse effectuée dans les réexamens à l'extinction, et nous garderons cela à l'esprit lors de notre évaluation.[125]

7.120 Pour ce qui est des allégations spécifiques du Mexique concernant la détermination de l'USITC en cause ici, nous notons tout d'abord que, comme cela a été indiqué plus haut, le Mexique soutient que l'USITC n'a pas appliqué le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 pour établir sa détermination. Le Mexique met en avant l'analyse faite par l'USITC du volume, des effets sur les prix, et de l'incidence sur la branche de production nationale pour étayer sa position, affirmant que ses constatations reposaient sur des résultats possibles et non sur des résultats probables ou vraisemblables. Le Mexique fait également valoir que l'USITC n'a pas fondé sa détermination sur des éléments de preuve positifs suffisants parce qu'elle a pris en considération des éléments de preuve issus de l'enquête initiale et qu'elle n'a pas procédé à un examen objectif des éléments de preuve qu'elle a pris en considération.

7.121 Les allégations du Mexique sont présentées au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping et de l'article 11.3. Dans la mesure où le Mexique établit des allégations directement au titre de l'article 3.1 et 3.2, ces allégations ne seraient recevables que si l'USITC avait établi une détermination de l'existence d'un dommage en l'espèce. Toutefois, il ressort clairement du libellé de sa détermination que l'USITC a établi une détermination concernant la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait et non une détermination de l'existence d'un dommage.[126] De fait, le Mexique ne fait pas valoir le contraire. Par conséquent, nous ne formulons aucune constatation concernant les allégations présentées par le Mexique au titre de l'article 3.1 et 3.2.

7.122 Toutefois, le point essentiel des arguments du Mexique est que l'USITC n'a pas établi les faits correctement, ne les a pas évalués objectivement ou ne les a pas étayés par une base factuelle suffisante. La conclusion de l'USITC selon laquelle il existait une probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait était fondée sur son examen du volume, des effets sur les prix et de l'incidence probable des importations. Nous devons donc examiner ces aspects de la détermination de

---

[123] *Ibid*., paragraphe 280.

[124] Nous notons la conclusion semblable formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* en ce qui concerne la définition du dumping énoncée à l'article 2.1 de l'Accord. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphe 126.

[125] Nous notons que c'est la conclusion à laquelle est parvenu sur cette même question le Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39.

[126] Voir, par exemple, les pages 1, 16 et 33 de la détermination à l'extinction établie par l'USITC (pièce n° 20 du Mexique), *supra* note 4.

l'USITC au regard du critère d'examen applicable en l'espèce. Si nous constatons que l'établissement des faits par l'USITC était correct et que son évaluation de ces faits était impartiale et objective, nous ne constaterons aucune violation de l'article 11.3, quand bien même nous aurions pu parvenir à une conclusion différente sur la base des mêmes faits.

Volume probable des importations

7.123 La détermination de l'USITC expose un examen détaillé concernant le volume probable des importations, qui commence par une description des constatations pertinentes établies lors de l'enquête initiale et se poursuit par un examen des éléments de preuve pertinents pour la période d'application de la mesure. L'USITC a reconnu que les taux d'utilisation des capacités des producteurs étrangers étaient élevés mais a conclu que ces producteurs étaient incités à consacrer une plus grande partie de leur capacité de production aux tubes de cuvelage et aux tubes de production[127] au détriment d'autres types de produits tubulaires, et pouvaient le faire parce que ces deux groupes de produits étaient fabriqués sur les mêmes chaînes de production avec les mêmes machines et équipements. L'USITC a exposé cinq raisons expliquant cette conclusion et a déterminé que le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping serait notable, tant dans l'absolu que par rapport au marché des États-Unis, en l'absence du droit antidumping. Le Mexique s'élève contre la conclusion de l'USITC, contestant chacune des raisons citées pour étayer cette conclusion. Il fait valoir que l'USITC a fondé ses constatations sur des spéculations et non sur des éléments de preuve positifs, et n'a pas tenu compte des éléments de preuve positifs étayant la conclusion contraire. Par conséquent, la question que nous devons examiner est celle de savoir si la détermination de l'USITC selon laquelle les producteurs étrangers pouvaient réorienter leur capacité de production vers les tubes de cuvelage et les tubes de production au détriment d'autres produits tubulaires et étaient incités à le faire afin d'expédier vers le marché des États-Unis, ce qui entraînerait des augmentations probables du volume des importations, reposait sur une base suffisante d'éléments de preuve positifs.

7.124 La partie pertinente de la détermination de l'USITC est ainsi libellée:

> Les taux récents*** d'utilisation des capacités constituent un frein potentiellement important à la capacité de ces producteurs visés d'accroître leurs expéditions de tubes de cuvelage et de tubes de production aux États-Unis. Toutefois, le dossier indique que ces producteurs sont incités à consacrer une plus grande partie de leur capacité de production à la fabrication et à l'expédition d'une plus grande quantité de tubes de cuvelage et de tubes de production aux États-Unis.
>
> Premièrement, Tenaris est le fournisseur d'OCTG et de services connexes dominant dans toutes les grandes régions de forage pétrolier et gazier du monde, sauf les États-Unis. Tenaris affirme qu'elle est la seule entité capable de répondre aux besoins des compagnies pétrolières et gazières sur une échelle mondiale et qu'elle est à la recherche de contrats d'envergure mondiale avec de telles sociétés. Bon nombre des clients actuels de Tenaris sont des compagnies pétrolières et gazières de dimension mondiale qui ont des activités aux États-Unis. Bien que les sociétés membres de Tenaris cherchent à minimiser l'importance du marché des États-Unis par rapport au reste du monde, elles reconnaissent qu'il s'agit du plus grand marché du monde pour les tubes de production et de cuvelage sans soudure. Vu sa vocation mondiale, Tenaris serait probablement fortement incitée à avoir une présence importante sur le marché des États-Unis, y compris pour répondre à la demande d'OCTG de sa clientèle mondiale sur ce marché.

[127] Les OCTG sont constitués de deux groupes de produits différents: les "tubes de cuvelage et tubes de production" et les "tubes de forage". Le produit similaire dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en cause comprenait les "tubes de cuvelage et tubes de production" mais pas les "tubes de forage". Voir la détermination à l'extinction établie par l'USITC, *supra* note 4, (pièce n° 20 du Mexique) pages 1 à 4.

> Deuxièmement, les tubes de cuvelage et les tubes de production font partie des produits tubulaires dont la valeur est la plus élevée, et qui permettent d'obtenir des marges bénéficiaires parmi les plus élevées. Par conséquent, les producteurs sont généralement incités, lorsque c'est possible, à réorienter la production en faveur de ces produits et au détriment d'autres produits tubulaires qui sont fabriqués sur les mêmes chaînes de production.
>
> Troisièmement, le dossier de ces réexamens indique que les prix des tubes de cuvelage et des tubes de production sur le marché mondial sont sensiblement inférieurs aux prix pratiqués aux États-Unis. Pratiquement tous les acheteurs indiquent que, nonobstant la discipline imposée par les ordonnances, les importations visées ne sont jamais plus chères que le produit similaire national et sont souvent moins chères. Un acheteur a indiqué que si les ordonnances étaient abrogées, ***. Nous avons pris en considération les arguments des entreprises interrogées selon lesquels les allégations de la branche de production nationale concernant des différences de prix étaient exagérées, mais avons néanmoins conclu qu'il y avait en moyenne une différence suffisante pour inciter les producteurs visés à chercher à accroître leurs ventes de tubes de cuvelage et de tubes de production aux États-Unis.
>
> Quatrièmement, les producteurs des pays visés se heurtent également à des obstacles à l'importation dans d'autres pays, ou relativement à des produits connexes. Les producteurs de l'Argentine, du Japon et du Mexique sont visés par des ordonnances en matière de droits antidumping aux États-Unis frappant les tuyaux standard, les tuyaux pour canalisation et les tuyaux pour conduite sous pression, sans soudure, qui sont fabriqués dans les mêmes installations de production que les OCTG. Les producteurs de la Corée sont assujettis à des contingents d'importation visant les tuyaux de canalisation soudés expédiés aux États-Unis et à des ordonnances en matière de droits antidumping frappant les tubes et tuyaux soudés en aciers non alliés, de section circulaire. Le Canada impose actuellement des droits antidumping de 67 pour cent sur les tubes de cuvelage en provenance de Corée.
>
> Enfin, nous constatons que les branches de production dans *** des pays visés sont tributaires des exportations pour la majorité de leurs ventes. Le Japon et la Corée en particulier ont des marchés intérieurs très restreints et sont tributaires presque exclusivement des exportations. Le fait que les branches de production des pays visés soient tournées vers l'exportation indique qu'elles chercheraient à réintroduire des quantités importantes sur le marché des États-Unis, comme elles le faisaient pendant les enquêtes initiales, si les ordonnances étaient abrogées.
>
> Par conséquent, nous constatons qu'en l'absence des ordonnances, le volume probable des importations visées cumulées, aussi bien dans l'absolu qu'exprimé en part du marché des États-Unis, serait notable.[128] (notes de bas de page omises)

7.125 S'agissant du premier point, le Mexique fait valoir que certaines des sociétés faisant partie du groupe Tenaris n'étaient pas visées par le droit antidumping et qu'ainsi les sociétés assujetties au droit n'étaient pas incitées à exporter aux États-Unis. Il note l'existence d'engagements contractuels à long terme et fait valoir qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve indiquant que les producteurs rompraient ces contrats. Toutefois, les éléments de preuve dont disposait l'USITC indiquaient que les contrats à long terme ne représentaient qu'environ 55 pour cent des ventes de Tenaris.[129] Qui plus est, les

[128] Détermination à l'extinction établie par l'USITC, *supra* note 4, (pièce n° 20 du Mexique, pages 19 et 20). Les astérisques figurant dans le texte signalent des renseignements confidentiels supprimés de la version du rapport rendue publique.

[129] USITC hearing transcript, paragraphes 200 et 205 (pièce n° 24 des États-Unis).

éléments de preuve indiquaient que les sociétés du groupe Tenaris avaient conclu avec des compagnies pétrolières et gazières des contrats qui englobaient leurs opérations en dehors des États-Unis et souhaitaient élargir ces arrangements pour inclure les États-Unis, principal marché mondial des OCTG. En outre, le simple fait que l'une des sociétés du groupe Tenaris n'était pas visée par le droit antidumping ne sape pas les incitations poussant les autres sociétés du groupe à expédier aux États-Unis, en particulier à la lumière des éléments de preuve indiquant que cette seule société n'avait pas l'intention d'accroître ses exportations aux États-Unis.[130] Nous ne pouvons pas conclure que l'analyse de l'USITC à cet égard n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs.

7.126 S'agissant de la deuxième raison avancée par l'USITC, le Mexique fait valoir que la conclusion selon laquelle "les producteurs sont généralement incités, lorsque c'est possible, à réorienter la production en faveur" des tubes de cuvelage et des tubes de production, qui font "partie des produits tubulaires dont la valeur est la plus élevée, et qui permettent d'obtenir des marges bénéficiaires parmi les plus élevées", est une "hypothèse générale" et ne tient pas compte du fait que Tenaris ne dépendait pas du marché des États-Unis et n'était donc pas motivée par de telles incitations générales. Toutefois, le Mexique ne conteste pas le fait que les produits visés ont une valeur relativement élevée et que réorienter la production en faveur des produits ayant une valeur relativement élevée était possible.[131] Par conséquent, nous ne pouvons pas conclure que l'analyse de l'USITC à cet égard n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs.

7.127 Ensuite, le Mexique fait valoir que l'analyse de l'USITC concernant les différences de prix entre le marché des États-Unis et le marché mondial reposait sur des éléments de preuve anecdotiques et contestés et ne portait pas sur la question de savoir si les producteurs disposaient d'incitations en dépit de l'existence de contrats à long terme et de ventes principalement aux utilisateurs finals. L'USITC a mentionné les dépositions de trois personnes œuvrant dans ce secteur pour étayer l'existence de ces différences de prix et le Mexique n'a mentionné aucun élément de preuve contraire.[132] Le fait qu'il pouvait y avoir des éléments de preuve divergents quant à l'importance de la différence de prix n'altère pas le fait qu'il existait une différence de prix, et l'USITC a conclu qu'"en moyenne" la différence était suffisante pour créer l'incitation à vendre sur le marché des États-Unis, en indiquant qu'elle avait tenu compte des éléments de preuve contradictoires. En outre, le simple fait que les éléments de preuve étaient "anecdotiques" selon les termes du Mexique ne leur ôte pas leur valeur probante. L'Accord antidumping n'établit pas de limite quant au type d'éléments de preuve sur lesquels peuvent faire fond les autorités chargées de l'enquête. Par conséquent, nous ne pouvons pas conclure que l'analyse de l'USITC à cet égard n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs.

7.128 Quatrièmement, le Mexique fait valoir que, pour ce qui est de l'existence d'obstacles au commerce, seul un des obstacles au commerce frappait les OCTG visés, tandis que les autres concernaient des produits connexes qui pouvaient être produits sur les mêmes chaînes de production que les tubes de cuvelage et les tubes de production. Le Mexique fait valoir qu'il n'y avait pas d'élément de preuve indiquant que la réorientation de la production aurait lieu et que, par conséquent, ces obstacles au commerce n'étayent pas la conclusion de l'USITC. Étant donné que le fait qu'une

[130] Post-Hearing Brief of TAMSA, page 8 (pièce n° 25 des États-Unis).

[131] Dans les observations communiquées après la remise du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, le Mexique affirme que, contrairement à l'Argentine, il ne conteste pas que "réorienter la production était "techniquement possible"". À l'appui de cette affirmation, il appelle l'attention sur les paragraphes 202 à 210 de sa première communication et sur les paragraphes 122 à 127 de sa deuxième communication. Nous avons soigneusement examiné les paragraphes cités, dont nous croyons comprendre qu'ils affirment que la réorientation de la production serait une décision commerciale improbable mais non qu'elle était techniquement impossible. Par conséquent, comme le Mexique n'a pas fait valoir que la réorientation de la production n'était pas techniquement possible avant que l'Organe d'appel ne rende sa décision, nous nous abstenons d'examiner cette affirmation à ce stade du différend.

[132] Détermination à l'extinction établie par l'USITC, *supra* note 4, (pièce n° 20 du Mexique) page 21, note de bas de page 128; première communication du Mexique, paragraphe 207.

telle réorientation **pourrait** avoir lieu n'est pas contesté, nous ne voyons aucune raison de conclure qu'il était déraisonnable de la part de l'USITC de considérer que l'existence d'obstacles au commerce des produits connexes constituait une incitation à réorienter la production en faveur d'un produit ayant une valeur plus élevée auquel l'abrogation de l'ordonnance antidumping ouvrirait un vaste marché. Par conséquent, nous ne pouvons pas conclure que l'analyse de l'USITC à cet égard n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs.

7.129 Enfin, le Mexique conteste la constatation de l'USITC selon laquelle, étant donné que les branches de production des pays visés par le réexamen à l'extinction étaient "tributaires des exportations pour la majorité de leurs ventes", elles chercheraient à réintroduire des quantités importantes sur le marché des États-Unis. Il fait valoir que cette "observation" sur le fait qu'ils étaient tributaires des exportations a servi de base à la conclusion selon laquelle ces producteurs étaient tournés vers l'exportation et selon laquelle cela indiquait qu'ils chercheraient à réintroduire des quantités importantes sur le marché des États-Unis. Il convient de noter que le Mexique ne conteste pas le fait que ces sociétés étaient tributaires des exportations ou que leur présence sur le marché des États-Unis avait été notable avant l'imposition du droit antidumping. Par contre, il semble laisser entendre qu'une simple "observation selon laquelle certaines sociétés avaient réussi à exporter" est insuffisante pour étayer la conclusion selon laquelle ces sociétés étaient incitées à revenir sur le marché. Selon nous, cette "observation" est une constatation de fait non contestée et nous ne voyons aucune raison de conclure qu'il était déraisonnable de la part de l'USITC de tirer les inférences qu'elle a tirées.

7.130 Même si le Mexique s'est attaqué à chacun des éléments sous-tendant la conclusion de l'USITC concernant le volume probable des importations, il est important, selon nous, de garder à l'esprit que c'est la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira établie par l'USITC qui doit être fondée sur des éléments de preuve positifs suffisants et étayée par un raisonnement. S'agissant d'un élément de cette détermination, l'USITC a déterminé que certains producteurs étaient incités à accroître leurs exportations à destination des États-Unis sur la base de son analyse de divers facteurs. Bien que nous puissions ne pas partager l'avis de l'USITC quant à l'importance relative de ces facteurs pris individuellement, globalement nous ne trouvons aucun élément étayant une conclusion selon laquelle la conclusion de l'USITC concernant le volume probable des importations n'était pas fondée sur un établissement correct des faits et une évaluation objective et impartiale de ces faits.

Effets probables des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix

7.131 La détermination de l'USITC contient également un examen détaillé concernant les effets probables des importations sur les prix, qui commence par une description des constatations pertinentes établies lors de l'enquête initiale et se poursuit par un examen des éléments de preuve pertinents pour la période d'application de la mesure. L'USITC a formulé la conclusion suivante:

> Compte tenu du volume notable probable des importations visées, du degré élevé de substituabilité entre les importations visées et le produit national similaire, de l'importance du prix dans les décisions d'achat aux États-Unis, de la nature instable de la demande aux États-Unis, et de la vente à des prix inférieurs des importations visées lors de l'enquête initiale et pendant la période de réexamen actuelle, nous constatons qu'en l'absence des ordonnances, il est probable que les tubes de cuvelage et les tubes de production en provenance d'Argentine, de Corée, d'Italie, du Japon et du Mexique se feraient concurrence par les prix pour obtenir une part de marché additionnelle. Nous constatons qu'il est probable que pareille concurrence par les prix de la part des importations visées aurait pour effet de déprimer les prix du produit national similaire

> dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix.[133] (note de bas de page omise)

7.132 Le Mexique fait valoir que les constations de l'USITC ne sont pas étayées par les éléments de preuve versés au dossier et que sa constatation clé concernant la vente à des prix inférieurs repose en grande partie sur des éléments de preuve issus de l'enquête initiale. Il soutient qu'il y avait peu d'éléments de preuve de la vente à des prix inférieurs des importations probables, et que, par conséquent, l'USITC a accordé un plus grand poids aux éléments de preuve de la vente à des prix inférieurs lors de l'enquête initiale. Le Mexique affirme également que les constatations subsidiaires de l'USITC concernant la nature instable de la demande et l'importance du prix dans les décisions d'achat ne sont pas fondées sur des éléments de preuve positifs.

7.133 En ce qui concerne l'analyse de la vente à des prix inférieurs, nous notons que l'USITC a bien procédé à une comparaison pour la période pendant laquelle le droit antidumping était en vigueur:

> Même si les comparaisons directes des ventes sont limitées parce que les producteurs visés étaient peu présents sur le marché des États-Unis pendant la période de réexamen, il ressort des quelques comparaisons directes qui ont pu être faites que les tubes de cuvelage et les tubes de production visés étaient généralement vendus à des prix inférieurs à celui du produit national similaire, surtout en 1999 et 2000.[134] (note de bas de page omise)

7.134 Le simple fait qu'il n'y avait qu'un nombre limité de comparaisons ne démontre pas, selon nous, l'existence d'une incompatibilité avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[135] Il n'existe pas de nombre minimum de comparaisons de prix devant être faites, ou de cas de vente à des prix inférieurs devant être constatés, pour que les éléments de preuve concernant la vente à des prix inférieurs soient pris en compte par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. En effet, il peut souvent arriver que les importations baissent pendant la période où un droit antidumping est en vigueur, ce qui limite, voire supprime, les possibilités de comparaisons de prix. Cela n'empêcherait pas l'autorité chargée de l'enquête de tirer des conclusions concernant le prix sur la base de tous les éléments de preuve, quels qu'ils soient, dont elle dispose. En l'espèce, l'USITC a été en mesure d'effectuer des comparaisons de prix et a donné la raison du nombre limité de ces comparaisons – le faible volume des importations après l'imposition du droit antidumping. Le Mexique n'avance aucun argument ni aucune allégation concernant la valeur probante des comparaisons de prix effectivement effectuées.

7.135 Le Mexique laisse bien entendre que, faute de plus de comparaisons de prix, l'USITC "a accordé un plus grand poids" aux renseignements issus de l'enquête initiale et que le "fait de s'appuyer sur des renseignements périmés" démontre que l'USITC ne s'est pas appuyée sur des éléments de preuve positifs.[136] Nous ne souscrivons pas à la description faite par le Mexique de la détermination de l'USITC. S'il est vrai que la conclusion de l'USITC mentionne la "vente à des prix inférieurs des importations visées lors des enquêtes initiales", cette mention est immédiatement suivie du membre de phrase "et pendant la période de réexamen actuelle".[137] Cela ne donne pas à penser qu'un quelconque "plus grand poids" a été accordé aux renseignements concernant l'enquête initiale. En l'absence de tout argument relatif aux comparaisons de prix faites lors de l'enquête initiale ou aux constatations de vente à des prix inférieurs, et étant donné que l'USITC a bien recueilli et mentionné des

---

[133] Détermination à l'extinction établie par l'USITC, *supra* note 4, (pièce n° 20 du Mexique, page 21).

[134] *Ibid.*, page 21.

[135] Nous notons que, dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, l'Organe d'appel a entériné une constatation semblable formulée par le Groupe spécial chargé d'examiner cette affaire. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 346.

[136] Première communication du Mexique, paragraphe 213.

[137] Détermination à l'extinction établie par l'USTIC, *supra* note 4, (pièce n° 20 du Mexique) page 21.

renseignements concernant les comparaisons de prix dans le cadre du réexamen à l'extinction, nous ne voyons rien qui justifie de constater que la simple référence aux éléments de preuve issus de l'enquête initiale démontre l'absence d'éléments de preuve positifs ou l'existence d'une évaluation non objective ou partiale.

7.136 Le Mexique fait également valoir que les "constatations subsidiaires" de l'USITC ne sont pas étayées par des éléments de preuve positifs, en faisant spécifiquement référence à la nature instable de la demande aux États-Unis et à l'importance du prix dans les décisions d'achat. S'agissant de la question de la "demande instable aux États-Unis", le Mexique paraît faire valoir que l'USITC n'a pas expliqué pourquoi cela était important, mais il ne conteste pas en fait que la demande sur le marché des États-Unis était instable.[138] Vu que cette déclaration factuelle est simplement un élément de la conclusion de l'USITC, nous n'estimons pas qu'il était nécessaire de démontrer son importance en soi.

7.137 Par ailleurs, le Mexique fait valoir que la détermination de l'USITC selon laquelle le prix était un facteur important dans les décisions d'achat sur le marché des États-Unis était viciée parce que les éléments de preuve montrent que les acheteurs attachaient une importance semblable à des facteurs autres que le prix. Il a été demandé aux acheteurs, pendant le réexamen à l'extinction, d'indiquer l'importance que revêtaient divers facteurs dans leurs décisions d'achat, 2 signifiant "très important", 1 signifiant "important", et 0 signifiant "pas important". Le rapport des services de l'USITC qui accompagnait la détermination de l'USITC en l'espèce montre que les acheteurs ont attribué au facteur du "prix le plus bas" une note moyenne de 1,8.[139] S'il est vrai que d'autres facteurs ont aussi été considérés comme importants, nous n'estimons pas que cela atténue en quoi que ce soit l'importance du prix dans les décisions d'achat. L'USITC n'a pas constaté que le prix était le **seul** facteur important, ni même le facteur le **plus** important; elle a constaté qu'il était **un** facteur important. Le Mexique affirme également que les acheteurs ont mentionné la qualité et la disponibilité du produit tout aussi fréquemment que le prix en tant que "principal critère d'achat". Toutefois, le rapport des services de l'USITC indique qu'aucun acheteur n'a cité la disponibilité du produit comme facteur le plus important, tandis que neuf acheteurs ont cité le prix comme facteur le plus important.[140] Par conséquent, l'argument du Mexique ne compromet pas les éléments de preuve étayant la conclusion de l'USITC.

7.138 Nous concluons donc que la détermination de l'USITC concernant l'effet probable des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix était fondée sur un examen objectif des éléments de preuve positifs versés au dossier.

Incidence probable des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production des États-Unis

7.139 Là encore, l'USITC a commencé par faire référence aux constatations formulées lors de l'enquête initiale puis a examiné les éléments de preuve se rapportant à la période d'application du droit antidumping. Elle a clairement indiqué que les éléments de preuve de la situation d'alors de la branche de production nationale étaient positifs. Toutefois, sur la base de ses constatations antérieures concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping et leurs effets probables sur les prix, elle a néanmoins conclu qu'il était probable que ces importations auraient une incidence défavorable sur la branche de production des États-Unis. Les parties pertinentes de la détermination sont ainsi libellées:

---

[138] Le Mexique affirme qu'il n'y avait "aucun élément de preuve étayant l'affirmation selon laquelle la demande relative aux OCTG était anormalement instable pendant la période examinée". Première communication du Mexique, paragraphe 214. Toutefois, l'USITC n'a pas constaté que la demande était **anormalement** instable. Par conséquent, nous ne voyons pas en quoi l'affirmation du Mexique est pertinente.

[139] Staff Report to USITC Sunset Determination, *supra* note 4 (pièce n° 20 du Mexique, page II-19).

[140] *Ibid.*, page II-17.

> Tout compte fait, nous constatons que la situation de la branche de production nationale s'est améliorée depuis l'entrée en vigueur des ordonnances, comme le révèlent la plupart des indicateurs pour la période du réexamen, et nous ne constatons pas que la branche de production est vulnérable actuellement.
>
> Nous constatons toutefois, comme nous l'avons indiqué plus haut, que l'abrogation des ordonnances serait susceptible d'entraîner un accroissement notable du volume des importations visées, qui seraient probablement vendues à des prix inférieurs à celui du produit national similaire, et qui auraient pour effet de déprimer les prix de la branche de production nationale dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix. Par ailleurs, dans les enquêtes initiales, les importations visées ont pris une part du marché et eu des effets sur les prix malgré une forte augmentation de la consommation apparente en 1993 et 1994, par rapport à 1992. Dans les présents réexamens, nous constatons qu'il est probable qu'une hausse notable des importations visées aura des effets défavorables tant sur le prix que sur le volume des expéditions des producteurs nationaux, même si la demande est forte à court terme. Nous constatons que l'évolution de cette situation aurait probablement une incidence défavorable notable sur la production, les expéditions, les ventes, la part de marché et les recettes de la branche de production nationale. Cette réduction de la production, des expéditions, des ventes, de la part de marché et des recettes de la branche de production affaiblirait sa rentabilité, ainsi que sa capacité de se procurer des capitaux et d'effectuer et de maintenir les dépenses d'équipement nécessaires.[141]

7.140 Le Mexique fait valoir que les conclusions de l'USITC concernant l'incidence probable des importations futures sur la branche de production des États-Unis n'étaient pas fondées sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier. Selon le Mexique, l'USITC "a fondé sa conclusion concernant ce qui se produirait probablement" si l'ordonnance était abrogée sur ce qui s'était produit pendant la période couverte par l'enquête initiale.[142] En outre, le Mexique soutient que la conclusion de l'USITC était "particulièrement choquante" étant donné que les éléments de preuve montraient que la branche de production nationale était "très prospère".[143] Il fait valoir que les éléments de preuve des bons résultats d'exploitation démontraient que le dommage n'était pas probable, et que la conclusion de l'USITC concernant le volume et les effets sur les prix probables des importations faisant l'objet d'un dumping a irrémédiablement affecté son examen de l'incidence défavorable de ces importations sur la branche de production des États-Unis.

7.141 Même s'il est vrai que la détermination de l'USITC fait référence aux constatations formulées lors de l'enquête initiale, elle prend aussi clairement en compte les éléments de preuve de la situation de la branche de production pendant la période où le droit antidumping était en vigueur et conclut qu'en dépit de la nature positive des éléments de preuve sur la situation actuelle de la branche de production, le volume et les effets sur les prix probables des importations auraient une incidence défavorable notable sur divers aspects de la situation de la branche de production des États-Unis dans le futur. Il est donc clair pour nous que la détermination n'est pas, en fait, fondée sur les constatations formulées lors de l'enquête initiale.

7.142 Par conséquent, selon nous, la question consiste à savoir si, étant donné ses constatations concernant le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping et leur effet probable sur les prix, l'USITC pouvait conclure qu'il y aurait une incidence défavorable sur la branche de production des États-Unis.

---

[141] Détermination à l'extinction établie par l'USITC, *supra* note 4 (pièce n° 20 du Mexique, pages 22 et 23).

[142] Première communication du Mexique, paragraphe 218.

[143] *Ibid.*, paragraphe 219.

7.143 Selon nous, l'USITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord dans sa détermination concernant l'incidence probable des importations futures faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production des États-Unis. Rien dans l'article 11.3 n'exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle applique une méthode particulière pour examiner la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira. Pour autant que la détermination de l'autorité chargée de l'enquête repose sur une base suffisante d'éléments de preuve positifs et rende compte d'un examen objectif de ces faits, elle satisfera aux prescriptions de l'article 11.3. En l'espèce, l'USITC a constaté qu'il était probable que les importations augmenteraient et auraient un effet négatif sur les prix de la branche de production des États-Unis en cas d'abrogation de la mesure en cause. Comme cela a été indiqué plus haut, nous n'avons constaté l'existence d'aucune incompatibilité avec l'article 11.3 dans ces conclusions. Ensuite, l'USITC a constaté que cette augmentation probable des importations et leur effet probable sur les prix auraient une incidence négative sur la branche de production des États-Unis. Nous n'estimons pas qu'une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale n'aurait pas pu parvenir à cette conclusion à la lumière des éléments de preuve mentionnés. Le simple fait que les éléments de preuve de la situation de la branche de production nationale étaient positifs n'empêche pas qu'il soit constaté qu'une augmentation du volume des importations qui aurait probablement des effets négatifs sur les prix aurait probablement une incidence défavorable sur la branche de production nationale.[144] En effet, un effet souhaité d'un droit antidumping est l'amélioration de la situation de la branche de production nationale. En outre, si une constatation selon laquelle il était probable que les importations auraient une incidence défavorable sur une branche de production dont la situation était généralement bonne était interdite, rien ne justifierait de maintenir une mesure antidumping sur la base de la probabilité que le dommage "se reproduirait", ce qui est spécifiquement prévu à l'article 11.3. Nous concluons donc que la détermination de l'USITC concernant l'incidence probable des importations faisant probablement l'objet d'un dumping sur la branche de production des États-Unis n'était pas incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Comme il est indiqué plus haut, nous ne formulons aucune constatation concernant les allégations présentées par le Mexique au titre de l'article 3.1 et 3.2.

iii) Violations alléguées de l'article 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping dans la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira

7.144 Comme il est indiqué plus haut, nous avons conclu que l'article 3 ne s'appliquait pas directement dans les réexamens à l'extinction. Par conséquent, les allégations présentées par le Mexique au titre de l'article 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping ne seraient recevables que si l'USITC avait établi une détermination de l'existence d'un dommage en l'espèce. Toutefois, il ressort clairement du libellé de sa détermination que l'USITC a établi une détermination concernant la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait et non une détermination de l'existence d'un dommage. De fait, le Mexique ne fait pas valoir le contraire. Par conséquent, nous ne formulons aucune constatation concernant les allégations présentées par le Mexique au titre de l'article 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping.

iv) Cumul

7.145 Le Mexique fait valoir que l'utilisation par l'USITC de la méthode du cumul dans le réexamen à l'extinction faisant l'objet du présent différend était incompatible avec les articles 11.3 et 3.3 de l'Accord. Selon lui, l'article 11.3 prescrit une constatation de la probabilité que le dommage subsistera

[144] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*. Lorsqu'il a examiné la même question, l'Organe d'appel a observé ce qui suit: "Il n'est pas nécessaire que la situation positive de la branche de production nationale à la date du réexamen à l'extinction soit déterminante pour l'avenir lorsque d'autres facteurs défavorables sont présents." Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères, supra* note 39, paragraphe 351.

ou se reproduira si le droit antidumping visant les importations **en provenance du Mexique** est abrogé et, en l'absence de toute disposition spécifique autorisant le cumul dans un réexamen à l'extinction, cette méthode est incompatible avec l'article 11.3. En outre, le Mexique fait valoir que l'article 3.3 limite l'utilisation du cumul aux seules enquêtes. À titre subsidiaire, il fait valoir que, si le cumul n'est pas prohibé dans les réexamens à l'extinction, alors les conditions énoncées à l'article 3.3 concernant l'utilisation du cumul doivent être remplies. En l'espèce, le Mexique soutient que les éléments dumping *de minimis* et importations négligeables de l'article 3.3 auraient empêché un cumul. Les États-Unis affirment que l'Accord antidumping n'interdit pas le cumul dans les réexamens à l'extinction. Par conséquent, les Membres de l'OMC sont généralement libres d'utiliser cette méthode dans ces réexamens. Selon les États-Unis, le texte des articles 3.3 et 5.8 de l'Accord confirme que les critères numériques énoncés à l'article 3.3 de l'Accord concernant l'utilisation du cumul se limitent aux enquêtes et ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction. Par conséquent, les États-Unis font valoir que l'USITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'Accord en recourant au cumul dans le réexamen à l'extinction considéré sans prendre en compte les prescriptions de l'article 3.3.

7.146 Pour commencer notre analyse, nous nous penchons sur le texte de l'Accord. L'article 11.3 dispose ce qui suit:

> Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage[22] subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen.
>
> ---
>
> [22] Lorsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base rétrospective, si la procédure d'évaluation la plus récente au titre de l'alinéa 3.1 de l'article 9 a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif.

L'article 3.3 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, les autorité s chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent *a)* que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et *b)* qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

7.147 Il est clair que le texte de l'article 11.3 ne mentionne pas du tout le cumul. Par conséquent, il ne règle pas la question de savoir si la méthode peut être utilisée dans les réexamens à l'extinction. Il n'y a pas non plus d'indication directe sur cette question dans les autres dispositions de l'Accord – il n'y a pas de renvoi entre l'article 11 et l'article 3.3 ou une quelconque autre disposition de l'article 3. Le Mexique reconnaît ces faits, mais fait valoir qu'ils démontrent que le cumul n'est pas permis dans

les réexamens à l'extinction. Selon lui, autoriser le cumul dans les réexamens à l'extinction reviendrait à subordonner le droit du Mexique à la suppression du droit antidumping aux actions des exportateurs d'autres Membres de l'OMC, ce qui serait incompatible avec le sens courant et l'objet et le but de l'article 11.3.

7.148 Nous ne sommes pas d'accord. Selon nous, le silence de l'Accord antidumping sur la question du cumul dans les réexamens à l'extinction est dûment interprété comme signifiant que le cumul est permis dans les réexamens à l'extinction. Nous notons dans ce contexte la constatation récente formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, selon laquelle les articles 3.3 et 11.3, en eux-mêmes, ne sont "pas … instructifs sur le point de savoir si le cumul est permis dans les réexamens à l'extinction".[145] L'Organe d'appel a ensuite noté que "[l]e silence du texte sur cette question, toutefois, ne [pouvait] pas être interprété comme signifiant que le cumul [était] prohibé dans les réexamens à l'extinction".[146]

7.149 Nous notons que l'article 11.3 ne contient pratiquement aucune indication sur les questions de méthode pour les déterminations de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira, contrairement à l'article 3 qui établit effectivement certains éléments d'analyse requis pour les déterminations de l'existence d'un dommage. Par conséquent, il n'est selon nous pas surprenant que l'article 11.3 ne prévoie pas spécifiquement l'analyse cumulative. Le Mexique fait valoir que l'article 11.3 fait référence à "an anti-dumping duty" au singulier, ce qui, d'après les allégations, démontre qu'il fait référence à la mesure visant un pays. Toutefois, nous notons que le Mexique a mal cité l'article 11.3, qui fait référence à "**any** anti-dumping duty", et non à "**an** anti-dumping duty". "Any" a un sens singulier et un sens pluriel[147] et, par conséquent, le texte de l'article 11.3 n'étaye pas la position du Mexique. Qui plus est, nous notons que même pour ce qui est d'un pays, on pourrait faire valoir qu'il y a plus d'un droit, étant donné que les différents exportateurs sont assujettis à des droits antidumping dont les taux diffèrent en fonction du calcul de la marge de dumping. Nous ne trouvons aucun élément étayant l'affirmation du Mexique selon laquelle l'objet et le but des dispositions à l'extinction, et de l'Accord antidumping dans son ensemble, laissent entendre que le cumul est interdit. Même à supposer que le Mexique ait raison d'affirmer que l'objet et le but de l'article 11.3 sont de "faire en sorte que les mesures antidumping ne soient pas maintenues à perpétuité", une analyse cumulative ne compromet pas cet objet et ce but.

7.150 S'agissant de l'argument subsidiaire du Mexique, nous notons premièrement que, comme nous l'avons déjà indiqué, les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas directement aux réexamens à l'extinction. S'agissant de l'article 3.3 en particulier, nous notons son caractère unique parmi les paragraphes de l'article 3 dans la mesure où il est le seul paragraphe qui contient le terme "enquête":

> Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront **simultanément l'objet d'enquêtes antidumping**, …

Par conséquent, selon nous, l'article 3.3 de l'Accord tel qu'il est libellé établit des conditions pour le recours à l'analyse cumulative qui s'appliquent **uniquement** dans le cadre des enquêtes antidumping

---

[145] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 294.

[146] *Ibid.*, paragraphe 294.

[147] New Shorter Oxford English Dictionary, Clarendon Press, Oxford, 1993 ("any – *adj*. 1 gen. As ***sing***., a -- , some -- , no matter which, or what. As ***pl***., some – no matter which, or what kind, or how many") (any – adjectif 1 en général au ***singulier***, un(e) --, un(e) certaine(e) --, peu importe quoi. Au ***pluriel***, certains – peu importe quoi, quel type, ou combien) (pas d'italique ni de caractères gras dans l'original).

initiales.[148] Par conséquent, on ne peut pas constater que l'utilisation du cumul par l'USITC dans le réexamen à l'extinction considéré est incompatible avec l'article 3.3 de l'Accord antidumping.

7.151 Sur la base de ce qui précède, nous concluons que la détermination établie par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG n'est pas incompatible avec ces articles 3.3 et 11.3 de l'Accord parce qu'elle comporte une analyse cumulative.

D. INCOMPATIBILITÉ ALLÉGUÉE DE LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR L'USDOC DANS LE CADRE DU QUATRIÈME RÉEXAMEN ADMINISTRATIF

1. Allégations au titre de l'article 11.2 et de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping

a) Arguments du Mexique

7.152 Le Mexique allègue que la détermination, établie par l'USDOC dans le cadre du quatrième réexamen administratif est incompatible avec l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce que l'USDOC n'a pas supprimé le droit antidumping immédiatement dès qu'il a été montré, par les deux producteurs mexicains participant au réexamen, que son maintien n'était pas "nécessaire pour neutraliser le dumping". En outre, et à l'appui de son allégation principale, le Mexique allègue également que la détermination établie par l'USDOC à l'effet de ne pas abroger le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs attestant que le maintien du droit était nécessaire pour neutraliser le dumping. Cette allégation est fondée sur les arguments concernant les sociétés individuelles demandant des réexamens.

7.153 En ce qui concerne Hylsa, le Mexique fait valoir que la détermination de l'USDOC à l'effet de ne pas abroger le droit violait l'article 11.2 et l'article 2.4, et 2.4.2 de l'Accord antidumping parce que, en calculant une marge de dumping pour Hylsa, l'USDOC n'avait pas procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale, en "ramenant à zéro" les marges négatives concernant Hylsa. En ce qui concerne TAMSA, le Mexique fait valoir que la détermination de l'USDOC à l'effet de ne pas abroger violait l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce que le Département: i) avait appliqué un critère qui prescrivait de démontrer que le dumping n'était "pas probable" à l'avenir; ii) avait imposé de façon arbitraire une prescription relative aux "quantités commerciales" qui était incompatible avec l'article 11.2, et n'avait aucun fondement dans cet article; et iii) n'avait pas tenu compte des éléments de preuve positifs qui démontraient que la mesure n'était plus nécessaire pour neutraliser le dumping.

b) Arguments des États-Unis

7.154 Les États-Unis notent que l'allégation du Mexique est fondée sur des obligations dont il affirme l'existence au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Toutefois, ils font valoir que l'article 11.2 de l'Accord antidumping n'oblige pas un Membre à supprimer une mesure pour ce qui concerne des sociétés individuelles. Selon eux, l'article 11.2 prescrit un réexamen de la nécessité de maintenir le "droit" antidumping dans son ensemble, et non tel qu'il est appliqué à des sociétés individuelles. Les États-Unis affirment que TAMSA et Hylsa, les deux sociétés mexicaines qui ont participé au quatrième réexamen administratif, n'ont pas demandé l'abrogation du droit dans son ensemble, ce qu'elles auraient pu faire, soit individuellement, soit collectivement, au titre de la réglementation principalement applicable des États-Unis. Au lieu de cela, comme prévu par cette réglementation, chaque société a demandé individuellement l'abrogation de l'ordonnance pour ce qui

[148] Nous notons que c'est aussi la conclusion à laquelle sont parvenus par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 75, paragraphe 7.102, et le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, *supra* note 39, paragraphe 7.336 et 302, respectivement.

la concernait, sur la base du fait qu'elle n'avait pas pratiqué le dumping pendant trois années consécutives. Les États-Unis font valoir que la possibilité de demander une abrogation par société dans le cadre de réexamens administratifs est une disposition de leur législation principalement applicable qui va au-delà des obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC au titre de l'article 11 de l'Accord antidumping, de telle manière que l'exportateur est favorisé. Ainsi, les États-Unis font valoir que les dispositions de l'article 11.2 ne régissent pas la conduite de ces affaires ni les déterminations établies y afférentes et il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial aborde les questions de savoir si les déterminations individuelles concernant TAMSA et Hylsa violaient l'article 11.2 et l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping, respectivement.

7.155 Les États-Unis font également valoir que, même si l'on supposait pour les besoins de l'argumentation que le Groupe spécial constatait que l'article 11.2 prescrivait aux États-Unis de procéder à des réexamens aux fins d'abrogation par société, les termes de l'article 11.2 n'imposeraient par les abrogations que TAMSA et Hylsa ont demandées lors du quatrième réexamen administratif.

c) Constatations

7.156 L'allégation du Mexique est fondée sur l'article 11.2 de l'Accord antidumping, qui dispose ce qui suit:

> Les autorités réexamineront la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié, de leur propre initiative ou, à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé depuis l'imposition du droit antidumping définitif, à la demande de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen.[21] Les parties intéressées auront le droit de demander aux autorités d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping, si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre. Si, à la suite du réexamen effectué au titre du présent paragraphe, les autorités déterminent que le droit antidumping n'est plus justifié, il sera supprimé immédiatement.
>
> _____
>
> [21] La détermination du montant final des droits antidumping à acquitter, telle qu'elle est prévue au paragraphe 3 de l'article 9, ne constitue pas en soi un réexamen au sens du présent article.

7.157 L'article 11.2 impose donc à un Membre de l'OMC l'obligation de réexaminer la nécessité de maintenir un droit antidumping "dans les cas où cela sera justifié", et établit qu'un tel réexamen doit être entrepris à la demande de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen, à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé depuis que le droit en question a été imposé. Si un tel réexamen aboutit à une détermination selon laquelle le droit antidumping n'est "plus justifié", celui-ci sera supprimé immédiatement. Toutefois, l'article 11.2 ne prescrit pas la suppression immédiate d'un droit antidumping simplement parce qu'aucun dumping n'est constaté au moment d'un tel réexamen.[149]

7.158 Les États-Unis font valoir que les réexamens aux fins d'abrogation par société, comme ceux qu'ont demandés TAMSA et Hylsa dans la présente affaire, ne sont pas prescrits par l'article 11.2 et ne créent donc pas d'obligations au titre de l'Accord antidumping en ce qui concerne la conduite de ces procédures et les déterminations qui en résultent. Les États-Unis font valoir que l'expression "le droit", lorsqu'elle est lue dans le contexte de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, fait référence au

[149] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée* ("*États-Unis – DRAM*"), WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, DSR 1999:II, 521, paragraphe 6.34.

droit antidumping dans son ensemble et non tel qu'appliqué à des sociétés individuelles. Pour étayer leur point de vue, les États-Unis font référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, dans lequel celui-ci a constaté que le terme "droit" figurant à l'article 11.3, lorsqu'il était lu à la lumière de l'article 9.2, n'exigeait pas que les autorités établissent leur détermination de la probabilité par société.[150] En réponse, le Mexique fait valoir que les références aux "parties intéressées" et à "toute partie intéressée" à l'article 11.2 doivent être interprétées de façon à inclure les exportateurs individuels, et que l'absence de ces expressions dans l'article 11.3 le distingue de l'article 11.2.

7.159 Toutefois, il n'est pas nécessaire que nous déterminions dans la présente affaire si l'article 11.2 prescrit ou non aux autorités chargées de l'enquête de prévoir des réexamens par société. Comme il est indiqué plus en détails plus loin, nous croyons comprendre que le système des États-Unis prévoit, en fait, de tels réexamens, à la fois au titre de la disposition relative au changement de circonstances et dans les circonstances plus limitées d'une absence de dumping pendant trois ans et de l'existence de ventes en quantités commerciales.

7.160 Avant d'entreprendre notre analyse, nous considérons qu'il est important de bien comprendre le système de réexamens des États-Unis. La législation des États-Unis prévoit un certain nombre de types de réexamens différents. 19 U.S.C. § 1675 a) prévoit un "réexamen périodique du montant du droit" – qui est communément appelé réexamen administratif. C'est une sorte de procédure de fixation du droit, prescrite par l'article 9.2 et 9.3, visant à faire en sorte que les autorités des États-Unis ne recouvrent pas de droit en dépassement du montant du dumping.[151] 19 U.S.C. § 1675 b) prévoit des réexamens fondés sur un changement de circonstances. 19 U.S.C. § 1675 c) prévoit des réexamens à l'extinction. 19 U.S.C. § 1675 d) 1) prévoit l'abrogation, **en totalité ou en partie**, d'un droit antidumping. Une telle abrogation peut avoir lieu à l'issue d'un réexamen administratif dans le cadre duquel certaines constatations ont été formulées, ou à l'issue d'un réexamen pour changement de circonstances.[152]

7.161 La réglementation de l'USDOC portant application de ces dispositions incluent 19 C.F.R. 351.222 b) 1), qui autorise l'abrogation d'une ordonnance antidumping à la suite d'un réexamen administratif lorsque **tous** les exportateurs et les producteurs visés par l'ordonnance au moment de l'abrogation ont vendu la marchandise visée à des prix qui n'étaient pas des prix de dumping pendant au moins trois années consécutives. 19 C.F.R. 351.222 b) 2) autorise l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping, **en totalité ou en partie**, à la suite d'un réexamen administratif si un ou plusieurs exportateurs ou producteurs ont vendu la marchandise visée à des prix qui n'étaient pas des prix de dumping pendant au moins trois années consécutives. Une demande d'abrogation au titre de cette disposition doit être accompagnée, entre autres choses, d'une attestation indiquant que des ventes en quantités commerciales ont été effectuées pendant la période de trois ans.[153] 19 C.F.R. 351.222 g) autorise l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping, **en totalité ou en partie**, si, entre autres choses, l'USDOC détermine qu'il y a un changement de circonstances suffisant pour justifier l'abrogation. Un réexamen peut être demandé par toute partie intéressée, y compris des sociétés individuelles, au titre de chacune de ces dispositions.[154]

---

[150] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra* note 37, paragraphe 150.

[151] Les États-Unis appliquent un système de fixation des droits sur une base rétrospective, comme le prévoit l'article 9.3.1, dont les réexamens administratifs font partie intégrante. D'autres Membres ont d'autres mécanismes, par exemple des mécanismes de remboursement au titre de l'article 9.3.2. Le Mexique n'a pas formulé d'allégations en rapport avec le système de fixation des droits des États-Unis en général, ni spécifiquement au titre de l'article 9.

[152] 19 U.S.C. § 1675 d) 2) prévoit l'abrogation d'un droit antidumping après un réexamen à l'extinction (pièce n° 24 du Mexique).

[153] 19 C.F.R. § 351.222 e) 1).

[154] Pièce n° 28 des États-Unis.

7.162 Ainsi, nous croyons comprendre que, dans le système des États-Unis, une société individuelle peut, dans le cadre d'un réexamen administratif entrepris après que l'ordonnance a été appliquée pendant au moins trois ans, demander l'abrogation d'une ordonnance antidumping telle qu'elle lui est appliquée, si elle n'a pas pratiqué le dumping pendant trois ans et a effectué des ventes en quantités commerciales pendant cette période.[155] Elle peut également demander l'abrogation d'une ordonnance antidumping en totalité, ou telle qu'elle lui est appliquée, sur la base de tout changement de circonstances pertinent. Pour l'essentiel, la première possibilité établit un droit automatique à l'abrogation si les prescriptions factuelles et procédurales nécessaires sont satisfaites, tandis que l'autre établit le droit de demander l'abrogation sur la base de tout élément de preuve et de tout argument pertinents présentés à l'autorité compétente.

7.163 Les réexamens en cause dans le présent différend ont été demandés par deux exportateurs mexicains, TAMSA et Hylsa, au titre de l'article 351.222 b) 2) de la réglementation de l'USDOC.[156] Au titre de cette disposition, l'USDOC peut abroger un droit antidumping pour ce qui concerne la société individuelle présentant la demande si, avant toutes choses, il constate que la société n'a pas effectué de ventes à des prix de dumping pendant trois ans et a effectué des ventes en quantités commerciales pendant cette période. L'USDOC, en l'espèce, a constaté que ces prescriptions liminaires n'étaient pas satisfaites – en ce qui concerne TAMSA, l'USDOC a déterminé qu'elle n'avait pas effectué de ventes en quantités commerciales, tandis qu'en ce qui concerne Hylsa, il a déterminé qu'elle avait effectué des ventes à des prix de dumping pendant la période pertinente.[157] La question dont nous sommes saisis, consiste donc à savoir si en décidant de ne pas abroger l'ordonnance antidumping pour ce qui concerne ces deux sociétés prises individuellement, parce que les prescriptions liminaires en vue d'une abrogation au titre de la réglementation principalement applicable n'avaient pas été satisfaites, l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.2 de l'Accord antidumping.

7.164 Nous avons examiné les dispositions pertinentes de la législation des États-Unis et de la réglementation de l'USDOC, et il nous paraît clair que les sociétés individuelles sont habilitées, dans le système des États-Unis, à demander l'abrogation d'une ordonnance antidumping soit dans son ensemble, soit telle qu'elle est appliquée à la société en question. De telles demandes peuvent être fondées sur les dispositions générales relatives au réexamen pour "changement de circonstances", ou sur une absence de dumping pendant trois ans. Dans ce dernier cas, toutefois, la réglementation de l'USDOC impose des prescriptions additionnelles à la société demandant une abrogation, y compris la prescription voulant qu'une société qui demande une abrogation sur la base d'une absence de dumping pendant trois ans ait effectué des ventes en quantités commerciales sur le marché des États-Unis pendant cette période.

7.165 D'après ce que nous comprenons du système des États-Unis, une société qui ne satisfait pas aux prescriptions additionnelles en vue de l'abrogation sur la base d'une absence de dumping énoncées à l'article 351.222 b) 2) est néanmoins habilitée à demander l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits antidumping telle qu'elle lui est appliquée au titre de la disposition générale relative au changement de circonstances, à condition qu'elle puisse fournir des données qui justifient la nécessité du réexamen, comme le prévoit l'article 11.2. Selon nous, ce que font la législation et la réglementation des États-Unis c'est établir que certaines données sont dans tous les cas suffisantes pour justifier un réexamen et une éventuelle abrogation – des données démontrant une absence de

[155] 19 C.F.R. § 351.222 f) 1) prévoit qu'une demande d'abrogation au titre de l'article 351.222 1) sera considérée comme incluant une demande de réexamen administratif et qu'un tel réexamen sera effectué au titre de la disposition règlementaire applicable, l'article 351.213.

[156] Lettre adressée par White & Case LLP à l'USDOC, demandant l'abrogation pour ce qui concerne TAMSA (pièce n° 10 du Mexique); lettre adressée par Shearman & Sterling à l'USDOC, demandant l'abrogation pour ce qui concerne Hylsa (pièce n° 11 du Mexique).

[157] Détermination établie par l'USDOC dans le cadre du quatrième réexamen administratif, *supra* note 5, Mémorandum sur la décision, pages 9 et 21.

dumping pendant trois ans et l'existence de ventes en quantités commerciales pendant cette période. Une société qui présente de telles données est automatiquement habilitée à bénéficier d'un réexamen visant à déterminer si le maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping pour ce qui la concerne est justifié. Cependant, une société qui ne peut pas présenter de telles données est néanmoins habilitée à demander un réexamen visant à déterminer si le maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping pour ce qui la concerne est justifié, sur la base de toute autre donnée qu'elle estime suffisante pour justifier la nécessité d'un réexamen.

7.166 Il ne semble pas y avoir de limitations quant aux éléments de preuve ou arguments pouvant être présentés à l'appui d'une demande au titre de la disposition générale relative au changement de circonstances. Ainsi, il n'est pas interdit à un exportateur ou producteur étranger qui n'est pas en mesure de satisfaire aux prescriptions de l'article 351.222 b) 2) de faire valoir, sur la base de faits pouvant être insuffisants pour satisfaire aux prescriptions de cet article, que l'abrogation est tout de même justifiée. En substance, la disposition relative à l'abrogation par société établit la présomption que, si la situation factuelle requise existe, l'application du droit antidumping pour ce qui concerne cette société n'est plus justifiée. Étant donné que cela est favorable aux producteurs et aux exportateurs étrangers, et qu'il existe une possibilité plus générale de demander un réexamen, nous ne voyons rien qui justifie de conclure que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.2 dans le cadre du quatrième réexamen administratif lorsqu'il a conclu que les exportateurs mexicains n'étaient pas habilités à bénéficier d'une abrogation parce que leur situation ne répondait pas aux conditions factuelles préalables requises.

7.167 Les deux exportateurs mexicains concernés par le quatrième réexamen administratif, TAMSA et Hylsa, ont tous deux demandé l'abrogation au titre des dispositions habilitant une société à bénéficier d'un réexamen et d'une éventuelle abrogation si elle démontre une absence de dumping pendant trois ans et l'existence de ventes en quantités commerciales pendant cette période. Néanmoins, l'USDOC a déterminé que ces conditions factuelles préalables n'étaient pas remplies et que, par conséquent, aucune des deux sociétés n'était habilitée à bénéficier du réexamen et de l'abrogation demandés. Aucune des deux sociétés n'a demandé un réexamen au titre des dispositions générales relatives aux changements de circonstances, ni n'a fourni d'autres données quelconques qui auraient pu justifier la nécessité d'un réexamen, que ce soit pour ce qui les concernait, ou pour ce qui concernait l'ordonnance dans son ensemble.

7.168 Si une demande fondée sur trois années d'absence de dumping et l'existence de ventes en quantités commerciales pendant cette période était le seul moyen dont disposait une partie intéressée dans le système des États-Unis pour obtenir un réexamen et une éventuelle abrogation d'un droit, nous pourrions fort bien conclure que l'application de ces prescriptions, et le refus d'examiner d'autres éléments de preuve, mènent à une conclusion différente en ce qui concerne la compatibilité de la détermination de l'USDOC avec l'article 11.2. Néanmoins, il nous semble clair que ce n'est pas le cas. La décision de ne pas envisager l'abrogation au titre de la disposition spécifique n'empêche pas une partie de demander l'abrogation au titre de la disposition plus générale relative au changement de circonstances. En l'espèce, les exportateurs mexicains n'ont pas fait usage de cette possibilité.

7.169 Ainsi, même à supposer que le Mexique ait raison de faire valoir que l'article 11.2 prescrit des réexamens aux fins d'abrogation par société, de tels réexamens sont prévus par la législation des États-Unis. Le simple fait que l'USDOC a promulgué une réglementation instituant un réexamen aux fins d'abrogation automatique si l'existence de certaines conditions factuelles préalables était démontrée ne porte pas atteinte à ce droit, et une décision rendue au titre de cette réglementation selon laquelle l'existence des conditions factuelles préalables n'a pas été démontrée n'établit pas l'existence d'une violation de l'article 11.2.

7.170 Dans ce contexte, nous notons les vues exprimées par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – DRAM*. Dans le cadre de ce différend, le Groupe spécial examinait, entre autres choses, si une prescription voulant que les exportateurs attestent qu'ils acceptaient leur réintégration

immédiate dans le champ d'application d'une ordonnance antidumping s'ils avaient recours au dumping après l'abrogation était incompatible avec l'article 11.2. Le Groupe spécial a conclu ce qui suit: "[D]u fait de l'existence de voies législatives pour effectuer des réexamens au sens de l'article 11.2 qui n'imposent pas une prescription en matière d'attestation et qui n'ont pas été jugées incompatibles avec l'Accord de l'OMC, nous sommes dans l'impossibilité de constater que la prescription en matière d'attestation énoncée à l'article 353.25 a) 2) iii) équivaut en soi à une prescription impérative incompatible avec l'article 11.2 de l'Accord antidumping." Le Mexique n'a pas contesté la compatibilité avec l'article 11.2, en tant que tel, des dispositions règlementaires en cause ici, mais nous estimons que ce principe s'applique avec autant de force à la situation à l'examen.

7.171 Le Mexique soutient que l'article 351.222 g), qui prévoit l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping en totalité ou en partie sur la base d'un réexamen général pour changement de circonstances est principalement un mécanisme en vue de l'abrogation lorsque la branche de production américaine n'est plus intéressée par le maintien de l'ordonnance antidumping, et non un moyen par lequel l'USDOC examine si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping pour ce qui concerne une société. À l'appui de son argument, le Mexique présente sa pièce n° 66, qui contient une liste de tous les réexamens pour changement de circonstances (effectués entre janvier 1995 et juin 2004) avec le fondement déclaré de la décision d'abroger ou non le droit. Le Mexique tire deux conclusions de cette pièce: premièrement, l'USDOC n'a jamais abrogé un droit antidumping sur la base de l'ordonnance dans son ensemble lorsque la branche de production nationale était favorable au maintien de l'ordonnance, et deuxièmement, l'USDOC n'a jamais établi de détermination, dans aucune de ces affaires, sur le point de savoir si le maintien du droit était nécessaire pour neutraliser le dumping. Le Mexique affirme également qu'une détermination selon laquelle un exportateur n'a pas effectué de ventes à des prix de dumping sur le marché des États-Unis au cours des trois années consécutives précédant la demande d'abrogation démontre que le droit n'est pas justifié et que l'abrogation est donc exigée au titre de l'article 11.2.

7.172 Nous sommes d'avis que les conclusions tirées par le Mexique sur la base de sa pièce n° 66 ne sont pas pertinentes pour la question de savoir si, en rejetant les demandes présentées par TAMSA et Hylsa en vue d'obtenir un réexamen visant à déterminer si le maintien du droit était justifié pour ce qui concernait ces sociétés prises individuellement, les États-Unis avaient violé leurs obligations au titre de l'article 11.2. Le simple fait que l'abrogation n'a pas été accordée dans les affaires citées dans la pièce jointe ne démontre pas en lui-même qu'une société individuelle ne peut pas demander et obtenir une abrogation du droit pour ce qui la concerne au titre de cette disposition. En effet, le fait que des sociétés individuelles ont fait ou non usage de la possibilité de demander l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping, soit en totalité soit en partie, au titre de la disposition générale relative au changement de circonstances, n'a simplement aucune influence sur nos vues concernant la compatibilité avec l'article 11.2 des déterminations de l'USDOC en cause ici. En tout état de cause, le Mexique n'a pas contesté la disposition règlementaire générale relative au changement de circonstances, que ce soit en tant que telle ou telle qu'appliquée – car il ne le pouvait évidemment pas, étant donné qu'aucun réexamen n'avait été demandé par les exportateurs mexicains au titre de cette disposition en l'espèce.

7.173 En ce qui concerne l'argument du Mexique selon lequel trois années consécutives sans dumping devraient être suffisantes, dans toutes les affaires, pour démontrer qu'un droit antidumping n'est pas justifié, nous ne trouvons aucun fondement pour une telle conclusion dans l'article 11.2. Même si une absence de dumping pendant trois ans pourrait être suffisante pour démontrer que le maintien d'un droit antidumping n'est pas justifié dans certaines affaires, nous ne pouvons accepter qu'elle soit nécessairement suffisante dans toutes les affaires. Par exemple, prenons le cas extrême d'une ordonnance antidumping visant les ventes de radios transistors. La vente d'une radio par an à un prix qui n'est pas un prix de dumping pendant trois années consécutives pourrait très bien être considérée comme une simple vente symbolique et insuffisante pour démontrer que le maintien de l'ordonnance antidumping n'est plus justifié. En outre, nous notons que, dans le système des États-Unis tel que nous le comprenons, une absence de dumping pendant trois ans **pourrait**, en

principe, servir de fondement à une demande de réexamen au titre de la disposition générale relative au changement de circonstances, option qui était disponible en l'espèce, mais qui n'a été utilisée par aucun des exportateurs mexicains. Dans la présente affaire, les exportateurs mexicains ont choisi de demander un réexamen et une abrogation au titre de l'option plus limitée prévue par la législation des États-Unis, qui exige de démontrer une absence de dumping pendant trois ans et l'existence de ventes en quantités commerciales pendant cette période afin de remplir les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un réexamen et d'une abrogation. Vu qu'il existait une autre solution, nous ne sommes pas disposés à conclure que la détermination de l'USDOC en cause ici est incompatible avec l'article 11.2.

7.174 À cet égard, nous notons les constatations du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – DRAM*, lequel a conclu que l'article 11.2 de l'Accord antidumping n'exigeait pas l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping dès qu'il était constaté qu'un exportateur avait cessé de pratiquer le dumping et que le maintien d'un droit antidumping n'était pas exclu *a priori* dans tous les cas autres que ceux où il y avait un dumping actuel.[158] Nous notons également la note de bas de page 22 de l'Accord antidumping qui dispose ce qui suit: "[L]orsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base rétrospective [comme c'est le cas dans le système des États-Unis], si la procédure d'évaluation la plus récente au titre de l'alinéa 3.1 de l'article 9 a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif." Aucun droit n'est perçu dans un système rétrospectif si aucun dumping n'est constaté. Le simple fait qu'aucun dumping n'est constaté pendant trois années consécutives n'oblige pas nécessairement, selon nous, à conclure que le droit antidumping n'est plus justifié. Une telle conclusion pourrait dépendre de faits additionnels, qui pourraient être présentés dans le cadre d'un réexamen pour changement de circonstances. En prévoyant que, dans certaines circonstances, l'USDOC peut abroger une ordonnance en matière de droits antidumping sur la base, en partie, d'une absence de dumping pendant trois ans, nous estimons que les États-Unis sont allés au-delà de ce qui est exigé par l'article 11.2.

7.175 Le Mexique a également fait valoir que, puisque TAMSA et Hylsa étaient les seuls exportateurs mexicains et que chacune avait individuellement demandé un réexamen pour ce qui la concernait, ces demandes constituaient une demande d'abrogation au titre de l'article 11.2 et auraient dû être traitées comme telles par l'USDOC. Nous ne partageons pas cet avis. L'USDOC était habilité à traiter ces demandes des parties en fonction de la base sur laquelle elles avaient effectivement été présentées. Chaque société a demandé un réexamen et une abrogation de l'ordonnance antidumping pour ce qui la concernait sur la base d'une disposition de la réglementation des États-Unis qui exigeait qu'il soit démontré que la société présentant la demande n'avait pas pratiqué le dumping pendant trois ans et avait effectué des ventes en quantités commerciales sur le marché des États-Unis pendant cette période. L'USDOC a déterminé qu'elles n'avaient pas effectué la démonstration factuelle nécessaire. Nous ne voyons dans l'Accord antidumping aucune disposition qui exigerait de l'USDOC qu'il ne tienne pas compte du fondement effectif des demandes présentées et qu'il les traite conformément à une disposition différente, et le Mexique n'en a cité aucune.

7.176 Le Mexique se réfère également au rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – DRAM*, dans laquelle le Groupe spécial a constaté que la réglementation des États-Unis régissant les réexamens était incompatible avec l'article 11.2 parce qu'elle établissait un critère pour la détermination incompatible avec le critère "probable". Le Mexique fait valoir que, dans la présente affaire, qui concernait une demande de réexamen et d'abrogation de l'ordonnance telle qu'appliquée à une société, les États-Unis n'ont pas fait valoir que le réexamen en cause n'était pas assujetti aux prescriptions de l'article 11.2. En outre, il affirme que, pour mettre en œuvre la recommandation de l'ORD visant à ce qu'ils rendent leur mesure conforme à leurs obligations au titre de l'article 11.2, les États-Unis ont apporté des modifications à leurs dispositions relatives à l'abrogation par société qui démontraient qu'ils considéraient que cette disposition mettait en œuvre leurs obligations au titre de

[158] *États-Unis – DRAM*, *supra* note 149, paragraphe 6.34.

l'article 11.2.[159] Nous ne trouvons pas l'argument du Mexique convaincant. La question de savoir si le type de réexamen visé dans le différend *États-Unis – DRAM* était assujetti aux prescriptions de l'article 11.2 n'avait tout simplement pas été soulevée devant le Groupe spécial dans cette affaire. Dans cette affaire, la question soulevée portait sur le critère de détermination appliqué par l'USDOC. Ainsi, lorsque le Groupe spécial a conclu que le critère appliqué était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.2, il a également conclu qu'il n'y avait pas de moyen compatible avec les règles de l'OMC permettant de demander une abrogation comme l'exigeait l'article 11.2.[160] Quand bien même les États-Unis auraient pu faire valoir que le réexamen en cause dans l'affaire *États-Unis – DRAM* n'était pas assujetti à l'article 11.2, comme ils l'ont fait ici, nous n'estimons pas que les Membres soient limités, pour ce qui est de la présentation de leurs arguments dans le cadre d'un différend particulier, par les arguments présentés ou non présentés dans le cadre de différends antérieurs, même si ces différends antérieurs concernaient un sujet similaire ou connexe.

7.177 À la lumière de notre constatation selon laquelle les réexamens entrepris par l'USDOC à la demande de TAMSA et d'Hylsa ne sont pas assujettis aux prescriptions de l'article 11.2, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire que nous formulions des constatations au sujet des allégations formulées par le Mexique au titre de l'article 11.2 et de l'article 2.4 et 2.4.2 pour ce qui est du fondement spécifique des déterminations de l'USDOC concernant TAMSA et Hylsa.

2. Allégation au titre de l'article X:2 du GATT de 1994

a) Arguments du Mexique

7.178 Le Mexique allègue que l'USDOC a violé l'article X:2 du GATT de 1994 parce qu'il a imposé à TAMSA des conditions pour la suppression du droit antidumping avant leur publication officielle. Il fait valoir que l'utilisation de la prescription liminaire relative aux quantités commerciales a constitué une modification de la pratique de l'USDOC et de son application de la législation qui n'a pas été notifiée aux Membres de l'OMC avant d'être appliquée, en violation de l'article X:2 du GATT de 1994.

b) Arguments des États-Unis

7.179 Les États-Unis font valoir que la prescription relative aux quantités commerciales a été établie dans des dispositions règlementaires publiées en 1997, avant les dates des demandes concernant les deuxième, troisième et quatrième réexamens administratifs visant les importations d'OCTG en provenance du Mexique. Ils affirment que l'allégation du Mexique n'est pas fondée sur une modification de la réglementation elle-même, mais sur une modification, dont le Mexique affirme l'existence, de la pratique des États-Unis au titre de la réglementation. Les États-Unis font valoir que le Mexique a tort d'affirmer qu'il y a eu une modification de la pratique des États-Unis au titre de la réglementation. En tout état de cause, ils font valoir que la "pratique" n'est pas une mesure aux fins du système de règlement des différends de l'OMC.

---

[159] À l'appui de cet argument, le Mexique a présenté, dans sa pièce n° 68, une copie d'un document officiel de l'OMC contenant un rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre du rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*. Les États-Unis ont contesté la présentation de cette pièce. Étant donné que le document en question est un document public ressortissant au règlement des différends à l'OMC, nous ne voyons aucune raison de refuser d'accepter sa présentation. Bien entendu, le simple fait que nous ne rejetions pas cette communication ne signifie pas que nous la jugions pertinente ou convaincante.

[160] Nous notons que nous parvenons au résultat opposé dans le présent différend – autrement dit, nous constatons que, vu qu'il existe une autre solution, dont la compatibilité avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.2 n'est pas en cause dans le présent différend et doit donc être présumée, il n'est pas interdit aux États-Unis de prévoir une option plus limitée en vue d'un réexamen et d'une abrogation éventuelle d'une ordonnance antidumping.

c) Constatations

7.180 L'article X:2 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> Aucune mesure d'ordre général que pourrait prendre une partie contractante et qui entraînerait le relèvement d'un droit de douane ou d'une autre imposition à l'importation en vertu d'usages établis et uniformes ou d'où il résulterait, pour les importations ou les transferts de fonds relatifs à des importations, une prescription, une restriction ou une prohibition nouvelle ou aggravée ne sera mise en vigueur avant qu'elle n'ait été publiée officiellement.

7.181 Il est clair qu'étant donné que l'article X:2 interdit l'application **rétroactive** d'une mesure, le respect de cette obligation, et par conséquent les questions relatives à une violation alléguée, dépendront du moment où la mesure est publiée et où elle est appliquée dans des circonstances particulières affectant les droits des Membres de l'OMC.

7.182 Le Mexique fait valoir en l'espèce que les modifications de la pratique de l'USDOC en ce qui concerne deux éléments de la réglementation de l'USDOC n'ont pas été publiées avant d'être appliquées dans le réexamen à l'extinction considéré. Les dispositions réglementaires concernées, l'article 351.222 d) 1) et e) 1) ii), disposent, respectivement, que, pour que l'USDOC consente à l'abrogation d'une mesure après trois années consécutives sans dumping, les ventes pendant cette période doivent être effectuées en quantités commerciales, et qu'un exportateur doit attester que, pendant les trois années consécutives sans dumping nécessaires en vue d'une abrogation, des ventes ont été effectuées en quantités commerciales. Nous désignerons ces dispositions réglementaires sous le nom de prescription relative aux "quantités commerciales".

7.183 Les États-Unis font observer que la prescription relative aux quantités commerciales a été introduite dans le cadre des modifications apportées par l'USDOC à sa réglementation principalement applicable en 1997 et que la disposition réglementaire concernée a été publiée le 19 mai 1997 au Federal Register. Les États-Unis font également observer qu'il était précisé dans la même publication que les modifications apportées à la réglementation ne s'appliqueraient qu'aux réexamens administratifs engagés sur la base des demandes présentées à compter du 1er juillet 1997.

7.184 Le Federal Register du 19 mai 1997 énonce bien, en fait, ces dispositions règlementaires et précise bien que les modifications concernées ne s'appliqueront qu'aux réexamens administratifs engagés sur la base de demandes présentées à compter du 1er juillet 1997.[161] Nous notons qu'il n'est pas contesté que chacun des réexamens administratifs qui a servi de base aux allégations des exportateurs mexicains concernant une absence de dumping pendant trois années consécutives a été engagé sur la base de demandes présentées **après** le 1er juillet 1997, date à laquelle les modifications de la réglementation sont entrées en vigueur.[162] Par conséquent, il est clair que ces dispositions règlementaires ont, en fait, été publiées avant d'être appliquées dans le cadre des réexamens administratifs visés.

7.185 Le Mexique reconnaît ces faits, mais fait valoir que la prescription relative aux quantités commerciales n'a pas été appliquée par l'USDOC dans la pratique jusqu'au quatrième réexamen administratif visant les OCTG mexicains. Il affirme que cela a constitué une "modification brutale de la pratique" dont les États-Unis n'ont pas informé les exportateurs mexicains. Si l'on met de côté la

[161] 62 Fed. Reg. 27296, 27416-27417, 19 mai 1997 (pièce n° 1 des États-Unis).

[162] Le deuxième réexamen administratif a été engagé le 25 septembre 1997 sur la base d'une demande déposée en août 1997 (pièce n° 4 du Mexique), le troisième réexamen administratif a été engagé le 23 septembre 1998 sur la base d'une demande déposée en août 1998 (pièce n° 6 du Mexique), et le quatrième réexamen administratif a été engagé le 24 septembre 1999 sur la base d'une demande déposée le 31 août 1999 (pièce n° 11 des États-Unis).

question de savoir si la "pratique" est une mesure d'application générale qui est visée par les obligations énoncées à l'article X:2, nous constatons que cet argument est dénué de fondement. Comme indiqué ci-dessus, l'instrument juridique qui a introduit la prescription relative aux quantités commerciales a été dûment publié, et est entré en vigueur pour ce qui concerne les réexamens administratifs engagés sur la base de demandes présentées plus d'un mois après cette publication. À la date de la publication, la teneur de la réglementation et les affaires qui seraient affectées par celle-ci avaient clairement été indiquées. Ainsi, les exportateurs, y compris les exportateurs mexicains concernés par les réexamens administratifs visant les OCTG, avaient été informés des prescriptions imposées par l'USDOC en ce qui concerne les demandes d'abrogation basées sur une absence de dumping pendant trois ans, y compris la prescription relative aux quantités commerciales. À l'appui de son argument, le Mexique fait référence à une affaire dans laquelle la prescription n'a pas été appliquée, sans noter que le réexamen administratif en question avait été engagé sur la base d'une demande présentée **avant** la date d'entrée en vigueur de la réglementation.[163]

7.186 Sur la base de ce qui précède, nous rejetons l'allégation du Mexique selon laquelle l'application de la prescription relative aux quantités commerciales dans le cadre de la détermination établie par l'USDOC à l'effet de ne pas abroger la mesure violait l'article X:2 du GATT de 1994.

E. INCOMPATIBILITÉ ALLÉGUÉE AVEC L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994, LES ARTICLES 1ER, 18.1 ET 18.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING, ET L'ARTICLE XVI DE L'ACCORD SUR L'OMC

7.187 Le Mexique fait valoir que toute constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'une quelconque de leurs obligations au titre de l'Accord antidumping nécessite une constatation corollaire selon laquelle ils ont également agi d'une manière incompatible avec les articles 1er, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping, l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, et l'article VI du GATT de 1994.

7.188 Les États-Unis font valoir que, étant donné que les mesures indiquées par le Mexique en ce qui concerne ses allégations de fond ne sont pas incompatibles avec les règles de l'OMC, il ne peut pas y avoir de violations corollaires du type de celles qu'allègue le Mexique.

7.189 Les allégations du Mexique au titre des articles 1er, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping, de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et de l'article VI du GATT de 1994 sont, comme le reconnaît le Mexique, des allégations corollaires. Autrement dit, toute constatation de violation au titre de ces allégations serait entièrement fondée sur une constatation de violation de l'une ou l'autre des dispositions spécifiques de l'Accord antidumping invoquée. Il n'y a pas de fondements indépendants pour ces allégations. Par conséquent, le fait d'examiner ces allégations corollaires ne fournirait pas aux parties ni aux autres Membres des indications additionnelles pour ce qui est de comprendre les obligations établies par l'Accord antidumping. Cela n'aiderait pas non plus à la mise en œuvre d'une quelconque recommandation de l'ORD si l'existence d'une violation de l'une de ces obligations était constatée. Par conséquent, nous n'estimons pas qu'il soit nécessaire ou approprié d'examiner ces allégations et, en application du principe d'économie jurisprudentielle, nous ne formulons aucune constatation en ce qui les concerne.

[163] Pièce n° 19 des États-Unis.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. CONCLUSIONS

a) Allégations concernant le réexamen à l'extinction effectué par l'USDOC

8.1 Pour ce qui est des allégations concernant l'incompatibilité alléguée de la loi des États-Unis, de 19 U.S.C. § 1675a c) 1), de l'Énoncé des mesures administratives (SAA) (pages 889 et 890) et du Sunset Policy Bulletin (SPB) (section II.A.3) avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, nous concluons que le SPB, dans la section II.A.3, établit la présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit antidumping est supprimé, et est donc, à cet égard, incompatible, en tant que tel, avec l'obligation énoncée à l'article 11.3 de l'Accord antidumping de déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.

8.2 Pour ce qui est de la détermination établie par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause dans le présent différend, nous concluons que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que sa détermination selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira n'est pas étayée par des conclusions motivées et adéquates fondées sur les faits portés à sa connaissance.

8.3 Nous ne formulons aucune constatation en ce qui concerne les allégations formulées par le Mexique au titre des articles 2 et 6 de l'Accord antidumping dans le contexte du réexamen à l'extinction effectué par l'USDOC qui est en cause dans le présent différend.

8.4 Nous concluons que les allégations concernant l'incompatibilité alléguée de la "pratique" de l'USDOC dans les réexamens à l'extinction ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

b) Allégations concernant le réexamen à l'extinction effectué par l'USITC

8.5 Nous concluons que le critère appliqué par l'USITC pour déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit antidumping est supprimé n'est pas incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping en tant que tel, ou tel qu'appliqué dans le réexamen à l'extinction en cause dans le présent différend.

8.6 Nous concluons que les dispositions pertinentes de la législation des États-Unis, 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5), se rapportant à l'aspect temporel des déterminations de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira établies par l'USITC ne sont pas, en tant que telles, ou telles qu'appliquées dans le réexamen à l'extinction dont nous sommes saisis dans le présent différend, incompatibles avec l'article 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8, et l'article 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.

8.7 Nous concluons que l'USITC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping en établissant sa détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause dans le présent différend.

8.8 Nous concluons que la détermination établie par l'USITC dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause dans le présent différend n'est pas incompatible avec les articles 3.3 et 11.3 de l'Accord parce qu'elle comporte une analyse cumulative.

8.9 Nous ne formulons aucune constatation en ce qui concerne les autres aspects des allégations du Mexique au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping.

c) Allégations concernant le quatrième réexamen administratif effectué par l'USDOC

8.10 Nous concluons que l'USDOC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11.2 de l'Accord antidumping en établissant une détermination à l'effet de ne pas abroger le droit antidumping dans le cadre du quatrième réexamen administratif.

8.11 Nous concluons en outre qu'il n'est pas nécessaire que nous examinions les allégations au titre de l'article 11.2 et de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping concernant le calcul des marges de dumping dans le cadre du quatrième réexamen administratif.

8.12 Nous concluons en outre que l'USDOC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article X:2 du GATT de 1994 dans la conduite du quatrième réexamen administratif dont nous sommes saisis dans le présent différend.

d) Autres allégations

8.13 Nous ne formulons aucune constatation en ce qui concerne l'incompatibilité alléguée avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 de l'application des lois, règlements et décisions administratives et judiciaires des États-Unis dans la conduite des réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping effectués par l'USDOC.

8.14 Nous ne formulons aucune constatation en ce qui concerne les violations subsidiaires des dispositions de l'article VI du GATT de 1994, des articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC dont l'existence est affirmée.

B. RECOMMANDATION ET DEMANDE DE SUGGESTION

8.15 Aux termes de l'article 3:8 du *Mémorandum d'accord*, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages découlant de cet accord. En conséquence, nous concluons que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, ils ont annulé ou compromis des avantages découlant pour le Mexique de cet accord. Nous recommandons par conséquent que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre leur mesure conforme à leurs obligations au titre de l'Accord sur l'OMC.

8.16 Le Mexique demande au Groupe spécial de suggérer que les États-Unis mettent en œuvre sa recommandation en abrogeant immédiatement le droit antidumping visant les importations d'OCTG en provenance du Mexique. Les États-Unis s'opposent à cette demande.

8.17 Nous notons que l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord* dispose que les groupes spéciaux de l'OMC peuvent suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre leurs recommandations:

> Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. Outre les recommandations qu'il fera, le groupe spécial ou l'Organe d'appel **pourra** suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations. (notes de bas de page omises, pas de caractères gras dans l'original)

8.18 Compte tenu des circonstances en l'espèce, nous ne voyons aucune raison particulière de faire une telle suggestion et, partant, nous rejetons la demande du Mexique.

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Première communication écrite du Mexique	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite des États-Unis	A-6

ANNEXE A-1

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU MEXIQUE

I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ALLÉGATIONS DU MEXIQUE

1. Les allégations du Mexique peuvent être résumées comme suit:

A. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EFFECTUÉ PAR LE DÉPARTEMENT ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DE L'OMC

- La loi (19 U.S.C. § 1675a c) 1)), le SAA (pages 889 et 890) et le SPB (section II.A.3) en tant que tels violent l'article 11.3. Le texte de la loi, le SAA et le SPB sont suffisamment clairs pour démontrer l'existence d'une violation de l'article 11.3 pour deux raisons:

  - Premièrement, la loi, le SAA et le SPB établissent la présomption qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit antidumping est supprimé, ce qui contrevient à l'article 11.3. La présomption créée par la loi, le SAA et le SPB viole l'article 11.3 en tant que tel car un poids décisif est accordé aux baisses du volume des importations et/ou à l'existence de marges de dumping antérieures, alors que pèse sur les exportateurs la charge de convaincre le Département d'examiner d'autres facteurs (voir la section VII.A).

  - Deuxièmement, en permettant l'utilisation de présomptions, la loi, le SAA et le SPB adoptent un sens du terme "probable" qui est incompatible avec l'utilisation faite de ce terme à l'article 11.3. Du fait que la loi, le SAA et la section II.A.3 du SPB prescrivent au Département d'accorder un poids décisif aux baisses du volume des importations et/ou à l'existence de marges de dumping antérieures, le critère juridique des États-Unis est moindre que le critère "probable" ou "vraisemblable" prescrit par l'article 11.3 et est donc incompatible en tant que tel avec l'article 11.3 (voir la section VII.A).

- La pratique constante du Département dans les affaires de réexamen à l'extinction démontre l'existence de la présomption incompatible avec les règles de l'OMC et constitue elle-même, en tant que telle, une violation de l'article 11.3. À ce jour, le Département a procédé à 227 réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé. Dans 100 pour cent de ces procédures, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.[1] Dans ces affaires, aucune société interrogée n'a pu venir à bout des critères définis par le SAA et le SPB comme concluants pour ce qui est d'un dumping probable[2] (voir la section VII.B);

- La détermination à l'extinction établie par le Département était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que le Département avait centré son attention uniquement sur la baisse du volume des importations, n'avait pas appliqué les disciplines de l'article 2, n'avait pas procédé à une analyse prospective, n'avait pas établi de détermination de dumping "probable" (ou "vraisemblable"), et n'avait pas fondé sa détermination sur des éléments de preuve positifs. L'utilisation par le Département de la baisse du volume des importations consécutive à la mesure antidumping comme seul fondement de sa

[1] US Department of Commerce Sunset Reviews (pièce n° 62 du Mexique).
[2] *Id.*

détermination de la probabilité était incompatible avec l'article 11.3. En outre, la communication par le Département de la marge de dumping initiale de 21,70 pour cent à la Commission aux fins de sa décision sur la probabilité était incompatible avec l'article 11.3 et l'article 2 de l'Accord antidumping (voir la section VII.C).

B. LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DE L'OMC

- Le critère appliqué par la Commission pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé est incompatible en tant que tel avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que la Commission applique un critère moins exigeant que celui qui est prescrit par l'article 11.3 (voir la section VIII.A);

- La détermination à l'extinction établie par la Commission selon laquelle il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping car la Commission avait appliqué pour déterminer la probabilité d'un dommage un critère moins exigeant que celui qui était prescrit par l'article 11.3. L'Organe d'appel a confirmé que "probable" signifiait "vraisemblable" et non moins que vraisemblable (voir la section VIII.B);

- La détermination à l'extinction établie par la Commission violait l'article 11.3 car elle n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs" indiquant qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé (voir la section VIII.C);

- La détermination à l'extinction établie par la Commission violait les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 11.3 de l'Accord antidumping parce que la Commission n'avait pas procédé à un examen objectif du dossier, ni fondé sa détermination sur des éléments de preuve positifs. Les conclusions de la Commission concernant le volume probable des importations, les effets probables sur les prix et l'incidence probable des importations sur la branche de production nationale ne pouvaient en aucun cas être jugées objectives lorsqu'elles étaient considérées à la lumière d'un examen neutre des renseignements versés au dossier. Qui plus est, les prétendues bases sur lesquelles la Commission s'était appuyée pour étayer sa constatation de dumping probable ne constituaient tout simplement pas les éléments de preuve prescrits par l'article 3.1 de l'Accord antidumping (voir les sections VIII.D.1 à 3);

- La détermination à l'extinction établie par la Commission violait l'article 3.4 car pour évaluer la probabilité que le dommage causé à la branche de production nationale subsisterait ou se reproduirait, la Commission n'avait pas évalué ou avait évalué de manière incorrecte les facteurs et indices économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production, y compris les facteurs impératifs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping (voir la section VIII.D.4);

- La détermination à l'extinction établie par la Commission violait l'article 3.5 parce que la Commission n'avait pas: 1) démontré l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage probable causé à la branche de production nationale; 2) dissocié et distingué les effets des autres facteurs et les effets du dumping; et 3) fondé sa détermination sur les effets du dumping sur la branche de production nationale (voir la section VIII.D.5);

- La détermination à l'extinction établie par la Commission violait l'article 3.7 et 3.8 parce que la Commission avait fondé sa détermination de la probabilité d'un dommage sur des conjectures et de lointaines possibilités et n'avait pas satisfait aux prescriptions spéciales de

l'article 3.7 et 3.8 concernant l'établissement de déterminations prospectives de l'existence d'un dommage (voir la section VIII.D.6);

- Le recours de la Commission à une analyse cumulative du dommage causé par les importations d'OCTG en provenance de Corée, d'Italie, du Japon, du Mexique et d'Argentine pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit antidumping visant les importations d'OCTG mexicains était supprimé était incompatible avec les articles 11.3 et 3.3 de l'Accord antidumping, qui interdisent l'utilisation d'une analyse cumulative du dommage dans les réexamens à l'extinction. À titre subsidiaire, à supposer pour les besoins de l'argumentation que le cumul soit autorisé dans les réexamens à l'extinction, la Commission a violé les articles 11.3 et 3.3 en ne respectant pas les restrictions explicites concernant le cumul énoncées à l'article 3.3 (voir les sections VIII.E et F);

- Les prescriptions légales des États-Unis selon lesquelles la Commission doit déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" (19 U.S.C. § 1675a a) 1)) et selon lesquelles la Commission "considérera que les effets de la révocation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais ne se manifester qu'à plus longue échéance" (19 U.S.C. § 1675a a) 5)) sont incompatibles avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping. En ajoutant le membre de phrase "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et en introduisant un laps de temps qui n'est pas "imminent" mais correspond plutôt à une "plus longue échéance", la législation des États-Unis prescrit ("considérera") des spéculations et une analyse non circonscrite d'un dommage futur possible. Les prévisions et les pures spéculations de la Commission concernant l'évolution du marché sont incompatibles avec les prescriptions de l'OMC imposant d'évaluer s'il est probable qu'en cas de levée d'une ordonnance en matière de droits antidumping, le dommage se reproduira au moment de la levée – et non à quelque moment indéterminé et éloigné dans le futur. L'application de ces dispositions légales par la Commission dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique violait également les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC comme cela a été indiqué plus haut (voir les sections VIII.G.1 et 2).

C. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT DANS LE CADRE DU QUATRIÈME RÉEXAMEN ADMINISTRATIF À L'EFFET DE NE PAS RÉVOQUER L'ORDONNANCE ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DE L'OMC

- La détermination établie par le Département dans le cadre du quatrième réexamen administratif à l'effet de ne pas révoquer l'ordonnance violait l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce que le Département n'avait pas supprimé le droit antidumping immédiatement dès qu'il avait été montré que son maintien n'était pas "nécessaire pour neutraliser le dumping" (voir la section IX.A);

- Le Département a violé les articles 11.2, 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping parce qu'il a "ramené à zéro" les marges négatives de Hylsa et s'est fondé sur la marge positive qui a résulté de cette méthodologie illicite pour justifier de ne pas abroger le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique à l'égard de Hylsa (voir la section IX.B);

- La détermination établie par le Département dans le cadre du quatrième réexamen administratif à l'effet de ne pas révoquer l'ordonnance violait l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce que le Département: i) avait appliqué un critère exigeant qu'il soit démontré qu'un dumping n'était "pas probable" dans le futur; ii) avait imposé arbitrairement un critère du seuil des "quantités commerciales" qui n'était pas justifié par l'article 11.2; et

iii) avait ignoré des éléments de preuve positifs qui démontraient que la mesure n'était plus nécessaire pour neutraliser le dumping (voir la section IX.C); et

- Le Département a violé l'article X:2 du GATT de 1994 parce qu'il a imposé à TAMSA des conditions pour la suppression du droit antidumping avant leur publication officielle (voir la section IX.D).

D. VIOLATIONS DE L'ARTICLE X:3 A) DU GATT

- Indépendamment et en dehors du point de savoir s'il est constaté que les lois et règlements antidumping des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction sont compatibles en soi avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, les données tirées des déterminations établies par le Département dans le cadre de réexamens à l'extinction démontrent que le Département n'a pas appliqué d'une manière impartiale et raisonnable les lois, règlements et décisions judiciaires et administratives antidumping dans sa conduite des réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits antidumping, ce qui contrevient à l'article X:3 a) du GATT de 1994 (voir la section X).

E. VIOLATIONS COROLLAIRES DE L'ACCORD ANTIDUMPING, DU GATT DE 1994 ET DE L'ACCORD SUR L'OMC

Du fait que les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping, ils ont également violé les dispositions de l'article VI du GATT de 1994, des articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC (voir la section X.I).

ANNEXE A-2

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

(3 mai 2004)

I. INTRODUCTION

1. La présente procédure a trait à la contestation par le Mexique des constatations formulées par le Département du commerce des États-Unis ("le Département du commerce") et la Commission du commerce international des États-Unis ("l'ITC") dans les déterminations établies dans le cadre du réexamen à l'extinction et lors du quatrième réexamen administratif effectué par le Département du commerce en ce qui concerne l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères ("OCTG") en provenance du Mexique.

2. Le Mexique n'est pas d'accord avec les conclusions formulées par le Département du commerce et l'ITC dans les déterminations établies dans le cadre du réexamen à l'extinction et du quatrième réexamen. Toutefois, le fait que le Mexique n'est pas d'accord avec ces conclusions ne les rend pas incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping. Le Mexique fait valoir des obligations qui dans bien des cas n'existent pas, et ses allégations selon lesquelles il a identifié des infractions commises par les États-Unis sont dénuées de fondement.

II. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER LES ALLÉGATIONS DU MEXIQUE CONCERNANT UNE "PRÉSOMPTION" ALLÉGUÉE ET SON INCOMPATIBILITÉ ALLÉGUÉE AVEC L'ARTICLE 11.3

3. L'article 11.3 établit la prescription voulant que l'autorité chargée de l'enquête soit supprime le droit au bout de cinq ans, soit procède à un réexamen pour déterminer s'il "est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" si l'ordonnance est levée.

4. L'allégation formulée par le Mexique au titre de l'article 11.3 repose tout entière sur l'existence de la "présomption" alléguée appliquée par le Département du commerce dans les réexamens à l'extinction, selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. L'allégation du Mexique est sans fondement parce que: 1) la "présomption incompatible avec les règles de l'OMC" alléguée n'existe pas; 2) les instruments qui, d'après les allégations, sont à l'origine de cette présomption ne constituent pas des mesures contestables aux fins du Mémorandum d'accord; et 3) même si les instruments et pratiques pouvaient être contestés, deux d'entre eux – le *Sunset Policy Bulletin* et la pratique du Département du commerce – ne sont pas "impératifs" au sens de la distinction impératif/facultatif, c'est-à-dire qu'ils n'imposent pas un manquement à une obligation contractée dans le cadre de l'OMC.

III. LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE A PLEINEMENT PRIS EN CONSIDÉRATION TOUS LES RENSEIGNEMENTS VERSÉS AU DOSSIER POUR ÉTABLIR LA DÉTERMINATION FINALE À L'EXTINCTION

5. Le Mexique allègue que le Département du commerce n'a pas examiné tous les renseignements versés au dossier dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique et n'a donc pas déterminé, conformément à l'article 11.3, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit antidumping était éliminé. Spécifiquement, le Mexique affirme que le Département du commerce n'a pas tenu compte des explications de TAMSA concernant la diminution des importations d'OCTG en provenance du Mexique pendant la période ayant suivi l'imposition de l'ordonnance. En outre, le Mexique allègue que le Département du

commerce n'a pas pris en considération, pour établir la détermination de la probabilité, les renseignements concernant la marge de dumping calculée pour TAMSA lors de l'enquête initiale. Le Mexique a tort car le Département du commerce a tenu compte de l'explication de TAMSA concernant le volume des importations et il ne s'est pas fondé sur la marge de dumping résultant de l'enquête initiale (ou sur une quelconque marge de dumping) pour établir la détermination positive de la probabilité dans le cadre du réexamen à l'extinction.

IV. LES ALLÉGATIONS DU MEXIQUE CONCERNANT L'IDENTIFICATION PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE DES MARGES PROBABLES EN CAS D'ABROGATION SONT ÉGALEMENT ERRONÉES

6. Le Mexique soutient que, conformément à l'article 2 et à l'article 11.3, les marges communiquées à l'ITC en tant que taux de dumping probable en cas d'abrogation ont été identifiées de manière incorrecte par le Département du commerce. Le Mexique a tort car il n'y a tout simplement aucune obligation au titre de l'Accord antidumping d'examiner l'importance de la marge probable pour déterminer la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3. Qui plus est, en fait, le Département du commerce ne s'est pas "fondé" sur les marges résultant de l'enquête initiale pour établir la détermination de la probabilité en ce qui concerne les OCTG en provenance du Mexique, comme l'affirme le Mexique. Il s'est fondé uniquement sur la diminution des importations d'OCTG en provenance du Mexique pour établir sa détermination positive selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, et il a simplement communiqué les "marges probables" à l'ITC. Pour ces raisons, le Groupe spécial ne devrait pas examiner, et n'a pas à le faire, les arguments du Mexique concernant la manière dont le Département du commerce a identifié les marges qu'il a communiquées à l'ITC.

V. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER L'ALLÉGATION DU MEXIQUE SELON LAQUELLE LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE À L'EFFET DE NE PAS ABROGER À L'ÉGARD DE TAMSA ET HYLSA L'ORDONNANCE EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.1 ET 11.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

7. L'article 11.2 prescrit un réexamen de la nécessité de maintenir le "droit antidumping". Le "droit antidumping" fait référence à l'ordonnance en matière de droits antidumping dans son ensemble et non telle qu'elle est appliquée à telle ou telle société. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, "le droit" mentionné à l'article 11.3 est imposé par produit (c'est-à-dire sur la base de l'ordonnance dans son ensemble) et non par société.

8. La deuxième allégation principale du Mexique est que, en n'abrogeant pas l'ordonnance visant les OCTG en provenance du Mexique sur la base des résultats du quatrième réexamen administratif, les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping et du GATT de 1994. L'allégation du Mexique s'articule autour des obligations énoncées à l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Un examen du texte de cet article, dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but, démontre que les allégations du Mexique sont dénuées de fondement.

9. L'article 11.2 n'impose aux Membres aucune obligation d'accorder des abrogations par société. C'est pourquoi, étant donné que ni TAMSA ni Hylsa n'ont cherché à présenter des renseignements étayant la nécessité de l'abrogation globale du "droit" au cours du quatrième réexamen administratif, les allégations en matière d'abrogation formulées par le Mexique sur la base du quatrième réexamen administratif doivent être considérées sans fondement.

10. Même si l'on supposait pour les besoins de l'argumentation que le présent Groupe spécial constatait que l'article 11.2 s'appliquait aux possibilités d'abrogation par société, les termes de l'article 11.2 n'imposeraient pas les abrogations que TAMSA et Hylsa ont demandées dans le quatrième réexamen administratif, comme le fait valoir le Mexique.

11. L'article 11.2 de l'Accord antidumping dispose que l'autorité chargée du réexamen doit procéder à un réexamen aux fins d'abrogation "dans les cas où cela [est] justifié" et lorsqu'une partie intéressée demande un réexamen afin de déterminer si le maintien d'un droit antidumping est nécessaire. Toutefois, l'article 11.2 limite expressément ce droit aux cas dans lesquels la partie intéressée est en mesure de "… justifier[] par des données positives la nécessité d'un tel réexamen". Or, lors du quatrième réexamen administratif, TAMSA n'a pas justifié la nécessité d'un tel réexamen.

12. En vertu de la législation des États-Unis et conformément à l'article 11.2, le Département du commerce examinera la nécessité d'une abrogation à la demande d'une partie intéressée uniquement si cette partie intéressée fournit des données positives justifiant la nécessité d'un réexamen. Ces données positives incluent, entre autres choses, 1) la participation significative de la partie présentant la demande au marché des États-Unis pendant au moins trois ans et 2) le fait que la partie présentant la demande n'a pas vendu la marchandise visée à des prix de dumping pendant ces trois ans.

13. Une participation significative au marché est nécessaire car, à défaut, il n'y a pas de base d'éléments de preuve permettant de déterminer si le maintien du droit est nécessaire. Le Département du commerce examine les volumes des ventes au cours des périodes pendant lesquelles l'exportateur n'a pas vendu à des prix de dumping, tant en termes absolus que par comparaison avec la période couverte par l'enquête et/ou d'autres périodes de réexamen. Si les volumes des ventes pendant les périodes où il n'y a pas eu de dumping représentent une part extrêmement faible des ventes effectuées pendant la période couverte par l'enquête et/ou d'autres périodes de réexamen, le Département du commerce infère que ces ventes constituent une base d'éléments de preuve insuffisante s'agissant de la nécessité d'examiner si l'ordonnance demeure nécessaire. Si une partie intéressée était en mesure de fournir des éléments de preuve indiquant que la très forte réduction du volume des ventes était due à un phénomène inhabituel, sans rapport avec la discipline instituée par l'ordonnance, le Département du commerce pourrait constater que les ventes extrêmement faibles constituaient des données suffisantes pour justifier la nécessité de réexaminer le droit.

14. Au cours du quatrième réexamen administratif, TAMSA a fait valoir qu'elle avait vendu des OCTG en quantités commerciales pendant les deuxième, troisième et quatrième réexamens. Le Département du commerce a analysé la demande de TAMSA et a déterminé que les volumes de ces ventes constituaient une part extrêmement faible des ventes que TAMSA avait effectuées pendant la période couverte par l'enquête. Il a ménagé à TAMSA une possibilité de réfuter l'inférence selon laquelle ses ventes extrêmement faibles ne justifiaient pas la nécessité d'examiner si l'ordonnance demeurait nécessaire. En réponse, TAMSA a fait valoir que ses ventes extrêmement faibles étaient probantes parce qu'elles étaient dues à la fois à l'ordonnance antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique et à un ralentissement conjoncturel de l'activité dans l'industrie pétrolière. Après avoir examiné ces arguments, le Département du commerce les a rejetés, en expliquant en détail pourquoi dans les résultats finals du quatrième réexamen. Par conséquent, il a constaté que TAMSA n'avait pas participé de manière significative au marché parce qu'elle n'avait pas vendu d'OCTG en quantités commerciales. TAMSA n'avait pas fourni de données positives justifiant la nécessité d'un réexamen conformément à l'article 11.2 et le Département du commerce a à bon droit rejeté sa demande d'abrogation.

15. Le Mexique fait aussi valoir qu'en réexaminant la nécessité de l'ordonnance visant les OCTG dans les *résultats finals du quatrième réexamen*, le Département du commerce a à tort appliqué un critère "pas probable" pour savoir si l'ordonnance demeurait nécessaire à l'égard de TAMSA. Dans les *résultats finals du quatrième réexamen*, le Département du commerce a analysé si la demande d'abrogation de TAMSA fournissait une base d'éléments de preuve suffisante pour envisager une abrogation. Il a constaté que, pour ce qui était des éléments de preuve, la demande était insuffisante. Puisqu'en conséquence, le Département du commerce n'a pas examiné la question de savoir si le maintien du droit demeurait nécessaire pour neutraliser le dumping, les arguments du Mexique selon lesquels le Département du commerce a à tort appliqué un critère "pas probable" pour répondre à cette question devraient être rejetés par le présent Groupe spécial.

VI. L'"IMPOSITION DE CONDITIONS" POUR L'ABROGATION PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE N'ÉTAIT PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE X:2 DU GATT DE 1994

16. Au moyen d'une qualification fallacieuse des faits, le Mexique a tenté de faire valoir que la prescription relative aux quantités commerciales que le Département du commerce avait appliquée dans les *résultats finals du quatrième réexamen* avait été imposée sans avoir été publiée officiellement "avant son application", ce qui contrevenait à l'article X:2 du GATT. Bien que le Mexique laisse entendre que la prescription relative aux quantités commerciales a été imposée à la faveur d'une modification de la pratique en 1999, cette prescription a été établie dans le règlement publié en 1997, à l'article 351.222 e) 1) du règlement du Département du commerce, article que le Mexique évite délibérément de mettre en avant. Ce règlement s'appliquait à tous les réexamens administratifs engagés sur la base de demandes de réexamen présentées à compter du 1er juillet 1997. Par conséquent, la date d'entrée en vigueur du règlement précédait la date de présentation des demandes concernant les deuxième, troisième et quatrième réexamens administratifs visant les OCTG. Le Département du commerce a à juste titre appliqué le règlement à la demande d'abrogation de TAMSA. Deuxièmement, dans la mesure où le Mexique conteste une modification alléguée de la "pratique" du Département du commerce, l'allégation formulée par TAMSA au titre de l'article X:2 doit être considérée sans fondement parce que le champ d'application de l'article X:2 a) est limité aux mesures d'application générale, et non aux modifications de la façon dont le Département du commerce exerce son pouvoir discrétionnaire au cas par cas – ce qu'il est convenu d'appeler sa pratique.

VII. LA MÉTHODE DE CALCUL DES MARGES UTILISÉE DANS LE QUATRIÈME RÉEXAMEN ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING EN TANT QUE TELLE ET TELLE QU'APPLIQUÉE À HYLSA

17. Le Mexique allègue que les États-Unis ont calculé des marges de dumping relatives aux OCTG pour Hylsa d'une manière incompatible avec les articles 11.2 et 2 de l'Accord antidumping, en s'appuyant principalement sur les rapports établis par l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Linge de lit* et *Réexamen à l'extinction Japon*.

18. Au cours du quatrième réexamen, soit l'une des trois années consécutives où Hylsa devait remplir les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'une abrogation, le Département du commerce a calculé une marge moyenne pondérée de 0,79 pour Hylsa. Étant donné que l'examen aux fins d'abrogation effectué conformément à l'article 11.2 n'avait pas démontré que le droit antidumping n'était plus nécessaire pour neutraliser un dumping dommageable, le Département du commerce n'avait aucune obligation au titre de l'article 11.1 d'abroger l'ordonnance à l'égard de Hylsa. Le Mexique fait valoir que, si la marge avait été calculée comme il le suggérait, il n'aurait pas été considéré qu'Hylsa avait pratiqué le dumping lors de ce réexamen, et il fait valoir que l'ordonnance aurait donc dû être abrogée à l'égard de Hylsa. Toutefois, indépendamment de la question de la méthode utilisée par le Département du commerce pour calculer la marge globale de Hylsa, les États-Unis n'étaient pas tenus d'abroger l'ordonnance à l'égard de Hylsa.

19. Premièrement, même si une marge moyenne pondérée de zéro pour cent avait été attribuée à Hylsa pour le quatrième réexamen, cela seul n'aurait pas suffi pour que l'ordonnance soit abrogée à son égard. Le Département du commerce aurait de manière admissible analysé si Hylsa avait réalisé des ventes aux États-Unis en quantités commerciales pendant les trois années sur lesquelles reposait l'allégation en matière d'abrogation. Par conséquent, les États-Unis n'auraient pas été tenus d'abroger l'ordonnance à l'égard de Hylsa même si celle-ci avait bénéficié d'une marge de zéro pour cent lors du quatrième réexamen.

20. Deuxièmement, du fait que l'article 11.2 de l'Accord antidumping ne prescrit pas une abrogation par société, le Groupe spécial devrait utiliser cette méthode de calcul uniquement s'il

constatait que les États-Unis étaient tenus de procéder à une analyse aux fins d'abrogation par société. En outre, le Groupe spécial devrait constater que le Mexique n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 2.4 en ce qui concerne la méthode de calcul contestée.

21. Les calculs du Département du commerce ne sont pas incompatibles avec l'Accord antidumping. L'article 2.4 n'impose pas d'obligations quant au calcul de la marge de dumping globale. Le Mexique se contente de justifier sa position concernant la "réduction à zéro" en invoquant dans une large mesure le raisonnement suivi par l'Organe d'appel dans ses rapports sur les affaires *CE – Linge de lit* et *Réexamen à l'extinction Japon*.[3] Or cette invocation est déplacée. L'affaire *CE – Linge de lit* n'est pas pertinente pour le présent différend parce que la constatation formulée dans cette affaire reposait sur une disposition explicitement limitée à la phase d'enquête et parce qu'elle concernait une méthode de calcul distincte de celle dont le présent Groupe spécial est saisi. L'invocation par le Mexique du rapport établi par l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* n'est pas non plus pertinente.[4] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a constaté qu'il n'était pas en mesure de formuler des constatations sur le point de savoir si les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 ou l'article 11.3 de l'Accord antidumping en s'appuyant sur des marges de dumping résultant de réexamens administratifs pour établir leur détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction.[5] Par conséquent, il n'y avait dans ce rapport aucune constatation pertinente pour le présent différend.

VIII. LES ÉTATS-UNIS ONT APPLIQUÉ LEURS LOIS, RÈGLEMENTS ET DÉCISIONS JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES ANTIDUMPING AYANT TRAIT AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION EFFECTUÉS PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE D'UNE MANIÈRE UNIFORME ET IMPARTIALE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994

22. Le Mexique tente de revenir sur ses allégations en invoquant l'article X:3 a) du GATT de 1994 à titre subsidiaire. Pris ensemble, les termes de l'article X:3 a) prescrivent que, pour appliquer les lois et règlements des États-Unis ayant trait aux réexamens à l'extinction, le Département du commerce agisse d'une manière qui soit constante et impartiale et ne soit pas irrationnelle ou absurde. Le Mexique ne paraît pas faire valoir que l'application par les États-Unis de leurs lois n'est pas constante, mais insiste par contre sur l'absence alléguée d'impartialité et de caractère raisonnable.

23. Toutefois, le Mexique n'a fourni aucun élément de preuve faisant état de partialité ou indiquant que le Département du commerce avait appliqué les lois et règlements des États-Unis d'une manière irrationnelle ou absurde; il s'est contenté d'affirmer en conclusion que le dossier des réexamens à l'extinction démontrait qu'il y avait partialité. Comme cela a été démontré plus haut, la "partialité systématique manifeste" avancée par le Mexique n'existe pas et une analyse critique de l'"analyse" faite par le Mexique des 301 réexamens à l'extinction effectués par le Département du commerce montre que, dans 88 pour cent des affaires, la question de la probabilité d'un dumping n'a tout simplement pas été contestée. S'agissant des 12 pour cent des affaires dans lesquelles la probabilité a été contestée, le Mexique ne fournit aucun élément de preuve indiquant que ces affaires n'ont pas été tranchées d'une manière impartiale et déraisonnable – et à fortiori ne le prouve pas.

[3] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde ("CE – Linge de lit")*, WT/DS141/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 12 mars 2001.

[4] Première communication écrite du Mexique, paragraphes 293 et 294.

[5] *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, rapport adopté le 9 janvier 2004, paragraphe 138.

IX. L'ITC A APPLIQUÉ LE CRITÈRE CORRECT POUR DÉTERMINER S'IL ÉTAIT PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERAIT OU SE REPRODUIRAIT SI LES ORDONNANCES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS ÉTAIENT LEVÉES, ET LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ ÉTABLIE PAR L'ITC DANS LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE DU MEXIQUE ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 ET L'ARTICLE 3.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

24. Une grande partie de la première communication du Mexique repose sur l'hypothèse incorrecte et non confirmée que l'application par la Commission du critère "probable" était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord. Contrairement à ce que dit le Mexique, la Commission n'est pas d'avis en l'espèce que "probable" signifie "possible". En revanche, les États-Unis conviennent que le terme "*likely*" (probable) utilisé à l'article 11.3 peut être assimilé au terme "*probable*" (vraisemblable) tel que ce dernier est interprété par les tribunaux des États-Unis et a été explicité par l'Organe d'appel. Les avis des commissaires ayant participé au réexamen à l'extinction visant les OCTG demeurent compatibles avec le critère "probable" tel que ce terme a été défini par les tribunaux des États-Unis et l'Organe d'appel de l'OMC.

25. Les tribunaux des États-Unis chargés d'examiner l'interprétation de la loi ont interprété le sens du terme "*likely*" (probable) utilisé dans la loi des États-Unis, compte dûment tenu du SAA, d'une manière totalement compatible avec le sens attribué au terme "*likely*" (probable) à l'article 11.3. En conséquence, rien ne justifie que le Mexique affirme que la loi des États-Unis est incompatible en tant que telle avec l'article 11.3. Le Mexique ne s'est tout simplement pas acquitté de la charge qui lui incombait s'agissant de cette allégation.

X. LA DÉTERMINATION DE L'ITC ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 PARCE QUE L'ÉTABLISSEMENT DES FAITS ÉTAIT CORRECT ET QUE L'ÉVALUATION DES FAITS ÉTAIT IMPARTIALE ET OBJECTIVE

26. Le Mexique fait valoir que l'ITC n'a pas procédé à un "examen objectif" fondé sur des "éléments de preuve positifs" conformément à l'article 3.1. L'article 3.1 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction. Néanmoins, la détermination à l'extinction établie par l'ITC était fondée sur un établissement correct des faits pertinents et sur une évaluation impartiale et objective de ces faits, et elle satisferait donc aux prescriptions de l'article 3.1 si cette disposition était applicable.

XI. L'ARTICLE 3 NE S'APPLIQUE PAS AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

27. Rien dans l'article 3 n'indique que ses prescriptions sont censées s'appliquer aux réexamens à l'extinction, et l'article 11.3 n'indique pas non plus que les réexamens à l'extinction sont régis par les prescriptions de l'article 3. Il ressort clairement d'une analyse du texte de ces dispositions conventionnelles que l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

XII. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR L'ITC ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3

28. Les allégations du Mexique concernant l'article 3.1 reposent sur l'idée que l'article 3.1 s'applique aux réexamens à l'extinction. Comme cela est expliqué ci-dessus, les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction. Il y a d'autres éléments dans le texte de l'article 3.1 qui indiquent pourquoi il n'est spécifiquement pas applicable aux réexamens à l'extinction. Par exemple, dans un réexamen à l'extinction, les autorités sont tenues d'évaluer la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira dans le futur si l'ordonnance antidumping est levée. Il se peut qu'il n'y ait même pas d'importations sur le marché au moment du réexamen à l'extinction, et il se peut qu'elles ne soient pas vendues à des prix de dumping. Même si elles sont vendues à des prix de dumping, les effets du dumping sont neutralisés, au moins en partie, par le droit

antidumping. De ce fait, un examen du "volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix" n'est pas valable dans le contexte d'un réexamen au titre de l'article 11.3.

29. La détermination à l'extinction établie par l'ITC était fondée sur un établissement correct des faits pertinents et sur une évaluation impartiale et objective de ces faits, ainsi que sur des éléments de preuve recueillis pendant le réexamen, et elle satisferait donc aux prescriptions de l'article 3.1 si cette disposition était applicable. Le Mexique n'a pas montré que la détermination de l'ITC était entachée de partialité en faveur d'une partie intéressée ou que la qualité des éléments de preuve considérés était compromise d'une quelconque façon. Le fait que l'ITC ait peut-être attribué aux éléments de preuve versés au dossier un poids ou un sens différent de celui que la société interrogée mexicaine aurait souhaité est sans rapport avec la question de savoir si l'ITC a procédé à un examen "objectif" sur la base d'éléments de preuve "positifs". Par contre, si l'établissement des faits par l'ITC est correct et son évaluation impartiale et objective, alors son évaluation ne sera pas infirmée "même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente".

30. Les arguments du Mexique concernant le volume probable des importations ne résistent pas à un examen approfondi. Les constatations de l'ITC relatives au volume probable des importations sont fondées sur une évaluation objective des faits pertinents et sont étayées par des éléments de preuve positifs. Les critiques du Mexique concernant les constatations de l'ITC relatives aux effets probables sur les prix sont également sans fondement. L'allégation concernant l'incidence négative probable devrait être rejetée car elle est fondée sur des arguments formulés par le Mexique en ce qui concerne le volume et les effets sur les prix qui sont dénués de fondement.

XIII. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR L'ITC N'ÉTAIT PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

31. En plus de l'inapplicabilité générale des dispositions de l'article 3 aux réexamens à l'extinction, il y a également des éléments dans le texte de l'article 3.4 qui indiquent pourquoi il n'est spécifiquement pas applicable aux réexamens à l'extinction. Il se peut qu'il n'y ait pas d'"importations faisant l'objet d'un dumping" au moment du réexamen à l'extinction et, par conséquent, que l'autorité chargée de l'enquête n'ait pas d'"incidence" à examiner. Il se peut également qu'il n'y ait pas de diminutions "effective[s] et potentielle[s]" manifestes ou ressortant des renseignements dont dispose l'autorité chargée de l'enquête au moment du réexamen à l'extinction, en raison de l'absence d'importations. En résumé, les obligations énoncées à l'article 3.4 ne peuvent en pratique être appliquées à tous les réexamens à l'extinction et ne pourraient certainement pas être appliquées aux réexamens à l'extinction de la même manière systématique et exhaustive que celle qui est exigée dans les enquêtes en matière de dumping initiales.

32. Qui plus est, à supposer que l'article 3.4 s'applique effectivement, bien que tous les facteurs énumérés doivent être évalués, ils ne sont pas tous nécessairement importants dans une affaire donnée. Si, après avoir procédé à l'évaluation, l'autorité détermine qu'un facteur donné n'est pas important pour l'enquête, elle n'est pas tenue d'analyser ce facteur dans son avis ou son rapport. Dans le présent réexamen, le rapport établi par les services de la Commission passe clairement en revue chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4.

33. L'ITC a examiné, cité abondamment et annexé à sa détermination publiée, le rapport établi par ses services dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, qui présente des renseignements détaillés concernant chacun des facteurs mentionnés à l'article 3.4.

XIV. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCITON ÉTABLIE PAR L'ITC N'ÉTAIT PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

34. En plus de l'inapplicabilité générale de l'article 3 aux réexamens à l'extinction, il y a d'autres éléments dans le texte de l'article 3.5 qui indiquent qu'il n'est spécifiquement pas applicable aux réexamens à l'extinction. Par exemple, l'article 3.5 mentionne les "importations faisant l'objet d'un dumping" et indique à l'aide d'un verbe au présent que ces importations "causent … un dommage". Or, lors d'un réexamen à l'extinction, il se peut qu'il n'y ait pas d'importations faisant l'objet d'un dumping. À la suite de l'ordonnance, ces importations peuvent avoir diminué ou complètement disparu du marché ou, si elles sont restées présentes sur le marché, valoir plus cher que pendant l'enquête initiale, lorsqu'elles pénétraient sur le marché sans être frappées de droits additionnels.

35. Deuxièmement, l'article 3.5 fait référence à un "dommage" existant et décrit un lien de causalité existant entre les importations faisant l'objet d'un dumping et ce dommage. Or, lors d'un réexamen à l'extinction, alors qu'une ordonnance antidumping est en vigueur, il se peut qu'il n'y ait pas de dommage actuel ni de lien de causalité; en fait, il serait surprenant qu'il y en ait étant donné l'effet correctif d'une ordonnance en matière de droits antidumping. C'est implicite dans la référence, à l'article 11.3, au fait que "le dumping subsistera ou <u>se reproduira</u>".

36. Troisièmement, au titre de l'article 3.5, les autorités chargées de l'enquête sont tenues uniquement d'"examin[er] … les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale" et de veiller à ce que les effets dommageables de ces facteurs ne soient pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping (non souligné dans l'original). Si un facteur donné n'est pas connu des autorités chargées de l'enquête, ou si ce facteur "au même moment [ne] cause [pas] un dommage à la branche de production nationale", alors les autorités chargées de l'enquête n'ont pas l'obligation d'examiner ce facteur au cours de leur analyse de la causalité.

37. En centrant son attention sur les résultats positifs de la branche de production nationale au cours de la période de réexamen, le Mexique ne tient pas compte du fait que l'article 11.3 prévoit expressément un examen de la probabilité que le dommage "se reproduira". Un tel examen reconnaît manifestement qu'une branche de production qui a subi un dommage avant l'entrée en vigueur des ordonnances peut ne pas subir de dommage pendant la période d'application des ordonnances mais qu'il peut être probable que le dommage se reproduira si les ordonnances sont abrogées. De fait, l'imposition des ordonnances peut dans un premier temps être responsable de l'amélioration des résultats de la branche de production.

38. À supposer que l'article 3.5 soit applicable, le Mexique n'a pas identifié d'"autres facteurs <u>de causalité</u>" que l'ITC n'avait pas examinés.

XV. LES DISPOSITIONS LÉGALES DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LE LAPS DE TEMPS DANS LEQUEL IL EST PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA NE SONT PAS INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

39. L'article 11.3 ne spécifie pas le laps de temps pertinent pour un réexamen à l'extinction. Il prescrit uniquement une détermination sur le point de savoir s'"il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira" (*would be likely to lead to continuation or recurrence of injury*) en cas d'abrogation. Les termes "to lead to" indiquent d'une manière affirmative que l'Accord prévoit qu'un certain laps de temps s'écoulera entre l'abrogation de l'ordonnance et le fait que le dommage subsistera ou se reproduira. En l'absence de toute disposition spécifique à l'article 11.3, les Membres restent libre de déterminer en vertu de leurs propres lois et procédures le laps de temps pertinent dans les examens à l'extinction.

40. Le Mexique tente d'introduire les termes "imminent" et "soin particulier" figurant à l'article 3.7 et 3.8 dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3. Comme cela a déjà été expliqué, l'article 3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

41. Étant donné que les prescriptions légales énoncées dans l'article 752 a) 1) et 752 a) 5) ne sont pas incompatibles avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping, l'application de ces prescriptions par l'ITC n'est pas non plus incompatible avec ces articles.

XVI. L'ITC N'A PAS AGI D'UNE MANIÈRE INCOMPATIBLE AVEC UNE QUELCONQUE DISPOSITION DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN PROCÉDANT À UNE ANALYSE CUMULATIVE DANS LE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG

42. Le Mexique fait valoir qu'étant donné que le cumul n'est pas expressément permis à l'article 11.3, il est interdit à l'ITC de procéder à une analyse cumulative dans un réexamen à l'extinction. Toutefois, toute obligation ou tout droit découlant de l'Accord sur l'OMC trouve son origine dans le texte de la disposition pertinente. En l'absence d'une base textuelle, les droits des Membres ne peuvent pas être limités.

43. Le principe d'interprétation des traités pertinent se rapporte à l'objet et au but du traité, et non à des dispositions conventionnelles particulières. Dans la mesure où le but de l'article 11.3 est pertinent, le Mexique l'interprète tout simplement mal. Si ce but était simplement une abrogation ministérielle des droits antidumping, il ne serait pas nécessaire d'examiner s'il serait probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si le droit était supprimé.

44. Le Mexique cherche à étayer son argument selon lequel le cumul n'est pas permis dans les réexamens à l'extinction en faisant observer qu'il n'y a pas de renvoi explicite au cumul ou à l'article 3.3 dans le cadre de l'article 11. Cet argument est dénué de fondement. Un renvoi à une obligation est nécessaire lorsque les rédacteurs cherchent à affirmer une obligation plus générale. En revanche, il n'est pas nécessaire de faire un renvoi à un pouvoir à caractère facultatif lorsqu'il existe dans l'Accord un droit dont les limites ne sont pas fixées.

45. Outre l'inapplicabilité des dispositions de l'article 3 aux réexamens à l'extinction, la position du Mexique est en contradiction directe avec de récents rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel donnant une interprétation du sens de l'article 3.3

XVII. LES DÉCISIONS DU DÉPARTEMENT DU COMMERCE ET DE LA COMMISSION ÉTAIENT CONFORMES À L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994, AUX ARTICLES 1ER, 18.1 ET 18.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET À L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC

46. Ces allégations sont des allégations corollaires dans la mesure où elles sont subordonnées à une constatation selon laquelle certaines autres dispositions de l'Accord antidumping ou du GATT de 1994 ont été enfreintes. Or, aucune des "mesures" identifiées par le Mexique n'est incompatible avec une autre disposition quelconque de l'Accord sur l'OMC. Elles ne sont donc pas incompatibles avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

XVIII. LA MESURE CORRECTIVE SPÉCIFIQUE DEMANDÉE PAR LE MEXIQUE EST INCOMPATIBLE AVEC LA PRATIQUE ÉTABLIE DES GROUPES SPÉCIAUX ET LE MÉMORANDUM D'ACCORD

47. Enfin, le Mexique a demandé au présent Groupe spécial de recommander que l'ORD demande aux États-Unis d'abroger immédiatement le droit antidumping visant les importations d'OCTG en

provenance du Mexique. Ce faisant, le Mexique a demandé une mesure corrective spécifique qui est incompatible avec la pratique établie dans le cadre du GATT/de l'OMC et le Mémorandum d'accord. Par conséquent, même si le Groupe spécial était d'accord avec le Mexique sur le fond, il devrait néanmoins rejeter la mesure corrective demandée et devrait à la place faire une recommandation, compatible avec le Mémorandum d'accord et la pratique établie dans le cadre du GATT/de l'OMC, à l'effet que les États-Unis rendent leur mesure antidumping conforme à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.

XIX. CONCLUSION

48. Sur la base de ce qui précède, les États-Unis ont l'honneur de demander que le Groupe spécial rejette les allégations du Mexique dans leur intégralité.

ANNEXE B

COMMUNICATIONS DES TIERCES PARTIES OU LEURS RÉSUMÉS ANALYTIQUES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication de l'Argentine en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication de la Chine en tant que tierce partie	B-19
Annexe B-3	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-32
Annexe B-4	Communication du Japon en tant que tierce partie	B-40
Annexe B-5	Communication du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie	B-45

ANNEXE B-1

COMMUNICATION DE L'ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(28 avril 2004)

AFFAIRES CITÉES DANS LA PRÉSENTE COMMUNICATION

Titre abrégé	**Titre complet**
États-Unis – DRAM	États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus originaires de Corée, rapport du Groupe spécial, WT/DS99/R
États-Unis – Acier laminé à chaud	États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, rapport du Groupe spécial, WT/DS184/R
États-Unis – Acier laminé à chaud	États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, rapport de l'Organe d'appel, WT/184/AB/R
États-Unis – Acier au carbone	États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne, rapport du Groupe spécial, WT/DS213/R
États-Unis – Acier au carbone	États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS213/AB/R
Réexamen à l'extinction – Japon	États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon, rapport du Groupe spécial, WT/DS244/R
Réexamen à l'extinction – Japon	États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS244/AB/R

I. INTRODUCTION

L'Argentine se félicite de cette occasion de présenter son point de vue au groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique* (DS282). Le différend soumis par le Mexique met une fois de plus en question la mise en œuvre par les États-Unis des obligations établies par l'article 11 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping").

L'article 11.1 dispose que "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Les limitations importantes établies par cet article – sur la durée d'une mesure antidumping, l'importance admissible du droit et le but pour lequel une mesure antidumping peut être imposée – sont mises en œuvre dans l'article 11.2 et l'article 11.3 de l'Accord antidumping. L'article 11.2 prescrit la suppression des droits antidumping lorsqu'il est montré que l'imposition de ces droits n'est plus nécessaire pour neutraliser le dumping. L'article 11.3 prescrit la suppression des droits antidumping dans un délai de cinq ans à compter de leur imposition à moins que les conditions auxquelles est soumis leur maintien soient strictement respectées.

Le Mexique a démontré que les États-Unis n'avaient pas 1) correctement mis en œuvre leurs obligations au titre de l'article 11, et 2) satisfait aux conditions requises pour le maintien des droits antidumping sur les OCTG en provenance du Mexique. En fin de compte, comme le montre la première communication du Mexique et comme l'Argentine peut en attester en se fondant sur sa propre expérience (particulièrement en ce qui concerne les réexamens effectués par le Département du commerce des États-Unis ("le Département")), il n'y a en fait aucune possibilité qu'une détermination négative de dumping probable soit établie lorsque les volumes d'expédition ont diminué à la suite de l'imposition de la mesure.

La section II de la présente communication expose la jurisprudence pertinente de l'OMC applicable aux obligations des Membres lors des réexamens effectués au titre de l'article 11. La section III décrit les violations par les États-Unis de l'article 11.3, aussi bien "en tant que tel" que "tel qu'appliqué" en l'espèce. La section IV compare l'expérience de l'Argentine et celle du Mexique en ce qui concerne les réexamens effectués par les États-Unis au titre de l'article 11. Enfin, dans la section V, l'Argentine fait sienne la demande spécifique du Mexique tendant à ce que la manière dont les recommandations du Groupe spécial devraient être mises en œuvre par les États-Unis fasse l'objet de suggestions de celui-ci.

II. L'ARTICLE 11 DE L'ACCORD ANTIDUMPING LIMITE NETTEMENT LE RECOURS À DES DROITS ANTIDUMPING

A. L'ARTICLE 11.2 PRESCRIT LA SUPPRESSION DES DROITS ANTIDUMPING S'ILS NE SONT PLUS NÉCESSAIRES POUR NEUTRALISER LE DUMPING

L'article 11.2 met en application la règle générale énoncée à l'article 11.1 en prescrivant à l'autorité administrante "d'examiner si le maintien" du droit antidumping "est nécessaire" et de supprimer le droit s'il "n'est plus justifié". L'autorité doit effectuer ce réexamen aux fins d'abrogation de sa propre initiative "dans les cas où cela sera justifié" ou à la demande d'une partie intéressée qui a justifié par des "données positives" la nécessité d'un réexamen.

Lorsqu'une partie intéressée demande un réexamen au titre de l'article 11.2, l'autorité doit – à la demande de la partie intéressée – examiner "si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping". Le groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *DRAM originaires de Corée* a expliqué que

la "nécessité du maintien du droit doit être démontrable sur la base d'éléments de preuve positifs".[1] Pour justifier le maintien d'un droit, l'autorité doit donc démontrer au moyen d'éléments de preuve positifs que le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping.

B. L'ARTICLE 11.3 PRESCRIT LA SUPPRESSION DES DROITS ANTIDUMPING AU BOUT DE CINQ ANS À MOINS QUE LES CONDITIONS DE L'EXCEPTION LIMITÉE NE SOIENT STRICTEMENT RESPECTÉES

L'Organe d'appel a confirmé dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* que l'obligation énoncée à l'article 11.3 porte sur la suppression des droits antidumping au bout de cinq ans. Il a ainsi réaffirmé le principe qu'il avait formulé pour la première fois dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*.[2] Le maintien de la mesure est l'exception et n'est admissible que si les autorités effectuent un "réexamen", procèdent à un "examen rigoureux" des faits et "déterminent" qu'il est probable que le dommage et le dumping subsisteront ou se reproduiront si la mesure antidumping est supprimée.[3] L'Organe d'appel a réaffirmé avec force que, "[s]i l'une quelconque de ces conditions n'est pas remplie, le droit doit être supprimé".[4]

En vertu de l'article 11.3, l'autorité ne peut pas présumer passivement qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront[5], mais doit prendre des mesures et fonder sa détermination sur une "base factuelle suffisante" pour lui permettre de "tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité" que le dumping subsistera ou se reproduira.[6] À cet égard, la détermination de l'autorité ne peut pas être exclusivement basée sur des renseignements dépassés mais "devrait [plutôt] reposer sur l'évaluation des éléments de preuve qu'elle a réunis à l'occasion de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires et finalement du réexamen à l'extinction".[7] L'autorité doit établir une "nouvelle détermination" tournée vers l'avenir et "fondée sur des éléments de preuve crédibles".[8]

Pour interpréter le sens des termes "réexamen" et "déterminer" qui figurent à l'article 11.3, l'Organe d'appel a mis en relief l'"aspect enquête" et l'"aspect décision" des réexamens au titre de cet article:

> Le libellé de l'article 11.3 indique clairement qu'il envisage un processus associant *à la fois* un aspect enquête et un aspect décision. En d'autres termes, l'article 11.3 attribue aux autorités un rôle actif et non passif en matière de prise de décisions. Les termes "réexamen" et "déterminer" figurant à l'article 11.3 donnent à penser que les autorités procédant à un réexamen à l'extinction doivent agir avec un degré de diligence approprié et arriver à une conclusion motivée sur la base des

---

[1] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, paragraphe 6.42 ("*DRAM originaires de Corée*").

[2] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 63 ("*Acier en provenance d'Allemagne*") (interprétant l'article 21.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui est parallèle à l'article 11.3 de l'Accord antidumping).

[3] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004, paragraphes 104 et 113 ("*Réexamen à l'extinction Japon*").

[4] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 104.

[5] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.177.

[6] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 7.177.

[7] Rapport du Groupe spécial *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 8.95.

[8] Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen.[9]

L'Organe d'appel a indiqué clairement dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* que, pour qu'il soit possible d'invoquer l'exception, la conduite du réexamen et la détermination de la probabilité du dumping et du dommage nécessitaient un "examen rigoureux" en accord avec la "nature astreignante" des obligations imposées par l'article 11.3.[10]

De plus, l'autorité doit s'assurer que le dumping et le dommage seraient "vraisemblables" en cas de suppression du droit. Le sens ordinaire du terme "probable" tel qu'il est utilisé à l'article 11.3 est "vraisemblable" et non pas possible ou tout autre qualificatif correspondant à un critère moins exigeant que probable (ou vraisemblable). L'Organe d'appel a mis fin à toute controverse éventuelle quant au sens du terme "probable" à l'article 11.3 en déclarant, ce qui fait autorité, qu'il signifie "vraisemblable ".

L'article 2 de l'Accord antidumping définit le "dumping" "aux fins de l'Accord antidumping", y compris les réexamens au titre de l'article 11. L'article 2 énonce les règles applicables pour déterminer si une société pratique ou non le dumping. L'Organe d'appel a dit que lorsqu'un Membre s'appuie sur une marge de dumping pour établir une constatation de dumping probable dans un réexamen au titre de l'article 11.3, cette marge doit être compatible avec les règles de l'OMC.[11] L'Organe d'appel a confirmé que s'appuyer dans un réexamen au titre de l'article 11.3 sur une marge incompatible avec les règles de l'OMC "terni[rait] la détermination de la probabilité".[12] Par conséquent, en déterminant au titre de l'article 11.3 s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, l'autorité ne peut pas faire abstraction des disciplines prescrites par l'article 2.

L'article 3 de l'Accord antidumping définit le "dommage" aux fins de cet accord. La détermination d'une autorité au titre de l'article 11.3 sur le point de savoir s'il est probable que le "dommage" subsistera ou se reproduira doit donc satisfaire aux prescriptions de cette disposition. L'article 3.1 exige que la "détermination de l'existence d'un dommage" par l'autorité se fonde sur des "éléments de preuve positifs" et sur "un examen objectif" "a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits".[13] L'article 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 impose des obligations supplémentaires, relatives à l'examen de certains facteurs et indices économiques qui influent sur la situation de la branche de production nationale, au lien de causalité et aux règles applicables à toutes les déterminations d'un dommage futur.

III. RÉEXAMENS À L'EXTINCTION EFFECTUÉS PAR LES ÉTATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

La première communication du Mexique présente une argumentation convaincante. Comme le Mexique l'a expliqué, certaines dispositions de la législation des États-Unis ainsi que leur pratique contreviennent à leurs obligations au titre de l'article 11.3, et leur application au Mexique de leurs lois et règlements dans ces réexamens spécifiques "à l'extinction" et "aux fins d'abrogation" est marquée par plusieurs violations de l'article 11.2 et 11.3.

---

[9] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 111.

[10] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 113 (non souligné dans l'original).

[11] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 126 à 132.

[12] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 130.

[13] Non souligné dans l'original. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 192 et 193 (notes de bas de page omises).

A. EN ÉTABLISSANT UNE PRÉSOMPTION DE DOMMAGE PROBABLE INCOMPATIBLE AVEC LES RÈGLES DE L'OMC, CERTAINES LOIS, RÉGLEMENTATIONS ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DE L'OMC

19 U.S.C. § 1675a c) 1), l'Énoncé des mesures administratives (SAA)[14] et le *Sunset Policy Bulletin* ("SPB")[15], en tant que tels, ainsi que la pratique constante du Département dans les affaires de réexamen à l'extinction (exposée dans la pièce n° 62 du Mexique), établissent la présomption incompatible avec les règles de l'OMC qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit antidumping est supprimé.[16]

En vertu de la législation des États-Unis, un poids décisif est conféré aux diminutions du volume des importations et/ou à l'existence de marges de dumping antérieures. Ce sont les exportateurs qui ont la charge de convaincre le Département qu'il y a lieu à tout le moins de prendre en considération d'autres facteurs. En ce qui concerne la détermination de la probabilité d'un dumping, le Département traite toujours les marges de dumping et/ou la diminution des volumes d'importation comme des indications extrêmement probantes de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. L'un de ces facteurs ou les deux sont considérés par le Département comme constituant un élément de preuve suffisant pour déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé.[17] L'application mécanique de ces critères exclut que le Département effectue le "réexamen" requis et établisse une "détermination" fondée sur de nouveaux éléments de preuve, contrairement à la prescription de l'article 11.3, et établit la présomption qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Dans le système mis en œuvre par les États-Unis, il est presque certain qu'au moins un des trois critères de base sera satisfait dans chaque affaire.[18]

En outre, les États-Unis appliquent un critère moins exigeant que le critère "probable" ou "vraisemblable" prescrit par l'article 11.3. En effet, le SAA dispose que le Département interprétera le membre de phrase "probable que le dumping ... subsiste[ra] ou se reprodui[ra]" comme signifiant que *n'importe quelle* détermination – négative ou positive – est admissible dès lors que l'un ou l'autre résultat est "possible".[19]

Les éléments de preuve empiriques avancés par le Mexique démontrent que chaque fois que le Département constate qu'il est satisfait à au moins un des trois critères énoncés dans la section II.A.3 du SPB (persistance du dumping, cessation des importations, et absence de dumping avec une diminution notable des importations), le Département formule une constatation positive de dumping probable sans prendre en considération d'autres facteurs. Les déterminations du Département elles-mêmes démontrent qu'elles sont fondées uniquement sur l'application mécanique de présomptions.

Concernant la détermination de la probabilité d'un dumping, le Département ne prend même pas en considération des facteurs autres que les marges de dumping et les volumes d'importation (tels que le prix, le coût, le marché ou les facteurs économiques), à moins qu'une partie intéressée ne le

---

[14] SAA, pages 889 et 890.
[15] SPB, section II.A.3.
[16] Première communication du Mexique, section VII.A.
[17] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 171.
[18] Dans les 227 réexamens à l'extinction complets ou accélérés effectués par le Département, aucune société interrogée n'a pu franchir l'obstacle des trois critères prescrits par le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* et amener ainsi le Département à déterminer que le dumping n'était pas probable. *Voir* la pièce n° 62 du Mexique.
[19] SAA, page 883.

convainque qu'il existe des "raisons valables" de le faire. Le SPB attribue aux parties intéressées la charge de communiquer des renseignements ou des éléments de preuve qui justifieraient la prise en considération des autres facteurs en question.

Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a souligné que la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 ne pouvait pas être fondée "uniquement sur l'application mécanique de présomptions" mais devait au contraire reposer sur des "éléments de preuve solides".[20] Contrairement à ce qu'a déclaré sans ambiguïté l'Organe d'appel, les déterminations de la probabilité établies par le Département relèvent exclusivement de "l'application mécanique de présomptions". Dans la totalité (227 sur 227) des réexamens à l'extinction complets ou accélérés, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Dans la totalité des réexamens à l'extinction où il a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, le Département n'a pas effectué l'analyse prospective prescrite par l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

Dans leur première communication, les États-Unis tentent de nier que l'analyse empirique du Mexique a une signification claire en faisant observer qu'il y a eu seulement 35 affaires où des parties intéressées interrogées ont contesté l'existence de la probabilité d'un dumping.[21] Les États-Unis ont fait une tentative identique dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine. Toutefois, leur thèse n'est pas convaincante. Premièrement, on peut douter de la validité de leur décision de se concentrer sur les affaires "avec participation" parce que même quand les parties intéressées interrogées ne participent pas à un réexamen à l'extinction, ils ont toujours "le devoir de rechercher les renseignements pertinents"[22] et de veiller à ce que leur détermination de la probabilité d'un dumping s'appuie sur une "base factuelle suffisante".[23] Ils ne peuvent pas présumer passivement dans ces affaires qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Deuxièmement, même à supposer que seules les affaires "à participation" soient pertinentes, 35 sur 35 prouvent toujours le bien-fondé des éléments *prima facie* du Mexique. Les États-Unis ne peuvent tout simplement pas contester que dans 100 pour cent de ces affaires, le Département confère un poids décisif aux diminutions du volume des importations et/ou à l'existence de marges de dumping antérieures et qu'il a eu ainsi recours à une présomption incompatible avec les règles de l'OMC. En fait, comme les États-Unis eux-mêmes l'expliquent, "dans chacune de ces 35 affaires, les éléments de preuve ont dessiné un scénario qui satisfaisait à un ou plusieurs des critères désignés dans le *Sunset Policy Bulletin* comme des indices de probabilité".

En tout état de cause, même si le point de repère des affaires dites "à participation" utilisé par les États-Unis était retenu, l'Argentine ferait observer qu'il y a eu en réalité 43 affaires où des sociétés interrogées ont contesté la détermination de la probabilité. La pièce n° 62 du Mexique montre que le Département a effectué 26 réexamens complets à l'extinction auxquels des sociétés interrogées ont participé. En outre, des parties intéressées interrogées ont participé à 17 réexamens accélérés à l'extinction.[24] Des parties intéressées interrogées ont donc "contesté" la détermination de la probabilité dans 43 (26 plus 17) réexamens à l'extinction.

---

[20] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 178.

[21] Voir la première communication des États-Unis, DS282, paragraphe 107.

[22] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 199.

[23] Rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 7.177 et 7.279.

[24] Comme le Mexique, l'Argentine a effectué dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine*, une étude exhaustive des réexamens à l'extinction. Contrairement au Mexique, toutefois, l'Argentine a pris en compte le degré de participation des parties intéressées étrangères dans chaque réexamen à l'extinction (effectué jusqu'en décembre 2003). Elle a constaté qu'outre les 26 réexamens complets, des sociétés interrogées ont participé à 17 réexamens accélérés. Voir la deuxième communication de l'Argentine, *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine*, DS268, 8 janvier 2004, note 119 (citant la pièce n° 63 de l'Argentine).

Enfin, l'Argentine fait observer qu'indépendamment de la question de savoir si le Groupe spécial est convaincu que le Mexique a assumé la charge qui lui incombait de démontrer que la législation des États-Unis, le SAA et le *Sunset Policy Bulletin* établissaient la présomption incompatible avec les règles de l'OMC que le dumping serait probable, le Mexique a démontré que les États-Unis avaient violé l'article X:3 a) du GATT de 1994. Cet article dispose que l'autorité "appliquera d'une manière ... impartiale et raisonnable tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives" visés à l'article X:1. Les résultats des réexamens à l'extinction du Département démontrent que celui-ci n'a pas appliqué d'une manière impartiale et raisonnable les lois, règlements et décisions judiciaires et administratives antidumping des États-Unis qui étaient applicables aux réexamens à l'extinction qu'il a effectués, contrairement aux dispositions de l'article X:3 a).[25] Il est tout simplement impossible de croire qu'un réexamen fondé sur des éléments de preuve positifs a pu déboucher sur une constatation positive de dumping "probable" dans chacune des 227 affaires où la branche de production des États-Unis demande le maintien de la mesure antidumping. Un bilan de 227 victoires et aucune défaite pour la branche de production des États-Unis semble révélateur d'un manque d'impartialité et d'une application déraisonnable des lois nationales.

B. LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DUMPING ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE DU MEXIQUE ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

Comme le démontre la première communication du Mexique, le Département s'est entièrement appuyé sur la diminution des volumes d'importation d'OCTG mexicains pour conclure qu'il était probable que le dumping se reproduirait.[26] Le Département a justifié la décision qu'il a prise en fonction du volume en se retranchant derrière la législation des États-Unis, le SAA et le SPB. Il n'a pas tenu compte des éléments de preuve et des explications fournis par les exportateurs mexicains pour indiquer les raisons pour lesquelles les volumes d'exportation ont été plus faibles après l'imposition de l'ordonnance en 1995 et pourquoi la marge de dumping résultant de l'enquête initiale n'était pas pertinente pour la question de savoir s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

L'Organe d'appel a dit qu'il n'était pas conforme à l'article 11.3 qu'une autorité tire dans le cadre de réexamens au titre de cet article des inférences décisives fondées uniquement sur la diminution des volumes d'importation sans procéder à une analyse factuelle au cas par cas visant à déterminer la cause de ces diminutions.[27] Pourtant, c'est précisément ce que le Département a fait dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique. Il s'est appuyé uniquement sur des chiffres relatifs aux volumes d'importation après la publication de l'ordonnance sans effectuer d'analyse prospective et a ainsi violé l'article 11.3. Une analyse de fond est nécessaire dans chaque cas.

De plus, les lacunes de l'analyse du Département ont été aggravées dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique. Les éléments de preuve versés au dossier ont démontré que la situation du marché et les circonstances économiques existant au moment de l'enquête initiale n'existaient plus et qu'il n'était pas probable qu'elles existeraient à l'avenir.[28]

Après une détermination de l'existence d'un dumping établie, lors de l'enquête initiale effectuée en 1994, sur la base des "meilleurs renseignements disponibles", TAMSA a obtenu lors des réexamens administratifs qui ont immédiatement précédé le réexamen à l'extinction trois

---

[25] *Voir* la première communication du Mexique, sections VII.A et B, et sa pièce n° 62.
[26] Première communication du Mexique, section VII.C.
[27] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 177.
[28] Voir la première communication du Mexique, paragraphes 129 à 144.

déterminations consécutives d'absence de dumping. Et il n'a jamais été démontré qu'Hylsa pratiquait le "dumping"au sens de l'article 2 de l'Accord antidumping.

En l'espèce, les deux exportateurs mexicains ont participé pleinement au réexamen à l'extinction et ont communiqué des renseignements factuels pour expliquer pourquoi les niveaux d'exportation avaient diminué après l'imposition de l'ordonnance en 1995 et pourquoi la marge de dumping résultant de l'enquête initiale n'était pas pertinente pour la question du dumping probable.[29] Le Département n'a pas tenu compte des éléments de preuve pertinents et, pour ce qui est des volumes d'exportation, a considéré que les raisons de leur diminution données par TAMSA étaient dénuées de pertinence.[30]

Si le Département avait effectué le réexamen tourné vers l'avenir prescrit par l'article 11.3, il aurait été clair que la forte dévaluation du peso en 1994 était un événement isolé qui ne se reproduirait probablement pas et qu'il n'y avait pas lieu de présumer mécaniquement que le taux antérieur de 21,70 pour cent calculé pour la marge lors des années précédentes avait une quelconque validité aux fins de l'analyse à l'extinction.

En résumé, en établissant sa détermination de la probabilité d'un dumping dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG mexicains, le Département n'a pas tenu compte de renseignements actuels et pertinents et n'a pas procédé à une analyse prospective. Il est ainsi parvenu à une détermination à l'extinction incompatible avec l'article 11.3.

C. UNE ANALYSE CUMULATIVE DU DOMMAGE EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3

Conformément à l'argumentation présentée par l'Argentine sur cette question dans l'affaire DS268, le Mexique a raison d'affirmer que le recours à une analyse cumulative du dommage n'est pas compatible avec les droits accordés aux différents Membres de l'OMC par l'article 11.3.[31] Cet article a pour but de conférer à chaque Membre de l'OMC le droit d'obtenir qu'une mesure visant ses exportations soit supprimée au bout de cinq ans à moins qu'il ne soit probable que celles-ci fassent l'objet d'un dumping au sens de l'article 2 et qu'il ne soit probable qu'elles causent un dommage au sens de l'article 3. Les analyses cumulatives du dommage sont contraires à l'objet et au but de l'article 11.3 parce qu'elles subordonnent le droit de chaque Membre d'obtenir l'abrogation d'une mesure antidumping visant ses importations aux pratiques commerciales des exportateurs d'autres pays.

En outre, la notion de simultanéité est fondamentale pour la raison d'être du cumul. Autrement dit, la marchandise visée doit être importée simultanément et il doit y avoir sur le marché une concurrence attestée. Sinon, l'effet cumulatif des importations sur le marché importateur ne pourrait pas être correctement évalué. En conséquence, si, comme le démontre la première communication du Mexique, la Commission n'a pas défini le laps de temps dans lequel il était probable que le dommage se reproduirait, comment pourrait-elle alors être certaine que les importations entreront simultanément sur le marché des États-Unis? Si la Commission a examiné la probabilité d'un chevauchement raisonnable de la concurrence entre les importations visées, elle n'a pas lié l'analyse qu'elle a effectuée à cet égard au laps de temps dans lequel il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait au sens de l'article 11.3. De ce fait, le fondement de la détermination de la Commission selon laquelle les importations seront simultanément présentes sur le marché des États-Unis et causeront probablement un dommage est vicié. Par conséquent, indépendamment du laps de temps dans lequel le dommage doit se reproduire, aux fins de l'obligation

[29] Case Brief of TAMSA, *Sunset Review of Oil Country Tubular Goods ("OCTG") from Mexico*, A-201-817, (11 décembre 2000) pages 3 à 8 (pièce n° 39 du Mexique).

[30] *Sunset Review Issues and Decision Memorandum*, page 4 (pièce n° 19 du Mexique).

[31] Voir la première communication du Mexique, section VIII.E.

énoncée à l'article 11.3, et même à supposer pour les besoins de l'argumentation que les articles 3.3 et 11.3 n'interdisent pas le cumul dans les réexamens au titre de l'article 11.3, il ressort clairement du dossier que la manière dont la Commission a cumulé les importations en l'espèce est incompatible avec l'article 11.3.

L'Argentine pense aussi que le Mexique a également eu raison d'affirmer que les termes exprès de l'Accord antidumping interdisent le cumul dans les réexamens au titre de l'article 11.3.[32] Comme elle l'a fait valoir dans sa communication concernant l'affaire DS268, l'article 11.3 mentionne un droit antidumping au singulier, non au pluriel. Tel qu'il est libellé, cet article prescrit donc à l'autorité de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation d'une *unique* mesure antidumping – et non de l'abrogation de multiples mesures antidumping. Par conséquent, il ne permet pas le cumul. Une lecture de l'article 11.3 dans le contexte de l'Accord antidumping dans son ensemble vient elle aussi étayer cette conclusion.

Par l'article 3.3, l'Accord antidumping limite le recours à une analyse cumulative du dommage aux "enquêtes", et encore seulement lorsque certaines conditions sont remplies. Le fait que l'article 3.3 prévoit, en le subordonnant à des conditions, le recours au cumul dans les "enquêtes" mais non dans les "réexamens" indique qu'une analyse cumulative du dommage n'est pas permise dans les déterminations de la probabilité d'un dommage établies dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3. Le fait que ni l'article 3.3 ni l'article 11.3 ne contiennent de renvoi l'un à l'autre corrobore cette interprétation. L'article 11.3 comporte des renvois explicites à d'autres articles de l'Accord antidumping (tels que les articles 6 et 8) et d'autres articles de l'Accord renvoient expressément à l'article 11 (c'est le cas, par exemple, de l'article 12.3). Il est donc évident que "lorsque l'intention des négociateurs ... était que les disciplines énoncées dans une disposition soient appliquées dans un autre contexte, ils l'ont expressément prévu".[33] En conséquence, l'absence de renvois entre les articles 11.3 et 3.3 indique que les rédacteurs de l'Accord antidumping n'avaient pas l'intention d'étendre à la détermination de la probabilité d'un dommage dans le cadre d'un *réexamen* au titre de l'article 11.3 le *recours limité* à une analyse cumulative du dommage permis dans le cadre d'une *enquête*. De plus, il n'y a aucune mention générale du cumul dans l'Accord antidumping et le cumul n'est pas défini en termes généraux aux fins de l'Accord antidumping, comme le sont les mots "dumping" et "dommage".[34]

D. UNE DÉTERMINATION DE DOMMAGE AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3 DOIT SATISFAIRE AU CRITÈRE "PROBABLE" AINSI QU'AUX PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE DE L'ARTICLE 3.1

Les éléments de preuve requis par l'article 11.3 doivent être suffisants pour établir que le dommage serait "probable". L'Organe d'appel a réaffirmé qu'à l'article 11.3, le terme "probable" signifie "vraisemblable".[35] Par conséquent, l'autorité doit déterminer que le dommage serait *vraisemblable* au moment de l'abrogation de la mesure antidumping pour justifier le maintien des droits antidumping en vertu de l'article 11.3. Si les éléments de preuve ne sont pas concluants ou sont insuffisants pour qu'une personne raisonnable et objective dise que le dommage est "probable", la mesure doit être supprimée. Les États-Unis ont pourtant interprété le terme "probable" dans le

[32] Voir la première communication du Mexique, paragraphe 254.

[33] Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 69.

[34] Par un raisonnement analogue à celui de l'Argentine dans l'affaire DS268, le Mexique fait valoir de façon convaincante ce qui suit dans le cadre de son argument formulé à titre subsidiaire: "À supposer pour les besoins de l'argumentation que les articles 3.3 et 11.3 n'interdisent pas le cumul dans les réexamens au titre de l'article 11.3, les dispositions de l'article 3.3 doivent alors être appliquées aux analyses cumulatives dans les réexamens à l'extinction. En fait, l'application de la prescription *de minimis* ou de la prescription relative au caractère négligeable aurait empêché le cumul en l'espèce. L'analyse cumulative du dommage faite par la Commission dans sa détermination à l'extinction n'a donc pas satisfait aux prescriptions de l'article 3.3." Première communication du Mexique, paragraphe 261.

[35] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 110 et 111.

contexte de l'article 11.3 comme signifiant "possible" ou correspondant à un "concept qui, sur une échelle de certitude relative, se situe quelque part entre "vraisemblable" et "possible"."[36] Les tribunaux des États-Unis ont dit que la Commission n'avait pas appliqué le critère du dommage "probable" dans les réexamens à l'extinction.[37]

Il est clair que les États-Unis n'ont pas appliqué en l'espèce un critère "vraisemblable". D'ailleurs, dans une contestation en vertu de l'ALENA de la détermination à l'extinction établie en l'espèce, la Commission a déclaré que le SAA lui interdisait d'appliquer un critère "vraisemblable".[38]

Les éléments de preuve requis pour une détermination d'un "dommage probable" au titre de l'article 11.3 sont, comme pour une détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3, des éléments de preuve positifs suffisants pour satisfaire aux critères de fond du dommage énoncés à l'article 3. De plus, ces éléments de preuve doivent également répondre au critère "probable" de l'article 11.3. L'article 3 s'applique aux réexamens au titre de l'article 11.3 en vertu de la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping, qui dispose que "*[p]our les besoins du présent accord, le terme "dommage*" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; *il sera interprété conformément aux dispositions de cet article*". (pas d'italique dans l'original.) L'article 11 ne donne pas d'autre définition du "dommage" à ses propres fins; par conséquent, la détermination par l'autorité de la probabilité d'un "dommage" au titre de l'article 11.3 doit se conformer à l'article 3.[39] L'article 3.1 prescrit à l'autorité de fonder la détermination du "dommage" sur des "éléments de preuve positifs" et "un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits".

En conséquence, la détermination par l'autorité du dommage probable au titre de l'article 11.3 doit aussi se fonder sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif du volume probable, des effets probables sur les prix et de l'incidence probable des importations visées par la mesure considérée. L'analyse de la probabilité d'un dommage est également assujettie aux prescriptions imposées par l'article 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la prise en considération de facteurs et d'indices économiques spécifiques ayant une incidence sur la situation de la branche de production nationale et le lien de causalité, ainsi qu'aux règles spéciales concernant toutes les déterminations d'un dommage futur.

L'Argentine fait observer que le volet dommage du réexamen au titre de l'article 11.3 visant les importations d'OCTG mexicains est identique au volet dommage du réexamen au titre de l'article 11.3 visant les OCTG argentins en cause dans l'affaire DS268. Elle souscrit à tous les arguments "tels qu'appliqués" du Mexique qui ont trait au volet dommage du réexamen. La décision de la Commission est fondée sur des conjectures et, au mieux, sur des événements "possibles" basés sur les éléments de preuve recueillis au cours du réexamen. La détermination de la Commission ne

---

[36] *Voir* la première communication du Mexique, section VIII.A; *voir aussi* le SAA, page 883 ("Il peut y avoir plus d'un résultat probable à la suite de l'abrogation ou de la clôture. La possibilité d'autres résultats probables ne signifie pas qu'une détermination selon laquelle il est probable que les subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, ou le dommage, subsisteront ou se reproduiront en cas d'abrogation ou de clôture est une détermination erronée ...") (Pièce n° 26 du Mexique); Int'l Trade Comm'n Remand Determ. Pursuant to *Usinor Industeel S.A., et. al v.United States*, n° 01-00006 (juillet 2002) page 6 (pièce n° 45 du Mexique).

[37] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphe 171.

[38] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphe 171 et la pièce n° 47 du Mexique.

[39] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 7.99 à 7.101; le rapport du Groupe spécial *DRAM originaires de Corée*, paragraphe 6.59, note 501 ("Nous notons qu'en vertu de la note 9 de l'Accord antidumping, le terme "dommage" figurant à l'article 11.2 "sera interprété conformément aux dispositions de" l'article 3.").

démontre pas, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il est "probable" que le dommage subsistera ou se reproduira.

E. 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) ET 5) SONT INCOMPATIBLES EN TANT QUE TELS AVEC LES ARTICLES 11.3 ET 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

Conformément à l'analyse de l'Argentine dans l'affaire DS268, le Mexique démontre de façon convaincante que 19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5) sont incompatibles en tant que tels avec les articles 11.3 et 3 de l'Accord antidumping.[40] L'article 11.3 prescrit à l'autorité de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si une mesure antidumping est supprimée. La détermination par l'autorité de la probabilité d'un dommage ne doit donc pas se fonder sur des conjectures concernant les conditions qui pourraient exister sur le marché dans plusieurs années mais sur la probabilité d'un dommage au moment de la "suppression" de la mesure.

L'article 1675 a) 1) prescrit à la Commission de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible". Le SAA explique que "le "laps de temps raisonnablement prévisible" ... excédera normalement le laps de temps "imminent" applicable dans une analyse de l'existence d'une menace de dommage".[41] De plus, l'article 1675 a) 5) prescrit que la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais ne se manifester qu'à plus longue échéance". En conséquence, en définissant le "laps de temps raisonnablement prévisible" comme étant plus long que le laps de temps "imminent", les dispositions légales des États-Unis sont incompatibles avec l'Accord antidumping, qui exige que la détermination soit fondée sur le dommage au moment de la "suppression" du droit.

L'article 1675 a) 1) et 5) est également incompatible avec l'article 3.7 de l'Accord antidumping, qui exige que les déterminations d'un dommage "se fonde[nt] sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités", et que les circonstances dans lesquelles le dommage se produira soient "imminent[es]". Les dispositions des États-Unis prévoient qu'il n'est pas nécessaire que la détermination de la probabilité d'un dommage se fonde sur un dommage "imminent" et favorise ainsi les conjectures.

IV. LES ÉTATS-UNIS ONT VIOLÉ EN L'ESPÈCE L'ARTICLE 11.2 ET 11.3 EN CONFÉRANT UN POIDS DÉCISIF À LA DIMINUTION DES VOLUMES D'IMPORTATION

L'Argentine n'est pas surprise par la nature des allégations avancées en l'espèce par le Mexique. D'ailleurs, comme elle l'a indiqué plus haut, elle est actuellement engagée avec les États-Unis dans une procédure distincte de règlement des différends de l'OMC portant sur des questions dont beaucoup sont les mêmes, dans le cadre de l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les OCTG en provenance d'Argentine*, DS268. En outre, dans le cadre de son affaire, l'Argentine a également effectué une analyse complète de tous les réexamens à l'extinction du Département, y compris le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique.

Le différend soumis par le Mexique offre des éléments de preuve déterminants montrant que les États-Unis n'ont pas loyalement mis en œuvre leurs obligations au titre de l'article 11. En ce qui concerne les obligations à l'extinction établies par l'article 11.3, les États-Unis ont recours à des présomptions et à des critères juridiques incorrects qui permettent aux autorités administrantes de maintenir des mesures antidumping au-delà de la limite de cinq ans prévue par cet article. S'agissant du réexamen à l'extinction effectué par le Département, la seule existence de marges de dumping antérieures ou une diminution du volume après l'imposition de droits antidumping suffit à maintenir

[40] *Voir* la première communication du Mexique, section VIII.G.
[41] SAA, page 887 (pièce n° 26 du Mexique).

en vigueur une mesure antidumping. Pour sa part, la Commission concède qu'elle n'applique pas un critère "vraisemblable" pour établir la détermination de dommage probable. La Commission subordonne aussi systématiquement les droits des Membres à la suppression de la mesure aux activités d'importation d'importateurs d'autres pays en évaluant cumulativement les effets des importations dans l'analyse du dommage probable.

Pour aggraver ces problèmes, les États-Unis considèrent qu'étant donné que leurs déterminations à l'extinction au titre de l'article 11.3 correspondent à une décision sur la base de l'ordonnance dans son ensemble (du pays dans son ensemble), le fait qu'un exportateur donné peut ne pas pratiquer le dumping ou causer un dommage n'est pas déterminant. Ils soutiennent que d'autres procédures en vigueur aux États-Unis permettent à une société de faire abroger une ordonnance pour ce qui la concerne et que ces procédures mettent en œuvre leurs obligations au titre de l'article 11.2, par exemple lorsqu'un exportateur obtient des déterminations consécutives d'absence de dumping dans trois réexamens administratifs consécutifs de l'ordonnance en matière de droits antidumping.

Comme cela est expliqué dans l'affaire DS268 – le différend entre les États-Unis et l'Argentine – l'expérience du Mexique tranche nettement avec les descriptions que font les États-Unis de leurs procédures et de leurs pratiques concernant l'application des prescriptions de l'article 11. Dans l'affaire DS268, les États-Unis ont fait valoir que si seulement le producteur argentin, Siderca, avait continué ses expéditions aux États-Unis après l'imposition de la mesure, ou si seulement la société avait participé au processus de réexamen annuel, les résultats auraient pu être différents. En l'espèce, toutefois, ni la participation pleine et entière des sociétés mexicaines à des réexamens complets à l'extinction dans lesquels les éléments de preuve ont montré qu'il n'était pas probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait (conformément aux prescriptions de l'article 11.3), ni la participation d'une société au processus de réexamen annuel et sa capacité d'obtenir trois constatations consécutives d'absence de dumping (marges nulles) pour démontrer que l'ordonnance n'était plus nécessaire pour neutraliser le dumping (conformément aux prescriptions de l'article 11.2) n'ont entraîné la suppression des droits antidumping.

Comme nous l'avons fait observer plus haut, les États-Unis ont affirmé dans l'affaire DS268, de même que dans d'autres affaires de réexamen à l'extinction, que ces réexamens étaient effectués sur la base de "l'ordonnance dans son ensemble". En se fondant sur cette approche, les États-Unis ont jugé limitée la pertinence de la participation des exportateurs individuels.[42] Le résultat d'une telle approche est que le maintien d'une ordonnance antidumping peut être fondé sur des circonstances qui n'ont aucun rapport avec une société individuelle, quelle qu'elle soit. En même temps, les États-Unis ont souligné à maintes reprises tout au long de ce différend que leurs procédures permettaient à une société de faire abroger une ordonnance pour ce qui la concerne si elle obtenait des marges nulles dans trois réexamens administratifs consécutifs.[43]

Les États-Unis ont par exemple déclaré dans leur deuxième communication:

> Plus précisément, l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits antidumping pour une société donnée est possible en droit des États-Unis par application de deux méthodes (les abrogations partielles d'ordonnances en matière de droits antidumping

[42] *Voir par exemple* les réponses des États-Unis à la première série de questions de l'Argentine, DS268 (8 janvier 2004), paragraphe 12; les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial, DS268 (8 janvier 2004), paragraphes 3 et 19; les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, DS268 (13 février 2004), paragraphe 3.

[43] Réponse orale des États-Unis à une question posée par le Groupe spécial pendant la première réunion de fond avec les parties; *voir aussi* la deuxième communication écrite des États-Unis, *États-Unis - Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268 (8 janvier 2004), paragraphes 13 à 15 ("DS268, deuxième communication des États-Unis").

> sont généralement dénommées "company-specific" revocations (abrogations "par société" dans le langage des États-Unis). La première méthode, la plus courante, consiste pour un producteur ou un exportateur à demander une abrogation conformément à l'article 351.222 b) 2) de la *Réglementation du Département du commerce*, c'est-à-dire, après trois réexamens administratifs annuels dans desquels le Département a calculé, à chaque fois, une marge de dumping nulle ou *de minimis* pour le producteur ou l'exportateur demandant l'abrogation.
>
> La deuxième méthode qui s'offre à un producteur ou un exportateur cherchant à obtenir une abrogation est le réexamen "pour changement de circonstances". Le producteur ou l'exportateur qui y a recours peut demander un réexamen à tout moment après avoir communiqué des renseignements selon lesquels un changement de circonstances justifie un réexamen aux fins d'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping.
>
> Un producteur ou un exportateur peut donc demander pour lui-même l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping avant que soit engagé un réexamen à l'extinction.[44]

Les États-Unis ont ainsi souligné que, si le Département rendait ses déterminations dans les réexamens à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, la législation américaine permettait toutefois à un producteur/exportateur étranger donné de demander une abrogation par société avant que soit engagé un réexamen à l'extinction. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis dans leur première communication relative à la présente affaire (DS282)[45], l'Argentine estime que le respect des obligations énoncées à l'article 11.2 pourrait bien exiger la suppression d'un droit antidumping par société. Dans l'affaire DS268, les États-Unis ont fait référence aux articles 351.222 b) 2) et 351.216 de la Réglementation du Département qui, ont-ils indiqué, prévoyaient des procédures d'abrogation par société. En vertu de l'article 351.222 b) 2), un producteur/exportateur étranger peut demander une abrogation par société si le Département a calculé pour elle des marges nulles ou *de minimis* dans trois réexamens administratifs. En vertu de l'article 351.216, un producteur/exportateur étranger peut faire valoir qu'un "changement de circonstances" justifie l'abrogation d'une ordonnance pour ce qui la concerne. Selon les États-Unis, "[l]'Organe d'appel a reconnu dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* qu'il était important que ces procédures soient disponibles pour garantir qu'un droit antidumping ne resterait en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui causait un dommage".[46]

Dans le différend soumis par le Mexique, les faits démentent les déclarations faites par les États-Unis dans l'affaire DS268. TAMSA a continué à exporter aux États-Unis pendant toute la durée d'application de l'ordonnance et a participé à trois réexamens administratifs. Dans chacun de ces réexamens, le Département a déterminé que la société ne pratiquait pas le dumping. La société a donc obtenu trois marges nulles consécutives et démontré ainsi que l'ordonnance n'était plus nécessaire pour neutraliser le dumping, conformément aux prescriptions de l'article 11.2. Le Département n'a

---

[44] DS268, deuxième communication des États-Unis, paragraphe 13 (notes de bas de page omises).

[45] Première communication des États-Unis, DS282, paragraphe 147.

[46] DS268, deuxième communication des États-Unis, paragraphe 15. Les États-Unis ont cité le paragraphe 199 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* à l'appui de cette affirmation. Or, ce paragraphe ne se rapporte pas aux dispositions des articles 351.222 b) 2) et 351.216 relatives à l'abrogation par société. À en juger par une citation figurant plus haut dans la deuxième communication des États-Unis, il semble qu'ils aient eu l'intention de citer le paragraphe 158 du rapport de l'Organe d'appel. Cependant, contrairement à ce qu'ils disent, l'Organe d'appel n'a pas dit dans ce paragraphe (ni ailleurs dans le rapport) que ces dispositions étaient compatibles avec l'article 11.1 (c'est-à-dire "que le temps et dans la mesure nécessaires"). Il s'est borné à citer les dispositions des États-Unis en expliquant que l'article 11.3 n'empêchait pas les autorités d'établir des déterminations séparées de la probabilité pour des producteurs et des exportateurs individuels. (Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 158.)

pas abrogé l'ordonnance et n'a pas tenu compte des résultats des trois réexamens annuels complets qu'il avait effectués, en justifiant sa décision comme suit:

> Étant donné que TAMSA n'a pas participé de façon significative au marché, ses ventes pendant ces périodes ne fournissent pas une base raisonnable pour déterminer qu'il est improbable que cette société pratiquera le dumping à l'avenir. Nous constatons par conséquent que TAMSA ne remplit pas les conditions requises par les dispositions de 19 CFR 351.222 e) 1) ii) et 19 CFR 351.222 d) 1) pour une abrogation de l'ordonnance visant les OCTG.[47]

Comme le fait valoir le Mexique, la détermination établie par le Département, dans le cadre du quatrième réexamen, à l'effet de ne pas abroger l'ordonnance telle qu'appliquée à TAMSA est viciée à plusieurs égards. Ainsi que le démontre le Mexique dans sa première communication, les États-Unis ont violé l'article 11.2 parce que: 1) le Département a appliqué un critère qui exigeait qu'il soit démontré que le dumping n'était "pas probable" à l'avenir; 2) le Département a arbitrairement imposé une prescription liminaire relative aux "quantités commerciales" qui n'a pas de fondement à l'article 11.2; et 3) le Département n'a pas tenu compte des éléments de preuve positifs démontrant que la mesure n'était pas nécessaire pour neutraliser le dumping.[48]

L'Argentine souscrit aux trois éléments de l'argumentation du Mexique. Toutefois, elle souhaite appeler spécifiquement l'attention du Groupe spécial sur le rôle que jouent les volumes d'importation dans la détermination du Département au titre de l'article 11.2 décrite par le Mexique. Comme le Mexique l'indique clairement dans sa communication, les déterminations du Département à l'effet de ne pas abroger la mesure pour ce qui concerne TAMSA – en vertu des mécanismes prévus par la législation des États-Unis tant au titre de l'article 11.2 que de l'article 11.3 – étaient uniquement fondées sur une comparaison entre le volume des importations aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête initiale et le volume d'OCTG expédiés pendant chacune des trois périodes pertinentes pour les réexamens administratifs. Le Département a dit ce qui suit dans le réexamen au titre de l'article 11.3:

> Nous ne souscrivons pas à l'allégation de TAMSA selon laquelle le Département ne peut pas fonder sa décision sur le point de savoir s'il est probable que le dumping reprendra si l'ordonnance est abrogée sur le fait que les volumes d'exportation ont été nettement inférieurs après la publication de l'ordonnance au niveau qu'ils atteignaient auparavant. Comme cela est expliqué dans la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin*, à la page 889 du SAA et aux pages 63 et 64 du rapport de la Chambre des représentants, si le volume des importations a notablement diminué après la publication de l'ordonnance et si le dumping a été éliminé, le Département peut raisonnablement en inférer que le dumping reprendrait si l'ordonnance était abrogée. L'hypothèse selon laquelle la diminution des niveaux d'exportation de TAMSA après la publication de l'ordonnance était le résultat d'une stratégie commerciale prudente et nécessaire et le fait que TAMSA a pu vendre de petites quantités d'OCTG sans dumping ne contredisent nullement l'inférence du Département. S'il était devenu "prudent et nécessaire" d'effectuer des ventes moins nombreuses à des prix établis dans des conditions plus loyales pendant que la discipline instituée par l'ordonnance était en vigueur, il serait raisonnable d'en inférer qu'il était probable que le dumping reprendrait si de telles disciplines cessaient d'exister et s'il n'était plus "nécessaire"

[47] Voir la première communication du Mexique, paragraphe 301 (citant *Fourth Review Issues and Decision Memorandum*, page 9 (pièce n° 9 du Mexique)).

[48] Voir la première communication du Mexique, section IX.C.

> pour TAMSA et d'autres exportateurs mexicains de maintenir la même stratégie commerciale.[49]

De même, dans le réexamen au titre de l'article 11.2, le Département a expressément défendu l'"inférence" qu'il avait tirée de la diminution des volumes d'importation et justifié l'utilisation du critère liminaire dit des "quantités commerciales":

> Comme cela est expliqué aux pages 889 et 890 du SAA et aux pages 63 et 64 du rapport de la Chambre des représentants, si le volume des importations a diminué notablement après la publication de l'ordonnance et si le dumping a été éliminé, le Département peut raisonnablement en inférer que le dumping reprendrait si l'ordonnance était abrogée. La même logique s'applique aussi par société. L'hypothèse selon laquelle la diminution des niveaux d'exportation de TAMSA après la publication de l'ordonnance résultait d'un marché des OCTG déprimé et d'un taux de dépôt élevé, et le fait que TAMSA a pu vendre de petites quantités d'OCTG sans dumping ne contredisent nullement l'inférence du Département. S'il était devenu nécessaire de faire des ventes moins nombreuses à des prix établis dans des conditions plus loyales pendant que la discipline instituée par l'ordonnance était en vigueur, il serait raisonnable d'en inférer qu'il était probable que le dumping reprendrait si de telles disciplines cessaient d'exister, en particulier si TAMSA devait à nouveau affronter un "marché déprimé" dans cette branche de production très cyclique.[50]

Ces déclarations ne laissent aucun doute sur le fait que les États-Unis ne se sont pas en l'espèce acquittés de leurs obligations au titre de l'article 11.2 ou 11.3. Comme dans le traitement des exportations argentines examiné dans l'affaire DS268, les décisions du Département relatives aux exportations mexicaines démontrent clairement que celui-ci a conféré un poids décisif à un seul facteur – la diminution des volumes d'exportation. En s'appuyant sur ce facteur, le Département a exclu toute détermination conforme aux prescriptions de l'article 11.2 et 11.3. L'Organe d'appel a dit que l'autorité administrante ne pouvait pas tirer une inférence concluante de la seule diminution des volumes aux fins de la détermination au titre de l'article 11.3[51] et la même justification s'applique avec la même force aux fins de la détermination au titre de l'article 11.2.

Si le dénominateur commun est en l'espèce et dans l'affaire DS268 le fait que le Département s'appuie sur la diminution des volumes d'importation, les deux affaires démontrent le parti pris avec lequel le Département applique sa législation. Dans le différend soumis par l'Argentine (DS268), de très petits volumes provenant d'une source inconnue ont été considérés comme assez pertinents pour déclencher l'application des dispositions en matière de "renonciation" de la législation des États-Unis et justifier l'application des "données de fait disponibles", qui ont l'une et l'autre été utilisées par le Département pour justifier le maintien de la mesure à l'encontre des exportations de l'Argentine.[52]

---

[49] Première communication du Mexique, paragraphe 123, citant *Oil Country Tubular Goods from Mexico*, 66 Fed. Reg. 14,131 (Département du commerce, 9 mars 2001) (résultats finals du réexamen à l'extinction); *Issues and Decision Memorandum for the Full Sunset Review of the Anti-Dumping Duty Order on Oil Country Tubular Goods from Mexico* (9 mars 2001) (résultats finals) ("*Sunset Review Issues and Decision Memorandum*") page 4 (pièce n° 19 du Mexique).

[50] Première communication du Mexique, paragraphe 316, citant *Fourth Review Issues and Decision Memorandum*, page 8 (pièce n° 9 du Mexique).

[51] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 177.

[52] Les faits essentiels en cause dans l'affaire DS268 qui sont pertinents pour le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance d'Argentine effectuée par le Département sont retracés succinctement comme suit. Le producteur argentin, Siderca, n'avait exporté aux États-Unis aucun OCTG destiné à la consommation pendant la période pertinente pour le réexamen à l'extinction. Siderca a communiqué ce renseignement au Département et fait des représentations analogues pour "absence d'expédition" pour chacune des périodes pertinentes pour les réexamens administratifs. Le Département a procédé à des réexamens "en l'absence

Dans le réexamen visant les exportations mexicaines, des volumes d'importation comparables sont considérés comme complètement dénués de pertinence. Le fait qu'il est démontré que les importations dont le volume est comparable ont donné lieu à un commerce loyal n'a tout simplement aucune importance: le volume est maintenant trop faible pour être pertinent. Non seulement le fait attesté de s'appuyer sur les volumes d'importation constitue lui-même une violation de l'article 11.2 et 11.3, mais le manque d'uniformité dans le traitement du facteur volume met en évidence les préoccupations concernant l'objectivité avec laquelle les États-Unis mettent en œuvre leurs obligations au titre de l'article 11.

V. DEMANDE DE SUGGESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL SUR LA MANIÈRE DONT LES ÉTATS-UNIS DEVRAIENT METTRE EN ŒUVRE SES RECOMMANDATIONS

Le Mexique a allégué que les États-Unis ont manqué à de multiples reprises à leurs obligations dans le cadre de l'OMC. L'Argentine estime que le Mexique a présenté à ce sujet une argumentation convaincante. Si le Groupe spécial en convient et recommande que les États-Unis se mettent en conformité avec leurs obligations, l'Argentine estime que l'abrogation de la mesure antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique constituerait de sa part la suggestion appropriée.

Compte tenu des obligations énoncées à l'article 11.3, l'occasion de reconduire les droits dans la détermination établie dans le cadre du réexamen à l'extinction ne se présente qu'au moment de l'expiration de la période de cinq ans pendant laquelle le droit a été en vigueur. Un tel réexamen ne peut s'effectuer qu'une seule fois. En outre, comme il est dit à l'article 11.1, qui constitue le contexte de l'obligation énoncée à l'article 11.3, les droits "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Si, dans ce contexte, une autorité ne procède pas au réexamen conformément à l'Accord antidumping, aucune occasion de remédier à la situation n'est offerte à ce Membre dans une procédure ultérieure. Autrement, l'obligation énoncée à l'article 11 (c'est-à-dire, l'abrogation de la mesure antidumping) sera mise en échec parce que les Membres pourraient toujours maintenir les droits antidumping, sachant qu'ils pourraient reconsidérer à nouveau cette décision après une procédure de règlement des différends à l'OMC. Comme pour l'Argentine dans l'affaire DS268, la seule mesure corrective qui rétablira les avantages obtenus par le Mexique dans le cadre de la négociation de l'Accord antidumping est l'abrogation de la mesure qui s'applique à ses exportations depuis une décennie.

---

d'expédition" et, dans chaque cas, vérifié les allégations de Siderca selon lesquelles la société n'avait pas exporté d'OCTG aux États-Unis. Cependant, les statistiques du Département en matière d'importation témoignaient de l'existence de très petites quantités d'importations d'OCTG argentins aux États-Unis. Étant donné que les exportations totales d'OCTG aux États-Unis par Siderca (exportations nulles) étaient inférieures à 50 pour cent des exportations totales d'OCTG argentins aux États-Unis, le Département a toutefois déterminé que la réponse de Siderca était "inadéquate". *Voir* la première communication de l'Argentine, DS268, paragraphes 97 à 99. Le Département a ensuite déterminé que, la réponse de Siderca étant considérée comme "inadéquate", il était également considéré que la société avait "renoncé" à son droit de participer au réexamen à l'extinction. *Voir* la première communication de l'Argentine, DS268, paragraphe 98, citant *Issues and Decision Memorandum* du Département, pages 4 et 5 ("Dans les réexamens considérés, le Département n'a pas reçu une réponse adéquate des parties intéressées interrogées. Conformément à l'article 351.218 d) 2) iii) de la Réglementation concernant les réexamens à l'extinction, cela constitue une renonciation à la participation."). Le Département a considéré que l'Argentine avait renoncé à son droit de participer du fait de la réponse "inadéquate" à l'avis d'engagement. La réponse de la société n'était inadéquate qu'en raison du faible volume de ses exportations. Paradoxalement, il est intéressant de noter que le Département s'est appuyé dans l'affaire DS268 sur l'importation de très petites quantités d'OCTG argentins pour considérer que Siderca avait renoncé à sa participation au réexamen à l'extinction, avec des conséquences dévastatrices. En fin de compte, il est clair que le volume des importations est utilisé par le Département d'une manière qui contribue dans une très large mesure à déterminer le résultat.

VI. CONCLUSION

L'Argentine remercie le Groupe spécial de lui avoir donné l'occasion de formuler des observations sur les questions importantes soulevées dans le présent différend.

ANNEXE B-2

COMMUNICATION DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(28 avril 2004)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION B-20

II. ARGUMENTS B-20

A. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EST INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING B-20

1. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent à la détermination de la probabilité que le "dumping" subsistera ou se reproduira au titre de l'article 11.3 ..... B-21

2. La détermination établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction n'est pas compatible avec l'article 2 et l'article 11.3 de l'Accord antidumping B-23

B. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EST INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING B-25

1. Les dispositions de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3 ..... B-25

2. La détermination de dommage établie par la Commission est incompatible avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5 et avec l'article 11.3 ..... B-27

3. 19 U.S.C. § 1675a A) 1) et 19 U.S.C.S. § 1675a A) 5) sont incompatibles, en tant que tels et tels qu'appliqués, avec l'article 11.1 et 11.3 et avec l'article 3 de l'Accord antidumping B-28

C. LE DÉPARTEMENT A AGI D'UNE MANIÈRE INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.1 ET 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN APPLIQUANT LA "RÉDUCTION À ZÉRO" DANS SA DÉTERMINATION DE LA MARGE DE DUMPING B-29

III. CONCLUSION B-31

I. INTRODUCTION

1. La Chine se réjouit de l'occasion qui lui est donnée d'exposer ses vues dans le présent différend soumis par le Mexique concernant la compatibilité de la décision des États-Unis de ne pas supprimer les droits antidumping appliqués aux produits tubulaires pour champs pétrolifères ("OCTG") en provenance du Mexique et d'appliquer une marge de dumping positive dans le cadre du quatrième réexamen administratif, ainsi que de certaines mesures légales, réglementaires et administratives des États-Unis touchant au réexamen administratif, avec l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT") et l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT ("Accord antidumping").

2. La Chine a des intérêts systémiques dans l'interprétation et l'application de l'Accord antidumping pour ce qui est du réexamen à l'extinction et du calcul de la marge de dumping. En tant que tierce partie, la Chine souhaiterait examiner les questions suivantes soulevées par le Mexique:

- incompatibilité de la détermination établie par le Département du commerce des États-Unis (le "Département") concernant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira avec l'article 2 et l'article 11.3;

- incompatibilité de la détermination établie par la Commission du commerce international des États-Unis (la "Commission") concernant la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5 et avec l'article 11.3;

- incompatibilité de la marge de dumping déterminée par le Département au moyen de la méthode de la réduction à zéro aux fins de la détermination de l'existence d'un "dumping" avec l'article 2.1 et 2.4.

II. ARGUMENTS

A. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EST INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

3. En vertu de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, une mesure antidumping existante doit être supprimée sauf s'"il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Le terme "probable" figurant à l'article 11.3 exige des autorités qu'elles établissent une détermination positive, sur une base prospective[1], selon laquelle il existe une probabilité, et non pas une simple possibilité, que le dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir.[2] Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, le Groupe spécial a également indiqué que le terme "probable" figurant à l'article 11.3 signifiait "vraisemblable".[3] Pour déterminer si le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront, il faudra donc se fonder sur des éléments de preuve qui montrent l'existence d'une "vraisemblance" et non d'une simple "possibilité".

4. Comme le Mexique l'a souligné dans sa première communication concernant la présente affaire, les États-Unis ont eux-mêmes reconnu cette interprétation du terme "probable" comme

[1] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 8.96.
[2] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.45.
[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 110 et 111.

signifiant "vraisemblable" dans le rapport *États-Unis – Acier en provenance d'Allemagne*[4], ce qui montre la compréhension qu'ils ont de cette question.

5. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a réaffirmé que le maintien d'un droit antidumping à la suite d'un réexamen à l'extinction était exceptionnel et exigeait donc que "les autorités ... procèd[ent] à **un examen rigoureux** dans le cadre d'un réexamen à l'extinction avant que l'exception (à savoir le maintien du droit) puisse s'appliquer (pas de caractère gras et non souligné dans l'original). L'Organe d'appel a également approuvé le raisonnement du Groupe spécial, qui était le suivant[5]:

> "Pour continuer d'imposer la mesure une fois la période d'application de cinq ans expirée, il est clair que l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront du fait de la suppression du droit. L'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise".[6]

6. Par conséquent, pour pouvoir établir une détermination compatible avec l'article 11.3, les autorités des États-Unis devraient constater qu'il est "probable", et donc bien plus que "possible" (c'est-à-dire plus vraisemblable qu'invraisemblable) que le dommage et le dumping, respectivement, subsisteront ou se reproduiront si la mesure antidumping est supprimée.

1. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent à la détermination de la probabilité que le "dumping" subsistera ou se reproduira au titre de l'article 11.3

7. L'article 2 est intitulé "Détermination de l'existence d'un dumping". L'article 2.1 dispose ensuite de qui suit:

> **Aux fins du présent accord**, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur. (pas de caractère gras dans l'original)

8. L'expression "[a]ux fins du présent accord" figurant du début de l'article montre que les rédacteurs ont eu pour intention manifeste de faire en sorte que l'obligation énoncée à l'article 2 s'applique à l'ensemble de l'Accord antidumping, chaque fois qu'apparaît le terme "dumping". La notion essentielle de "dumping" définie à l'article 2, s'applique donc à toutes les déterminations de "dumping" au titre de l'Accord antidumping, y compris les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

9. Le membre de phrase "probable que le dumping ... subsister[a] ou se reproduir[a]", qui figure à l'article 11.3, ne modifie donc pas la notion fondamentale de "dumping" et n'a pas non plus d'incidence sur l'applicabilité de l'article 2 à l'article 11.3. Pour constater que le "dumping subsistera", les autorités doivent constater l'existence d'un dumping au moment du réexamen à l'extinction. Pour

---

[4] Voir la première communication présentée par le Mexique à l'Organisation mondiale du commerce concernant le présent différend, paragraphe 163.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, page 46.

[6] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.271.

constater que le "dumping se reproduira", les autorités doivent d'abord constater que le dumping a cessé lorsqu'a lieu le réexamen à l'extinction.

10. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a confirmé ce renvoi indiquant que les dispositions générales relatives au dumping et la définition du dumping s'appliquaient aux dispositions relatives au réexamen à l'extinction:

> "l'article 2.1 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994 tendent à indiquer que la question à laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent répondre en établissant une détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction conformément à l'article 11.3 est de savoir s'il est probable que le dumping du produit assujetti au droit (c'est-à-dire l'introduction de ce produit sur le marché du pays importateur à un prix inférieur à sa valeur normale) subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé".[7]

11. Une détermination au titre de l'article 11.3 concernant la question de savoir s'il est probable qu'un dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir doit par conséquent tenir compte de la définition et des obligations énoncées à l'article 2.1 et 2.4 et dans les autres dispositions de l'article 2.

12. Toutefois, dans la pratique suivie par le Département pour les réexamens à l'extinction, la persistance des marges de dumping, la cessation des importations et/ou la baisse du volume des importations assortie de l'élimination des marges de dumping, deviennent les trois critères utilisés. Ces critères ne respectent pas la définition du "dumping" figurant à l'article 2 de l'Accord antidumping.

13. Les États-Unis ont reconnu que "[c]omme point de départ pour sa détermination de la probabilité dans le cadre du présent réexamen à l'extinction, le Département du commerce avait examiné les constatations concernant le dumping faites durant l'enquête initiale".[8] Le fait que le Département a communiqué à la Commission une marge de dumping de 21,70 pour cent pour toutes les autres sociétés mexicaines atteste de la détermination du Département.

14. Toutefois, l'article 11.3 exige de l'autorité du Membre importateur qu'elle **détermine** s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Sur la base de l'article 2 de l'Accord antidumping, l'autorité devrait utiliser des éléments de preuve qui permettent de prouver que le dumping subsistait au moment du réexamen à l'extinction ou que ce dumping avait cessé à ce moment-là, mais qu'il était "probable" qu'il se reproduirait.

15. L'Organe d'appel confirme la description faite par le Groupe spécial du terme "déterminent" dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*[9]:

> Le texte de l'article 11.3 énonce l'obligation de "déterminer" la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. Toutefois, il ne donne pas d'indications explicites quant au sens du terme "déterminer". Le sens ordinaire du terme "déterminer" est "découvrir ou établir de manière précise ou décider ou régler". La prescription imposant de faire une "détermination" concernant la probabilité s'oppose donc à ce que l'autorité chargée de l'enquête présume simplement qu'il y a probabilité. Pour continuer d'imposer la mesure une fois la période d'application de

---

[7] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, page 44.

[8] Première communication des États-Unis, paragraphe 122.

[9] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.271.

> cinq ans expirée, il est clair que l'autorité chargée de l'enquête **doit déterminer**, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront du fait de la suppression du droit. L'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)

2. La détermination établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction n'est pas compatible avec l'article 2 et l'article 11.3 de l'Accord antidumping

16. Le Département a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping en ne fondant pas sa détermination sur une évaluation globale, en ne tenant en réalité aucun compte des renseignements actuels et en se concentrant sur le seul facteur du volume des importations.

17. Dans leur première communication, les États-Unis ont fait la déclaration suivante[10]:

> "Le Département du commerce constatera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira sur la base d'éléments de preuve montrant une baisse notable du volume des importations après l'imposition du droit même s'il existe aussi des éléments de preuve montrant que le dumping a été éliminé au cours de la période de cinq ans précédant le réexamen à l'extinction. S'il existe des éléments de preuve montrant qu'il n'y a pas eu de dumping depuis l'imposition de l'ordonnance, mais qu'il y a eu un effet défavorable, dans une mesure notable, sur le volume des importations, le Département du commerce pourra établir une détermination à l'extinction positive car, si l'existence de ces conditions est constatée, il pourra raisonnablement conclure que le dumping subsisterait si la discipline instaurée par le droit était supprimée."

18. Selon la première communication du Mexique, "les renseignements versés au dossier montrent d'une manière très claire que la conclusion était fondée entièrement sur une approche qui: 1) reposait exclusivement sur le volume des importations d'OCTG en provenance du Mexique; 2) ne tenait pas compte des éléments de preuve actuels pertinents; et 3) n'était pas prospective".[11]

19. La Chine estime, comme le Mexique, qu'une détermination fondée exclusivement sur la diminution des volumes d'importation, et ne prenant pas en considération les renseignements actuels et les éléments de preuve prospectifs, n'est pas compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, dans la mesure où cet article prescrit clairement qu'aucun droit antidumping ne devrait être maintenu, à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable (vraisemblable) que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si ce droit est supprimé.

20. Comme le Mexique le souligne dans sa première communication, dans le "Mémorandum sur les questions et la décision concernant le réexamen à l'extinction", le Département indique clairement qu'il considère que, "si le volume des importations a baissé d'une manière notable après l'adoption de l'ordonnance et que le dumping a été éliminé, [il] peut raisonnablement en déduire que le dumping reprendrait si l'ordonnance était abrogée".[12] Selon le Département, la baisse du volume des importations est directement attribuable à l'effet du droit antidumping, et la suppression de ce droit entraînerait une reprise du dumping. Dans le "Mémorandum sur les questions et la décision

[10] Première communication des États-Unis, paragraphe 123.

[11] Voir la première communication présentée par le Mexique à l'Organisation mondiale du commerce concernant le présent différend, paragraphe 122.

[12] Voir la première communication présentée par le Mexique à l'Organisation mondiale du commerce concernant le présent différend, paragraphe 123.

concernant le réexamen à l'extinction", le Département a également expliqué ce qui suit: "Étant donné que nous continuons à constater que le volume des exportations mexicaines durant la période qui a suivi l'adoption de l'ordonnance a été notablement inférieur aux niveaux qui existaient avant son adoption, nous continuons aussi à constater qu'il est probable que le dumping des OCTG en provenance du Mexique se reproduirait si l'ordonnance devait être abrogée."[13]

21. Il est clairement démontré que le fait que le Département s'est fondé exclusivement sur les volumes d'exportation pour formuler sa conclusion selon laquelle il était probable que le dumping se reproduirait est incompatible avec l'article 11.3.

22. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a estimé que "la cessation des importations envisagée dans le deuxième scénario et la diminution des volumes d'importation envisagée dans le troisième scénario auraient fort bien pu être causées ou renforcées par les modifications des conditions de concurrence sur le marché ou les stratégies des exportateurs, plutôt que par l'imposition du droit à elle seule. Par conséquent, une analyse au cas par cas des facteurs à l'origine d'une cessation des importations ou d'une diminution des volumes d'importation (lorsque le dumping est éliminé) ser[ait] nécessaire pour déterminer que le dumping se reproduirait si le droit [était] supprimé".[14]

23. Bien que l'article 11.3 impose de procéder à une analyse cas par cas et prospective, au lieu de se fonder sur un postulat passif et sur une simple comparaison[15], dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG, le Département a fondé sa détermination selon laquelle il serait probable que le dumping se reproduirait si la mesure était supprimée sur la seule comparaison des quantités totales expédiées aux États-Unis durant la période couverte par l'enquête initiale et des quantités totales expédiées durant les périodes couvertes par le réexamen, ce qui était clairement contraire à l'article susmentionné.

24. Le Département n'a pas agi d'une manière compatible avec l'obligation qui lui était faite, en vertu de l'article 11.3, d'examiner tous les éléments de preuve positifs en ne tenant pas compte des réexamens administratifs les plus récents au cours desquels les sociétés mexicaines avaient obtenu des marges de dumping nulles. Bien que le Département ait effectué tous ces réexamens et connaisse fort bien les données financières et les données relatives aux exportations de la société, il a accordé la préférence au "facteur déterminant" que représentait la baisse du volume des exportations et a même rejeté la justification d'ordre commercial donnée par la société concernant cette baisse. Par contre, le Département a fondé sa position sur l'unique facteur de la baisse du volume des exportations et a établi la détermination selon laquelle le dumping subsisterait ou se reproduirait sans évaluer l'ensemble des aspects d'une manière exhaustive et rigoureuse.

25. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a expliqué que "[l]a détermination de la probabilité [était] une détermination prospective. En d'autres termes, les autorités [devaient] entreprendre une **analyse tournée vers l'avenir** et chercher à résoudre la question de savoir ce qui se produirait probablement si le droit était supprimé".[16] (pas de caractère gras et non souligné dans l'original) En utilisant la marge de dumping

---

[13] *Oil Country Tubular Goods from Mexico*, 66 Fed. Reg. 14,131 (Dep't Commerce, 9 Mar. 2001) (final results of sunset review); *Issues and Decision Memorandum for the Full Sunset Review of the Anti-dumping Duty Order on Oil Country Tubular Goods from Mexico* (9 Mar. 2001) (final results) ("*Sunset Review Issues and Decision Memorandum"*) page 4; voir aussi la première communication présentée par le Mexique à l'Organisation mondiale du commerce concernant le présent différend, paragraphe 123.

[14] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 177.

[15] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, page 44.

[16] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 105.

de 21,70 pour cent calculée il y a des années durant l'enquête initiale alors que d'autres facteurs (une dévaluation importante de la monnaie) pouvaient intervenir et en négligeant ou ne prenant pas en compte les marges de dumping les plus récentes qu'il avait lui-même calculées dans le cadre des réexamens administratifs, le Département a manqué à l'obligation qui lui incombait de procéder à une "analyse tournée vers l'avenir".

26. En résumé, le fait que le Département s'est fondé exclusivement sur la baisse des importations d'OCTG en provenance du Mexique pour établir sa détermination positive selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait est incompatible avec l'article 11.3 et l'article 2 de l'Accord antidumping.

B. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EST INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

27. Le Mexique a contesté le critère "probable" appliqué par la Commission et a conclu que ce critère était amoindri. La Chine souscrit à l'argument formulé par le Mexique.

28. L'article 11.3 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen."

29. L'Organe d'appel a réaffirmé ce même principe à plusieurs reprises, à savoir que le maintien d'un droit antidumping après sa période d'application de cinq ans est une exception, qui ne peut exister que si les autorités déterminent au cours du réexamen à l'extinction qu'il est "probable" que le dommage subsistera ou se reproduira si ce droit était supprimé.[17]

30. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a établi que le sens ordinaire du terme "probable" utilisé à l'article 11.3 était "vraisemblable", et pas simplement possible ou plausible.[18] Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *DRAM originaires de Corée* a interprété le terme "probable" conformément à son "sens ordinaire de "vraisemblable"".[19]

1. Les dispositions de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3

31. L'interprétation du Mexique selon laquelle l'article 3 s'applique à l'article 11.3 est correcte. L'article 3 s'intitule "Détermination de l'existence d'un dommage". Le terme "dommage" est ensuite défini comme suit dans la note de bas de page 9:

---

[17] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 104; le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.

[18] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 111; *voir aussi* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM originaires de Corée*, paragraphes 6.48, note de bas de page 494.

[19] Rapport du Groupe spécial *DRAM originaires de Corée*, paragraphe 6.46.

> **Pour les besoins du présent accord**, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article. (pas de caractère gras dans l'original)

32. L'expression "[p]our les besoins du présent accord", qui figure dans la note de bas de page 9, fait en sorte que le terme "dommage" soit défini conformément aux dispositions de l'article 3 chaque fois qu'il apparaît dans l'Accord antidumping. Par conséquent, pour constater l'existence d'un "dommage", il convient de satisfaire aux dispositions de l'article 3 énonçant les prescriptions applicables à cette fin.

33. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a constaté que les termes semblables employés à l'article 2 ("Aux fins du présent accord") indiquaient clairement que les disciplines de l'article 2 s'appliquaient au réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3. Le raisonnement de l'Organe d'appel impose donc d'établir une constatation similaire, selon laquelle les dispositions de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3. De même que l'article 2 énonce les disciplines sur l'établissement de déterminations de dumping aux fins de l'Accord antidumping, l'article 3 énonce les disciplines sur l'établissement de déterminations de dommage au titre de cet accord.

34. Le libellé des différentes dispositions de l'article 3 précise encore que les prescriptions qui y sont énoncées s'appliquent à la détermination de l'existence d'un "dommage". L'article 3.1 énonce des prescriptions générales concernant la détermination de l'existence d'un "dommage". Le membre de phrase "la détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994" indique par ce renvoi que les dispositions de l'article 3 s'appliquent à la détermination de l'existence d'un dommage dans l'ensemble de l'Accord antidumping, chaque fois qu'il faut établir les circonstances dans lesquelles une mesure antidumping peut être appliquée.[20]

35. Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* indique ce qui suit:

> [L]'article 3 est intitulé "dommage". Ce titre est lié à la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping ... Cela semble démontrer que le terme "dommage" tel qu'il apparaît tout au long de l'Accord antidumping – y compris l'article 11 – doit être interprété conformément à cette note de bas de page, sauf indication contraire. Cela semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement applicables tout au long de l'Accord antidumping et ne sont pas d'application limitée aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction.

36. En vertu de l'article 3.1, les autorités sont tenues de fonder leur détermination de l'existence d'un dommage sur des "éléments de preuve positifs" et sur un "examen objectif" du "volume des importations faisant l'objet d'un dumping" et de "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix".

37. L'article 3.1 dispose aussi que les autorités doivent fonder leurs déterminations de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif de "l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits". L'article 3.4 précise ensuite la manière dont doit être examinée "l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de

[20] *Voir* l'article premier de l'Accord antidumping, en vertu duquel "une mesure antidumping sera appliquée dans les ... circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994".

production nationale". L'article 3.4 comporte donc des prescriptions détaillées aux fins de l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3.1 et, par conséquent, de la détermination de l'existence d'un dommage. De ce fait, les autorités doivent satisfaire aux prescriptions de l'article 3.4 pour déterminer l'existence d'un "dommage" dans toute procédure engagée au titre de l'Accord antidumping.

38. L'article 3.5 dispose que le dommage, "au sens du présent accord", doit être causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4. L'expression "dommage au sens du présent accord" fait en sorte que les dispositions de l'article 3.5 précisent encore ce qu'il faut entendre par "dommage" chaque fois que ce terme apparaît dans l'Accord. La détermination de l'existence d'un "dommage" doit donc satisfaire aux prescriptions en matière de causalité et de non-imputation qui sont énoncées à l'article 3.5.

39. Le membre de phrase "est probable que ... [le dommage] subsister[a] ou se reproduir[a]", qui figure à l'article 11.3, ne modifie pas la notion fondamentale de "dommage", comme on l'a vu plus haut pour ce qui est du "dumping". Les termes "subsister[a] ou se reproduir[a]" montrent que les autorités doivent d'abord constater l'état actuel du dommage causé à la branche de production nationale, et ensuite la manière dont il est probable que cet état évoluera. La proposition subordonnée n'influe donc pas sur l'applicabilité de l'article 3 à l'article 11.3.

40. Par conséquent, les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux déterminations de l'existence d'un "dommage" établies dans le cadre des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

2. La détermination de dommage établie par la Commission est incompatible avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5 et avec l'article 11.3

41. La Chine souscrit aux allégations du Mexique selon lesquelles la détermination de dommage établie par la Commission est incompatible avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

42. Comme nous l'avons dit plus haut, l'article 3.1 dispose que les autorités doivent fonder leurs déterminations de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits. L'article 3.4 comporte donc des prescriptions détaillées aux fins de l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3.1. L'article 3.5 dispose ensuite que les autorités doivent examiner tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping pour prouver le lien de causalité entre ces importations et le dommage.

43. Le Mexique a présenté des éléments de preuve convaincants[21], selon lesquels la Commission n'avait pas évalué certains facteurs prescrits par l'article 3.4 aux fins de la détermination de dommage. Comme l'a fait observer le Mexique, l'article 3.4 exige des autorités qu'elles évaluent tous les facteurs et indices économiques pertinents qui y sont énumérés. Dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*, l'Organe d'appel a confirmé cette obligation faite aux autorités, en disant que "l'article 3.4 … exigea[it] une évaluation impérative de la totalité des facteurs mentionnés dans cette disposition".[22]

44. En utilisant des informations périmées et parcellaires et en n'évaluant pas la "totalité des facteurs", la Commission a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 et, de ce fait, avec l'article 11.3.

45. Le Mexique a par ailleurs indiqué dans sa première communication que la Commission n'avait pas démontré l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage probable causé à la branche de production nationale. Dans l'affaire *Acier*

[21] Voir la première communication du Mexique, paragraphe 229 et les pièces y afférentes.
[22] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 128.

laminé à chaud en provenance du Japon, l'Organe d'appel a établi un cadre que la Commission aurait pu suivre pour cette analyse du lien de causalité.

46. La Chine demande au Groupe spécial de bien vouloir examiner si la Commission a procédé à une analyse du lien de causalité. Si le Groupe spécial constate que tel n'a pas été le cas, la Commission a agi d'une manière incompatible avec les articles 3.5 et 11.3.

47. En outre, en ne satisfaisant pas aux prescriptions de l'article 3.4 et 3.5, la Commission n'a pas agi d'une manière compatible avec l'article 3.1, qui prescrit un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs".

3. 19 U.S.C. § 1675a A) 1) et 19 U.S.C. § 1675a A) 5) sont incompatibles, en tant que tels et tels qu'appliqués, avec l'article 11.1 et 11.3 et avec l'article 3 de l'Accord antidumping

48. La Chine reconnaît le bien-fondé de la position du Mexique, selon laquelle 19 U.S.C. § 1675a a) 1) et 19 U.S.C. § 1675a a) 5) sont incompatibles avec l'article 11.1 et 11.3 et avec l'article 3 de l'Accord antidumping.

49. La législation des États-Unis prescrit que, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, la Commission détermine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible"[23] et "considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais ne se manifester qu'à plus longue échéance".[24] L'Énoncé des mesures administratives (SAA) précise encore que le "laps de temps raisonnablement prévisible" sera normalement plus long que le laps de temps "imminent" applicable dans le cadre d'une analyse de la menace de dommage.[25] Le SAA prévoit aussi que la Commission examinera les "facteurs qui peuvent ne se manifester qu'à plus longue échéance".[26]

50. L'article 11.1 indique clairement que les "droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Une interprétation littérale de cet article signifierait qu'en l'absence de dommage au moment du réexamen, le droit antidumping devrait donc être supprimé. La législation des États-Unis, toutefois, autorise les autorités à examiner avec soin les possibilités futures à long terme qui, même si l'on fait preuve de bon sens, ne sont pas prévisibles et sont presque impossibles à prouver à l'aide de faits valables.

51. Comme nous l'avons vu plus haut, le membre de phrase "probable que ... le dommage subsister[a] ou se reproduir[a]" figurant à l'article 11.3 ne modifie pas la notion fondamentale de "dommage". La note de bas de page 9 de l'Accord antidumping définit le terme "dommage" comme s'entendant d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale ... En conséquence, pour déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira au titre de l'article 11.3 dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête doit aussi identifier le dommage.

52. L'article 3.1 de l'Accord antidumping impose à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer l'existence d'un dommage sur la base d'éléments de preuve positifs et d'un examen objectif. Il n'est pas prévu que l'autorité chargée de l'enquête "considére[] que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais ne se manifester qu'à plus longue échéance".

---

[23] 19 U.S.C. § 1675a a) 1).
[24] 19 U.S.C. § 1675a a) 5).
[25] SAA, page 887.
[26] *Id.*

53. En outre, concernant la menace de dommage important, l'article 3.7 de l'Accord antidumping fait obligation à l'autorité de ne pas fonder sa détermination de l'existence d'une menace de dommage important seulement sur "des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités"; "[l]e changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un **dommage doit être nettement prévu et imminent**". (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)

54. L'énoncé détaillé figurant dans le SAA, selon lequel le "laps de temps raisonnablement prévisible" sera normalement plus long que le laps de temps "imminent" applicable dans le cadre d'une analyse de la menace de dommage, est incompatible avec l'article 3 et avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

55. En outre, le "laps de temps raisonnablement prévisible" défini par la loi des États-Unis, que le SAA interprète comme une échéance ambigüe et indéfinie, "à plus longue échéance", est incompatible avec l'Accord antidumping, qui exige que la détermination soit fondée sur l'existence d'un dommage au moment de la "suppression" de l'ordonnance.

C. LE DÉPARTEMENT A AGI D'UNE MANIÈRE INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.1 ET 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN APPLIQUANT LA "RÉDUCTION À ZÉRO" DANS SA DÉTERMINATION DE LA MARGE DE DUMPING

56. La Chine estime, comme le Mexique, que la marge de dumping calculée par le Département selon la méthode de la "réduction à zéro" lors de son quatrième réexamen administratif est incompatible avec l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping.

57. La pratique de la "réduction à zéro" consiste à ne calculer les marges que pour les seules ventes d'un produit pour lesquelles les marges sont positives, en ramenant à zéro les marges négatives. Cette méthode aboutit donc à l'établissement d'une marge de dumping gonflée artificiellement. Comme il est expliqué plus bas, une détermination de l'existence d'un "dumping" qui se fonde sur des marges obtenues selon la pratique de la réduction à zéro est incompatible avec l'article 2.1 et 2.4.

58. L'article 2.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> Aux fins du présent Accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur.[27]

59. Les termes "un produit", qui figurent à l'article 2.1, indiquent clairement que la marge de dumping, c'est-à-dire la base sur laquelle se fonde la détermination de l'existence d'un "dumping", doit être établie en prenant en compte tous les types du produit faisant l'objet d'une procédure antidumping particulière.

60. Dans l'affaire *CE - Linge de lit*, l'Organe d'appel a indiqué que "d'après le libellé de cette disposition, il [était] clair pour [lui] que l'Accord antidumping concern[ait] le dumping d'un produit".[28] Dans cette même affaire, l'Organe d'appel a par ailleurs apporté les éclaircissements suivants:

> "toutes les mentions de l'établissement de "l'existence de marges de dumping" renvoient au *produit* qui fait l'objet de l'enquête. ... À notre avis, quelle que soit la

[27] Article 2.1 de l'Accord antidumping.
[28] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, paragraphe 51.

> méthode utilisée pour calculer les marges de dumping, celles-ci doivent être et ne peuvent être établies que pour l'ensemble du *produit* visé par l'enquête".[29]

61. Dans l'affaire *CE - Linge de lit*, l'Organe d'appel aussi a confirmé que "la détermination de l'existence d'un dumping se fai[sait] par référence à un produit en provenance d'un producteur [ou d'un] exportateur donné, et non par référence à des transactions individuelles".[30] L'article 2.1 dispose donc que l'existence d'un dumping doit être déterminée sur la base de tous les types du produit visé dans son ensemble, et non pas sur la base de certains types de ce produit.

62. L'article 2.4 exige des autorités qu'elles procèdent à "une comparaison équitable" entre le prix d'exportation et la valeur normale. Dans l'affaire *CE – Linge de lit*, l'Organe d'appel a précisé que la "comparaison équitable" prescrite à l'article 2.4 et la "comparabilité des prix" définie à l'article 2.1 signifiaient que l'établissement des marges de dumping devait se faire par une évaluation du produit visé dans son ensemble, et non pas seulement d'une fraction de ce produit. L'Organe d'appel a indiqué que "[t]ous les types ou modèles assimilables à un produit "similaire" [devaient] nécessairement être "comparables"".[31] Il a en outre précisé ce qui suit:

> "[l]es Communautés européennes font valoir, en s'appuyant sur l'exigence qui est faite à l'article 2.4 de "dûment ten[ir] compte des différences dans les caractéristiques physiques", que des distinctions peuvent être faites entre différents types ou modèles de linge de lit en coton lorsque l'on se prononce sur la "comparabilité". Mais, ici encore, nous ne voyons pas comment les Communautés européennes pourraient être autorisées à considérer les caractéristiques physiques du linge de lit en coton d'une certaine manière à certaines fins et d'une autre manière à d'autres fins".[32]

63. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel confirme que la méthode de la "réduction à zéro" aura tendance à gonfler les marges calculées dans le cadre de l'enquête initiale ou à un autre titre. Le rapport indique ce qui suit:

> Lorsque les autorités chargées de l'enquête utilisent une méthode de réduction à zéro telle que celle qui a été examinée dans l'affaire *CE – Linge de lit* pour calculer une marge de dumping, **que ce soit dans le cadre d'une enquête initiale ou à un autre titre**, cette méthode aura tendance à gonfler les marges calculées. À part gonfler les marges, une telle méthode pourrait, dans certains cas, transformer une marge de dumping négative en une marge de dumping positive. Comme le Groupe spécial lui-même l'a reconnu dans le présent différend, "la réduction à zéro … peut conduire à une détermination positive de l'existence d'un dumping alors que l'existence d'un dumping n'aurait pas été établie en l'absence de la réduction à zéro". Ainsi, la distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro de ce type peut fausser non seulement l'importance d'une marge de dumping, mais aussi une constatation de l'existence même d'un dumping. (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)

64. Dans leur première communication, les États-Unis font la déclaration ci-après[33]:

---

[29] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, paragraphe 53.

[30] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ("CE - Linge de lit (article 21:5 - Inde)")*, WT/DS141/AB/RW (8 avril 2003), paragraphe 143.

[31] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Linge de lit*, paragraphe 58.

[32] *Ibid.*, paragraphe 60.

[33] Première communication des États-Unis, paragraphe 213.

> "[D]ans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a constaté qu'il n'était pas en mesure de formuler des constatations sur le point de savoir si les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 ou l'article 11.3 de l'Accord antidumping en s'appuyant sur des marges de dumping résultant de réexamens administratifs pour établir leur détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction. Par conséquent, il n'y avait dans ce rapport aucune constatation pertinente pour le présent différend."

65. Toutefois, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a formulé les constatations et conclusions suivantes:

> "[Infirme] les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.170, 7.184 et 8.1 d) iii) de son rapport, selon lesquelles les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 ou l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* en s'appuyant, dans le réexamen à l'extinction CRS, sur des marges de dumping calculées dans le cadre de réexamens administratifs antérieurs au moyen, d'après les allégations, d'une méthode de "réduction à zéro"; mais constate qu'**il n'y a pas de base factuelle suffisante** pour compléter l'analyse des allégations du Japon concernant cette question." (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)

66. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel confirme que la méthode de la "réduction à zéro" aura tendance à gonfler les marges calculées dans le cadre d'une enquête initiale ou à un autre titre. Toutefois, il n'a pas formulé la moindre constatation, tout simplement parce qu'il ne disposait pas d'une base factuelle suffisante.

67. Dans sa première communication, le Mexique a présenté un tableau prouvant que le Département avait adopté la méthode de la "réduction à zéro" lors de son quatrième réexamen administratif aux fins du calcul de la marge de dumping pour la société Hylsa.[34]

68. La Chine demande donc au Groupe spécial de bien vouloir examiner attentivement les éléments de preuve de manière à confirmer si le Département a adopté la méthode de la réduction à zéro pour constater l'existence de la marge de dumping de 0,79 pour cent pour la société Hylsa. Si le Groupe spécial constate que le Département a appliqué la méthode de la réduction à zéro pour constater l'existence d'une marge de dumping positive, la détermination établie par celui-ci lors du quatrième réexamen administratif était incompatible avec l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping.

III. CONCLUSION

69. La Chine tient à remercier le Groupe spécial de lui avoir fourni l'occasion de formuler des observations sur les questions en cause dans la présente procédure et espère que ces observations se révéleront utiles.

[34] Première communication du Mexique, paragraphes 23 et 24.

ANNEXE B-3

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. RÉEXAMEN À L'EXTINCTION "TEL QU'APPLIQUÉ"

A. PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SE REPRODUIRA

1. Un réexamen à l'extinction implique nécessairement une analyse rétrospective, y compris une détermination de dumping, qui doit être compatible avec l'article 2 de l'*Accord antidumping*. L'USDOC a établi une détermination de la probabilité que le dumping *se reproduirait*. Les données antérieures sur lesquelles était fondée cette détermination étaient la marge de dumping calculée durant la période couverte par l'enquête initiale (1er janvier au 30 juin 1994). Les événements dont l'USDOC a constaté qu'il était probable qu'ils se reproduiraient sont par conséquent ceux qui sont intervenus durant cette période.

2. Avec la méthode des États-Unis, une mesure antidumping pourrait être maintenue indéfiniment, sur la base du calcul effectué en rapport avec la période couverte par l'enquête initiale, et de la part prospective de la détermination de la probabilité que le dumping se reproduira. Cela est incompatible avec l'article 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping*. L'article 11.1 de l'*Accord antidumping* énonce un principe général et primordial à la lumière duquel il faut interpréter l'article 11.3. Un droit antidumping ne peut être en vigueur *que le temps* durant lequel il existe un dumping. La détermination de l'existence d'un dumping concernant la période couverte par l'enquête initiale a une "durée de conservation" limitée. Il doit y avoir une détermination de l'existence d'un *dumping* suffisamment récente, et pas seulement une détermination concernant les *importations*. ***Le sens de l'article 11.3 de l'Accord antidumping est au minimum que, pour maintenir la mesure en vigueur après le terme de cinq ans, il doit y avoir une détermination de l'existence d'un dumping plus récente que celle qui est issue de l'enquête initiale***.

3. Si la détermination antérieure de l'existence d'un dumping porte uniquement sur la période couverte par l'enquête initiale, certains faits nouveaux doivent être ajoutés pour la détermination prospective. Le fait additionnel sur lequel USDOC s'est fondé était que les volumes d'exportation postérieurs à l'ordonnance étaient très inférieurs aux volumes d'exportation antérieurs à l'ordonnance. Cela ne suffisait pas. De nombreuses raisons peuvent expliquer pourquoi les importations d'un Membre vers un autre Membre peuvent avoir atteint un niveau donné avant l'ordonnance et ne pas avoir augmenté après l'ordonnance, à part l'existence de l'ordonnance elle-même. Un examen suffisant et équitable de ces raisons ne peut pas être effectué si la base factuelle de la détermination est aussi étroite que celle utilisée par l'USDOC.

4. L'identification des faits pertinents pour une détermination prospective est problématique. Les raisons revêtent une importance particulière. Un ensemble de raisons suffisamment détaillé et convaincant est nécessaire. L'USDOC n'a pas *réexaminé* les raisons (extrêmement inhabituelles) qui avaient donné lieu à la détermination initiale de l'existence d'un dumping, et a imposé un droit de 21,7 pour cent (au lieu de zéro pour cent) sur toutes les entreprises quelque *12 ans, 2 mois et 9 jours* plus tard. Cette détermination ne satisfait pas au critère "probable" et ne correspond pas non plus à une détermination faite par une autorité objective et impartiale. On peut dire tout au plus que l'USDOC a établi la probabilité que le dumping se reproduirait au sens du *Code antidumping* du Tokyo Round. Cela n'est pas suffisant. L'USDOC doit établir la probabilité que le dumping se reproduira au sens de l'article 2 de l'*Accord antidumping*.

B. PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA

5. Les dispositions de l'article 3 de l'*Accord antidumping* s'appliquent *mutatis mutandis* dans le contexte d'une enquête dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Le dommage probable aux fins de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* ne doit pas nécessairement être imminent. La détermination d'un dommage probable dans un laps de temps raisonnablement prévisible serait fondée sur une interprétation admissible de l'*Accord antidumping*. Une analyse cumulative du dommage est admissible dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, sous réserve que les conditions énoncées à l'article 3.3 de l'*Accord antidumping* soient remplies. Les conditions devraient être remplies, si ce n'est au moment du réexamen à l'extinction, tout du moins dans un laps de temps raisonnablement prévisible.

II. SPB ET PRATIQUE CONSTANTE "EN TANT QUE TEL"

6. Le SPB est "en tant que tel" susceptible d'examen par le présent Groupe spécial pour ce qui est de sa compatibilité avec l'*Accord antidumping*.

7. Le SPB est un outil utile pour les autorités et les participants aux procédures antidumping. Par contre, des dispositions qui créent des présomptions "irréfragables" ou "prédéterminent" un résultat particulier sont incompatibles avec l'*Accord antidumping*. Le système antidumping des États-Unis est conçu de telle sorte que soient établies des constatations de la probabilité dans le cadre des réexamens à l'extinction. La présente affaire ne constitue qu'un nouvel exemple particulièrement extrême. Les termes tendancieux employés par le SPB contribuent de manière importante à cet état de fait.

8. Les rédacteurs de l'*Accord antidumping* ont envisagé la possibilité d'un dumping récidivant et ont inclus dans l'*Accord antidumping* des dispositions tenant compte d'un tel scénario. Ces dispositions n'auraient pas de sens si, une fois qu'elle était en vigueur, une mesure n'était jamais supprimée. Dans le système des États-Unis, le fait qu'une mesure en vigueur est assortie d'un taux de dépôt en espèces égal à zéro fait une différence. Il y a, dans le système des États-Unis, un effet dissuasif. Si, à longue échéance, l'USDOC constatait *toujours* une probabilité et ne mettait *jamais* fin à aucune mesure, on pourrait conclure d'une manière générale que les États-Unis ne respectaient pas leurs obligations au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. Le Groupe spécial devrait donc examiner l'historique des affaires antérieures de réexamen à l'extinction et tirer les conclusions qui s'imposent.

III. QUATRIÈME RÉEXAMEN PÉRIODIQUE DU MONTANT DU DROIT

A. RÉDUCTION À ZÉRO

1. Article 2.4 de l'*Accord antidumping*

a) Obligation primordiale et indépendante

9. La première phrase de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* établit un principe général – une obligation primordiale de procéder à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Il s'agit d'une obligation indépendante et distincte incombant aux Membres. C'est plus qu'une simple introduction aux phrases suivantes de l'article 2.4.

10. Cela est confirmé par le fait que le texte de l'*Accord antidumping* du Cycle d'Uruguay contient une innovation importante et notable par rapport au texte du *Code antidumping* du Tokyo Round. Les mots "comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale" ont été déplacés et insérés seuls dans une nouvelle première phrase de l'article 2.4.

b) La réduction à zéro effectuée par les États-Unis est inéquitable

11. Étant donné le sens commun et ordinaire du mot "équitable", l'obligation de procéder à une comparaison équitable ou équivalente doit normalement et forcément impliquer une comparaison relativement équilibrée, c'est-à-dire fondée sur des méthodes équivalentes – autrement dit, une comparaison symétrique. Une comparaison symétrique aux fins du calcul d'une marge de dumping et en fin de compte de l'imposition d'un droit, concernant un produit donné ou une date donnée, est nécessairement une comparaison qui exclut la réduction à zéro.

12. Le caractère fondamentalement inéquitable de la méthode de réduction à zéro utilisée par les États-Unis et l'effet spectaculaire qu'elle peut avoir sur les résultats du calcul sont illustrés au tableau 1. Le tableau 1 présente des hypothèses de calcul d'une marge de dumping en fonction de trois modèles (A, B, C) et de quatre clients (1 à 4). Sans réduction à zéro, la marge de dumping est de 2,8 pour cent. Avec une réduction à zéro selon les modèles, la marge de dumping est de 4,7 pour cent. Avec une réduction à zéro simple, la marge de dumping est de 6,7 pour cent. Par conséquent, l'effet de la méthode de réduction à zéro utilisée par les États-Unis dans le cadre des réexamens périodiques du montant du droit est que, même si les prix de vente et les volumes d'un exportateur sont identiques à ceux examinés dans le cadre de l'enquête initiale, l'USDOC constatera une marge de dumping plus élevée, tout simplement parce qu'il est passé de la réduction à zéro selon les modèles à la réduction à zéro simple. Si la réduction à zéro selon les modèles utilisée dans le cadre d'une enquête initiale ne permet pas une "comparaison équitable", comme le prescrit l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, il n'est pas possible que la réduction à zéro simple, qui entraîne une marge de dumping encore plus élevée, constitue une comparaison équitable.

13. On obtient confirmation de ces conclusions en considérant la situation du point de vue de l'exportateur. Ayant été soumis à un droit à la suite de l'enquête initiale, un exportateur souhaitera augmenter ses prix pour éliminer le dumping. Cependant, la suppression de la marge de dumping initiale n'empêchera pas que l'exportateur soit soumis à nouveau à l'imposition d'un droit à la suite de l'examen périodique par les États-Unis du montant du droit, à moins que l'exportateur n'augmente effectivement ses prix d'un montant *supérieur à* la marge de dumping. Dans l'exemple du tableau 2, même si l'exportateur augmente ses prix pour éliminer la marge de dumping constatée par l'USDOC dans le cadre de l'enquête initiale, l'USDOC calculera quand même une marge de dumping de 3,6 pour cent. Cela ne peut pas être compatible avec le principe primordial général selon lequel les comparaisons entre la valeur normale et le prix d'exportation doivent être équitables.

14. Un autre aspect du caractère fondamentalement inéquitable de la méthode de réduction à zéro utilisée par les États-Unis dans les réexamens périodiques du montant du droit est illustré au tableau 3. Selon la logique des États-Unis, le montant des droits antidumping qu'un exportateur devra acquitter peut dépendre entièrement de la fréquence et du volume de ses ventes aux États-Unis. Prenons deux exportateurs, A et B, qui vendent tous les deux 1 000 unités d'un produit identique au même client aux États-Unis à un prix moyen de 100 dollars par unité, la valeur normale étant également de 100 dollars. L'exportateur A choisit d'effectuer une vente unique dans le cadre d'une grande transaction, alors que l'exportateur B choisit d'effectuer cinq transactions séparées à cinq dates différentes. L'USDOC calculera une marge de dumping nulle pour l'exportateur A et une marge de dumping de 4 pour cent pour l'exportateur B bien que la politique de fixation des prix appliquée par les deux exportateurs envers le même client soit la même et que le revenu de leurs ventes à l'exportation soit identique. C'est un résultat absurde. En réalité, les États-Unis semblent effectuer leur évaluation en se fondant sur le fait que l'exportateur B pratique une sorte de dumping sélectif simplement parce que ses expéditions sont effectuées dans le cadre de cinq transactions au lieu d'une seule. Rien dans l'article 2.4 ou 2.4.2 de l'*Accord antidumping* n'autorise cela, de la même façon que rien dans ces dispositions n'autoriserait une analyse sélective sur la base de la réduction à zéro selon les modèles, condamnée dans l'affaire *CE – Linge de lit*. En vérité, l'idée que l'exportateur B pratique un "dumping" dans de telles circonstances n'est rien d'autre qu'une illusion.

c) La jurisprudence confirme que la réduction à zéro effectuée par les États-Unis est inéquitable

15. Ces conclusions sont confirmées par les constatations de l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Linge de lit* et *États-Unis – Produits en acier en provenance du Japon* et par le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*.

16. Dans la présente affaire, la méthode de réduction à zéro utilisée par les États-Unis a comporté une distorsion fondamentale qui a eu pour effet de gonfler la marge de dumping et même de transformer une marge négative en marge positive.

2. Article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*

a) Méthode de comparaison de la valeur normale et du prix d'exportation

17. L'objectif principal de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* est de prévoir une exception (comparaison asymétrique dans le cas d'un dumping sélectif) aux méthodes normales de comparaison (comparaison symétrique) afin de garantir une comparaison équitable au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Les États-Unis ont agi de manière incompatible avec l'*Accord antidumping* pour trois raisons: utilisation de la méthode asymétrique alors que ni la première ni la deuxième condition n'étaient remplies; et non-utilisation d'une méthode symétrique alors que c'était la seule option légale.

b) Réduction à zéro simple

18. De la même façon qu'une procédure antidumping concerne "un produit" (le produit visé), elle concerne également une marge de dumping fondée sur une comparaison des ventes effectuées à des "dates" aussi "voisines" que possible (la période couverte par l'enquête ou par le réexamen). Tout comme l'*Accord antidumping* ne contient pas de règle expresse régissant la définition du "produit visé", il ne contient pas non plus de règle expresse régissant la définition de la période couverte par l'enquête ou de la période de réexamen. Les "dates ... voisines" pourraient constituer une période relativement courte ou une période relativement longue (par exemple un an). Au même titre que les caractéristiques du produit, la période (comme l'aspect géographique) est généralement un paramètre par référence auquel les marchés – c'est-à-dire les catégories de marchandises ou de services entre lesquels existent un certain rapport de concurrence ou un certain degré de comparabilité – sont définis. Tout comme les États-Unis ont défini le "produit visé", ils ont défini la période de réexamen et décidé de calculer une marge de dumping unique pour cette période. Tout comme dans le cas de la "réduction à zéro selon les modèles", ayant défini la période de réexamen, et ayant décidé de calculer une marge de dumping globale unique pour cette période, les États-Unis ont été obligés de faire en sorte que la marge de dumping pour cette période de réexamen soit calculée conformément à l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. Les États-Unis étaient liés par leur propre logique.

19. Le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit* concernant la réduction à zéro selon les modèles s'applique également chaque fois que l'autorité chargée de l'enquête décide de fixer les paramètres de son enquête, qu'il s'agisse du produit visé, de la période, du niveau commercial, de la région ou de tout autre paramètre. L'USDOC était ainsi lié par sa propre logique et aurait dû effectuer son analyse sur la base de cette même logique.

20. La décision des États-Unis de calculer une marge de dumping unique et d'imposer un taux de droit unique en ce qui concerne les "dates ... voisines" (la période de réexamen) signifie que, quelle que soit celle des deux méthodes qui aurait été retenue, la réduction à zéro simple ne se serait pas produite ou n'aurait pas été admissible. Par conséquent, en utilisant la réduction à zéro simple, les États-Unis ont nécessairement agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

c) Pendant la phase d'enquête

21. Les mots "pendant la phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* ne signifient pas que les méthodes exposées dans cette disposition ne sont pas pertinentes dans la présente affaire.

22. Premièrement, le "réexamen périodique du montant du droit" effectué aux États-Unis doit être compatible avec les dispositions de l'article 9 de l'*Accord antidumping*, qui prévoient expressément que le montant du droit ne dépassera pas la marge de dumping calculée selon l'article 2.

23. Deuxièmement, les termes "enquête" et "réexamen" ne s'excluent pas mutuellement. Il n'existe pas de définition des termes "enquête" ou "réexamen" dans l'*Accord antidumping*. Ils sont utilisés dans beaucoup de sens différents, y compris l'enquête initiale au sens de l'article 5 de l'*Accord*, ainsi qu'au sens plus général de l'article 6 de l'*Accord*, qui doit s'appliquer à l'exercice considéré en l'espèce en raison du renvoi exprès à l'article 6, dans l'article 11.4, et en l'absence des mots *mutatis mutandis*, qui sont utilisés à l'article 11.5 de l'*Accord*. Il n'est pas possible d'appliquer les dispositions de l'article 6 de l'*Accord* dans le cadre d'un réexamen périodique du montant du droit effectué par les États-Unis et d'affirmer qu'il n'y a pas d'enquête, alors que ce mot est utilisé à maintes reprises – il doit y avoir au moins une enquête dans le cadre d'un réexamen, menée par les autorités chargées de l'enquête. Le mot "enquête" a à l'article 2 de l'*Accord* le même sens général et dépourvu de restrictions qu'à l'article 6. Si les rédacteurs avaient voulu qu'il en soit autrement, ils auraient inclus des mots à cet effet, ce qu'ils ont choisi de ne pas faire. Aucune raison fondée sur le contexte ou le but ne permet de conclure différemment. Le Groupe spécial ne devrait pas donner de cette disposition une lecture incluant des mots comme "initial" ou "article 5" alors qu'ils n'y figurent pas.

24. Troisièmement, l'exercice effectué par les États-Unis dans le cadre d'un réexamen périodique du montant du droit correspond, objectivement, à une enquête ou à une évaluation effectuée par l'autorité chargée de l'enquête.

25. Quatrièmement, l'article 2 de l'*Accord antidumping* contient une définition qui va au-delà d'un renvoi et n'est pas limitée par les mots "sauf indication contraire".

26. Cinquièmement, même si les États-Unis avaient raison, cela ne signifierait pas que la réduction à zéro simple serait autorisée dans le cadre des réexamens périodiques – puisqu'elle resterait prohibée par l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, comme l'analyse exposée plus haut le montre.

27. Sixièmement, si les États-Unis avaient raison dans leur interprétation des termes "pendant la phase d'enquête", cela pourrait seulement signifier en réalité que, en acceptant de transformer une méthode de comparaison communément utilisée en une exception soumise à certaines conditions, les négociateurs avaient décidé de limiter le champ d'application de cette méthode aux seules enquêtes initiales. Autrement, cela impliquerait que les Membres pourraient recourir à l'exception en dehors des enquêtes initiales sans être soumis à la moindre condition. Ce serait là une conclusion très étrange qui irait à l'encontre de l'obligation générale de procéder à une comparaison équitable dans toutes les circonstances. Les États-Unis n'ont fourni aucun contexte ni aucune raison pour expliquer pourquoi l'exception pourrait devenir la norme en dehors des enquêtes initiales. Les Communautés européennes considèrent que cette idée, si elle était acceptée, saperait gravement l'obligation générale voulant qu'il soit procédé à une comparaison équitable dans toutes les déterminations d'une marge de dumping.

28. Septièmement, si les États-Unis avaient raison à la fois pour l'article 2.4.2 et pour l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, cela ouvrirait dans l'*Accord antidumping* une large faille concernant la question fondamentale de savoir comment calculer une marge de dumping.

29. Huitièmement, il semblerait que le point de vue exprimé par les États-Unis soit une tentative de créer une distorsion flagrante entre les systèmes de recouvrement rétrospectif et les systèmes de recouvrement prospectif, ce pour quoi il n'existe aucun fondement dans l'*Accord antidumping*.

3. Article 11.1 et 11.2 de l'*Accord antidumping*

30. Si l'autorité chargée de l'enquête procède à une détermination de dumping ou se fonde sur une telle détermination aux fins de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*, elle est tenue d'établir toute marge de dumping conformément aux dispositions de l'article 2.4, y compris l'article 2.4.2, de l'*Accord antidumping*.

31. Étant donné que ce sont des considérations *temporelles* qui sont au cœur de cette disposition, le recours à l'article 11.2 de l'*Accord antidumping* ne donne pas à un Membre la possibilité d'opter pour une comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation qui est "inéquitable" au sens de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* dans la mesure où elle implique une réduction à zéro illégale. En acceptant cela, on accepterait une rupture fondamentale dans la continuité, qui enlèverait tout sens au mot "maintenir" dans le texte de l'article 11.2. Cela est d'autant plus vrai lorsque la période visée par le premier réexamen remonte à la date à laquelle des mesures provisoires ont été imposées, éclipsant ainsi totalement les résultats de l'enquête initiale.

Tableau 1

Modèle	Client	PE	VN	Montant du dumping	Pas de réduction à zéro	Réduction à zéro selon les modèles	Réduction à zéro par transaction
A	1	95	100	5			5
A	2	110	100	-10			0
A	2	95	100	5			5
A	3	110	100	-10			0
A	4	115	100	-15			0
	MOYENNE	**105**	**100**	**-5**		**0,0**	
B	1	95	110	15			15
B	2	90	110	20			20
B	3	100	110	10			10
B	4	125	110	-15			0
	MOYENNE	**102,5**	**110**	**7,5**		**7,5**	
C	1	115	120	5			5
C	3	95	120	25			25
C	4	120	120	0			0
	MOYENNE	**110**	**120**	**10**		**10**	
		1265		**MARGE**	**2,8%**	**4,7%**	**6,7%**

Tableau 2

Enquête initiale							Réexamen	
Modèle	**Client**	**PE**	**VN**	**Montant du dumping**	**Pas de réduction à zéro**	**Réduction à zéro selon les modèles**	**PE majoré du montant du dumping initial**	**Réduction à zéro par transaction**
A	1	95	100	5			95	5
A	2	110	100	-10			110	0
A	2	95	100	5			95	5
A	3	110	100	-10			110	0
A	4	115	100	-15			115	0
	MOYENNE	**105**	**100**	**-5**		**0,0**	**105**	
B	1	95	110	15			102,5	7,5
B	2	90	110	20			97,5	12,5
B	3	100	110	10			107,5	2,5
B	4	125	110	-15			132,5	0
	MOYENNE	**102,5**	**110**	**7,5**		**7,5**	**110**	
C	1	115	120	5			125	0
C	3	95	120	25			105	15
C	4	120	120	0			130	0
	MOYENNE	**110**	**120**	**10**		**10**	**120**	
		1265		**MARGE**	**2,8%**	**4,7%**	1325	**3,6%**

Tableau 3

Exportateur	Transaction	Quantité	Prix à l'exportation	Dumping
A	**1**	**1000**	**100**	**0**
B	**1**	**200**	**90**	**2000**
	2	**200**	**90**	**2000**
	3	**200**	**100**	**0**
	4	**200**	**110**	**0**
	5	**200**	**110**	**0**
Total/Moyenne				
A		**1000**	**100**	**0**
B		**1000**	**100**	**4000**

ANNEXE B-4

COMMUNICATION DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(7 mai 2004)

1. Le Japon participe à la présente procédure en tant que tierce partie parce qu'il a des préoccupations systémiques concernant l'interprétation et l'application de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC pour ce qui a trait aux réexamens à l'extinction et aux réexamens administratifs. Le Japon voudrait aborder les questions de droit ci-après.

A. LES TROIS SCÉNARIOS ENVISAGÉS DANS LE *SUNSET POLICY BULLETIN* SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN TANT QUE TELS

2. Le Japon partage les vues du Mexique selon lesquelles les trois scénarios que le DOC a exposés à la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* en vue de donner des instructions quant aux différentes déterminations établies dans le cadre de réexamens à l'extinction sont incompatibles avec l'article 11.3.

3. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, l'Organe d'appel, à titre de question juridictionnelle préliminaire, a précisé que le *Sunset Policy Bulletin* était une mesure susceptible d'être contestée, *en tant que telle*, en vertu de l'Accord sur l'OMC.[1]

4. Dans le présent différend, le Mexique allègue que le *Sunset Policy Bulletin* est incompatible en tant que tel avec l'Accord antidumping. Le Groupe spécial doit donc examiner si le *Sunset Policy Bulletin* satisfait aux prescriptions de fond énoncées à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

5. Comme l'Organe d'appel l'a également précisé dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, s'il est constaté que les trois scénarios envisagés dans la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* sont déterminants ou concluants quant à la probabilité d'un dumping futur, ils sont, en tant que tels, incompatibles avec l'article 11.3.[2]

6. Dans le présent différend, le Mexique a établi que le DOC avait appliqué d'une manière constante les trois scénarios à tous les réexamens à l'extinction passés, sans jamais s'en écarter, et que chaque fois qu'il avait constaté que l'un des trois scénarios au moins fonctionnait, il avait établi ces constatations positives de dumping probable sans tenir compte de facteurs additionnels.

7. L'application répétée et constante des trois scénarios à tous les réexamens à l'extinction ne pouvait pas être une coïncidence. De même, ce ne sont pas des faits similaires qui ont été présentés au DOC dans toutes les affaires précédentes. Cela démontre que le DOC, dans toutes les affaires, applique mécaniquement la présomption établie dans les trois scénarios envisagés dans le *Sunset Policy Bulletin*, selon laquelle il est probable que les sociétés interrogées, dont il a été constaté qu'elles pratiquaient le dumping lors des enquêtes initiales, et qui n'ont pas réalisé un volume de ventes supérieur à celui qu'elles réalisaient avant l'imposition de l'ordonnance à des prix qui n'étaient pas des prix de dumping, feront subsister ou se reproduire le dumping. Cela démontre également que les réexamens à l'extinction effectués par le DOC conformément au *Sunset Policy Bulletin* ne comportent aucun examen rigoureux ou diligent des faits sous-tendant les différents réexamens à l'extinction.

---

[1] *Voir* WT/DS244/AB/R, paragraphes 87 et 88.
[2] *Voir* WT/DS244/AB/R, paragraphe 178.

8. En tant que telle, l'application mécanique et constante de la part du DOC, sans examen rigoureux et diligent des faits au cas par cas, prouve bien que les trois scénarios envisagés dans la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* sont déterminants et concluants et sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 11.3.

B. LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA ÉTABLIE PAR L'ITC SERAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 3.1, 3.4, 3.5 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Les dispositions de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3

9. Le Mexique a à juste titre indiqué que les dispositions de l'article 3 s'appliquaient à l'article 11.3.

10. L'expression "[p]our les besoins du présent accord", figurant dans la note de bas de page n° 9 relative à l'article 3 garantit que, chaque fois que l'Accord antidumping utilise le terme "dommage", les dispositions de l'article 3 définissent ce terme.

11. Le libellé des différentes dispositions de l'article 3 précise encore que les prescriptions qui y sont énoncées s'appliquent à la détermination de l'existence d'un "dommage". L'article 3.1 énonce des prescriptions générales concernant la détermination de l'existence d'un "dommage". Le membre de phrase "la détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994" indique par ce renvoi que les dispositions de l'article 3 s'appliquent à la détermination de l'existence d'un "dommage" partout dans l'Accord antidumping, chaque fois qu'il faut établir les circonstances dans lesquelles une mesure antidumping peut être appliquée. L'Organe d'appel, dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*, a confirmé que "[l]'article 3.1 [était] une disposition globale qui énon[çait] l'obligation de fond essentielle d'un Membre à cet égard. L'article 3.1 éclair[ait] les obligations plus détaillées énoncées dans les paragraphes suivants."[3]

12. L'article 3.1 prescrit aux autorités de fonder leur détermination de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif "du volume des importations faisant l'objet d'un dumping" et de "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix". L'article 3.2 énonce ensuite d'autres règles sur la manière dont les autorités devront examiner ces deux éléments. Ainsi, l'article 3.2 éclaire l'article 3.1 et toutes les autres dispositions de l'Accord antidumping en ce qui concerne les méthodes d'analyse que les autorités doivent appliquer pour établir une détermination de l'existence d'un dommage.

13. L'article 3.1 dispose aussi que les autorités doivent fonder leurs déterminations de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif de "l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits". L'article 3.4 précise ensuite la manière dont doit être examinée "l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale". L'article 3.4 comporte donc des prescriptions détaillées aux fins de l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3.1 et, par conséquent, de la détermination de l'existence d'un dommage. Les autorités doivent satisfaire aux prescriptions de l'article 3.4 pour déterminer l'existence d'un "dommage" dans toute procédure engagée au titre de l'Accord antidumping.

14. L'article 3.5 dispose que le dommage, "au sens du présent accord", doit être causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, par le biais des effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4. Le membre de phrase "dommage au sens du présent accord" fait en sorte que les dispositions de l'article 3.5 précisent encore ce qu'il faut entendre par "dommage" chaque fois que

[3] *Voir* WT/DS122/AB/R, paragraphe 106.

ce terme apparaît dans l'Accord. La détermination de l'existence d'un "dommage" doit donc satisfaire aux prescriptions en matière de causalité et de non-imputation qui sont énoncées à l'article 3.5."

15. Le membre de phrase "il est probable que ... le dommage subsister[a] ou se reproduir[a]", qui figure à l'article 11.3, ne modifie pas la notion essentielle de "dommage", comme l'a établi l'Organe d'appel pour ce qui est du "dumping", dans l'affaire *États-Unis - Réexamen à l'extinction CRS.*[4] Les termes "subsister[a] ou se reproduir[a]" démontrent que l'intention des rédacteurs était de faire en sorte que les autorités déterminent d'abord l'état actuel du dommage causé à la branche de production nationale, et ensuite la manière dont cet état était susceptible d'évoluer. La proposition subordonnée n'influe donc pas sur l'applicabilité de l'article 3 à l'article 11.3. Par conséquent, les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux déterminations d'un "dommage" établies dans le cadre des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

2. L'ITC aurait agi d'une manière incompatible avec les articles 3.4 et 11.3

16. Le Japon partage les vues du Mexique selon lesquelles les autorités doivent évaluer tous les facteurs et indices économiques pertinents qui sont énumérés à l'article 3.4 dans le cadre des réexamens à l'extinction.

17. Il nous semble que le Mexique a présenté des éléments de preuve convaincants selon lesquels l'ITC n'avait pas évalué certains facteurs prescrits par l'article 3.4 aux fins de la détermination d'un dommage.

18. Nous notons que, même si l'ITC évaluait l'importance de la marge de dumping, cette évaluation serait incompatible avec l'article 3.4. L'importance de la marge de dumping est un facteur que l'ITC doit évaluer conformément à l'article 3.4. Si l'ITC n'a pas évalué ce facteur, sa détermination d'un dommage est incompatible avec l'article 3.4. Comme le Mexique l'a établi, le DOC ne disposait pas d'éléments de preuve positifs montrant que le marché des OCTG connaîtrait des conditions semblables à celles qui existaient avant l'imposition de l'ordonnance antidumping. L'évaluation de l'importance de la marge de dumping par l'ITC n'était donc pas étayée par les éléments de preuve positifs exigés par l'article 3.1 et, par conséquent, elle est incompatible avec l'article 3.1 et 3.4.

3. L'ITC aurait agi d'une manière incompatible avec les articles 3.5 et 11.3

19. La première phrase de l'article 3.5 indique expressément que les autorités sont tenues de démontrer que les effets du "dumping" sont la cause réelle du dommage.

20. En outre, la prescription de "non-imputation" qui figure dans les deuxième et troisième phrases de l'article 3.5 exige des autorités qu'elles dissocient et distinguent explicitement les effets dommageables des autres facteurs de dommage et les effets dommageables du dumping.[5]

21. En conséquence, le Japon demande au Groupe spécial d'examiner soigneusement si l'ITC a démontré que le dommage que subirait probablement la branche de production nationale serait causé par les effets du dumping, et si l'ITC a dissocié et distingué les effets de tous les facteurs connus du dommage que subirait probablement la branche de production nationale et les effets du dumping.

[4] *Voir* WT/DS244/AB/R, paragraphe 109.
[5] *Voir* WT/DS184/AB/R, paragraphes 222 et 223.

C. LA DÉTERMINATION À L'EFFET DE NE PAS ABROGER LES MESURES ANTIDUMPING ÉTABLIE PAR LE DOC DANS LE CADRE DU QUATRIÈME RÉEXAMEN SUR LA BASE DES MARGES DE DUMPING CALCULÉES AU MOYEN DE LA MÉTHODE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.2 ET 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Les réexamens au titre de l'article 11.2 sont assujettis aux disciplines énoncées à l'article 2

22. L'Organe d'appel a précisé que les disciplines énoncées à l'article 2 de l'Accord antidumping étaient applicables à toute détermination d'un "dumping", et des marges de dumping, dans le cadre de tout type de procédure antidumping, sauf indication contraire dans les dispositions établissant ces procédures. Une détermination d'un dumping, y compris de la probabilité d'un dumping au titre de l'article 11.3, serait donc incompatible avec l'article 2.4 (et l'article 11.3), si elle reposait sur des marges de dumping calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4.[6]

23. Le réexamen aux fins d'abrogation en question a été effectué par le DOC au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Comme l'article 11.3, l'article 11.2 ne contient aucune disposition qui indique que le terme "dumping" a dans le contexte de ces procédures un sens différent de celui qu'il a dans le reste de l'Accord antidumping. Par conséquent, les disciplines énoncées à l'article 2 s'appliquent avec la même force à la détermination d'un "dumping" et au calcul des marges de dumping, y compris dans le cadre des réexamens au titre de l'article 11.2.

2. La méthode de la réduction à zéro pour le calcul des marges de dumping est incompatible avec l'article 2.4

24. La "réduction à zéro" se produit lorsque les autorités calculent les marges de dumping en deux étapes. Au cours de la première étape, les autorités calculent séparément des marges de dumping pour différents sous-groupes de l'ensemble des transactions à l'exportation. Au cours de la seconde étape, les autorités additionnent ces marges individuelles pour obtenir la marge de dumping globale, mais en ramenant à zéro les marges individuelles négatives.

25. L'Organe d'appel, dans l'affaire *CE – Linge de lit*, a précisé qu'une telle méthode de réduction à zéro était incompatible avec l'article 2.4 et 2.4.2. Il a constaté que la méthode des CE "gonfl[ait] le résultat du calcul de la marge de dumping" et était incompatible avec une "comparaison équitable" parce qu'elle "*n*'[avait] ... *pas* dûment tenu compte de l'ensemble des prix de *certaines* transactions à l'exportation, à savoir celles portant sur des modèles de linge de lit en coton pour lesquels des "marges de dumping négatives" avaient été établies."[7]

26. L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, a également confirmé les raisons d'être susmentionnées de l'interdiction de la méthode de la réduction à zéro, et a en outre indiqué que la réduction à zéro faussait non seulement l'importance de la marge de dumping, mais pouvait aussi fausser une constatation de l'existence même d'un dumping.[8]

27. Ainsi, la méthode de la réduction à zéro pour calculer les marges de dumping, que ce soit dans le cadre d'une enquête initiale ou à un autre titre, est incompatible avec l'article 2.4.

---

[6] *Voir* WT/DS244/AB/R, paragraphes 109 et 127.
[7] *Voir* WT/DS141/AB/R, paragraphe 55.
[8] *Voir* WT/DS244/AB/R, paragraphe 135.

3. Le DOC utilise la méthode de la réduction à zéro pour calculer les marges de dumping dans le cadre de ses réexamens administratifs, et le calcul est donc forcément incompatible avec l'article 2.4

28. La raison d'être susmentionnée vaut tout à fait pour la méthode de calcul des marges de dumping utilisée par le DOC dans le cadre des réexamens administratifs. Dans le cadre des réexamens administratifs, le DOC calcule les marges de dumping en utilisant une méthode de comparaison moyenne pondérée à transaction. Selon cette méthode, au cours de la première étape, le DOC calcule la marge de dumping pour chaque transaction à l'exportation prise individuellement. S'il y a 100 transactions à l'exportation, par exemple, il calcule 100 marges de dumping différentes. Le DOC calcule ensuite la marge de dumping totale pour l'ensemble des transactions à l'exportation. Toutefois, il n'additionne pas simplement les 100 marges de dumping. Pour additionner ces marges, il ramène les marges négatives à zéro. En effet, le DOC additionne uniquement les marges de dumping positives des transactions prises individuellement pour parvenir à la marge de dumping totale.

29. Ainsi, il n'y a pas de différence méthodologique entre la méthode des CE contestée dans l'affaire *CE – Linge de lit* et la méthode utilisée par le DOC dans le cadre des réexamens administratifs pour ce qui est de l'application de la méthode de la réduction à zéro aux marges de dumping négatives lors de la seconde étape du calcul. La méthode de la réduction à zéro utilisée par le DOC dans le cadre des réexamens administratifs est donc équivalente à la méthode de la réduction à zéro qui a été contestée et jugée incompatible dans l'affaire *CE - Linge de lit*, voire pire.

30. Comme le Mexique l'a démontré, la détermination établie par le DOC à l'effet de ne pas abroger l'ordonnance antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique reposait sur des marges de dumping qui avaient été calculées sur la base de la méthode de la réduction à zéro. La détermination du DOC est donc incompatible avec les articles 2.4 et 11.2.

ANNEXE B-5

COMMUNICATION DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(28 avril 2004)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION B-46

II. ARGUMENTS JURIDIQUES B-46

A. L'ÉNONCÉ DES MESURES ADMINISTRATIVES (SAA) ET LE *SUNSET POLICY BULLETIN* (SPB) PEUVENT ÊTRE CONTESTÉS EN TANT QUE TELS B-46

B. LE SAA ET LE SPB SONT CONTRAIRES À L'OBLIGATION EXPLICITE FAITE À L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING DE SUPPRIMER LE DROIT CINQ ANS AU PLUS TARD À COMPTER DE LA DATE DE SON IMPOSITION, À MOINS QUE LES CONDITIONS ÉNONCÉES DANS CETTE DISPOSITION NE SOIENT REMPLIES B-48

1. L'obligation explicite énoncée à l'article 11.3 de l'Accord antidumping est la suppression du droit antidumping dans un délai de cinq ans, à moins que les conditions énoncées dans cette disposition ne soient remplies B-48

2. Le SAA et le SPB sont incompatibles avec le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 de l'Accord antidumping B-50

3. La charge est attribuée à tort aux exportateurs, plutôt que d'incomber à l'autorité chargée de l'enquête B-51

C. LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING S'APPLIQUENT AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3 ..... B-52

III. CONCLUSION B-53

I. INTRODUCTION

1. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu soumet la présente communication en tant que tierce partie en raison de son intérêt systémique dans l'interprétation de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT) et de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping) s'agissant des réexamens à l'extinction. La présente communication traitera en particulier des questions suivantes:

- capacité de l'Énoncé des mesures administratives (SAA) et du *Sunset Policy Bulletin* (SPB) d'être contestés en tant que tels;

- incompatibilité du DSAA et du SPB avec l'obligation faite à l'article 11.3 de l'Accord antidumping de supprimer le droit cinq ans au plus tard à compter de la date de son imposition, à moins que les conditions énoncées dans cet article ne soient remplies; et

- applicabilité de l'article 3 de l'Accord antidumping aux réexamens à l'extinction.

2. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu considère que la portée limitée de la présente communication ne préjuge pas de sa position concernant les autres allégations formulées par le Mexique dans le cadre du présent différend. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu réserve donc son droit de soulever, dans sa déclaration orale, les questions qui n'auront pas été abordées dans la présente communication écrite.

II. ARGUMENTS JURIDIQUES

A. L'ÉNONCÉ DES MESURES ADMINISTRATIVES (SAA) ET LE *SUNSET POLICY BULLETIN* (SPB) PEUVENT ÊTRE CONTESTÉS EN TANT QUE TELS

2. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime, comme le Mexique, que le SAA et le SPB constituent des "mesures" qui peuvent être contestées en tant que telles.[1] Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a infirmé "les constatations formulées par le Groupe spécial ..., selon lesquelles le *Sunset Policy Bulletin* n'[était] pas un instrument juridique impératif et n'[était] donc pas une mesure "susceptible d'être contestée", en tant que telle, au titre de l'*Accord antidumping* ou de l'*Accord sur l'OMC*".[2] Bien qu'il ne soit pas allé jusqu'à dire que le *Sunset Policy Bulletin en lui-même* constituait une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et constituait par conséquent une mesure, l'Organe d'appel, lorsqu'il a examiné les allégations en tant que telles spécifiques du Japon concernant les sections II.A.2, 3 et 4 du SPB, a effectivement considéré ces dispositions comme des mesures et a examiné les contestations en tant que telles du Japon.[3] De même, dans la présente affaire, ces mêmes dispositions, ainsi que d'autres dispositions du SPB, peuvent assurément être considérées comme des mesures susceptibles d'être contestées en tant que telles.

3. Ni le Groupe spécial ni l'Organe d'appel n'a examiné la nature du SAA devant être contesté en tant que tel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du*

[1] Première communication du Mexique, 24 mars 2004, paragraphes 42 à 46.

[2] *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* (États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS244/AB/R, paragraphes 100 et 212.

[3] *Id.*, paragraphes 156 et 169.

Japon, car le Japon n'avait pas formulé d'allégation à cet égard.[4] Toutefois, dans son examen du SPB, l'Organe d'appel a cité son propre rapport sur l'affaire *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, dans lequel il avait observé qu'une large gamme de "mesures" pouvaient être soumises à une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC, y compris des "directives administratives non contraignantes".[5] L'Organe d'appel a en outre indiqué ce qui suit:

> [L]es instruments d'un Membre qui contiennent des *règles ou des normes* pourraient constituer une "mesure", peu importe comment ou si ces règles ou normes sont appliquées dans un cas particulier. Cela tient au fait que les disciplines du GATT et de l'OMC, ainsi que le système de règlement des différends, visent à protéger non seulement les échanges existants mais aussi la sécurité et la prévisibilité nécessaires pour la réalisation des échanges futurs. Cet objectif serait compromis si les *instruments établissant des règles ou des normes* incompatibles avec les obligations d'un Membre ne pouvaient pas être soumis à un groupe spécial ... Par ailleurs, si des instruments contenant des règles ou des normes ne pouvaient pas être contestés en tant que tels mais uniquement dans le cadre de leur application, cela aboutirait à une multiplicité de procédures.[6] [pas d'italique dans l'original]

4. Lorsqu'il a infirmé les conclusions du Groupe spécial, selon lesquelles le SPB ne constituait pas un instrument juridique impératif et ne pouvait donc pas être contesté en tant que tel dans le cadre de l'OMC, l'Organe d'appel a également fait observer que le Groupe spécial s'était trop concentré sur la distinction impératif/facultatif[7] et n'avait pas reconnu les limites excessives que le SPB imposait aux déterminations du Département du commerce des États-Unis[8] et, de ce fait, n'avait pas reconnu la "nature normative" des dispositions.[9]

5. Selon l'Organe d'appel, une "directive administrative non contraignante" contenant "des règles ou des normes" peut constituer une "mesure". En outre, même si la mesure n'est pas impérative, elle peut être contestée en tant que telle si elle limite indûment les facteurs devant être pris en considération par les autorités chargées de l'enquête pour établir leur détermination dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, de telle sorte qu'elle devient une mesure de nature normative.

6. Si l'on suit le raisonnement de l'Organe d'appel présenté plus haut, le SAA est donc une mesure susceptible d'être contestée en tant que telle. Comme le Mexique l'a souligné, le SAA énonce trois critères ou règles dont les États-Unis considèrent qu'ils sont "extrêmement probants" quant à la probabilité de l'existence d'un dumping.[10] L'introduction du SAA contient également la confirmation suivante:

> le présent Énoncé est une expression des vues de l'administration, qui fait autorité, concernant l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay … En outre, l'Administration croit savoir que le *Congrès escompte que les Administrations suivantes respecteront et appliqueront les interprétations et les engagements qui y sont énoncés*. De plus, comme le présent énoncé aura été approuvé par le Congrès au moment où seront mis en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay, les interprétations

---

[4] Les États-Unis ne semblent pas réfuter l'allégation du Mexique, selon laquelle le SAA peut être contesté en tant que tel. Toutefois, la présente communication expose les arguments ayant trait au SAA afin que le Groupe spécial puisse les examiner dans le cas où les États-Unis soulèveraient la question dans des communications à venir.

[5] *Id.*, paragraphe 85.

[6] *Id.*, paragraphe 82.

[7] *Id.*, paragraphe 93.

[8] *Id.*, paragraphe 97.

[9] *Id.*, paragraphe 98.

[10] Première communication du Mexique, paragraphe 91.

de ces accords qui y figurent revêtent un poids particulier.[11] [pas d'italique dans l'original]

7. Le SAA a été approuvé par le Congrès.[12] Le Congrès escompte que l'autorité chargée de l'enquête, qui fait partie de l'Administration des États-Unis, "respecter[a] et appliquer[a]" le SAA. Il s'agit bien là de termes qui indiquent que le SAA est censé être normatif; l'Administration n'a pas le pouvoir discrétionnaire de s'écarter du SAA lorsqu'elle applique les Accords du Cycle d'Uruguay. Et, dans la pratique, comme le montre le Mexique dans sa pièce n° 62, le Département du commerce des États-Unis suit l'interprétation du SAA, qui est encore explicitée par le SPB dans chaque affaire de réexamen à l'extinction. Compte tenu des faits que nous venons d'exposer, le SAA constitue assurément une mesure susceptible d'être contestée en tant que telle.

B. LE SAA ET LE SPB SONT CONTRAIRES À L'OBLIGATION EXPLICITE FAITE À L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING DE SUPPRIMER LE DROIT CINQ ANS AU PLUS TARD À COMPTER DE LA DATE DE SON IMPOSITION, À MOINS QUE LES CONDITIONS ÉNONCÉES DANS CETTE DISPOSITION NE SOIENT REMPLIES

8. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime, comme le Mexique, que le SAA et le SPB sont incompatibles, et tant que tels, avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[13] Si on laisse de côté la question de savoir si, comme l'allègue le Mexique[14], le SAA et le SPB créent une présomption que le dumping subsistera ou se reproduira incompatible avec les règles de l'OMC, le SAA et le SPB sont de toute façon incompatibles avec l'obligation explicite faite à l'article 11.3 de supprimer le droit antidumping dans un délai de cinq ans, à moins que les conditions spécifiques qui y sont énoncées ne soient remplies. La présente communication examinera en particulier le critère "probable" incorrect exigé par le SAA et le SPB, et l'attribution indue aux exportateurs de la charge de fournir des renseignements et démontrer qu'il y a des raisons valables de prendre d'autres facteurs en considération.

1. L'obligation explicite énoncée à l'article 11.3 de l'Accord antidumping est la suppression du droit antidumping dans un délai de cinq ans, à moins que les conditions énoncées dans cette disposition ne soient remplies

9. L'article 11.3 dispose d'emblée que "tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé".[15] Les conditions permettant le maintien

---

[11] Statement of Administrative Action, H.R. 5110, H.R. Doc. 316, volume 1, 103d Congress, 2nd Session, 656 (1994), page 656.

[12] 19 USC § 3511

> a) Approbation des accords et de l'Énoncé des mesures administratives
> … le Congrès approuve –
> 1) …
> 2) l'Énoncé des mesures administratives proposées pour mettre en œuvre les accords, qui a été soumis au Congrès le 27 septembre 1994.

[13] Première communication du Mexique, paragraphe 88.

[14] *Id.*, paragraphes 88 à 109.

[15] Le texte complet de l'article 11.3 est le suivant:

> 11.3 Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage[22] subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen.

du droit au-delà de la période de cinq ans sont énoncées dans la proposition subordonnée, introduite par les termes "à moins que". L'emploi de cette construction grammaticale donne à penser que la phrase principale, qui exige la suppression du droit dans un délai de cinq ans au plus tard, devrait être considérée comme la norme et constitue donc l'obligation incombant aux Membres au titre de l'article 11.3, le maintien du droit étant l'exception, et uniquement si les conditions énoncées dans la disposition sont remplies.

10. L'Organe d'appel ayant examiné l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* partage cette interprétation:

> L'article 11.3 impose une limitation temporelle en ce qui concerne le maintien des droits antidumping. Il établit une règle impérative assortie d'une exception. Précisément, les Membres sont tenus de supprimer un droit antidumping dans les cinq ans suivant son imposition "*à moins que*" les conditions suivantes ne soient remplies ... Si l'une quelconque de ces conditions n'est pas remplie, le droit doit être supprimé.[16] [italique et guillemets dans l'original] [note de bas de page omise]

L'Organe d'appel a par ailleurs relevé le libellé parallèle de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article 21.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et a indiqué que l'interprétation semblable qu'il avait formulée antérieurement dans l'affaire *États-Unis - Acier au carbone* concernant l'article 21.3 de l'Accord SMC pouvait s'appliquer *mutatis mutandis* à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[17]

11. L'article 11.1 de l'Accord antidumping renforce l'obligation de supprimer le droit énoncée à l'article 11.3. En vertu de cet article, "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil* a expliqué que l'article 11.1 énonçait "une prescription générale, sans équivoque et impérative ... Il constitu[ait] le fondement des procédures de réexamen définies à l'article 11.2 (et 11.3) en établissant un principe général et primordial, dont les modalités [étaient] énoncées au paragraphe 2 (et au paragraphe 3) de cet article".[18] L'article 11.1 éclaire donc les Membres concernant l'obligation de supprimer la mesure antidumping si le dumping et le dommage ont cessé ou, dans le cas de l'article 11.3, si la probabilité que le dumping et le dommage subsistera ou se reproduira n'existe plus.

12. Un Membre ne peut proroger une mesure antidumping que si les conditions relatives à l'exception, énoncées à l'article 11.3 sont remplies. Le texte de l'article 11.3 indique clairement que les autorités, lorsqu'elles font valoir cette exception, doivent "détermine[r]" activement ... "qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Ce rôle actif que doivent jouer les autorités est précisé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*:

> L'article 11.3 attribue aux autorités un rôle actif et non passif en matière de prise de décisions. Les termes "réexamen" et "déterminer" figurant à l'article 11.3 donnent à

---

[22] Lorsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base rétrospective, si la procédure d'évaluation la plus récente au titre de l'alinéa 3.1 de l'article 9 a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif.

[16] *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 104.

[17] *Id.*, note de bas de page 114. Voir aussi *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* (États-Unis – Acier au carbone), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS213/AB/R, paragraphes 63 et 88.

[18] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil* (CE – Accessoires de tuyauterie en provenance du Brésil), rapport du Groupe spécial, WT/DS219/R, paragraphe 7.113.

> penser que les autorités procédant à un réexamen à l'extinction doivent agir avec un degré de diligence approprié et arriver à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen.[19]

Toute autre interprétation, ou le renversement de la charge consistant à démontrer qu'il existe des renseignements ou des éléments de preuve, dans le but de faire valoir l'exception, serait incompatible avec l'article 11.3.

2. Le SAA et le SPB sont incompatibles avec le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 de l'Accord antidumping

13. L'une des conditions du maintien d'une ordonnance en matière de droits antidumping, énoncées à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, est la détermination par les autorités qu'il est "probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" si le droit est supprimé. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime, comme le Mexique, que le SAA et le SPB, lorsqu'ils interprètent la loi des États-Unis[20] concernant l'abrogation des ordonnances en matière de droits antidumping, établissent un critère qui est incompatible avec le critère "probable" de l'article 11.3.[21]

14. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel, citant le *Shorter Oxford English Dictionary*, a défini le terme "likely" (probable) comme suit: "[h]aving an appearance of truth or fact; that looks as if it would happen, be realized, or prove to be what is alleged or suggested; probable; to be reasonably expected" (ayant l'apparence de la vérité ou d'un fait; dont on peut penser qu'il se produira, se réalisera ou s'avérera être ce qui est allégué ou suggéré; vraisemblable; que l'on peut raisonnablement escompter).[22] Au paragraphe suivant, l'Organe d'appel a indiqué qu'"une détermination positive de la probabilité [pouvait] être établie uniquement si les éléments de preuve démontr[aient] qu'il [était] *vraisemblable* qu'un dumping existerait si le droit était supprimé – et *non simplement si les éléments de preuve donn[aient] à penser qu'un tel résultat pourrait être possible ou plausible*".[23] [pas d'italique dans l'original] Le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 concerne donc un fait dont il est vraisemblable qu'il se produira.

15. Le SAA et le SPB établissent au contraire un critère beaucoup plus flou. Au lieu du terme "probable", qui figure à l'article 11.3, on trouve dans le SAA des expressions beaucoup plus imprécises comme "highly probative of the likelihood" (extrêmement probant quant à la probabilité), "it is reasonable to assume" (il est raisonnable de supposer), "may provide a strong indication" (peut donner une indication sérieuse) et "highly probative of the likelihood" (extrêmement probant quant à la probabilité).[24] Vu le manque de précision de ces indications et suppositions, le SPB prescrit au Département du commerce des États-Unis (le Département) de déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si

a) le dumping a subsisté à un niveau quelconque supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient;

b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension selon qu'il convient; ou

---

[19] *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 111.
[20] 19 USC § 1675a c) 1).
[21] Première communication du Mexique, paragraphes 105 à 109 et 166 à 175.
[22] *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 110.
[23] *Id.*, paragraphe 111.
[24] SAA, pages 889 et 890.

c) le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et les volumes d'importation de la marchandise visée ont notablement diminué.[25]

16. Sans procéder à une analyse trop poussée, ces critères n'ont que très peu de rapport avec la vraisemblance que le dumping se produira à l'avenir. Le volume des importations peut fluctuer pour un nombre infini de raisons, avec ou sans droits antidumping. En outre, l'imposition du droit et la manière dont il est perçu[26] peuvent également influer sur les décisions commerciales des importateurs et des exportateurs. La baisse ou la cessation des importations qui en résulte n'est donc pas surprenante et ne devrait pas non plus donner d'indication quant à la probabilité que le dumping se reproduira à l'avenir, surtout lorsque aucun autre facteur n'est pris en considération.

17. Les critères énoncés plus haut reposent sur des indications et des suppositions imprécises et ne sont absolument pas conformes au critère "probable", plus exigeant et plus précis. Ils sont donc incompatibles avec l'article 11.3. En outre, en établissant un critère moins exigeant, le SAA et le SPB ne respectent pas la présomption qui s'impose aux autorités en vertu de l'article 11.3, selon laquelle le droit doit être supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il a été imposé, à moins que les conditions permettant de faire valoir l'exception ne soient remplies.

3. La charge est attribuée à tort aux exportateurs, plutôt que d'incomber à l'autorité chargée de l'enquête

18. Le *Sunset Policy Bulletin* reconnaît que les critères énoncés ci-dessus ne sont pas uniquement des indicateurs de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira: "le Département reconnaît que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, les données pertinentes pour les critères prévus aux paragraphes a) à c) ci-dessus peuvent ne pas être concluantes pour ce qui est de la probabilité".[27] Au lieu de prescrire au Département d'examiner lui-même d'autres critères ou facteurs, la loi, le SAA et le SPB déplacent vers les exportateurs la charge de montrer qu'il y a lieu de prendre d'autres facteurs en considération. Le SPB indique ce qui suit:

> le Département prendra en considération d'autres facteurs dans les réexamens à l'extinction de droits antidumping s'il détermine qu'il existe des raisons valables de prendre en considération ces autres facteurs. Il incombe à une partie intéressée de fournir des renseignements ou des éléments de preuve qui justifieraient la prise en considération des autres facteurs en question.[28]

19. En déplaçant vers les exportateurs la charge de fournir des renseignements ou des éléments de preuve, le *Sunset Policy Bulletin* réaffirme essentiellement que la marge de dumping et les volumes d'importation antérieurs sont des facteurs primordiaux et déterminants dans la détermination de la probabilité établie par le Département. Autrement dit, si les exportateurs ne démontrent pas qu'il y a des raisons valables de prendre d'autres facteurs en considération (et il n'est pas donné d'explication sur ce que sont les raisons valables), le Département considérera automatiquement l'existence de l'un quelconque des trois critères susmentionnés comme démontrant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, sans examiner d'autres facteurs économiques ou facteurs relatifs au marché.

---

[25] *Sunset Policy Bulletin*, section II.A.3, page 18872.

[26] Les États-Unis calculent les droits antidumping rétroactivement et le droit définitif n'est donc pas certain tant que le Département n'a pas effectué le réexamen annuel. Avec ce système, les importateurs sont confrontés à une plus grande incertitude concernant le montant maximum des droits antidumping définitifs qui seront en fin de compte perçus, ce qui peut donc influer sur leur décision en matière d'achats.

[27] *Id.*

[28] *Id.*, section II.C, page 18874.

20. L'article 11.3 ne permet tout simplement pas de déplacer la charge de cette manière. Comme nous l'avons vu plus haut, l'obligation énoncée à l'article 11.3 est de supprimer le droit "cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé". L'exception, à savoir le maintien du droit, n'est autorisée que si les autorités chargées de l'enquête ont correctement déterminé, sur la base d'éléments de preuve suffisants, qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé.[29]

21. En imposant aux exportateurs de fournir des renseignements qui justifieraient la prise en considération d'autres facteurs par le Département, le SPB et, plus largement, le SAA et la loi confèrent aux autorités le pouvoir discrétionnaire d'examiner uniquement les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs et attribuent aux exportateurs la charge de présenter des renseignements et démontrer qu'il y a des raisons valables d'examiner d'autres facteurs. Le Département peut donc appliquer mécaniquement les trois critères, jouant ainsi un rôle passif et renonçant à la prescription de l'article 11.3, qui veut que les autorités chargées de l'enquête recueillent activement des renseignements. Les conditions permettant de faire valoir l'exception, énoncées à l'article 11.3, ne peuvent être remplies si le Département suit le SPB et, par là même, les États-Unis passent outre à l'obligation de supprimer le droit prévue à l'article 11.3. Par conséquent, les États-Unis violent l'article 11.3 en tant que tel.

C. LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING S'APPLIQUENT AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

22. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'est pas d'accord avec l'affirmation des États-Unis, selon laquelle les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction.[30] Le texte de l'article 11.3 fait obligation aux autorités d'examiner le dumping et le dommage. Si l'on se rappelle la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, citée plus haut, les termes "réexamen" et "déterminent" attribuent un rôle actif aux autorités, si celles-ci souhaitent faire valoir l'exception prévue à l'article 11.3. Si les réexamens à l'extinction diffèrent par nature de l'enquête initiale en ce sens que l'article 11.3 prescrit une analyse prospective, la détermination correspondante qui doit être établie par les autorités porte toujours sur l'existence d'un dumping ou d'un dommage.

23. En plus des arguments déjà avancés par le Mexique dans sa première communication écrite[31], il convient de noter que l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, a établi que l'article 2 s'appliquait au calcul des marges de dumping dans le cadre de la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3:

> L'article 2 énonce les disciplines convenues dans l'*Accord antidumping* pour le calcul des marges de dumping ... [A]u cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping.[32]

24. De façon similaire, les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping doivent également s'appliquer à la détermination de la probabilité d'un dommage, car elles représentent les disciplines convenues aux fins de l'établissement de cette détermination et il n'y a pas d'autres dispositions dans l'Accord antidumping sur lesquelles les Membres puissent fonder leur détermination à cet égard. Par

---

[29] *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 158.
[30] Première communication écrite des États-Unis d'Amérique, 21 avril 2004, paragraphes 238 à 258.
[31] Première communication du Mexique, paragraphes 191 à 195.
[32] *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 127.

conséquent, même dans le cas de l'analyse prospective d'un dommage au titre de l'article 11.3, les autorités doivent nécessairement appliquer l'article 3, chaque fois que cela est approprié.

III. CONCLUSION

25. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que le SAA et le SPB constituent des mesures susceptibles d'être contestées en tant que telles. Le SAA et le SPB, en tant que tels, vont à l'encontre de l'obligation explicite faite à l'article 11.3 de l'Accord antidumping de supprimer le droit cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il a été imposé. Enfin, les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent à l'analyse prospective d'un dommage au titre de l'article 11.3, chaque fois que cela est approprié.

26. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu demande au Groupe spécial de bien vouloir examiner les points de vue qui viennent d'être exposés et de formuler ses constatations en conséquence.

ANNEXE C

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DEUXIÈMES COMMUNICATIONS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Deuxième communication écrite du Mexique	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des États-Unis	C-11

ANNEXE C-1

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU MEXIQUE

(19 juillet 2004)

I. INTRODUCTION

1. Le point de vue des États-Unis selon lequel l'article 11 énonce peu d'obligations de fond (voire aucune)[1] est indéfendable. Dans l'article 11.1, 11.2 et 11.3, les Membres de l'OMC ont établi des disciplines strictes en matière d'imposition de droits antidumping, y compris des limites temporelles définitives. Au cœur de ces dispositions, et au centre du présent différend, se trouve l'obligation de supprimer les droits antidumping comme suit: conformément à l'article 11.2, lorsqu'ils ne sont plus nécessaires pour neutraliser le dumping; et conformément à l'article 11.3, au bout de cinq ans.

2. Dans la présente affaire, les déterminations formulées par les États-Unis au titre de l'article 11.2 et 11.3 à l'effet de maintenir les droits sont fondées sur des présomptions, des inférences, des spéculations et des conjectures et non sur des éléments de preuve positifs. C'est pourquoi elles sont insuffisantes pour invoquer l'exception limitée autorisant le maintien d'un droit antidumping au-delà de cinq ans au titre de l'article 11.3, et ne peuvent pas être utilisées pour se soustraire à l'obligation énoncée à l'article 11.2 de supprimer immédiatement le droit lorsqu'il n'est plus nécessaire.

II. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT

A. LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS RÉFUTÉ LES ÉLÉMENTS *PRIMA FACIE* FOURNIS PAR LE MEXIQUE QUI DÉMONTRAIENT QUE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS ÉTABLIT LA PRÉSOMPTION INCOMPATIBLE AVEC LES RÈGLES DE L'OMC QU'IL EST PROBABLE QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

3. La loi (19 U.S.C. § 1675a c) 1)), l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis ("le SAA") (pages 889 et 890), et le Sunset Policy Bulletin ("le SPB") (section II.A.3), appliqués indépendamment et conjointement, établissent la présomption qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.[2] Cette présomption est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping et les États-Unis n'ont pas réfuté les éléments *prima facie* fournis par le Mexique qui démontraient cette incompatibilité.

4. Les États-Unis affirment que l'argument du Mexique s'appuie sur l'hypothèse que les trois scénarios décrits dans le SPB "sont les seuls possibles, et que, par conséquent, le Département du commerce établira toujours une constatation positive".[3] Le Mexique ne fait pas valoir que les trois scénarios envisagés dans la section II.A.3 du SPB sont les seuls résultats possibles. Il fait valoir qu'en vertu de la législation des États-Unis, le Département considère que la réalisation de l'un quelconque des trois scénarios est concluante pour ce qui est d'un dommage probable – à l'exclusion de tout autre élément de preuve. Les pièces n° 62 et n° 65 du Mexique démontrent que le Département se conforme à la section II.A.3 dans tous les réexamens à l'extinction et que, chaque fois qu'il constate qu'au moins un des trois critères énoncés dans le SPB est rempli, il établit une constatation positive de

[1] *Voir par exemple* la première communication des États-Unis, paragraphes 2, 90 et 91
[2] Première communication du Mexique, paragraphes 87 à 109.
[3] Première communication des États-Unis, paragraphe 97.

dumping probable sans prendre en considération de facteurs additionnels. Il en résulte donc que la section II.A.3 donne pour instruction au Département d'accorder un poids décisif aux marges de dumping antérieures et à la baisse du volume des importations (ou à la cessation des importations) dans chaque affaire.

5. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, à savoir que leur système ménage au Département la possibilité d'examiner des renseignements autres que les marges de dumping et le volume des importations au titre de la disposition relative aux "raisons valables"[4], l'application effective de cette disposition montre que la voie des "raisons valables" a conduit uniquement à des déterminations positives de la probabilité. Cela n'est pas surprenant étant donné que, comme le démontrent les pièces n° 62 et n° 65 du Mexique, le Département n'a jamais établi de détermination d'absence de probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction complet ou accéléré.

6. Les arguments des États-Unis selon lesquels le SPB et la pratique du Département ne peuvent pas être contestés doivent être rejetés. Cette question a été réglée. L'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le SPB n'était pas une mesure susceptible d'être contestée, en tant que telle, dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC.[5] Il a été d'avis que le terme "mesure", à des fins de contestation à l'OMC, avait un sens large et incluait les instruments administratifs tels que le SPB.[6] Le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* appelle de la même façon à conclure que la pratique constante du Département peut être contestée en tant que telle.[7]

7. En résumé, la loi, le SAA et le SPB sont des mesures qui prescrivent au Département de faire des marges de dumping antérieures et de la baisse du volume des importations une base de jugement déterminante. Les pièces n° 62 et n° 65 du Mexique (qui exposent la pratique constante du Département) démontrent que le Département suit les instructions de la loi, du SAA et du SPB dans tous les réexamens à l'extinction et que, chaque fois qu'il constate que au moins un des trois critères énoncés dans le SPB est rempli, il établit une détermination positive de dumping probable sans prendre en considération de facteurs additionnels.

B. LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VISANT LES OCTG EN PROVENANCE DU MEXIQUE VIOLAIT LES ARTICLES 11.3 ET 2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Le Département s'est fondé de façon inadmissible sur la marge résultant de l'enquête initiale

8. Les éléments de preuve positifs présentés par les sociétés mexicaines interrogées démontraient que le dumping ne serait pas probable.[8] Les éléments de preuve dont disposait le Département incluaient des renseignements indiquant pourquoi la marge de dumping résultant de l'enquête initiale n'était pas pertinente pour la question de la probabilité d'un dumping, ainsi que les résultats des réexamens administratifs de l'ordonnance antidumping effectués récemment, qui étaient des déterminations consécutives de l'existence de marges nulles (absence de dumping).

---

[4] *Voir* 19 U.S.C. § 1675a c) 2) (pièce n° 24 du Mexique); 19 C.F.R. §§ 351.218 d) 3) iv) et e) 2) iii) (pièce n° 25 du Mexique); section II.C du SPB.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 94 à 100.

[6] *Id.*, paragraphes 82 à 88.

[7] *Id.*, paragraphes 78 et 88.

[8] *Voir par exemple* la pièce n° 64 du Mexique (tableau des éléments de preuve tiré de la première déclaration orale du Mexique).

9. Le Département s'est fondé exclusivement sur la diminution du volume des importations d'OCTG en provenance du Mexique pour ne pas tenir compte des éléments de preuve positifs présentés par les sociétés mexicaines interrogées. À la suite de quoi, les seuls renseignements restants dont il disposait étaient la marge de dumping résultant de l'enquête initiale et la baisse du volume des importations. Le Département a ensuite mécaniquement fait fond sur ces renseignements, en dépit de la mise en garde de l'Organe d'appel selon laquelle "une analyse au cas par cas des facteurs à l'origine d'une cessation des importations ou d'une diminution des volumes d'importation (lorsque le dumping est éliminé) sera nécessaire pour déterminer que le dumping se reproduira si le droit est supprimé".[9]

10. Le fait que le Département s'est fondé sur la marge résultant de l'enquête initiale en l'espèce découle nécessairement de la façon dont est conçu le système des États-Unis. La loi prescrit que le Département "prend en considération" 1) "les marges … de dumping déterminées dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs" et 2) le volume des importations.[10] Le SAA indique que le Département choisira normalement une marge "résultant de l'enquête initiale parce que c'est le seul taux calculé qui reflète le comportement des exportateurs … en l'absence de la discipline instaurée par une ordonnance ou un accord de suspension".[11] Le règlement d'application de la loi ajoute que: "ce n'est que dans les circonstances les plus extraordinaires que le Secrétaire se fondera sur … une marge de dumping autre que celle qu'il aura calculée et publiée dans ses déterminations antérieures ...".[12] Le SPB confirme "que des marges qui subsistent à n'importe quel niveau conduiraient à une constatation de la probabilité".[13] En réalité, le Mémorandum sur les questions et la décision établi par le Département dans la présente affaire montre que la marge résultant de l'enquête initiale a été la seule constatation de dumping formulée par le Département.[14] Le Mexique n'a pu trouver dans le dossier dont disposait le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction aucun autre renseignement montrant qu'un dumping était pratiqué par un exportateur mexicain. Par conséquent, pour le Mexique, il semble clair que le Département s'est nécessairement fondé sur cette marge.

2. Le Département a présumé de façon inadmissible que la baisse du volume des importations démontrait qu'il était probable que le dumping se reproduirait

11. En se fondant exclusivement sur la baisse du volume des importations pour ne pas tenir compte des éléments de preuve positifs présentés par les sociétés interrogées, le Département a fait deux suppositions, dont aucune n'était étayée par des éléments de preuve positifs, puis a lié ces deux suppositions pour établir la détermination de dumping probable. En premier lieu, le Département a inféré que la baisse du volume des importations seule était suffisante pour démontrer que les exportateurs mexicains ne pourraient pas faire face à la concurrence aux États-Unis sans pratiquer le dumping. En second lieu, aggravant davantage l'erreur commise avec la première supposition, il a estimé que, simplement parce qu'il avait inféré qu'ils ne pourraient pas faire face à la concurrence aux États-Unis sans pratiquer le dumping, il était probable que les exportateurs pratiqueraient le dumping après l'abrogation.

---

[9] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 177.

[10] 19 U.S.C. 1675a c) 1) (pièce n° 24 du Mexique).

[11] *Énoncé des mesures administratives*, accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, Pub. L. n° 103 à 465, 108 stat. 4809 (1994) page 890, *réimprimé dans* 1994 U.S.C.C.A.N. 4040 ("le SAA").

[12] 19 C.F.R. § 351.218 e) 2) i) (non souligné dans l'original) (pièce n° 25 du Mexique).

[13] Section II.A.4 (non souligné dans l'original).

[14] *Issues and Decision Memorandum for the Full Sunset Review of the Anti-dumping Duty Order on Oil Country Tubular Goods from Mexico* (9 Mar. 2001) (final results) pages 5 et 6 (pièce n° 19 du Mexique) ("le Département continue de constater que les marges résultant de l'enquête initiale sont les marges appropriées à communiquer à la Commission" (non souligné dans l'original)).

3. Le Département a rejeté les éléments de preuve pertinents démontrant que le dumping ne serait pas probable

12. Le Département n'a pas examiné les arguments de TAMSA ni les éléments de preuve positifs versés au dossier qui indiquaient qu'en l'absence de la très forte dévaluation du peso mexicain en 1994, l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique n'aurait pas été imposée à l'origine. Le Département a calculé des marges nulles pour TAMSA et Hylsa lors des réexamens administratifs; par conséquent, s'il n'y avait eu aucun dumping lors de l'enquête initiale, en l'absence des circonstances particulières de 1994, alors le dumping ne pourrait pas "subsister ou se reproduire" après l'abrogation de l'ordonnance. Le Département n'a pas non plus tenu compte du fait que des marges nulles avaient été calculées pour TAMSA et Hylsa dans le cadre des réexamens administratifs les plus récents. Cet élément de preuve est clairement pertinent pour la détermination de la probabilité établie par le Département.

13. Le Département n'a pas examiné les éléments de preuve présentés par TAMSA, mais les a sommairement rejetés. Il a inféré de la diminution du volume des importations que TAMSA ne pourrait pas exporter vers le marché des États-Unis sans pratiquer le dumping.[15] Les inférences ne constituent pas des "éléments de preuve positifs" de ce qui est "probable".

III. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION

A. LE CRITÈRE "PROBABLE" DE LA COMMISSION EST INCOMPATIBLE EN TANT QUE TEL ET TEL QU'APPLIQUÉ AVEC L'ARTICLE 11.3

14. L'autorité doit constater qu'il est "probable" que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Il ne fait aucun doute que "probable" signifie "vraisemblable". Le Mexique a démontré que, dans le cadre du différend au titre de l'ALENA concernant ce même réexamen à l'extinction, la Commission avait vigoureusement fait valoir que le SAA lui interdisait d'appliquer un critère "vraisemblable". La Commission a fait valoir ce qui suit: "Le SAA explique sans ambiguïté qu'après l'abrogation "il peut y avoir *plus d'un* résultat probable". SAA, page 883. Le fait qu'il peut y avoir "plus d'un résultat probable" montre que pour le Congrès, "probable" ne signifiait pas "vraisemblable" ou "plus vraisemblable qu'invraisemblable"."[16]

15. Les États-Unis ne peuvent pas invalider les déclarations de la Commission. Au moment où elle a établi la détermination d'un dommage au titre de l'article 11.3 dans la présente affaire, la Commission a admis qu'elle n'avait pas besoin d'établir que le dommage était le résultat vraisemblable de l'abrogation.

16. Le Mexique conteste le critère utilisé par la Commission, à la fois en tant que tel et tel qu'appliqué. Si le Groupe spécial constate que la Commission a utilisé le mauvais critère, il ne peut pas maintenant réévaluer les éléments de preuve de sa propre initiative pour déterminer s'ils auraient étayé une constatation de dommage "probable". Cela reviendrait à effectuer un examen *de novo* interdit.[17] Le Groupe spécial n'a pas pour tâche d'effectuer l'analyse que la Commission était tenue d'effectuer (et à laquelle elle a renoncé de manière affirmative) dès le départ.

---

[15] *Sunset Review Issues and Decision Memorandum*, page 4 (pièce n° 19 du Mexique).

[16] ITC Brief, *Oil Country Tubular Goods from Mexico: Results of Five-Year Review*, USA-MEX-201-1904-06 (8 Feb. 2002) (non-proprietary version), page 43 (pièce n° 47 du Mexique).

[17] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS277/R, adopté le 26 avril 2004, paragraphes 7.15 et 7.16 ("*Bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*").

B. L'ARTICLE 3 S'APPLIQUE À LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DOMMAGE AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

17. Les États-Unis font valoir que la note de bas de page 9 "est simplement un procédé rédactionnel qui évite les répétitions inutiles ...".[18] De plus, les États-Unis brouillent les cartes, et rendent le texte beaucoup plus compliqué qu'il ne l'est. La question n'est pas de savoir si l'examen effectué dans le cadre d'une enquête initiale est identique à l'examen de la probabilité effectué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. La question consiste à savoir si le terme "dommage" figurant à l'article 11.1 et 11.3 est différent du terme "dommage" défini par la note de bas de page 9, et si le "dommage" mentionné à l'article 11.1 et 11.3 doit être interprété conformément aux dispositions de l'article 3. Cette analyse doit commencer par le texte et, pour le Mexique et toutes les tierces parties, la note de bas de page 9 règle la question.

18. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a constaté que le terme "dumping" utilisé à l'article 2 "aux fins du présent accord" était le même que le terme "dumping" utilisé à l'article 11.3.[19] Pour la même raison, le terme "dommage" utilisé à l'article 3 "pour les besoins du présent accord" est le même que le terme "dommage" utilisé à l'article 11.3. L'Organe d'appel n'a pas constaté que le membre de phrase "subsistera ou se reproduira" modifiait le sens du terme "dumping". Le Groupe spécial ne peut pas constater que ce même membre de phrase modifie le sens du terme "dommage".

C. LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 11.3, 3.1 ET 3.2 PARCE QU'ELLE N'ÉTAIT PAS FONDÉE SUR DES ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS NI SUR UNE ÉVALUATION OBJECTIVE DU VOLUME, DES PRIX ET DE L'INCIDENCE; ELLE VIOLAIT ÉGALEMENT L'ARTICLE 3.4 ET 3.5

19. Les prescriptions de l'article 3.1 relatives aux éléments de preuve positifs et à l'examen objectif sont fondamentales pour une constatation de dommage au titre de l'article 11.3. Les prescriptions relatives aux éléments de preuve positifs et à l'évaluation objective sont également indissociablement liées aux déterminations du dommage au titre de l'article 11.3, indépendamment de l'applicabilité de l'article 3.

20. En évaluant le "dommage" dans la présente affaire, la Commission n'a pas produit les "éléments de preuve positifs" nécessaires pour déterminer qu'il était probable que le dommage découlerait de la suppression. Les renseignements collectés en ce qui concerne le volume, les prix, et l'incidence n'ont pas atteint le niveau d'éléments de preuve positifs, et un décideur objectif n'aurait pas pu conclure que le dommage était "probable" sur la base de ces renseignements. À de nombreuses reprises, la Commission s'est fondée sur des suppositions et des inférences non étayées. Dans d'autres parties pertinentes de la détermination, elle a fondé ses conclusions sur des constatations formulées au cours de l'enquête initiale.

21. Les États-Unis font valoir, en ce qui concerne le texte de l'article 3.4, que cette disposition "ne peu[t] en pratique être appliquée[] à tous les réexamens à l'extinction et ne pourrai[t] certainement pas être appliquée[] aux réexamens à l'extinction de la même manière systématique et exhaustive que celle qui est exigée dans les enquêtes en matière de dumping initiales".[20] Toutefois, le fait qu'il puisse ne pas y avoir d'importations faisant l'objet d'un dumping au moment du réexamen à l'extinction ne signifie pas que l'article 3.4 ne s'applique pas aux réexamens au titre de l'article 11.3. Dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, l'autorité doit examiner l'incidence "probable" des importations faisant

[18] *Id.*, paragraphe 245.

[19] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 108 et 109 (italique omis).

[20] Première communication des États-Unis, paragraphe 312.

l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. Sans une compréhension approfondie de la situation de la branche de production nationale, l'autorité ne peut pas déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira d'une façon compatible avec l'article 11.3.

22. La prescription fondamentale de l'article 3.5 veut que l'autorité établisse un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale. Cette prescription relative au lien de causalité correspond à la prescription de l'article VI du GATT de 1994. Les États-Unis n'ont pas expliqué en quoi ce concept ne pouvait pas s'appliquer dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

D. LES PRESCRIPTIONS LÉGALES DES ÉTATS-UNIS RÉGISSANT LE LAPS DE TEMPS DANS LEQUEL IL EST PROBABLE QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA SONT INCOMPATIBLES, À LA FOIS EN TANT QUE TELLES ET TELLES QU'APPLIQUÉES, AVEC LES ARTICLES 11 ET 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

23. Les États-Unis font valoir que l'article 11.3 ne spécifie pas le laps de temps pertinent pour un réexamen à l'extinction, et que la période pertinente relève donc du pouvoir discrétionnaire de chaque Membre.[21] À cet égard, les États-Unis notent que "les termes "to lead to" indiquent d'une manière affirmative que l'Accord prévoit qu'un certain laps de temps s'écoulera entre l'abrogation de l'ordonnance et le fait que le dommage subsistera ou se reproduira".[22]

24. Les États-Unis ne tiennent pas compte du contexte immédiat de l'article 11.3. L'article 11.1 prescrit que les mesures antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Par conséquent, il est évident que le laps de temps dans lequel il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira, au titre de l'article 11.3, doit être aussi limité que possible de façon à faire en sorte que les mesures antidumping ne soient maintenues que dans la mesure nécessaire pour contrebalancer le dumping dommageable. Le membre de phrase "to lead to" ne modifie pas ce principe. Il établit simplement un lien entre la suppression ou la levée et le dumping probable ainsi que le dommage probable.

25. Un laps de temps indéfini n'est pas compatible avec le critère "probable" énoncé à l'article 11.3, à plus forte raison lorsqu'il est examiné à la lumière de l'article 11.1. La législation des États-Unis ne définit pas ce qui constitue "un laps de temps raisonnablement prévisible" et la Commission ne l'a pas précisé. En outre, la législation des États-Unis crée un "décalage" inadmissible qui est incompatible avec l'article VI du GATT et l'article 11.1 de l'Accord antidumping. Enfin, la violation qui résulte de l'application de la législation dans la présente affaire est claire. La Commission n'a même jamais révélé à quel moment il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

E. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION À L'EFFET DE SUBORDONNER LE DROIT DU MEXIQUE À L'ABROGATION DE L'ORDONNANCE EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING VISANT LES OCTG EN PROVENANCE DU MEXIQUE AU COMPORTEMENT DES EXPORTATEURS D'AUTRES PAYS VIOLAIT LES ARTICLES 11.3 ET 3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

26. Les États-Unis interprètent mal le principal argument du Mexique concernant le cumul. Le Mexique ne fait pas valoir que l'article 11.3 est muet au sujet du cumul. Il affirme que l'article 11.3 – aussi bien suivant ses termes ("droit" au singulier) qu'interprété dans son contexte – interdit expressément le cumul.

---

[21] Première communication des États-Unis, paragraphes 330 et 331.
[22] *Id.*, paragraphe 330.

27. Les États-Unis soutiennent que "la référence au "droit" dans l'article 11.3 est purement descriptive et ne constitue pas un élément de preuve attestant que les rédacteurs avaient l'intention d'interdire le cumul".[23] L'argument des États-Unis est incompatible avec la position qu'ils ont adoptée dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, dans laquelle ils ont fait valoir que "le sens du terme "droit" figurant à l'article 11.3 [était] expliqué à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, qui "indiqu[ait] clairement que le droit définitif [était] imposé par produit (c'est-à-dire sur la base de l'ordonnance dans son ensemble) et non par entreprise"".[24] L'Organe d'appel est convenu que l'article 9.2 éclairait l'interprétation du terme "droit" figurant à l'article 11.3.[25] Ainsi, l'Organe d'appel a confirmé que l'utilisation du terme "droit" au singulier signifiait que l'autorité devait déterminer s'il était probable que la levée d'une seule ordonnance antidumping – et non de plusieurs – causerait un dommage.

28. À supposer aux fins de l'argumentation que les articles 11.3 et 3.3 n'interdisent pas le cumul dans le cadre des réexamens au titre de l'article 11.3, alors les termes de l'article 3.3 auraient interdit le cumul dans la présente affaire. Si le Groupe spécial constate que le cumul n'est pas interdit par les articles 11.3 et 3.3, alors les autorités doivent respecter les règles de fond relatives au cumul énoncées à l'article 3.3.

29. Enfin, lorsqu'ils allèguent que l'article 3.3 ne peut pas s'appliquer aux réexamens concernant le dommage au titre de l'article 11.3, les États-Unis ne mentionnent jamais la clause b) de l'article 3.3. Cette clause, qui est plus qu'une prescription additionnelle au titre de l'article 3.3, réaffirme une justification fondamentale du cumul dans le cadre de toute détermination d'un dommage au titre de l'Accord. Si les importations ne sont pas conjointement sur le marché et en concurrence les unes avec les autres, quelle pourrait être une justification possible de l'évaluation des effets des importations d'une manière cumulative?

IV. LE QUATRIÈME RÉEXAMEN ADMINISTRATIF ET LA DÉTERMINATION À L'EFFET DE NE PAS ABROGER LE DROIT ANTIDUMPING FAITS PAR LE DÉPARTEMENT

A. L'ARTICLE 11.2 NE SE LIMITE PAS À DES OBLIGATIONS DE SUPPRESSION DE LA MESURE ANTIDUMPING SUR LA BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE

30. Selon les États-Unis, "l'article 11.2 n'aborde pas, et n'exige pas, la suppression par société".[26] Les arguments des États-Unis doivent être rejetés parce qu'ils sont incompatibles avec: 1) le texte de l'article 11.2; 2) la mise en œuvre par les États-Unis de leurs obligations au titre de l'article 11.2; et 3) le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *DRAM originaires de Corée*.

31. D'abord, la position des États-Unis est incompatible avec le texte de l'article 11.2, qui fait référence à "toute partie intéressée" et aux "parties intéressées". Ces références aux "parties intéressées" et à "toute partie intéressée" dans le contexte d'un réexamen antidumping doivent être interprétées de façon qu'elles incluent les exportateurs individuels, dont on peut dire qu'ils sont les parties les plus intéressées dans un réexamen antidumping. Il est difficile d'imaginer pourquoi les Membres auraient accordé aux exportateurs individuels le droit de demander un réexamen, et auraient imposé aux Membres l'obligation d'effectuer ce réexamen, si l'obligation de suppression était applicable uniquement sur la base de l'"ordonnance dans son ensemble". Fait tout aussi important, la référence explicite aux "parties intéressées" dans l'article 11.2 différencie cette disposition de

[23] Première communication des États-Unis, paragraphe 339.

[24] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 150.

[25] *Id.*

[26] Première communication des États-Unis, paragraphe 148.

l'article 11.3, qui ne fait pas référence aux parties intéressées. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a pris cette différence comme base pour constater que l'article 11.3 ne prescrivait pas de réexamen à l'extinction société par société.[27]

32. Ensuite, le règlement des États-Unis qui met en œuvre l'obligation des États-Unis au titre de l'article 11.2 sape leur position. Les États-Unis indiquent qu'en vertu de l'article 351.222 g), "le réexamen pour changement de circonstances met très directement en œuvre les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.2 et peut être effectué sur la base de l'ordonnance dans son ensemble ou par société".[28] Toutefois, les États-Unis n'ont jamais abrogé un droit antidumping au titre de l'article 351.222 g) sur la base d'une analyse de fond de la question de savoir si le maintien du droit était nécessaire pour neutraliser le dumping. L'article 351.222 g) est principalement un mécanisme d'abrogation pour les cas où la branche de production des États-Unis n'est plus intéressée par le maintien de l'ordonnance antidumping, et non un moyen pour le Département d'examiner le critère de fond énoncé à l'article 11.2 – la question de savoir si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping.

33. Les États-Unis indiquent que "l'article 351.222 b) 1) fournit à une société individuelle une deuxième possibilité de demander une abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, à condition que tous les exportateurs et producteurs visés au moment de l'abrogation n'aient pas pratiqué le dumping pendant au moins trois années consécutives".[29] Toutefois, l'article 351.222 e) 1) dispose clairement qu'une société individuelle peut demander une abrogation uniquement en ce qui la concerne: "un exportateur ou un producteur peut demander par écrit que le Secrétaire abroge une ordonnance ou close une enquête suspendue au titre du paragraphe b) du présent article pour ce qui concerne cette personne si celle-ci présente avec la demande" les attestations exigées concernant son comportement à l'exportation.[30]

34. Enfin, le rapport établi par le Groupe spécial dans l'affaire *DRAM originaires de Corée* rend la position des États-Unis indéfendable. Ce rapport du Groupe spécial *DRAM originaires de Corée*, et la mise en œuvre par les États-Unis des décisions et recommandations adoptées par l'ORD sur la base de ce rapport ne laissent aucun doute quant au fait que l'article 11.2 établit l'obligation de lever les ordonnances antidumping société par société. À la suite de la décision défavorable du Groupe spécial, les États-Unis ont précisé à leurs partenaires commerciaux la nature des modifications qu'ils apportaient à leur réglementation mettant en œuvre leurs obligations au titre de l'article 11.2. Ils ont annoncé que la procédure d'abrogation par société prévue dans 19 C.F.R. § 351.222 b) était le moyen par lequel ils mettaient en œuvre leurs obligations au titre de l'article 11.2 pour ce qui est de déterminer si le maintien du droit était nécessaire pour neutraliser le dumping. Les États-Unis ne peuvent pas maintenant nier ces déclarations et leur pratique concernant la mise en œuvre de leurs obligations au titre de l'article 11.2 sous prétexte de se défendre contre l'allégation au titre de l'article 11.2 formulée par le Mexique.

B. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT À L'EFFET DE NE PAS ABROGER L'ORDONNANCE EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING VISANT LES OCTG EN PROVENANCE DU MEXIQUE VIOLAIT L'ARTICLE 11.2

35. Le Département a violé l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce qu'il n'a pas abrogé le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique immédiatement après avoir démontré que le maintien du droit n'était pas nécessaire pour neutraliser le dumping.

---

[27] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 149.

[28] Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial avec les parties, 25 mai 2004, paragraphe 3.

[29] Réponses des États-Unis aux questions du Mexique, paragraphe 36 (non souligné dans l'original).

[30] 19 C.F.R. § 351.222 e) 1) (non souligné dans l'original) (pièce n° 12 du Mexique).

36. La détermination établie par le Département à l'effet de ne pas abroger le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs attestant que le maintien du droit était nécessaire pour neutraliser le dumping. En ce qui concerne Hylsa, la détermination établie par le Département à l'effet de ne pas abroger le droit violait les articles 11.2, 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping parce que le Département n'avait pas procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale, en "ramenant à zéro" les marges négatives concernant Hylsa. En s'appuyant sur la marge positive qui résultait de cette méthode illégale pour justifier le fait de ne pas abroger le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique en ce qui concerne Hylsa, le Département n'a pas déterminé si le droit était nécessaire pour neutraliser le dumping.

37. En ce qui concerne TAMSA, la détermination établie par le Département à l'effet de ne pas abroger le droit violait l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce que le Département: i) avait appliqué un critère qui prescrivait de démontrer que le dumping n'était "pas probable" à l'avenir; ii) avait imposé de façon arbitraire une prescription relative aux "quantités commerciales" qui était incompatible avec l'article 11.2 et n'avait aucun fondement dans cet article; et iii) n'avait pas tenu compte des éléments de preuve positifs qui démontraient que la mesure n'était plus nécessaire pour neutraliser le dumping.

38. Le Département a violé l'article X:2 du GATT de 1994 parce qu'il a imposé à TAMSA des conditions pour la suppression du droit antidumping avant leur publication officielle.

V. DEMANDE DU MEXIQUE AU TITRE DE L'ARTICLE 19:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

39. Même à supposer que les États-Unis puissent même remédier à un grand nombre des violations de l'Accord antidumping par l'intermédiaire d'un autre réexamen à l'extinction, ils n'auraient aucun moyen de se conformer aux obligations fondamentales assorties d'échéances contraignantes énoncées à l'article 11.2, à savoir supprimer immédiatement le droit s'il est démontré qu'il n'est plus nécessaire pour neutraliser le dumping, ou à l'article 11.3, à savoir supprimer le droit au bout de cinq ans en l'absence des constatations de la probabilité requises. Il ne peut pas être remédié rétrospectivement aux violations de l'article 11.2 et 11.3 dans la présente affaire. Par conséquent, le seul moyen de mettre les mesures des États-Unis en conformité avec l'Accord antidumping serait la levée immédiate de l'ordonnance.

VI. CONCLUSION

40. Le Mexique renvoie le Groupe spécial aux demandes spécifiques qu'il lui a présentées aux paragraphes 375 à 381 de sa première communication.

ANNEXE C-2

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

(19 juillet 2004)

I. INTRODUCTION

1. Le Mexique a formulé, sans les étayer, une série d'allégations concernant le réexamen à l'extinction visant les OCTG, ainsi que le quatrième réexamen administratif relatif à TAMSA et à Hylsa. Les États-Unis ont réfuté ces allégations plus pleinement dans leur première communication écrite, lors de la première réunion et dans leurs réponses aux questions. Dans la présente communication, ils se borneront à exposer plus en détail plusieurs défauts fondamentaux présentés par les arguments du Mexique.

II. QUESTIONS RELATIVES AUX ALLÉGATIONS DU MEXIQUE CONCERNANT LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

2. Le Mexique a formulé différentes allégations concernant la conduite des réexamens à l'extinction par les États-Unis. Les États-Unis ayant déjà abordé en détails les allégations du Mexique dans leur première communication, ils se borneront dans la présente communication à passer en revue les principaux défauts fondamentaux de ces allégations, d'abord en ce qui concerne la détermination du Département du commerce, et ensuite en ce qui concerne la détermination de l'ITC.

A. CONDUITE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE

3. Le Mexique, pour l'essentiel, a fait valoir que le *Sunset Policy Bulletin* était une mesure qui prescrivait au Département du commerce d'accorder un poids décisif aux marges de dumping et à la diminution du volume des importations. Une analyse juridique correcte des allégations du Mexique, ainsi qu'un examen des éléments de preuve à l'appui de ces allégations, révèlent que le Mexique ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait de prouver ces allégations.

1. Cadre juridique pour l'évaluation de la question de savoir si le *Sunset Policy Bulletin* est une mesure qui prescrit une violation

4. Le Mexique cherche à établir que le *Sunset Policy Bulletin* est une mesure et prescrit une violation en citant les résultats de réexamens à l'extinction complets ou accélérés. Comme les États-Unis l'ont dit lors de la première réunion des parties, cette approche n'est pas correcte sur le plan juridique. Une analyse juridique correcte de la question de savoir si le *Sunset Policy Bulletin* est une mesure qui prescrit une violation nécessite une approche en deux temps. Premièrement, le Groupe spécial devrait examiner si le *Sunset Policy Bulletin* est une mesure. Deuxièmement, si le *Sunset Policy Bulletin* était une mesure, le Groupe spécial examinerait alors s'il prescrit une violation.

5. Comme les États-Unis l'ont exposé dans leur première communication écrite et dans leurs réponses aux questions n° 29 et n° 41 du Groupe spécial, le *Sunset Policy Bulletin* ne "fait" rien. Quels que soient ses termes, ou le nombre de fois qu'il est cité dans des réexamens, le *Sunset Policy Bulletin* n'a pas d'effet juridique. Ce n'est pas une mesure. En outre, le *Sunset Policy Bulletin* ne prescrit aucune violation des dispositions de l'OMC. Comme il est indiqué ci-dessus, en droit des

États-Unis, le *Sunset Policy Bulletin* ne peut pas "prescrire" que le Département du commerce fasse quoi que ce soit. Il ne peut certainement pas prescrire une violation.

2. Le Mexique n'étaye pas son allégation selon laquelle le *Sunset Policy Bulletin* prescrit que le Département du commerce donne un "poids décisif" aux marges de dumping et au volume des importations lorsqu'il établit la détermination de la probabilité d'un dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction

6. Le Mexique présente sa pièce n° 62 comme "élément de preuve" attestant que le *Sunset Policy Bulletin* prescrit une détermination positive de la probabilité chaque fois qu'il y a des éléments de preuve de l'existence de marges de dumping et de réduction du volume des importations, à l'exclusion de tout autre élément de preuve, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. En droit interne des États-Unis – c'est-à-dire, en fait – cela est simplement incorrect. Un document tel que le *Sunset Policy Bulletin*, qui ne fait rien d'autre qu'expliquer au grand public la façon de raisonner du Département du commerce en ce qui concerne toute une série de questions, ne devient pas contraignant simplement parce que le Mexique présente une analyse statistique fallacieuse des résultats antérieurs de réexamens à l'extinction. La portée du *Sunset Policy Bulletin* peut être déterminée uniquement par un examen du droit des États-Unis, et le Mexique n'a pas expliqué en quoi son analyse statistique s'inscrivait dans le droit interne des États-Unis ou le modifiait.

7. La pièce n° 62 du Mexique démontre que le Département du commerce a établi des déterminations de la probabilité motivées et raisonnables dans chaque réexamen à l'extinction mentionné dans la pièce et qu'il a fourni une explication pour chaque détermination positive. Pour mettre les choses au point, il n'y a pas eu de constatation positive dans "tous les réexamens à l'extinction". Le Mexique voudrait que le Groupe spécial garde l'impression que le Département du commerce a établi une constatation positive dans chaque réexamen à l'extinction, mais ce n'est pas le cas.

8. Par conséquent, l'allégation du Mexique concerne un sous-ensemble de réexamens à l'extinction. En l'espèce, le Mexique affirme que les 227 affaires mentionnées dans sa pièce n° 62 constituent des éléments de preuve indiquant que le Département du commerce établit une détermination positive de la probabilité dans chaque réexamen, simplement parce qu'il existe des marges de dumping ou une réduction du volume des importations, et que le *Sunset Policy Bulletin* "prescrit" que le Département du commerce établisse cette constatation sans examiner d'autres éléments de preuve. La pièce n° 62 du Mexique ne fait rien de tel.

9. La question consiste à savoir si les résultats des 227 réexamens en question sont "prescrits" par le *Sunset Policy Bulletin.* Le Mexique semble affirmer que le fait qu'aucune société interrogée n'a pu avoir raison du soi-disant "poids décisif" des marges de dumping et de la réduction du volume des importations, tel qu'il est décrit dans le *Sunset Policy Bulletin*, prouve que le *Sunset Policy Bulletin* prescrit une constatation positive de la probabilité dans chaque affaire. Ce n'est rien d'autre qu'un raisonnement circulaire.

10. Même à supposer, pour les besoins de l'argumentation que le *Sunset Policy Bulletin* puisse prescrire des résultats, la pièce n° 62 du Mexique ne prouve pas que c'est lui qui a suscité les résultats en question. Le *Sunset Policy Bulletin* reflète simplement des principes logiques. Par exemple, si le dumping subsiste pendant la période d'application de l'ordonnance, il y a des raisons de craindre qu'il subsiste une fois la discipline instaurée par l'ordonnance supprimée. L'Organe d'appel partage cet avis.[1] Par conséquent, si le dumping subsiste pendant la durée d'application de l'ordonnance et que le

[1] *Voir États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, rapport adopté le 9 janvier 2004 *("Rapport de l'Organe d'appel – Réexamen à l'extinction Japon")*, paragraphe 177.

Département du commerce conclut qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, alors il arrive à cette conclusion pour des raisons logiques – non à cause du *Sunset Policy Bulletin*.[2]

11. Un examen plus approfondi des réexamens mentionnés dans la pièce n° 62 du Mexique révèle que la qualification des 227 réexamens par le Mexique est erronée. En résumé, un examen de la pièce n° 62 du Mexique révèle ce qui suit:

- dans presque un quart des réexamens mentionnés dans la pièce n° 62 du Mexique, l'ordonnance a été abrogée;

- dans plus de 80 pour cent des réexamens restants, les parties intéressées nationales ont versé au dossier des éléments de preuve indiquant qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait, mais les sociétés interrogées n'ont versé aucun élément de preuve du tout au dossier;

- dans tous ces réexamens et, dans les réexamens restants, le Département du commerce a évalué tous les éléments de preuve versés au dossier et a présenté une conclusion motivée selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

12. Cela constitue difficilement des éléments de preuve indiquant que, dans l'un quelconque de ces réexamens, le Département du commerce a accordé un poids "décisif" aux marges de dumping et au volume des importations sans examiner autre chose.

3. L'allégation du Mexique concernant une "pratique constante" alléguée sort du cadre du mandat du présent Groupe spécial

13. Dans la question n° 12, le Groupe spécial a spécifiquement demandé au Mexique d'indiquer "où, dans la demande d'établissement", il énonçait son allégation concernant la "pratique constante" alléguée du Département du commerce. Le Mexique a répondu en citant une section qui ne fait pas référence à cette "pratique" dont il est allégué qu'elle est constante. Par contre, il a fait expressément référence aux "pratiques" dans la section D de sa demande d'établissement d'un groupe spécial (allégation qui concernait l'article X:3 a) du GATT et non l'article 11.3). Ainsi, lorsque le Mexique a souhaité inclure une allégation concernant la pratique dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, il a su comment faire. Pour ce qui est d'une allégation en rapport avec l'article 11.3, il ne l'a pas fait. Le Groupe spécial devrait donc rejeter l'allégation du Mexique comme ne relevant pas du mandat établi pour le présent différend.

14. En tout état de cause, l'allégation du Mexique – bien que sortant du cadre du mandat – est également dénuée de fondement. La "pratique" du Département du commerce n'est pas une mesure; ce n'est rien d'autre qu'un raccourci pour désigner les récents précédents du Département du commerce. Comme le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Inde – Tôles en acier* l'a conclu, la "pratique" du Département du commerce n'entre pas dans le champ des mesures qui peuvent être contestées au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping, et la simple répétition ne peut transformer

[2] Nous notons également que, s'agissant de l'allégation du Mexique selon laquelle sa pièce n° 62 prouve que le Département du commerce n'a jamais établi de détermination à l'extinction positive sans se référer aux indications fournies dans le *Sunset Policy Bulletin*, cette affirmation est incorrecte en fait. Comme nous l'avons expliqué dans notre réponse à la question n° 26 du Groupe spécial dans la présente affaire, le Département du commerce ne s'est pas appuyé sur des données antérieures lorsqu'il a établit la détermination à l'extinction finale positive dans le cadre du réexamen complet à l'extinction concernant l'affaire *Canada – Sucre*, mais a plutôt calculé une marge de dumping future estimée sur la base des renseignements présentés par les parties intéressées nationales et les parties intéressées interrogées. Pièce n° 62 du Mexique, onglet 261.

une "pratique" en une procédure et donc en une mesure.[3] En particulier, la répétition ne signifie pas que les applications antérieures d'une loi par le Département du commerce sont contraignantes en tant que quelque chose appelée "pratique".

B. QUESTIONS RELATIVES À LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA DANS LE CADRE D'UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION

1. Le cumul des importations en provenance de plus d'un pays visé est autorisé au titre de l'article 11.3

15. Le Mexique soutient que le cumul est interdit dans le cadre des réexamens à l'extinction, bien que l'Accord soit muet sur cette question. L'Organe d'appel a reconnu que le silence dans un Accord avait certainement un sens.[4] Les Membres sont libres de faire ce qui n'est pas interdit. Dans le cas présent, où rien dans le texte de l'Accord antidumping n'interdit le cumul et où l'article 11.3 est muet sur le sujet, la seule conclusion logique est que le cumul est permis.

16. Le Mexique tente d'axer son argument sur l'utilisation du terme "duty" plutôt que "duties" dans l'article 11.3, ainsi que dans l'article 11.1 et 11.2. Le fait de s'appuyer sur la mention du terme "duty" au singulier ne tient pas compte du fait que l'article VI:6 du GATT de 1994, lorsqu'il prescrit une évaluation du dommage aux fins d'une enquête initiale, mentionne également la perception de "an anti-dumping (or countervailing) duty". L'utilisation du cumul dans le cadre des enquêtes antidumping au titre de l'article VI était largement répandue parmi les parties contractantes du GATT, même avant l'adoption des articles 3.3 et 11.3 de l'Accord antidumping lors du Cycle d'Uruguay.[5] Le Mexique n'a pas contesté ce point.

2. Rien dans l'Accord ne rend les dispositions de l'article 3 applicables aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3

17. Comme les États-Unis l'ont fait observer, il y a de nombreux exemples montrant en quoi l'article 3 ne peut pas être appliqué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[6] C'est une forte indication textuelle que l'article 3 n'était pas destiné à être appliqué aux réexamens à l'extinction. Le Mexique s'est efforcé de réfuter cet argument en concevant des scénarios dans lesquels il serait possible d'appliquer les dispositions de l'article 3 à un réexamen à l'extinction. Cet argument n'est pas convaincant. L'article 11.3 doit être interprété d'une façon qui lui permette d'être appliqué à tous les réexamens à l'extinction afin de lui donner sens et effet. "Un interprète n'est pas libre d'adopter une

[3] *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, rapport du Groupe spécial adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.22 (citation omise). Pour un examen plus détaillé, *voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 113. Le fait que le Mexique a consacré huit paragraphes à sa réponse à la question du Groupe spécial (paragraphes 46 à 53) sans même faire référence à l'affaire *Inde – Tôles en acier* témoigne du caractère faible de cette allégation. Au lieu de cela, le Mexique a choisi de s'appuyer sur la question posée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon* "le type de l'instrument lui-même – loi, règlement, procédure, pratique ou autre – régit-il sa capacité de faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC"? Nulle part l'Organe d'appel n'a conclu que la "pratique" du Département pouvait être contestée.

[4] *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 19 décembre 2002 ("*Réexamen à l'extinction Allemagne*"), paragraphes 64 et 65.

[5] *Voir* The GATT Uruguay Round, A Negotiating History (1986-1992), (T. Stewart, Ed.) pages 1475 à 1478, 1594, et 1598 (pièce n° 27 des États-Unis).

[6] *Voir par exemple*, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 312, 313 et 319 à 322.

interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité."[7]

18. Le Mexique n'a pas expliqué comment les dispositions spécifiques de l'article 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping pouvaient être appliquées à tous les réexamens à l'extinction. Une réaction à laquelle on pourrait raisonnablement s'attendre en cas d'imposition d'une ordonnance antidumping serait la sortie des importations visées du marché intérieur. Or, le Mexique n'a pas démontré comment l'autorité chargée de l'enquête pourrait, par exemple, appliquer les prescriptions de l'article 3.5 dans une telle situation.

19. La réponse du Mexique à cette incongruité évidente consiste à dire que "les Membres de l'OMC entendaient que l'analyse à l'extinction soit difficile et rigoureuse" (souligné dans l'original). Cette réponse est irrecevable. Le fait est que les dispositions ne peuvent simplement pas être appliquées – aussi rigoureux que puissent être les efforts de l'autorité chargée de l'enquête.

20. Le Mexique est peut-être préoccupé par le fait que les réexamens au titre de l'article 11 ne comportent pas de disciplines spécifiques telles que celles qui sont énoncées aux articles 2 et 3; mais comme l'Organe d'appel l'a constaté, l'article 2 ne s'applique pas en soi aux réexamens au titre de l'article 11.3 et, par analogie, l'article 3 non plus. Dans la mesure où le Mexique est préoccupé par l'absence de critères spécifiques à l'article 11.3, ces préoccupations ne sont pas dûment soulevées dans le contexte du présent différend. Comme le Mémorandum d'accord l'indique clairement, "[l]es recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés".[8]

21. L'article 5, à la différence de l'article 11, renvoie à l'article 3 à plusieurs égards. En particulier, l'article 5.2 prescrit que la demande présentée par la branche de production nationale comportera des éléments de preuve, entre autres choses, de l'existence "d'un dommage au sens où l'entend l'article VI du GATT de 1994 tel qu'il est interprété par le présent accord". Ce texte fait écho à celui de l'article 3.1, qui fait référence à "la détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994", et à la note de bas de page 9 relative à l'article 3, qui prescrit que le terme "dommage", sauf indication contraire "sera interprété conformément aux dispositions de cet accord". Bien qu'il soit clair d'après le texte de l'Accord que le dommage aux fins de l'article 5 sera interprété conformément à la note de bas de page 9, l'Accord n'établit pas de lien similaire entre la probabilité que le "dommage subsistera ou se reproduira" aux fins de l'article 11.3 et la détermination de l'existence d'un dommage prévue à l'article 3.

22. En outre, la disposition relative au cumul figurant à l'article 3 renvoie à l'article 5 à deux égards. Ce renvoi dans une disposition faisant partie intégrante de l'article 3 indique que l'article 3 et l'article 5 sont liés. L'article 5 traite des aspects procéduraux des déterminations initiales de l'existence aussi bien d'un dumping que d'un dommage.[9] L'article 3 énonce les prescriptions de fond relatives aux déterminations initiales de l'existence d'un dommage. Il n'y a simplement pas de lien similaire entre l'article 11.3 et l'article 3.

23. Le Mexique laisse entendre qu'il existe deux types d'"enquêtes" sur le dommage – une prétendue "enquête sur le dommage au titre de l'article 5" et une prétendue "enquête sur le dommage au titre de l'article 11.3". Cet argument est contraire au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire

[7] *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 1er février 2002, paragraphe 338; *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 20 mai 1996, page 26.

[8] Article 3:2. *Voir aussi* l'article 19:2 ("dans leurs constatations et leurs recommandations, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ne pourront pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés").

[9] *Voir Réexamen à l'extinction Allemagne*, paragraphe 67.

Réexamen à l'extinction Allemagne, bien que le Mexique affirme que ses vues sont "complètement compatibles" avec les déclarations de l'Organe d'appel.

24. L'observation de l'Organe d'appel selon laquelle "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents"[10], n'est pas, comme le laisse entendre le Mexique, moins applicable aux déterminations de dommage qu'aux déterminations de dumping. L'article 11.3 de l'Accord antidumping (comme l'article 21.3 de l'Accord SMC) ne fait aucunement mention d'une enquête sur soit le dumping, soit le dommage, ni n'y fait référence. En ce qui concerne les déterminations de dumping comme de dommage, l'Accord fait une distinction entre les enquêtes initiales et les réexamens qui peuvent suivre l'imposition d'une ordonnance en matière de droits antidumping.

25. Le fait que l'article 11.3 prévoit des règles fondamentales en matière d'évaluation et d'objectivité – l'aspect "enquête" – ne se traduit pas par l'incorporation complète de l'analyse étape par étape exigée à l'article 3 aux fins d'une enquête initiale. De la même manière que l'Organe d'appel s'est abstenu d'assimiler les obligations se rapportant à l'enquête à l'incorporation complète de l'article 2, il n'y a pas non plus d'incorporation de l'article 3.

III. QUESTIONS RELATIVES AU QUATRIÈME RÉEXAMEN ADMINISTRATIF

26. Le Mexique estime que les demandes de réexamen de TAMSA et d'Hylsa déclenchent des obligations au titre de l'article 11.2. Il a également avancé différents arguments concernant l'application de la prescription relative aux quantités commerciales dans le cadre de ce réexamen particulier. Ces arguments sont sans fondement.

A. APERÇU DES POSSIBILITÉS D'ABROGATION

27. La législation des États-Unis prévoit trois procédures d'abrogation distinctes. Une société qui cherche à obtenir une abrogation pour elle-même ("abrogation partielle") au cours d'un réexamen d'évaluation annuel présentera une demande d'abrogation conformément à l'article 351.222 b) 2) du règlement. TAMSA et Hylsa ont demandé des réexamens aux fins d'abrogation conformément à cette procédure. Si la société en question cherche à obtenir une abrogation de l'ordonnance tout entière lors du réexamen d'évaluation annuel la concernant, alors elle doit demander un réexamen au titre de l'article 351.222 b) 1). TAMSA et Hylsa n'ont pas demandé de réexamens aux fins d'abrogation conformément à cette procédure. Les États-Unis ménagent également aux sociétés interrogées la possibilité de demander une abrogation, totale ou partielle, au moyen d'un réexamen pour "changement de circonstances". Le Département du commerce peut abroger l'ordonnance en totalité (c'est-à-dire, dans son ensemble) ou en partie (par société). Ni TAMSA ni Hylsa n'ont demandé de réexamen pour "changement de circonstances".

28. Dans la pratique, un producteur ou un exportateur étranger se trouvant dans un pays où il y a de multiples exportateurs ne demande normalement pas l'abrogation de l'ordonnance dans son ensemble. Une société qui demande une abrogation est incitée, d'un point de vue commercial, à demander l'abrogation uniquement pour ce qui la concerne, plutôt que l'abrogation de l'ordonnance tout entière, parce que l'abrogation partielle lui donnerait un avantage concurrentiel vis-à-vis des autres producteurs et exportateurs qui resteraient assujettis à l'ordonnance.[11]

29. À la lumière de ce qui précède, l'argument du Mexique selon lequel TAMSA et Hylsa étaient les seuls producteurs mexicains connus lorsque le Département du commerce a effectué le quatrième réexamen, et selon lequel le réexamen aux fins d'abrogation par société dans la présente procédure était en réalité identique à un réexamen de l'ordonnance dans son ensemble au titre de l'article 11.2

[10] *Réexamen à l'extinction Allemagne*, paragraphe 87.
[11] Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 2.

sonne creux. D'abord, il y a eu plusieurs éléments tout au long de cette procédure indiquant que TAMSA et Hylsa n'étaient pas les seuls producteurs connus d'OCTG au Mexique.[12] Ensuite, chaque société avait des raisons de demander l'abrogation pour elle-même uniquement et non pour son ou ses concurrents.

30. En tout état de cause, la procédure d'abrogation par société est avantageuse pour les exportateurs et les producteurs étrangers. Si cette procédure d'abrogation n'était pas à la disposition des sociétés interrogées, les États-Unis satisferaient quand même à leurs obligations au titre de l'article 11.2 au moyen des procédures de réexamen de l'ordonnance dans son ensemble. Le fait que les États-Unis fournissent des procédures additionnelles, qui sont avantageuses pour les producteurs étrangers, ne signifie pas que ces procédures sont assujetties à l'article 11.2. Une telle conclusion aurait pour effet de dissuader les Membres de fournir des procédures allant au-delà de celles qui sont requises pour satisfaire à des obligations spécifiques.

B. L'ARTICLE 11.2 EXIGE UNIQUEMENT DES RÉEXAMENS AUX FINS D'ABROGATION DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE

31. Le Mexique a fait valoir que l'article 11.2 exigeait des procédures d'abrogation par société. Le texte de l'article 11.2 n'étaye pas le point de vue du Mexique. Premièrement, le texte de l'article 11.2 prescrit un réexamen de la nécessité de maintenir "le droit". Comme l'Organe d'appel l'a constaté en ce qui concerne une expression similaire figurant à l'article 11.3, "le droit" fait référence à l'ordonnance en matière de droits antidumping dans son ensemble et non telle qu'elle est appliquée à des sociétés individuelles.[13] Deuxièmement, le texte de l'article 11.2 dit que "toute partie intéressée", qu'il s'agisse d'une partie nationale ou d'une société interrogée, peut demander un réexamen en justifiant par des données positives la nécessité du réexamen. Cela signifie simplement que la demande d'une partie intéressée est suffisante pour déclencher le réexamen; il n'est pas nécessaire que les parties intéressées demandent collectivement le réexamen.

32. Le Mexique a fait valoir que le fait que les États-Unis avaient modifié leurs dispositions réglementaires relatives à l'abrogation par société après l'affaire *DRAM originaires de Corée* démontre que les réexamens aux fins d'abrogation par société sont assujettis à l'article 11.2.[14] Toutefois, dans l'affaire *DRAM originaires de Corée*, le Groupe spécial n'était pas directement saisi de la question de savoir si les réexamens aux fins d'abrogation par société étaient exigés par l'article 11.2. Ce qui est plus important, la question de savoir si les réexamens par société sont assujettis à l'article 11.2 relève de l'interprétation des traités, et ne dépend du fait qu'un Membre a souligné un argument particulier au cours de procédures antérieures ou de la façon dont ce Membre a ultérieurement modifié ses dispositions réglementaires.

C. LA QUALIFICATION PAR LE MEXIQUE DE L'ÉLÉMENT CONCERNANT LES QUANTITÉS COMMERCIALES DE LA PRESCRIPTION RELATIVE AUX "TROIS ANNÉES SANS DUMPING" EST ERRONÉE

33. Le Mexique a fait valoir que l'application par le Département du commerce, dans l'affaire visant les OCTG en provenance du Mexique, de la prescription voulant que les ventes aient été effectuées en quantités commerciales au cours des trois années consécutives où il n'y avait pas eu de dumping était incompatible avec l'article 11.2. Comme nous l'avons expliqué ci-dessus, l'article 11.2 ne s'applique pas aux procédures d'abrogation par société; néanmoins, l'application par le

[12] Réponses des États-Unis aux questions du Mexique, paragraphe 33.

[13] *Rapport de l'Organe d'appel – Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 150.

[14] 19 C.F.R. § 351.222 b) (pièce n° 4 des États-Unis). Cette disposition réglementaire a été modifiée de façon à inclure le membre de phrase "nécessaire d'une autre façon pour neutraliser le dumping" aux fins de la mise en œuvre des recommandations et décisions adoptées par l'ORD dans l'affaire *DRAM originaires de Corée*.

Département du commerce de la prescription relative aux quantités commerciales n'était pas incompatible avec l'article 11.2.

34. L'article 11.2 dispose qu'un Membre a l'obligation de réexaminer la nécessité de maintenir un droit antidumping à la demande d'une partie intéressée "qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen". Il dispose également qu'un Membre supprimera le droit si, à la suite du réexamen, les autorités déterminent que le droit "n'est plus justifié".

35. En vertu de l'article 351.222 b), pour déterminer si le droit est "justifié", les États-Unis évaluent si l'exportateur ou le producteur en question a été capable de maintenir une présence significative sur le marché américain après l'imposition de l'ordonnance. S'il n'en a pas été capable, cela prouve que l'exportateur ou le producteur a besoin de pratiquer le dumping pour intervenir de façon significative sur le marché des États-Unis et que, en l'absence de l'ordonnance, le dumping subsistera ou se reproduira. Exiger de l'exportateur ou du producteur, au titre de l'article 351.222 e), qu'il fournisse des éléments de preuve indiquant qu'il a satisfait à la prescription relative aux quantités commerciales est donc conforme à la disposition de l'article 11.2 qui exige qu'un Membre effectue un réexamen au titre de celui-ci uniquement si l'exportateur ou le producteur fournit des "données positives" suffisantes pour justifier le réexamen.

36. L'élément concernant les quantités commerciales des prescriptions du Département du commerce relatives au réexamen aux fins d'abrogation ne prescrit pas qu'un importateur maintienne les mêmes volumes d'importation avant et après l'imposition de l'ordonnance. Le Mexique et le Groupe spécial ont tous deux noté qu'il était naturel qu'à la suite de l'imposition d'une mesure antidumping, les volumes vendus par les exportateurs affectés baissent. Les États-Unis conviennent que c'est souvent le cas, bien que certains exportateurs aient pu augmenter leurs prix pour éviter de pratiquer le dumping et vendre des volumes bien supérieurs à ceux qu'ils vendaient avant l'imposition de l'ordonnance.

37. Fait plus important, l'allégation du Mexique selon laquelle la prescription relative aux quantités commerciales "résulte de la présomption que la baisse des volumes signifie que l'ordonnance est nécessaire" est tout simplement fausse. Une chute des volumes ne donne pas nécessairement lieu à une constatation selon laquelle le seuil des quantités commerciales n'a pas été atteint. En effet, le Département du commerce a considéré que des ventes représentant 32 pour cent des ventes effectuées pendant la période couverte par l'enquête annualisées avaient été effectuées en quantités commerciales, et il a procédé à l'abrogation sur cette base.

D. L'APPLICATION DE LA PRESCRIPTION RELATIVE AUX QUANTITÉS COMMERCIALES PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE DANS L'AFFAIRE DES OCTG EN PROVENANCE DU MEXIQUE ÉTAIT IMPARTIALE, OBJECTIVE, ET FONDÉE SUR LES ÉLÉMENTS DE PREUVE VERSÉS AU DOSSIER

38. Comme expliqué ci-dessus, les déterminations relatives aux quantités commerciales du Département du commerce sont fondées sur les faits de chaque cause. Toutefois, les renseignements présentés par TAMSA à l'appui de son allégation concernant les quantités commerciales n'étaient pas convaincants. D'abord, les ventes d'OCTG aux États-Unis réalisées par TAMSA, pour autant qu'il y en ait eu, n'ont atteint que des volumes symboliques après la publication de l'ordonnance. Spécifiquement, les volumes annuels de TAMSA pour les trois années de base s'élevaient seulement à 0,5 pour cent, 0,6 pour cent, et 0,2 pour cent des volumes annualisés des ventes effectuées pendant la période couverte par l'enquête.[15]

39. TAMSA a formulé deux arguments, que le Département du commerce a examinés et traités dans la détermination finale, en constatant qu'ils étaient insuffisants pour servir de fondement à une

[15] *Voir Fourth Review Issues and Decision Memorandum*, Comment 1 (pièce n° 9 du Mexique).

constatation selon laquelle les ventes extrêmement faibles de TAMSA étaient probantes quant à sa capacité de continuer à intervenir normalement sur le marché sans pratiquer le dumping.[16]

40. La charge incombe au Mexique de prouver qu'en satisfaisant à ses obligations au titre de l'article 11.2, le Département du commerce n'a pas correctement établi les faits ni évalué ces faits d'une manière impartiale et objective. Le Mexique a simplement démontré que TAMSA et Hylsa avaient présenté des faits et des arguments; il n'y a aucun élément de preuve attestant que le Département du commerce n'a pas évalué ces faits d'une manière impartiale et objective. L'allégation du Mexique est sans fondement.[17]

E. LA MÉTHODE DE CALCUL DES MARGES UTILISÉE POUR HYLSA LORS DU QUATRIÈME RÉEXAMEN ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

41. Les allégations du Mexique selon lesquelles les États-Unis ont calculé la marge de dumping pour la société interrogée Hylsa d'une manière incompatible avec les articles 11.2 et 2 de l'Accord antidumping sont sans fondement et devraient être rejetées par le présent Groupe spécial.

42. Premièrement, le Mexique n'a pas formulé d'allégation selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 11.2 en établissant les marges de dumping lors du quatrième réexamen administratif. Le calcul des marges de dumping dans le cadre d'un réexamen administratif en vertu du système des États-Unis est effectué conformément à l'article 9.3.1 de l'Accord antidumping. Le Mexique n'a pas fait référence à l'article 9.3.1 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

---

[16] *Voir Fourth Review Issues and Decision Memorandum*, Comment 1 (pièce n° 9 du Mexique).

[17] Le Mexique a également essayé de faire valoir que les États-Unis avaient effectué un réexamen complet aux fins d'abrogation à l'égard de TAMSA et Hylsa, au lieu d'une évaluation des demandes d'abrogation. Cet argument est vain. Le règlement des États-Unis indique clairement que la prescription relative aux quantités commerciales est une condition préalable à une demande de réexamen aux fins d'abrogation. L'article 351.222 e) i) du règlement prévoit qu'une société peut demander l'abrogation uniquement si elle atteste, entre autres choses, qu'elle a vendu les marchandises visées en quantités commerciales pendant trois années consécutives. Lors de la vérification de cette attestation, le Département du commerce a conclu que TAMSA n'avait pas vendu la marchandise visée en quantités commerciales et ne remplissait donc pas les conditions requises pour bénéficier d'un réexamen aux fins d'abrogation. En ce qui concerne Hylsa, le Département du commerce a noté qu'elle n'avait pas obtenu de marge *de minimis* lors du quatrième réexamen. Il va de soi que si une société ne respecte pas la prescription liminaire permettant de demander une abrogation, alors il n'y aura pas d'abrogation. La citation par le Mexique du titre de l'avis en tant qu'élément de preuve attestant qu'un réexamen complet aux fins d'abrogation a en réalité eu lieu est d'ordre rhétorique. (*Voir*, par exemple, les réponses écrites du Mexique aux questions du Groupe spécial, paragraphe 11.)

En outre, la citation du *Mémorandum sur les questions et la décision* faite par le Mexique est fallacieuse. (Réponses écrites du Mexique aux questions du Groupe spécial, paragraphes 12 et 13.) En faisant valoir qu'elle a satisfait à la prescription relative aux quantités commerciales, TAMSA a essayé de justifier la baisse notable des ventes. Le passage du *Mémorandum sur les questions et la décision* cité représente simplement la réponse du Département du commerce à l'argument de TAMSA selon lequel elle avait respecté la prescription relative aux quantités commerciales. Cela est confirmé par le paragraphe suivant celui que le Mexique a cité, dans lequel le Département du commerce indiquait que "le critère des quantités commerciales [était] évalué au cas par cas". (Mémorandum sur les questions et la décision, page 8 (pièce n° 9 du Mexique).)

Enfin, les États-Unis ont noté que le Mexique a inclus une citation extraite du Mémorandum sur les questions et la décision en tant qu'"élément de preuve" attestant que les États-Unis avaient effectué un réexamen de fond: "[N]ous constatons que TAMSA ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier de l'abrogation de l'ordonnance visant les OCTG au titre de l'article 351.222 e) 1) ii) ...". L'article 351.222 e) du règlement concerne la prescription relative à l'attestation se rapportant aux quantités commerciales et fait donc expressément référence à une décision procédurale plutôt qu'à une décision de fond.

43. Deuxièmement, en ce qui concerne les allégations du Mexique au titre de l'article 2, l'analyse de chaque transaction à l'exportation dans le cadre du quatrième réexamen administratif a été fondée sur une comparaison avec la valeur normale de transactions identiques ou similaires effectuées sur le marché intérieur. Dans chaque cas, il a été tenu dûment compte de toute différence affectant la comparabilité des prix, conformément à l'article 2.4. Le Mexique n'a fourni aucun élément textuel à l'appui d'une constatation selon laquelle, une fois qu'une mesure antidumping était en place, les Membres ne pouvaient pas imposer de droits antidumping sur la base du montant du dumping dont les ventes ont fait l'objet. De la même manière, le Mexique n'a fourni aucune base textuelle permettant de constater que les Membres devaient compenser ou réduire ce montant de dumping sur la base de la mesure dans laquelle les différentes comparaisons avaient impliqué des prix à l'exportation supérieurs à la valeur normale.

44. En outre, le Mexique n'a pas établi que l'Accord antidumping contenait une quelconque obligation quant à savoir comment une autorité compétente devait déterminer un taux de dumping global ou même *si* une autorité compétente devait déterminer un taux de dumping global dans le cadre d'un réexamen.

45. Troisièmement, dans la mesure où le Mexique cherche à s'appuyer sur l'article 2.4.2 pour son allégation en matière de compensation, il présente des arguments juridiques contradictoires. Il suggère que l'expression "phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2 s'entend de tout moment où une autorité compétente entreprend un processus qui a un caractère d'*enquête*. Le Mexique interprète également le terme "enquêtes" figurant à l'article 3.3 comme étant limité uniquement aux enquêtes initiales. Non seulement le Mexique n'offre pas d'élément textuel à l'appui de son utilisation disparate de ces termes, mais il ne reconnaît pas non plus que son interprétation de l'expression "phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2 priverait ce terme de tout sens.

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES OU LEURS RÉSUMÉS ANALYTIQUES – PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉUNIONS

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration orale du Mexique – Première réunion	D-2
Annexe D-2	Déclaration orale des États-Unis – Première réunion	D-6
Annexe D-3	Déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie	D-9
Annexe D-4	Déclaration orale de la Chine en tant que tierce partie	D-14
Annexe D-5	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	D-16
Annexe D-6	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie	D-22
Annexe D-7	Déclaration orale liminaire du Mexique – Deuxième réunion	D-27
Annexe D-8	Déclaration orale finale du Mexique – Deuxième réunion	D-31
Annexe D-9	Déclaration orale liminaire des États-Unis – Deuxième réunion	D-35
Annexe D-10	Déclaration orale finale des États-Unis – Deuxième réunion	D-41

ANNEXE D-1

DÉCLARATION ORALE DU MEXIQUE – PREMIÈRE RÉUNION

(25 mai 2004)

I. INTRODUCTION

1. Le Mexique a l'honneur de demander aux membres du Groupe spécial de garder à l'esprit, tout au long de la présente réunion, les éléments fondamentaux suivants:

- Premièrement, l'Organe d'appel a établi que la principale obligation énoncée à l'article 11.3 est la suppression de la mesure; le maintien de la mesure au-delà de cinq ans constitue l'exception. Pour justifier le maintien du droit antidumping pendant une période supérieure à cinq ans, les États-Unis doivent prouver qu'ils ont respecté les prescriptions énoncées à l'article 11.3.

- Deuxièmement, la position des États-Unis repose sur l'idée que l'article 11.2 et 11.3 n'énonce pas d'obligations de fond, et que les critères relatifs au "dumping" et au "dommage" prévus aux articles 2 et 3 ne sont simplement pas applicables.

- Troisièmement, les décisions des États-Unis en cause dans la présente affaire étaient fondées sur des présomptions, ou des inférences, tirées d'une seule observation, à savoir que les volumes des importations en provenance du Mexique étaient inférieurs aux volumes atteints avant l'imposition de la mesure antidumping en 1995.

II. VIOLATIONS DE L'ARTICLE 11.2 ET 11.3 COMMISES PAR LES ÉTATS-UNIS

A. LA LÉGISLATION ANTIDUMPING, LE SAA ET LE SPB SONT INCOMPATIBLES EN TANT QUE TELS AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PARCE QU'ILS ÉTABLISSENT UNE PRÉSOMPTION INCOMPATIBLE AVEC LES RÈGLES DE L'OMC

2. Le paragraphe 123 de la première communication des États-Unis révèle les présomptions sur lesquelles la législation des États-Unis s'appuie et qui régissent la pratique du Département. Les obligations énoncées à l'article 11.3 ne peuvent pas être satisfaites par "un simple exercice de logique". Les déterminations établies au titre de l'article 11.3 doivent toujours se fonder sur des "éléments de preuve positifs" de la probabilité.

3. Les éléments de preuve empiriques contenus dans la pièce n° 62 du Mexique démontrent le fonctionnement d'une présomption incompatible avec les règles de l'OMC.

B. VIOLATIONS COMMISES PAR LES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN EFFECTUÉ PAR LE DÉPARTEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

1. Volumes des importations comme unique fondement de la décision

4. La position des États-Unis ne peut être plus claire: la réduction des volumes des importations ("depressed state of import volumes") a été l'unique fondement de la détermination du Département

selon laquelle il était probable que le dumping se reproduirait, et les États-Unis croient fermement que cette approche n'est pas incorrecte. Il n'y a aucune raison d'exiger d'un Membre le maintien du volume de ses exportations à destination d'un marché comme condition préalable à la puissance de ses droits au titre de l'article 11.3, et ce dernier n'établit pas une telle condition préalable.

2. Absence d'éléments de preuve positifs

5. Le Mexique estime qu'il est important que le Groupe spécial, lorsqu'il examinera les faits spécifiques en l'espèce, se concentre sur les questions ci-après:

1. L'article 11.3 autorise-t-il l'autorité à se fonder, compte tenu des circonstances en l'espèce, uniquement sur une inférence tirée de ce que les volumes des importations postérieures à l'ordonnance ont été inférieurs à ceux des importations antérieures à la mesure, et à ignorer les éléments de preuve fournis par les parties?; et

2. Existe-t-il des éléments de preuve positifs attestant que le dumping est "probable" selon les faits de la cause en l'espèce?

Le Mexique estime que la réponse à ces deux questions est "non".

6. S'agissant de la première question, l'autorité doit fonder sa décision relative à la probabilité sur des **éléments de preuve positifs**. Dans la présente affaire, le Département s'est passivement fondé sur la présomption que des volumes inférieurs signifiaient un dumping probable (conformément aux prescriptions de la législation, du SAA et du SPB).

7. S'agissant de la seconde question, le seul élément de preuve positif présenté dans le cadre de cette affaire a démontré que le dumping ne se produirait pas et qu'il n'était certainement pas "probable". Le Mexique a démontré dans le tableau de la pièce n° 64 du Mexique que le Département a ignoré des éléments de preuve relatifs au comportement passé, présent et futur des exportateurs mexicains.

8. En outre, dans leur première communication, les États-Unis ont fait valoir que la marge probable n'était pas pertinente pour leur décision de fond selon laquelle il était probable que le dumping se reproduirait en l'espèce. Les États-Unis essaient d'éluder les conséquences de l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, en précisant qu'ils ne se sont pas fondés sur "la marge de dumping probable" pour déterminer *s'il* était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Ce raisonnement *a posteriori* des États-Unis n'est pas crédible. La législation, les règlements et le SPB ordonnent au Département de tenir compte de la marge de dumping pour sa détermination de la "probabilité", et les éléments de preuve démontrent que le Département, de façon injustifiée – mais claire – s'est fondé sur la marge de dumping antérieure en l'espèce.

C. VIOLATIONS COMMISES PAR LES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

1. Le critère "probable" utilisé par la Commission viole, "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" en l'espèce, l'article 11.3

9. La Commission a reconnu qu'elle interprétait "likely" comme signifiant quelque chose de moins que "probable", alors que l'Organe d'appel a confirmé que "likely" signifiait "probable", et non quelque chose de moins que probable.[1]

[1] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphes 110 et 111.

10. Les États-Unis expliquent que la seule raison pour laquelle la Commission a fait valoir auprès du Tribunal du commerce international (CIT) et du Groupe spécial de l'ALENA que "likely" ne signifiait pas "probable" était que la Commission ne comprenait pas ce que signifiait "probable", et que son interprétation antérieure était qu'un critère probable nécessitait "un degré de certitude élevé" ("a high level of certainty") ou "une quasi-certitude" ("near certainty"). Là encore, l'argument manque de crédibilité compte tenu des arguments pointus et techniques que la Commission a présentés au cours du présent litige.

2. La détermination de la probabilité d'un dommage établie par la Commission violait les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.3 parce qu'elle n'était pas fondée sur un examen objectif du dossier, ni sur des éléments de preuve positifs, et était viciée par "la marge probable" erronée communiquée par le Département

11. La décision de la Commission était fondée sur de simples spéculations: faits passés, ou résultats potentiels décrits dans le meilleur des cas comme des "possibilités", qui ont été hâtivement compilés par la Commission afin de constituer le fondement de son inférence selon laquelle le dommage était probable. S'agissant du prix, du volume et de l'incidence "probable" des importations, la Commission a combiné des faits passés indicateurs de ce qui pourrait éventuellement se produire et les constatations de l'enquête initiale datant de plusieurs années. Le Mexique estime que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas se fonder sur les éléments de preuve de l'enquête initiale pour étayer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira conformément à l'article 11.3.

3. L'article 3 s'applique aux réexamens au titre de l'article 11.3

12. Le Mexique et toutes les tierces parties participant au présent différend, sont totalement convaincus que le texte de l'Accord antidumping implique nécessairement que les déterminations d'un dommage au titre de l'article 11.3 doivent satisfaire aux prescriptions de fond prévues à l'article 3. Cette position est fondée sur le texte de l'Accord, en particulier celui de la note de bas de page 9.

13. La seule façon d'étayer l'idée que les déterminations d'un dommage au titre de l'article 11.3 sont d'une quelconque manière différentes serait d'invoquer une autre disposition de l'Accord qui "préciserait" que le "dommage" mentionné à l'article 11.3 ne doit pas être interprété conformément à l'article 3. Il n'existe aucune disposition de ce type.

4. La décision de la Commission d'effectuer une analyse cumulative du dommage viole l'article 11.3 parce que le cumul n'est pas autorisé par l'article 11.3

14. L'article 11.3 accorde à chaque Membre de l'OMC le droit à la suppression des droits au bout de cinq ans. Le cumul annule ce droit puisque la suppression dépend des pratiques d'exportation des sociétés privées d'autres Membres de l'OMC.

15. Les États-Unis ne fournissent pas d'arguments textuels pour justifier leur rejet du droit découlant de l'article 11.3. Le Mexique affirme que l'article 11.3 – aussi bien de par ses termes que tel qu'il est interprété dans ce contexte – interdit expressément le cumul. À l'inverse, si le cumul est autorisé, il ne peut simplement pas rester non réglementé. Dans la présente affaire, la Commission a procédé à une analyse cumulative bien qu'elle n'ait jamais défini de cadre temporel pour sa détermination de la probabilité. Si l'autorité chargée de l'enquête n'a même pas décidé quand les importations "probables" seraient sur le marché ni quand il était "probable" que le dommage se reproduirait, elle ne peut pas justifier une décision de cumuler les importations "probables".

D. VIOLATIONS COMMISES PAR LES ÉTATS-UNIS DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN EFFECTUÉ PAR LE DÉPARTEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE 11.2

16. Selon les États-Unis, l'article 11.2 n'oblige pas les Membres de l'OMC à autoriser la suppression des mesures en ce qui concerne des sociétés individuelles, mais les oblige plutôt à prévoir un système de levée de "l'ordonnance dans son ensemble". L'argument n'est pas crédible pour différentes raisons: 1) il ne tient pas compte des deux références faites aux "parties intéressées" dans le texte de l'article 11.2, ce qui démontre l'intention d'exiger la levée lorsque les exportateurs, individuellement, auront démontré que la mesure n'est plus nécessaire; 2) les États-Unis n'ont jamais mentionné que le rapport du Groupe spécial *DRAM originaires de Corée* démontrait que les procédures d'abrogation société par société du Département étaient régies par l'article 11.2; et 3) dans la présente affaire, les deux seuls exportateurs connus ont demandé la levée parce que la mesure n'était plus nécessaire, ce qui est le cas de figure expressément visé par l'article 11.2.

17. La demande de Hylsa et, en particulier, la question de la réduction à zéro. La question qui se pose au présent Groupe spécial est de savoir si la pratique de la réduction à zéro du Département respecte ou non les obligations énoncées aux articles 11.2 et 2. Dans la présente affaire, la réduction à zéro crée une marge de dumping là où il n'y en a pas. Par conséquent, en l'espèce, la réduction à zéro viole l'obligation, découlant pour les États-Unis des articles 2.4 et 11.2, d'effectuer leur calcul sur la base d'une "comparaison équitable".

18. Dans la présente affaire, l'utilisation de la réduction à zéro violait aussi l'article 2.4.2. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, les réexamens prévus à l'article 11 associent un aspect *enquête* et un aspect décision. Autrement dit, dans le contexte de l'article 2.4.2, l'expression "phase d'enquête" doit s'entendre de la partie de la procédure (enquête initiale ou réexamen) au cours de laquelle les autorités "enquêtent" sur le point de savoir s'il y a eu dumping.

19. La détermination du Département à l'effet de ne pas abroger la mesure visant TAMSA. La décision était fondée uniquement sur le facteur volume. Pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées auparavant dans le contexte du réexamen au titre de l'article 11.3, le fait de s'appuyer excessivement sur le facteur volume viole les obligations énoncées à l'article 11.2.

III. SUR LA BASE DE L'AMPLEUR ET DE LA NATURE DES VIOLATIONS COMMISES PAR LES ÉTATS-UNIS, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT SUGGÉRER QUE LA MESURE SOIT SUPPRIMÉE

20. Le Mexique renvoie le Groupe spécial à la demande spécifique qu'il a présentée aux paragraphes 375 à 381 de sa première communication écrite.

ANNEXE D-2

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS – PREMIÈRE RÉUNION

(7 juin 2004)

M. le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial:

1. Pour commencer, nous avons pensé qu'il serait utile de donner un aperçu du système de réexamen des États-Unis. La législation des États-Unis dispose qu'une ordonnance en matière de droits antidumping peut être abrogée par le Département du commerce après que l'un quelconque des trois types de réexamen – à l'extinction, pour changement de circonstances, et administratif – a été effectué. Le réexamen à l'extinction met en œuvre les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et est effectué sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Le réexamen pour changement de circonstances met très directement en œuvre les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.2 et peut être effectué sur la base de l'ordonnance dans son ensemble ou par société. Le réexamen administratif est avant tout le mécanisme qui permet de calculer les droits à acquitter, comme le prescrit l'article 9 de l'Accord antidumping. Toutefois, il peut aussi servir de mécanisme pour la levée de l'ordonnance sur la base de l'ordonnance dans son ensemble ou par société; en l'espèce, TAMSA et Hylsa ont demandé des levées de l'ordonnance par société.

QUESTIONS CONCERNANT LA PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

2. En ce qui concerne la détermination à l'extinction établie par le Département du commerce, le Mexique allègue que les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que la législation et la pratique des États-Unis prescrivent qu'une "présomption de dumping probable" soit appliquée en faveur du maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping. L'article 11.3 ne prescrit pas de quelle manière il convient de déterminer la probabilité dans un réexamen à l'extinction, ni quelle méthode particulière un Membre devrait utiliser pour déterminer la probabilité. Dans une situation où, comme c'est le cas ici, l'autorité compétente emploie une méthode qui est compatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC, établit correctement les faits, et évalue ces faits d'une manière impartiale et objective, la décision de l'autorité ne peut pas être infirmée.

3. L'allégation du Mexique concernant le réexamen à l'extinction repose tout entière sur l'existence d'une "présomption irréfragable" alléguée selon laquelle le Département du commerce établit une détermination positive de la probabilité dans chaque réexamen à l'extinction auquel participe une partie intéressée nationale. Le Mexique allègue que l'Énoncé des mesures administratives (SAA), le *Sunset Policy Bulletin*, et une "pratique constante" alléguée sont tous à l'origine de la présomption alléguée. Le Mexique ne démontre pas l'existence de la "présomption incompatible avec les règles de l'OMC" alléguée dans la législation des États-Unis parce qu'une telle présomption n'existe pas.

4. S'agissant du SAA, le Mexique en cite un passage pour démontrer l'existence de la "présomption" alléguée. Or, le passage cité ne démontre pas l'existence d'une telle présomption. De même, le Mexique cite certains passages du *Sunset Policy Bulletin* comme pouvant être à l'origine de la "présomption incompatible avec les règles de l'OMC" alléguée. Ici, nous rappelons que le *Sunset Policy Bulletin* n'a aucun statut au regard de la législation des États-Unis. Par conséquent, il est en fait impossible de conclure que le *Sunset Policy Bulletin* crée une quelconque sorte de présomption.

5. Étant donné que le Mexique ne peut pas établir que la législation des États-Unis crée une "présomption", il affirme à la place qu'une "présomption" existe simplement parce que le Département du commerce a constaté l'existence d'une probabilité dans un nombre donné de déterminations à l'extinction. Des groupes spéciaux antérieurs ont constaté que la simple fréquence d'un résultat donné ne transformait pas ce résultat en une "mesure" susceptible d'être contestée indépendamment pour cause d'incompatibilité alléguée avec les règles de l'OMC. Deuxièmement, les statistiques ne révèlent pas les circonstances factuelles propres à chaque affaire ni l'analyse résultant de l'évaluation de ces circonstances factuelles.

6. Nous souhaitons également faire remarquer que, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel n'a pas constaté de manière positive que le *Sunset Policy Bulletin* était une mesure.

7. S'agissant des allégations "tel qu'appliqué" qu'il a formulées concernant le réexamen à l'extinction, le Mexique a fondé ces allégations soit sur une compréhension inexacte des faits versés au dossier, soit sur sa désapprobation quant au poids accordé par le Département du commerce aux éléments de preuve dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique.

QUESTIONS CONCERNANT LE QUATRIÈME RÉEXAMEN ADMINISTRATIF

8. La deuxième allégation principale du Mexique est que les déterminations établies par le Département du commerce dans le cadre du quatrième réexamen étaient incompatibles avec l'article 11.2 et l'article 2 de l'Accord antidumping et avec le GATT de 1994. Le Mexique tente de donner de l'article 11.2 une lecture incluant des obligations qui n'existent pas.

Levées par société au titre de la législation des États-Unis

9. Bien qu'un examen par société de la nécessité de maintenir un droit ne soit pas prescrit par l'article 11.2 ni par une quelconque autre disposition de l'Accord antidumping, les États-Unis prévoient néanmoins une telle procédure dans le cadre de leur législation nationale d'une manière qui est totalement compatible avec les règles de l'OMC. Les États-Unis soulignent qu'ils ont des procédures, séparées et distinctes de celles qui sont contestées ici, qui prévoient la possibilité d'une levée de l'ordonnance par société.

10. Le Mexique a fait valoir que la prescription relative aux quantités commerciales était incompatible avec l'article 11.2. Or, rien dans l'article 11.2 n'interdit une prescription relative aux quantités commerciales.

Le Département du commerce n'a pas procédé à une analyse aux fins de la levée

11. Le Mexique allègue que le Département du commerce a appliqué un critère qui était incompatible avec l'article 11.2 de l'Accord antidumping pour déterminer si le maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique était nécessaire pour neutraliser le dumping dans le cadre du quatrième réexamen. En fait, le Département du commerce n'a pas procédé à une analyse au fond du point de savoir si l'ordonnance visant les OCTG était nécessaire dans le cadre du quatrième réexamen, parce qu'il a déterminé qu'un réexamen aux fins de la levée n'était pas nécessaire.

Méthode de calcul des marges appliquée lors du quatrième réexamen

12. Par ailleurs, le Mexique a allégué que les États-Unis avaient calculé la marge de dumping globale de Hylsa en violation de l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Le Mexique conclut que cette violation a aussi entraîné une violation de l'article 11.2 parce que, si la marge de dumping globale avait été calculée de la manière qui, selon le Mexique, était requise, l'ordonnance aurait été abrogée

pour Hylsa. Cette allégation est sans fondement parce que le Mexique adopte une interprétation qui étendrait la portée des obligations énoncées à l'article 2.4.2 et à l'article 11.2 au-delà de ce que leurs termes prévoient expressément.

QUESTIONS CONCERNANT LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

13. Le Mexique a soulevé un certain nombre de questions concernant la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira qui avait été établie par l'ITC dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG. Nous allons examiner trois de ces questions.

Le critère probable

14. Le Mexique fait valoir que l'ITC a mal interprété le terme "probable" figurant à l'article 11.3. Pour l'essentiel, le Mexique soutient que "probable" peut uniquement signifier "vraisemblable", et que l'ITC n'a pas tenu compte de ce sens et a interprété "probable" comme signifiant "possible". L'ITC n'a pas interprété "probable" comme signifiant "possible", comme le démontre la détermination elle-même.

Article 3

15. Le Mexique allègue que l'article 3 de l'Accord antidumping s'applique dans son intégralité aux réexamens à l'extinction. Or, il existe de nombreux éléments textuels indiquant que ce n'est pas le cas. Par exemple, il n'y a aucun renvoi à l'article 11 dans l'article 3, ni à l'article 3 dans l'article 11.

16. En outre, une détermination de l'existence d'un dommage, ou d'une menace de dommage, au titre de l'article 3 et une détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira au titre de l'article 11.3 sont des concepts totalement différents.

Laps de temps

17. Le Mexique allègue que les dispositions de la législation des États-Unis concernant le laps de temps dans lequel il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira sont incompatibles avec les articles 3 et 11.3 de l'Accord antidumping. Le Mexique interprète mal l'article 11.3, qui ne spécifie pas le laps de temps pertinent pour un examen à l'extinction.

CONCLUSION

18. Voilà qui conclut, M. le Président, la déclaration liminaire des États-Unis. Nous serons heureux de répondre à toute question que le Groupe spécial pourrait poser.

ANNEXE D-3

DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(26 mai 2004)

I. INTRODUCTION

1. L'Argentine se réjouit de la possibilité qui lui est offerte de présenter ses vues au Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique* (DS282). Aujourd'hui, les observations de l'Argentine porteront sur les violations, par les États-Unis, de l'article 11.3, qui découlent de leur législation et de leur pratique, de la détermination de dumping probable établie par le Département, et de la détermination de dommage probable établie par la Commission. L'Argentine présentera également ses vues sur le point de savoir pourquoi l'article 11.2 contient des obligations par société, et pourquoi les États-Unis ont violé l'article 11.2.

II. RÉEXAMENS EFFECTUÉS PAR LES ÉTATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

A. LES ÉTATS-UNIS RECOURENT À LA PRÉSOMPTION INCOMPATIBLE AVEC LES RÈGLES DE L'OMC QUE LE DUMPING EST PROBABLE

2. La loi des États-Unis, l'Énoncé des mesures administratives et le Sunset Policy Bulletin, en tant que tels, ainsi que la pratique constante du Département dans les affaires de réexamen à l'extinction, établissent la présomption incompatible avec les règles de l'OMC qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit antidumping est supprimé. Au titre de la législation des États-Unis, un poids décisif est accordé aux baisses du volume des importations et/ou à l'existence de marges de dumping antérieures. Les éléments de preuve empiriques exposés par le Mexique dans la pièce n° 62 qu'il a présentée en l'espèce démontrent que chaque fois que le Département constate qu'au moins l'un des trois critères énoncés dans la section II.A.3 du SPB est satisfait (persistance du dumping, cessation des importations, et absence de dumping accompagnée d'une baisse notable des importations), il établit une constatation positive de dumping probable sans prendre en considération de facteurs additionnels. Il n'y a pas d'exceptions.

3. L'Organe d'appel a souligné, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, que la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 ne pouvait être fondée "uniquement sur l'application mécanique de présomptions" mais devait au lieu de cela être basée sur des "éléments de preuve solides".[1] Les déterminations de la probabilité sont établies par le Département exclusivement au moyen de "l'application mécanique de présomptions". Dans tous (227 sur 227) les réexamens à l'extinction complets ou accélérés, le Département a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

B. LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DUMPING ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT ÉTAIT VICIÉE

4. La détermination de la probabilité d'un dumping établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique était incompatible avec

[1] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 178.

l'article 11.3. Le Département a rejeté les éléments de preuve positifs qui démontraient que le dumping ne serait pas probable et par contre s'est fondé sur le volume des importations après l'imposition de l'ordonnance pour déterminer qu'il était probable que le dumping se reproduirait. L'analyse prospective prescrite par l'article 11.3, comme l'Organe d'appel l'a confirmé, était complètement absente.

5. Les éléments de preuve en l'espèce ont démontré que la situation du marché et les circonstances économiques existant au moment de l'enquête initiale (dévaluation du peso mexicain et forte dette libellée en dollar des exportateurs mexicains) n'existaient plus et qu'il n'était pas probable qu'elles existeraient à l'avenir.[2] En outre, il n'avait jamais été constaté que l'un ou l'autre des exportateurs mexicains pratiquait le dumping sur la base d'un examen de leurs propres données. Les exportateurs mexicains ont fourni des éléments de preuve attestant de ces faits, et le Département a ignoré ces éléments de preuve. Les actions du Département sont complètement injustifiées en l'espèce, et violent l'article 11.3. Comme les Communautés européennes l'ont souligné, l'affaire visant le Mexique illustre de manière particulièrement frappante et flagrante le fait que le système antidumping des États-Unis est conçu de telle sorte que soient établies des constatations de la probabilité dans les enquêtes menées dans le cadre des réexamens à l'extinction.[3]

C. LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DOMMAGE ÉTAIT VICIÉE

1. Détermination d'un dommage probable au titre de l'article 11.3

6. Aux fins d'imposition de mesures antidumping, une branche de production nationale doit subir un dommage, et la cause de ce dommage doit être le dumping. Ce principe fondamental s'applique au niveau international à la réglementation du dumping et des mesures relatives au dumping depuis son inclusion dans l'article VI du GATT de 1947. Les prescriptions relatives au dumping et au dommage causé par le dumping subsistent pendant la période d'application de la mesure; en l'absence de ces éléments, la mesure doit être supprimée. Cela est clairement indiqué dans l'article 11.1 de l'Accord antidumping qui dispose ce qui suit: "Les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage."

7. "Dumping," "dommage," et "lien de causalité." Que signifient tous ces termes? Il n'y a là aucun mystère car les Membres de l'OMC les ont définis. L'article 2 définit le dumping "aux fins du présent accord". La note de bas de page 9 relative à l'article 3 définit le dommage "pour les besoins du présent accord", et prescrit que le terme "dommage" "sera interprété conformément aux dispositions de cet article". L'article 3.5 explique qu'il doit y avoir un lien de causalité entre le dumping et le dommage, et décrit la nature et le type d'éléments de preuve nécessaires pour établir le lien de causalité nécessaire. Il n'y a pas d'ambiguïté dans ces termes.

8. Cependant, dans leur première communication, les États-Unis allèguent que les prescriptions ne sont pas claires et que l'article 3 ne s'applique pas à la détermination du dommage prescrite par l'article 11.3. L'Argentine a l'honneur de demander que le Groupe spécial se concentre sur cette question. Pour l'Argentine, et pour les autres tierces parties, l'argument des États-Unis est en contradiction directe avec le texte de l'Accord et modifie donc l'équilibre des droits et obligations convenus par les Membres de l'OMC.

9. Tout en ne doutant pas que le Groupe spécial sera d'accord en l'espèce avec le Mexique et toutes les tierces parties en ce qui concerne l'application de l'article 3 aux déterminations au titre de l'article 11.3, l'Argentine note que les allégations du Mexique ne sont pas subordonnées à l'application

[2] Voir la première communication du Mexique, paragraphes 129 à 144.

[3] Voir la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, page 16, paragraphe 68.

de l'article 3. Le Mexique allègue que les États-Unis ont violé l'article 11.3 parce que: 1) la Commission n'a pas appliqué le critère "probable" en l'espèce (comme elle l'a admis devant un groupe spécial de l'ALENA examinant la même détermination de dommage)[4]; 2) la Commission n'a pas correctement établi ni objectivement évalué les éléments de preuve qui pouvaient étayer une constatation selon laquelle il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait; et 3) la constatation incorrecte de dumping probable entache nécessairement l'analyse du dommage probable effectuée par la Commission, et fait nécessairement disparaître la possibilité de prouver l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage. Chacune de ces allégations a trait à la teneur de l'obligation énoncée à l'article 11.3.

10. L'Argentine note que le volet dommage du réexamen au titre de l'article 11.3 visant les importations d'OCTG en provenance du Mexique est identique au volet dommage du réexamen au titre de l'article 11.3 visant les OCTG en provenance d'Argentine, qui fait l'objet d'une procédure de règlement des différends distincte à l'OMC (DS268). L'Argentine reprend à son compte tous les arguments "tels qu'appliqués" du Mexique relatifs au volet dommage du réexamen. La décision de la Commission est fondée sur des spéculations et, au mieux, sur des événements qui peuvent être considérés comme "possibles".

2. Analyse cumulative du dommage interdite dans les réexamens au titre de l'article 11.3

11. L'Argentine considère que le recours à une analyse cumulative du dommage n'est pas compatible avec les droits accordés aux différents Membres de l'OMC par l'article 11.3.[5] Cet article a pour but de conférer à chaque Membre de l'OMC le droit d'obtenir qu'une mesure antidumping visant ses exportations soit supprimée au bout de cinq ans, à moins qu'il ne soit probable que ses exportations fassent l'objet d'un dumping au sens de l'article 2 et qu'il ne soit probable que le dumping cause un dommage au sens de l'article 3. Une analyse cumulative du dommage est contraire à l'objet et au but de l'article 11.3 parce qu'elle subordonne le droit de chaque Membre d'obtenir la suppression d'une mesure antidumping visant ses importations aux pratiques commerciales des exportateurs d'autres pays.

12. L'Argentine partage le point de vue du Mexique selon lequel le texte de l'Accord antidumping n'est pas muet en ce qui concerne la question du cumul.[6] L'article 11.3 mentionne le "droit" antidumping au singulier, non au pluriel. Tel qu'il est libellé, l'article 11.3 prescrit donc à l'autorité de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira, du fait de l'abrogation d'une unique mesure antidumping – et non de l'abrogation de multiples mesures antidumping. Par conséquent, l'article 11.3 n'autorise pas le cumul.

13. L'Argentine note que les Membres de l'OMC, lors du Cycle d'Uruguay, ont élaboré, pour la première fois, des disciplines concernant la pratique du cumul. L'utilisation d'une analyse cumulative a été autorisée pour les "enquêtes", et encore seulement lorsque certaines conditions étaient satisfaites. Le fait que l'article 3.3 prévoit l'utilisation conditionnelle du cumul dans les "enquêtes" mais pas dans les "réexamens" indique qu'une analyse cumulative du dommage n'est pas permise dans les déterminations de la probabilité d'un dommage établies dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3. Le fait que l'article 3.3 et l'article 11.3 ne contiennent pas de renvoi l'un à l'autre corrobore cette interprétation. L'article 11.3 comporte des renvois explicites à d'autres articles de l'Accord antidumping (tels que les articles 6 et 8) et d'autres articles de l'Accord renvoient explicitement à l'article 11 (c'est le cas, par exemple, de l'article 12.3). Ainsi, il est évident que "lorsque l'intention des négociateurs … était que les disciplines énoncées dans une disposition soient appliquées dans un autre contexte, ils l'ont expressément prévu".[7] Par conséquent, l'absence de

[4] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphe 171, et la pièce n° 47 du Mexique.
[5] Voir la première communication du Mexique, section VIII.E.
[6] Voir la première communication du Mexique, paragraphe 254.
[7] Rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 69.

renvois entre les articles 11.3 et 3.3 indique que l'intention des rédacteurs de l'Accord antidumping n'était pas que le *recours limité* à une analyse cumulative du dommage permis dans le cadre d'une *enquête* soit étendu à la détermination de la probabilité d'un dommage dans le cadre d'un *réexamen* au titre de l'article 11.3.

3. Définition du laps de temps pour la détermination de la probabilité d'un dommage

14. Un défaut fondamental de l'analyse du dommage effectuée par la Commission en l'espèce est qu'elle ne précisait aucun laps de temps pour la probabilité d'un dommage. Comme l'Argentine l'a fait valoir dans le DS268, les dispositions légales (19 U.S.C. §§ 1675a a) 1) et 5)) sont incompatibles en tant que telles avec les articles 11.3 et 3.[8] L'article 11.3 prescrit à l'autorité de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si la mesure antidumping est supprimée. La détermination de la probabilité d'un dommage établie par l'autorité ne doit pas être fondée sur des spéculations concernant la situation possible du marché plusieurs années plus tard, mais plutôt sur la probabilité d'un dommage au moment de la "suppression" de la mesure.

15. L'Argentine ne voit pas comment les obligations énoncées à l'article 11.3 peuvent être mises en œuvre sans que soit définie la période pendant laquelle il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. Pour dire les choses simplement, pour déterminer si quelque chose serait probable ou vraisemblable, l'autorité compétente doit avoir un laps de temps à l'esprit parce que le temps influe sur la probabilité que le phénomène se produira. La législation des États-Unis viole l'article 11.3 parce qu'elle laisse fortement entendre qu'il n'est pas nécessaire que le dommage soit imminent après la suppression de la mesure. En outre, la décision de la Commission dans la présente affaire viole l'article 11.3 parce que la Commission n'a même pas pris la peine de définir le laps de temps où il était probable que le dommage se reproduirait. Il n'est simplement pas possible – comme dans la présente affaire – qu'un Membre effectue une analyse du dommage au titre de l'article 11.3 sans aucun paramètre du tout en ce qui concerne le laps de temps dans lequel il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira.

III. RÉEXAMENS EFFECTUÉS PAR LES ÉTATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.2

16. L'Argentine est déconcertée par les arguments des États-Unis concernant la nature de l'obligation énoncée à l'article 11.2. Pour elle, il est clair que l'article 11.2 crée l'obligation de supprimer la mesure après la présentation, par les exportateurs individuels, d'éléments de preuve positifs attestant que la mesure n'est plus nécessaire pour neutraliser le dumping.

17. Premièrement, la position des États-Unis est incompatible avec le texte de l'article 11.2, qui fait référence à "toute partie intéressée" et aux "parties intéressées". Avec ces références, le texte indique explicitement que les obligations énoncées à l'article 11.2 de mener un réexamen et/ou de supprimer un droit antidumping s'appliquent par société. L'Organe d'appel a confirmé cette interprétation dans le cadre de son analyse de la question de savoir si l'article 11.3 créait des obligations par société.[9]

18. En outre, la position des États-Unis est incompatible avec la position qu'ils ont récemment adoptée dans le DS268. Dans cette affaire, les États-Unis ont affirmé que les réexamens à l'extinction étaient effectués sur la base de l'"ordonnance dans son ensemble". En se fondant sur cette approche, ils ont jugé limitée la pertinence de la participation des exportateurs individuels.[10] Le résultat d'une

[8] *Voir* la première communication de l'Argentine dans le DS268, section VIII.C.1.

[9] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 149.

[10] *Voir, par exemple*, les réponses des États-Unis à la première série de questions de l'Argentine (8 janvier 2004), paragraphe 12; les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial (8 janvier 2004), paragraphes 3 et 19; les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial (13 février 2004), paragraphe 3.

telle approche est que le maintien d'une ordonnance antidumping peut être fondé sur des circonstances qui n'ont aucun rapport avec une société individuelle, quelle qu'elle soit. En même temps, les États-Unis ont souligné à maintes reprises tout au long de cette procédure que les procédures des États-Unis étaient compatibles avec l'Accord antidumping parce qu'elles permettaient à une société de faire abroger une ordonnance pour ce qui la concernait si elle obtenait des marges nulles dans trois réexamens administratifs consécutifs.[11]

19. Pour ce qui est de l'examen au fond par le Groupe spécial des allégations au titre de l'article 11.2, il apparaît clairement à l'Argentine que les États-Unis ne disposaient pas d'un fondement approprié pour rejeter les demandes de suppression et maintenir la mesure à l'égard de TAMSA, Hylsa, et "toutes les autres". En ce qui concerne TAMSA, le Département a une fois de plus accordé un poids décisif au facteur volume, allant même jusqu'à le qualifier explicitement de facteur "liminaire", imposé après que TAMSA eut engagé le processus de réexamens prescrit par la législation des États-Unis. En ce qui concerne Hylsa, les éléments de preuve fournis par le Mexique sont limpides: les soi-disant éléments de preuve d'un dumping était une marge calculée sur la base d'une réduction à zéro, ce qui viole la prescription relative à la "comparaison équitable" de l'article 2.4. La décision des États-Unis d'ignorer les éléments de preuve attestant que la mesure n'était plus nécessaire pour neutraliser le dumping viole les prescriptions de l'article 11.2.

IV. CONCLUSION

20. L'Argentine estime que le Mexique a démontré de façon convaincante l'existence de violations. Si le Groupe spécial en convient et recommande que les États-Unis se mettent en conformité avec leurs obligations, l'Argentine estime que la suppression de la mesure antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique serait la suggestion appropriée de sa part. L'Argentine et le Mexique sont tous deux d'avis qu'une suggestion est appropriée dans le cas de violations de l'article 11.2 et de l'article 11.3, qui créent tous deux des obligations positives de supprimer une mesure antidumping, à moins que certaines constatations ne soient formulées par le Membre cherchant à maintenir la mesure. Si les constatations sont inappropriées, le Groupe spécial devrait suggérer la suppression afin de rétablir les droits du Membre exportateur.

21. L'Argentine remercie le Groupe spécial de lui avoir offert la possibilité de présenter des observations sur les questions importantes soulevées dans le présent différend.

[11] Réponse orale des États-Unis à une question posée par le Groupe spécial pendant la première réunion de fond avec les parties; *voir aussi* la deuxième communication écrite des États-Unis, *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268 (8 janvier 2004), paragraphes 13 à 15.

ANNEXE D-4

DÉCLARATION ORALE DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(26 mai 2004)

1. Merci Monsieur le Président, Madame, Monsieur. La Chine se félicite de cette occasion qui lui est donnée d'exposer son point de vue sur les questions soulevées au cours de la procédure du présent Groupe spécial. Dans ma déclaration, je résumerai les principales positions que la Chine a exposées dans sa communication écrite.

2. La première question est celle de savoir si le Département du commerce des États-Unis (le "DOC") a agi d'une manière incompatible avec l'article 2 et l'article 11.3 de l'Accord antidumping pour ce qui est de sa décision concernant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.

3. La Chine convient avec le Mexique qu'une détermination fondée uniquement sur la diminution du volume des importations pour décider qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé n'est pas compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

4. Les trois critères adoptés par le DOC pour déterminer que le dumping subsisterait ou se reproduirait, c'est-à-dire la persistance des marges de dumping, la cessation des importations et/ou la diminution des volumes d'importation assortie de l'élimination de la marge de dumping, ne correspondent pas à la définition du "dumping" figurant à l'article 2 de l'Accord antidumping.

5. L'article 11.3 de l'Accord antidumping exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles déterminent qu'il est probable, c'est-à-dire vraisemblable, que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé avant de décider de ne pas supprimer la mesure antidumping. "Déterminer" signifie que les autorités chargées de l'enquête doivent procéder à un examen rigoureux dans le cadre d'un réexamen à l'extinction pour maintenir les mesures antidumping en se fondant sur des éléments de preuve qui montrent une "probabilité" plutôt qu'une simple "possibilité".

6. La deuxième question est celle de savoir si la Commission du commerce international des États-Unis (l'"ITC") a agi d'une manière incompatible avec l'article 3 et l'article 11.3 de l'Accord antidumping pour ce qui est de sa décision concernant la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira.

7. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus dans le cas de la décision relative au dumping, les autorités chargées de l'enquête sont tenues de déterminer s'il est probable, c'est-à-dire vraisemblable, que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé avant de décider de ne pas supprimer la mesure antidumping.

8. La Chine convient avec le Mexique que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent à l'article 11.3.

9. L'article 3.1 de l'Accord antidumping prévoit que les autorités chargées de l'enquête doivent fonder leur détermination de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et sur l'examen objectif de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

L'article 3.4 de l'Accord antidumping exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles évaluent chacun des 15 facteurs et indices économiques. La Chine convient avec le Mexique que, dans un réexamen à l'extinction, les autorités doivent également appliquer l'article 3.4.

10. L'article 3.5 prévoit que le dommage au sens de cet accord doit être causé par des importations faisant l'objet d'un dumping, par les effets du dumping définis aux paragraphes 2 et 4. Cela signifie que l'autorité chargée de l'enquête doit prouver l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage. Si le Groupe spécial constate que l'ITC n'a pas procédé à une analyse du lien de causalité, l'ITC a agi d'une manière incompatible avec les articles 3.5 et 11.3 de l'Accord antidumping.

11. La Chine partage l'opinion du Mexique selon laquelle 19 U.S.C. § 1675a a) 1) et 19 U.S.C. § 1675a a) 5) sont incompatibles avec l'article 11.3 et l'article 3 de l'Accord antidumping. La législation des États-Unis autorise l'ITC à déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" et à examiner les effets de l'abrogation ou de la suppression sur une période plus longue. Elle donne donc à l'ITC le pouvoir discrétionnaire de procéder à une enquête sur une période longue et indéterminée dans l'avenir, ce qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, lequel prescrit que la détermination doit être fondée sur le dommage au moment de la suppression de l'ordonnance.

12. La dernière question que la Chine voudrait examiner est celle de la méthode de la "réduction à zéro".

13. La Chine convient avec le Mexique que la marge de dumping calculée grâce à la méthode de la "réduction à zéro" dans le quatrième réexamen administratif du DOC est incompatible avec l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping.

14. La pratique de la "réduction à zéro" consiste à calculer des marges de manière sélective uniquement pour les ventes d'un produit ayant généré des marges positives, en ramenant à zéro les marges négatives résultant des ventes de ce produit. Cette méthode aboutit à une marge de dumping artificiellement gonflée.

15. Si le Groupe spécial, en se fondant sur les éléments de preuve présentés par le Mexique, constate que le DOC a appliqué la méthode de la réduction à zéro pour constater l'existence d'une marge de dumping positive pour Hylsa au cours du quatrième réexamen administratif, la détermination du DOC est incompatible avec l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping.

16. Nous vous remercions une fois encore de nous avoir donné l'occasion d'exprimer notre point de vue.

ANNEXE D-5

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(26 mai 2004)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 17

II. RÉEXAMEN À L'EXTINCTION "TEL QU'APPLIQUÉ" 17

A. PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SE REPRODUIRA 17

III. QUATRIÈME RÉEXAMEN PÉRIODIQUE DU MONTANT DU DROIT 18

A. CLASSIFICATION DES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES DU MONTANT DU DROIT EFFECTUÉS PAR LES ÉTATS-UNIS EN VERTU DE L'ACCORD ANTIDUMPING 18

B. RÉDUCTION À ZÉRO 19

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial.

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes font la présente déclaration orale en tant que tierce partie en raison de leur intérêt systémique dans l'interprétation correcte de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"*Accord antidumping*").

2. Dans la présente déclaration orale, en sus des remarques formulées dans leurs observations écrites, et en réponse à certaines déclarations faites par les autres parties, les Communautés européennes formuleront des observations sur les points suivants:

- la nature précise des constatations faites par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction;
- la classification des réexamens périodiques du montant du droit effectués par les États-Unis en vertu de l'*Accord antidumping*; et
- le caractère fondamentalement inéquitable de la méthode de la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis pour les réexamens périodiques du montant du droit.

II. RÉEXAMEN À L'EXTINCTION "TEL QU'APPLIQUÉ"

3. Les Communautés européennes souhaitent attirer l'attention du Groupe spécial sur le fait que toutes les tierces parties - l'Argentine, la Chine, les Communautés européennes, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu - sont d'accord pour dire que la conduite des réexamens à l'extinction aux États-Unis n'est, en général, ou en l'espèce particulièrement, pas compatible avec les dispositions de l'*Accord antidumping*.

A. PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SE REPRODUIRA

4. L'intérêt des Communautés européennes dans la présente affaire est systémique. Cependant, la distinction entre le général et le particulier n'est pas toujours aisée. Afin de comprendre ce qui ne va pas avec le système des réexamens à l'extinction aux États-Unis, en général, il est utile, et même nécessaire, de comprendre ce qui ne va pas avec la présente détermination et d'autres déterminations. Pour cela, les faits de la cause en l'espèce doivent être clairs. C'est pourquoi les Communautés européennes souhaitent attirer l'attention du Groupe spécial sur certains faits qui ne sont pas entièrement compatibles avec la présentation des faits donnée par les États-Unis dans leur première communication écrite.

5. Les États-Unis affirment qu'ils ont constaté qu'il était probable que le dumping *subsisterait* ou se reproduirait[1], se référant en termes généraux à l'ensemble du Mémorandum sur les questions et la décision concernant la détermination préliminaire à l'extinction.[2] En fait, la détermination spécifique portait sur la probabilité que le dumping *se reproduirait*.[3] Même si, dans d'autres parties du Mémorandum sur les questions et la décision, il est fait référence en termes généraux à la probabilité que le dumping "subsistera ou se reproduira", il ne s'agit que de références générales au critère

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 46.

[2] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 73 (faisant référence à la pièce n° 14 des États-Unis).

[3] Mémorandum sur les questions et la décision concernant la détermination préliminaire à l'extinction, pièce n° 14 des États-Unis, page 9, paragraphe 2.

juridique pertinent. Le Groupe spécial doit examiner la détermination spécifique faite par l'USDOC, qui porte sur la probabilité que le dumping se reproduira.

6. Il est important d'être précis quant à ce que l'USDOC a effectivement déterminé sur ce point. Si l'on est précis, et que l'on utilise l'expression "se reproduira" plutôt que l'expression "subsistera", il apparaît clairement que l'USDOC a établi une détermination concernant un phénomène qui avait cessé, ce phénomène étant la détermination de l'existence d'un dumping établie pour ce qui est de la période couverte par l'enquête initiale. Utiliser le mot "subsistera" est inexact sur le plan factuel et ne servirait qu'à brouiller l'analyse - c'est-à-dire à dissimuler une grave faiblesse dans la position des États-Unis en l'espèce sur ce point.

7. Les États-Unis ne peuvent pas, devant le présent Groupe spécial, ajouter rétroactivement à la mesure des déterminations qu'elle ne contient pas. Ils ne peuvent pas non plus changer rétroactivement la détermination établie dans le cadre de la mesure.

8. En outre, les États-Unis laissent entendre ou affirment qu'ils se sont fondés pour leur détermination sur *le dumping pendant toute la durée de l'ordonnance*[4], faisant référence aux pages 5 et 8 du Mémorandum sur les questions et la décision concernant la détermination préliminaire à l'extinction.[5] En fait, les États-Unis se sont basés sur la *marge de dumping initiale et les importations initiales*[6] pour constater qu'"il était probable que le dumping des OCTG en provenance du Mexique se reproduirait si l'ordonnance était révoquée". Les résultats préliminaires du quatrième réexamen périodique (1,47 pour cent pour Hylsa) sont décrits dans la partie factuelle du Mémorandum sur les questions et la décision intitulée "History of the order" (durée de l'ordonnance). Or, l'USDOC ne se fonde pas sur ces résultats aux fins de sa détermination préliminaire à l'extinction.

9. Ces faits sont confirmés par le Mémorandum sur les questions et la décision concernant la détermination *finale* à l'extinction, qui est rédigé dans les mêmes termes.[7]

10. Il est tout aussi important d'être précis quant à ce sur quoi l'USDOC s'est réellement fondé pour établir sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait, pour les mêmes raisons. À cet égard aussi, les États-Unis ne peuvent pas rétroactivement chercher à réécrire l'histoire en niant devant le présent Groupe spécial ce qui est écrit dans la mesure. Leurs tentatives pour ce faire dénotent bien la faiblesse de leur argumentation sur ce point.

11. Les Communautés européennes renvoient à leur communication écrite, dans laquelle elles ont expliqué pourquoi elles considéraient que la détermination de l'USDOC en l'espèce était incompatible avec diverses dispositions de l'*Accord antidumping*.

III. QUATRIÈME RÉEXAMEN PÉRIODIQUE DU MONTANT DU DROIT

A. CLASSIFICATION DES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES DU MONTANT DU DROIT EFFECTUÉS PAR LES ÉTATS-UNIS EN VERTU DE L'ACCORD ANTIDUMPING

12. Dans leurs observations écrites, les Communautés européennes ont appelé l'attention du Groupe spécial sur le fait que les réexamens périodiques du montant du droit effectués par les États-Unis correspondaient très étroitement, entièrement ou presque, aux dispositions de l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*, plutôt qu'à celles de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*. Les Communautés européennes ont expliqué à cet égard que le réexamen pour changement de

[4] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 46.

[5] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 74 (faisant référence à la pièce n° 14 des États-Unis).

[6] Issues and Decisions Memorandum relating to the preliminary sunset determination, pièce n° 14 des États-Unis, page 9, paragraphe 2.

[7] Pièce n° 19 du Mexique, page 4, paragraphe 4.

circonstances des États-Unis correspondait plus étroitement aux dispositions de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*. Il s'ensuit que l'enquête ou l'évaluation effectuée par les États-Unis dans le cadre d'un réexamen périodique doit être menée d'une manière compatible avec les articles 9 et 2 de l'*Accord antidumping*.

13. C'est là un point que les Communautés européennes souhaitent répéter et souligner. Si l'on effectue une comparaison systématique entre les textes des diverses dispositions, en prêtant une grande attention à l'objectif, au caractère temporel, au résultat, aux délais et aux règles de la preuve et autres règles de procédure, il s'agit d'une observation de fait qui est incontestable.

14. Les Communautés européennes trouvent une nouvelle confirmation de cette analyse dans le fait que, durant la période considérée, les États-Unis ont également effectué un réexamen pour changement de circonstances.[8] Cela confirme le fait que les réexamens périodiques du montant du droit et les réexamens pour changement de circonstances sont assez différents, les uns étant liés essentiellement à l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*, et les autres à l'article 11.2.

B. RÉDUCTION À ZÉRO

15. Les Communautés européennes souhaitent souligner que ce qu'elles présentent dans leurs observations écrites est une interprétation des dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* qui tient compte du principe général et de l'obligation primordiale imposant de procéder à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Les dispositions pertinentes de l'article 2 de l'*Accord*, qui définissent le dumping, doivent être interprétées de manière systématique et logique, afin de donner à l'*Accord* son vrai sens.

16. En particulier, les Communautés européennes souhaitent souligner que la pratique de la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis dans les réexamens périodiques du montant du droit est incompatible avec la règle fondamentale énoncée à l'article 2.4, selon laquelle il doit être procédé à une comparaison équitable, notamment dans la mesure où elle va à l'encontre de la logique établie par l'USDOC lui-même, lorsque lui-même définit les paramètres de son enquête ou de son évaluation. Une détermination de dumping dont la logique interne est contradictoire ne peut pas être fondée sur une interprétation admissible de l'*Accord antidumping*. Elle ne peut pas refléter une évaluation objective fondée sur des éléments de preuve positifs. L'Organe d'appel a établi que cela valait pour la définition du produit visé et la réduction à zéro selon les modèles, et il en va de même pour tout autre paramètre utilisé par l'autorité chargée de l'enquête plus d'une fois dans sa détermination. Ce paramètre doit être établi une fois pour toutes et repris dans toute l'évaluation. Il ne peut pas être arbitrairement changé en fonction du résultat recherché par l'autorité chargée de l'enquête.

17. Dans le contexte de la réduction à zéro, ces observations sont particulièrement importantes pour ce qui est des paramètres mentionnés dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, à savoir: acheteurs; régions et périodes. En l'absence d'un dumping sélectif par référence à l'un de ces paramètres, l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser une méthode symétrique de comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation sans réduction à zéro. Elle est liée par sa propre définition du champ de son analyse et doit donc tenir dûment compte de toutes les transactions à l'exportation relevant de ce champ. La méthode de réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis est, tout du moins potentiellement, en contradiction avec n'importe lequel de ces paramètres car elle est appliquée au niveau le plus désagrégé, c'est-à-dire au niveau des transactions individuelles. En d'autres termes, au lieu de traiter des transactions à l'exportation pertinentes comme un tout, la méthode des États-Unis revient à traiter chaque transaction à l'exportation individuellement de la même manière que la réduction à zéro revient à traiter chaque modèle séparément.

[8] Pièce n° 12 des États-Unis.

18. La récente opinion dissidente exprimée dans l'affaire *États-Unis - Bois d'œuvre résineux* n'est rien d'autre que cela - une opinion dissidente et minoritaire. Elle est fausse. Et on peut le démontrer aisément. À aucun moment, cette opinion ne cite, et encore moins ne saisit, le point central du raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Linge de lit*: la prescription selon laquelle les déterminations doivent être objectives et fondées sur des éléments de preuve positifs signifie qu'elles doivent avoir une logique interne constante. Une fois que l'autorité chargée de l'enquête a adopté une certaine logique, de son choix, elle est tenue d'appliquer la même logique de manière constante durant toute sa détermination. Cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit d'identifier la catégorie de transactions, en termes de produit visé, de géographie et de période, qui fera l'objet d'une procédure antidumping. Qu'une définition du marché parfait existe ou pas, une fois que les paramètres de l'analyse ont été fixés, ils doivent être appliqués de manière constante par l'autorité chargée de l'enquête afin de garantir qu'une comparaison équitable est effectuée. Par conséquent, la question essentielle n'est pas de savoir si, oui ou non, le choix entre les deux "écoles de pensée" auxquelles se réfère l'auteur de l'opinion dissidente peut être effectué sur la base du texte, du contexte et de l'objectif de l'*Accord antidumping*. Ce qui compte, c'est plutôt qu'une fois que l'autorité chargée de l'enquête a elle-même procédé à ce choix, elle est liée par sa propre logique.

19. Face au texte et à la logique implacable du sens des dispositions de l'article 2 de l'*Accord antidumping* qui définissent le dumping, les États-Unis avancent, pour l'essentiel, un argument succinct et purement textuel - l'expression "pendant la phase d'enquête". Toute la défense des États-Unis sur ce point est donc fondée sur l'affirmation que cela signifie "pas pendant la phase de réexamen"; que l'*Accord antidumping* définit les termes enquête et réexamen; et que ces termes s'excluent mutuellement. Même si, pour les besoins de l'argumentation, les États-Unis avaient raison, cela ne rendrait pas la réduction à zéro admissible dans les réexamens - bien au contraire, cela signifierait en fait que la méthode de comparaison asymétrique que l'article 2.4.2 introduit comme une exception à la norme n'est pas applicable dans les réexamens. Quoi qu'il en soit, ces affirmations de nature textuelle faites par les États-Unis sont tout simplement erronées. Du point de vue textuel, les Communautés européennes ont expliqué dans leurs observations écrites que la question dont le présent Groupe spécial était saisi portait essentiellement sur une enquête ou une évaluation au sens de l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping* (quel que soit le terme utilisé par les États-Unis). Les Communautés européennes ont aussi expliqué que l'*Accord* ne contenait aucune définition des termes "réexamen" et "enquête"; et que, en réalité, ces termes étaient utilisés dans différents sens dans l'*Accord* - le sens ou les sens étant en tout état de cause dérivés du contexte et de l'objectif des dispositions en question. En particulier, les Communautés européennes ont expliqué que le mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2 de l'*Accord* devait avoir le même sens général et dépourvu de restrictions que le mot "enquête" figurant à l'article 6 de l'*Accord*. Elles ont donc démontré, en termes tout aussi textuels, l'erreur fondamentale commise par les États-Unis dans leur argumentation textuelle. Les États-Unis demandent en réalité au Groupe spécial de donner de l'article 2.4.2 une lecture qui inclut des mots comme "initial" ou "article 5" - alors que ces mots ne figurent tout simplement pas dans le texte. Si l'on ajoute à cela les arguments implacables relatifs au contexte et au but avancés par les Communautés européennes - arguments auxquels les États-Unis n'ont pas répondu ni opposé d'argument fondé sur le contexte ou le but *d'aucune sorte*, la seule interprétation admissible et vraie de l'*Accord* apparaît clairement.

20. Les Communautés européennes sont fermement convaincues que la raison pour laquelle les États-Unis n'ont pas fourni d'argument d'ordre contextuel ou fondé sur le but à l'appui de leur affirmation textuelle (erronée) est que de tels arguments ne peuvent pas être présentés. Pourquoi le principe primordial de la "comparaison équitable" consacré par l'article 2.4 devrait-il n'avoir aucune valeur lorsqu'il s'agit finalement de fixer et d'acquitter un droit antidumping? Pourquoi une méthode de comparaison qui accorde plus de poids aux transactions faisant l'objet d'un dumping qu'aux transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping devrait-elle être considérée comme "équitable"? Pourquoi la méthode de calcul des marges de dumping devrait-elle changer d'un moment à l'autre? Pourquoi les résultats d'une enquête initiale devraient-ils être totalement éclipsés et annulés par les résultats d'un premier exercice d'évaluation? Pourquoi deux exportateurs, qui exportent un produit

identique du même pays durant la même période, dans le cadre d'une série de transactions identique (en termes de montant, de prix et de moment) devraient-ils être soumis à deux méthodes complètement différentes et à des droits antidumping complètement différents? Si la réduction à zéro selon les modèles est inéquitable, comment la réduction à zéro simple, qui produit un résultat encore pire, peut-elle être équitable? Pourquoi les exportateurs qui éliminent la marge à hauteur de laquelle il avait été constaté qu'ils pratiquaient un dumping devraient-ils néanmoins être soumis à un droit antidumping? Pourquoi faudrait-il constater l'existence ou l'absence d'un dumping, et déterminer son importance en fonction de la répartition arbitraire des transactions dans le temps? Pourquoi les Membres qui utilisent un système de perception prospective devraient-ils être pénalisés par rapport aux Membres qui utilisent un système de perception rétrospective? Les États-Unis ne donnent aucune réponse à ces questions parce qu'ils n'en ont pas. Le silence est assourdissant.

Merci de votre attention.

ANNEXE D-6

DÉCLARATION ORALE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(26 mai 2004)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 23

II. ARGUMENTS 23

A. LES TROIS SCÉNARIOS ENVISAGÉS DANS LE *SUNSET POLICY BULLETIN* SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN TANT QUE TELS 23

B. LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA ÉTABLIE PAR L'ITC SERAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 3.1, 3.4, 3.5 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 24

C. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DOC SUR LA BASE DES MARGES DE DUMPING CALCULÉES AU MOYEN DE LA MÉTHODE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO 25

III. CONCLUSION 26

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, au nom du gouvernement japonais, je vous remercie de l'attention que vous portez à cette importante affaire. Ce matin, nous ne reprendrons pas les arguments que nous avons exposés dans notre communication écrite. Nous voudrions plutôt nous concentrer sur certains arguments qui ont été présentés par les parties, mais que nous n'avons pas traités d'une manière détaillée dans notre communication écrite.

II. ARGUMENTS

A. LES TROIS SCÉNARIOS ENVISAGÉS DANS LE *SUNSET POLICY BULLETIN* SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EN TANT QUE TELS

2. Les États-Unis insistent sur le fait que l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction visant les produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*[1], a formulé une constatation en faveur de la constatation positive de la probabilité établie par le DOC, qui était uniquement fondée sur les marges de dumping et la réduction du volume des importations.[2] Nous ne partageons pas cet avis.

3. Les États-Unis semblent avoir mal interprété les déclarations de l'Organe d'appel. Comme les États-Unis devraient parfaitement le savoir, le Japon, dans son appel, a restreint la portée des allégations "tel qu'appliqué" qu'il avait formulées en ce qui concerne la détermination de la probabilité établie par le DOC dans l'affaire du réexamen à l'extinction CRS, en se concentrant sur d'autres questions telles que la réduction à zéro et l'allégation "en tant que tel" concernant le *Sunset Policy Bulletin*. En ce qui concerne les allégations "tel qu'appliqué", le Japon a demandé à l'Organe d'appel d'examiner s'il était justifié que le DOC se soit appuyé sur le mécanisme de réexamen automatique prévu par le *Sunset Policy Bulletin*. Le Japon a également demandé à l'Organe d'appel d'examiner s'il était justifié que le DOC se soit appuyé sur les marges de dumping qu'il avait calculées dans le cadre de réexamens administratifs antérieurs au moyen de la méthode de la réduction à zéro. Toutefois, l'Organe d'appel n'a pas été en mesure de statuer sur l'une et l'autre de ces questions parce que "le Groupe spécial n'[avait] pas examiné la nature ni le sens de la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin*"[3], et en raison de "l'absence de constatations de fait du Groupe spécial concernant la méthode utilisée par l'USDOC dans les réexamens administratifs".[4] Le Japon n'a pas demandé à l'Organe d'appel d'examiner le fait que le DOC s'était appuyé sur le volume des importations[5], ni ne lui a demandé d'examiner si le fait que le DOC s'était appuyé uniquement sur les marges de dumping et sur le volume des importations constituerait un élément de preuve suffisant dans l'affaire *Réexamen à l'extinction CRS*.[6] En l'absence de ces constatations de fait du Groupe spécial, l'Organe d'appel n'avait pas la possibilité d'altérer la conclusion du DOC selon laquelle les marges de dumping et le volume des importations "indiqu[aient] la même direction, c'est-à-dire, un dumping futur préalable".[7] Par conséquent, l'Organe d'appel n'a jamais dit que les marges de dumping et le volume des importations seuls constituaient un fondement suffisant pour déterminer la probabilité d'un dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*"), WT/DS244/AB/R (adopté le 9 janvier 2004).

[2] Première communication des États-Unis, paragraphe 104.

[3] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, paragraphe 184.

[4] *Voir id.*, paragraphe 138. *Voir également id.*, paragraphes 203 et 253.

[5] *Voir id.*, paragraphe 203.

[6] *Voir id.*, paragraphes 192 à 198.

[7] *Id.*, paragraphe 205.

4. Les États-Unis font également valoir que le *Sunset Policy Bulletin* n'est pas une "mesure" pouvant donner lieu à une action dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, parce qu'il ne s'agit pas d'"un instrument qui a une existence fonctionnelle propre" et qu'il n'est pas "impératif".[8] Cet argument a été rejeté par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*.

5. L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, a expressément indiqué ce qui suit: "permettre que des mesures fassent l'objet de procédures de règlement des différends, qu'elles aient ou non un caractère impératif, est compatible avec la nature générale du droit des Membres de recourir au règlement des différends".[9] En réalité, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, comme dans d'autres affaires, l'Organe d'appel n'a pas exigé qu'une mesure soit "un instrument qui a une existence fonctionnelle propre". La question du caractère impératif "n'est pertinente, à supposer qu'elle le soit, que dans le cadre de l'évaluation faite par le groupe spécial du point de savoir si la mesure est, en tant que telle, incompatible avec des obligations particulières".[10]

6. Par conséquent, la seule question que le présent Groupe spécial doit examiner est la question de savoir si le *Sunset Policy Bulletin* est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping en tant que tel. L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, a souligné que les facteurs ci-après seraient pertinents pour examiner si le *Sunset Policy Bulletin* était incompatible avec l'article 11.3 en tant que tel: la nature, le sens et l'application constante de la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin*, et la nature et le sens du critère des "raisons valables" énoncé dans la section II.C.[11] Le Japon estime que le Mexique a établi que le *Sunset Policy Bulletin* était incompatible avec l'article 11.3.

7. En résumé, le Groupe spécial devrait rejeter l'argument présenté par les États-Unis.

B. LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA ÉTABLIE PAR L'ITC SERAIT INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 3.1, 3.4, 3.5 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

8. Les arguments des États-Unis concernant l'applicabilité de l'article 3 de l'Accord antidumping aux réexamens à l'extinction ne sont pas fondés sur l'interprétation du sens ordinaire de la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping et doivent donc être rejetés. Comme nous l'avons expliqué dans notre communication, le premier membre de phrase de la note de bas de page 9 – "[p]our les besoins du présent Accord" – indique clairement que le terme "dommage" doit être interprété dans l'ensemble de l'Accord antidumping, y compris l'article 11.3, conformément à la note de bas de page 9.

9. Dans la note de bas de page, le membre de phrase "sera interprété conformément aux dispositions de cet article"[12] précise encore que les règles de fond de l'article 3 s'appliquent à l'article 11.3. Le membre de phrase "il est probable que [le dumping et le dommage] subsisteront ou se reproduiront" figurant à l'article 11.3 ne modifie pas la notion fondamentale de "dommage". Pour constater que le dommage "se reproduira", par exemple, les autorités doivent constater que le dommage résultant des effets du dumping, qui n'existe pas au moment du réexamen, se reproduira à un moment dans l'avenir. Ces analyses ne modifient pas la prescription de fond voulant que les autorités constatent l'existence d'un dommage en se fondant sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix et du volume de ces importations. De même, il doit être satisfait, dans le cadre des procédures de réexamen à

[8] Première communication des États-Unis, paragraphes 110 à 114.
[9] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, paragraphe 89.
[10] *Id.*
[11] *Id.*, paragraphes 169, 184 et 189.
[12] Note de bas de page 9 de l'Accord antidumping. (non souligné dans l'original)

l'extinction, à l'obligation d'évaluer les facteurs économiques énumérés à l'article 3.4, ainsi qu'aux prescriptions en matière de causalité et de non-imputation qui sont énoncées à l'article 3.5.

10. Les États-Unis font valoir que le dommage probable, tel qu'il est défini à l'article 11.3, exige une "analyse totalement différente"[13] de l'analyse du dommage requise dans le cadre de l'enquête initiale. Contrairement à ce que prétendent les États-Unis, l'article 3 prévoit une analyse prospective, même dans le cadre des enquêtes initiales. La note de bas de page 9 et les dispositions de l'article 3 indiquent clairement que toutes les dispositions de l'article 3 s'appliquent à la détermination de l'existence d'une menace de dommage important. L'article 3.7 exige que les autorités examinent une situation à un moment dans l'avenir où les effets du dumping causeront un dommage important à la branche de production nationale. Dans un cas de menace de dommage, il faut donc examiner aussi les facteurs et les causes économiques mentionnés à l'article 3.4 et 3.5 à un moment donné dans l'avenir. L'analyse du "dommage" dans le cadre des réexamens à l'extinction est analogue à l'analyse prescrite à l'article 3 lorsqu'il s'agit d'une menace de dommage important. En tant que tel, l'article 3 prévoit une analyse prospective du dommage, comme celle que prescrit l'article 11.3. L'argument des États-Unis est donc dénué de fondement.

11. Dans la présente affaire, il semble que l'ITC n'a pas procédé à une évaluation des différents facteurs énumérés à l'article 3.4. Il semble aussi que l'ITC n'a pas dissocié ni distingué les effets des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qu'elle connaissait au moment du réexamen à l'extinction des effets du dumping. Par conséquent, la détermination d'un dommage établie par l'ITC dans le cadre du réexamen à l'extinction semble être incompatible avec l'article 3.4 et 3.5.

C. LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DOC SUR LA BASE DES MARGES DE DUMPING CALCULÉES AU MOYEN DE LA MÉTHODE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO

12. Les États-Unis font valoir que les rapports établis par l'Organe d'appel dans les affaires CE – *Linge de lit*[14] et *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS* ne sont pas pertinents pour le présent différend. Les États-Unis allèguent que la constatation établie dans l'affaire *CE – Linge de lit* était limitée à la phase d'enquête et portait sur une méthode de calcul différente de celle utilisée dans la présente affaire.[15] Les États-Unis affirment également que l'Organe d'appel a constaté qu'il n'était pas en mesure de confirmer l'incompatibilité de la méthode de la réduction à zéro avec l'Accord antidumping.[16] Nous ne partageons pas cet avis.

13. L'Organe d'appel, dans l'affaire *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*[17], a dit que les rapports de groupes spéciaux suscitaient chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes, et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils avaient un rapport avec un autre différend.[18]

14. Comme nous l'avons expliqué dans notre communication, l'Organe d'appel, dans l'affaire *CE – Linge de lit*, a précisé que la réduction à zéro était incompatible avec l'article 2.4 et 2.4.2 parce que "l'*Accord antidumping* concern[ait] le dumping d'un *produit*"[19], et parce que "[à son] avis, quelle que soit la méthode utilisée pour calculer les marges de dumping, celles-ci [devaient] être et ne [pouvaient] être établies que pour l'ensemble du *produit* visé par l'enquête".[20] Il a par ailleurs précisé

---

[13] Première communication des États-Unis, paragraphe 301.

[14] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*"), WT/DS141/AB/R (adopté le 12 mars 2001).

[15] Première communication des États-Unis, paragraphe 212.

[16] *Id.*, paragraphe 213.

[17] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8, 10, 11/AB/R (adopté le 1er novembre 1996) .

[18] *Id.*, page 17.

[19] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 51.

[20] *Id.*, paragraphe 53.

ce qui suit: "une comparaison entre un prix à l'exportation et une valeur normale qui *ne* tient *pas* dûment compte des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables – comme c'est le cas avec la pratique de la "réduction à zéro" qui est en cause dans le présent différend – *n*'est *pas* une "comparaison équitable" entre un prix à l'exportation et une valeur normale, comme l'exigent le paragraphe 2.4 et l'alinéa 2.4.2".[21] De ce point de vue, il n'y a pas de différence entre les méthodes de calcul utilisées dans l'affaire *CE – Linge de lit* et les méthodes de calcul utilisées dans la présente affaire, comme nous l'avons expliqué dans notre communication.

15. L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, a précisé que les différences dans les types de procédures antidumping n'étaient pas pertinentes pour la question de la réduction à zéro. En particulier, au sujet des réexamens à l'extinction, l'Organe d'appel a explicitement dit ce qui suit: "au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4"[22], et "[s]i ces marges étaient viciées sur le plan juridique parce qu'elles avaient été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4, cela pouvait entraîner une incompatibilité non seulement avec l'article 2.4, mais aussi avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*".[23] En outre, l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "la distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro de ce type peut fausser non seulement l'importance d'une marge de dumping, mais aussi une constatation de l'existence même d'un dumping".[24]

16. Par conséquent, contrairement à ce qu'avancent les États-Unis, les décisions et les constatations formulées dans les deux affaires *CE – Linge de lit* et *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS* sont pleinement pertinentes pour la présente affaire. Elles suscitent donc des "attentes légitimes" chez les Membres de l'OMC. Par conséquent, le présent Groupe spécial devrait se conformer aux constatations, formulées dans les affaires *CE – Linge de lit* et *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*.

17. Les États-Unis font également valoir que l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, n'a pas fait de constatation et n'a pas entrepris d'analyse juridique sérieuse de la question de la réduction à zéro.[25] Cela n'est pas correct. L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, ne pouvait pas conclure que la méthode de calcul adoptée par les États-Unis était incompatible avec l'article 2.4 uniquement en raison de l'absence de constatation de fait, établie par le Groupe spécial.[26] Comme nous l'avons expliqué, l'Organe d'appel a clairement constaté que la détermination établie dans le cadre de réexamens à l'extinction sur la base de marges de dumping calculées au moyen de la méthode de la réduction à zéro était incompatible avec l'article 2.4.[27]

III. CONCLUSION

18. Pour les raisons qui précèdent, le Japon a l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 2.4, 3.1, 3.4, 3.5, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping.

---

[21] *Id.*
[22] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, paragraphe 127.
[23] *Id.*
[24] *Id.*, paragraphe 135.
[25] Première communication des États-Unis, paragraphe 212.
[26] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction CRS*, paragraphe 138.
[27] *Voir id.*, paragraphe 127.

ANNEXE D-7

DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE DU MEXIQUE – DEUXIÈME RÉUNION

(17 août 2004)

I. INTRODUCTION

1. L'article 11 énonce des obligations spécifiques liées à la suppression des droits antidumping. Si un Membre souhaite maintenir une mesure au-delà de la période de cinq ans prévue à l'article 11.3 ou maintenir une mesure après un réexamen demandé par une partie intéressée conformément à l'article 11.2, il doit respecter les obligations énoncées à l'article 11.[1] Les déterminations du Département du commerce ("le Département") et de la Commission du commerce international ("la Commission") dans la présente affaire ne respectent pas ces obligations, étant donné que les décisions étaient fondées sur des présomptions et sur l'application de critères juridiques contraires à l'article 11. Puisque les autorités des États-Unis n'ont pas satisfait aux prescriptions régissant le maintien de la mesure, la mesure doit être supprimée immédiatement.

2. Le Mexique fait observer qu'il ne souscrit pas aux déclarations des États-Unis concernant la charge de la preuve. Il a fourni des éléments *prima facie* à l'appui de son allégation et les États-Unis ont invoqué ce qui, comme l'a répété l'Organe d'appel, constitue l'exception limitée énoncée à l'article 11.3 permettant de proroger la mesure au-delà de la limite temporelle prévue par cet article.

II. DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT

A. PRÉSOMPTION INCOMPATIBLE AVEC LES RÈGLES DE L'OMC D'UN DUMPING PROBABLE

3. La loi des États-Unis (19 U.S.C. § 1675a c) 1)), l'Énoncé des mesures administratives ("SAA") (pages 889 et 890), et le Sunset Policy Bulletin ("SPB") (section II.A.3), individuellement et conjointement, établissent la présomption selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.[2] Cette présomption est incompatible avec l'article 11.3.

4. Les États-Unis n'ont pas réfuté les faits suivants: premièrement, le Département n'a jamais établi une détermination au cours d'un quelconque réexamen à l'extinction complet ou accéléré selon laquelle le dumping ne serait pas probable; sur 232 réexamens à l'extinction complets ou accélérés, le DOC a rendu 232 déterminations de dumping probable. Deuxièmement, les pièces n° 62 et 65 du Mexique confirment que la loi, le SAA et le SPB établissent dans chaque affaire une présomption de dumping probable incompatible avec les règles de l'OMC en exigeant du Département qu'il accorde un poids décisif aux marges de dumping antérieures ou aux diminutions du volume des importations. Troisièmement, la disposition relative aux "raisons valables" inverse de façon inadmissible la charge de la preuve et n'a jamais abouti à une détermination de l'absence d'une probabilité.

---

[1] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, paragraphe 113.

[2] Voir la première communication du Mexique, paragraphes 87 à 109; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 8 à 47.

5. Le Mexique a mis en évidence la pratique constante du Département, et a fourni des documents à l'appui, pour trois raisons différentes. Premièrement, la pratique constante du Département fournit des éléments de preuve attestant du sens de la loi, du SAA et du SPB. Deuxièmement, la pratique constante du Département en elle-même est une mesure qui viole l'article 11.3. Et troisièmement, la pratique constante du Département démontre que les États-Unis n'ont pas appliqué la loi d'une manière impartiale et raisonnable, comme l'exige l'article X:3 a) du GATT.

B. DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT

6. Dans leur deuxième communication, les États-Unis n'ont même pas essayé de réfuter les allégations "tel qu'appliqué" du Mexique concernant la détermination de dumping probable établie par le Département dans la présente affaire. Les éléments de preuve positifs soumis par les sociétés mexicaines interrogées ont montré que la marge de dumping résultant de l'enquête initiale n'indiquait en aucune manière une probabilité de dumping. Le Département était également saisi des déterminations de l'absence d'un dumping (marges nulles) dans les réexamens administratifs récemment effectués – prouvant que le dumping n'était pas probable.[3]

7. Le Département a cité les volumes d'importation réduits, n'a pas tenu compte des éléments de preuve positifs présentés par les sociétés mexicaines interrogées puis s'est appuyé sur les seuls autres renseignements dont il disposait (la marge de dumping initiale et la diminution des volumes) pour fonder sa détermination de dumping probable. Le Département n'a pas procédé à une analyse spécifique pour déterminer la raison de la diminution, alors que l'Organe d'appel avait indiqué que c'était nécessaire. Le Département a ensuite amplifié son erreur en inférant que la diminution des volumes devait signifier que les exportateurs mexicains n'étaient pas compétitifs sur le marché des États-Unis sans pratiquer le dumping, puis il a poussé cette inférence encore plus loin pour dire qu'il était probable que les exportateurs mexicains pratiqueraient le dumping après l'abrogation. Le Département a également violé l'article 11.3 en se fondant sur la marge initiale pour déterminer s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit était abrogé.

III. DÉTERMINATION À L'EXTINCTION ÉTABLIE PAR LA COMMISSION

A. LA COMMISSION N'A PAS APPLIQUÉ UN CRITÈRE "PROBABLE" ET A MAL INTERPRÉTÉ LE "DOMMAGE"

8. Les arguments des États-Unis concernant la détermination d'un dommage sont fermement ancrés dans les interprétations erronées des termes "probable" et "dommage" figurant à l'article 11.3. Le fait qu'elle n'a pas appliqué un critère "probable" et n'a pas interprété le terme "dommage" correctement a une incidence sur tout ce que la Commission a fait dans son réexamen. Ayant mal interprété ce qu'elle devait constater, elle n'a pas correctement établi ni objectivement évalué les faits qui constituaient les éléments de preuve positifs de la probabilité d'un dommage.

9. Il ne fait aucun doute que le terme "probable" signifie "vraisemblable"; c'est ce qu'a dit l'Organe d'appel. Le Mexique a démontré que dans le cadre du différend au titre de l'ALENA concernant ce même réexamen à l'extinction, la Commission avait fait valoir avec insistance que le SAA lui interdisait d'appliquer un critère "vraisemblable". Le fait que la Commission a admis qu'elle n'a pas appliqué un critère vraisemblable est déterminant dans la présente affaire. Si l'autorité applique le mauvais critère, par définition elle ne peut pas établir correctement les faits nécessaires pour étayer le critère correct et elle ne peut pas examiner objectivement les faits pour parvenir au critère correct. La pièce n° 68 du Mexique illustre en quoi la Commission n'a pas respecté les critères établis pour les réexamens au titre de l'article 11.3. Dans de nombreux cas, la Commission s'est

[3] *Voir par exemple*, la pièce n° 64 du Mexique (tableau des éléments de preuve tiré de la première déclaration orale du Mexique).

appuyée sur des hypothèses et des inférences non étayées. Dans d'autres parties pertinentes de la détermination, la Commission a fondé ses conclusions sur des constatations établies au cours de l'enquête initiale qu'elle a considérées comme étant décisives ou même comme faisant pencher la balance. Les constatations établies lors d'enquêtes antérieures à l'OMC ne sont pas compatibles avec une quelconque disposition de l'Accord antidumping postérieure à l'OMC puisque, par définition, elles ne peuvent pas être le résultat de l'Accord antidumping comme l'exige l'article 18.3.

10. Les États-Unis soutiennent que le "dommage" mentionné à l'article 11.3 est "conceptuellement différent" du dommage mentionné à l'article 3.[4] Cet argument est remarquable d'un point de vue textuel et il est incompatible avec l'approche adoptée par l'Organe d'appel.[5] L'Organe d'appel n'a pas constaté que l'expression "subsister[a] ou se reproduir[a]" modifiait le sens du mot "dumping". Le présent Groupe spécial ne peut pas constater que cette même expression change le sens du mot "dommage". Le "dommage" mentionné à l'article 11.3 est le "dommage" qui est défini à la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping dont il relève.

B. PRESCRIPTIONS LÉGALES DES ÉTATS-UNIS RÉGISSANT LE LAPS DE TEMPS POUR LE DOMMAGE PROBABLE

11. Les États-Unis font valoir que l'article 11.3 ne précise pas le laps de temps pertinent pour un examen à l'extinction et que, par conséquent, ce laps de temps pertinent relève du pouvoir discrétionnaire de chaque Membre.[6] Un laps de temps indéfini n'est pas compatible avec le critère "probable" figurant à l'article 11.3. Sans laps de temps, comment peut-on déterminer si le laps de temps retenu au cours d'un réexamen était "raisonnable"? Sans laps de temps, comment peut-on savoir à quel moment il est probable que le dommage se produira? Sans laps de temps, comment peut-on savoir s'il est probable que les importations cumulées seront simultanément présentes sur le marché?

C. ANALYSE CUMULATIVE DU DOMMAGE RÉALISÉE PAR LA COMMISSION

12. Les États-Unis se méprennent sur l'argument principal du Mexique concernant le cumul. Le Mexique ne fait pas valoir que l'article 11.3 est muet au sujet du cumul. Il affirme que l'article 11.3 – suivant ses termes ("droit" au singulier) et tel qu'interprété dans son contexte – interdit expressément le cumul. L'article 3.3 démontre également que le cumul ne concerne que les enquêtes.

13. En supposant, pour les besoins de l'argumentation, que les articles 11.3 et 3.3 n'empêchent pas le cumul dans les réexamens au titre de l'article 11.3, si l'on applique la logique de l'Organe d'appel, le Groupe spécial devrait constater que les États-Unis n'ont pas respecté les critères de fond concernant le cumul dans la présente affaire. Lorsqu'une autorité décide de se fonder sur des constatations relatives au cumul établies dans l'enquête initiale, elle doit veiller à ce que les constatations soient compatibles avec l'article 3.[7] Que l'article 3 s'applique ou non directement ou indirectement aux réexamens à l'extinction, une condition fondamentale du cumul des importations pour l'évaluation du dommage est que les importations en provenance des pays ayant fait l'objet de l'analyse cumulative soient présentes simultanément sur le marché des États-Unis. La détermination de la Commission montre que son analyse n'est pas satisfaisante à cet égard.

---

[4] Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 26; première communication des États-Unis, paragraphes 259 à 263.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 108 et 109 (italique dans l'original).

[6] Première communication des États-Unis, paragraphes 330 et 331.

[7] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 127.

IV. DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT À L'EFFET DE NE PAS ABROGER LE DROIT

A. L'OBLIGATION ÉNONCÉE À L'ARTICLE 11.2 NE SE LIMITE PAS À LA SUPPRESSION D'UN DROIT ANTIDUMPING SUR LA BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE

14. La pièce n° 66 du Mexique démontre que les États-Unis n'ont jamais abrogé un droit antidumping au titre de l'article 351.222 g) en se fondant sur une analyse de fond de la question de savoir si le maintien du droit était nécessaire pour neutraliser le dumping. L'article 351.222 g) constitue essentiellement un mécanisme d'abrogation pour les cas où la branche de production des États-Unis n'est plus intéressée par le maintien de l'ordonnance antidumping.

15. La mise en œuvre par les États-Unis de la décision défavorable rendue par le Groupe spécial dans l'affaire *DRAM originaires de Corée* devrait dissiper tout doute qui pourrait encore subsister sur le point de savoir si l'article 11.2 crée des obligations par société. Les États-Unis ont expliqué à leurs partenaires commerciaux qu'ils avaient "mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD" visant à ce qu'ils rendent leurs mesures conformes à leurs obligations au titre de l'article 11.2.

B. DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT À L'EFFET DE NE PAS ABROGER LE DROIT DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE

16. Le Département a violé l'article 11.2 parce qu'il n'a pas supprimé le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique immédiatement après qu'il a été démontré que le maintien du droit n'était pas nécessaire pour neutraliser le dumping. Dans le cas d'Hylsa, le Département a allégué que l'abrogation n'était pas appropriée parce qu'il avait été constaté qu'Hylsa avait une marge de dumping de 0,79 pour cent au cours du quatrième réexamen. Cette marge a cependant été calculée à l'aide de la pratique de la "réduction à zéro". Les décisions rendues par l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Linge de lit*, *Japon – Réexamen à l'extinction* et, plus récemment, *Bois d'œuvre résineux* ont établi sans conteste que la pratique de la réduction à zéro n'était pas compatible avec la prescription de l'article 2.4 ou de l'article 2.4.2. En ce qui concerne TAMSA, la détermination du Département à l'effet de ne pas abroger le droit violait l'article 11.2 parce que le Département: i) avait appliqué un critère exigeant qu'il soit démontré que le dumping n'était "pas probable" à l'avenir; ii) avait arbitrairement imposé une prescription relative aux "quantités commerciales"; et iii) n'avait pas tenu compte des éléments de preuve positifs démontrant que le volume était raisonnable compte tenu de la situation exceptionnellement mauvaise du marché du pétrole et des OCTG, ni des éléments de preuve positifs montrant que la mesure n'était plus nécessaire pour neutraliser le dumping. Le Département a également violé l'article X:2 du GATT.

V. CONCLUSION

17. Étant donné que le strict respect des prescriptions énoncées à l'article 11.3 est exigé pour qu'un Membre puisse prolonger l'application de droits antidumping au-delà de cinq ans, une constatation selon laquelle les États-Unis n'ont pas respecté ces règles exige une constatation selon laquelle les États-Unis ont, de manière inadmissible, prorogé l'application de la mesure antidumping dans la présente affaire au-delà de cinq ans et doivent donc immédiatement supprimer la mesure.

ANNEXE D-8

DÉCLARATION ORALE FINALE DU MEXIQUE – DEUXIÈME RÉUNION

(18 août 2004)

1. Le Mexique aimerait en premier lieu aborder la question examinée à la fin de la séance d'hier. Il estime qu'un éventuel appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* (DS268) ne devrait pas avoir d'incidence sur la présente procédure. Le Mexique n'a pas soumis d'arguments écrits dans cette affaire, n'était ni un plaignant ni une partie au différend et la décision du Groupe spécial dans cette affaire ne peut pas diminuer ses droits. Le Mexique a fourni des éléments *prima facie* à l'appui de toutes ses allégations, et les États-Unis ont répondu à ces allégations. Le Groupe spécial devrait établir des constatations sur toutes les allégations formulées.

2. En outre, si les questions et les mesures considérées se chevauchent en partie, il y a également d'importantes différences. Par exemple, l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* ne portait pas sur des allégations relatives aux obligations énoncées à l'article 11.2. En ce qui concerne la détermination de dommage, le Groupe spécial dans *OCTG en provenance d'Argentine* a estimé que l'Argentine ne contestait pas le critère probable, tandis que le Mexique a avancé des arguments spécifiques relatifs à l'application du critère probable et à la manière dont ce critère avait affecté la détermination de la Commission. En outre, le Groupe spécial dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* a appliqué le principe d'"économie jurisprudentielle" pour éviter d'examiner bon nombre des allégations formulées par l'Argentine, alors que le Mexique a spécifiquement demandé au présent Groupe spécial d'établir des constatations concernant toutes les allégations formulées. Pour ces raisons, le Mexique se permet de demander qu'en cas d'appel éventuel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, la présente affaire ne soit pas reportée et que la plainte du Mexique soit analysée en fonction des circonstances propres à l'affaire et conformément aux procédures prévues par le Mémorandum d'accord.

3. Pour ce qui est de la substance des questions soulevées, les États-Unis sont revenus hier sur un thème familier. Selon eux, le Mexique "greffe" sur l'article 11.3 des prescriptions de fond détaillées qui n'y figurent pas et, ce faisant, crée pour les États-Unis une obligation qui n'existe pas (paragraphes 15, 30, 31, 34, 41, 44). Toutefois, le Mexique ne fait rien de tel. Les allégations du Mexique sont au contraire fermement basées sur les mots que les Membres de l'OMC ont incorporés dans le texte de l'article 11.3 et dans l'Accord antidumping. La différence entre nos positions est que le Mexique pense que les mots sont significatifs et créent des obligations de fond, tandis que les États-Unis regardent ces mots et n'y voient aucune obligation de fond.

4. La position des États-Unis n'a de sens que si l'on admet qu'il n'a jamais été prévu que les États-Unis soient liés par le texte de l'article 11.1, 11.2 et 11.3. Les États-Unis veulent que le Groupe spécial décide qu'il est permis de maintenir des droits antidumping en vigueur éternellement, comme ils l'ont fait avant l'existence de l'Accord antidumping de l'OMC, pour autant que les États-Unis réexaminent les mesures pour la forme tous les cinq ans et abrogent les ordonnances lorsque la branche de production des États-Unis appuie cette abrogation. Cette idée ne peut pas être conciliée avec les obligations positives, énoncées à l'article 11.1, 11.2 et 11.3, imposant de supprimer les droits antidumping dès qu'ils ne sont plus justifiés.

5. Le libellé de l'article 11 impose effectivement des obligations de fond. Je me permettrai d'exposer brièvement quelques points, à la lumière de certaines déclarations faites par les États-Unis hier:

6. "Probable": Le mot "probable" est crucial pour les allégations du Mexique concernant les réexamens à l'extinction effectués tant par le Département que par la Commission. Pour ce qui est du Département, les États-Unis ont montré hier au paragraphe 11 de leurs observations que cela ne leur posait aucun problème de dire au Groupe spécial qu'ils s'appuyaient uniquement sur une inférence selon laquelle des volumes moindres signifiaient que le dumping était "probable". Pour les États-Unis, cela suffit et le mot "probable" n'exige rien de plus. Le Mexique est convaincu que cela n'est pas compatible avec l'obligation de fond imposant de supprimer la mesure à moins que l'autorité ne trouve des éléments de preuve positifs montrant que le dumping est "probable" et examine objectivement ces éléments de preuve. Probable signifie vraisemblable et en s'appuyant exclusivement sur des présomptions et sur une inférence tirée de volumes inférieurs, on n'établit pas ce qui est vraisemblable. Cela est particulièrement vrai dans une affaire comme celle-ci dans laquelle les exportateurs ont fourni des éléments de preuve positifs démontrant que le dumping n'était pas vraisemblable. Les exportateurs mexicains ont fourni des éléments de preuve positifs montrant que la seule marge de dumping calculée dans la présente affaire – 21,7 pour cent – ne pouvait pas se répéter à moins d'un miracle, et pourtant le Département a considéré qu'il était "probable" que le dumping se reproduirait et qu'il était "probable" que la marge s'établirait à 21,7 pour cent.

7. Pour ce qui est de la Commission, les États-Unis ont essayé de minimiser l'importance du fait que la Commission avait reconnu qu'elle n'avait pas appliqué un critère "vraisemblable" dans cette même détermination à l'extinction et que le SAA l'empêchait d'appliquer un tel critère. Nous avons entendu hier que cet aveu n'était pas pertinent parce qu'il avait été fait au "début du dialogue" avec les tribunaux des États-Unis concernant le critère probable de la Commission. Il est important que le Groupe spécial reconnaisse que l'intégralité du "dialogue" auquel font allusion les États-Unis portait sur une seule question: la Commission a-t-elle correctement interprété le mot "probable"? Au cours du reste du "dialogue", le tribunal a dit à la Commission que "probable" signifiait bien "vraisemblable" et il a demandé à la Commission de revoir ses décisions dans les affaires à l'examen. Les États-Unis ne peuvent pas réfuter cela. À l'OMC, la seule question que doit se poser le Groupe spécial est celle de savoir si la Commission a appliqué un critère probable et l'aveu de la Commission répond à cette question. Si le Groupe spécial conclut que la Commission n'a pas donné au mot "probable" son sens ordinaire de "vraisemblable", les États-Unis ont violé leurs obligations au titre de l'article 11.3 parce qu'ils ont indûment maintenu la mesure au-delà des cinq ans.

8. "Dommage": Premièrement, le Mexique tient à souligner qu'il a présenté des allégations concernant exclusivement l'article 11.3 qui ne dépendaient pas de l'application des autres articles de l'Accord antidumping. En outre, les États-Unis n'ont pas mentionné hier leur position antérieure selon laquelle le "dommage [qui] subsister[ait] ou se reprodui[rait]" était différent du "dommage" défini dans la note de bas de page 9 ou selon laquelle l'article 11.3 constituait une exception spécifique à la définition du dommage figurant dans la note de bas de page 9. Au paragraphe 42, les États-Unis adoptent la position selon laquelle "l'affaire ne porte pas sur la question de savoir si le terme "dommage" utilisé à l'article 11 a le même sens que le terme auquel il est fait référence dans la note de bas de page 9". Pour le Mexique, si le "dommage" mentionné à l'article 11.3 est le "dommage" mentionné dans la note de bas de page 9, alors "il sera interprété conformément aux" dispositions de [l']article [3]. Ainsi, l'interprétation correcte du mot "dommage" à l'article 11.3 est importante dans la présente affaire précisément parce que les Membres de l'OMC sont convenus que le "dommage" devait être interprété d'une manière très spécifique; c'est-à-dire "conformément à" l'article 3. Le Mexique a donné plusieurs exemples illustrant en quoi la décision de la Commission n'était pas prise conformément à l'article 3, mais l'exemple le plus frappant est peut-être l'affirmation faite par les États-Unis au paragraphe 36 de leur déclaration orale, selon laquelle aucune prescription n'exige l'existence d'un lien de causalité entre le dumping probable et le dommage probable. C'est là une affirmation sans précédent dans l'histoire de la réglementation antidumping, qui est contraire aux

prescriptions fondamentales de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping de l'OMC. De plus, les États-Unis n'ont jamais réfuté les arguments du Mexique en ce qui concerne la simultanéité, qui est essentielle à toute décision de cumuler les importations.

9. Le Mexique a expliqué dans ses diverses communications que l'interprétation correcte des mots "probable" et "dommage" avait nécessairement une incidence sur la détermination de la Commission. Sans une interprétation correcte de ces mots, la Commission ne sait pas ce qu'elle cherche et on ne peut guère s'attendre à ce qu'elle établisse les faits correctement, évalue les faits objectivement et fonde sa détermination sur des éléments de preuve positifs d'un "dommage" "probable". Le Mexique a résumé certains de ces éléments de preuve dans la pièce n° 68 qui accompagnait la déclaration orale qu'il a faite hier.

10. Le Mexique est surpris par l'objection formulée par les États-Unis à l'égard de sa pièce n° 68. Comme il l'a expliqué, il n'y a pas d'éléments de preuve nouveaux dans la pièce n° 68. Cette pièce constitue au contraire un simple récapitulatif des éléments de preuve et des arguments dont dispose déjà le Groupe spécial. La pièce n° 68 du Mexique comprend trois colonnes. La première cite les constatations figurant dans la détermination à l'extinction établie par la Commission (pièce n° 20 du Mexique) qui sont déjà versées au dossier, la deuxième colonne résume les lacunes de l'analyse de la Commission telles qu'elles ont déjà été exposées par le Mexique et la troisième colonne indique à quel endroit dans ses première et deuxième communications écrites, le Mexique a avancé ces arguments. Aucun élément de cette pièce n'est nouveau et il est difficile de comprendre comment les États-Unis peuvent sérieusement affirmer que la pièce dans son ensemble ne peut pas être présentée par le Mexique pour compléter sa déclaration orale.

11. "Dumping": Les États-Unis avancent au paragraphe 31 deux arguments concernant leur notion du dumping: 1) l'Accord antidumping ne comporte aucune obligation quant à la manière de déterminer le taux global de dumping, et 2) aucune prescription n'impose de calculer le taux global de dumping dans un réexamen. Quelles que soient les implications plus larges de ces questions, il ne fait aucun doute que le Département a calculé une marge au cours du quatrième réexamen concernant Hylsa, que la constatation de dumping était fondée sur la méthode prohibée de la "réduction à zéro" et que la constatation de dumping qui en a résulté a été utilisée par le Département pour justifier le maintien de la mesure antidumping en dépit des obligations découlant de l'article 11.2. Sur la question de la "réduction à zéro" – à laquelle les États-Unis se réfèrent maintenant comme à une "compensation" – la décision prise récemment par l'Organe d'appel dans l'affaire *Bois d'œuvre résineux* est déterminante. L'Accord antidumping exige le calcul d'une seule marge globale de dumping pour le produit visé par l'enquête, même si les comparaisons sont établies au niveau des sous-catégories. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a été d'avis que les autorités n'étaient pas tenues de calculer des marges de dumping dans les réexamens au titre de l'article 11.3, mais que si elles décidaient de le faire, leur calcul devait être conforme aux prescriptions de l'article 2. La logique de ces décisions est convaincante et s'applique avec la même force au réexamen au titre de l'article 11.2 considéré dans la présente affaire. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est décevant que les États-Unis ne reconnaissent même pas ces décisions.

12. "Nécessaire": Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *DRAM originaires de Corée* a été d'avis que "la nécessité du maintien du droit [devait] être démontrable sur la base des éléments de preuve [positifs] fournis …" (paragraphe 6.42). Dans leur déclaration orale hier, les États-Unis ont poursuivi la stratégie qui consiste à éviter toute référence à cette affaire, ce qui en dit long sur leur position. Comme nous l'avons déjà expliqué, ils ont reconnu à ce moment-là qu'ils modifiaient leurs règlements régissant l'abrogation par société afin de rendre leurs procédures conformes à leurs obligations au titre de l'article 11.2. Les États-Unis n'ont pas essayé de concilier leurs déclarations dans l'affaire *DRAM originaires de Corée* avec leur position actuelle pour la raison évidente qu'elles ne sont pas conciliables.

13. Les déclarations faites hier par les États-Unis concernant leur obligation au titre de l'article 11.2 ne sont pas crédibles à la lumière de la pratique du Département. Bien qu'ils expliquent qu'ils mettent en œuvre leur obligation au titre de l'article 11.2 principalement par le biais de la disposition relative au "changement de circonstances" figurant dans leur réglementation (article 351.222 g)), le fait est tout simplement que les États-Unis n'ont jamais appliqué la procédure prévue à l'article 351.222 g) de cette manière. La disposition ne mentionne même pas le critère de fond. Hier, les États-Unis ont dit au Groupe spécial qu'il ne devait pas se préoccuper de la question de savoir si le membre de phrase contenant le critère de fond de l'article 11.2 "a été explicitement invoqué" (paragraphe 18). Le Mexique n'est pas d'accord. Le fait que le critère de fond est absent jette un doute sérieux sur l'explication des États-Unis selon laquelle cette disposition constitue la mise en œuvre de leur obligation au titre de l'article 11.2. Associée aux déclarations faites par les États-Unis à l'OMC dans l'affaire *DRAM originaires de Corée* et à la pratique mise en évidence dans la pièce n° 66 du Mexique, la position des États-Unis n'est pas tenable.

14. En résumé, le Mexique demande au Groupe spécial d'examiner les arguments avancés par les parties, sans perdre de vue les incidences systémiques de l'affaire. TAMSA et Hylsa, les exportateurs, ont fourni des éléments de preuve positifs démontrant que l'ordonnance antidumping aurait dû être levée après le quatrième réexamen administratif puis à nouveau après le réexamen à l'extinction. Depuis trois ans et demi, ces sociétés sont soumises à des droits antidumping qui ne sont pas autorisés par l'Accord antidumping.

16. Le Mexique a demandé que cette procédure aboutisse à la suppression immédiate de la mesure antidumping applicable aux OCTG. Cette demande est fondée sur l'impossibilité de respecter rétroactivement le délai prescrit à l'article 11.3. Comme l'a établi l'Organe d'appel, l'article 11.3 impose des limites temporelles qui, si elles ne sont pas respectées, exigent le retrait de la mesure antidumping. Le Mexique a formulé cette demande, en se fondant sur le fait que l'obligation était assortie d'échéances contraignantes, depuis sa première communication et les États-Unis n'ont encore proposé aucune réfutation. Le Mexique demande, en droit, que le Groupe spécial affirme que la seule manière pour les États-Unis de mettre leur mesure en conformité avec l'Accord est de lever immédiatement l'ordonnance antidumping. Il répondra volontiers à toute question que le Groupe spécial souhaiterait lui poser à propos de cette requête.

ANNEXE D-9

DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS – DEUXIÈME RÉUNION

(27 août 2004)

M. le Président, Madame, Monsieur:

1. J'aimerais vous remercier de l'occasion qui m'est donnée de préciser davantage certains points soulevés par le Mexique dans sa deuxième communication. La présente déclaration porte donc sur ces points.

QUESTIONS RELATIVES AU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION

2. Les allégations du Mexique portent sur les obligations énoncées à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Dans sa deuxième communication, le Mexique ne présente rien de neuf et il n'a pas établi d'éléments *prima facie* à l'appui de ses allégations.

3. Citant le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Japon - Réexamen à l'extinction*, le Mexique fait valoir que le *Sunset Policy Bulletin* est une "mesure". Dans l'affaire *Japon - Réexamen à l'extinction*, l'Organe d'appel n'a pas constaté que le *Sunset Policy Bulletin* était une "mesure". Il a en revanche simplement infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le *Sunset Policy Bulletin* n'était pas une mesure parce que l'analyse du Groupe spécial était viciée.

4. Le Mexique fait valoir à tort que l'Organe d'appel a "évalué" la question de savoir si "le type d'instrument lui-même – loi, règlement, *procédure*, *pratique*, ou autres – peut faire l'objet d'une procédure de règlement des différends. Il déforme les propos de l'Organe d'appel, qui n'a rien dit de tel mais s'est demandé par contre si le type d'instrument devait déterminer le point de savoir s'il pouvait faire l'objet d'une procédure de règlement des différends. En outre, le Mexique fait valoir que les États-Unis n'ont pas répondu à ses observations sur ce point. Les États-Unis ont pourtant répondu à l'allégation du Mexique tant dans leur première communication écrite, au paragraphe 114, que dans leur deuxième communication écrite, à la note de bas de page 21. Le Mexique n'a avancé ni éléments de preuve ni arguments pour établir le bien-fondé de son allégation concernant le sens juridique du *Sunset Policy Bulletin* dans le contexte du régime juridique des États-Unis.

5. Si l'Organe d'appel a bien dit que les "instruments juridiques" pouvaient être contestés en tant que mesures, le Mexique n'a pas démontré que le *Sunset Policy Bulletin* était un "instrument juridique". Le *Sunset Policy Bulletin* n'est pas une loi ni un règlement et il n'a pas le statut de loi ou de règlement dans le régime juridique des États-Unis. En réponse, le Mexique a dit que le Groupe spécial n'était pas tenu de considérer comme ""un fait" l'explication donnée par un Membre" concernant le sens de sa propre législation. Toutefois, le Mexique n'a pas établi que l'explication donnée par les États-Unis du sens du *Sunset Policy Bulletin* dans le contexte de sa législation nationale était incorrecte.

6. Le Mexique allègue également que, nonobstant le fait que les parties intéressées interrogées n'ont pas répondu à l'avis d'ouverture dans 173 réexamens à l'extinction, le Département du commerce ne s'est pas acquitté de son "devoir de chercher des renseignements". En ne répondant pas, les sociétés interrogées ont également manqué à leur obligation de réfuter les éléments de preuve positifs portés au dossier par les parties nationales intéressées.

7. Le Mexique fait valoir que la disposition relative aux "raisons valables" en droit des États-Unis limite les éléments de preuve que le Département du commerce peut prendre en considération dans un réexamen à l'extinction. La disposition relative aux "raisons valables" n'est cependant rien de plus qu'une prescription imposant à la partie qui soumet les renseignements de donner une raison suffisante d'un point de vue juridique pour que ces renseignements soient pris en compte au cours du réexamen à l'extinction. Dans la pratique, très peu de parties intéressées ont présenté, ou cherché à présenter, des renseignements relatifs aux "autres facteurs" dans des réexamens à l'extinction.

8. À l'appui de cette allégation, le Mexique a dénaturé les réexamens *Canada – Sugar* (Canada – Sucre) et *Brass Sheet & Strip-Netherlands* (Pays-Bas - Tôles et bandes en laiton). Le grief du Mexique ne porte pas sur l'application des dispositions relatives aux "raisons valables" et aux "autres facteurs" dans ces réexamens, mais sur l'analyse des renseignements à laquelle le Département du commerce a procédé dans le cadre de ces réexamens.

9. En ce qui concerne le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique, le Mexique fait valoir que le Département du commerce s'est appuyé, de manière inadmissible, sur la marge de dumping calculée dans l'enquête initiale pour établir la détermination positive de dumping et que le Département du commerce s'est appuyé, de manière inadmissible, sur la diminution du volume des importations parce que les données relatives aux importations, à elles seules, ne peuvent pas étayer une détermination positive de l'existence d'un dumping.

10. Le Mexique allègue en outre que le Département du commerce a fait référence à la marge de dumping de 0,79 pour cent d'Hylsa au cours du quatrième réexamen administratif pour étayer la détermination positive de la probabilité dans le réexamen à l'extinction. Cela n'est pas correct.

QUESTIONS CONCERNANT LE QUATRIÈME RÉEXAMEN ADMINISTRATIF

L'article 11.2 n'impose pas d'obligations de suppression par société

11. Le texte de l'article 11.2 n'impose pas d'obligations de suppression par société, mais fait référence à la suppression du "droit" dans son ensemble.

12. Le Mexique fait valoir que puisque l'article 11.2 autorise "toute partie intéressée" à demander la suppression du "droit", il oblige aussi les autorités chargées de l'enquête à procéder à des réexamens aux fins de suppression par société. Cela va au-delà des obligations convenues dans le texte de l'Accord. Le Mexique s'appuie également sur l'article 351.222 e) pour affirmer qu'une société donnée ne peut demander l'abrogation que pour elle-même. Cependant, l'article 351.222 e) signifie simplement que lorsqu'un exportateur demande l'abrogation pour lui-même (dans le cadre d'une demande d'abrogation dans son ensemble ou partielle), cet exportateur doit présenter les renseignements demandés dans cet article.

13. Le Mexique allègue également que, puisque l'article 11.2 autorise toute partie intéressée à présenter une demande tandis que l'article 11.3 ne prévoit qu'une demande de la branche de production nationale, cela signifie que la portée du réexamen aux fins de suppression doit être différente au titre de l'article 11.2. Il n'est cependant pas nécessaire qu'il existe une disposition dans l'article 11.3 pour qu'une société interrogée puisse demander un réexamen aux fins de suppression parce que l'article prévoit que, faute d'un tel réexamen, le droit sera supprimé.

14. Deuxièmement, l'article 11.2 fait référence non seulement aux sociétés interrogées, mais à "toute partie intéressée". Les États-Unis souhaitent préciser clairement toutefois que des parties intéressées interrogées, ainsi que des parties nationales intéressées, ont demandé et obtenu des réexamens aux fins d'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

15. Le Mexique allègue que les réexamens au titre de l'article 351.222 g) ne satisfont pas aux obligations énoncées à l'article 11.2 parce que cette disposition ne contient pas l'expression "déterminer si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping". La question qui se pose toutefois n'est pas de savoir si cette expression a été explicitement invoquée, mais s'il a été satisfait à l'obligation pertinente. En se fondant sur les réexamens au titre de l'article 351.222 g), le Département du commerce a supprimé de nombreuses mesures qui n'étaient plus nécessaires pour neutraliser le dumping.

16. Le Mexique affirme que l'article 351.222 g) ne constitue pas un moyen d'évaluer si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping parce qu'il constitue essentiellement un mécanisme d'abrogation pour les cas où la branche de production des États-Unis n'est plus intéressée par le maintien de l'ordonnance, mais cela n'est pas vrai. C'est là une fausse dichotomie. Ce qu'il est convenu d'appeler des abrogations "pour défaut d'intérêt" constitue un moyen d'abrogation important lorsque le droit n'est plus nécessaire; la plupart des exportateurs et producteurs étrangers préfèrent chercher à obtenir une abrogation par société pour conserver un avantage par rapport à leurs concurrents du pays d'origine.

17. Le nombre d'affaires pertinentes pour la question dont est saisi le Groupe spécial est toutefois bien moindre que ce que suggère la nouvelle pièce présentée par le Mexique. L'article 351.222 g) porte sur les différents types de "changement de circonstances", y compris les demandes visant à restreindre le champ des produits visés par l'ordonnance. Dix-huit affaires portaient sur la suppression du "droit" lorsqu'il n'était plus nécessaire et l'ordonnance a été abrogée dans toutes les affaires à une seule exception près.

Ni TAMSA ni Hylsa n'ont présenté de données positives suffisantes pour justifier un réexamen au titre de l'article 11.2

18. Le Mexique n'a pas démontré pourquoi le fait que TAMSA est parvenue à effectuer une seule vente symbolique à sa société affiliée ou par l'intermédiaire de cette société pendant les trois périodes de réexamen sans dumping constitue un élément de preuve suffisant pour justifier la nécessité de réexaminer si l'ordonnance est nécessaire. Cela est vrai également des ventes symboliques d'Hylsa que le Département du commerce n'a pas évaluées plus avant parce qu'il a été constaté qu'Hylsa avait pratiqué le dumping pendant la période visée par le quatrième réexamen.

19. Les États-Unis ont montré précédemment pourquoi la prescription relative aux quantités commerciales était compatible avec la prescription de l'article 11.2 voulant que la partie intéressée justifie la nécessité d'un tel réexamen. Le Mexique a adopté la théorie selon laquelle le Département du commerce n'appliquait pas du tout une prescription relative à un seuil, affirmant par contre que le Département du commerce procédait à un réexamen quant au fond de la nécessité future de l'ordonnance. Ces allégations sont toutefois sans fondement.

Les allégations du Mexique relatives aux quantités commerciales restantes sont sans fondement

20. Le Mexique continue de répéter de vains arguments concernant les quantités commerciales – sans expliquer en quoi elles constituent une infraction aux obligations des États-Unis. Il a également fait valoir que s'il y avait des quantités suffisantes pour procéder à un réexamen administratif aux fins du calcul de la marge finale, il y avait alors des quantités suffisantes pour réaliser un réexamen aux fins d'abrogation. L'objectif d'un réexamen administratif en vertu de la législation des États-Unis est cependant de calculer la marge finale pour les importations, indépendamment des quantités considérées. Un réexamen aux fins d'abrogation par contre exige une évaluation de la question de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. À moins que des marges nulles ne soient fondées sur des ventes en quantités commerciales, ces marges ne peuvent pas "justifier" un réexamen au titre de l'article 11.2.

21. Le Mexique fait aussi valoir que la note de bas de page 22 de l'Accord antidumping implique que toute marge nulle constitue "un élément de preuve positif" suffisant pour déclencher l'application des obligations prévues à l'article 11.2. Cependant, si les rédacteurs voulaient qu'un réexamen au titre de l'article 11.2 soit imposé par l'existence d'une marge nulle, ils l'auraient dit. De telles décisions relèvent donc du pouvoir discrétionnaire de chaque Membre.

Le Mexique ne s'est pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombait en ce qui concerne la question de l'abrogation

22. L'application de l'obligation de procéder à un réexamen prévue à l'article 11.2 n'est déclenchée que lorsqu'une demande de réexamen du droit a été faite par une partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen. Ni TAMSA ni Hylsa n'ont jamais demandé un réexamen du "droit", pas plus qu'elles n'ont présenté des données suffisantes pour "justifier" la nécessité d'un tel réexamen. L'allégation du Mexique selon laquelle le Département du commerce n'a pas démontré que l'ordonnance demeurait effectivement nécessaire n'est pas pertinente et vise à inverser la charge de la preuve dans la présente procédure. Les allégations du Mexique concernant la prescription des États-Unis relative aux quantités commerciales s'appuient aussi sur des allégations impossibles à étayer concernant des "présomptions" inaltérables relatives à la diminution des volumes d'importation après l'imposition d'une ordonnance.

Les arguments du Mexique concernant la "*compensation*" ne sont pas non plus pertinents

23. Le Mexique fait valoir que le calcul de la marge d'Hylsa est incompatible avec les règles de l'OMC en se fondant sur les articles 2 et 11.2 de l'Accord antidumping. Le calcul des marges de dumping au cours d'un réexamen administratif dans le système des États-Unis est toutefois effectué conformément à l'article 9.3.1 de l'Accord antidumping et le Mexique n'a formulé aucune allégation au titre de cette disposition.

24. Concernant ses allégations au titre de l'article 2, le Mexique fait valoir qu'une "analyse équitable" des ventes d'Hylsa aurait montré l'existence de "marges de dumping négatives". L'analyse de chacune des transactions à l'exportation au cours du quatrième réexamen administratif était fondée sur une comparaison avec la valeur normale pour des transactions identiques ou similaires sur le marché intérieur, compte dûment tenu de toutes différences affectant la comparabilité des prix. Il a donc été procédé à une comparaison équitable. Deuxièmement, le Mexique n'a pas établi que l'Accord antidumping prévoyait une quelconque obligation quant à la manière de déterminer un taux global de dumping ou même quant au point de savoir si un taux global de dumping devait être déterminé au cours d'un réexamen.

25. Enfin, le Mexique non seulement avance des arguments juridiques contradictoires concernant l'interprétation du terme "enquête", mais il affirme maintenant que le fait que les États-Unis n'ont pas appliqué une compensation est incompatible avec deux dispositions distinctes de l'article 2 de l'Accord antidumping. Les allégations du Mexique concernant une compensation pour les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping devraient être rejetées par le Groupe spécial.

QUESTIONS CONCERNANT LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

Critère d'examen

26. Les États-Unis conviennent que le Groupe spécial devrait réexaminer la détermination de l'ITC pour vérifier si cette détermination était fondée sur l'établissement correct des faits conformément à l'article 17.6 i) de l'Accord, plutôt que conformément à l'article 3.

Inapplicabilité des prescriptions énoncées à l'article 3 dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3

27. Le Mexique n'a pas montré que l'évaluation par la Commission n'était pas objective et impartiale ni fondée sur l'établissement correct des faits.

28. Le Mexique et les tierces parties pensent peut-être que l'article 11 devrait spécifier les critères particuliers à prendre en compte au cours d'une évaluation au titre de l'article 11.3, mais il n'en demeure pas moins que l'Accord, tel qu'il est libellé, ne spécifie pas de tels critères.

29. L'examen par le Mexique des prescriptions énoncées à l'article 3.5 constitue un bon exemple de la manière dont il tente d'étendre indûment les obligations des Membres dans les réexamens à l'extinction. Selon le Mexique, l'article 3.5 exige des autorités qu'elles démontrent que la suppression du droit se traduira par des importations faisant l'objet d'un dumping, et qu'il est probable que les importations faisant l'objet d'un dumping causeront un dommage. Rien dans l'article 3.5 n'impose ces prescriptions, qui figurent par contre à l'article 11.3.

30. Le Mexique n'a pas expliqué en quoi les analyses des effets sur le volume et les prix imposées par l'article 3.1 et 3.2 s'appliqueraient dans un réexamen à l'extinction. En revanche, il a dit que l'absence d'importations obligerait les autorités chargées de l'enquête à déterminer pourquoi les importations étaient absentes et à déterminer s'il était probable que les importations reviendraient sur le marché. Ce sont là des éléments pertinents dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, mais ils ne sont pas exigés par l'article 3.2.

31. Les propres arguments du Mexique concernant l'application de l'article 3.4 et 3.7 illustrent eux aussi en quoi ces articles ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction. Comme le Groupe spécial l'a expliqué dans l'affaire *ITC – Bois d'œuvre*, même dans le contexte de la détermination initiale de l'existence d'une menace, l'article 3.4 sert à établir le contexte au vu duquel l'incidence des importations futures qui feront l'objet d'un dumping doit être évaluée. L'article 3.4 n'exige pas une évaluation de la situation de la branche de production à l'avenir, fondée sur les importations qui feront l'objet d'un dumping.

32. L'accent mis par le Mexique sur le fait que l'article 3.4 mentionne l'importance de la marge de dumping montre que cet article ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction. L'article 3.4 ne mentionne pas l'importance de la marge probable de dumping si l'ordonnance est abrogée.

33. Le Mexique fait référence à la loi des États-Unis pour prouver qu'il est possible dans la pratique d'appliquer ces prescriptions aux réexamens à l'extinction. Le simple fait que la loi des États-Unis prescrit l'examen de certains éléments communs dans les enquêtes initiales et dans les réexamens à l'extinction ne suffit pas à indiquer que le cadre analytique de ces deux types de déterminations est le même.

34. En outre, la présente affaire ne porte pas sur la question de savoir si le terme "dommage" utilisé à l'article 11 a le même sens que le terme auquel il est fait référence dans la note de bas de page 9. La détermination exigée dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3 est différente de la détermination exigée dans le cadre d'une enquête au titre de l'article 3.

Le "laps de temps raisonnablement prévisible"

35. Le Mexique prétend à tort que la loi des États-Unis autorise un "laps de temps indéfini" pendant lequel le dommage peut subsister ou se reproduire après la suppression du droit. La loi des États-Unis limite la période considérée pour le réexamen du dommage à ce qui se produira probablement dans "un laps de temps raisonnablement prévisible".

36. Aucune disposition de l'Accord ne précise une période définie qui devrait être examinée. Le Mexique a tort de s'appuyer sur l'article 11.1 et sur la dernière phrase de l'article 11.3 pour démontrer le contraire. Aucune de ces deux dispositions ne fait référence à la durée de la période future qui devrait être examinée pour évaluer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation de l'ordonnance.

Le critère *probable*

37. Le Mexique soulève deux questions concernant le critère *probable* pour ce qui est du dommage. Premièrement, le critère énoncé dans la loi des États-Unis est-il compatible avec l'article 11.3? Deuxièmement, dans le réexamen visant les OCTG, la Commission a-t-elle appliqué le critère *probable* d'une manière compatible avec l'article 11.3?

38. La réponse à ces deux questions est bien entendu: *oui*. En ce qui concerne la première question, la loi, telle qu'elle est libellée, utilise manifestement exactement le même terme – *probable* – que l'Accord. Ainsi, l'allégation du Mexique en tant que telle est sans fondement. En ce qui concerne l'application par l'ITC du critère *probable* dans le réexamen visant les OCTG, nous avons réfuté dans nos communications écrites l'allégation du Mexique selon laquelle l'ITC n'a pas appliqué le critère d'une manière compatible avec les règles de l'OMC.

39. Les arguments du Mexique concernant le critère *probable* et l'interprétation donnée par l'ITC de ce critère sont d'ordre sémantique. Il est plus utile d'examiner les détails de l'analyse de l'ITC. En particulier, l'ITC, en utilisant le critère *probable*, a établi des déterminations négatives concernant la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira, ce qui a entraîné l'abrogation des mesures antidumping dans plus d'un tiers des réexamens à l'extinction transitoires auxquels elle a procédé.

40. Lorsqu'il conteste les aspects factuels de la détermination de l'ITC, le Mexique n'examine jamais le poids collectif des éléments de preuve sur lesquels s'est appuyée l'ITC, faisant valoir au contraire qu'un fait donné n'est pas en lui-même suffisant pour étayer une constatation. L'application du critère d'examen aux faits en l'espèce devrait amener le présent Groupe spécial à la même conclusion que le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, à savoir constater que la détermination *identique* de l'ITC était fondée sur l'établissement correct des faits.

41. Par exemple, le Mexique argumente comme si l'ITC n'avait identifié qu'un seul fait étayant sa constatation selon laquelle les producteurs étrangers seraient incités à accroître leurs exportations de tubes de cuvelage et de tubes de production vers les États-Unis si les ordonnances étaient abrogées. Le Mexique ne reconnaît tout simplement pas les autres constatations montrant l'incitation à accroître les importations de tubes de cuvelage et de tubes de production.

42. Le Mexique n'a démontré aucune erreur dans les constatations de l'ITC concernant les effets probables sur les prix ou l'incidence probable. En ce qui concerne l'incidence probable, le Mexique, dans sa deuxième communication, se contente de répéter les arguments que nous avons déjà réfutés. Quant aux effets probables sur les prix, le Mexique adopte une nouvelle approche de son argument répétitif selon lequel les ventes à des prix inférieurs constituaient la clé des constatations de l'ITC relatives aux effets sur les prix, faisant valoir maintenant que la loi des États-Unis exige que l'ITC prenne en compte la probabilité de ventes à des prix inférieurs. La loi des États-Unis exige que l'ITC prenne en compte la probabilité de ventes à des prix inférieurs et non qu'elle s'appuie là-dessus.

ANNEXE D-10

DÉCLARATION ORALE FINALE DES ÉTATS-UNIS – DEUXIÈME RÉUNION

(27 août 2004)

Monsieur le Président, Madame, Monsieur:

1. Nous nous limiterons maintenant à des observations sur les quelques points qui demeurent en suspens, y compris sur les nouveaux points soulevés hier par le Mexique dans la déclaration liminaire qu'il a faite à la deuxième réunion.

Prescriptions relatives au volume

2. Nous souhaitons aborder le point de savoir si le seuil des quantités commerciales pour les réexamens aux fins d'abrogation devrait être défini. Il importe de rappeler le contexte dans lequel la prescription relative aux quantités commerciales est applicable: des sociétés ont établi une marge de dumping nulle et demandent donc un réexamen pour obtenir l'abrogation de l'ordonnance. En l'absence d'une prescription relative aux quantités commerciales, les sociétés pourraient simplement obtenir un réexamen en effectuant une vente symbolique aux États-Unis chaque année afin d'établir des marges nulles, après quoi elles pourraient reprendre le dumping. La prescription est donc nécessaire pour établir si les marges nulles qui ont été obtenues peuvent donner une image réaliste du comportement probable des exportateurs à l'avenir.

3. Aucun chiffre n'est proposé comme seuil précis pour déterminer si les sociétés satisfont à la prescription et l'article 11.2 n'exige pas des États-Unis qu'ils établissent ce seuil dans leurs réexamens sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. En outre, un tel seuil ne serait pas favorable aux sociétés interrogées. Les sociétés interrogées peuvent actuellement faire valoir qu'elles ont satisfait à la prescription même si elles ont expédié un faible pourcentage des exportations antérieures à l'ordonnance. Un seuil fixe les priverait de cette possibilité. En outre, le Mexique n'a pas démontré que les États-Unis utilisaient cette prescription pour refuser des réexamens aux fins d'abrogation lorsqu'ils étaient justifiés. Les États-Unis ont au contraire démontré que des volumes d'importation postérieurs à l'ordonnance relativement faibles pouvaient satisfaire à la prescription.

4. L'établissement d'un seuil précis pour les quantités commerciales n'aurait aucun fondement dans le texte de l'article 11.2. En outre, dans le présent différend, les volumes de TAMSA sont tombés à 0,2 pour cent des niveaux antérieurs à l'ordonnance. Si l'on suppose, pour les besoins de l'argumentation, que l'article 11.2 s'applique au réexamen en question, cette baisse n'est pas anodine.

5. La même logique s'applique à l'analyse effectuée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, qui exige d'un Membre qu'il tire des conclusions en connaissance de cause sur ce qui pourrait se passer à l'avenir. Si les volumes d'importation ont baissé de manière significative, il est alors raisonnable de se demander si cette diminution des importations est due à l'existence de l'ordonnance – et non au fait que les sociétés interrogées ont amendé leur comportement. L'Accord antidumping laisse aux Membres un grand pouvoir discrétionnaire pour ce qui est des détails de la conduite d'un réexamen au titre des paragraphes 2 et 3 de l'article 11, qui exigent tous deux des déterminations hypothétiques que les requérants et les sociétés interrogées pourront toujours contester.

Les statistiques dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine et dans le présent différend

6. Le Mexique avance un nouvel argument erroné concernant les statistiques qu'il a présentées à l'appui de son allégation selon laquelle le *Sunset Policy Bulletin* était une mesure. Il dit que les États-Unis ont abandonné la position qu'ils avaient adoptée dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine et qu'ils n'ont pas contesté les statistiques dans ce différend mais le font maintenant en fournissant d'"autres statistiques". Le Mexique a tort sur toute la ligne. Premièrement, les États-Unis ont contesté la pertinence des statistiques dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine, comme ils l'ont fait dans la présente affaire. Deuxièmement, ils n'ont pas proposé d'"autres statistiques" mais ont analysé les statistiques du Mexique et révélé qu'elles n'étaient pas probantes. Les États-Unis n'ont pas "abandonné" la position qu'ils avaient adoptée dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine.

L'évaluation du critère probable par le Groupe spécial chargé de l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine

7. Le Mexique dit à tort que le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine n'a pas évalué la question de savoir si la Commission avait appliqué le bon critère. En fait, dans cette affaire, le Groupe spécial a bien évalué la question de savoir si l'ITC satisfaisait au critère probable énoncé à l'article 11.3 et a conclu que c'était le cas.

Autres questions relatives au dommage

8. Le Mexique dit qu'une détermination de dommage probable sans marge de dumping est incompatible avec l'article 11.3. Pourtant, l'Organe d'appel a déjà conclu que l'article 11.3 n'exigeait pas d'un Membre qu'il calcule une marge. Le Mexique cite l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne* pour sous-entendre que, dans une affaire concernant des droits compensateurs, le niveau du subventionnement est déterminant aux fins de la détermination de dommage. Le Mexique ne tient pas compte de la conclusion essentielle de l'Organe d'appel: le dommage n'est pas défini dans l'Accord SMC par rapport à un niveau spécifique de subventionnement. De même, le dommage dans l'Accord antidumping n'est pas défini par rapport à une importance spécifique du dumping.

9. Les arguments du Mexique concernant l'analyse cumulative ne sont pas convaincants. Le Mexique sous-entend que l'ITC n'a pas dûment évalué le point de savoir s'il était probable que les importations considérées étaient en concurrence entre elles et avec le produit national similaire. Cependant, le Mexique ne tient pas compte du fait que la loi des États-Unis en cause prévoit une telle évaluation dans les réexamens à l'extinction et que, dans le présent réexamen, l'ITC a évalué la question de la concurrence de manière approfondie. Le Mexique fait également valoir que si les importations ne sont pas sur le marché en même temps, le cumul n'est pas justifié, ne tenant pas compte du fait que les importations se trouvaient en même temps sur le marché, même si c'était à des niveaux inférieurs à ceux enregistrés avant l'application de l'ordonnance.

10. En outre, au paragraphe 34 de la déclaration liminaire qu'il a faite hier, le Mexique essaie de jeter le discrédit sur la détermination de dommage probable établie par l'ITC, qui prenait en considération les constatations de l'enquête initiale, en faisant valoir que l'article 18.3 prévoit que les constatations antérieures à l'institution de l'OMC ne sont pas compatibles avec l'Accord antidumping. Toutefois, l'article 18.3 se contente de dire que l'Accord antidumping s'applique aux enquêtes et aux réexamens de mesures existantes engagés après l'entrée en vigueur de l'Accord.

Questions de procédure

L'allégation du Mexique concernant la pratique constante ne relève pas du mandat du Groupe spécial

11. Le Mexique continue de faire valoir que son allégation concernant la "pratique constante" des États-Unis dans les réexamens à l'extinction relève du mandat du Groupe spécial. Cela n'est pas le

cas. Le Mexique s'appuie sur le fait que les États-Unis ont répondu à ses arguments concernant la pratique constante. Ce n'est toutefois pas le fait que des arguments ont été avancés et réfutés qui établit si une allégation relève à bon droit du mandat d'un groupe spécial. C'est en fait la demande d'établissement d'un groupe spécial qui en établit le mandat. La demande d'établissement d'un groupe spécial formulée par le Mexique n'inclut pas d'allégation concernant la "pratique constante" et une violation de l'article 11.3.

Mesure corrective

12. La demande du Mexique selon laquelle le Groupe spécial devrait formuler des suggestions concernant la mesure corrective appropriée, s'il statuait en faveur du Mexique, est également préoccupante. Les Membres conservent une marge de manœuvre quant à la manière de mettre en œuvre les recommandations et les constatations de l'ORD.

13. Deuxièmement, les États-Unis s'élèvent vivement contre les déclarations du Mexique impliquant qu'ils agiront d'une certaine manière de mauvaise foi si le Groupe spécial constatait qu'il y avait des incompatibilités avec les règles de l'OMC. Une telle allégation n'est pas fondée et les États-Unis espèrent que rien ne permettait de formuler une telle allégation, par exemple, dans le différend *Mexique - SHTF*, dans lequel l'ORD a constaté que le Mexique ne s'était pas conformé aux recommandations et décisions de l'ORD.

14. Il s'ensuit donc qu'il est inapproprié pour le Mexique de demander que le Groupe spécial dicte avec précision aux États-Unis comment ils devraient mettre en œuvre toute recommandation ou décision, afin d'anticiper cette mauvaise foi.

15. L'argument avancé par le Mexique au paragraphe 72 de sa déclaration orale selon lequel le Groupe spécial devrait suggérer la suppression parce que, s'il ne le faisait pas, cela permettrait aux États-Unis de corriger "rétroactivement" une violation de l'article 11.3 est également préoccupant. L'article 19.1 est clair quant à la recommandation exigée des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel.

16. Le Mexique demande au Groupe spécial de préjuger de la question de savoir si le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. Cela n'est pas quelque chose que les groupes spéciaux sont autorisés à faire au titre du Mémorandum d'accord.

Prise en considération d'un éventuel appel dans l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine

17. Enfin, en ce qui concerne la pertinence pour le présent différend du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire des *OCTG en provenance d'Argentine*, au cas où un appel serait formé concernant cette dernière, ils ont observé que les rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel n'étaient pas contraignants pour les différends ultérieurs portés devant l'OMC. Cela dit, les États-Unis ne verraient pas d'objection à ce que la présente procédure soit reportée afin que soit pris en compte un rapport éventuel de l'Organe d'appel. Les États-Unis demanderaient cependant que le Groupe spécial ménage à chaque partie la possibilité de formuler des observations sur ce rapport éventuel de l'Organe d'appel dans la mesure où il pourrait avoir un rapport avec le présent différend, puis de formuler des observations sur les observations de l'autre partie, avant que le Groupe spécial ne remette son rapport intérimaire dans le présent différend.

ANNEXE E

QUESTIONS ET RÉPONSES
et
OBSERVATIONS DES PARTIES SUR LE RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL SUR L'AFFAIRE *ÉTATS-UNIS – RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES PRODUITS TUBULAIRES POUR CHAMPS PÉTROLIFÈRES EN PROVENANCE D'ARGENTINE ("OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE")*

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial – Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial – Première réunion	E-31
Annexe E-3	Réponses des États-Unis aux questions du Mexique – Première réunion	E-47
Annexe E-4	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-60
Annexe E-5	Réponses de la Chine aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-66
Annexe E-6	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-73
Annexe E-7	Réponses du Japon aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-88
Annexe E-8	Réponses du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aux questions du Groupe spécial – Séance avec les tierces parties	E-92
Annexe E-9	Réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial – Deuxième réunion	E-94
Annexe E-10	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial – Deuxième réunion	E-101
Annexe E-11	Réponses des États-Unis aux questions du Mexique – Deuxième réunion	E-107
Annexe E-12	Observations du Mexique sur les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial et du Mexique – Deuxième réunion	E-114
Annexe E-13	Observations des États-Unis sur les réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial – Deuxième réunion	E-123
Annexe E-14	Observations du Mexique sur le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, DS 268	E-129
Annexe E-15	Observations des États-Unis sur la pertinence du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine ("OCTG en provenance d'Argentine")*	E-150

ANNEXE E-1

RÉPONSES DU MEXIQUE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – PREMIÈRE RÉUNION

(18 juin 2004)

Question n° 1

Au paragraphe 135 de leur première communication écrite, les États-Unis affirment que le Mexique reconnaît que le Département du commerce ne s'est pas "appuyé" sur les marges résultant de l'enquête initiale pour établir la détermination de la probabilité visant les OCTG. Le Mexique admet-il que la description faite de sa position est correcte? Sinon, pourrait-il indiquer où, dans la détermination et le mémorandum sur la décision pertinents, il trouve des éléments étayant l'affirmation selon laquelle le Département s'est BEL ET BIEN appuyé sur ces marges?

Réponse du Mexique

1. Le Mexique n'admet pas la description faite de sa position par les États-Unis.

2. Le Mexique a constamment fait valoir que le Département avait violé l'article 11.3 en s'appuyant sur la marge de dumping déterminée dans l'enquête initiale parce que la marge initiale de 21,7 pour cent ne constituait pas en l'espèce une indication probante de la probabilité que le dumping se reproduirait, qu'elle ne découlait pas de l'application de l'Accord antidumping, qu'elle était incompatible avec cet accord et qu'elle n'avait aucun lien logique d'aucune sorte avec Hylsa.

3. Les arguments du Mexique relatifs à chacun de ces points sont exposés aux paragraphes 129 à 155 de sa première communication écrite. Il les a aussi répétés brièvement aux paragraphes 28 à 30 de sa déclaration orale lors de la première réunion de fond du Groupe spécial.

4. Il n'est pas surprenant que le Département se soit appuyé en l'espèce sur la marge résultant de l'enquête initiale parce que c'est ainsi qu'est conçu le système des États-Unis. Premièrement, la loi dit que le Département "prendra en considération" deux facteurs: 1) "les marges de dumping déterminées dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs; et 2) le volume des importations. (article 752 c) 1)). Le SAA indique que le Département choisira normalement une marge "résultant de l'enquête, parce que c'est le seul taux calculé qui reflète le comportement des exportateurs en l'absence de la discipline instituée par une ordonnance ou un accord de suspension" (SAA, page 890). Le règlement d'application de la loi ajoute que "ce n'est que dans les circonstances les plus extraordinaires que le Secrétaire s'appuiera sur une … marge de dumping autre que celle qu'il aura calculée et publiée dans ses déterminations antérieures …" (article 351.218 e) 2) 1)) (non souligné dans l'original). Le Sunset Policy Bulletin confirme "que la persistance des marges à n'importe quel niveau conduirait à une constatation de la probabilité" (section II.A.4).

5. La loi et le règlement indiquent donc clairement que le Département doit prendre en considération les marges de dumping, le SAA dispose que le Département choisira normalement la marge résultant de l'enquête initiale et le SPB confirme que le Secrétaire doit s'appuyer sur les marges de dumping. La seule question en suspens est celle de savoir sur quelle marge de dumping le Département choisira de s'appuyer.

6. Pour répondre à cette question, le Mexique se tourne vers les déclarations spécifiques du Département dans la présente affaire, que le Groupe spécial lui a également demandé d'indiquer. Le Département dit ce qui suit dans le *Mémorandum sur les questions et la décision* (pages 5 et 6):

> Dans le Sunset Policy Bulletin, le Département a indiqué qu'il communiquerait normalement à la Commission la marge qui a été déterminée dans le cadre de la détermination finale établie lors de l'**enquête initiale**. (non souligné et pas de caractères gras dans l'original) …
>
> Le Département continue de constater que les marges résultant de l'**enquête initiale** sont les marges appropriées à communiquer à la Commission. (non souligné et pas de caractères gras dans l'original) …
>
> Par conséquent, le Département **communiquera à la Commission** les marges figurant dans la section relative aux résultats finals du réexamen du présent mémorandum sur la décision. (non souligné et pas de caractères gras dans l'original) …
>
> Nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira avec les marges moyennes pondérées suivantes: [TAMSA, Hylsa, autres sociétés: 21,70 pour cent] si l'ordonnance en matière de droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique est abrogée.

7. Il ressort des pièces versées au dossier en l'espèce que les exportateurs mexicains ont présenté des éléments de preuve positifs et des arguments indiquant la marge de dumping résultant de l'enquête initiale ne constituaient pas une indication probante d'un dommage probable et les résultats de plusieurs réexamens annuels (marges nulles) constituaient une indication plus probante du comportement futur. Le Département a cependant eu recours à l'"inférence" découlant des volumes d'importation plus faibles pour ne pas tenir compte de ces éléments de preuve. Ce faisant, il n'a pas pour autant cessé de s'appuyer sur les marges de dumping mais a simplement éliminé la possibilité de s'appuyer sur les marges nulles en leur substituant la marge de dumping résultant de l'enquête initiale. C'est ce que la loi, le SAA, le règlement et le SPB lui donnent pour instruction de faire, et c'est ce qu'il a fait.

8. Enfin, et indépendamment de ces arguments, le Mexique a également fait valoir qu'en s'appuyant sur une marge erronée, le Département a aussi porté un coup à sa décision sur la probabilité et celle de la Commission, qui s'est appuyée sur la marge communiquée pour établir sa détermination de la probabilité.

Question n° 2

Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS282/2, page 2), le Mexique mentionne, en tant que mesure qu'il estime incompatible avec les obligations des États-Unis, le "maintien des droits antidumping et des droits compensateurs visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance de l'Argentine, de l'Italie, du Japon, de la Corée et du Mexique et [l']abrogation partielle de ces droits pour l'Argentine et le Mexique pour ce qui est des tubes de forage pétrolier", 66 Federal Register, page 38630 (25 juillet 2001). Le Mexique pourrait-il confirmer qu'il n'a pas formulé d'allégations distinctes de violation concernant l'ordonnance qui maintient l'application des droits antidumping et des droits compensateurs visant les importations d'OCTG en provenance du Mexique? Si le Mexique estime qu'il a formulé de telles allégations distinctes de violation concernant cette mesure, pourrait-il indiquer où, dans sa première communication, il a présenté des arguments relatifs à ces allégations?

Réponse du Mexique

9. Le Mexique a indiqué en tant que mesure dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial le "maintien des droits antidumping et des droits compensateurs visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance de l'Argentine, de l'Italie, du Japon, de la Corée et du Mexique et [l']abrogation partielle de ces droits pour l'Argentine et le Mexique pour ce qui est des tubes de forage pétrolier", 66 Federal Register, 38630 (25 juillet 2001) ("avis de maintien"). Il a indiqué cette mesure en prévision d'une possible argumentation selon laquelle c'était la mesure ayant pour effet opérationnel ou juridique de maintenir l'imposition des droits antidumping, par opposition aux déterminations de fond de la probabilité d'un dumping et de la probabilité d'un dommage établies par le Département et la Commission, respectivement.

10. Le Mexique confirme qu'il n'y a pas d'allégations ne portant que sur l'avis de maintien. En effet, toutes ses allégations relatives à la détermination à l'extinction du Département et aux déterminations à l'extinction de la Commission s'appliquent aussi à l'avis de maintien, qui est l'instrument par lequel les États-Unis ont maintenu la mesure pour six ans de plus au minimum.

Question n° 3

Les États-Unis font valoir, au paragraphe 25 de leur première déclaration orale, que le Département du commerce, lors du quatrième réexamen périodique du montant du droit (réexamen administratif annuel) concernant TAMSA et Hylsa, n'a pas abordé la question de savoir si la mesure devrait être abrogée en ce qui concerne ces deux sociétés parce que les conditions préalables de ce réexamen n'étaient pas remplies. Le Mexique pourrait-il préciser s'il admet cette description de la décision du Département dans le contexte des demandes d'abrogation formulées dans le cadre du quatrième réexamen périodique du montant du droit (réexamen administratif annuel)?

Réponse du Mexique

11. Le Mexique n'admet pas la description faite par les États-Unis. Les deux sociétés représentant 100 pour cent des importations d'OCTG mexicains, TAMSA et Hylsa, ont l'une et l'autre demandé l'abrogation de l'ordonnance pour ce qui la concernait. En réponse à ces demandes distinctes, le Département n'a engagé et effectué qu'un seul réexamen. Sa détermination s'intitule "Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique: résultats finals du réexamen administratif du droit antidumping et détermination à l'effet de ne pas l'abroger partiellement." L'intitulé de la mesure se passe de commentaires.

12. Indépendamment du fait que le Département n'a procédé qu'à un seul réexamen et de la manière dont il a décrit sa détermination (encore une fois, comme en témoigne son intitulé), la détermination elle-même révèle qu'il a effectué un réexamen au titre de l'article 11.2. On lit ce qui suit à la page 8 du *Mémorandum sur les questions et la décision*: "Le Département a déterminé qu'il ne pouvait pas conclure qu'un dumping n'était pas probable à l'avenir en raison des cycles économiques et de la fluctuation des prix." Suit une analyse les déclarations de TAMSA concernant sa politique commerciale:

> Dans l'affaire DRAM originaires de Corée, 62 Fed. Reg. 39809 (24 juillet 1997), le Département a déterminé qu'il ne pouvait pas conclure qu'un dumping n'était pas probable à l'avenir en raison des cycles économiques et de la fluctuation des prix. La demande d'acier et les prix du pétrole sont tous deux cycliques. TAMSA a continué d'expliquer sa politique commerciale comme suit: "TAMSA n'a rien à gagner à expédier des quantités notables vers un marché déprimé. Voir le Mémoire de TAMSA, pages 19 et 20 (document public). Conformément aux explications données aux pages 889 et 890 du SAA et aux pages 63 et 64 du Rapport de la Chambre des

> représentants, si le volume des importations diminue notablement après la publication de l'ordonnance et si le dumping a été éliminé, le Département peut raisonnablement en inférer que le dumping reprendrait au cas où l'ordonnance serait abrogée. La même logique s'applique aussi quand il s'agit de telle ou telle société. L'hypothèse selon laquelle la baisse des niveaux d'exportation de TAMSA après la publication de l'ordonnance était le résultat d'un marché déprimé pour de petites quantités d'OCTG sans dumping n'entre nullement en conflit avec l'inférence du Département. S'il était devenu nécessaire d'effectuer des ventes moins nombreuses à des prix établis dans des conditions plus loyales pendant que la discipline instituée par l'ordonnance était en vigueur, il serait raisonnable d'inférer qu'il était probable que le dumping reprendrait si une telle discipline cessait d'exister, en particulier si TAMSA devait à nouveau affronter un "marché déprimé" dans cette branche de production très cyclique. (*Mémorandum sur les questions et la décision*, page 8)

13. Ce passage démontre que le Département a appliqué le critère de fond énoncé à l'article 11.2 lors de la détermination à l'effet de ne pas abroger l'ordonnance visant les OCTG en provenance du Mexique, ce qui est encore étayé par l'analogie spécifique avec l'affaire *DRAM originaires de Corée*. Comme nous le savons tous, le Département a établi dans cette affaire une détermination de fond, dont il a été constaté ultérieurement qu'elle était contraire aux prescriptions de l'article 11.2 en raison du critère appliqué par le Département pour l'établir.

14. En outre, le Département a cité le critère de fond énoncé à l'article 11.2 pour expliquer que TAMSA ne remplissait pas les conditions requises pour l'abrogation: "Les données globales relatives aux ventes de TAMSA aux États-Unis figurant dans le dossier pour ces trois années, du point de vue de leur volume comme de leur valeur, ne fournissent pas une base raisonnable pour déterminer que la discipline instituée par l'ordonnance n'est plus nécessaire pour neutraliser le dumping."[1] Le Département n'a pas dit que TAMSA n'avait pas rempli les conditions requises pour un réexamen destiné à déterminer si la mesure devait être abrogée mais que la société "ne rempli[ssait] pas les conditions requises pour une abrogation". La constatation ultime du Département est claire: "[N]ous constatons que TAMSA ne remplit pas les conditions requises pour une abrogation de l'ordonnance visant les OCTG en vertu de 19 CFR 351.222 e) 1) ii) et 351.222 d) 1)."[2]

15. Si le Groupe spécial devait admettre la description faite par les États-Unis de leur décision, le Mexique pense qu'il devrait néanmoins déterminer s'il était justifié que le Département n'établisse pas une détermination de fond. L'article 11.2 ne mentionne pas des conditions liminaires ou préalables telles que les "quantités commerciales", ou l'exigence de "trois marges nulles consécutives" lors des réexamens, ou de deux marges nulles pour la première et la troisième année avec une expédition de "quantités commerciales" pendant l'"année intermédiaire". Tous ces concepts sont propres à la législation des États-Unis. Le Groupe spécial doit déterminer si leur application à la présente affaire est ou non compatible avec les obligations internationales des États-Unis au titre de l'article 11.2. Cette disposition crée pour les Membres de l'OMC l'obligation de "réexaminer[ ] la nécessité de maintenir le droit" et accorde aux parties intéressées "le droit de demander aux autorités d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping ..." Si les autorités déterminent que le droit antidumping n'est plus justifié, "il sera supprimé immédiatement". Le Mexique ne voit pas comment le fait de déclarer qu'on n'a jamais procédé à l'analyse de fond peut être considéré comme un moyen de défense contre l'application de ces dispositions.

Question n° 4

Il semble qu'en vertu de la législation des États-Unis, les exportateurs ont de multiples possibilités de demander l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping.

[1] Issues and Decision Memorandum, page 8.
[2] Issues and Decision Memorandum, page 8.

Ainsi, l'abrogation peut être demandée par une société individuelle dans le cadre d'un réexamen périodique du montant du droit (réexamen administratif annuel). Elle peut aussi être demandée dans le cadre d'un réexamen pour changement de circonstances, soit pour ce qui concerne la société qui fait la demande (abrogation par société), soit pour ce qui concerne l'ordonnance dans son ensemble (abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble). Le Mexique soutient-il que les États-Unis étaient tenus de traiter les demandes d'abrogation présentées au nom de TAMSA et d'Hylsa individuellement en même temps que les demandes concernant le quatrième réexamen périodique du montant du droit (réexamen administratif annuel) (pièces n° 10 et 11 du Mexique) comme une demande de réexamen pour changement de circonstances ou comme une demande d'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble?

Réponse du Mexique

16. Ce que soutient le Mexique, c'est que lorsque des parties intéressées justifient par des données positives la nécessité d'un réexamen visant à déterminer si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping, le Membre de l'OMC qui maintient la mesure doit effectuer un réexamen. C'est précisément ce qu'ont fait en l'espèce les exportateurs mexicains. Le Mexique fait valoir que le Département aurait dû effectuer une analyse de fond – compatible avec les prescriptions de l'article 11.2 – pour déterminer si le maintien du droit était nécessaire pour neutraliser le dumping.

17. Les États-Unis ont mis en œuvre leur obligation au titre de l'article 11.2 en créant un mécanisme pour effectuer des réexamens lorsqu'ils sont demandés par des parties intéressées individuelles et pour abroger "partiellement" la mesure toutes les fois que certaines conditions sont remplies. Ce système a fait l'objet d'une analyse approfondie dans l'affaire *DRAM originaires de Corée* (DS99). Les mesures antidumping des États-Unis contestées par la Corée visaient de par leur nature même des sociétés spécifiques. La mesure antidumping était intitulée "Avis de résultats finals du réexamen administratif du droit antidumping et détermination à l'effet de ne pas abroger partiellement l'ordonnance concernant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques de un mégabit ou plus originaires de la République de Corée" (non souligné dans l'original). En outre, la Corée a contesté la disposition réglementaire des États-Unis relative à l'abrogation (visant les demandes d'abrogation par société) "en tant que telle", et a fait valoir, avec succès, que cette réglementation était contraire aux prescriptions de fond de l'article 11.2. Les États-Unis n'ont pas fait valoir dans cette affaire-là que l'article 11.2 ne créait que des obligations "sur la base de l'ordonnance dans son ensemble".

18. En mettant en œuvre la décision défavorable du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *DRAM originaires de Corée*, le Département a expliqué la raison de modifier la disposition relative à l'abrogation par société:

> Le 29 janvier 1999, le Groupe spécial a déterminé que le critère appliqué par le Département pour abroger une ordonnance en matière de droits antidumping, qui est énoncé dans 19 CFR 353.25 a) 2) (précurseur de 19 CFR 351.222 b)), était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping de l'OMC ... Plus précisément, le Groupe spécial a déterminé que le fait de demander au Secrétaire de conclure qu'"il n'[était] pas probable" que les personnes demandant l'abrogation vendent à l'avenir à des prix de dumping les marchandises visées par une ordonnance en matière de droits antidumping ne mettait pas dûment en œuvre les dispositions de l'article 11.2 de l'Accord antidumping.[3]

[3] Département du commerce des États-Unis, Amended Regulation Concerning the Revocation of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders, Final Rule, 64 Federal Register 51236, 51236-7 (22 septembre 1999).

...

> Comme l'indique la proposition de règle, dans les situations où il y a une absence de dumping (ou de subventionnement) pendant trois ans, le Département a l'intention de présumer qu'une ordonnance n'est pas nécessaire en l'absence d'autres éléments de preuve. Nous pensons qu'une telle présomption est compatible avec la pratique antérieure du Département ainsi qu'avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping et de l'article 21.2 de l'Accord SMC. Comme l'a reconnu le Groupe spécial, une décision de maintenir une ordonnance doit être justifiée par des éléments de preuve positifs. Si le seul élément de preuve figurant dans le dossier est la capacité de la société interrogée de vendre la marchandise visée à un prix qui n'est pas inférieur à sa valeur normale pendant trois années consécutives, le dossier n'étayerait pas une décision de maintenir l'ordonnance compte tenu de la prescription énoncée à l'article 11.2, telle qu'interprétée par le Groupe spécial, selon laquelle il doit y avoir des éléments de preuve positifs attestant que l'ordonnance reste nécessaire.[4]
>
> ...
>
> Nous avons formulé la règle finale de manière à préciser que le Secrétaire doit établir une constatation positive de la nécessité pour maintenir une ordonnance en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs. Si elle ne change rien au processus d'examen de l'abrogation par le Département, cette reformulation suit de plus près le libellé de l'article 11.2 de l'Accord antidumping et de l'article 21.2 de l'Accord SMC.[5]

19. Par ces déclarations, les États-Unis ont précisé à leurs partenaires commerciaux qu'ils mettaient en œuvre leurs obligations au titre de l'article 11.2 au moyen de la procédure d'abrogation par société décrite dans 19 CFR 351.222 b). Ils ne peuvent pas maintenant nier ces déclarations et leur pratique concernant la mise en œuvre de leurs obligations au titre de l'article 11.2 sous prétexte de se défendre contre l'allégation au titre de cet article formulée par le Mexique.

Question n° 5

Le Mexique pourrait-il indiquer précisément les éléments de preuve qui, selon lui, ont été présentés dans le cadre du réexamen à l'extinction mais ont été ignorés, autrement dit n'ont pas été pris en considération, par le Département du commerce?

Réponse du Mexique

20. Le Mexique a succinctement décrit ces éléments de preuve dans sa pièce n° 64, qu'il a jointe à sa déclaration orale du 25 mai.

21. En bref, le Mexique a présenté des éléments de preuve positifs démontrant que la marge de dumping résultant de l'enquête initiale n'était pas une mesure fiable étant donné qu'elle était la conséquence de circonstances exceptionnelles comprenant la dévaluation du peso mexicain de 1994 et la forte dette libellée en dollars EU de la société. Il a également fourni des éléments de preuve positifs du comportement de la société sur le marché des États-Unis pendant la période pertinente pour le réexamen à l'extinction, qui démontraient que le dumping n'était pas probable. Ces éléments de preuve consistaient en déterminations consécutives d'absence de dumping établies par le Département lors de réexamens administratifs. Ils comprenaient aussi des déclarations de TAMSA et Hylsa selon lesquelles ces sociétés ne pratiqueraient pas le dumping aux cas où l'ordonnance serait

[4] 64 Federal Register, 51238.
[5] 64 Federal Register, 51238.

levée. Ils englobaient, enfin, des indications détaillées de TAMSA concernant les raisons pour lesquelles le dumping pratiqué antérieurement ne se reproduirait pas et un exposé des "raisons valables" de ne pas s'appuyer sur la marge de dumping initiale.

Question n° 6

À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que, comme l'ont fait valoir les États-Unis, l'article 11.2 de l'Accord antidumping ne s'applique pas aux réexamens aux fins d'abrogation par société du type de ceux qui sont en cause dans le présent différend en ce qui concerne TAMSA et Hylsa, le Mexique pourrait-il indiquer si, en l'espèce, il existe dans le cadre de l'OMC des obligations pertinentes concernant ces réexamens? A-t-il formulé des allégations relatives à de telles obligations?

Réponse du Mexique

22. Le Mexique confirme que les allégations découlant de la décision du Département à l'effet de ne pas abroger les ordonnances dans la mesure où elles s'appliquent à TAMSA et Hylsa étaient fondées sur l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Si le Groupe spécial constate que l'article 11.2 n'oblige pas les Membres de l'OMC à supprimer la mesure pour ce qui concerne des sociétés spécifiques, il devra déterminer si les États-Unis avaient eu raison de ne pas examiner si la suppression du droit dans son ensemble était justifiée en l'espèce. Dans ce contexte, les éléments de preuve présentés tant par TAMSA que par Hylsa – les seuls producteurs mexicains connus d'OCTG – ont fourni les données positives requises qui suffisaient non seulement pour justifier un "réexamen" au titre de l'article 11.2 mais également pour démontrer que le maintien du droit n'était plus "nécessaire pour neutraliser le dumping".

Question n° 7

Le Mexique estime-t-il que l'Accord antidumping en général interdit d'imposer des conditions préalables à la conduite de réexamens aux fins d'abrogation par société? Estime-t-il que les conditions préalables spécifiques imposées pour la conduite de réexamens aux fins d'abrogation par société qui sont en cause dans le présent différend sont interdites par l'Accord antidumping? Pourrait-il indiquer précisément les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping sur lesquelles il s'appuie à cet égard?

Réponse du Mexique

23. Le texte de l'article 11.2 crée des obligations positives. Les Membres de l'OMC sont tenus de réexaminer ("réexamineront") "la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié ... à la demande de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen". L'article 11.2 ne contient nulle part l'expression "conditions préalables" et n'établit pas de "conditions préalables" pour les réexamens (sinon peut-être qu'il faut une demande étayée par des "données positives").

24. Les "conditions préalables" ne sont pas nécessairement interdites en soi. Toutefois, si elles sont appliquées de manière à atténuer l'obligation positive d'une partie au titre de l'article 11.2, elles peuvent porter atteinte aux droits d'un autre Membre et, par conséquent, constituer une violation de l'Accord. Elles peuvent également être contraires à l'Accord si elles sont utilisées de manière telle que les autorités ne prennent pas dûment en considération des éléments de preuve positifs.

25. Le Mexique fait observer que l'article 11.2 confère aux Membres de l'OMC un certain pouvoir discrétionnaire du fait de l'emploi du membre de phrase "dans les cas où cela sera justifié" dans la première phrase. Cette formulation conditionne toutefois l'obligation d'effectuer le réexamen. Le Mexique pense qu'une interprétation correcte de ce membre de phrase permettrait d'imposer des

conditions préalables raisonnables à remplir pour que les autorités soient tenues de consacrer des ressources à un réexamen visant à déterminer si la mesure antidumping reste nécessaire. Cependant, si ces conditions préalables sont utilisées de manière à exclure ou à ignorer des éléments de preuve positifs, elles peuvent aussi aller à l'encontre des obligations de fond de l'Accord.

26. Deux conditions préalables spécifiques ont été appliquées en l'espèce: 1) la prescription relative aux "quantités commerciales" pour TAMSA; et 2) l'obligation d'obtenir une marge nulle dans le dernier des trois réexamens annuels pour Hylsa. S'agissant de la prescription relative aux quantités commerciales, le Mexique estime que cette "condition préalable" reposait entièrement sur la présomption selon laquelle les diminutions des volumes d'importations signifient qu'il est probable que le dumping subsistera une fois la mesure supprimée. En l'espèce, le Département a eu recours à cette "condition préalable" pour parvenir à une détermination de fond selon laquelle TAMSA pratiquerait le dumping à l'avenir. Comme nous l'avons indiqué en réponse à la question n° 3 ci-dessus, le Département a constaté qu'"il serait raisonnable d'inférer qu'il était probable que le dumping reprendrait si une telle discipline [c'est-à-dire la mesure] cessait d'exister, en particulier si TAMSA devait à nouveau affronter un "marché déprimé" dans cette branche de production très cyclique". (*Mémorandum sur les questions et la décision*, page 8) Le Département a aussi formulé la constatation de fait suivante: TAMSA "n'a pas participé de façon significative au marché" et, par conséquent, "ses ventes pendant ces périodes ne fournissent pas une base raisonnable pour déterminer qu'il est improbable qu'elle pratiquera le dumping à l'avenir".

27. En l'espèce, donc, la prescription relative aux quantités commerciales a été utilisée comme base de la décision de fond de ne pas abroger l'ordonnance et non comme condition préalable du réexamen. Cela n'est pas permis par l'article 11.2. Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *DRAM originaires de Corée* a constaté que les décisions au titre de l'article 11.2 devaient être fondées sur des "éléments de preuve positifs" et que la ""nécessité" dans le contexte de l'article 11.2 exige[ait] que le maintien d'un droit antidumping soit démontrable sur la base des éléments de preuve fournis". (*DRAM originaires de Corée*, paragraphes 6.42 et 6.50)

28. La prescription relative aux quantités commerciales est également entachée de plusieurs autres vices, qui ont tous donné lieu à des explications dans la première communication écrite du Mexique. Premièrement, cette prescription n'a jamais été définie pour les réexamens aux fins d'abrogation (première communication du Mexique, paragraphe 344). Deuxièmement, le sens qui lui a été donné était fondamentalement différent de l'unique définition des "quantités commerciales" figurant dans la législation des États-Unis, qui concernait une mesure par transaction des quantités commerciales (première communication du Mexique, paragraphes 346 à 348). Troisièmement, la prescription relative aux "quantités commerciales" a été introduite en tant que prescription pour les cas où il y avait une "troisième année intermédiaire", ce qui ne s'appliquait pas à TAMSA. (Première communication, paragraphes 334 à 343). Quatrièmement, cette prescription, telle qu'appliquée comme "condition préalable de l'abrogation", a été introduite après que TAMSA eut engagé le processus en vue de l'abrogation en vertu des procédures mises en place par les États-Unis. (Première communication, paragraphes 328 à 343). Cinquièmement, la prescription relative aux "quantités commerciales" découle de la présomption selon laquelle les diminutions des volumes signifient que l'ordonnance est nécessaire pour empêcher le dumping à l'avenir. C'est précisément le type de présomption contre lequel l'Organe d'appel a mis en garde dans le contexte des réexamens au titre de l'article 11.3, et cela vaut également pour réexamens au titre de l'article 11.2.

29. Pour ce qui est d'Hylsa, le Département a posé comme condition préalable qu'elle obtienne une marge de dumping nulle dans le cadre des premier et troisième réexamens qu'elle avait demandés. Puis il a constaté qu'Hylsa n'avait pas satisfait à cette condition préalable parce qu'il a calculé une marge de dumping supérieure au niveau *de minimis* de 0,5 pour cent. Toutefois, cette marge supérieure au niveau *de minimis* n'a pu être obtenue que grâce à l'utilisation de la méthode de calcul de la "réduction à zéro". Le Mexique soutient que l'utilisation de cette méthode viole l'article 2 et,

dans la mesure où elle est sert de base pour empêcher Hylsa de bénéficier d'un réexamen au fond viole aussi l'article 11.2.

Question n° 8

Le Mexique pourrait-il répondre à l'argument des États-Unis selon lequel, de même que l'article 11.2 dispose qu'une partie demandant un réexamen au titre de cet article doit justifier par des données positives la nécessité d'un tel réexamen, il est admissible que les États-Unis exigent la présentation d'éléments de preuve de l'absence de dumping pendant trois ans pour les ventes en quantités commerciales comme condition préalable à la conduite d'un réexamen aux fins d'abrogation par société?

Réponse du Mexique

30. Veuillez vous reporter à la réponse du Mexique à la question n° 7 ci-dessus. En bref, le Mexique estime que l'analogie n'est pas valable. La prescription voulant que les parties intéressées présentent des éléments de preuve positifs peut quant à elle être considérée comme une condition préalable neutre destinée à garantir que l'autorité chargée de l'enquête ne sera pas tenue d'engager des réexamens futiles ou fondés sur un dossier des éléments de preuve insuffisant pour une évaluation. Par contre, la prescription relative aux "quantités commerciales" n'est pas neutre mais repose sur une présomption qui détermine d'avance que la mesure est nécessaire. S'agissant de la troisième année d'absence de dumping, le Mexique ne voit pas bien pourquoi trois ans sont nécessaires (dans certaines circonstances un laps de temps moindre ou d'autres preuves des pratiques des exportateurs pourraient être suffisants, et pourtant le système des États-Unis ne permettrait pas un réexamen si la prescription relative aux trois réexamens n'était pas respectée). En tout état de cause, la prescription n'a pas été appliquée d'une manière neutre dans la présente affaire, où le Département a eu recours à une méthode illégale pour constater qu'Hylsa ne remplissait pas les conditions requises pour bénéficier d'un réexamen.

Question n° 9

Le Mexique pourrait-il indiquer s'il présente des arguments à l'appui de ses allégations de violations de l'article 6 de l'Accord antidumping, et préciser les dispositions spécifiques de cet article dont il allègue qu'elles ont été violées?

Réponse du Mexique

31. Les arguments du Mexique concernant les violations par les États-Unis de l'article 6 de l'Accord antidumping figurent aux paragraphes 153 et 143 de sa première communication et au paragraphe 33 de sa déclaration orale à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties.

32. Au paragraphe 153 de sa première communication, le Mexique a dit ce qui suit:

> … en s'appuyant mécaniquement sur une marge de dumping qui a été déterminée lors de l'enquête initiale (c'est-à-dire qu'elle ne relève pas du champ d'application de l'Accord antidumping de l'OMC), le Département a refusé au Mexique le bénéfice d'une marge de dumping calculée conformément à l'article 2 et la possibilité de présenter des éléments de preuve et de défendre ses intérêts conformément à l'article 6 de l'Accord antidumping. (non souligné dans l'original)

33. Au paragraphe 143 de la même communication, le Mexique a également dit ce qui suit:

> … étant donné que le Département a rejeté les éléments de preuve positifs expliquant la diminution du volume, il a également, dans la mesure où il s'est appuyé sur d'autres renseignements qui n'avaient pas été demandés aux exportateurs mexicains, violé l'article 6.1. Dans la mesure où il s'est appuyé sur des renseignements donnant à entendre qu'il était probable que les circonstances économiques constatées lors de l'enquête initiale existeraient au moment de la suppression de la mesure, il a violé l'article 6.9 en ne divulguant pas ces renseignements. (non souligné dans l'original)

34. Puis, au paragraphe 33 de son exposé oral devant le Groupe spécial, le Mexique a également dit ce qui suit:

> En s'appuyant sur cette marge [la marge de dumping probable] le Département viole l'article 11.3 parce que: a) la marge ne résultait pas de l'application de l'Accord antidumping de l'OMC, en particulier de ses articles 2 et 6, mais d'un calcul effectué avant l'institution de l'OMC et b) la marge a été attribuée à une société dont il n'a jamais été constaté qu'elle avait pratiqué le dumping. (non souligné dans l'original)

35. Comme le démontrent ces citations, les allégations du Mexique au titre de l'article 6 se fondent sur: la non-application des dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC, dont l'article 6; le fait que le Département s'est appuyé sur des renseignements qui n'avaient pas été demandés aux exportateurs mexicains; et le fait qu'il ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure, comme le prescrit l'article 11.4.

Question n° 10

Le Mexique pourrait-il indiquer comment, à son avis, une analyse de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira pourrait être effectuée conformément aux prescriptions de l'article 3? À supposer, par exemple, qu'après l'imposition de la mesure antidumping, il n'y ait pas eu de nouvelles importations en provenance des sources dont il a été constaté qu'elles pratiquaient le dumping, comment, en pareil cas, pourrait-il être satisfait à la prescription de l'article 3.2 concernant la prise en considération du volume des importations faisant l'objet d'un dumping?

Réponse du Mexique

36. Le Mexique considère qu'aucun problème particulier ne se pose en ce qui concerne l'application des prescriptions de l'article 3 à la détermination d'un dommage au titre de l'article 11.3. La clé de toute analyse de ce type est que c'est sur le "dommage", qui n'est défini qu'à l'article 3, qu'enquête l'autorité chargée de l'enquête. Dans le contexte particulier d'une détermination d'un dommage au titre de l'article 11.3, d'autres prescriptions s'ajoutent: 1) l'autorité chargée de l'enquête doit constater que le dommage est bien un dommage qui "subsiste[ ]" ou se reprodui[t]"; et 2) il doit être "probable" que le dommage "subsister[a] ou se reproduir[a]" à la suite de la suppression de l'ordonnance et dès lors qu'il est "probable" que le dumping "subsister[a] ou se reproduir[a]".

37. L'existence de ces prescriptions additionnelles ne change pas la nature de l'examen, qui est un examen concernant le "dommage". Le "dommage" est défini uniquement à l'article 3 de l'Accord (note de bas de page 9) et la note de bas de page 9 prescrit que le "dommage" "sera interprété conformément aux dispositions de [l'article 3]". (Voir la réponse du Mexique à la question n° 20 ci-après.)

38. Dans la situation hypothétique envisagée par le Groupe spécial, le Mexique considère que l'autorité chargée de l'enquête doit appliquer l'article 3. L'absence d'importations obligerait cette autorité à déterminer pourquoi les importations sont absentes et s'il est probable qu'elles reviendront sur le marché. Par ailleurs, pour établir dans un tel cas une détermination positive de dommage, il

semble au Mexique que l'autorité chargée de l'enquête devrait déterminer, sur la base d'éléments de preuve positifs, qu'il est probable que les importations feront l'objet d'un dumping et qu'il est "probable" que le dommage subsistera ou se reproduira du fait du dumping probable consécutif à la suppression de la mesure.

39. L'autorité chargée de l'enquête pourrait avoir du mal à établir de telles déterminations en l'absence d'importations mais le Mexique pense que les Membres de l'OMC entendaient que l'analyse soit difficile et rigoureuse. Comme l'a dit l'Organe d'appel, la suppression de la mesure est la principale obligation énoncée à l'article 11.3 et son maintien sur la base d'une constatation de dumping probable et de dommage probable est l'exception. Par conséquent, tant le texte que le contexte de l'article 11.3 donnent à entendre qu'une détermination de dommage probable dans l'exemple envisagé par le Groupe spécial serait, et devrait être, difficile.

40. Elle n'est cependant pas impossible. Il peut arriver, par exemple, que les importations n'aient disparu du marché que pour être réorientées vers d'autres marchés. Il peut également arriver que les importations fassent l'objet de mesures antidumping sur tous ces autres marchés, ce qui pourrait donner à entendre que les exportateurs dont il s'agit ont tendance à vendre leurs produits à des prix de dumping et à causer un dommage aux branches de production nationales. Il peut aussi arriver qu'il n'y ait pas eu de mesures antidumping visant ces produits sur d'autres marchés et qu'il n'y ait pas d'autres renseignements laissant penser que le commerce est déloyal. Dans l'un ou l'autre cas, ces faits peuvent être soumis à l'autorité chargée de l'enquête, qui devrait les évaluer objectivement pour déterminer s'il est probable que le dommage se reproduira si la mesure est supprimée, même si les importations ont cessé. Le Mexique ne dit cela qu'à titre d'exemple hypothétique et ne sous-entend pas que c'est le seul renseignement que l'autorité chargée de l'enquête pourrait utiliser dans une affaire où les importations ont cessé.

41. Aucun ensemble de faits hypothétiques ne pourrait modifier ce qu'est fondamentalement un "dommage". Cela est établi "pour les besoins du présent Accord" par la première partie de la note de bas de page 9. Les facteurs qui devraient guider l'autorité chargée de l'enquête pour déterminer si un dommage peut être constaté sont les mêmes à l'article 11.3 que ceux énumérés à l'article 3 parce que les Membres de l'OMC ont expressément dit qu'ils prescrivaient que toutes les déterminations de dommage soient interprétées conformément à l'article 3. La difficulté soulevée par les circonstances envisagées par le Groupe spécial tient au caractère prospectif de la détermination d'un dommage au titre de l'article 11.3. Cela découle des termes du texte négocié de l'article 11.3 et non du texte de l'article 3 ou d'un problème inhérent à l'application de l'article 3 dans différentes circonstances factuelles.

42. L'application des dispositions de l'article 3 aux réexamens au titre de l'article 11.3 ne pose aucun problème conceptuel particulier comme en témoigne la pratique en matière de réexamens à l'extinction de la Commission, qui est censée effectuer cette analyse dans le cadre de toutes ses déterminations à l'extinction. La Commission détermine d'abord le volume probable des importations, puis leur effet probable sur les prix, et évalue ensuite l'incidence probable de ces importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production des États-Unis. Ce faisant, elle est à tout le moins censée appliquer un grand nombre des dispositions de l'article 3 pour parvenir à sa détermination à l'extinction. Si la Commission devait constater que les importations avaient disparu du marché et qu'il n'était pas probable qu'elles y reviendraient, le Mexique suppose qu'elle constaterait qu'il n'était pas probable qu'un dommage se reproduirait du fait de la suppression de la mesure.

43. Le Mexique soutient que la détermination d'un dommage établie par la Commission en l'espèce a violé l'article 3 et que la Commission n'a pas déterminé le "dommage" conformément à cet article, comme le prescrit la note de bas de page 9. Cette détermination de la Commission est fondée sur des conjectures et sur un certain nombre de possibilités qui découlent de son analyse. Toutefois, ces problèmes tiennent au fait que la Commission n'a pas appliqué un critère "probable" et n'a pas évalué objectivement les renseignements figurant dans le dossier. Il ne s'agit pas de problèmes qui

découlent des dispositions de l'article 3 ni d'un problème particulier posé par l'application de l'article 3 aux réexamens au titre de l'article 11.3

Question n° 11

Le Mexique pourrait-il préciser s'il demande au Groupe spécial de rendre des décisions distinctes concernant la compatibilité avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord sur l'OMC, du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping de chacun des éléments suivants: 1) les dispositions légales des États-Unis, 2) les dispositions réglementaires des États-Unis, 3) l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis accompagnant la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay et 4) le Sunset Policy Bulletin du Département du commerce? Pourrait-il préciser, pour chacun des éléments précités, quelles sont les dispositions de l'Accord sur l'OMC, du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping dont la violation est alléguée?

Réponse du Mexique

44. Le Mexique croit comprendre que cette question se rapporte à ses contestations de la Loi des États-Unis, du SAA et du Sunset Policy Bulletin "en tant que tels". Il croit également comprendre que le Groupe spécial n'a pas demandé dans la présente question au Mexique de clarifier sa contestation de la "pratique constante" du Département "en tant que telle" (qui fait l'objet de sa question n° 12). Le Groupe spécial n'a pas non plus demandé (dans la présente question) des éclaircissements sur les contestations par le Mexique de la détermination à l'extinction du Département, de la détermination à l'extinction de la Commission ou de la détermination à l'effet de ne pas abroger l'ordonnance établie par le Département dans le cadre du quatrième réexamen administratif, "telles qu'appliquées".

45. Le Mexique prie le Groupe spécial de se reporter au tableau ci-après, qui donne des indications précises sur les contestations par le Mexique de la loi, du SAA et du Sunset Policy Bulletin en tant que tels. Le Mexique demande des décisions distinctes du Groupe spécial concernant chaque mesure (ou groupe de mesures pour le premier point de l'énumération) indiquée dans chaque case de la colonne de gauche.

Mesure	Violations alléguées
19 U.S.C. 1675a c) 1), Énoncé des mesures administratives (pages 889 et 890) et SPB (section II.A.3), collectivement	Articles 1, 11.3, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping; article VI du GATT; article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC
19 U.S.C. 1675a c) 1)	Articles 1, 11.3, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping; article VI du GATT; article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC
19 U.S.C. 1675a a) 1)	Articles 1, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1, 11.3, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping; article VI du GATT; article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC
19 U.S.C. 1675a a) 5)	Articles 1, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1, 11.3, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping; article VI du GATT; article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC
Énoncé des mesures administratives (pages 889 et 890)	Articles 1, 11.3, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping; article VI du GATT; article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC
Sunset Policy Bulletin, section II.A.3	Articles 1, 11.3, 18.1 et 18.4 de l'Accord antidumping; article VI du GATT; article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC

Question n° 12

Le Mexique pourrait-il préciser s'il formule une allégation distincte concernant la "pratique constante" du Département du commerce, comme cela est indiqué au paragraphe 110 de sa communication. Dans l'affirmative, pourrait-il indiquer où, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, cette allégation est formulée?

Réponse du Mexique

46. En plus de sa contestation de la loi, du SAA et du SPB et indépendamment de celle-ci, le Mexique conteste aussi la pratique constante du Département dans la conduite des réexamens à l'extinction "en tant que telle". Cette allégation est explicitement formulée dans la section VII.B de la première communication du Mexique, paragraphes 110 à 120. L'allégation du Mexique figure dans la section A.1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial:

> Le critère "il est probable que" "*likely*" appliqué par le Département pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si la mesure antidumping est supprimée, la détermination du Département sur ce point et le calcul par le Département de la marge de dumping "probable" communiquée à la Commission sont incompatibles, en tant que tels et de par la façon dont ils ont été appliqués, avec les articles 11.1, 11.3, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.4, 6.6 et 6.9 de l'Accord antidumping.

47. Ce paragraphe montre bien que le Mexique conteste la pratique constante suivie par le Département dans les réexamens à l'extinction pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si la mesure est supprimée. La première partie de l'énoncé précise que le Mexique conteste le "critère" appliqué par le Département pour déterminer la probabilité d'un dumping (à savoir 19 U.S.C. 1675a c) 1), le SAA (pages 889 et 890) et le SPB (section II.A.3)). La deuxième – "la détermination du Département sur ce point" – signifie que le Mexique conteste la détermination de la probabilité établie par le Département "en tant que telle", qui est le résultat de la pratique du Département. Les première et deuxième parties de l'énoncé lues conjointement avec le reste de la phrase indiquent donc qu'aussi bien le critère que la "détermination sur ce point" du Département sont contestés "en tant que tels et tels qu'ils ont été appliqués".

48. En d'autres termes, le critère du Département (la loi, le SAA et le SPB) est contesté en tant que tel et tel qu'appliqué. Comme l'indique la section A.1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, le recours par le Département à ce critère pour établir la détermination de la probabilité est également contesté aussi bien en tant que tel que tel qu'appliqué. Dans ce contexte, la contestation "tel qu'appliqué" se rapporte donc à la détermination de la probabilité visant les OCTG en provenance du Mexique établie par le Département. En conséquence, la contestation "en tant que tel" a trait au recours par le Département au critère – "sur ce point" – pour établir la détermination de la probabilité d'un dumping dans toutes les affaires de réexamen à l'extinction, c'est-à-dire la pratique du Département.

49. Le Mexique fait observer qu'il a, en l'espèce, utilisé la pratique constante du Département à trois fins distinctes et indépendantes. Premièrement, il estime que cette pratique constante confirme le sens de la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin. Cette pratique, (telle qu'elle est décrite dans la pièce n° 62 du Mexique), démontre que la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin ordonne au Département de conférer un poids décisif aux diminutions des volumes d'importation et aux marges de dumping antérieures. Dans ce contexte, la "pratique constante" est utilisée comme élément étayant l'allégation "en tant que tel" relative au Sunset Policy Bulletin.

50. Deuxièmement, le Mexique a contesté séparément la pratique constante du Département "en tant que telle" parce que celui-ci considère toujours le fait qu'il est satisfait à au moins un des trois critères du Sunset Policy Bulletin – 1) persistance des marges de dumping; 2) cessation des

importations; et 3) diminution des volumes) – comme concluant en ce qui concerne le dumping probable et applique donc une présomption de dumping probable incompatible avec les règles de l'OMC en violation de l'article 11.3.[6] Cela ne souffre aucune exception: la pratique constante du Département (comme l'atteste la pièce n° 62 du Mexique) démontre qu'aucune partie n'a jamais eu raison de la présomption.

51. Troisièmement, le Mexique a fait valoir à titre subsidiaire que, si le Groupe spécial ne souscrit pas à ses allégations concernant la présomption incompatible avec les règles de l'OMC établie par la législation des États-Unis ou le fait que la pratique constante du Département viole en tant que telle les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, il soutient que les États-Unis n'ont pas appliqué d'une manière impartiale et raisonnable leurs lois, règlements et décisions judicaires et administratives antidumping concernant les réexamens à l'extinction par le Département des ordonnances en matière de droits antidumping, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Pour le Mexique, il est impossible de croire qu'un réexamen fondé sur des éléments de preuve positifs a pu aboutir à une constatation positive de dumping probable dans chacune des 227 affaires où la branche de production des États-Unis a demandé le maintien de la mesure antidumping.

52. Le Mexique fait également observer que les États-Unis ont formulé des contre-arguments de fond pour réfuter sa contestation de la "pratique constante" du Département "en tant que telle".[7] Si les États-Unis font valoir – quoique d'une manière peu convaincante – que la "pratique constante" du Département n'est pas une "mesure" qui peut être contestée dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC, ils n'ont pas fait valoir que l'allégation du Mexique concernant cette "pratique constante" n'était pas soumise à bon droit au Groupe spécial sur la base de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[8]

53. Enfin, le Mexique fait observer que dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a examiné si "le type de l'instrument lui-même – loi, règlement, *procédure, pratique* ou autre – régi[ssait] sa capacité de faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC[.]"[9] L'Organe d'appel a conclu "qu'il n'y [avait] pas de fondement, que ce soit dans la pratique du GATT et de l'OMC en général ou dans les dispositions de l'Accord antidumping, permettant de constater que seuls certains types de mesures [pouvaient], en tant que tels, être contestés dans le cadre d'une procédure de règlement des différends au titre de l'*Accord antidumping*".[10] Le raisonnement de l'Organe d'appel oblige donc à conclure que la pratique d'un organe administratif peut être contestée en tant que telle.

Question n° 13

Le Mexique estime-t-il que le texte de l'article 11.3, considéré isolément, interdit le cumul dans les réexamens à l'extinction?

[6] *Voir* US Department of Commerce Sunset Reviews (pièce n° 62 du Mexique).

[7] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 110 à 116.

[8] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 110 à 116.

[9] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 78 (pas d'italique dans l'original). *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003, paragraphes 150, 151 et 162 ("*États-Unis – Droits compensateurs sur des produits en provenance des CE*"); *États-Unis – Droits compensateurs sur des produits en provenance des CE: rapport de situation des États-Unis* WT/DS212/13 (28 octobre 2003) (indiquant que les États-Unis/le Département ont adopté une nouvelle méthode pour se conformer à leurs obligations dans le cadre de l'OMC).

[10] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 88.

Réponse du Mexique

54. Oui, le Mexique estime que le texte de l'article 3 interdit le cumul dans les réexamens à l'extinction. (Veuillez vous reporter à la section VIII.E de sa première communication, en particulier le paragraphe 254.) Il est à noter tout d'abord qu'en vertu du texte de l'article 11.3, un Membre ne peut maintenir une mesure antidumping au-delà de cinq ans que s'"il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Selon le Mexique, il est significatif que l'obligation soit formulée de cette manière: l'emploi du singulier – "le droit" – n'est pas fortuite. C'est d'autant plus vrai que l'article 3.3 lui-même démontre que les Membres de l'OMC ont spécifiquement prévu que plusieurs droits pourraient résulter d'une seule enquête; par conséquent, les Membres de l'OMC savaient que dans bien des cas, la détermination du dommage au titre de l'article 11.3 donnerait lieu à plusieurs droits applicables aux exportations en provenance de pays différents. D'après le Mexique, il ressort du texte de l'article 11.3 que chaque Membre de l'OMC a droit à la suppression d'une mesure visant ses exportations à moins que l'autorité chargée de l'enquête ne démontre qu'il est probable que le dumping ou le dommage subsisteront ou se reproduiront si la mesure qui leur est applicable est supprimée.

55. Le Mexique pense, toutefois, que le Groupe spécial ne devait pas s'en tenir uniquement au texte de l'article 11.3 pour déterminer si le cumul est interdit. Il devrait aussi examiner le contexte de cet article ainsi que l'objet et le but de l'Accord, y compris les conséquences d'une autre interprétation de cet article qui permettrait le cumul dans les réexamens à l'extinction. À cet égard, le Mexique fait observer que dans la version anglaise l'article 11.1 décrit par l'Organe d'appel comme énonçant le "principe directeur" de l'article 11, c'est aussi le singulier qui est employé pour énoncer la durée d'un droit antidumping (a duty can remain in force "only as long as and to the extent necessary to counteract dumping which is causing injury" (un droit antidumping ne peut rester en vigueur "que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage"). Par ailleurs, l'article 11.2 prescrit aux autorités de "réexaminer[ ] la nécessité de maintenir le droit" et accorde aux parties intéressées le droit de demander un examen de la question de savoir si "le maintien du droit" est nécessaire. (En fait, les États-Unis citent cet emploi particulier du singulier pour étayer leur argument selon lequel l'article 11.2 ne prescrit pas des suppressions "par société".) Le texte de l'article 11.1 et 11.2 et le libellé de l'article tout entier démontrent donc que les Membres de l'OMC accordaient à chacun d'entre eux (et dans le cadre de l'article 11.2 à chaque exportateur) le droit la suppression du droit applicable à leurs exportations.

56. Rien dans l'article 11 ou dans une autre partie de l'Accord ne donne à entendre que ce droit est conditionné par le comportement d'autres exportateurs d'autres pays assujettis à d'autres droits. Cependant, comme on peut le voir en l'espèce, c'est exactement de cette façon qu'une analyse cumulative conditionnerait le droit. Si l'on reprend, par exemple, l'hypothèse envisagée par le Groupe spécial dans la question n° 10 qu'il a posée au Mexique, le fait qu'il n'y aurait pas d'exportations en provenance de tel ou tel Membre de l'OMC ou qu'il ne serait pas probable que les exportations de tel ou tel Membre de l'OMC se reproduiraient n'aurait tout simplement aucune importance. Dès lors que l'analyse s'effectue cumulativement, le comportement des exportations de pays individuels perd sa signification. On pourrait faire valoir que l'autorité chargée de l'enquête pourrait décider de ne pas effectuer de cumul s'il n'était pas probable que les importations en provenance d'un pays particulier reviendraient sur le marché. Toutefois, comme les États-Unis l'ont fait valoir en l'espèce, si l'article 11.3 n'interdit pas le cumul, il n'y a plus aucune sorte de réglementation de celui-ci dans les réexamens à l'extinction. Par conséquent, il n'y a plus de discipline exigeant que l'autorité chargée de l'enquête établisse une telle détermination à l'effet de ne pas cumuler. Il n'aurait pas pu être dans l'intention des Membres de l'OMC de permettre à des pays de maintenir des mesures visant les importations en provenance d'un pays qui ne reprendrait probablement pas ses exportations vers le marché en question.

57. Le problème est manifeste dans la présente affaire, où la Commission n'a même jamais analysé la question de savoir quand les importations en provenance de chacune des sources cumulées

risquaient de revenir sur le marché. Autrement dit, il n'y avait aucun élément de preuve positif démontrant qu'il était probable que les importations en provenance des divers pays seraient présentes simultanément sur le marché et en concurrence les unes avec les autres ainsi qu'avec le produit national similaire. Ces constatations sont nécessaires pour justifier une évaluation cumulative, en termes de dommage, de l'incidence des importations sur la branche de production nationale.

58. Enfin, même si le Groupe spécial constate que le cumul n'est pas interdit par l'article 11.3, il ne peut pas constater qu'il peut être appliqué sans aucune discipline. Une telle utilisation du cumul compromettrait les droits des Membres individuels au titre de l'article 11.3.

Question n° 14

Le Mexique pourrait-il expliciter davantage son opinion selon laquelle le fait que 227 réexamens à l'extinction ont abouti à des constatations de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait établit le rôle et la fonction du Sunset Policy Bulletin dans le processus de prise de décisions suivi par le Département du commerce?

Réponse du Mexique

59. Selon les États-Unis, le Sunset Policy Bulletin "ne "fait" rien. Il ne donne pas d'instruction, ni même d'avis, au Département du commerce …"; et le "Département du commerce est libre de ne pas en tenir compte".[11] Ces descriptions sont démenties par le fait de la pratique constante du Département. La pièce n° 62 du Mexique et les décisions administratives qui y sont annexées démontrent que les instructions du Sunset Policy Bulletin ont abouti à des déterminations de dumping probable dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction complets ou accélérés.

60. Pour commencer, "le rôle et la fonction" du Sunset Policy Bulletin sont démontrés par ses termes et par le fait que le Département s'est appuyé sur lui dans chacun de ses réexamens à l'extinction. Premièrement, le texte de la loi (19 U.S.C. 1675a) c) 1), le SAA pages 889 et 890) et le SPB (section II.A.3) donnent pour instruction au Département de conférer un poids décisif à la réduction des volumes d'importation et à l'existence de marges de dumping antérieures. En même temps, ces instruments attribuent aux exportateurs la charge de convaincre le Département de prendre à tout le moins en considération d'autres facteurs.

61. Par conséquent, le rôle et la fonction du Sunset Policy Bulletin (ainsi que de la loi et du SAA) consistent à donner des instructions au Département pour la conduite des réexamens à l'extinction. Aux termes de la loi, du SAA et du SPB, les volumes d'importation et les marges de dumping antérieures sont considérés comme des indications extrêmement probantes d'un dumping probable et la prise en considération d'"autres facteurs" est subordonnée à la fourniture par une partie intéressée de renseignements ou d'éléments de preuve dont la prise en considération serait justifiée.[12] Le renversement de la charge de fournir des renseignements ou des éléments de preuve justifiant la prise en considération d'autres facteurs pertinents est en soi incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 11.3 de procéder à une analyse au cas par cas des facteurs autres que les marges de dumping et les volumes d'importation qui doivent entrer en ligne de compte pour déterminer la probabilité d'un dumping futur. Au lieu d'examiner tous les facteurs pertinents pour le respect de cette obligation, le Département impose aux exportateurs de fournir des renseignements ou des éléments de preuve qui, sous réserve de son pouvoir discrétionnaire, justifieraient la prise en considération de ces facteurs.

62. Le rôle et la fonction de la loi, du SAA et du SPB, ainsi que leur sens sont confirmés par la pratique constante suivie par le Département dans les 227 réexamens à l'extinction complets ou accélérés énumérés dans la pièce n° 62 du Mexique. La loi, le SAA et le SPB ne permettent pas une

[11] Déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 7.
[12] *Sunset Policy Bulletin*, section II.C, page 18874, (pièce n° 32 du Mexique).

analyse au cas par cas des facteurs pertinents pour la détermination de la question de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Le fait que le Département se soit constamment appuyé sur les trois critères énoncés dans le SAA et le SPB comme seul fondement de ses déterminations de la probabilité est incompatible avec l'obligation au titre de l'article 11.3 d'établir une détermination particulière dans chaque cas en recourant à des éléments de preuve positifs.

63. L'Organe d'appel n'a pas pu, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, décider si le SPB était incompatible en tant que tel avec l'article 11.3. Il a conclu que, le Groupe spécial n'ayant pas formulé de constatation de fait quant à "l'application constante" de la section II.A.3, il ne pouvait pas comprendre pleinement le sens de cette disposition et déterminer si la section II.A.3 donnait pour instruction au Département de considérer les trois critères comme concluants quant à la probabilité d'un dumping. Par conséquent, l'Organe d'appel a déterminé que pour comprendre le sens de la section II.A.3, des éléments de preuve de son application constante étaient nécessaires.

64. La pièce n° 62 du Mexique démontre que le Département suit les instructions de la loi, du SAA et du SPB dans chaque réexamen à l'extinction et, chaque fois qu'il constate qu'il est satisfait à au moins un des trois critères du SPB, formule une constatation positive de dumping probable sans prendre en considération de facteurs additionnels. Son application constante du SPB (et le fait qu'il le cite pour étayer ses déterminations dans chaque affaire) atteste donc le rôle, la fonction et le sens du SPB, dont la section II.A.3 donne pour instruction au Département de conférer dans chaque affaire un poids décisif aux marges de dumping antérieures et à la diminution des volumes d'importation (ou à leur cessation complète). La section II.A.3 du SPB donnant pour instruction au Département de considérer que le fait qu'il est satisfait à l'un quelconque des trois critères est concluant quant à un dumping probable, la mesure est incompatible avec l'obligation, au titre de l'article 11.3, de déterminer sur la base de tous les éléments de preuve pertinents s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit antidumping est supprimé.[13]

65. Dans 100 pour cent des réexamens à l'extinction complets ou accélérés effectués par le Département, celui-ci a invoqué le SPB et déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

Question n° 15

Le Groupe spécial relève que le Mexique a souscrit à l'argument des Communautés européennes selon lequel l'expression "pendant la phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping ne limite pas l'application de cette disposition aux enquêtes initiales et que les obligations qu'elle impose s'appliquent par conséquent aux réexamens à l'extinction. Le Groupe spécial relève aussi que le Mexique fait valoir que l'emploi du terme "enquêtes" à l'article 3.3 de l'Accord antidumping limite l'application de cette disposition aux enquêtes initiales et que le cumul est donc interdit dans les réexamens à l'extinction. Le Mexique pourrait-il expliquer comment il concilie ces deux positions?

Réponse du Mexique

66. Le Mexique estime qu'il y a une différence entre le terme "enquêtes" tel qu'il est utilisé à l'article 3.3 et l'expression "phase d'enquête". L'article 3.3 fait référence spécifiquement à une situation où "les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping …", puis tout aussi spécifiquement au critère *de minimis* énoncé à l'article 5. Ce dernier article, quant à lui, traite spécifiquement de l'ouverture d'une enquête sur la présentation d'une demande par la branche de production nationale ou en son nom. Selon le Mexique,

[13] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 178 et 191.

l'article 3.3 et le renvoi à l'article 5.8 signifient que les Membres de l'OMC étaient très conscients du fait qu'ils permettaient le cumul au cours du processus d'enquête décrit à l'article 5.

67. Au contraire, la référence faite à l'article 2.4.2 est plus générale. Cet article dispose que "[l']existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée …". Il n'y a pas de renvoi à l'article 5 et l'emploi de l'expression "pendant la phase d'enquête" fait référence au processus consistant à "enquêter" sur les faits qui sont nécessaires pour calculer une marge de dumping. Ce processus se déroule chaque fois que l'autorité chargée de l'enquête calcule une marge de dumping, que ce soit dans le contexte d'une enquête au titre de l'article 5 ou d'un réexamen au titre de l'article 9 ou de l'article 11. Si l'intention des Membres de l'OMC avait été de limiter l'application de l'article 2.4.2 à une enquête au titre de l'article 5, ils auraient pu le faire de la même manière qu'à l'article 3.3.

68. Le Mexique saisit cette occasion pour rappeler au Groupe spécial que l'expression "pendant la phase d'enquête" ne conditionne en aucune façon l'obligation principale énoncée à l'article 2.4 de procéder à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale.

Question n° 16

Le Groupe spécial note l'opinion du Mexique selon laquelle une marge de dumping utilisée dans le contexte d'un réexamen à l'extinction doit elle-même être compatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping. Si la marge de dumping a été calculée dans une enquête initiale d'une manière compatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping, peut-elle, selon le Mexique, être utilisée dans le contexte d'un réexamen à l'extinction ultérieur?

Réponse du Mexique

69. Toute marge de dumping utilisée dans le contexte d'un réexamen à l'extinction doit être le résultat de l'application de l'Accord antidumping de l'OMC et doit également être compatible avec cet accord. Ce sont deux prescriptions indépendantes l'une de l'autre qui découlent directement de l'Accord.

70. L'article 18.3 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> … les dispositions du présent accord s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date. (non souligné dans l'original)

71. Il est clair en l'espèce que la marge de dumping utilisée par le Département n'est pas le résultat de l'application de l'Accord antidumping de l'OMC. Le Département a dit ce qui suit dans son *Mémorandum sur les questions et la décision*:

> Le Département continue de constater que les marges résultant de l'enquête initiale sont les marges appropriées à communiquer à la Commission (page 5) (non souligné dans l'original)

72. L'imposition du droit antidumping étant en l'espèce le résultat d'une enquête qui a été ouverte avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, il est évident que la marge de dumping déterminée à ce moment-là ne peut pas être le résultat de l'application des dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC.

73. Se pose aussi la question distincte de savoir si une marge de dumping donnée est compatible avec les termes de l'Accord. L'article premier de l'Accord antidumping prescrit que toute mesure

antidumping soit appliquée "à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord". Selon le Mexique, cet article impose une obligation distincte de compatibilité des mesures antidumping avec les termes de l'Accord.

74. Dans l'hypothèse où la marge de dumping résultant d'une enquête initiale antérieure à l'OMC serait, par coïncidence, compatible avec l'article 2 de l'Accord antidumping de l'OMC, même si elle ne découlait pas de l'application de cet accord (parce qu'elle l'aurait précédé), le recours à cette marge dans un réexamen au titre de l'article 11.3 violerait aussi bien cet article que l'article 18.3. Cette marge n'est pas le résultat de l'application de l'Accord antidumping de l'OMC, qui est prescrite par l'article 18.3. L'"application" et la "compatibilité" sont deux prescriptions différentes, et toute marge de dumping utilisée à l'appui de réexamens à l'extinction doit satisfaire à l'une et à l'autre.

75. En l'espèce, la marge de dumping sur laquelle le Département du commerce s'est appuyé n'a satisfait ni à l'une, ni à l'autre. Elle n'était pas le résultat de l'application de l'Accord antidumping, mais la conséquence de l'instruction donnée par la section II.B.1 du SPB de communiquer à la Commission la marge de dumping qui avait été déterminée dans l'enquête initiale. Cela est indiqué à la fin du mémorandum:

> En outre, comme nous l'avons dit dans notre bulletin d'orientation (Policy Bulletin), le taux résultant de l'enquête, qui rend compte du comportement des exportateurs en l'absence de la discipline instituée par une ordonnance, est le taux approprié à communiquer, qu'il soit fondé sur les renseignements fournis par la société elle-même ou sur les meilleurs renseignements disponibles (c'est-à-dire les données de fait disponibles). (non souligné dans l'original)

76. Si le Département avait déterminé la marge probable en appliquant les dispositions de l'Accord (c'est-à-dire en utilisant l'une quelconque des marges constatées dans les trois réexamens administratifs postérieurs à l'OMC), il aurait constaté que la marge probable était nulle. En d'autres termes, il n'existait aucun élément de preuve positif de la "persistance" ou de la "réapparition" parce que l'existence d'un dumping n'avait été constatée dans aucun des trois réexamens administratifs (absence de persistance) et qu'aucun autre renseignement n'étayait la conclusion selon laquelle le dumping se reproduirait (autrement dit, rien ne laissait penser à une réapparition).

77. La marge de 21,7 pour cent est également incompatible avec l'Accord. En utilisant mécaniquement une marge de dumping qui avait été déterminée dans le cadre de la détermination finale lors de l'enquête initiale (autrement dit en dehors du champ d'application de l'Accord antidumping), le Département n'a pas appliqué les dispositions de l'article 2 ou de l'article 6, qui s'appliquent expressément aux réexamens au titre de l'article 11 par le biais de l'article 11.4.

78. Le fait que le Département s'est appuyé sur une marge erronée aux fins de sa détermination de la probabilité d'un dumping et qu'il a communiqué à la Commission une marge de dumping probable erronée a terni les déterminations de la probabilité du Département comme de la Commission. Ainsi que l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*:

> [S]i une détermination de la probabilité est fondée sur une marge de dumping calculée au moyen d'une méthode incompatible avec l'article 2.4, ce défaut ternit également la détermination de la probabilité.

79. Dans la présente affaire, la détermination de la probabilité d'un dommage établie par la Commission a été ternie (c'est-à-dire rendue incompatible avec l'article 11.3) par la marge de dumping incompatible avec les règles de l'OMC qui a été déterminée et communiquée à la Commission par le Département en tant que partie intégrante du réexamen au titre de l'article 11.3. Voir la première communication des États-Unis, paragraphes 315 et 316.

Question n° 17

Le Mexique pourrait-il expliquer ce qui, à son avis, constitue dans le contexte d'un réexamen à l'extinction l'alternative au recours à la marge de dumping calculée dans l'enquête initiale? Considère-t-il qu'il faut toujours avoir recours à une marge actualisée ou calculée plus récemment? Dans l'affirmative, comment pense-t-il que l'autorité chargée de l'enquête pourrait effectuer un réexamen à l'extinction dans une affaire où les importations en provenance des sources dont il a été constaté qu'elles pratiquaient le dumping ont cessé après l'imposition de l'ordonnance?

Réponse du Mexique

80. Le Mexique estime que d'autres renseignements pourraient être pertinents pour une analyse dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3. Dans la question n° 40, par exemple, le Groupe spécial indique certains types de renseignements qui, selon l'Organe d'appel, constituent des "éléments de preuve positifs" aux fins d'une analyse au titre de l'article 3.1 et 3.2. Le Mexique estime que ce genre de renseignements ("certains aspects essentiels du marché, les conditions de concurrence, les caractéristiques de la production ainsi que les données statistiques sur le volume, les prix et les effets des importations"[14]) pourraient être considérés par l'autorité compétente comme pertinents pour sa détermination de la probabilité dans le contexte d'un réexamen au titre de l'article 11.3.

81. Le Mexique ne considère pas qu'il faut toujours nécessairement avoir recours à une marge de dumping actualisée ou calculée plus récemment. Ce qui est essentiel, selon lui, c'est que les renseignements, quels qu'ils soient, auxquels a recours l'autorité compétente doivent être pertinents pour la question de la "probabilité d'un dumping". À cet égard, il peut souvent arriver (bien que pas toujours) que les marges de dumping calculées après la détermination initiale soient des indications plus probantes de la probabilité d'un dumping. Mais d'autres renseignements – que ce soit des données relatives à des sociétés spécifiques, des renseignements concernant des pays spécifiques, des informations sur les conditions macro-économiques, par exemple – pourraient constituer des indications aussi probantes, voire plus, que les marges de dumping aux fins de tel ou tel réexamen à l'extinction, en fonction des faits spécifiques.

82. En même temps, le Mexique souhaite rappeler les conclusions formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, selon lesquelles si une autorité compétente s'appuie sur une marge – qu'elle résulte de l'enquête initiale ou d'un réexamen administratif ultérieur – ou entreprend de calculer une nouvelle marge aux fins du réexamen à l'extinction, elle doit s'assurer que cette marge est compatible avec l'Accord antidumping en général et son article 2 en particulier.[15]

83. Enfin, le Mexique a présenté en l'espèce, comme en témoigne sa pièce n° 64, des éléments de preuve positifs démontrant que la marge de dumping résultant de l'enquête initiale ne constituait pas une base fiable, étant donné les circonstances exceptionnelles (dévaluation du peso et forte dette libellée en dollars EU) ayant abouti à l'utilisation par le Département des données de fait disponibles dans cette affaire et les éléments de preuve positifs fournis par les producteurs mexicains d'où il ressortait que ces circonstances ne se présenteraient pas à nouveau en cas de suppression du droit. (Le Mexique prie le Groupe spécial de se reporter à sa réponse à la question n° 5 ci-dessus.) En l'espèce, les trois marges nulles calculées depuis l'enquête initiale étaient des indications plus probantes que la marge résultant de l'enquête initiale en ce qui concerne la question de la probabilité. En fait, le seul élément de preuve positif pertinent dont disposait le Département démontrait que les OCTG

[14] Voir la question n° 40 du Groupe spécial citant le rapport *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/RW, paragraphes 129 et 130 et note de bas de page 162.

[15] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphes 127 à 132.

mexicains ne faisaient pas l'objet d'un dumping. Tous les réexamens achevés ont abouti à des constatations d'absence de dumping et il n'y avait aucun autre élément de preuve positif laissant penser qu'il était probable que le dumping se reproduirait.

Question n° 18

Le Mexique pourrait-il expliquer pourquoi, selon lui, il est pertinent pour la détermination à l'extinction que la mesure antidumping initiale ait été imposée sur la base d'un calcul du dumping fondé en partie sur des données de fait disponibles?

Réponse du Mexique

84. C'est pertinent parce que cela met en évidence l'absence d'analyse de fond dans la détermination de la probabilité par le Département. Une constatation fondée sur des circonstances antérieures extraordinaires, liées à un moment précis du passé, a été utilisée comme élément de preuve de ce qui se passerait "probablement" à l'avenir. Le calcul du dumping effectué dans le cadre de la détermination initiale était fondé sur l'utilisation de données de fait disponibles qui résultaient de circonstances exceptionnelles comprenant la dévaluation du peso mexicain en 1994 et la forte dette libellée en dollars EU d'une société. Les données de fait disponibles dans l'enquête initiale correspondaient donc aux renseignements disponibles à cette date, soit 1994 et 1995.

85. La détermination au titre de l'article 11.3 doit au contraire être prospective. Cela implique que les éléments de preuve qui l'étayent doivent constituer une indication probante de la probabilité qu'un dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir.

86. Il aurait donc fallu ne conférer que très peu de poids (voire aucun) à la marge résultant de l'enquête initiale aux fins de la détermination de la probabilité par le Département. Les exportateurs mexicains ont fourni des éléments de preuve positifs selon lesquels l'utilisation de données de fait disponibles pour la détermination finale dans l'enquête initiale avait résulté de circonstances exceptionnelles (la dévaluation du peso mexicain en 1994 associée à la forte dette libellée en dollars EU d'une société), circonstances qui ne se représenteraient pas en cas de suppression du droit. En fait, comme les Communautés européennes l'ont indiqué dans leur communication en tant que tierce partie, la marge découlait d'un "événement "inhabituel"".[16] En conséquence, la marge de dumping qui a résulté de l'utilisation des données de fait disponibles lors de l'enquête initiale n'était absolument pas pertinente pour l'analyse prospective prescrite par l'article 11.3.

87. Depuis l'enquête initiale, le Département a effectué trois réexamens administratifs et a calculé une marge nulle dans chacun de ces réexamens. Les déterminations consécutives de l'absence de dumping sont des éléments de preuve positifs plus récents qui reposent sur les données relatives aux ventes de la société et constituent par conséquent des indications plus probantes aux fins de la détermination de la probabilité par le Département.

Question n° 19

Le Mexique estime-t-il que la détermination de "la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira" au titre de l'article 11.3 est d'une nature et d'une portée identiques à celles de la "détermination de l'existence d'un dommage" au titre de l'article 3? Pourrait-il commenter, dans ce contexte, l'avis exprimé par l'Organe d'appel au paragraphe 87 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, selon lequel "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents" et la "nature de la détermination à faire dans

[16] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 3.

le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale"?

Réponse du Mexique

88. Le Mexique pense que le "dommage" est le même à l'article 3 et à l'article 11.3. Autrement dit, le dommage constitue la portée d'une détermination de dommage et cela reste inchangé que la nécessité d'une analyse du dommage découle de l'article 5 ou de l'article 11.3.

89. Quant à la détermination du dommage, elle peut être différente dans un réexamen au titre de l'article 11.3 de ce qu'elle est dans un autre contexte, comme une enquête au titre de l'article 5. Si, par exemple, l'autorité chargée de l'enquête examine dans une enquête au titre de l'article 5 si un dommage important actuel existe, elle passera en revue des renseignements concernant le passé et le présent pour déterminer s'ils étayent l'opinion selon laquelle le dommage résulte actuellement des importations faisant l'objet d'un dumping. Dans un réexamen au titre de l'article 11.3, l'autorité chargée de l'enquête étudiera des renseignements actuels et passés pour déterminer si le dommage existe actuellement (ce qui est nécessaire pour déterminer s'il est probable que le dommage "subsistera") ou s'il n'existe pas actuellement, s'il est probable qu'il se reproduira à l'avenir. Toutefois, cette différence quant à la nature de l'examen d'un dommage découle du type spécifique de dommage examiné et non de la source de l'obligation de démontrer le dommage, que ce soit l'article 5 ou l'article 11.3. Selon le Mexique, par exemple, la différence quant à la nature de l'enquête sur le dommage diminue notablement, et peut ne pas exister, si les autorités chargées d'une enquête sur le dommage au titre de l'article 5 analysent la menace de dommage important. L'examen sera analogue à celui effectué pour la détermination d'un dommage au titre de l'article 11.3. De même, il est possible que, dans le contexte d'une enquête sur le dommage au titre de l'article 11.3, l'autorité examine si le type spécifique de dommage appelé "menace de dommage" risque de se reproduire à l'avenir. La nature de cet examen différerait de celle de l'analyse du dommage important actuel effectuée dans une enquête sur le dommage au titre de l'article 5. Toutefois, cela ne signifie pas que le "dommage" est différent.

90. Le Mexique pense que ce point de vue est tout à fait compatible avec les déclarations de l'Organe d'appel citées plus haut. Il convient évidemment que les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts dont les buts sont différents. Comme il l'a indiqué plus haut, il convient également que la nature de l'analyse et de la détermination peut différer selon qu'il s'agit d'une enquête sur le dommage au titre de l'article 5 ou au titre de l'article 11.3, bien que, comme cela est expliqué ci-dessus, ces différences peuvent ne pas être notables (par exemple dans le cas où l'autorité chargée de l'enquête examine la menace de dommage important dans les deux contextes, où la menace de dommage dans le contexte de l'article 5 et l'un quelconque des trois types de dommage dans un réexamen au titre de l'article 11.3). Le Mexique estime toutefois que l'Organe d'appel n'examinait pas la question spécifique de la détermination d'un dommage, mais formulait des observations sur le caractère prospectif de l'analyse qui découle du terme "probable" et de l'expression "subsisteront ou se reproduiront". Ce caractère prospectif de l'examen est toujours un paramètre important pour la nature d'un réexamen au titre de l'article 11.3 et est parfois pertinent pour une enquête au titre de l'article 5.

Question n° 20

La note de bas de page 9 de l'Accord antidumping se rapporte au titre de l'article 3 "Détermination de l'existence d'un dommage". Cette note de bas de page dispose ce qui suit:

> **"Pour les besoins du présent Accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une**

branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article."

Le Mexique pense-t-il que le membre de phrase "sera interprété conformément aux dispositions de cet article" signifie que les facteurs qui sont énumérés dans les diverses dispositions de l'article 3 aux fins de leur "examen" ou "prise en considération" définissent le dommage? Dans l'affirmative, pourrait-il expliquer comment le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou les prix de ces importations, qui sont des éléments sur lesquels une détermination de l'existence d'un dommage doit se fonder, sont pertinents pour la notion de dommage? Ou bien considère-t-il que seuls certains des éléments énumérés à l'article 3 définissent cette notion? Si tel est le cas, pourrait-il préciser quels éléments il considère comme pertinents dans le contexte des réexamens à l'extinction?

Réponse du Mexique

91. Le Mexique ne pense pas que le membre de phrase "sera interprété conformément aux dispositions de cet article" définit le dommage. Pour lui, cette définition figure dans la première partie de la note de bas de page 9, qui est ainsi libellée: "Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale …" Cette partie de la note de bas de page indique précisément ce qu'est le dommage et définit par conséquent ce terme aux fins de l'Accord antidumping.

92. De l'avis du Mexique, le membre de phrase qui suit la définition donnée à l'article 9 – "[le dommage] sera interprété conformément aux dispositions de cet article" – dit aux Membres de l'OMC qu'ils doivent appliquer l'article 3 dans toute détermination concernant le dommage (tel que défini ci-dessus). Par conséquent, les prescriptions relatives aux éléments de preuve positifs et à l'examen objectif qui sont énoncées à l'article 3 devront toujours être respectées lors de la détermination d'un dommage (sous l'une quelconque de ses formes). Toute détermination d'un dommage devra également être conforme à l'article 3.1 et comporter un examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet de ces importations sur les prix, comme le stipule l'article 3.2. Toute détermination d'un dommage devra comporter une évaluation des facteurs énumérés à l'article 3.4. Enfin, toute détermination d'un dommage (sous l'une quelconque de ses formes) devra comporter une démonstration du fait que le dumping est la cause du dommage (sous l'une quelconque de ses formes).

93. Quant à la deuxième question, le Mexique craint de ne pas bien la comprendre étant donné que la pertinence pour la notion de dommage du volume et du prix des importations faisant l'objet d'un dumping ne peut pas être mise en doute. En fait, ce sont des éléments requis dans toute détermination d'un dommage au titre de l'Accord, conformément à l'article 3.2, 3.4 et 3.5 et à la note de bas de page 9. Le Mexique est d'avis que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et le prix de ces importations sont tout aussi pertinents pour la détermination d'un dommage au titre de l'article 11.3 que pour la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 5. Étant donné la nature de l'enquête sur le dommage dans les réexamens au titre de l'article 11.3, il faut que l'autorité, sur une base prospective, évalue l'incidence sur la branche de production nationale du volume probable et des effets probables sur les prix. Toutefois, comme le Mexique l'a expliqué plus haut, cela ne modifie que la nature de l'analyse et de la détermination et non la portée du "dommage".

94. Quant aux troisième et quatrième questions, le Mexique pense que le "dommage" est défini par la première partie de la note de bas de page 9 et qu'il est, par conséquent, bien établi qu'il y a trois types de dommage aux fins de l'Accord antidumping. S'agissant des éléments que le Mexique juge pertinents pour évaluer le dommage au titre de l'article 11.3, ce sont les mêmes facteurs que ceux énumérés à l'article 3, c'est-à-dire le volume et le prix (article 3.2), chacun des différents facteurs relatifs à l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping (article 3.4), le lien de causalité

(article 3.5) et les éléments spécifiques qu'il est nécessaire d'examiner dans le cas d'une détermination de l'existence d'une menace de dommage (article 3.7). Le Mexique fait observer que le paragraphe 7.56 de la décision récente du Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* (WT/DS277/R) étaye son point de vue selon lequel la première partie de la note de bas de page 9 contient la définition du dommage et selon lequel les facteurs énumérés à l'article 3.4 et 3.7 sont les éléments qu'il faut examiner pour établir la détermination de dommage (paragraphe 7.105).

Question n° 36

Au paragraphe 247 de leur première communication, les États-Unis affirment que "l'article 11.3 n'envisage pas que des déterminations de la persistance ou de la réapparition d'une menace ou d'un retard important servent de fondement au maintien en vigueur d'un droit antidumping après un réexamen à l'extinction". Le Mexique souscrit-il à cette position? Les parties estiment-elles que le fondement de la constatation de l'existence d'un dommage dans l'enquête initiale, c'est-à-dire d'un dommage important actuel, d'une menace de dommage important ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale, a des conséquences pour l'évaluation, dans un réexamen à l'extinction, de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira?

Réponse du Mexique

95. Comme il ressort de ses autres réponses, le Mexique ne souscrit pas à cette position. À son avis, la détermination d'un dommage, au titre d'une partie quelconque de l'Accord antidumping, peut être fondée sur n'importe lequel des trois types énumérés de dommage, c'est-à-dire un dommage important, une menace de dommage important ou un retard important dans la création d'une branche de production nationale. La façon précise dont l'analyse peut être effectuée pour chacun de ces trois types de dommage peut varier d'une affaire à l'autre ainsi qu'en fonction de la source de l'obligation d'examiner le dommage en vertu de l'Accord. Cependant, l'opinion selon laquelle certains types de dommage ne peuvent pas étayer la constatation d'un dommage au titre de l'article 11.3 est tout simplement contraire au texte de l'Accord antidumping.

96. Quant à la seconde question, le Mexique estime que le membre de phrase "subsister[a] ou se reproduir[a]" se rapporte au mot "dommage" sous l'une quelconque de ses trois formes et qu'il ne prescrit pas une constatation selon laquelle le dommage étayant la détermination d'un dommage au titre de l'article 11.3 doit être le type précis de dommage constaté dans l'enquête initiale. Dès lors que l'on admet que le terme "dommage" se rapporte au dommage sous l'une quelconque de ses trois formes (et non exclusivement à l'une des trois), les termes "subsister[a] ou se reproduir[a]" employés à l'article 11.3 ne posent aucun problème particulier d'interprétation.

Question n° 37

En ne considérant que les dispositions de l'article 11, existe-t-il dans cet article une quelconque prescription concernant le lien de causalité dans le contexte des réexamens? Une autorité chargée de l'enquête pourrait-elle décider de maintenir la mesure sur la seule base d'une probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront sans se demander si le fait que le dommage subsistera ou se reproduira tient aux effets d'un dumping qui subsiste ou se reproduit?

Réponse du Mexique

97. Oui. L'article 11.1, qui établit le "principe directeur" de l'article 11, dit spécifiquement que "les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour

contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Cette mention spécifique du lien de causalité est tout à fait logique étant donné que la prescription relative au lien de causalité est un élément fondamental de la réglementation du dumping dans les accords internationaux depuis 1947.

98. Par ailleurs, le Mexique pense que l'article 11 ne devrait pas être interprété isolément. Une telle interprétation n'est pas compatible avec les principes généraux d'interprétation des traités. En l'espèce, les termes spécifiques de la note de bas de page 9, qui définissent le "dommage" pour les besoins de l'Accord, constituent un contexte important. Le terme "dommage" figurant à l'article 11.3 doit donc être interprété conformément à l'article 3, comme le prescrit la note de bas de page 9; or, l'article 3.5 exige l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage. L'article VI du GATT représente aussi un contexte pertinent pour toutes les déterminations de dumping, et la prescription relative au lien de causalité est explicite à l'article VI:1 et VI:6.

> "Les parties contractantes reconnaissent que le dumping … est condamnable s'il cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production établie …"
>
> …
>
> Aucune partie contractante ne percevra de droits antidumping … à moins qu'elle ne détermine que l'effet du dumping … est tel qu'il cause ou menace de causer un dommage important …"

Question n° 38

Au paragraphe 98 de sa première communication, le Mexique fait valoir, en citant les vues de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, que "les dispositions qui créent des présomptions irréfragables risquent d'être jugées incompatibles avec l'obligation d'établir une détermination particulière dans chaque affaire en utilisant des éléments de preuve positifs". Les parties considéreraient-elles qu'une disposition qui crée une présomption réfragable peut être incompatible avec une obligation d'établir une détermination particulière dans chaque affaire en se fondant sur des éléments de preuve positifs? Veuillez expliquer votre point de vue.

Réponse du Mexique

99. Toute présomption devrait être évaluée au cas par cas. Par exemple, le contexte dans lequel s'inscrit le recours à la présomption, la manière dont la présomption déplace la charge de la preuve et la nature de la charge de la preuve nécessaire pour avoir raison de la présomption peuvent tous influer sur la question de savoir si la présomption est incompatible avec les règles de l'OMC.

100. En l'espèce, il n'est guère possible de douter que la présomption établie par le système de détermination de la probabilité d'un dumping dans les réexamens à l'extinction des États-Unis est incompatible avec les règles de l'OMC.

101. La présomption créée par la loi, le SAA et le SPB pose plusieurs problèmes. Premièrement, la réglementation du Département concernant les réexamens à l'extinction impose aux exportateurs, lorsqu'ils répondent à l'avis d'engagement d'un réexamen du Département, de fournir des renseignements concernant leurs volumes d'importation avant et après la publication de l'ordonnance et la marge de dumping de la société résultant de l'enquête initiale et des éventuels réexamens administratifs ultérieurs.[17] La réglementation limite les renseignements de fond requis à ces deux facteurs et exige que des "raisons valables" soient données pour convaincre le Département qu'il y a

[17] 19 C.F.R. 351.218 d) 3) iii).

lieu à tout le moins de prendre en considération d'autres renseignements.[18] La disposition du Département relative aux "raisons valables" a pour effet d'empêcher, en fait, les sociétés interrogées de pouvoir avoir raison de la présomption créée par la loi, le SAA et le SPB.

102. Deuxièmement, s'agissant du poids conféré à ces facteurs, la présomption établit un critère très exigeant en matière de preuve en traitant l'existence de marges de dumping antérieures ou les diminutions du volume après la publication de l'ordonnance comme des indications "extrêmement probantes" du fait qu'un producteur étranger ne peut pas exporter aux États-Unis sans pratiquer le dumping.

103. Troisièmement, le fait de renverser la charge de la preuve en imposant aux exportateurs de fournir des renseignements ou des éléments de preuve de nature à justifier la prise en considération d'autres facteurs pertinents est en lui-même incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 11.3 d'effectuer une analyse au cas par cas des facteurs autres que les marges de dumping et les volumes d'importation qu'il est nécessaire de prendre en considération pour déterminer la probabilité d'un dumping futur. En fait, dès lors que la présomption est acquise, le système limite les renseignements que le Département prendra en considération. En définitive, au lieu d'examiner tous les facteurs pertinents pour le respect de l'obligation énoncée à l'article 11.3, le Département impose aux exportateurs de fournir des renseignements ou des éléments de preuve qui, sous réserve de son pouvoir discrétionnaire, justifieraient la prise en considération de ces facteurs.

104. Enfin, aux termes de la loi, du SAA et du SPB, une diminution du volume des importations après l'imposition d'une ordonnance antidumping et l'existence de marges de dumping antérieures sont considérées comme des indications extrêmement probantes d'un dumping probable. La pièce n° 62 du Mexique démontre qu'en fait la présomption est irréfragable et que dans tous les réexamens à l'extinction complets ou accélérés, aucune partie n'a jamais pu avoir raison des critères du Sunset Policy Bulletin.

Question n° 39

Aux paragraphes 7.104 à 7.112 de son rapport, adopté le 26 avril 2004, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* (WT/DS277/R), a constaté que, dans une affaire relative à une menace de dommage important, l'autorité chargée de l'enquête n'était pas tenue d'effectuer une analyse prédictive des facteurs énumérés à l'article 3.4 pour évaluer la menace. Les parties pourraient-elles examiner les incidences de cette décision dans le contexte de la détermination au titre de l'article 11.3 de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira?

Réponse du Mexique

105. Le rapport de groupe spécial cité confirme l'allégation du Mexique selon laquelle la Commission a violé l'article 3.4. Il n'y a rien dans le rapport sur l'affaire *Bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* qui contredit les allégations et les arguments du Mexique tels qu'exposés dans la section VIII.D.4, paragraphes 221 à 238, de sa première communication.

106. La partie de la détermination du Groupe spécial dans cette affaire qui est la plus pertinente pour un réexamen au titre de l'article 11.3 figure au paragraphe 7.105. Le Groupe spécial constate que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue d'analyser l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping deux fois. Il a constaté que la Commission avait déjà analysé cette incidence pour parvenir à sa constatation selon laquelle ce n'était pas les importations qui causaient le dommage important actuel à la branche de production des États-Unis en question. Ce n'est qu'après avoir

[18] 19 U.S.C. 1675a) c) 2); 19 C.F.R: 351.218 d) 3) iv); Sunset Policy Bulletin, section II.

effectué cette analyse que la Commission a procédé à une analyse de la menace. Le Groupe spécial a estimé que la Commission n'avait pas à passer à nouveau en revue tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 et à effectuer une analyse prédictive de ces facteurs puisqu'elle les avait déjà pris en considération pour déterminer qu'il n'existait pas de dommage important.

107. Il ne s'agit pas en l'espèce de savoir si la Commission doit prendre deux fois en considération l'incidence des importations ayant fait l'objet d'un dumping, mais si elle doit examiner l'incidence des importations dont elle a estimé qu'il était probable qu'elles feraient l'objet d'un dumping, ainsi que les facteurs mentionnés à l'article 3.4 dans le cadre de cette analyse. Le Mexique pense que l'autorité chargée de l'enquête y est bel et bien tenue. C'est pourquoi il a fait valoir ce qui suit au paragraphe 221: "Le fait que l'article 11.3 prescrit une analyse prospective ne décharge pas l'autorité chargée de l'enquête de son obligation d'évaluer tous les facteurs et indices figurant à l'article 3.4 de l'Accord antidumping."

108. L'obligation d'examiner les facteurs énumérés à l'article 3.4 découle de l'emploi du terme "dommage" à l'article 11.3. Il n'y a dans le rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire DS277 rien qui va à l'encontre de cela.

Question n° 40

Dans sa récente décision concernant l'affaire *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, WT/DS141/AB/RW, l'Organe d'appel a abordé la question de la manière dont l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer quelle proportion des importations imputables à des producteurs ou à des exportateurs étrangers pour lesquelles une marge de dumping n'a pas été calculée pendant l'enquête doit être considérée comme "importations faisant l'objet d'un dumping" dans l'analyse du dommage. L'Organe d'appel a conclu qu'il devait y avoir une détermination, fondée sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif, du volume des importations faisant l'objet d'un dumping. Il a dit que les éléments de preuve relatifs aux marges de dumping établies pour d'autres producteurs étaient des éléments de preuve positifs pertinents et a fait observer qu'il pouvait y avoir des types d'éléments de preuve différents et additionnels qui pourraient être considérés à bon droit comme des éléments de preuve positifs et sur lesquels on pourrait se fonder pour établir la détermination requise du volume des importations faisant l'objet d'un dumping imputable à ces producteurs. Dans ce contexte, il a noté que des éléments de preuve tels que des témoignages et différents types d'éléments de preuve documentaires concernant certains aspects essentiels du marché, les conditions de concurrence, les caractéristiques de la production ainsi que les données statistiques sur le volume, les prix et les effets des importations pouvaient faire partie des "éléments de preuve positifs" que les autorités chargées de l'enquête pouvaient dûment prendre en compte lorsqu'elles déterminaient si les importations en provenance des producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen faisaient l'objet d'un dumping. (Voir les paragraphes 129 et 130 et la note de bas de page 162.) Les parties pourraient-elles aborder les incidences de cette constatation, s'il y en a, dans le contexte de la question de savoir si des éléments de preuve autres que le calcul d'une marge de dumping compatible avec les prescriptions de l'article 2 de l'Accord antidumping pourraient suffire comme éléments de preuve positifs pour établir, au titre de l'article 11.3, une détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira?

Réponse du Mexique

109. Le Mexique prie le Groupe spécial de se reporter à sa réponse à la question n° 17.

Question n° 41

Les parties souscrivent-elles à l'affirmation selon laquelle il est de la compétence du Groupe spécial d'examiner la législation nationale pour déterminer son sens en évaluant sa compatibilité avec les obligations d'un Membre au titre des Accords pertinents de l'OMC?

Réponse du Mexique

110. Oui, le Mexique souscrit à cette affirmation. Le Groupe spécial n'est pas tenu de considérer comme un "fait" l'explication donnée par un Membre concernant le sens et/ou l'application de sa législation nationale. Les règles du Mémorandum d'accord et le mandat du Groupe spécial n'exigent pas qu'on s'en remette à elle. Le Mexique se permet de faire remarquer que le Groupe spécial doit analyser une mesure contestée – y compris, s'il le faut, une loi nationale – pour voir si cette mesure (de par ses termes et/ou son effet) est compatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

Question n° 42

Le Groupe spécial fait observer que la législation des États-Unis dispose que le Département du commerce "prendra en considération", lorsqu'il établira sa détermination dans le cadre des réexamens à l'extinction, certains facteurs parmi lesquels la marge de dumping déterminée lors de l'enquête initiale. Le Groupe spécial relève également que les États-Unis font valoir que le Département du commerce ne s'est pas, dans le réexamen à l'extinction en cause dans la présente affaire, "appuyé" sur la marge de dumping déterminée lors de l'enquête initiale. Les parties pourraient-elles expliquer ce qui, à leur avis, distingue les concepts de "prise en considération" ("consider") et d'"appui" ("rely") dans ce contexte?

Réponse du Mexique

111. Selon le Mexique, le Département s'est appuyé sur la marge résultant de la détermination initiale aux fins de sa détermination d'un dumping probable dans le réexamen à l'extinction.

112. Le dictionnaire Webster définit le mot "consider" (prendre en considération) comme suit:

> "1. To think seriously (réfléchir sérieusement). 2. To regard as (tenir pour). 3. To believe after deliberation: Judge (estimer après avoir réfléchi; juger). 4. To take into account: bear in mind (prendre en compte; avoir à l'esprit). 5. To show consideration for (faire cas de). 6. To regard highly: esteem (tenir en grande estime: apprécier). 7. To look at thoughtfully; To think carefully: reflect (regarder attentivement; bien peser; réfléchir)."[19]

113. Le dictionnaire Webster's définit le mot "rely" (s'appuyer) comme suit:

> "1. To depend (dépendre). 2. To trust confidently (s'en remettre avec confiance)."[20]

114. Conformément à ces définitions du dictionnaire, la "prise en considération", pour le Mexique, semble indiquer une action. Pour "prendre en considération" quelque chose, il faut que l'autorité y réfléchisse "sérieusement", "attentivement" et "consciemment" et parvienne à un "jugement" à son sujet. Comme des groupes spéciaux de l'OMC l'ont confirmé, se contenter d'énumérer les faits ne

[19] Webster's II New College Dictionary 241.
[20] Webster's II New College Dictionary 937.

constitue donc pas une "prise en considération".[21] Cela signifie, par exemple, en ce qui concerne un réexamen au titre de l'article 11.3, que "prendre en considération" la marge résultant de l'enquête initiale aux fins de la détermination au titre de l'article 11.3 entraînerait nécessairement de la part de l'autorité administrante un exercice visant à déterminer si la marge constituait une indication probante quant à la probabilité d'un dumping en cas de suppression de la mesure. En définitive, le poids à conférer, le cas échéant, à la marge initiale aux fins de la détermination de la probabilité par le Département doit être fondé sur la "prise en considération" par celui-ci de la valeur probante de cette marge pour la détermination de la probabilité d'un dumping.

115. Le fait de s'appuyer sur quelque chose implique qu'on y croit ou qu'on le juge fiable. Alors que la "prise en considération" semble indiquer un processus actif, le fait de "s'appuyer" sur quelque chose est un processus amenant à croire à telle ou telle conclusion ou à la juger fiable. Si cette conviction ou confiance peut être fondée sur la "prise en considération" des facteurs pertinents pour l'obtenir, on peut également "s'appuyer" sans avoir "pris en considération" les facteurs dont on s'attendrait raisonnablement à ce qu'ils fassent partie de l'évaluation. En outre, on peut s'appuyer sur un résultat donné alors même que la "prise en considération" des facteurs pertinents aboutirait à la conclusion qu'il ne faut pas avoir confiance en ce résultat.

116. Le fait que le Département s'est appuyé sur la marge résultant de l'enquête initiale signifie donc qu'il n'a rien fait pour évaluer si cette marge constituait une indication probante quant à la probabilité d'un dumping. Il s'est borné à l'utiliser comme base de la détermination au titre de l'article 11.3.

117. En fait, le Département a conféré à la marge, en s'appuyant sur elle, un poids qui s'est révélé déterminant pour le résultat. Pour s'appuyer sur cette marge, il a fait fond sur le critère établi par la loi, le SAA, le règlement et le SPB. Comme le Mexique l'a déjà expliqué dans plusieurs de ses réponses, une diminution du volume des importations après l'imposition d'une ordonnance antidumping et l'existence de marges de dumping antérieures sont réputées constituer, aux termes de la loi, du SAA, du règlement et du SPB, des indications extrêmement probantes d'un dumping probable. La "prise en considération" d'"autres facteurs" est subordonnée à la démonstration par une partie intéressée de l'existence de "raisons valables" pour que le Département prenne, à tout le moins, en considération d'autres renseignements ou éléments de preuve.

[21] Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.161; rapport du Groupe spécial États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada, DS277, paragraphe 7.61.

ANNEXE E-2

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – PREMIÈRE RÉUNION

(18 juin 2004)

Questions aux États-Unis:

Question n° 21

Au paragraphe 146 de leur première communication, les États-Unis affirment que "la législation des États-Unis prévoit aussi un mécanisme de réexamen additionnel, un réexamen administratif par société, qui va au-delà des obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC". À supposer que ces réexamens ne soient pas prescrits au titre de l'Accord antidumping de l'OMC, les États-Unis pourraient-ils indiquer s'ils ont dans la conduite de ces réexamens et les déterminations qui en résultent des obligations au titre de l'Accord antidumping de l'OMC et, dans l'affirmative, quelles sont ces obligations?

1. La seule question qui fait l'objet d'un examen et d'une décision dans une procédure aux fins d'abrogation par société est celle de savoir s'il y a lieu ou non d'abroger le droit en ce qui concerne une société donnée. L'article 11.2 de l'Accord antidumping ne prescrivant pas de procédures et de déterminations par société, la décision des États-Unis de conduire une telle procédure ne peut pas donner naissance à des obligations au titre de l'Accord antidumping pour ce qui a trait à la manière dont ces procédures sont conduites ou aux déterminations qui en résultent. Plus précisément, comme il n'y a aucune obligation d'abrogation par société, une détermination à l'effet de ne pas abroger une ordonnance en ce qui concerne une société donnée ne peut pas être incompatible avec l'Accord antidumping, quelles que soient les conditions à remplir pour engager la procédure, les méthodes à appliquer ou les facteurs à prendre en considération pour la décision. Nous ne donnons pas à entendre que les Membres peuvent se soustraire aux obligations de l'Accord antidumping relatives à la conduite de certaines procédures en créant d'autres procédures qui ne sont pas prescrites. Les États-Unis s'acquittent d'ailleurs de leurs obligations au titre de l'Accord antidumping en prévoyant une procédure aux fins d'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble qui est conduite conformément aux obligations énoncées à l'article 11 de l'Accord antidumping. Toutefois, rien de plus n'étant prescrit, aucune des possibilités *additionnelles* d'abrogation que les autorités peuvent offrir ne saurait donner lieu à une violation de dispositions de l'Accord antidumping. En faisant plus que l'Accord ne le prescrit, un Membre ne se crée pas des obligations qui, autrement, n'existeraient pas.

Question n° 22

Les États-Unis pourraient-ils indiquer si le droit de demander, en vertu de la législation des États-Unis, un réexamen annuel par société du montant du droit (réexamen administratif annuel) et de demander l'abrogation dans le cadre de ces réexamens peut être exercé en même temps que le droit de demander le réexamen aux fins d'abrogation dont la conduite est prescrite par l'article 11.2 de l'Accord antidumping?

2. Oui. Tout en procédant à un réexamen administratif annuel, le Département du commerce peut également examiner si la mesure dans son ensemble reste nécessaire ou si elle devrait être

abrogée, à condition que cet examen soit "justifié". Plus précisément, un tel examen peut être effectué conformément à l'article 351.222 b) 1) ou 351.222 g) du Règlement du Département du commerce. En ce qui concerne le quatrième réexamen de l'ordonnance visant les OCTG en provenance du Mexique, toutefois, aucune partie intéressée n'a demandé un tel examen et il n'a pas été démontré que cet examen était justifié. Au contraire, TAMSA et Hylsa ont l'une et l'autre demandé seulement une abrogation par société.[1] Il résulte de ce choix fait par les sociétés qui ont formulé une demande que, si TAMSA et/ou Hylsa devaient obtenir l'abrogation d'une mesure prise en application de l'ordonnance antidumping, elle serait limitée à cette partie ou à ces parties et non étendue aux autres concurrents mexicains sur le marché des OCTG aux États-Unis.

Question n° 23

Les États-Unis pourraient-ils indiquer avec quelle fréquence, à la connaissance du Département du commerce, des réexamens "pour changement de circonstances" ont été demandés au titre de l'article 11.2 depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC conjointement avec les réexamens par société "n'entrant pas dans le cadre de l'OMC" qui sont prévus par la législation des États-Unis ou en plus de ces réexamens?

3. Rien dans la législation des États-Unis n'interdit à une ou plusieurs parties intéressées de demander un réexamen pour changement de circonstances avec les réexamens aux fins d'abrogation par société prévus en vertu de l'article 351.222 b) 2) du Règlement du Département du commerce ou en plus de ces réexamens. Les faits ont toutefois montré au Département que les sociétés ne demandent généralement pas à la fois une procédure d'abrogation par société et un réexamen pour changement de circonstances sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Ce que les parties demandent généralement, c'est soit l'une, soit l'autre. Sauf si elle a un monopole national sur les exportations aux États-Unis du produit visé par une ordonnance antidumping, par exemple, il est fréquent qu'une société ait intérêt, sur le plan commercial, à demander une abrogation par société. En plus des sociétés qui ont obtenu l'abrogation au titre de l'article 351.222 b), de nombreux réexamens pour changement de circonstances ont été demandés au titre de l'article 11.2 pour examiner si une ordonnance devait être abrogée entièrement et ont débouché sur de telles abrogations.

Question n° 24

Comment l'analyse présentée dans le SPB, qui est citée au paragraphe 94 de la première communication du Mexique et au paragraphe 96 de la première communication des États-Unis, se concilie-t-elle avec la déclaration figurant au paragraphe 105 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traités contre la corrosion en provenance du Japon ("États-Unis - Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion"), WT/DS244/AB/R, selon laquelle "[l]a détermination de la probabilité est une détermination prospective. En d'autres termes, les autorités doivent entreprendre une analyse tournée vers l'avenir et chercher à résoudre la question de savoir ce qui se produirait probablement si le droit était supprimé".

4. Il n'y a pas de contradiction entre les indications en matière d'analyse données par *Sunset Policy Bulletin* et les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*. Comme l'a fait observer le Groupe spécial chargé d'examiner cette affaire, "dans la mesure où elle reposera sur un fondement factuel, la détermination prospective de la probabilité reposera inévitablement sur un fondement factuel se rapportant au passé et au présent".[2] Les États-Unis, en

[1] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 150, et les pièces qui y sont citées.

[2] *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traités contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R ("*Réexamen à l'extinction Japon, Rapport du Groupe spécial*"), **paragraphe 7.279.**

conviennent, car ils estiment que le comportement passé fournit des indications sur le comportement futur. Pour prévoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, le Département du commerce commence par évaluer si les sociétés visées par l'ordonnance ont pu participer de façon significative au marché sans pratiquer le dumping. Si elles n'ont pas pu le faire – et ont soit maintenu des marges pendant la période d'application de l'ordonnance, soit vu leurs exportations diminuer sensiblement – ce comportement effectif montre quel pourrait être leur comportement futur si l'ordonnance est levée.

5. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a également dit ce qui suit: "[n]ous ne voyons aucun problème, en principe, à ce que les États-Unis donnent pour instruction à leurs autorités chargées de l'enquête d'examiner, dans chaque réexamen à l'extinction, les marges de dumping et les volumes d'importation. Ces deux facteurs sont souvent pertinents pour la détermination de la probabilité ...".[3] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a constaté que les éléments de preuve d'un comportement passé, consistant en marges de dumping et en une diminution des volumes d'importation, pouvaient représenter un fondement suffisant pour une détermination positive de la probabilité au titre de l'article 11.3.[4] Par conséquent, l'examen en l'espèce par le Département du commerce de tous les éléments de preuve versés au dossier, y compris les volumes d'importation, est pertinent et étaye sa détermination positive de la probabilité.

Question n° 25

Concernant le paragraphe 99 de leur première communication, les États-Unis pourraient-ils expliquer comment le Département du commerce peut juger si les entreprises exportatrices sont "capables d'opérer dans des conditions de concurrence loyale" dès lors que la détermination est uniquement fondée sur le volume des importations?

6. Le paragraphe 135 de la première communication des États-Unis mentionne une détermination établie "uniquement" sur la base du volume des importations, mais cette indication était destinée à montrer qu'en l'espèce, le Département du commerce ne se fondait pas sur l'existence de marges de dumping pour conclure qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Comme cela ressort clairement de ce paragraphe, cette indication n'était pas destinée à montrer que c'était le seul élément de preuve examiné. Le Département du commerce évalue tous les éléments de preuve versés au dossier pour juger si les entreprises sont "capables d'opérer dans des conditions de concurrence loyale". En l'espèce, les éléments de preuve versés au dossier ont indiqué que la chute du volume des importations signifiait en fait qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

Question n° 26

Au paragraphe 112 de leur première communication, les États-Unis affirment que "le Département du commerce peut ne pas suivre son bulletin d'orientation dans une affaire donnée à condition d'expliquer ses raisons d'agir ainsi". Les États-Unis pourraient-ils fournir des exemples de réexamens à l'extinction où le Département n'a pas suivi le bulletin d'orientation?

7. En fait, il y a peu de réexamens à l'extinction où les parties intéressées ont présenté des arguments et des renseignements concernant des facteurs autres que les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation. Dans l'affaire *Canada – Sugar (Canada – Sucre)*, toutefois, le Département du commerce n'a pas fondé sa détermination de la probabilité sur des données relatives aux marges de dumping ou au volume des importations. C'est sur un calcul du dumping

[3] *Voir États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traités contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004 ("*Réexamen à l'extinction Japon, Rapport de l'Organe d'appel*"), **paragraphe 175.**

[4] *Réexamen à l'extinction Japon, rapport de l'Organe d'appel*, paragraphe 205.

utilisant des coûts de production, des données sur les prix et d'autres renseignements (parfois actuels, parfois de caractère prévisionnel) présentés par les parties intéressées qu'il a fondé sa détermination finale positive de la probabilité. Le réexamen à l'extinction dans l'affaire *Canada – Sucre* est analysé plus complètement ci-après dans la réponse des États-Unis à la question n° 31 du Groupe spécial.

8. En outre, lors du réexamen à l'extinction concernant l'affaire *Brass Sheet and Strip from the Netherlands (Tôles et bandes en laiton en provenance des Pays-Bas)*, le Département du commerce avait établi à titre préliminaire une détermination négative de la probabilité parce que l'exportateur avait fait valoir de manière convaincante que la filiale qu'il venait d'acquérir aux États-Unis (qui produisait la marchandise visée) et sa position unique sur le marché de ce pays expliquaient pourquoi l'exportateur n'atteignait pas depuis la publication de l'ordonnance les niveaux d'importation qui étaient auparavant les siens. Bien que le Département ait finalement établi une détermination positive de la probabilité fondée sur des éléments de preuve additionnels, cela montre bien que l'analyse de la probabilité d'un dumping effectuée par le Département peut ne pas porter seulement sur des données relatives aux marges de dumping et au volume des importations lorsque des renseignements concernant d'autres facteurs sont présentés par une partie intéressée dans un réexamen à l'extinction.

Question n° 27

Quelle est la pertinence de la marge communiquée par le Département du commerce à l'ITC pour la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira?

9. La "marge probable" est un concept de la législation des États-Unis. L'article 752 c) 3) de la Loi dispose que le Département du commerce "communiquera" à l'ITC une "marge probable" en cas d'abrogation. Toutefois, l'article 752 a) 6) de la Loi dispose que l'ITC "peut prendre en considération" la "marge probable" en établissant la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira. La loi confère donc à l'ITC le pouvoir discrétionnaire de décider s'il prendra en considération ou utilisera dans son analyse la marge probable communiquée.[5]

10. La "marge probable" n'a aucunement été utilisée comme fondement de la détermination sur le point de savoir s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée. Le Département a d'abord établi la détermination de la probabilité, puis déterminé la "marge probable" en cas d'établissement d'une détermination positive de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

Question n° 28

Le Groupe spécial a-t-il raison de comprendre qu'une seule société peut, en vertu de la législation et de la réglementation des États-Unis applicables, demander l'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble? Dans l'affirmative, une telle abrogation peut-elle n'être demandée par une seule société que dans le cadre d'un réexamen pour changement de circonstances ou peut-elle être demandée par une seule société dans le cadre d'un réexamen périodique du montant du droit (réexamen administratif annuel)?

11. Oui, une seule société peut, en vertu de la législation et de la réglementation des États-Unis, demander l'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble au titre de l'article 351.222 g) du règlement (réexamen pour changement de circonstances). En outre, une seule société peut demander l'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, conformément à l'article 351.222 b) 1) du règlement, dans le cadre d'une demande de réexamen annuel relatif à la fixation des droits. Normalement, toutefois, une demande sur la base de l'ordonnance dans son ensemble au titre de l'article 351.222 b) 1) ne serait formulée que si la branche de production du pays exportateur se limitait à une société ou à un seul groupe de sociétés. Comme les demandes d'abrogation par société,

[5] *Voir* SAA, pages 890 et 891 (pièce n° 26 du Mexique).

ces demandes doivent être conformes aux dispositions de l'article 351.222 d) et e) du règlement.[6] Au cours de l'examen d'une demande d'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble au titre de l'article 351.222 b) 1), le Département du commerce devrait examiner "[s]i tous les exportateurs et producteurs auxquels l'ordonnance ou l'accord de suspension s'applique au moment de l'abrogation ont vendu la marchandise visée à un prix qui n'était pas inférieur à sa valeur normale durant une période d'au moins trois années consécutives; et [s]i le maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping est nécessaire d'une autre façon pour neutraliser le dumping".

Question n° 29

Les États-Unis pourraient-ils expliquer le statut du *Sunset Policy Bulletin* au regard de leur droit ainsi que son rôle et sa fonction dans la conduite des réexamens à l'extinction et dans la détermination qui en résulte?

12. Selon le droit des États-Unis, le *Sunset Policy Bulletin* est une déclaration non contraignante qui expose la conception générale que le Secrétaire adjoint à l'administration des importations du Département du commerce se fait des questions qui ne sont pas abordées expressément par la législation et la réglementation en matière de réexamen à l'extinction. Le Secrétaire adjoint est au Département du commerce la personne qui prend les décisions dans les affaires relatives à des droits antidumping et à des droits compensateurs.

13. Le *Sunset Policy Bulletin* ne fait rien d'autre que donner des indications sur la manière dont le Secrétaire adjoint prévoit qu'il exercera le pouvoir discrétionnaire qui lui est conféré par la loi et par son règlement d'application (ainsi que par l'Accord antidumping). Ni le Secrétaire adjoint, ni le Département du commerce dans son ensemble ne sont tenus de suivre les indications données dans ce bulletin. Par contre, en vertu de la législation des États-Unis, le Département est tenu de suivre les prescriptions des lois et des règlements.

14. Chose significative, le *Sunset Policy Bulletin* a été publié à une date où aucun réexamen à l'extinction n'avait encore été effectué – en d'autres termes, avant que le public puisse tirer des enseignements de la manière dont le Département du commerce avait déjà conduit ces réexamens. Reconnaissant que la législation conférait au Département un pouvoir discrétionnaire qui pouvait être exercé de plusieurs façons, le Secrétaire adjoint a jugé utile, à des fins de transparence, de donner au public des indications sur ses conceptions en ce qui concerne diverses questions, en l'absence d'une jurisprudence qui, ordinairement, les fournirait. Ce bulletin a pour rôle et pour fonction, dans la conduite des réexamens à l'extinction et dans la détermination qui en résulte, d'éclairer les parties intéressées sur la manière dont le Département du commerce peut évaluer certains faits et, par conséquent, de permettre à ces parties de prévoir ce que le Département "peut" faire ou "fera normalement" et de réagir en conséquence. Il constitue aussi un outil commode pour le Secrétaire adjoint lorsqu'il prend des décisions qui appliquent les principes qui y sont énoncés, un renvoi à ce bulletin lui évitant de répéter chaque fois le raisonnement logique sur lequel reposent ces principes.

15. Il convient de noter que s'il n'y avait pas de *Sunset Policy Bulletin*, les résultats de chaque réexamen à l'extinction seraient les mêmes: dans chaque réexamen, le *Sunset Policy Bulletin* et la décision correspondent aux conceptions du Secrétaire adjoint – le *Sunset Policy Bulletin* lui ne dicte pas ses conceptions, tant en général que dans le cadre d'un réexamen particulier.

[6] *Voir par exemple Notice of Preliminary Results of Anti-Dumping Duty Administrative Review and Intent to Revoke Order: Brass Sheet and Strip from the Netherlands*, 64 FR 48760 (8 septembre 1999) et *Notice of Final Results of Anti-Dumping Duty Administrative Review and Intent Not to Revoke Order: Brass Sheet and Strip from the Netherlands*, 65 FR 742 (6 janvier 2000) (pièce n° 62 du Mexique).

Question n° 30

Les États-Unis pourraient-ils fournir un tableau ou un graphique énonçant toutes les dispositions de leur législation relatives aux "réexamens", avec pour chacune d'elles un renvoi aux dispositions de l'Accord antidumping, s'il y en a, que chacune de ces dispositions législatives vise à mettre en œuvre?

16. Joint en tant que pièce n° 28 des États-Unis.

Question n° 31

Le Groupe spécial note que, dans le réexamen à l'extinction concernant l'affaire *Canada – Sucre*, le Département du commerce semble avoir estimé une marge de dumping future et l'avoir prise en compte en concluant que les producteurs canadiens ne pouvaient pas vendre sur le marché des États-Unis sans pratiquer le dumping et qu'il était donc probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Les États-Unis pourraient-ils expliquer pourquoi une analyse similaire n'a pas été effectuée en l'espèce, alors qu'il apparaît que ce pays était dans le monde le plus grand marché des OCTG, avec des prix relativement plus élevés que les autres marchés, ce qui semblerait indiquer que le dumping n'était pas probable sur ce marché?

17. Dans le réexamen à l'extinction concernant l'affaire *Canada – Sucre*, les parties intéressées, tant nationales qu'interrogées, ont présenté des arguments et des renseignements factuels concernant la probabilité que les producteurs canadiens pourraient vendre du sucre aux États-Unis sans pratiquer le dumping si le droit était supprimé. Ces renseignements factuels et cette analyse concernaient entre autres choses les coûts de production de la marchandise visée pour la partie intéressée interrogée, les données sur les prix fournies par cette partie, le système de contingent tarifaire double du programme relatif au sucre des États-Unis et une analyse des prix mondiaux passés et futurs du sucre.[7]

18. Les parties intéressées, tant nationales qu'interrogées, n'ont présenté des renseignements factuels additionnels que dans quelques réexamens à l'extinction bien que le Règlement concernant les réexamens à l'extinction du Département du commerce prévoit la présentation d'arguments et de renseignements factuels relatifs aux effets probables de l'abrogation ainsi que de tout autre renseignement qu'une partie intéressée peut choisir de communiquer.[8] Si des renseignements additionnels ont été présentés dans quelques autres réexamens à l'extinction, celui de l'affaire *Canada – Sucre* n'a pas d'équivalent pour ce qui est du volume et de la complexité des renseignements additionnels, des analyses et des arguments fournis par les parties intéressées.

19. Dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique, aucune des parties intéressées ne s'est prévalue des possibilités de fournir ces renseignements ou de formuler des arguments concernant les conditions existant sur le marché des OCTG aux États-Unis. Par conséquent, il n'y avait en l'espèce aucun fondement pour effectuer une analyse similaire à celle qui a été menée dans l'affaire *Canada – Sucre*.

Question n° 32

Le Groupe spécial relève que les États-Unis ont dit ce qui suit au paragraphe 246 de leur communication

---

[7] *Voir Final Results of Full Sunset Review: Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48362 (3 septembre 1999) (pièce n° 62 du Mexique).

[8] Voir l'article 351.218 d) 3) ii) F) et l'article 351.218 d) iv) B) des Sunset Regulations du Département du commerce (pièce n° 25 du Mexique).

> **"i) "le dommage important", ii) "la menace de dommage important", iii) "le retard important dans la création d'une branche de production nationale", et iv) la probabilité que ... "le dommage subsistera ou se reproduira" sont autant de conditions distinctes, comportant des éléments distincts, dont certains sont spécifiés dans l'Accord antidumping tandis que d'autres y sont implicites. Les rédacteurs de l'Accord antidumping avaient l'option d'inclure dans la note de bas de page 9 la condition de la "probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira" mais ont choisi de ne pas le faire."**

Les États-Unis pourraient-ils préciser si, à leur avis, la persistance ou la réapparition du dommage est en fait un autre type ou une autre catégorie de dommage? Pourraient-ils également expliquer si, à leur avis, le terme "dommage" tel qu'il est utilisé à l'article 11.3 correspond à un concept identique à celui auquel correspond le terme "dommage" tel qu'il est défini dans la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping et si c'est la notion de "persistance ou réapparition" qui distingue la détermination au titre de l'article 11.3 d'une détermination au titre de l'article 3?

20. Selon la note de bas de page 9 le terme dommage devrait être interprété, "sauf indication contraire", comme incluant les trois catégories reconnues à l'article VI du GATT de 1994. La référence contextuelle dans l'article 11.3 au fait que "le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" constitue une telle indication.

21. La note de bas de page 9 découle du titre de l'article 3 "Détermination de l'existence d'un dommage". Conformément à ce titre, l'article 3.1 commence par mentionner "[l]a détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994". L'article VI du GATT de 1994, quant à lui, n'envisageait que des déterminations initiales de l'existence d'un dumping et d'un dommage. La prescription selon laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent effectuer des réexamens à l'extinction a été imposée pour la première fois par l'Accord sur l'OMC, et plus précisément par l'article 11.3 de l'Accord antidumping. La "définition" du dommage donnée dans la note de bas de page 9 énumère les trois types de dommage qui ont été reconnus au titre du GATT de 1994: le dommage important actuel, la menace de dommage important et le retard important dans la création d'une branche de production nationale. *Voir* l'article VI:1 du GATT de 1994 ("le dumping ... est condamnable s'il cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production établie d'une partie contractante ou s'il retarde de façon importante la création d'une branche de production nationale").

22. Si le dommage actuel, la menace de dommage et le retard important constituent tous trois un possible fondement pour l'établissement de l'existence d'un dommage aux fins de l'article 3, chacune de ces constatations est différente et met en jeu, au moins en partie, certaines considérations distinctes. Les prescriptions de l'article 3.7, par exemple, ne s'appliquent qu'aux déterminations de l'existence d'une menace de dommage. Les diverses catégories de dommage/de déterminations de l'existence d'un dommage ne peuvent pas être considérées comme identiques, sauf que l'une quelconque des trois constatations peut, lorsqu'elle est associée à une constatation de l'existence d'un dumping, constituer le fondement de la publication d'une ordonnance en matière de droits antidumping.

23. En donnant une "définition" du dommage, la note de bas de page 9 offre une formulation concise qui dispense de répéter dans chaque cas où cela est applicable "dommage important causé à une branche de production nationale", "menace de dommage important pour une branche de production nationale" ou "retard important dans la création d'une branche de production nationale". Le texte de diverses dispositions de l'Accord démontre toutefois que la formulation concise de la note de bas de page 9 n'est pas destinée à remplacer un libellé complet dans chaque cas où le terme "dommage" est utilisé dans l'Accord. Si la formulation concise figurant dans la note de bas de page 9 était appliquée dans chacun de ces cas, il en résulterait quelques absurdités manifestes.

24. L'article 3.7, par exemple, qui examine les critères applicables à une détermination de l'existence d'une menace de dommage important indique que "[l]e changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent". (non souligné dans l'original). Si l'on appliquait aveuglément la triple définition du dommage donnée dans la note de bas de page 9, cette phrase en viendrait à signifier qu'il peut y avoir une menace de menace de l'existence d'un dommage important pour la branche de production nationale ou de retard important dans la création d'une branche de production nationale. Ces notions ne relèvent tout simplement pas de l'article VI du GATT de 1994 et ne constitueraient pas à terme une base acceptable pour la publication d'une détermination initiale positive de l'existence d'un dommage. L'application mécanique de la définition du dommage donnée dans la note de bas de page 9 aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 créerait des difficultés analogues.

25. Le texte de l'Accord donne à entendre que la détermination envisagée par l'article 3 est différente de la détermination envisagée par l'article 11.3. Il s'ensuit que les mêmes différences se retrouvent dans la nature du dommage qui est évalué dans chacun de ces types de détermination. De même qu'il y a trois types de constatations de l'existence d'un dommage étayant une détermination de l'existence d'un dommage dans une enquête initiale, il y a un quatrième type de constatation d'un dommage étayant une détermination, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. Chacun des trois types de dommages mentionnés dans la note de bas de page 9 se distingue des autres par diverses caractéristiques dont certaines ont une dimension temporelle. Ainsi, une détermination de l'existence d'un dommage peut reposer sur une constatation de l'existence de dommage important causé actuellement à une branche de production nationale établie, d'une menace "imminente" de dommage important pour une branche de production nationale établie (voir l'article 3.7) ou d'un retard important dans la création d'une nouvelle branche de production. Le concept de probabilité que le "dommage subsiste[ra] ou se reprodui[ra]" mentionné à l'article 11.3, se rapporte à un quatrième type d'analyse, qui est hypothétique par nature en ce sens que les autorités chargées de l'enquête ne cherchent pas à voir si des tendances d'évolution des facteurs et des indices économiques se maintiendront ou s'accéléreront, mais quel serait l'effet du changement d'une condition de concurrence, à savoir la discipline imposée par l'ordonnance.

Question n° 33

Si les États-Unis admettent que le terme "dommage" tel qu'il est utilisé à l'article 11.3 correspond à un concept identique à celui auquel correspond le terme "dommage" tel qu'il est défini dans la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping, pourraient-ils expliquer comment ils concilient cette opinion avec l'argument selon lequel ni la menace de dommage important, ni le retard important dans la création d'une branche de production nationale ne peuvent constituer le fondement d'une décision, dans un réexamen à l'extinction, selon laquelle il existe une probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira?

26. Conformément à l'analyse figurant dans la réponse à la question n° 32, les États-Unis estiment que le terme "dommage" tel qu'il est utilisé à l'article 11.3 correspond à un concept différent de celui auquel il correspond à l'article 3.

Question n° 34

Les arguments des CE relatifs aux deux "aspects" des procédures périodiques des États-Unis se rapportant à la fixation du montant des droits semblent indiquer que les CE estiment que ces procédures sont compatibles avec l'article 9.3.1 de l'Accord antidumping dans la mesure où elles concernent la fixation de droits sur les expéditions pendant la période visée par le réexamen, mais incompatibles avec l'article 11.2 ou l'article 2 ou l'un et l'autre dans la mesure où elles concernent la fixation d'un taux pour les dépôts en espèces à verser pour les expéditions futures. À supposer que cette interprétation soit exacte, les États-Unis pourraient-ils expliquer leurs vues au sujet de cet argument?

27. Conformément à l'article 9.3.1 de l'Accord antidumping, le Département du commerce effectue, comme cela est expliqué en réponse à la question n° 30, un réexamen administratif périodique au titre de l'article 751 a) de la Loi en vue de la fixation rétrospective des droits visant à déterminer après l'importation de la marchandise le montant final exigible au titre des droits antidumping. Le montant des droits à fixer est déterminé dans le cadre d'un réexamen couvrant une période bien précise. En se fondant sur les expéditions effectives pendant la période de réexamen, le Département calcule un taux approprié à appliquer à chaque client ou importateur d'importations visées pendant cette période. Dans un réexamen administratif, le Département calcule ce taux par importateur en divisant la somme des marges de dumping constatées sur les transactions à l'exportation (déterminées conformément à l'article 2.4 de l'Accord antidumping) par la valeur déclarée de cette marchandise à des fins douanières normales. Le Département utilise une somme des résultats par producteur/exportateur afin de fixer un nouveau taux pour les dépôts en espèces à verser pour les expéditions futures de la marchandise visée aux États-Unis.

28. Conformément à l'article 11.2 de l'Accord antidumping, le Département du commerce examine les demandes d'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans le cadre d'un réexamen pour changement de circonstances ou d'un réexamen administratif. L'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble n'a pas été demandée lors du quatrième réexamen visant les OCTG en provenance du Mexique; au lieu de cela, TAMSA et Hylsa ont demandé l'une et l'autre une abrogation par société au titre de l'article 351.222 b) 2) du Règlement du Département du commerce. En conséquence, comme cela avait été demandé, le Département n'a examiné que la question de savoir si l'abrogation par société, qui n'est pas régie par l'article 11.2 de l'Accord antidumping, était justifiée.

29. Dans le cadre de ce quatrième réexamen visant les OCTG en provenance du Mexique, le Département du commerce a effectué un réexamen administratif pour déterminer les droits à imposer sur les importations de la marchandise visée pendant la période allant du 1er août 1998 au 31 juillet 1999. Le réexamen a été effectué conformément aux obligations de l'article 9.3.1 et de l'article 2.4 de l'Accord antidumping et le Mexique n'a pas formulé d'allégations à l'effet contraire.

30. Le Département du commerce examine les demandes d'abrogation par société, qui ne sont pas prescrites par l'Accord, au cours d'un réexamen administratif plutôt que dans le cadre d'une procédure distincte. En utilisant une seule procédure pour deux examens distincts, le Département ne crée toutefois pas d'obligations qui n'existent pas dans l'Accord. Comme les États-Unis l'ont dit plus haut en réponse à la question n° 21, étant donné que l'Accord ne prescrit pas d'abrogation par société, les États-Unis ne manquent pas à leurs obligations dans le cadre de l'OMC en examinant une demande d'abrogation par société, qu'ils le fassent dans le cadre d'une procédure portant aussi sur la fixation du montant du droit au titre de l'article 9.3.1 ou d'une procédure distincte.

31. Le calcul par le Département du commerce du taux des dépôts en espèces fait partie de son processus de fixation du montant du droit sur une base rétrospective, qui fait l'objet de l'article 9.3.1, et non de l'article 11.2. Les efforts des CE pour fonder un argument relatif au calcul des dépôts en espèces sur l'article 11.2 sont entièrement dénués de fondement. Rien dans l'article 11.2, qui est la

seule base de l'allégation du Mexique, n'a un rapport quelconque avec la fixation de dépôts en espèces dans un système rétrospectif. Le calcul du montant du droit et du taux des dépôts en espèces n'entre donc pas dans le champ du mandat du Groupe spécial.

Question n° 35

Les États-Unis pourraient-ils examiner, à propos du tableau 1 de la communication des CE, la question de savoir s'ils estiment que les chiffres portés dans la colonne "réduction à zéro par transaction" indiquent la mesure dans laquelle le prix à l'exportation des expéditions respectives a été inférieur à la valeur normale? Estiment-ils que ces chiffres représentent les montants du dumping dont ces ventes ont fait l'objet? Dans l'affirmative, pourraient-ils répondre à l'affirmation selon laquelle, si la réduction à zéro est interdite, un Membre fixant le montant des droits sur la base du calcul illustré par cette colonne ne serait pas autorisé à recouvrer des droits correspondant aux montants du dumping effectif mais devra neutraliser le dumping effectif pendant la période d'application d'une ordonnance au moyen des montants du dépassement de la valeur normale dans les autres ventes?

32. La colonne "réduction à zéro par transaction" du tableau 1 de la communication des CE compare par transaction le prix à l'exportation et la valeur normale; lorsque celle-ci excède celui-là, cela représente une marge de dumping conforme à la définition donnée du dumping à l'article 2.1 de l'Accord antidumping.

33. conformément à l'article 9.3 de l'Accord antidumping, les États-Unis veillent à ce que le droit antidumping recouvré auprès des importateurs ne dépasse pas la marge de dumping effective. Ils sont autorisés à fixer la marge de dumping sur une base rétrospective conformément à l'article 9.3.1 de l'Accord antidumping. Le Département du commerce calcule la marge de dumping appropriée compatible avec les dispositions applicables de l'article 2 de l'Accord antidumping, par exemple la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable.

34. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur réponse à la question n° 34, ils fixent le montant des droits antidumping par importateur et additionneraient donc les chiffres de la dernière colonne du tableau 1 par importateur/client. Ils recouvreraient par exemple auprès de l'importateur/client 1 des droits antidumping atteignant au total 25 (5+15+5). Par contre, les ventes au client 4, qui n'ont pas fait l'objet d'un dumping, donneraient lieu à des droits nuls et l'Administration des douanes restituerait à l'importateur/client 4 avec les intérêts, tout dépôt effectué.

35. Ni le Mexique ni les CE ne citent une disposition de l'Accord antidumping prescrivant une réduction ou une compensation des droits antidumping dont le montant a été correctement fixé conformément aux déclarations de l'importateur/client 1 pour prendre en compte le fait que l'importateur/client 4 a payé ses importations à un prix supérieur à la valeur normale.

Questions aux deux parties:

Question n° 36

Au paragraphe 247 de leur première communication, les États-Unis affirment que "l'article 11.3 n'envisage pas que des déterminations de la persistance ou de la réapparition d'une menace ou d'un retard important servent de fondement au maintien en vigueur d'un droit antidumping après un réexamen à l'extinction". Le Mexique souscrit-il à cette position? Les parties estiment-elles que le fondement de la constatation de l'existence d'un dommage dans l'enquête initiale, c'est-à-dire d'un dommage important actuel, d'une menace de dommage important ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale, a des conséquences pour l'évaluation, dans un réexamen à l'extinction, de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira?

36. Les États-Unis ne pensent pas que le fondement de la constatation de l'existence d'un dommage dans l'enquête initiale conditionne le type d'examen qui devrait être effectué pendant le réexamen à l'extinction. Quel que soit le fondement initial de la détermination, les autorités chargées de l'enquête examineront dans le cadre d'un réexamen à l'extinction les conditions qui existent après que l'ordonnance a été en vigueur pendant cinq ans et l'incidence probable que l'abrogation de cette ordonnance aura sur la branche de production nationale.

Question n° 37

En ne considérant que les dispositions de l'article 11, existe-t-il dans cet article une quelconque prescription concernant le lien de causalité dans le contexte des réexamens? Une autorité chargée de l'enquête pourrait-elle décider de maintenir la mesure sur la seule base d'une probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront sans se demander si le fait que le dommage subsistera ou se reproduira tient aux effets d'un dumping qui subsiste ou se reproduit?

37. Au titre de l'article 11.3, une ordonnance ne peut être maintenue que s'il existe un lien entre la suppression du droit et la probabilité qu'aussi bien le dumping que le dommage subsisteront ou se reproduiront. En vertu de la législation des États-Unis, comme le démontre leur analyse dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG, l'ITC s'acquitte de cette obligation en examinant les volumes probables, les effets probables sur les prix et l'incidence probable des importations qui feraient probablement l'objet d'un dumping si les ordonnances étaient abrogées.

Question n° 38

Au paragraphe 98 de sa première communication, le Mexique fait valoir, en citant les vues de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, que "les dispositions qui créent des présomptions irréfragables risquent d'être jugées incompatibles avec l'obligation d'établir une détermination particulière dans chaque affaire en utilisant des éléments de preuve positifs". Les parties considéreraient-elles qu'une disposition qui crée une présomption réfragable peut être incompatible avec une obligation d'établir une détermination particulière dans chaque affaire en se fondant sur des éléments de preuve positifs? Veuillez expliquer votre point de vue.

38. Les États-Unis font observer d'emblée que, contrairement à l'article 3 de l'Accord antidumping, son article 11.3 n'énonce aucune obligation de fournir des "éléments de preuve positifs". Néanmoins, l'existence d'une présomption réfragable et l'obligation d'établir une détermination fondée sur des éléments de preuve positifs ne sont pas incompatibles. Certains scénarios factuels peuvent raisonnablement donner lieu à des présomptions mais si la décision relative à une affaire donnée est prise en se fondant sur les faits propres à cette affaire – les éléments de preuve positifs versés au dossier – une présomption réfragable n'est alors pas incompatible avec une obligation d'établir une détermination particulière fondée sur des éléments de preuve positifs.

Question n° 39

Aux paragraphes 7.104 à 7.112 de son rapport, adopté le 26 avril 2004, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis - Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* (WT/DS277/R), a constaté que, dans une affaire relative à une menace de dommage important, l'autorité chargée de l'enquête n'était pas tenue d'effectuer une analyse prédictive des facteurs énumérés à l'article 3.4 pour évaluer la menace. Les parties pourraient-elles examiner les incidences de cette décision dans le contexte de la détermination au titre de l'article 11.3 de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira?

39. Le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *ITC bois d'œuvre* conforte les États-Unis dans le sentiment que l'Accord envisage plusieurs types différents de dommage et de déterminations du dommage, dont chacun doit être considéré dans son propre contexte particulier. De même que le contexte et les références textuelles à une détermination de l'existence d'une menace de dommage distinguent ce type de détermination de l'existence d'un dommage d'une détermination de dommage actuel, une détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira au titre de l'article 11.3 se distingue pour ce qui est du texte aussi bien que du contexte d'une détermination de l'existence d'un dommage actuel ou d'une de menace de dommage.

40. Dans l'affaire *ITC bois d'œuvre*, le Groupe spécial a constaté que "le texte, le contexte, ainsi que l'objet et le but des dispositions pertinentes n'amènent pas à" l'interprétation selon laquelle l'article 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping et l'article 15.2 et 15.4 de l'Accord SMC s'appliquent "directement au contexte d'une menace de dommage, de sorte qu'une "incidence" prévue doit être évaluée en ce qui concerne chacun des facteurs énumérés".[9] Le Groupe spécial a fait observer qu'aux fins d'une enquête, l'examen des facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping était nécessaire pour établir un contexte à lumière duquel les autorités pouvaient juger si d'autres importations imminentes faisant l'objet d'un dumping affecteraient la situation de la branche de production au point de la menacer d'un dommage important tel que défini par l'Accord à l'article 3.7.[10] Comme l'a constaté le Groupe spécial, il n'y a rien dans le texte de l'Accord "qui énonce l'obligation d'effectuer une deuxième analyse des facteurs de [dommage] dans les affaires portant sur une menace de dommage important".[11]

41. Le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *ITC bois d'œuvre* en ce qui concerne l'absence de toute prescription selon laquelle une deuxième analyse des facteurs énumérés à l'article 3.2 et 3.4 doit être effectuée aux fins de la constatation de l'existence d'une menace de dommage important s'applique d'autant plus dans le contexte d'un réexamen à l'extinction. Tout d'abord, comme les États-Unis l'ont expliqué aux paragraphes 310 à 316 de leur première communication écrite, il n'y a rien dans le texte de l'Accord qui donne à entendre que les autorités sont tenues d'examiner ne serait-ce qu'une seule fois les facteurs énumérés à l'article 3.4 en effectuant des réexamens à l'extinction. Néanmoins, les États-Unis font observer à cet égard que leur législation relative aux réexamens à l'extinction prescrit à l'ITC d'effectuer l'équivalent d'un examen au titre de l'article 3.4, dans la mesure où il s'applique à ces réexamens. Voir 19 U.S.C. § 1675a a) 4). L'ITC a appliqué cette législation dans le réexamen visant les OCTG en effectuant l'analyse prescrite par la loi des facteurs économiques pertinents qui auront probablement une incidence sur la situation de la branche nationale de production d'OCTG et en évaluant, dans ce contexte, l'incidence probable d'importations futures faisant l'objet d'un dumping.

42. Indépendamment de l'examen des facteurs économiques pertinents concernant la situation actuelle de la branche de production nationale, le rapport *ITC bois d'œuvre* vient étayer le point de vue selon lequel il n'y a très certainement rien dans le texte de l'Accord qui prescrirait aux autorités d'effectuer "une évaluation de l'incidence probable des importations futures par référence à un examen des projections concernant chacun des facteurs énumérés [à l'article 3.4]".[12] Ce raisonnement s'applique de la même manière, qu'il s'agisse d'importations futures qui résulteront probablement de la suppression du droit dans le cadre d'un réexamen à l'extinction ou d'importations futures qui continueront probablement à entrer sans qu'il y soit mis un frein sur le marché des États-Unis dans l'avenir imminent à prendre en considération dans une enquête initiale. En fait, l'argument tiré du

[9] *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, rapport du Groupe spécial, WT/DS277/R, adopté le 26 avril 2004 ("*ITC bois d'œuvre*, rapport du Groupe spécial"), paragraphe 7.104.

[10] *ITC bois d'œuvre*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.105 à 7.107.

[11] *ITC bois d'œuvre*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.105.

[12] *ITC bois d'œuvre*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.105.

texte s'applique d'autant plus dans le cadre d'un réexamen à l'extinction que l'article 11.3 ne renvoie pas aux prescriptions de l'article 3.

43. Outre la démonstration par le texte des raisons expliquant qu'un examen au titre de l'article 3.4 n'est pas prescrit pour les évaluations tournées vers l'avenir, le rapport sur l'affaire *ITC bois d'œuvre* explique également que les renseignements nécessaires pour effectuer une analyse au titre de l'article 3.4 ne seraient dans bien des cas pas disponibles. Ce rapport cite en exemple l'absence probable des renseignements nécessaires concernant la productivité prévue, le retour sur investissement et le flux de liquidités prévu.[13] Le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *ITC bois d'œuvre* a à ce sujet encore plus de pertinence dans le contexte des réexamens à l'extinction, qui sont hypothétiques par nature. Dans un réexamen, non seulement une bonne partie des données concernant les facteurs énumérés à l'article 3.4 ne sont pas disponibles sous une forme qui soit utilisable mais même les projections qui peuvent être fournies correspondent aux conditions existant à un moment où les effets restrictifs de l'ordonnance en matière de droits antidumping se font sentir, de sorte qu'il est beaucoup plus difficile de déterminer par extrapolation les conditions qui existeraient probablement une fois le droit supprimé.

44. Les constatations du Groupe spécial dans l'affaire *ITC bois d'œuvre* concernant l'inapplicabilité des facteurs mentionnés à l'article 3.2 aux déterminations de l'existence d'une menace viennent aussi étayer pleinement la conception des États-Unis selon laquelle ces facteurs ne s'appliquent pas directement aux réexamens à l'extinction. Dans l'affaire *ITC bois d'œuvre*, le Groupe spécial a constaté que les dispositions de l'article 3.2 "exige[aient] que les autorités chargées de l'enquête examinent des événements qui [s'étaient] produits dans le passé, pendant la période couverte par l'enquête, lorsqu'elles établiss[aient] une détermination concernant le dommage important actuel".[14] Comme l'a expliqué le Groupe spécial, l'article 3.2 a trait à l'examen du point de savoir s'il y "a eu" une augmentation notable des importations, s'il y "a eu" une sous-cotation notable du prix ou si les importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix qui sans cela "se seraient produites". Ces considérations permettent aux autorités d'examiner les effets des importations faisant l'objet d'un dumping pendant la période où l'ordonnance en matière de droits antidumping n'y a pas mis un frein. Le fait que le texte de l'article 3.2 porte sur ce qui s'est produit pendant la période antérieure démontre l'inapplicabilité d'une analyse au titre de cet article, non seulement pour la détermination tournée vers l'avenir de l'existence d'une menace, mais aussi pour les réexamens à l'extinction.

45. Enfin, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *ITC bois d'œuvre* a fait observer que, dans une enquête initiale, "l'examen des facteurs énoncés aux articles 3.2/15.2 fait partie du contexte au vu duquel les autorités chargées de l'enquête peuvent évaluer les effets des importations futures faisant l'objet d'un dumping et/ou subventionnées".[15] De l'avis des États-Unis, l'examen des facteurs énoncés à l'article 3.2 n'est pas nécessairement exigé, même comme contexte aux fins d'un réexamen à l'extinction. Néanmoins, la législation des États-Unis prescrit à l'ITC, lorsqu'il effectue un réexamen à l'extinction, d'examiner les volumes probables et les effets probables sur les prix, ainsi que de prendre en considération la détermination initiale, lors de laquelle un examen au titre de l'article 3.2 aurait été effectué. Comme nous l'avons démontré dans notre première communication écrite, aux paragraphes 268 à 293 (volume) et 294 à 305 (effets sur les prix), l'ITC a établi sa détermination dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG d'une manière qui a pris ces facteurs en compte dans la mesure applicable à ces réexamens.

[13] *ITC bois d'œuvre*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.105.
[14] *ITC bois d'œuvre*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.111.
[15] *ITC bois d'œuvre*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.111.

Question n° 40

Dans sa récente décision concernant l'affaire *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, WT/DS141/AB/RW, l'Organe d'appel a abordé la question de la manière dont l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer quelle proportion des importations imputables à des producteurs ou à des exportateurs étrangers pour lesquelles une marge de dumping n'a pas été calculée pendant l'enquête doit être considérée comme "importations faisant l'objet d'un dumping" dans l'analyse du dommage. L'Organe d'appel a conclu qu'il devait y avoir une détermination, fondée sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif, du volume des importations faisant l'objet d'un dumping. Il a dit que les éléments de preuve relatifs aux marges de dumping établies pour d'autres producteurs étaient des éléments de preuve positifs pertinents et a fait observer qu'il pouvait y avoir des types d'éléments de preuve différents et additionnels qui pourraient être considérés à bon droit comme des éléments de preuve positifs et sur lesquels on pourrait se fonder pour établir la détermination requise du volume des importations faisant l'objet d'un dumping imputable à ces producteurs. Dans ce contexte, il a noté que des éléments de preuve tels que des témoignages et différents types d'éléments de preuve documentaires concernant certains aspects essentiels du marché, les conditions de concurrence, les caractéristiques de la production ainsi que les données statistiques sur le volume, les prix et les effets des importations pouvaient faire partie des "éléments de preuve positifs" que les autorités chargées de l'enquête pouvaient dûment prendre en compte lorsqu'elles déterminaient si les importations en provenance des producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen faisaient l'objet d'un dumping. (Voir les paragraphes 129 et 130 et la note de bas de page 162.) Les parties pourraient-elles aborder les incidences de cette constatation, s'il y en a, dans le contexte de la question de savoir si des éléments de preuve autres que le calcul d'une marge de dumping compatible avec les prescriptions de l'article 2 de l'Accord antidumping pourraient suffire comme éléments de preuve positifs pour établir, au titre de l'article 11.3, une détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira?

46. L'Organe d'appel a fait observer dans l'affaire *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord* que, dans certaines enquêtes antidumping, il pouvait y avoir des éléments de preuve, tels que les conditions existant sur le marché, les prix, les volumes des ventes, etc., qui attestaient qu'un dumping était pratiqué par des producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen. Si la question des marges de dumping des producteurs n'ayant pas fait l'objet d'un examen ne se pose pas en l'espèce et en dépit du fait que l'affaire *Linge de lit* se rapportait à une enquête initiale, cela étaye le principe selon lequel les faits existants peuvent permettre de parvenir par inférence à une conclusion sur quelque chose qui n'est pas connu. Il y a un niveau supplémentaire de complexité dans un réexamen à l'extinction parce que l'autorité administrante doit utiliser les faits existants pour formuler des prévisions, qui ne portent pas simplement sur des faits inconnus, mais sur des faits qui existeront probablement à l'avenir. L'autorité administrante doit nécessairement, dans un réexamen à l'extinction, induire le comportement futur de renseignements sur le passé et le présent parce que l'examen est nécessairement tourné vers l'avenir ou prédictif. Le raisonnement de l'Organe d'appel étaye donc la conclusion que les renseignements pertinents pour la détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction ne sont pas limités aux marges de dumping calculées conformément à l'article 2 de l'Accord antidumping. Au contraire, d'autres données sur les coûts, les prix, les volumes d'importation et d'autres conditions existant sur le marché peuvent aussi fournir une base raisonnable pour une détermination de la probabilité d'un dumping. L'article 751 c) 2) de la Loi prévoit que d'autres facteurs tels que le prix, le coût et les conditions existant du marché seront examinés dans les réexamens à l'extinction et l'article 351.218 d) 2) iv) B) du Règlement du département du commerce concernant ces réexamens offre aux parties intéressées la possibilité de présenter ce type de renseignements pour examen dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

Question n° 41

Les parties souscrivent-elles à l'affirmation selon laquelle il est de la compétence du Groupe spécial d'examiner la législation nationale pour déterminer son sens en évaluant sa compatibilité avec les obligations d'un Membre au titre des Accords pertinents de l'OMC?

47. L'Organe d'appel a noté la nécessité que les groupes spéciaux examinent la législation nationale pour déterminer le sens d'une mesure aux fins de l'évaluation de la conformité de cette mesure avec les obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC.[16] En fait, dans les affaires où le sens de la mesure est fondamental pour la question de savoir si un Membre s'acquitte de ses obligations dans le cadre de l'OMC, il est non seulement de la compétence du Groupe spécial d'examiner la législation nationale mais un groupe spécial doit même, en général, examiner cette législation. S'il agissait autrement, il risquerait de formuler une constatation erronée en ce qui concerne le respect par ce Membre de ses obligations dans le cadre de l'OMC (parce qu'une telle constatation serait fondée sur une compréhension erronée de la mesure en cause).

48. Les questions concernant la législation nationale, telles que le sens du *Sunset Policy Bulletin*, sont des questions de fait. En tant que partie qui avance des allégations relatives au sens du *Sunset Policy Bulletin*, le Mexique a la charge de prouver le bien-fondé de ses affirmations. Il ne l'a pas fait. Il n'a fourni aucun élément de preuve attestant que le *Sunset Policy Bulletin* était un instrument ayant un effet juridique. C'est pourquoi le Mexique fait valoir que l'application du *Sunset Policy Bulletin*, dont il allègue qu'elle est constante, est un élément de preuve indiquant qu'il s'agit d'une mesure qui prescrit une violation.

49. Le Groupe spécial ne peut pas, toutefois, évaluer correctement l'argument du Mexique sans examiner le statut du *Sunset Policy Bulletin* au regard du droit des États-Unis. Selon ce droit, même si les références au *Sunset Policy Bulletin* se succédaient indéfiniment dans de nombreux réexamens, cela ne suffirait pas à en faire une mesure prescrivant une violation. Ce n'est pas une mesure parce qu'il n'a pas une existence fonctionnelle qui lui soit propre; qu'il soit appliqué une ou mille fois, il n'a pas d'effet juridique.[17] Le Mexique n'ayant pas démontré et ne pouvant pas démontrer que le *Sunset Policy Bulletin* lui-même avait une valeur juridique, il ne s'est pas acquitté de sa charge de prouver que le *Sunset Policy Bulletin* était une mesure.

50. En outre, en droit des États-Unis, le *Sunset Policy Bulletin* ne prescrit pas et ne peut pas prescrire une violation. Comme nous l'avons fait observer ci-dessus, quelle que soit la teneur du *Sunset Policy Bulletin*, la nature de ce document au regard du droit des États-Unis est telle qu'il ne peut tout simplement pas prescrire une violation. Il n'a pas le pouvoir légal de prescrire quoi que ce soit. Il ressort de sa teneur même qu'il fournit simplement des indications sur les situations factuelles générales. Les principes qui y sont énoncés sont appliqués dans le contexte des faits propres à chaque affaire. À ce sujet aussi, le Mexique a recours à des éléments de preuve relatifs à la pratique des organes administratifs – les résultats obtenus dans x affaires – pour faire valoir que le *Sunset Policy Bulletin* prescrit une violation. Or, en droit des États-Unis, cela ne prouve pas et ne peut pas prouver que le *Sunset Policy Bulletin* prescrit quoi que ce soit qui pourrait ou ne pourrait pas constituer une

---

[16] *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 66.

[17] Ainsi, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Tôles en acier* a conclu que la "pratique" antidumping des États-Unis n'était pas une mesure en raisonnant que la "répétition" ne transformait pas une "pratique en une "procédure", et donc en une mesure". *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, rapport du Groupe spécial adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.22 (citation omise). Le Groupe spécial a fait observer ensuite ce qui suit;

> le fait qu'une réaction donnée à une série donnée de circonstances s'est répétée et que l'on peut prévoir qu'elle se répétera à l'avenir ne la transforme pas, à notre avis, en une mesure ... De plus, nous n'estimons pas que, du simple fait qu'il y a répétition, un Membre soit obligé de suivre sa pratique antérieure.

violation des règles de l'OMC. Quel que soit le nombre d'affaires considérées les résultats ne sont que des résultats. En substance, tout ce que le Mexique a fourni, c'est un élément de preuve selon lequel le *Sunset Policy Bulletin* décrit de manière exacte et transparente les conceptions actuelles du Département du commerce; c'est parfaitement logique, étant donné que dans ces affaires, le décideur est celui qui décide de maintenir, modifier ou retirer le *Sunset Policy Bulletin*. Ce que le Mexique n'a pas fait, c'est démontrer que le *Sunset Policy Bulletin* a prescrit les résultats en question. Le Mexique ne peut pas le faire: le *Sunset Policy Bulletin* ne dit pas au Secrétaire adjoint ou au Département du commerce ce qu'ils doivent faire.

51. Si le Groupe spécial examine le droit des États-Unis, il constatera que le Mexique ne peut pas prouver que le *Sunset Policy Bulletin* est une mesure, ni qu'il prescrit une violation. Une constatation différente serait une erreur de fait quant à ce droit.

Question n° 42

Le Groupe spécial fait observer que la législation des États-Unis dispose que le Département du commerce "examine", lorsqu'il établit sa détermination dans le cadre des réexamens à l'extinction, certains facteurs parmi lesquels la marge de dumping déterminée lors de l'enquête initiale. Le Groupe spécial relève également que les États-Unis font valoir que le Département du commerce ne s'est pas, dans le réexamen à l'extinction en cause dans la présente affaire, "appuyé" sur la marge de dumping déterminée lors de l'enquête initiale. Les parties pourraient-elles expliquer ce qui, à leur avis, distingue les concepts d'"examen" ("consider") et d'"appui" ("rely") dans ce contexte?

52. Le Département du commerce "examine" ou "prend en considération" tous les éléments de preuve figurant dans le dossier administratif lorsqu'il établit une détermination dans une procédure, qu'il s'agisse d'un réexamen administratif ou d'un réexamen à l'extinction. En établissant sa détermination, il peut "s'appuyer" ou "se fonder" sur certains faits établis par des éléments de preuve. "Consider" (examiner) signifie "to look at attentively; survey; scrutinize" (regarder attentivement; étudier; passer au crible).[18] "Rely" (s'appuyer) signifie "to be dependant on" (être dépendant de).[19] Par conséquent, le Département du commerce est obligé par la loi de "regarder attentivement" la marge mais il n'est pas nécessaire que sa détermination soit "dépendante de" cette marge. Dans les déterminations du Département du commerce, y compris celle-ci, sa constatation concernant la probabilité n'est pas "dépendante" de la marge. En l'espèce, par exemple, d'autres éléments de preuve versés au dossier, y compris la diminution des volumes d'importation, ont amené le Département à conclure qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. En d'autres termes, le Département s'est appuyé sur le fait que les volumes d'importation avaient notablement diminué après l'imposition du droit et étaient restés à un niveau faible pendant toute la période de cinq ans sur laquelle portait le réexamen à l'extinction pour fonder la détermination positive de la probabilité. Nous faisons observer à cet égard que l'Organe d'appel a constaté que les autorités administrantes ne sont pas obligées de formuler une constatation sur une importance donnée du dumping[20], mais seulement sur la question de savoir s'il est ou non probable qu'il subsistera ou se reproduira.

[18] *New Shorter Oxford English Dictionary*, page 485 (pièce n° 29 des États-Unis).
[19] *New Shorter Oxford English Dictionary*, page 2539 (pièce n° 30 des États-Unis).
[20] *Voir Réexamen à l'extinction Japon*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 123.

ANNEXE E-3

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU MEXIQUE – PREMIÈRE RÉUNION

(18 juin 2004)

Le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique par le Département

Question n° 1

Comment un Membre de l'OMC peut-il obtenir l'abrogation d'un droit antidumping dans une procédure de réexamen à l'extinction des États-Unis dans des circonstances où il n'y a pas d'exportations vers ce pays pendant la période considérée?

1. Les États-Unis souhaitent faire observer en premier lieu que l'abrogation intervient dès lors que soit le Département, soit l'ITC formule une constatation négative au sujet de la probabilité. Par conséquent, l'abrogation sera toujours possible si l'ITC établit une détermination négative, nonobstant d'éventuelles constatations du Département du commerce concernant la présence ou l'absence d'exportations.

2. En vertu de la législation des États-Unis, le Département du commerce et l'ITC effectuent chacun des réexamens à l'extinction conformément aux articles 751 c) et 752 de la Loi applicable. Le Département du commerce a la responsabilité de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance en matière de droits antidumping est abrogée. Si le Département du commerce établit une détermination positive de dumping probable, l'ITC effectue un réexamen pour déterminer s'il est probable qu'un dommage important subsistera ou se reproduira si une ordonnance en matière de droits antidumping est abrogée. Dans un réexamen à l'extinction où il n'y a pas eu d'importations pendant la période de cinq ans qui l'a précédé, les déterminations de la probabilité établies respectivement par le Département du commerce et l'ITC seraient fondées sur l'ensemble des circonstances observées dans le réexamen à l'extinction et non pas nécessairement sur l'absence d'importations. Les États-Unis notent que le scénario relatif à "l'absence d'exportations" décrit par le Mexique n'est pas une circonstance factuelle présente dans le différend en question.

Question n° 2

On ne peut pas contester que le dumping a pris fin après l'imposition de l'ordonnance en matière de droits antidumping sur les OCTG en provenance du Mexique et qu'il n'y a eu aucun élément de preuve de dumping au cours de la période du réexamen à l'extinction.

3. Le Mexique se trompe en postulant que le dumping a pris fin après l'imposition de l'ordonnance. Bien que le Département du commerce n'ait pas examiné que les Résultats finals du quatrième réexamen administratif visant les OCTG en provenance du Mexique (période de réexamen 1998-1999) dans le réexamen à l'extinction (parce que les Résultats finals ont été publiés après l'achèvement du réexamen à l'extinction), il a bel et bien constaté un dumping pendant cette période de réexamen, qui entre dans le cadre de la période de cinq ans considérée dans le réexamen à l'extinction. Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 43.

a) Dans de telles circonstances, les volumes d'exportation moindres signifient-ils qu'un Membre ne pourrait jamais obtenir l'abrogation?

4. Non.

b) Dans la négative, veuillez expliquer comment un Membre pourrait obtenir l'abrogation, même par supposition.

5. Comme cela est expliqué dans la réponse à la question n° 1 ci-dessus, l'abrogation intervient dès lors que soit le Département du commerce, soit l'ITC établit une détermination négative. Dans un réexamen à l'extinction où il y a eu une réduction notable des importations de la marchandise visée pendant la période de cinq ans qui l'a précédé, les déterminations de la probabilité établies respectivement par le Département du commerce et l'ITC seraient fondées sur l'ensemble des circonstances observées lors du réexamen à l'extinction et non pas nécessairement sur la réduction des importations.

Question n° 3

Au paragraphe 122 de leur première communication, les États-Unis disent que la marge initiale est le "seul" élément de preuve du comportement des sociétés interrogées lorsqu'il n'y a pas de discipline sous la forme d'une ordonnance antidumping. Cette déclaration est conforme au SAA et au SPB. Si l'analyse au regard de l'article 11.3 consiste à déterminer ce qui se produirait en l'absence d'une ordonnance antidumping et si les États-Unis disent que le "seul" élément probant concernant le comportement d'un exportateur lorsqu'il n'y a pas de discipline sous la forme d'une ordonnance est la marge initiale, l'approche des États-Unis ne garantit-elle pas une détermination positive de dumping probable? Dans la négative, les États-Unis peuvent-ils donner un exemple montrant que le résultat n'est pas toujours celui-là?

6. La mention du paragraphe 122 dans cette question ne tient pas compte de la déclaration sur laquelle s'ouvre ce paragraphe, par laquelle les États-Unis ont dit que la marge de dumping déterminée dans l'enquête initiale n'est que "le point de départ de l'établissement de leur détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction" et que le Département du commerce "examine [ensuite] tout élément de preuve ultérieur, tel que les résultats finals des réexamens administratifs". Cette déclaration montre clairement que le Département prend en compte des éléments de preuve qui donnent à entendre que ce qui se produira probablement à l'avenir peut différer de ce qui s'est produit dans le passé. Le Département du commerce détermine dans le cadre du réexamen à l'extinction s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en se fondant sur tous les éléments de preuve figurant dans le dossier de ce réexamen.

Question n° 4

Les États-Unis semblent faire valoir que le Département applique bel et bien certaines présomptions en effectuant les réexamens à l'extinction mais que ces présomptions sont réfutables. Le Mexique voudrait en particulier appeler l'attention sur le traitement par les États-Unis de l'existence de marges de dumping et de baisses du volume après la publication de l'ordonnance.

a) Les sociétés interrogées ont-elles jamais pu surmonter les présomptions du Département relatives aux marges de dumping antérieures et aux comparaisons entre le volume avant et après la publication de l'ordonnance?

7. Le Département du commerce n'utilise pas de présomptions pour établir sa détermination de la probabilité d'un dumping dans un réexamen à l'extinction. Il l'établit en prenant en considération

tous les éléments de preuve, y compris tout renseignement fourni par les parties intéressées qui figure dans le dossier de ce réexamen.

8. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et sa première communication écrite, le Mexique a avancé des arguments, que les États-Unis ont réfutés, concernant l'utilisation alléguée d'une présomption en faveur du maintien d'une ordonnance antidumping par le Département du commerce. Le Mexique affirme maintenant que les États-Unis "semblent faire valoir" que le Département applique certaines présomptions sans expliquer ce que ces présomptions peuvent être ou illustrer cela par une citation, puis pose la question fondée sur cette hypothèse. En l'absence d'indications plus concrètes sur les "présomptions" que les États-Unis "appliquent", à en juger par ce qu'ils "semblent faire valoir", les États-Unis ne peuvent pas traiter plus complètement cette question.

b) Le Règlement du Département déplace la charge de l'examen de renseignements additionnels (à part les marges et le volume) vers l'exportateur. Sur quelle base cela repose-t-il? Comment est-ce compatible avec la réaffirmation par l'Organe d'appel de l'obligation énoncée à l'article 11.3 d'effectuer un réexamen, de procéder à un "examen rigoureux" du dossier et d'établir une détermination de la probabilité sur la base d'éléments de preuve positifs?

9. Rien dans le Règlement du Département du commerce concernant les réexamens à l'extinction ne "déplace la charge de l'examen des renseignements additionnels" vers un exportateur. Ce règlement donne à toutes les parties intéressées la possibilité d'aborder la question des effets probables de l'abrogation. Les parties intéressées peuvent inclure tout renseignement factuel, argument et raisonnement venant étayer de telles déclarations. Voir l'article 351.218 d) 3) ii) F) du Règlement du Département du commerce concernant les réexamens à l'extinction. En outre, toute partie intéressée, nationale ou interrogée, peut présenter tout renseignement qu'elle choisit de soumettre dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, comme le prévoit l'article 351.218 d) 3) iv) B) du Règlement du Département du commerce concernant ces réexamens. Le Département fonde ensuite sa détermination de la probabilité sur tous les éléments de preuve versés au dossier de chaque réexamen à l'extinction. Comme l'Organe d'appel l'a constaté dans l'affaire Réexamen à l'extinction Japon, l'analyse du Département du commerce dans le réexamen à l'extinction de l'affaire Acier traité contre la corrosion en provenance du Japon, uniquement fondée sur les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation, n'était pas incompatible avec les obligations énoncées à l'article 11.3.[1]

c) Les États-Unis considèrent aussi que l'article 11.3 contient peu de disciplines de fond – seules celles qui y sont énoncées, et que l'autorité est donc libre d'établir sa détermination de la probabilité de la manière qu'elle juge appropriée. Compte tenu à la fois de cette interprétation de l'article 11.3, des présomptions utilisées par le Département et de l'attribution aux exportateurs par celui-ci de la charge de le convaincre d'examiner des renseignements autres que les marges de dumping antérieures et le volume, dans quelles circonstances le Département déterminera-t-il qu'il n'est pas probable que le dumping subsistera ou se reproduira?

10. La question du Mexique est précédée d'affirmations qu'il n'a étayées par aucune citation et qui n'ont guère de fondement, voire aucun, dans le dossier du présent différend. Néanmoins, la détermination de la probabilité repose dans chaque réexamen à l'extinction sur les faits décrits dans le cadre du réexamen à l'extinction en question. Le Département du commerce établira donc une

[1] *Voir, États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004 ("Réexamen à l'extinction Japon, rapport de l'Organe d'appel"), paragraphes 205 à 207.

détermination négative de la probabilité dans tous les cas où les éléments de preuve versés au dossier d'un réexamen à l'extinction viennent à l'appui d'une telle détermination.

Question n° 5

Il est clair que le Département exige que le volume des importations soit aux niveaux qu'il atteignait avant la publication de l'ordonnance. Mais dans le système rétrospectif de fixation des droits appliqué aux États-Unis, l'importateur assume le risque de ces droits. Le Mexique demande s'il n'est pas raisonnable de supposer que les importateurs réduiront le volume de leurs achats pour diminuer leur risque? Comment le Département prend-il ce facteur en considération? Le Département a-t-il pris ce facteur en considération dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique?

11. Il n'est pas "clair" pour les États-Unis que "le Département exige que le volume des importations [*sic*]" soit aux niveaux qu'il atteignait avant la publication de l'ordonnance et le Mexique n'avance rien à l'appui de cette déclaration. Pourtant, l'analyse par le Département du commerce dans un réexamen à l'extinction de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira n'exige pas que les volumes d'importation soient à tel ou tel niveau. Une réduction notable et continue des importations à la suite de l'imposition du droit est toutefois considérée comme un élément de preuve extrêmement probant du fait que les exportateurs ne peuvent pas participer au marché aux niveaux d'avant la publication de l'ordonnance ou à des niveaux proches sans dumping et qu'il est donc probable qu'ils reprendront le dumping. Néanmoins, toute partie intéressée, nationale ou interrogée, peut présenter tous les renseignements qu'elle choisit de soumettre dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, comme le prévoit l'article 351.218 d) 3) iv) B) du Règlement du Département du commerce concernant ces réexamens pour expliquer pourquoi une réduction des volumes d'importation n'est pas pertinente pour la détermination de la probabilité ou ne constitue pas à cet égard un élément de preuve extrêmement probant.

12. Le Département du commerce a examiné les explications données par TAMSA et Hylsa pour leurs réductions respectives des volumes d'importation après l'imposition du droit et les a prises en compte pour les Résultats finals du réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique.[2]

Question n° 6

Le Département a déterminé que la marge "probable" serait de 21,7 pour cent. C'est compatible avec la législation des États-Unis, le SAA et le SPB qui chargent le Département d'examiner et d'attribuer une valeur extrêmement probante à la marge initiale en tant que meilleure indication du comportement des exportateurs. Les États-Unis conviennent-ils que cette marge n'a pas été calculée par application de l'article 2 de l'Accord antidumping puisque l'enquête initiale a été ouverte avant l'entrée en vigueur de l'Accord? En déterminant que 21,7 pour cent étaient la marge probable, le Département a-t-il pris des mesures pour garantir que la marge soit compatible avec l'Accord antidumping de l'OMC, y compris ses articles 2 et 6?

13. Comme les États-Unis l'ont expliqué précédemment, la détermination par le Département du commerce de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira est distincte de sa communication à l'ITC d'une "marge probable". En outre, le SAA et le Sunset Policy Bulletin ne chargent pas et ne peuvent pas "charger" le Département du commerce de prendre une mesure quelconque parce qu'ils n'ont ni l'un ni l'autre force de loi. Le Département du commerce a bel et bien déterminé que la marge probable sera de 21,7 pour cent et a communiqué ce chiffre à l'ITC, qui avait le pouvoir discrétionnaire de le prendre en considération ou non en établissant la détermination de la

[2] *Voir* Commerce Sunset Final Decision Memorandum, pages 5 et 6 (pièce n° 19 du Mexique).

probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira. Le Département du commerce n'a pas fondé sa détermination positive de la probabilité dans le réexamen à l'extinction sur une importance particulière du dumping mais uniquement sur des éléments de preuve concernant la réduction notable des volumes d'importation depuis l'imposition du droit sur les OCTG en provenance du Mexique. Il n'y a à l'article 11.3 ou à aucun autre endroit de l'Accord antidumping une obligation de calculer une marge de dumping ou de communiquer une marge de dumping à utiliser pour établir une détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira dans un réexamen à l'extinction.

Le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique par la Commission

Question n° 7

À supposer que le Groupe spécial constate que la détermination de dumping probable par le Département est incompatible avec l'article 11.3, quel effet cela aurait-il sur la détermination de dommage probable par la Commission? Au cas où il n'y aurait pas d'effet, veuillez expliquer pourquoi?

14. Étant donné le caractère purement hypothétique de cette question et les nombreuses variables sur lesquelles pourrait reposer la constatation à laquelle le Mexique fait allusion, les États-Unis ne peuvent pas répondre. La réponse dépendrait du fondement d'une telle constatation d'incompatibilité.

Question n° 8

Les États-Unis estiment-ils qu'il est possible de constater un dommage en l'absence de dumping? Dans l'affirmative, veuillez expliquer comment cela serait compatible avec les dispositions suivantes du GATT et de l'Accord antidumping:

a) Article VI:6 a) du GATT: Aucune partie contractante ne percevra de droits antidumping ... à moins qu'elle ne détermine que l'effet du dumping ou de la subvention, selon le cas, est tel qu'il cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production nationale établie ou qu'il retarde de façon importante la création d'une branche de production nationale.

b) Accord antidumping, article 3.5: Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord.

c) Accord antidumping, article 11.1: Les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage.

d) La déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire Acier en provenance d'Allemagne (paragraphe 81): "Il est peu probable qu'on puisse démontrer que des niveaux très faibles de subventionnement causent un dommage "important"."

15. En vertu de la législation des États-Unis, l'ITC n'évaluera pas de dommage en l'absence d'une constatation positive d'un dumping. Cette législation prévoit que l'ITC n'établira une détermination de l'existence d'un dommage dans une enquête initiale que si le Département du commerce a établi une détermination positive de l'existence d'un dumping. De même, dans un réexamen à l'extinction, l'ITC n'établira une détermination de dommage probable que si le Département du commerce a établi une détermination positive de dumping probable.

Question n° 9

Les États-Unis estiment-ils qu'il est possible de constater qu'il est probable qu'un dommage subsistera ou se reproduira en l'absence d'une constatation selon laquelle il est probable qu'un dumping subsistera ou se reproduira? Dans l'affirmative, veuillez expliquer comment cela serait compatible avec les dispositions du GATT et de l'Accord antidumping reproduites ci-dessus? En particulier, comment un dommage probable pourrait être déterminé sans aucun dumping probable?

16. Voir la réponse à la question n° 8.

Question n° 10

Veuillez indiquer si, dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique, l'ITC s'est fondée sur: a) la marge de dumping probable communiquée par l'USDOC; b) toute autre marge de dumping; c) pas de marge de dumping du tout?

17. L'ITC ne s'est pas fondée sur une marge de dumping.

Question n° 11

L'article 752 a) 6) de la Loi douanière dispose: "En établissant une détermination au titre de l'article 751 b) ou c) la Commission pourra prendre en considération l'importance de la marge de dumping ou celle de la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires." (non souligné dans l'original.) Cela signifie-t-il que la Commission pourra établir des déterminations au titre de ces deux articles sans prendre en considération l'importance de la marge de dumping? Comment la Commission effectue-t-elle son analyse de l'existence d'un dommage lorsqu'elle choisit de ne pas prendre en considération la marge de dumping?

18. Ni l'Accord antidumping, ni la législation des États-Unis ne prescrivent que l'ITC prenne en considération l'importance de la marge de dumping dans un réexamen à l'extinction.[3] Dans ses réexamens à l'extinction, l'ITC effectue une analyse approfondie de nombreux facteurs énumérés dans la Loi, comme le démontre sa détermination dans le réexamen visant les OCTG.

19. Bien que l'Accord ne prescrive pas aux autorités chargées de l'enquête de procéder à un quelconque examen de tel ou tel facteur, la législation des États-Unis impose des prescriptions qui vont au-delà de celles de l'Accord en prévoyant que l'ITC doit prendre en considération "le volume probable, l'effet probable sur les prix et l'incidence probable des importations de la marchandise visée sur la branche de production au cas où l'ordonnance serait abrogée", ainsi que d'autres éléments d'appréciation tels que les déterminations antérieures de l'existence d'un dommage.[4] En outre, pour chacun de ces éléments d'appréciation, la législation énonce des critères précis que l'ITC doit prendre et prend bel et bien en considération dans sa détermination.

20. Pour l'examen du volume probable, par exemple, la législation prescrit à l'ITC de prendre en considération tout accroissement probable de la capacité de production ou de la capacité non utilisée

[3] Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel a reconnu que l'article 11.3 ne prescrit même pas aux autorités chargées de l'enquête de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. *Réexamen à l'extinction Japon, rapport de l'Organe d'appel*, paragraphe 127. De même, il n'y a rien dans l'article 11.3 qui crée pour les autorités chargées de l'enquête une obligation de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira.

[4] 19 U.S.C. § 1675a a) 1) (pièce n° 24 du Mexique).

dans le pays exportateur; les stocks existants de la marchandise visée ou les accroissements probables de celle-ci; l'existence d'obstacles à l'importation de cette marchandise dans d'autres pays que les États-Unis et le potentiel de réorientation de la production si les installations de production du pays exportateur qui sont actuellement utilisées pour la production d'autres produits peuvent être utilisées pour produire la marchandise visée.[5]

21. En évaluant les effets probables sur les prix, l'ITC se pose la question de savoir s'il est probable que la marchandise visée sera vendue à des prix notablement inférieurs ou s'il est probable que les importations de la marchandise visée entreront aux États-Unis à des prix qui auraient, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher leur hausse.[6]

22. Enfin, pour l'évaluation de l'incidence probable, la législation prescrit à l'ITC de prendre en considération tous les facteurs économiques pertinents qui ont probablement une incidence sur l'état de la branche de production aux États-Unis, y compris les diminutions probables de la production, des ventes, de la part de marché, des bénéfices, de la productivité, du retour sur investissement et de l'utilisation des capacités; les effets négatifs probables sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux et l'investissement; ainsi que les effets négatifs probables sur le développement actuel et les efforts de production de la branche de production.[7]

Question n° 12

L'article 752 a) 1) de la Loi douanière dispose ce qui suit: "Que la Commission prendra en compte … D) dans une procédure antidumping au titre de l'article 751 c), les constatations de l'autorité administrante relatives à l'absorption des droits au titre de l'article 751 a) 4)." (non souligné dans l'original.) Pourquoi les États-Unis estiment-ils que la constatation du Département relative à l'absorption des droits est pertinente pour la détermination par la Commission de la probabilité d'un dommage? Comment la prescription légale impérative de prendre en considération la constatation relative à l'absorption des droits peut-elle être conciliée avec la disposition légale facultative conférant à la Commission le pouvoir discrétionnaire de prendre en considération l'importance de la marge de dumping en établissant la détermination de la probabilité d'un dommage?

23. Cette question aborde des points qui ne relèvent pas du mandat établi pour le présent différend. Aucune constatation relative à l'absorption des droits n'a été formulée en ce qui concerne le réexamen visant les OCTG en provenance du Mexique et le Mexique n'a pas contesté les dispositions légales concernant l'examen des constatations relatives à l'absorption des droits.

Question n° 13

Veuillez comparer les paragraphes 315 et 316 de la première communication des États-Unis. Il est dit au paragraphe 315 que "la Commission a examiné chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4" et il est indiqué expressément dans le tableau qui y figure qu'elle a pris en compte la marge de dumping communiquée par le Département. Au paragraphe 316, toutefois, les États-Unis répondent à l'allégation du Mexique selon laquelle la Commission a examiné une marge de dumping erronée en affirmant que cette "affirmation du Mexique se rapporte à la détermination du Département du commerce, et non de l'ITC" et qu'elle "est commentée dans la section B.3". Les États-Unis peuvent-ils concilier ces déclarations? La Commission a-t-elle examiné la marge de dumping dans son analyse?

[5] 19 U.S.C. § 1675a a) 2) (pièce n° 24 du Mexique).
[6] 19 U.S.C. § 1675a a) 3) (pièce n° 24 du Mexique).
[7] 19 U.S.C. § 1675a a) 4) (pièce n° 24 du Mexique).

24. Dans la mesure où le Mexique a contesté le caractère approprié de la marge de dumping probable que le Département du commerce a communiquée à l'ITC, cet argument a été abordé dans les parties de la communication des États-Unis concernant le réexamen par le Département du commerce. Dans la mesure où le Mexique allègue que les problèmes allégués au sujet de la marge communiquée par le Département du commerce ont vicié la détermination de l'ITC, cela est impossible parce que quelle que soit la validité de la marge probable communiquée, l'ITC ne s'est pas fondée sur cette marge pour son analyse et n'en a pas tenu compte d'une autre manière.

Question n° 14

Dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique, la Commission a-t-elle jamais examiné les exportations mexicaines séparément, c'est-à-dire sans les cumuler avec celles d'autres pays? Dans la négative, les États-Unis estiment-ils que le Mexique a un droit indépendant à la suppression de la mesure en vertu de l'article 11.3?

25. L'ITC a examiné les exportations mexicaines séparément dans le cadre de son analyse de la question de savoir s'il était approprié de cumuler le volume et l'effet des importations en provenance des cinq pays visés par les réexamens à l'extinction. Premièrement, l'ITC a examiné les importations visées en provenance de chacun de ces pays (y compris le Mexique) en se demandant s'il était probable que les importations en provenance de l'un quelconque d'entre eux n'auraient aucune incidence défavorable décelable sur la branche de production nationale.[8] L'ITC n'a pas constaté qu'il était probable que les importations visées de tubes de cuvelage et de production en provenance de l'un quelconque des pays visés n'auraient "aucune incidence défavorable décelable sur la branche de production nationale".

26. L'ITC a ensuite constaté qu'il y aurait probablement un chevauchement concurrentiel raisonnable entre les importations visées (y compris les importations en provenance du Mexique) et les tubes de cuvelage et de production fabriqués aux États-Unis et entre les importations visées elles-mêmes, suffisant pour justifier un cumul.

27. Les États-Unis n'estiment pas que le Mexique a au titre de l'article 11.3 un droit à la suppression fondé sur le seul examen de la question de savoir si l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits antidumping relative aux importations visées en provenance du Mexique entraînera la persistance ou la réapparition d'un dommage. Les importations en provenance d'un groupe de pays peuvent cumulativement causer un dommage même si les importations en provenance des différents pays du groupe n'en causent pas.[9] En conséquence, il serait illogique d'exiger que dans les réexamens à l'extinction, l'analyse de l'existence d'un dommage soit effectuée uniquement par pays. Une telle prescription imposerait aux Membres de laisser supprimer des droits antidumping alors même qu'il serait probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé.

Question n° 15

Il est évident qu'il ne peut pas être probable que le dommage subsistera tout en se reproduisant. Ces deux résultats s'excluent mutuellement parce qu'un dommage ne peut se reproduire que s'il n'existe pas à ce moment-là. De même, un dommage ne peut subsister que

[8] La disposition relative au cumul de la législation des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction dispose que l'ITC ne peut pas procéder à une évaluation cumulative du volume et des effets de la marchandise visée dans un cas où elle détermine qu'"il est probable que ces importations n'auront aucune incidence défavorable décelable sur la branche de production nationale". 19 U.S.C. § 1675a a) 7) (pièce n° 24 du Mexique).

[9] Voir, *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 18 août 2003 ("*CE – Accessoires de tuyauterie*"), paragraphe 116.

lorsqu'il existe. En gardant cela à l'esprit, veuillez préciser si la Commission a déterminé qu'il était probable que le dommage subsisterait ou qu'il se reproduirait? Si la Commission a déterminé qu'il était probable que le dommage subsisterait, veuillez expliquer comment une telle détermination serait compatible avec la détermination du Département selon laquelle il était probable que le dumping se reproduirait (et non subsisterait).

28. Contrairement à l'hypothèse sur laquelle reposent les questions du Mexique, rien dans l'article 11.3 ne prescrit aux Membres de faire une distinction entre la persistance probable d'un dommage et sa réapparition probable. L'article 11.3 ne prescrit pas non plus aux autorités chargées de l'enquête d'établir des déterminations de l'existence actuelle d'un dumping ou d'un dommage: ce qu'il leur prescrit, c'est de déterminer s'il est probable qu'un dommage et un dumping subsisteront ou se reproduiront. Tant le Département du commerce que l'ITC ont fondé leurs déterminations respectives sur leurs constatations de la probabilité que le dumping et le dommage, respectivement, subsisteront ou se reproduiront. Le Département du commerce n'a pas, comme l'affirme le Mexique, établi une constatation distincte de la probabilité que le dumping se reproduira. (En fait, il été constaté que Hylsa pratiquait le dumping alors que l'ordonnance était en vigueur.)

29. De même, l'ITC a constaté qu'il était probable que le dommage important pour une branche de production des États-Unis subsisterait ou se reproduirait si les ordonnances en matière de droits antidumping sur les produits en provenance des cinq pays visés et l'ordonnance en matière de droits compensateurs sur les importations de tubes de cuvelage et de production en provenance d'Italie étaient abrogées.[10] Une telle constatation est compatible avec l'article 11.3.[11]

La détermination du Département de ne pas abroger l'ordonnance: le réexamen au titre de l'article 11.2

Question n° 16

Les États-Unis sont d'avis que l'article 11.2 ne crée pas une obligation de mettre fin "par société" à une mesure.

a) Les États-Unis voudraient-ils expliquer leur point de vue concernant les mots "les parties intéressées" et "toute partie intéressée" à l'article 11.2?

30. La mention "toute partie intéressée" à l'article 11.2 se rapporte à une partie intéressée, nationale ou interrogée, qui peut demander un réexamen en en justifiant la nécessité par des données positives. L'expression "parties intéressées" est au pluriel, et il s'agit donc de plusieurs ou de nombreuses parties intéressées ayant le droit de demander aux autorités d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping, ou s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre. Les expressions désignant ceux qui peuvent demander cet examen n'établissent aucune obligation relative à la façon dont celui-ci est effectué.

b) Les États-Unis conviennent-ils que l'article 11.2 oblige les Membres à effectuer un réexamen en vertu de ses dispositions lorsqu'une partie intéressée justifie ce réexamen par des données positives?

[10] Rapport de l'ITC, page 1.

[11] *Voir, États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée*, WT/DS202/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 8 mars 2002, paragraphe 167 (inutile de formuler une constatation distincte de "dommage grave" ou de "menace de dommage grave" lorsqu'on détermine s'il convient d'appliquer une mesure de sauvegarde).

31. L'article 11.2 de l'Accord antidumping prescrit à l'autorité administrante du Membre de réexaminer, lorsque cela est justifié, la nécessité du maintien du droit. Cet article prescrit que lorsqu'un laps de temps raisonnable s'est écoulé depuis l'imposition du droit antidumping, toute partie intéressée peut demander un tel réexamen en justifiant sa nécessité par des données positives.

c) De l'avis des États-Unis, quel est le but recherché en permettant à des exportateurs pris individuellement de demander un réexamen au titre de l'article 11.2 s'il ne peut pas déboucher sur la suppression de la mesure pour cet exportateur?

32. L'article 11.2 de l'Accord antidumping permet aux exportateurs pris individuellement de demander un réexamen de la nécessité de maintenir "le droit" dans son ensemble, c'est-à-dire de la nécessité de l'ordonnance en matière de droits antidumping avant que l'application des obligations au titre de l'article 11.3 soit déclenchée. En d'autres termes, l'article 11.2 reconnaît que l'abrogation peut être justifiée un certain temps avant l'expiration du délai de cinq ans. Cet article ne porte pas sur la suppression du droit par société et ne la prescrit pas expressément. Cependant, si la totalité de l'ordonnance est abrogée, le droit le sera pour la partie intéressée qu'est la société interrogée faisant cette demande comme pour tous les autres exportateurs. L'article 11.2 indique également que les autorités chargées du réexamen ont le pouvoir discrétionnaire de déterminer si le réexamen du droit contesté est "justifié" et si une partie intéressée "justifie par des données positives la nécessité d'un tel réexamen". Après avoir déterminé que le réexamen est justifié sur la base des données positives présentées, les autorités procédant à un réexamen au titre de l'article 11.2 examinent si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping ou s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si le droit est éliminé. Si les autorités déterminent que le droit antidumping n'est plus justifié, elles sont tenues de le supprimer immédiatement.

Question n° 17

Les États-Unis estiment-ils que TAMSA et Hylsa étaient les seuls exportateurs mexicains connus d'OCTG? Dans la négative, quels renseignements figurant dans le dossier fournissent une base pour estimer qu'il y a d'autres exportateurs mexicains d'OCTG?

33. TAMSA et Hylsa ne sont pas les seuls exportateurs mexicains d'OCTG connus du Département du commerce. Dans l'enquête initiale, par exemple, des formulaires d'enquête antidumping ont été adressés aux exportateurs mexicains Tubacero S.A. de C.V. et Villacero Tuberia Nacional S.A. de C.V. ainsi qu'à Hylsa.[12] Pour le premier réexamen administratif, le Département du commerce a reçu des demandes concernant non seulement TAMSA et Hylsa, mais aussi Tuberia Nacional S.A. de C.V.[13] Enfin, pendant le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique, des renseignements versés au dossier ont indiqué qu'une partie seulement des exportations mexicaines d'OCTG aux États-Unis provenait de TAMSA et d'Hylsa.[14] Étant donné qu'aucune demande d'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble n'a été présentée pendant le quatrième réexamen administratif, le Département du commerce n'avait aucune raison de déterminer que le maintien de l'ordonnance était nécessaire pour les exportateurs mexicains autres que TAMSA et Hylsa.

[12] Voir 60 Fed. Reg. 6510 (2 février 1995) (pièce n° 3 du Mexique).

[13] *Voir* Initiation of Anti-Dumping and Countervailing Duty Administrative Reviews and Requests for Revocation, 62 Fed. Reg. 50292 (25 septembre 1997) ("Initiation of First Administrative Review") (pièce n° 9 des États-Unis).

[14] Voir Adequacy Memorandum (pièce n° 31 des États-Unis).

Question n° 18

Le Département a-t-il estimé que les demandes individuelles d'abrogation de l'ordonnance présentées par TAMSA et Hylsa constituaient une base suffisante pour effectuer un réexamen et établir une détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble? Dans la négative, pourquoi?

34. Aussi bien TAMSA que Hylsa ont demandé l'abrogation par société. Elles ont chacune demandé dans leur lettre que le Département du commerce abroge l'ordonnance en matière de droits antidumping en ce qui la concerne, conformément à l'article 351.222 b) 2) de son Règlement.[15] En application de cet article, le Département du commerce a déterminé s'il convenait d'abroger l'ordonnance en matière de droits antidumping en partie, pour ce qui concernait le producteur ou l'exportateur ayant demandé cette abrogation. Par conséquent, le Département du commerce a examiné chacune de ces demandes comme portant sur un réexamen aux fins d'abrogation par société et non comme une demande de réexamen aux fins d'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

35. L'article 351.222 b) 1) du Règlement du Département du commerce régit les demandes d'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble et lui prescrirait d'examiner la branche de production dans son ensemble. Étant donné qu'il s'agirait d'une détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, un tel réexamen exigerait aussi des renseignements pour tous les producteurs et exportateurs couverts par le droit au moment du réexamen aux fins d'abrogation. Le Département du commerce n'a pas cherché à obtenir de tels renseignements pendant le quatrième réexamen administratif parce que ni TAMSA ni Hylsa n'a demandé un réexamen aux fins d'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, conformément à l'article 351.222 b) 1).

Question n° 19

En vertu de quelle procédure une société prise individuellement peut-elle, aux États-Unis, demander une abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble? Cela s'est-il jamais produit? Pouvez-vous donner des exemples de telles demandes présentées depuis l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping de l'OMC?

36. Une société prise individuellement peut demander l'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble au moyen d'un réexamen pour changement de circonstances au titre de l'article 751 b) de la Loi et de l'article 351.222 g) du Règlement du Département du commerce. On peut citer en exemple Coumarin from the People's Republic of China, 69 Fed. Reg. 24122 (3 mai 2004); Porcelain-on-Steel Cookware from Mexico, 67 Fed. Reg. 19553 (22 avril 2002); Large Newspaper Printing Presses and Components Thereof, Whether Assembled or Unassembled from Germany, 67 Fed. Reg. 19551 (22 avril 2002); Certain Fresh Cut Flowers from Ecuador, 64 Fed. Reg. 56327 (19 octobre 1999). Cette liste n'est pas exhaustive. L'article 351.222 b) 1) du Règlement du Département du commerce prévoit une seconde option permettant à une société prise individuellement de demander l'abrogation sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, dès lors qu'aucun exportateur ou producteur couvert au moment de l'abrogation n'a pratiqué de dumping pendant au moins trois années consécutives.

Question n° 20

Le Mexique note que TAMSA a fait valoir devant le Département que le caractère raisonnable d'une opération de vente particulière d'OCTG ne devrait pas être mesuré sur la base du tonnage en raison des influences que les caractéristiques des produits ont sur le poids.

[15] Demande de réexamen et d'abrogation de TAMSA (pièce n° 10 du Mexique); demande de réexamen et d'abrogation de Hylsa (pièce n° 11 du Mexique).

Voir la pièce n° 54 du Mexique, pages 15 et 16. Plus précisément, TAMSA a expliqué que les 44,7 tonnes expédiées pendant le quatrième réexamen équivalaient à plus de quatre miles (près de sept kilomètres) de tubes et que TAMSA considérait cela comme représentant des "quantités commerciales" notables. Quel poids le Département a-t-il donné à cette opération?

37. Le Département du commerce a examiné mais rejeté l'argument de TAMSA relatif à l'utilisation de la longueur des pièces ou de leur nombre en tant qu'éléments de preuve aux fins des critères du seuil des quantités commerciales pour sa demande de réexamen aux fins d'abrogation. Le Département du commerce évalue le critère des quantités commerciales au cas par cas pour fonder la détermination relative à l'abrogation sur la pratique commerciale normale d'une société. Les ventes d'OCTG en provenance du Mexique par TAMSA, dans l'enquête initiale et dans les deux réexamens précédents, ainsi que dans ce quatrième réexamen administratif, ont toujours été mesurées en volume (tonnes métriques) et en valeur (dollars EU). Par conséquent, le Département du commerce a examiné les données globales relatives aux ventes aux États-Unis figurant dans le dossier pour ces trois années en termes de mesures comparables, communes, du volume comme de la valeur, et a conclu que TAMSA n'avait pas vendu d'OCTG aux États-Unis en quantités commerciales au cours de chacune des trois années.[16]

Question n° 21

Les États-Unis conviennent-ils que la marge de dumping de 0,79 pour cent sur laquelle s'est fondé le Département a été calculée comme cela est indiqué dans la pièce n° 63 du Mexique?

38. Le Département du commerce ne s'est fondé sur aucune marge aux fins de sa détermination de la probabilité dans le réexamen à l'extinction. Les États-Unis conviennent que les pièces jointes 1 à 12 à la pièce n° 63 du Mexique, qui constituent tous les documents du quatrième réexamen administratif versés au dossier, indiquent la méthode de calcul utilisée par le Département du commerce pour calculer la marge de dumping de 0,79 pour cent. Les 21 premières pages de la pièce n° 63 du Mexique contiennent la description par celui-ci de la méthode appliquée par le Département du commerce. Les États-Unis ne souscrivent pas à cette description et font observer qu'elle ne figurait pas dans le dossier dont le Département du commerce a été saisi pour le quatrième réexamen administratif.

Question n° 22

Les États-Unis souscrivent-ils à la description que le Mexique a donnée de la méthode de calcul dans sa pièce n° 63 et aux paragraphes 289 à 292 de sa première communication?

39. Non.

Question n° 23

Les États-Unis conviennent-ils que la mesure dans laquelle le prix net des ventes aux États-Unis a dépassé la valeur normale ne ressort pas du numérateur dans ce calcul?

40. Le numérateur utilisé pour calculer la marge globale de dumping englobe toutes les marges de dumping constatées en comparant le prix à l'exportation et la valeur normale. Lorsque le prix à l'exportation est plus élevé que la valeur normale, il n'y a pas eu, conformément à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, de dumping en ce qui concerne cette comparaison.

[16] Voir *Fourth Review Issues and Decision Memorandum* at Comment 1 (pièce n° 9 du Mexique).

Question n° 24

La marge de 0,79 pour cent sur laquelle s'est fondé le Département aux fins de sa détermination de la probabilité dans le réexamen à l'extinction a-t-elle été établie sur la base d'une comparaison équitable à la lumière des décisions de l'Organe d'appel dans les affaires Linge de lit (paragraphes 55, 61, 62) et Réexamen à l'extinction Japon (paragraphes 126 à 132)?

41. Le Département du commerce ne s'est fondé sur aucune marge aux fins de sa détermination de la probabilité dans le réexamen à l'extinction. C'est sur la baisse des volumes d'importations qu'il s'est fondé pour établir sa détermination de la probabilité dans ce réexamen.

42. Dans la mesure où la question du Mexique se rapporte au calcul de la marge globale de dumping dans le quatrième réexamen administratif, cette marge a été établie sur la base d'une comparaison équitable et le Mexique n'a pas établi que ce n'était pas le cas.

ANNEXE E-4

RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – SÉANCE AVEC LES TIERCES PARTIES

(18 juin 2004)

QUESTIONS POSÉES AUX TIERCES PARTIES À LA SUITE DE LA PREMIÈRE RÉUNION

Questions posées à toutes les tierces parties

Question n° 1

Les tierces parties pourraient-elles expliquer de quelle manière elles pensent qu'une détermination compatible avec les prescriptions de l'article 3 pourrait être établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, dans le cas où, par exemple, il n'y a pas eu, pendant la période d'application de la mesure, d'importations en provenance des sources dont il avait été initialement constaté qu'elles pratiquaient le dumping. Par exemple, dans un tel cas, comment la prescription de l'article 3.2 relative à l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping pourrait-elle être satisfaite?

Réponse de l'Argentine

1. L'Argentine estime que les prescriptions de l'article 3 s'appliquent à une détermination de dommage au titre de l'article 11.3. Le fait qu'il n'y a peut-être pas eu d'importations à la suite de l'imposition de l'ordonnance n'influe pas sur l'applicabilité des prescriptions de l'article 3 aux réexamens au titre de l'article 11.3. Le point clé de la détermination au titre de l'article 11.3 est que l'autorité compétente enquête sur le "dommage", qui est défini dans la note de bas de page 9 relative à l'article 3. La note de bas de page 9 prescrit que le "dommage" "sera interprété conformément aux dispositions de [l'article 3]".

2. Dans l'exemple hypothétique du Groupe spécial – où il n'y a pas d'importations pendant la période suivant l'imposition de la mesure, l'Argentine ne voit aucun problème pour ce qui est d'appliquer l'article 3 à la détermination de dommage prescrite par l'article 11.3. L'absence d'importations exigerait de l'autorité compétente qu'elle détermine pourquoi les importations sont absentes. L'autorité compétente ne peut pas être passive et se contenter de tirer des inférences fondées sur des données antérieures. Elle doit plutôt, sur la base d'éléments de preuve positifs, déterminer s'il est probable que les importations reviendraient sur le marché et causeraient un dommage à la branche de production nationale. Dans l'affirmative, l'autorité peut alors poursuivre son analyse, en appliquant l'article 3 sans difficultés majeures. Au bout du compte, s'il n'y a pas d'éléments de preuve positifs de la probabilité, la mesure doit alors être supprimée.

3. L'Organe d'appel a clairement indiqué que la suppression de la mesure était la principale obligation énoncée à l'article 11.3, et que son maintien sur la base d'une constatation de dumping probable et de dommage probable était l'exception. En l'absence d'importations, l'analyse requise au titre de l'article 11.3 exigerait toujours le respect des prescriptions de l'article 3. L'Organe d'appel a

confirmé qu'"une analyse au cas par cas des facteurs à l'origine d'une cessation des importations ou d'une diminution des volumes d'importation (lorsque le dumping est éliminé) ser[ait] nécessaire pour déterminer que le dumping se reproduir[ait] si le droit [était] supprimé".[1]

4. L'Argentine estime que la détermination de dommage établie par la Commission dans la présente affaire violait l'article 3, et que la Commission n'a pas déterminé le "dommage" conformément à l'article 3, comme l'exigeait la note de bas de page 9. La détermination de la Commission est fondée sur des conjectures et sur un certain nombre de possibilités qui découlent de son analyse. Les défauts de l'analyse de la Commission découlent du fait que celle-ci n'a pas appliqué le critère "probable" et n'a pas évalué objectivement les renseignements versés au dossier. Il ne s'agit pas de problèmes découlant des termes de l'article 3, ni d'une quelconque difficulté particulière à appliquer l'article 3 aux réexamens au titre de l'article 11.3.

Question n° 2

Les tierces parties estiment-elles que la détermination de "la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira" au titre de l'article 11.3 est d'une nature et d'une portée identiques à celles de la "détermination de l'existence d'un dommage" au titre de l'article 3? Les tierces parties pourraient-elles commenter, dans ce contexte, l'avis exprimé par l'Organe d'appel au paragraphe 87 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, selon lequel "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents" et la "nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale"?

Réponse de l'Argentine

5. L'Argentine estime que le "dommage" est le même à l'article 3, à l'article 11.1 et à l'article 11.3. Elle interprète la note de bas de page 9 comme signifiant que la portée d'une détermination de dommage est le "dommage" et que la note de bas de page 9 indique aux Membres que le "dommage" reste le même que la nécessité d'une analyse du dommage se fasse sentir dans le cadre d'une enquête au titre de l'article 5 ou dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3.

6. Pour ce qui est de la détermination du dommage, elle peut être différente dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3 de ce qu'elle est dans un autre cadre, comme une enquête au titre de l'article 5. Par exemple, si dans le cadre d'une enquête au titre de l'article 5, l'autorité compétente examine s'il existe un dommage important actuel, elle examinera des renseignements concernant le passé et le présent pour déterminer si les renseignements étayent le point de vue selon lequel le dommage résulte actuellement des importations faisant l'objet d'un dumping. Dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3, l'autorité étudiera des renseignements actuels et passés pour déterminer si un dommage existe actuellement (ce qui est requis pour déterminer si le dommage a "subsisté") ou, dans le cas où il n'existe pas actuellement, s'il est probable qu'il se reproduira à l'avenir. Toutefois, cette différence dans la nature de l'examen relatif au dommage découle de la nature prospective de l'examen, et non de la source de l'obligation de démontrer le dommage, que ce soit l'article 5 ou l'article 11.3.

7. L'Argentine estime que sa position est compatible avec les déclarations de l'Organe d'appel reproduites dans les citations ci-dessus. Elle convient que les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts et qu'ils visent des buts différents. L'Argentine convient aussi

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004, paragraphe 177 ("*Réexamen à l'extinction Japon*").

que la nature de l'analyse et de la détermination peut différer dans une enquête sur le dommage au titre de l'article 5 et dans une enquête sur le dommage au titre de l'article 11.3, et que ces différences peuvent ne pas être notables. Cette nature prédictive de l'examen est toujours importante pour ce qui est de la nature d'un réexamen au titre de l'article 11.3, et parfois pertinente pour ce qui est d'une enquête au titre de l'article 5 (par exemple, lorsque le "dommage" est fondé sur une "menace de dommage").

Question n° 3

Les tierces parties pourraient-elles expliquer pourquoi, selon elles, il est pertinent pour la détermination à l'extinction que la mesure antidumping initiale ait été imposée sur la base d'un calcul du dumping fondé en partie sur des données de fait disponibles? Les tierces parties sont-elles d'avis que, dans un tel cas, il existe une prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête d'entreprendre une action ou une analyse particulière pour déterminer s'il y a une probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, et dans l'affirmative, qu'est-ce qui, selon elles, est prescrit?

Réponse de l'Argentine

8. La détermination au titre de l'article 11.3 doit être prospective. Par conséquent, les circonstances qui ont donné lieu à la marge résultant de l'enquête initiale ont démontré que cette marge n'aurait pas dû être pertinente pour la détermination de la probabilité établie par le Département.

9. En l'absence de la dévaluation du peso, il n'y aurait pas eu de marge de dumping dans l'enquête initiale. La détermination préliminaire établie dans l'enquête initiale était fondée sur les seules données sur les ventes et les coûts de la société et a donné lieu à une marge de dumping nulle. La première communication du Mexique montre que l'application des données de fait disponibles aux fins de la détermination finale établie dans l'enquête initiale résultait de la dévaluation du peso mexicain de 1994 associée à la forte dette libellée en dollars de la société. Comme la première communication du Mexique le démontre, ces circonstances étaient particulières et ne se répéteraient en cas de suppression. L'Argentine est donc d'avis que la marge de dumping qui a résulté de l'utilisation des données de fait disponibles dans l'enquête initiale n'était pas pertinente pour l'analyse prospective exigée par l'article 11.3.

10. En outre, le Département disposait d'éléments de preuve positifs plus probants au moment du réexamen à l'extinction. Depuis l'enquête initiale, il avait effectué des réexamens administratifs et calculé une marge nulle dans chaque réexamen. Ces marges de dumping nulles calculées ultérieurement constituaient des éléments de preuve positifs qui étaient plus récents que la marge résultant de la détermination initiale. Par conséquent, le Département aurait dû accorder davantage de poids aux marges nulles ultérieures, étant donné qu'elles étaient plus probantes aux fins de la détermination de la probabilité du Département.

11. Pour l'Argentine, la présente affaire met en évidence le fait que le Département ne procède pas à l'analyse prescrite par l'article 11.3 mais, au lieu de cela, s'appuie mécaniquement sur des marges antérieures et des baisses du volume. En fait, les États-Unis sont allés jusqu'à dire que les constatations formulées lors de l'enquête initiale étaient les "seuls éléments de preuve" attestant du comportement d'une société en l'absence d'une ordonnance:

> Pour établir sa détermination de la probabilité dans le présent réexamen à l'extinction, le Département du commerce a commencé par examiner les constatations concernant le dumping établies dans l'enquête initiale. La raison d'être de cette approche est que les constatations établies dans l'enquête initiale fournissent les seuls éléments de

preuve attestant du comportement des sociétés interrogées en l'absence de la discipline instaurée par une ordonnance antidumping.[2]

12. L'Argentine n'accepte pas cette affirmation, car elle est incompatible avec les prescriptions de l'article 11.3 imposant de procéder à un réexamen et d'établir une détermination, sur la base d'éléments de preuve positifs, selon laquelle il est "probable" que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si l'ordonnance est levée.

Question n° 4

Les autres tierces parties partagent-elles l'avis des CE selon lequel il faut effectuer un calcul intermédiaire, compatible avec l'article 2, des marges de dumping afin d'établir une détermination correcte de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira?

Réponse de l'Argentine

13. L'Argentine est d'avis qu'il doit y avoir des éléments de preuve positifs de la probabilité pour que l'autorité établisse une détermination positive au titre de l'article 11.3. Ainsi, alors que le calcul des marges au titre de l'article 2 n'est pas une condition préalable d'une détermination au titre de l'article 11.3 (comme l'Organe d'appel l'indique dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*[3]), de telles marges constituent le type d'éléments de preuve positifs dont on attendrait de l'autorité qu'elle les examine pour établir une détermination au titre de l'article 11.3.

14. Toutefois, selon l'Argentine, la détermination de dumping probable établie par le Département dans l'affaire visant les OCTG en provenance du Mexique n'était pas étayée par des éléments de preuve positifs. Dans cette affaire, il a été démontré que la détermination initiale n'avait quasiment aucune valeur probante parce qu'elle était fondée sur une situation du marché particulière qui ne se répéterait pas (voir l'analyse ci-dessus en réponse à la question n° 3). En outre, le Département a bien effectué des réexamens administratifs postérieurs à l'enquête initiale. Le Département a calculé des marges de dumping nulles distinctes, ce qui, selon l'Argentine, était l'élément de preuve le plus probant en ce qui concerne la question de la probabilité.

Question n° 5

Les tierces parties pourraient-elles indiquer quelle(s) disposition(s) de l'Accord antidumping régissent les abrogations par société du type de celles qui sont en cause dans le présent différend?

Réponse de l'Argentine

15. L'Argentine est d'avis que l'article 11.2 crée l'obligation de supprimer une mesure antidumping par société. Elle ne souscrit pas à la position des États-Unis selon laquelle l'article 11.2 ne crée pas d'obligations applicables par société pour plusieurs raisons.

16. Premièrement, la position des États-Unis est incompatible avec le texte de l'article 11.2, qui se réfère à "toute partie intéressée" et aux "parties intéressées". Avec ces références, le texte indique explicitement que les obligations énoncées à l'article 11.2 d'effectuer un réexamen et/ou de supprimer un droit antidumping s'appliquent par société.

17. Deuxièmement, l'Argentine croit comprendre que la disposition réglementaire des États-Unis relative à l'abrogation, 19 C.F.R. 351.222 b), qui met en œuvre les obligations des États-Unis au titre

[2] Première communication des États-Unis, paragraphe 122.
[3] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 123.

de l'article 11.2, n'autorise pas les exportateurs individuels à demander des abrogations de l'"ordonnance dans son ensemble". En permettant à une société de demander l'abrogation uniquement pour ce qui la concerne, la réglementation est compatible avec le point de vue de l'Argentine selon lequel l'article 11.2 prévoit des abrogations par société.

18. Troisièmement, l'affaire *DRAM originaires de Corée* confirme que l'article 11.2 a trait à des obligations par société. Les deux principales mesures des États-Unis contestées par la Corée visaient des sociétés spécifiques. La mesure antidumping en cause était intitulée: "Notice of Final Results of Anti-dumping Duty Administrative Review and Determination Not to Revoke Order in Part: Dynamic Random Access Memory Semiconductors of One Megabyte or Above From the Republic of Korea" (non souligné dans l'original). La Corée a également contesté "en tant que telle" la disposition réglementaire des États-Unis relative à l'abrogation qui régissait les abrogations par société, en alléguant spécifiquement qu'elle violait l'article 11.2. Dans le cadre de leur argumentation dans cette affaire, les États-Unis n'ont pas fait valoir que l'article 11.2 ne créait pas d'obligations par société.

19. Quatrièmement, la façon dont les États-Unis ont modifié leur disposition réglementaire relative à l'abrogation laisse entendre qu'ils étaient d'avis que leur disposition concernant les abrogations par société était assujettie aux disciplines de l'article 11.2. Par exemple, le Département a expliqué dans l'avis publié au Federal Register que les modifications réglementaires étaient apportées pour mettre la législation des États-Unis en conformité avec l'article 11.2:

> Nous avons formulé la règle finale d'une façon qui précise que le Secrétaire doit établir une constatation positive de nécessité pour maintenir une ordonnance en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs. Bien que cette reformulation n'affecte pas le processus par lequel le Département examine l'abrogation, la disposition réglementaire reformulée est plus proche du libellé de l'article 11.2 de l'Accord antidumping et de celui de l'article 21.2 de l'Accord SMC.[4]

20. Cinquièmement, la position des États-Unis est incompatible avec la position qu'ils ont adoptée récemment dans l'affaire DS268. Dans cette affaire, les États-Unis ont affirmé que les réexamens à l'extinction étaient menés sur la base de l'"ordonnance dans son ensemble". En se fondant sur cette approche, ils ont jugé limitée la pertinence de la participation des exportateurs individuels.[5] Le résultat d'une telle approche est que le maintien d'une ordonnance antidumping peut être fondé sur des circonstances qui n'ont aucun rapport avec une société individuelle, quelle qu'elle soit. En même temps, les États-Unis ont souligné à maintes reprises tout au long de cette procédure que leurs procédures étaient compatibles avec l'Accord antidumping parce qu'elles permettaient à une société de faire abroger une ordonnance pour ce qui la concernait si elle obtenait des marges nulles dans trois réexamens administratifs consécutifs.[6]

21. Enfin, même à supposer pour les besoins de l'argumentation que les réexamens au titre de l'article 11.2 imposent uniquement des obligations sur la base de l'"ordonnance dans son ensemble", les éléments de preuve présentés à la fois par TAMSA et par Hylsa – les seuls producteurs mexicains connus d'OCTG – ont fourni les données positives requises qui suffisaient non seulement pour justifier un "réexamen" au titre de l'article 11.2, mais également pour démontrer que le maintien du droit n'était plus "nécessaire pour neutraliser le dumping".

---

[4] 64 Federal Register at 51238.

[5] *Voir*, par exemple, dans l'affaire DS268, les réponses des États-Unis à la première série de questions posées par l'Argentine (8 janvier 2004), paragraphe 12; les réponses des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial (8 janvier 2004), paragraphes 3 et 19; les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial (13 février 2004), paragraphe 3 (documents disponibles sur le site Web de l'USTR).

[6] Deuxième communication écrite des États-Unis, *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268 (8 janvier 2004), paragraphes 13 à 15.

Question posée à l'Argentine

1. Le Groupe spécial note que la législation des États-Unis établit un laps de temps aux fins de l'examen par l'USITC de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira. L'Argentine pourrait-elle préciser si elle considère que l'autorité chargée de l'enquête doit spécifier quand, selon elle, le dommage subsistera ou se reproduira – autrement dit, jusqu'où dans le futur porte l'examen qu'elle effectue pour établir sa détermination? Dans l'affirmative, l'Argentine pourrait-elle indiquer où, dans le texte de l'Accord antidumping, elle trouve des éléments étayant ce point de vue?

Réponse de l'Argentine

22. L'article 1675 a) 1) prescrit à la Commission de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira "dans un laps de temps raisonnablement prévisible". Le SAA explique qu'""un laps de temps raisonnablement prévisible" … dépassera normalement le laps de temps "imminent" retenu aux fins de l'analyse de l'existence d'une menace de dommage".[7] L'article 1675 a) 5) prescrit en outre que la Commission "considèrera que les effets de l'abrogation ou de la suppression d'une mesure peuvent ne pas être imminents, mais ne se manifester qu'à plus longue échéance".

23. Néanmoins, l'article 11.3 prescrit à l'autorité de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira *au moment de la suppression de la mesure antidumping* si celle-ci est supprimée. Ainsi, la détermination de la probabilité de dommage établie par l'autorité ne doit pas être fondée sur des spéculations concernant la situation éventuelle du marché plusieurs années plus tard, mais doit plutôt être fondée sur la probabilité d'un dommage au moment de la "suppression" de la mesure. En définissant un "laps de temps raisonnablement prévisible" comme étant plus long qu'un laps de temps "imminent", les dispositions légales des États-Unis sont incompatibles avec l'article 11.3, qui prescrit que la détermination doit être fondée sur un dommage au moment de la "suppression" du droit.

24. La position des États-Unis suppose que l'article 11.3 est muet sur la question du laps de temps pertinent dans lequel il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. Néanmoins, cette position ne tient pas compte du contexte immédiat de l'article 11.3. Les Membres de l'OMC ont adopté l'article 11.3 pour faire respecter le principe fondamental de l'article 11.1: les mesures antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Par conséquent, lorsque l'article 11.3 est lu conjointement avec la disposition générale de l'article 11.1, il est évident que le laps de temps dans lequel il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira, au titre de l'article 11.3, doit être aussi limité que possible de façon que les mesures antidumping ne soient maintenues que le temps nécessaire pour contrebalancer le dumping dommageable. Point tout aussi important, du point de vue de l'Argentine, le fait que le laps de temps pertinent n'a pas été défini n'est pas compatible avec le critère "probable" de l'article 11.3, à plus forte raison lorsqu'il est considéré à la lumière de l'article 11.1.

[7] SAA, page 887.

ANNEXE E-5

RÉPONSES DE LA CHINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – SÉANCE AVEC LES TIERCES PARTIES

(18 juin 2004)

QUESTIONS POSÉES AUX TIERCES PARTIES À LA SUITE DE LA PREMIÈRE RÉUNION

Questions posées à toutes les tierces parties:

Question n° 1

Les tierces parties pourraient-elles expliquer de quelle manière elles pensent qu'une détermination compatible avec les prescriptions de l'article 3 pourrait être établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, dans le cas où, par exemple, il n'y a pas eu, pendant la période d'application de la mesure, d'importations en provenance des sources dont il avait été initialement constaté qu'elles pratiquaient le dumping. Par exemple, dans un tel cas, comment la prescription de l'article 3.2 relative à l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping pourrait-elle être satisfaite?

Réponse

1.1 Premièrement, les dispositions de l'article 3, intitulé "Détermination de l'existence d'un dommage", de l'Accord antidumping s'appliquent à la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira, établie au titre de l'article 11.3 dans le cadre des réexamens à l'extinction.

1.2 L'expression "[p]our les besoins du présent accord", qui figure dans la note de bas de page 9, fait en sorte que le terme "dommage" soit défini conformément aux dispositions de l'article 3 chaque fois qu'il apparaît dans l'Accord antidumping. Par conséquent, pour constater l'existence d'un "dommage", s'il y a lieu, il convient de satisfaire aux dispositions de l'article 3 énonçant les prescriptions applicables à cette fin.

1.3 Le libellé des différentes dispositions de l'article 3 précise encore que les prescriptions qui y sont énoncées s'appliquent à la détermination de l'existence d'un "dommage". L'article 3.1 énonce des prescriptions générales concernant la détermination de l'existence d'un "dommage". Le membre de phrase "la détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994" indique par ce renvoi que les dispositions de l'article 3 s'appliquent à la détermination de l'existence d'un dommage dans l'ensemble de l'Accord antidumping, chaque fois qu'il faut établir les circonstances dans lesquelles une mesure antidumping peut être appliquée.[1]

1.4 Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon* indique ce qui suit:

[1] *Voir* l'article premier de l'Accord antidumping, en vertu duquel "[u]ne mesure antidumping sera appliquée dans les ... circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994".

> *[L]'article 3 est intitulé "dommage". Ce titre est lié à la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping ... Cela semble démontrer que le terme "dommage" tel qu'il apparaît tout au long de l'Accord antidumping – y compris l'article 11 – doit être interprété conformément à cette note de bas de page, sauf indication contraire. Cela semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement applicables tout au long de l'Accord antidumping et ne sont pas d'application limitée aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction.*

1.5 L'article 3.2 de l'Accord antidumping impose aux autorités chargées de l'enquête d'examiner le volume des importations et l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix. Il convient de noter que la dernière phrase de l'article 3.2 dispose ce qui suit:

Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

De toute manière, l'article 3.1 explique la nature de la décision concernant le dommage, qui doit être fondée sur des éléments de preuve positifs et comporter un examen objectif. L'accroissement du volume des importations en lui-même et à lui seul ne doit pas constituer un facteur déterminant aux fins de la décision concernant le dommage.

1.6 Toutefois, la Chine souhaiterait souligner que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping est essentiel lors de l'enquête initiale, c'est-à-dire que l'article 3.2 impose aux autorités chargées de l'enquête d'examiner s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping. Normalement, pour déterminer qu'il y a eu dommage, dans le cadre de l'enquête en matière de droits antidumping initiale, les autorités chargées de l'enquête doivent avoir des éléments de preuve suffisants démontrant que les importations ont augmenté de manière notable.

1.7 S'agissant de la procédure de réexamen à l'extinction, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'établir leur détermination sur la base d'éléments de preuve positifs et d'un examen objectif. La manière de procéder à un examen objectif du volume des importations faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3.2 dépend des différentes données de fait dans le cadre de la détermination, et de la situation au cours de la période de cinq ans pendant laquelle le droit a été appliqué. Là encore, comme un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante, les autorités chargées de l'enquête sont tenues de procéder à un examen général de chacun des facteurs appropriés pour parvenir à leur décision.

1.8 Par exemple, si les producteurs nationaux subissent un dommage de manière continue au cours des cinq années pendant lesquelles le droit est appliqué, les autorités chargées de l'enquête peuvent à bon droit déterminer, après avoir satisfait à l'obligation énoncée à l'article 11.3, qu'il est probable que le dommage subsistera, sans examiner si les importations faisant l'objet d'un dumping ont augmenté ou diminué.

1.9 Par exemple, si les producteurs nationaux se sont rétablis et ont de bons résultats, et que leur situation est durable au moment du réexamen à l'extinction, et pour une période raisonnablement prévisible, même si les importations faisant l'objet d'un dumping ont augmenté au cours des dernières années, les autorités chargées de l'enquête peuvent supprimer le droit.

1.10 Par exemple, si les producteurs nationaux se sont rétablis car il n'y a pas eu d'importations au cours des cinq dernières années, les autorités chargées de l'enquête doivent procéder à un examen pour déterminer si cette reprise est durable ou fragile et s'il est probable que le dommage se reproduira si le droit antidumping est supprimé. Si les éléments de preuve montrent qu'il est probable que le dommage se reproduira, même s'il n'y a pas eu d'importations en raison de l'application du droit

antidumping au cours des cinq dernières années, les autorités chargées de l'enquête peuvent à bon droit déterminer qu'il est probable que le dommage se reproduira.

Question n° 2

Les tierces parties estiment-elles que la détermination de "la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira" au titre de l'article 11.3 est d'une nature et d'une portée identiques à celles de la "détermination de l'existence d'un dommage" au titre de l'article 3? Les tierces parties pourraient-elles commenter, dans ce contexte, l'avis exprimé par l'Organe d'appel au paragraphe 87 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, selon lequel "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents" et la "nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale"?

Réponse

2.1 Premièrement, les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent au réexamen à l'extinction pour ce qui est de la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira au titre de l'article 11.3. Par exemple, l'autorité chargée de l'enquête doit suivre les dispositions de l'article 3.1, 3.4 et 3.5 pour établir une détermination fondée sur des éléments de preuve positifs, évaluer la totalité des 15 facteurs et indices économiques pertinents et démonter l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet du dumping et le dommage.

2.2 Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a considéré que "[l]a nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale". L'Organe d'appel explique également cette question en donnant l'exemple suivant:

> *Par exemple, dans un réexamen à l'extinction, les autorités sont appelées à axer principalement leur enquête sur ce qui se produirait si un droit compensateur existant devait être supprimé. En revanche, dans une enquête initiale, les autorités doivent examiner l'existence, le degré et l'effet de telle ou telle subvention alléguée afin de déterminer si une subvention existe et si elle cause un dommage à la branche de production nationale de telle sorte qu'elle justifie l'imposition d'un droit compensateur*.[2]

2.3 Toutefois, l'Organe d'appel, immédiatement après le paragraphe 87, a, au paragraphe 88, indiqué ce qui suit:

> *La suppression d'un droit compensateur est la règle, et son maintien l'exception. Le maintien d'un droit compensateur doit donc être fondé sur un réexamen effectué à bon escient et sur une détermination positive selon laquelle "il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront" si le droit est abrogé*.[3]

2.4 Par ailleurs, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

[2] Rapport de l'Organe d'appel ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, paragraphe 87.
[3] Id., paragraphe 88.

> *Il ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'un dommage faite dans le cadre de l'enquête initiale.* ***Il faudra*** *plutôt* ***une nouvelle détermination, fondée sur des éléments de preuve crédibles****, pour établir que le maintien du droit compensateur est justifié afin de supprimer le dommage causé à la branche de production nationale. (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)*

2.5 Il est manifeste que l'Organe d'appel exige l'établissement d'une "nouvelle détermination" concernant le dommage dans le cadre du réexamen à l'extinction. L'établissement d'une "nouvelle" détermination concernant le dommage, s'il y a lieu, exigerait des autorités chargées de l'enquête qu'elles suivent les règles et dispositions énoncées à l'article 3 de l'Accord antidumping.

2.6 Nous ne voyons donc pas la différence entre la nature et la portée de la détermination d'un dommage au titre de l'article 3 et d'un "dommage" au titre de l'article 11.3. Toutefois, le but peut être différent, comme l'Organe d'appel l'a indiqué à la première phrase du paragraphe 87, dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*: "[n]ous observons par ailleurs que les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des **buts différents**". (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)

2.7 Comme les buts sont différents, pour déterminer l'existence d'un dommage, les autorités chargées de l'enquête doivent mettre l'accent sur des aspects différents. Mais la base fondamentale doit être l'article 3 de l'Accord antidumping; autrement dit, pour déterminer qu'il est probable que le dommage subsistera, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer que le dommage existe au moment de la détermination et, pour déterminer qu'il est probable que le dommage se reproduira, l'autorité doit déterminer que le dommage a cessé au moment de la détermination.

Question n° 3

Les tierces parties pourraient-elles expliquer pourquoi, selon elles, il est pertinent pour la détermination à l'extinction que la mesure antidumping initiale ait été imposée sur la base d'un calcul du dumping fondé en partie sur des données de fait disponibles? Les tierces parties sont-elles d'avis que, dans un tel cas, il existe une prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête d'entreprendre une action ou une analyse particulière pour déterminer s'il y a une probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, et dans l'affirmative, qu'est-ce qui, selon elles, est prescrit?

Réponse

3.1 L'article 11.3 exige de l'autorité du Membre importateur qu'elle **détermine** s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Sur la base de l'article 2 de l'Accord antidumping, l'autorité devrait utiliser des éléments de preuve qui permettent de prouver que le dumping subsistait au moment du réexamen à l'extinction ou que ce dumping avait cessé à ce moment là, mais qu'il était "probable" qu'il se reproduirait. (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)

3.2 Par conséquent, peu importe, de toute manière, que la mesure antidumping initiale ait été imposée sur la base d'un calcul du dumping fondé en partie sur des données de fait disponibles ou sur la base des données des sociétés qui ont pleinement coopéré, les autorités du Membre importateur sont tenues de procéder à **un examen rigoureux** dans le cadre d'un réexamen à l'extinction avant que le droit puisse être maintenu. (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)

3.3 Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a fait la déclaration ci-après[4], qui confirmait le rapport du Groupe spécial:

> "*Pour continuer d'imposer la mesure une fois la période d'application de cinq ans expirée, il est clair que l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront du fait de la suppression du droit. L'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.*"[5]

3.4 Dans le cadre des réexamens à l'extinction, les autorités chargées de l'enquête sont tenues de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Il s'agit là d'une obligation normale au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, et non d'une action particulière.

3.5 Pour déterminer si le dumping subsistera ou se reproduira, l'autorité chargée de l'enquête doit suivre les règles définies à l'article 2 de l'Accord antidumping.

3.6 L'expression "[a]ux fins du présent accord" figurant au début de l'article 2.1 de l'Accord antidumping montre que les rédacteurs ont eu pour intention manifeste de faire en sorte que l'obligation énoncée à l'article 2 s'applique à l'ensemble de l'Accord antidumping, chaque fois qu'apparaît le terme "dumping". La notion essentielle de "dumping" définie à l'article 2, s'applique donc à toutes les déterminations de "dumping" au titre de l'Accord antidumping, y compris les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

3.7 Le membre de phrase "probable que le dumping ... subsister[a] ou se reproduir[a]", qui figure à l'article 11.3, ne modifie donc pas la notion fondamentale de "dumping" et n'a pas non plus d'incidence sur l'applicabilité de l'article 2 à l'article 11.3. Pour constater que le "dumping subsistera", les autorités doivent constater l'existence d'un dumping au moment du réexamen à l'extinction. Pour constater que le "dumping se reproduira", les autorités doivent d'abord constater que le dumping a cessé lorsque a lieu le réexamen à l'extinction.

Question n° 4

Les autres tierces parties partagent-elles l'avis des CE selon lequel il faut effectuer un calcul intermédiaire, compatible avec l'article 2, des marges de dumping afin d'établir une détermination correcte de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira?

Réponse

4.1 Premièrement, conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, les autorités chargées de l'enquête sont tenues de procéder à un examen pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Par conséquent, les autorités sont tenues de procéder à un examen conforme aux dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping.

4.2 Pour déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer que le dumping existe au moment où a lieu la procédure de réexamen à

[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, page 46.

[5] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, paragraphe 7.271.

l'extinction. Il n'est pas approprié d'utiliser le calcul des droits antidumping initial effectué cinq ans auparavant et les autorités sont donc tenues de procéder à un examen des marges de dumping.

4.3 Pour déterminer qu'il est probable que le dumping se reproduira, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer que le dumping a cessé au moment où a lieu la procédure de réexamen à l'extinction. Si le dumping a cessé, il peut y avoir deux scénarios; premièrement, il n'y a pas eu d'importations après la détermination définitive initiale ou, deuxièmement, d'après les résultats les plus récents du réexamen administratif, la société n'a pas pratiqué de dumping.

4.4 Toutefois, pour déterminer qu'il est probable que le dumping se reproduira, il convient de procéder à une "analyse tournée vers l'avenir". Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a expliqué que "[l]a détermination de la probabilité [était] une détermination prospective. En d'autres termes, les autorités [devaient] entreprendre une **analyse tournée vers l'avenir** et chercher à résoudre la question de savoir ce qui se produirait probablement si le droit était supprimé".[6] (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)

4.5 En conclusion, pour établir une détermination correcte de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, les autorités chargées de l'enquête sont tenues de faire une détermination qui soit conforme aux dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping.

Question n° 5

Les tierces parties pourraient-elles indiquer quelle(s) disposition(s) de l'Accord antidumping régissent les abrogations par société du type de celles en cause dans le présent différend?

Réponse

5.1 La Chine estime que l'Accord antidumping ne traite pas la question de l'abrogation des droits par société.

5.2 Toutefois, les autorités chargées de l'enquête peuvent se fonder sur l'article 11.2 pour procéder à ces abrogations, en particulier les autorités qui appliquent un système de perception des droits rétroactif, comme celles des États-Unis.

5.3 L'article 11.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> *Les autorités réexamineront la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié, de leur propre initiative ou, à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé depuis l'imposition du droit antidumping définitif, à la demande de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen.*

5.4 L'article 11.2 prescrit un réexamen de la nécessité de maintenir le droit antidumping. Il peut s'agir d'un réexamen pour changement de circonstances ou d'un réexamen administratif/intérimaire. Ce réexamen vise à faire en sorte que les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage, comme le prescrit l'article 11.1 de l'Accord antidumping.

[6] Rapport de l'Organe d'appel Réexamen à l'extinction concernant l'acier en provenance du Japon, paragraphe 105.

5.5 La Chine estime, comme les États-Unis, que le terme "droit", lu dans le contexte décrit plus haut, "fait référence à l'ordonnance en matière de droits antidumping dans son ensemble et non telle qu'elle est appliquée à telle ou telle société".[7]

5.6 Les États-Unis appliquent un système rétroactif de perception des droits, dont les caractéristiques les plus importantes sont le réexamen administratif ou le réexamen annuel. Le système de réexamen annuel impose une charge de travail considérable aux exportateurs étrangers, même si leur marge de dumping a été nulle lors des réexamens annuels antérieurs; autrement dit, si la branche de production nationale du Membre importateur demande que soit effectué un réexamen annuel au cours de la période d'application du droit, la procédure de réexamen est automatique; les exportateurs étrangers doivent répondre au questionnaire du Département du commerce et faire l'objet tous les ans de vérifications inopinées. Par conséquent, le fait d'instituer un système d'abrogation des droits antidumping par société permet de libérer d'une lourde charge les sociétés qui ont cessé de pratiquer le dumping après la détermination définitive initiale.

5.7 L'abrogation des droits antidumping par société n'est pas prescrite par l'Accord antidumping. Toutefois, si les autorités chargées de l'enquête disposent de règles de ce type dans leur législation ou réglementation nationale, ces règles doivent être conformes à l'Accord antidumping; ainsi, si, comme le prescrit l'article 11.2, à la suite du réexamen effectué au titre de ce paragraphe, les autorités déterminent que le droit antidumping n'est plus justifié, il sera supprimé immédiatement.

[7] Première communication des États-Unis, paragraphe 147.

ANNEXE E-6

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – SÉANCE AVEC LES TIERCES PARTIES

(18 juin 2004)

Questions posées à toutes les tierces parties

1. Les tierces parties pourraient-elles expliquer de quelle manière elles pensent qu'une détermination compatible avec les prescriptions de l'article 3 pourrait être établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, dans le cas où, par exemple, il n'y a pas eu, pendant la période d'application de la mesure, d'importations en provenance des sources dont il avait été initialement constaté qu'elles pratiquaient le dumping. Par exemple, dans un tel cas, comment la prescription de l'article 3.2 relative à l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping pourrait-elle être satisfaite?

1. L'article 11.3 de l'*Accord antidumping* exige une détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira. S'il n'y avait pas eu d'importations en provenance de la source initiale, il ne serait guère possible, de l'avis des Communautés européennes, de formuler une constatation de probabilité que le dommage subsistera. En effet, les quelque cinq ans qui se seraient écoulés entre de telles importations et la situation actuelle de la branche de production nationale indiqueraient presque à coup sûr l'absence de lien de causalité. C'est-à-dire que les importations remontant à cinq ans ne pourraient pas être considérées comme responsables de la situation actuelle de la branche de production nationale. Ainsi, la détermination qui devrait être établie dans l'exemple proposé dans la question serait une détermination de la probabilité que le dommage *se reproduirait*.

2. En pareil cas, l'autorité chargée de l'enquête devrait tenir compte de toute modification apportée dans l'intervalle à l'*Accord antidumping*. Par exemple, si la sous-cotation des prix avait été un facteur clé dans la détermination initiale de l'existence d'un dommage, et si la nouvelle version de l'*Accord* établissait des règles spécifiques sur ce point, l'autorité chargée de l'enquête devrait en tenir compte. De même, si la nouvelle version de l'*Accord* avait introduit de nouveaux facteurs à prendre en considération lors de l'examen de la situation de la branche de production nationale, il faudrait également en tenir compte. L'autorité chargée de l'enquête ne pourrait pas se contenter de déterminer qu'il était probable que ce qui s'était passé auparavant, c'est-à-dire le "dommage" au sens de l'ancien *Accord*, se reproduirait. L'autorité chargée de l'enquête devrait déterminer qu'il était probable que le dommage au sens du nouvel *Accord* se reproduirait.

3. En ce qui concerne le volume des importations, l'autorité chargée de l'enquête pourrait prendre en considération par exemple: la situation en matière de capacité dans les pays sources initiaux (y a-t-il surcapacité, quelle est la situation en matière de stocks, quel est le taux d'utilisation des capacités); la structure des exportations des pays sources initiaux à destination des autres pays (quels sont les volumes et les tendances des exportations et celles-ci pourraient-elles être détournées vers le Membre importateur); et la situation en matière de consommation et de capacité dans le Membre importateur (est-elle de nature à attirer de nouvelles importations).

4. En ce qui concerne les prix, l'autorité chargée de l'enquête pourrait de même prendre en considération les niveaux actuels des prix dans les pays sources initiaux (sont-ils bas ou élevés par rapport à ceux du Membre importateur); la structure des prix des exportations des pays sources

initiaux à destination des autres pays (sont-ils bas ou élevés par rapport à ceux du Membre importateur et/ou par rapport à ceux du Membre exportateur); et la situation actuelle des prix dans le Membre importateur (sont-ils relativement déprimés ou relativement fermes).

5. En ce qui concerne la situation de la branche de production nationale, les autorités chargées de l'enquête pourraient examiner si elle est solide ou fragile, par exemple en se référant aux facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*, y compris aux types de coefficients financiers habituellement utilisés par les marchés lorsqu'ils prennent des décisions en matière d'investissement.

6. En ce qui concerne le lien de causalité, les autorités chargées de l'enquête devraient prendre en considération les facteurs connus autres que le dumping. Par exemple, s'il y a eu récemment une augmentation des importations du produit en provenance de pays tiers à des prix inférieurs à ceux de la branche de production nationale, on pourrait s'attendre à ce qu'elle contribue à un éventuel dommage.

2. Les tierces parties estiment-elles que la détermination de "la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira" au titre de l'article 11.3 est d'une nature et d'une portée identiques à celles de la "détermination de l'existence d'un dommage" au titre de l'article 3? Les tierces parties pourraient-elles commenter, dans ce contexte, l'avis exprimé par l'Organe d'appel au paragraphe 87 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, selon lequel "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents" et la "nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale"?

7. Les Communautés européennes considèrent que la constatation antérieure d'un dommage sur laquelle l'autorité chargée de l'enquête devra nécessairement se fonder aux fins de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* doit être compatible avec l'article 3. Par sa nature et sa portée, elle devra être identique à une détermination établie conformément à l'article 3. Si l'*Accord* a été modifié, l'autorité chargée de l'enquête devra en tenir compte.

8. En ce qui concerne la partie prospective de la détermination d'un dommage – la probabilité que le dommage se reproduira – les Communautés européennes conviennent qu'elle est différente de la détermination initiale, dans la mesure où elle est prospective, tandis que la détermination établie dans l'enquête initiale portera, dans la plupart des cas, sur le passé. D'un point de vue juridique toutefois, il n'en reste pas moins que l'article 3 définit le dommage et que, sauf indication contraire, c'est à partir de ce concept défini que l'autorité chargée de l'enquête, dans un réexamen à l'extinction, doit débuter son analyse de la réapparition du dommage. Les Communautés européennes ont indiqué dans leur réponse à la question précédente certaines des manières dont l'autorité chargée de l'enquête pourrait s'acquitter de cette tâche.

9. Les citations tirées de l'affaire *États-Unis – Acier au carbone en provenance d'Allemagne* ne constituent qu'une partie du tableau d'ensemble qui émerge de cette affaire. L'Organe d'appel a fait ces déclarations dans le cadre de la conclusion à laquelle il est parvenu selon laquelle il y avait des différences entre une enquête initiale et une enquête dans le cadre d'un réexamen à l'extinction – plus précisément, il a constaté que la règle *de minimis* était, par ses termes mêmes, limitée aux enquêtes initiales, cette constatation étant possible uniquement à cause de la présence de l'expression "sauf indication contraire" dans la définition du dommage. Cependant, l'Organe d'appel a également fait observer par ailleurs, et a depuis confirmé, qu'il existait d'importantes similitudes entre les deux types

d'enquêtes – par exemple le fait que l'article 3 définit le dommage et l'article 2 le dumping, aux fins de l'*Accord*, et qu'une définition va au-delà d'un simple renvoi.[1]

3. Les tierces parties pourraient-elles expliquer pourquoi, selon elles, il est pertinent pour la détermination à l'extinction que la mesure antidumping initiale ait été imposée sur la base d'un calcul du dumping fondé en partie sur des données de fait disponibles? Les tierces parties sont-elles d'avis que, dans un tel cas, il existe une prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête d'entreprendre une action ou une analyse particulière pour déterminer s'il y a une probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, et dans l'affirmative, qu'est-ce qui, selon elles, est prescrit?

10. Les Communautés européennes renvoient aux paragraphes 41 à 46 de leur communication écrite.

11. L'utilisation des "données de fait disponibles" est une approche légitime, expressément prévue par l'*Accord antidumping*. L'autorité chargée de l'enquête n'a pas besoin de réexaminer la détermination initiale. Elle n'a pas besoin de réexaminer si le recours aux "données de fait disponibles" était justifié ou non. Cependant, si, comme dans la présente affaire, l'autorité chargée de l'enquête se contente (selon les allégations) de constater qu'il est probable que ce qui s'est passé pendant l'enquête initiale se passera à nouveau (c'est-à-dire se reproduira), alors la nature des événements initiaux est pertinente. Si les événements initiaux étaient exceptionnels ou liés à des circonstances exceptionnelles (une tempête ou un tremblement de terre inhabituel ou une crise financière exceptionnelle), ils sont alors pertinents pour la détermination de la probabilité. L'autorité chargée de l'enquête ne peut pas raisonnablement affirmer qu'il est "probable" qu'un événement exceptionnel se reproduira, sans donner d'autres justifications plus détaillées d'une telle constatation.

4. Les autres tierces parties partagent-elles l'avis des CE selon lequel il faut effectuer un calcul intermédiaire, compatible avec l'article 2, des marges de dumping afin d'établir une détermination correcte de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira?

12. Les Communautés européennes renvoient aux paragraphes 22 à 30 de leur communication écrite, faisant référence à une détermination de dumping plutôt qu'à un calcul.

5. Les tierces parties pourraient-elles indiquer quelle(s) disposition(s) de l'Accord antidumping régissent les abrogations par société du type de celles en cause dans le présent différend?

13. Sauf dans le contexte d'un réexamen à l'extinction, la disposition de l'*Accord antidumping* qui traite de l'abrogation, ou plus exactement de la "suppression" est l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*. À cet égard, les Communautés européennes renvoient au paragraphe 139 de leur communication écrite. Elles considèrent que l'*Accord antidumping* ne prévoit pas l'abrogation d'une ordonnance par société et que cette position est étayée par les paragraphes 149 à 158 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier au carbone en provenance du Japon*.

Questions posées aux Communautés européennes

1. Au paragraphe 41 de leur communication, les CE indiquent que le raisonnement suivi pour établir une détermination dans les réexamens au titre de l'article 11.3 prend une importance particulière. À supposer que, dans la présente affaire, le Département du commerce ait pris en compte tous les éléments de preuve portés à sa connaissance et tous les arguments des parties, les CE sont-elles d'avis qu'il était obligé de chercher, de son propre chef, des renseignements et des arguments additionnels avant d'établir sa détermination? Dans ce

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone en provenance du Japon*, paragraphe 126.

cas, les CE pourraient-elles expliquer ce qui, dans le texte de l'Accord, étaye l'existence d'une telle obligation?

14. Les Communautés européennes considèrent que, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête peut publier un avis et demander des éléments de preuve ou des arguments aux parties intéressées connues, mais qu'elle n'est pas de manière générale obligée de chercher activement des renseignements additionnels. Elle doit cependant examiner tous les éléments de preuve et tous les arguments portés à sa connaissance. Elle doit également procéder à une enquête, en se fondant sur des éléments de preuve objectifs, d'une manière juste et impartiale. Elle ne peut pas faire abstraction des faits qui lui sont connus. Si des points ne sont pas clairs, elle devrait prendre des mesures pour tenter de les clarifier.

15. Les Communautés européennes considèrent que les éléments de preuve et les arguments que l'USDOC doit prendre en considération incluent, par définition, la détermination initiale de l'existence d'un dumping et tout réexamen intermédiaire.

16. Les Communautés européennes ne formulent pas d'observations sur la question de savoir si, dans la présente affaire, l'USDOC a bien pris en compte tous les éléments de preuve portés à sa connaissance et tous les arguments des parties – à supposer que la question soit posée.

17. Toutefois, les Communautés européennes ne considèrent pas qu'il suffit que l'autorité chargée de l'enquête *prenne* simplement *en compte* tous les éléments de preuve et arguments portés à sa connaissance. Les autorités chargées de l'enquête doivent établir une *détermination* selon laquelle il est *probable* que le dumping et le dommage se reproduiront si le droit est supprimé. Le critère "probable" est un critère qui exige plus qu'une simple prise en compte des éléments de preuve et des arguments – il indique quelque chose de probable, par opposition à simplement possible.

18. Le Groupe spécial doit donc faire plus que simplement vérifier si l'autorité chargée de l'enquête a ou non pris en compte tous les éléments de preuve et arguments portés à sa connaissance. Il doit examiner ces éléments de preuve et ces arguments. S'il constate que les éléments de preuve et les arguments ne font qu'étayer une constatation selon laquelle il serait *possible* que le dumping et le dommage se reproduisent, il doit alors constater l'existence d'une incompatibilité avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

19. Ainsi, les Communautés européennes admettent que les autorités chargées de l'enquête peuvent partir du principe que les parties intéressées peuvent avoir, dans une certaine mesure, la charge initiale de présenter des éléments de preuve et des arguments pour étayer la suppression du droit (comme cela a été le cas dans la présente affaire), mais une fois ces éléments de preuve et arguments ont été présentés, les autorités chargées de l'enquête doivent alors les réfuter si le droit n'est pas à supprimer. À cause du critère "probable", cette réfutation n'est pas une simple formalité. Elle exige qu'il soit fait référence à des éléments de preuve et à un raisonnement convaincants. Une simple référence à la détermination initiale de l'existence d'un dumping et à ses effets sur les importations est insuffisante.

20. Ce que veulent dire essentiellement les Communautés européennes c'est que, avec l'approche de l'USDOC, il sera toujours possible de proroger le droit indéfiniment. L'USDOC constate l'existence d'un dumping dans l'enquête initiale et impose un droit antidumping. Il n'est pas surprenant que les importations diminuent ou cessent. Lorsqu'il effectue un réexamen à l'extinction, l'USDOC tient un raisonnement selon lequel les importations ont diminué ou cessé à cause du droit, si bien que si le droit était supprimé, il serait probable que le dumping et le dommage se reproduiraient. C'est là une *possibilité* qui est inhérente à l'approche de l'USDOC dès le premier jour où des droits sont imposés et où les importations diminuent ou cessent, indépendamment de ce qui se passe au cours des cinq années suivantes. Cette *possibilité* subsiste alors et se maintient pendant la période de cinq ans et elle constitue la base du raisonnement de l'USDOC dans le réexamen à l'extinction. Si l'on

se fonde sur un tel raisonnement, il est clair, à partir du moment où le droit initial est imposé, qu'il est *possible* qu'il soit maintenu en vigueur indéfiniment et pour l'essentiel sur la seule base de la détermination initiale de l'existence d'un dumping et de son effet immédiat inévitable. Ainsi, au mieux, la méthode de l'USDOC équivaut à une constatation de la *possibilité* que le dumping et le dommage se reproduisent – mais cela ne peut pas être suffisant pour satisfaire au critère probable de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. De l'avis des Communautés européennes, l'approche de l'USDOC prive l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* de tout sens effectif. L'Organe d'appel a souligné que la suppression automatique selon une échéance contraignante était au cœur de cette disposition et que la prorogation constituait l'*exception*. Une diminution ou une cessation des importations après l'imposition d'un droit antidumping n'est pas exceptionnelle – c'est la norme, et elle se produit dans la plupart, voire la totalité, des cas.

2. À la suite de la déclaration qu'elles ont faite au paragraphe 48 de leur communication, les CE entendent-elles suggérer que, dans un différend portant sur un réexamen au titre de l'article 11.3, les déterminations initiales de l'existence d'un dumping et d'un dommage font toujours l'objet d'un examen par le Groupe spécial?

21. Les Communautés européennes renvoient aux paragraphes 47 et 48 de leur communication écrite.

22. La compatibilité des déterminations initiales de l'existence d'un dumping et d'un dommage avec l'*Accord antidumping* en vigueur au moment de l'établissement de la détermination initiale ne peut pas être examinée par le Groupe spécial. Le Groupe spécial ne peut pas non plus examiner, en tant que telle, la question de savoir si les déterminations initiales de l'existence d'un dumping et d'un dommage sont ou non compatibles avec l'*Accord antidumping* en vigueur au moment où est effectué le réexamen à l'extinction.

23. Toutefois, les Communautés européennes considèrent bien que les "phénomènes" dont l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer s'il est probable qu'ils subsisteront ou se reproduiront doivent être le dumping et le dommage, tels que ces termes sont utilisés dans l'*Accord antidumping* en vigueur au moment où est effectué le réexamen à l'extinction. Le problème dans l'affaire dont est saisi le présent Groupe spécial est que l'USDOC s'est simplement contenté de constater qu'il était probable que ce qui s'était passé en 1994 se reproduirait. Toutefois, ce qui s'est passé en 1994 n'était pas nécessairement un dumping et un dommage au sens de l'*Accord antidumping* actuellement en vigueur. L'USDOC aurait dû examiner si ce qui s'était passé en 1994, au cas où cela se produirait à nouveau, constituerait ou non un dumping et un dommage au sens de l'*Accord antidumping* actuel. L'USDOC n'a absolument pas examiné ce point et les États-Unis ont donc agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué au paragraphe 130 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Acier au carbone en provenance du Japon*, cette question ne peut se poser que dans des circonstances où la détermination de la probabilité est fondée sur la détermination initiale de l'existence d'un dumping, et lorsque le plaignant a invoqué cette question (comme il l'a fait dans la présente affaire) – sinon le Groupe spécial ne serait pas automatiquement saisi de cette question.

24. En outre, les Communautés européennes considèrent effectivement que, pour déterminer s'il est probable ou non que quelque chose se reproduira, il est approprié d'examiner si l'événement initial, lorsqu'il s'est produit pour la première fois, était un événement habituel ou un événement exceptionnel. L'autorité chargée de l'enquête doit examiner ce point parce qu'il est lié à la question de la probabilité. Si l'événement initial était exceptionnel, il est forcément moins probable qu'il se reproduira que s'il s'agissait d'un événement habituel. Dans la présente affaire, des circonstances exceptionnelles ont entouré la détermination initiale – en particulier la crise financière du Mexique et les risques de change des exportateurs. Au vu de ces faits, figurant au dossier de l'USDOC dans l'enquête initiale, on peut dire au maximum qu'il est possible qu'ils se reproduiront – mais ces faits ne peuvent pas étayer la constatation selon laquelle il est *probable* qu'ils se reproduiront.

3. Les CE pourraient-elles préciser, en référence au paragraphe 73 de leur communication, si elles considèrent que l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis qui accompagne la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay constitue une mesure qui, en elle-même, peut être contestée dans le présent différend?

25. À la suite du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier au carbone en provenance du Japon*, les Communautés européennes considèrent qu'une mesure n'a pas besoin d'être "impérative", au sens où elle a force de loi contraignante dans le système juridique interne, pour pouvoir être contestée devant un groupe spécial.

26. Les Communautés européennes considèrent que, si le SAA contient une mesure qui "en tant que telle" est incompatible avec une obligation figurant dans l'*Accord antidumping*, le Groupe spécial peut formuler des constatations et des recommandations à cet égard.

27. Les Communautés européennes notent que le SAA a un statut particulier en droit des États-Unis qui peut le rendre pertinent, avec d'autres mesures, lorsqu'il s'agit de déterminer s'il peut ou non y avoir incompatibilité avec les *Accords de l'OMC*.

28. Les Communautés européennes considèrent en outre, également suite au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier au carbone en provenance du Japon*, qu'il est possible que la pratique constante des États-Unis sur un point spécifique, considérée dans le contexte d'une disposition spécifique du SAA, donne lieu à une incompatibilité avec une disposition spécifique des *Accords de l'OMC*, incompatibilité qui découle uniquement de la pratique constante.

29. Dans la présente affaire, les Communautés européennes n'ont pas formulé d'autre avis sur la question de savoir si une disposition spécifique du SAA était ou non incompatible avec l'*Accord antidumping*.

4. Les CE pourraient-elles expliquer ce qui, d'après elles, constitue le point de repère approprié dans le cadre de leur déclaration selon laquelle "la marge totale ou le montant total du dumping calculé au cours de la période de réexamen est gonflé" au paragraphe 85 de leur communication – c'est-à-dire gonflé par rapport à quel point de repère?

30. Les Communautés européennes renvoient au tableau 2 de leurs observations écrites qui montre le calcul de trois "marges de dumping" par ordre croissant: sans réduction à zéro (la vraie marge de dumping calculée conformément à l'*Accord antidumping*); avec réduction à zéro selon les modèles; et avec réduction à zéro simple. Toutes autres choses étant égales par ailleurs, ce schéma se répétera généralement: la marge obtenue par réduction à zéro selon les modèles sera toujours supérieure à la vraie marge calculée sans réduction à zéro; et la marge obtenue par réduction à zéro simple sera toujours supérieure à la marge obtenue par réduction à zéro selon les modèles. L'Organe d'appel a dit dans l'affaire *CE – Linge de lit* que la réduction à zéro selon les modèles gonflait la vraie marge de dumping. Les Communautés européennes font observer que la réduction à zéro simple doit donc forcément aussi gonfler – ou en fait gonfler énormément – la vraie marge de dumping, de la même manière et pour les mêmes raisons.

31. Le point de repère est celui qui résulte de la seule interprétation véritable et admissible de l'*Accord antidumping*, et en particulier de l'article 2.4 et 2.4.2, telle que les Communautés européennes l'ont exposée en détail dans leur communication écrite.

32. Le point de repère est également, en tout cas dans la présente affaire, le point de repère fixé par l'autorité chargée de l'enquête elle-même lorsqu'elle a établi les paramètres de son enquête. L'autorité chargée de l'enquête déterminera en particulier pour quels produits et sur quelle période elle enquêtera pour savoir si les importations en provenance d'un autre pays font l'objet d'un dumping. Comme dans la présente affaire, l'USDOC aura donc généralement décidé d'imposer un droit

antidumping pour l'ensemble de la période; d'imposer un droit antidumping *au même taux* pendant toute la période pertinente; d'imposer un droit antidumping sur *toutes* les transactions à l'exportation au cours de la période pertinente (qu'elles soient effectuées au-dessus ou au-dessous de la valeur normale); de procéder à une enquête pour l'ensemble du territoire des États-Unis; etc. En d'autres termes, l'autorité chargée de l'enquête elle-même a défini le point de repère et, par conséquent, elle était obligée en vertu de sa propre logique de ne pas utiliser la réduction à zéro simple comme elle l'a fait, étant donné que cela aboutissait à ne pas tenir dûment compte de transactions à l'exportation qui relevaient de la catégorie pertinente des transactions, même si elle avait considéré ces transactions comme pertinentes pour déterminer s'il existait un dumping.

5. Les CE considèrent-elles que les réexamens périodiques du montant du droit effectués par les États-Unis (réexamen administratif annuel) constituent des réexamens au titre de l'article 11.2 ou de l'article 11.3?

33. Les Communautés européennes renvoient aux paragraphes 86 à 90 de leur communication écrite.

34. Les Communautés européennes considèrent qu'un réexamen périodique du montant du droit effectué par les États-Unis doit être conforme aux obligations énoncées à l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*. Le tableau ci-joint expose en détail le lien entre les réexamens périodiques du montant du droit effectués par les États-Unis et l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*; et entre les réexamens pour changement de circonstances effectués par les États-Unis et l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*.

35. Ainsi, les Communautés européennes ne considèrent pas qu'aux États-Unis un nouveau taux de dépôt en espèces résultant d'un réexamen périodique du montant du droit ait une existence *autonome*.

36. De toute manière, les Communautés européennes ont analysé à la fois l'article 9.3.1 et l'article 11.2 dans leurs observations écrites et sont parvenues aux mêmes conclusions. Puisque des considérations d'ordre temporel sont au cœur de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*, cet article ne donne pas aux autorités chargées de l'enquête une excuse pour abandonner les principes fondamentaux sur lesquels tout le calcul du dumping est fondé.

6. Les CE considèrent-elles que la pratique des États-Unis qui consiste à comparer la valeur normale moyenne pondérée avec des prix à l'exportation pris individuellement pour déterminer le montant du droit à fixer pour une période antérieure au cours d'un réexamen périodique du montant du droit (réexamen administratif annuel) viole l'Accord antidumping?

37. En l'absence des conditions et explications énoncées dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, la réponse est oui. Nous avons demandé l'établissement d'un groupe spécial à propos de cette question et nous renvoyons aux explications détaillées données dans notre communication écrite concernant la présente affaire, en particulier aux paragraphes 91 à 123.

7. Au paragraphe 132 de leur communication, les CE semblent faire valoir que l'utilisation du mot "maintien" dans le texte de l'article 11.2 fait référence au montant de la marge calculée. Les CE pourraient-elles expliquer ce point de vue, compte tenu de la référence textuelle au "maintien du droit"?

38. Les Communautés européennes ne font pas valoir que l'utilisation du mot "maintien" à l'article 11.2 de l'*Accord antidumping* étaye le point de vue selon lequel le *montant* de la marge de dumping calculé dans un réexamen au titre de cette disposition doit être le même que celui qui a été calculé antérieurement à ce réexamen. Elles font plutôt valoir que ce mot indique un degré de continuité par rapport à quelque chose. Il va de soi que l'autorité chargée de l'enquête ne pourrait pas,

par exemple, complètement changer dans un réexamen le champ des produits visés par l'enquête initiale. Nous faisons valoir que la continuité à laquelle il est fait référence doit avoir quelque chose à voir avec le "droit" – étant donné que c'est ce que dit la phrase. Si ce n'est pas le *montant* du droit auquel il est fait référence, cela doit être quelque chose d'autre, la seule autre possibilité étant la *méthode* selon laquelle le droit doit être calculé. Nous concluons par conséquent, que, puisque des considérations d'ordre temporel sont au coeur de la disposition, celle-ci ne donne pas aux autorités chargées de l'enquête la possibilité d'abandonner complètement les méthodes fondamentales utilisées pour calculer une marge de dumping, dans les enquêtes initiales et à un autre titre, définies à l'article 2 de l'*Accord antidumping*. En tout cas, toute modification de la méthode devrait être clairement justifiée et expliquée, par référence à tout changement de circonstances. Parvenir à une autre conclusion rendrait redondant le choix du mot "maintien", ce qui ne serait pas une interprétation admissible de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*.

8. Les CE affirment que l'établissement du taux de dépôt en espèces pour les expéditions futures dans le cadre du réexamen périodique du montant du droit effectué par les États-Unis (réexamen administratif annuel) est "une actualisation du cadre temporel de référence pour l'enquête" (paragraphe 131 de la communication des CE), et que, par conséquent, il fait partie de la "phase d'enquête" de l'enquête. Cependant, l'article 5.10 précise que les enquêtes doivent être terminées au maximum dans un délai de 18 mois. Les CE laissent-elles entendre par conséquent que le système des États-Unis est, dans l'ensemble, incompatible avec cette disposition?

39. Les Communautés européennes ne considèrent pas que l'établissement du taux de dépôt en espèces fasse partie de la phase d'enquête initiale ou enquête au titre de l'article 5. Nous ne considérons pas par conséquent qu'il y ait une quelconque incompatibilité avec l'article 5.10 de l'*Accord antidumping*.

40. Les Communautés européennes veulent simplement dire que si, dans un système prospectif, le taux calculé au cours de l'enquête initiale sert de base au calcul du droit à recouvrer, qui est susceptible d'un remboursement, dans le système rétrospectif des États-Unis, ce taux est par la suite "actualisé" suivant une méthode incompatible avec l'*Accord antidumping* (asymétrie et réduction à zéro). De cette manière, le lien entre les deux systèmes de recouvrement, qui devraient simplement être deux moyens différents de parvenir au même résultat, est gravement faussé.

41. Les Communautés européennes considèrent qu'un réexamen périodique du montant du droit effectué par les États-Unis comporte, objectivement, une fixation du droit et/ou un type d'enquête – non une enquête initiale ou enquête au titre de l'article 5 – mais néanmoins une enquête. L'*Accord antidumping* ne contient aucune définition du mot "enquête" et, en fait, dans l'*Accord antidumping*, ce mot est utilisé dans des sens différents et il peut donc y avoir différents types d'enquêtes. Nous renvoyons à cet égard aux paragraphes 115 à 123 de notre communication écrite.

9. Les arguments des CE à propos des deux "aspects" des procédures de fixation périodique du droit menées par les États-Unis semblent indiquer que les CE considèrent que ces procédures sont compatibles avec l'article 9.3.1 de l'Accord antidumping dans la mesure où elles concernent la fixation des droits visant les expéditions effectuées au cours de la période couverte par le réexamen, mais sont incompatibles avec l'article 11.2 ou l'article 2, ou les deux dans la mesure où elles concernent l'établissement d'un taux de dépôt en espèces pour les expéditions futures. Cette interprétation est-elle exacte? Si c'est le cas, les CE pourraient-elles préciser comment elles justifient cette position à la lumière du fait qu'un système rétrospectif de fixation du montant des droits antidumping est autorisé au titre de l'Accord antidumping et qu'un tel système semblerait impliquer une certaine actualisation des montants déposés avant la dernière fixation du montant des droits. Les CE conviennent-elles que, sans une telle actualisation, le résultat ne se distinguerait pas du résultat obtenu dans un système prospectif de fixation des droits?

42. Il se pose la question liminaire de savoir quelles dispositions de l'*Accord antidumping* régissent le réexamen périodique du montant du droit effectué par les États-Unis: l'article 9.3.1 ou l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*, ou les deux? Les Communautés européennes sont certaines que la plupart, voire la totalité, des réexamens périodiques du montant du droit effectués par les États-Unis sont régis par l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*. Comme il est indiqué aux paragraphes 86 à 90 de la communication écrite des Communautés européennes, le taux du dépôt en espèces est peut-être régi, ou également régi, par l'article 11.2 de l'*Accord antidumping* (voir la réponse à la question n° 5).

43. De toute manière, les Communautés européennes considèrent que, du fait de la méthode de la réduction à zéro simple, les réexamens périodiques du montant du droit effectués par les États-Unis sont sans aucun doute incompatibles avec l'article 2 de l'*Accord antidumping*; sans aucun doute incompatibles avec l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*; et sans aucun doute incompatibles avec l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*. Ainsi, pour être clairs, la première phrase de la question ne reflète pas la position des Communautés européennes – nous estimons que la fixation à titre final du montant du droit par l'USDOC est incompatible avec les dispositions susmentionnées de l'*Accord antidumping*.

44. Les Communautés européennes n'affirment pas qu'un système rétrospectif de recouvrement des droits est, en soi, incompatible avec une quelconque disposition de l'*Accord antidumping*.

45. Les Communautés européennes ne conviennent pas nécessairement qu'un tel système rétrospectif "*implique*" une actualisation du taux de dépôt en espèces à chaque fixation des droits. Les Communautés européennes ne voient aucune obligation de ce type à l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*. Le Groupe spécial n'est toutefois pas saisi de cette question.

46. Les Communautés européennes ne concèdent pas que la question de savoir si un système prospectif et un système rétrospectif produisent ou non les mêmes résultats dépend de la question de savoir si le taux du dépôt en espèces est ou non actualisé. Le taux du dépôt en espèces fait partie de la mesure qui est, du moins potentiellement, temporaire ou provisoire – la mesure définitive finale étant la fixation du droit final. Ce sont les règles qui s'appliquent à la fixation à titre final – ou dans un système prospectif, les règles qui s'appliquent au remboursement – qui déterminent le résultat de la fixation du droit final.

47. Ce n'est pas l'actualisation du taux de dépôt en espèces en soi à laquelle les Communautés européennes font objection. C'est le fait que dans la fixation à titre final, le taux de droit est extrêmement gonflé par le recours à la réduction à zéro simple et que cette distorsion illégale transparaît aussi dans le taux actualisé du dépôt en espèces.

10. Le Groupe spécial a-t-il raison de comprendre, en ce qui concerne le tableau 1, que les CE considèrent que la colonne "réduction à zéro par transaction" représente une pratique déloyale?

48. Les Communautés européennes renvoient aux paragraphes 92 à 102 de leur communication écrite. Cette interprétation est correcte en ce qui concerne, premièrement, la méthode de comparaison utilisée et, deuxièmement, le recours à la réduction à zéro simple, dans des circonstances autres que celles qui sont prévues à la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

> **Le Groupe spécial a-t-il raison de comprendre que cette colonne indique le montant à hauteur duquel la valeur normale dépassait le prix à l'exportation pour les expéditions concernées?**

49. Cette colonne indique le montant à hauteur duquel la valeur normale moyenne pondérée (VN), telle qu'elle est calculée par les États-Unis, excède le prix d'une transaction à l'exportation spécifique (TE), tel qu'il est calculé par les États-Unis. Cependant, les Communautés européennes considèrent que la méthodologie utilisée par les États-Unis pour effectuer une comparaison entre VN et TE est incompatible avec l'*Accord antidumping*, étant donné qu'elle s'appuie sur une méthode de comparaison asymétrique avec réduction à zéro, alors que rien dans l'*Accord antidumping* ne justifie l'utilisation d'une telle méthode.

> **Le Groupe spécial a-t-il raison de comprendre que ces chiffres représentent le montant du dumping dont ces ventes font l'objet?**

50. Non. Ces chiffres ne représentent pas le montant du "dumping" dont ces ventes font l'objet au sens de l'*Accord antidumping*. En effet, la comparaison entre VN et TE n'est pas effectuée sur une base symétrique (la VN est établie sur la base d'une moyenne pondérée tandis que les prix à l'exportation sont établis transaction par transaction) et les montants négatifs de "dumping" sont ramenés à zéro.

51. En d'autres termes, cette question semble impliquer que l'existence d'un dumping peut être établie pour chacune des transactions sans exception. Cette hypothèse est en contradiction avec le fait que la détermination de l'existence d'un dumping doit pleinement prendre en considération toutes les transactions à l'exportation relevant du champ de l'enquête défini par l'autorité chargée de l'enquête, et pas seulement une partie de cet ensemble (sans préjudice de la deuxième phrase de l'article 2.4.2 qui autorise, dans des circonstances très spécifiques, le recours à la réduction à zéro et permet donc que certaines transactions ne soient pas pleinement prises en considération dans la détermination de l'existence d'un dumping, voir la réponse aux questions n° 14 et 15).

> **La position des CE est-elle qu'un Membre n'est pas habilité à recouvrer des droits correspondant aux montants du dumping effectif, c'est-à-dire aux montants à hauteur desquels le prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale pour des ventes données, mais doit compenser le dumping effectif au cours de la période d'application d'une ordonnance par les montants à hauteur desquels le prix à l'exportation excède la valeur normale pour d'autres ventes?**

52. Cela résume pour l'essentiel notre position. Cependant, les Communautés européennes voudraient formuler des observations ci-après.

53. "***Dumping effectif***": de l'avis des Communautés européennes, le "dumping" est un concept juridique défini dans l'*Accord antidumping*. Tout ce qui n'est pas conforme à cette définition n'est pas un "dumping" au sens de l'*Accord antidumping*. Le fait que le prix d'une exportation donnée est inférieur à la valeur normale moyenne pondérée ne signifie pas qu'elle "fait l'objet d'un dumping" ou qu'il y a "dumping". L'*Accord antidumping* contient des règles précises concernant les cas dans lesquels un prix à l'exportation pris individuellement peut être comparé à une valeur normale moyenne pondérée. Si les circonstances requises n'existent pas, ce type de comparaison est tout simplement totalement dénué de pertinence pour déterminer s'il y a ou non dumping, tel que ce concept juridique est défini dans l'*Accord antidumping*.

54. "***recouvrer des droits … pour des ventes données***": cela ne décrit pas de manière appropriée le système de recouvrement des droits des États-Unis. Les États-Unis ne recouvrent pas des droits sur la base de marges établies par transaction. Lors d'un réexamen périodique du montant du droit, les États-Unis établissent en revanche une nouvelle marge de dumping pour les ventes ayant lieu au cours d'une période déterminée (en suivant plus ou moins la même approche que dans l'enquête initiale, *à l'exception* de la méthode de comparaison asymétrique et du recours à la réduction à zéro simple). Sur la base de cette marge extrêmement gonflée, les États-Unis fixent un taux tout aussi gonflé (voir paragraphes 84 et 85 de la communication écrite des Communautés européennes). Ce taux gonflé est

ensuite appliqué à **toutes** les transactions visées par le réexamen, **y compris** celles pour lesquelles aucun montant positif de "dumping" n'a été établi.

55. Là encore, cela illustre bien l'inéquité inhérente de l'approche des États-Unis, qui consiste à dire: cette transaction "fait l'objet d'un dumping" donc nous fixons un droit; cette transaction "ne fait pas l'objet d'un dumping" donc nous … fixons un droit de toute manière.

56. En conclusion, l'USDOC définit l'ensemble des transactions à l'exportation pour lesquelles le montant exigible final et un nouveau taux de dépôt en espèces seront déterminés. Les Communautés européennes estiment qu'une fois que cet ensemble a été établi (produit, période, etc.), l'autorité chargée de l'enquête est obligée d'en respecter les paramètres et de tenir dûment compte de la valeur des transactions à l'exportation qui relèvent de cet ensemble; sinon elle ne procéderait pas à une comparaison équitable. Cela est compatible avec les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*, dans laquelle il a été estimé que l'*Accord antidumping* obligeait l'autorité chargée de l'enquête à définir une marge de dumping unique pour l'ensemble du produit visé tel qu'elle l'avait défini. La réduction à zéro par transaction effectuée par les États-Unis au cours des réexamens périodiques du montant du droit aboutit au calcul de marges spécifiques pour chaque transaction (c'est-à-dire au niveau le plus désagrégé possible étant donné qu'il peut en résulter plusieurs marges pour le même exportateur, importateur, produit similaire, type de sous-produit et période – en fait autant de marges distinctes que de transactions ...).

57. Une fois que la marge de dumping a été établie conformément à l'*Accord antidumping*, en particulier à l'article 2, les droits doivent être recouvrés sur la base de cette marge conformément à l'article 9.3. La pratique de la réduction à zéro simple des États-Unis entraînera inévitablement le recouvrement de droits en dépassement de la marge de dumping calculée au titre de l'article 2, comme le montre clairement l'exemple ci-dessous (cet exemple est basé sur les mêmes données que celles utilisées dans la communication écrite).

Modèle	**Client**	**TE**	**VN**	**Montant du dumping**	**Montant du dumping sur la base de la réduction à zéro simple**
A	1	95	100	5	5
A	2	110	100	-10	0
A	2	95	100	5	5
A	3	110	100	-10	0
A	4	115	100	-15	0
B	1	95	110	15	15
B	2	90	110	20	20
B	3	100	110	10	10
B	4	125	110	-15	0
C	1	115	120	5	5
C	3	95	120	25	25
C	4	120	120	0	0
TOTAL		**1 265**		**35**	**85**
Marge				**2,8%**	**6,7%**

58. Dans l'exemple ci-dessus, la marge de dumping pour toute la série de transactions est de 2,8 pour cent (montant du dumping: 35 – pas de réduction à zéro). Lorsqu'ils appliquent la méthode de la réduction à zéro simple par transaction, les États-Unis calculent un montant total de dumping de 85, en fonction duquel cette base la marge qui s'appliquera de manière généralisée à toutes les

transactions reposera sur un taux de 6,7 pour cent (au lieu de 2,8 pour cent). Les Communautés européennes considèrent que cela constitue une violation flagrante de l'article 9.3.

59. Les CE reconnaissent que le recouvrement prospectif d'un droit peut également aboutir au recouvrement d'un droit initial en dépassement de la marge effective de dumping. C'est pourquoi l'article 9.3.2 de l'*Accord antidumping* prévoit un mécanisme de remboursement dans les moindres délais qui permet le remboursement du droit recouvré en dépassement de la marge effective de dumping.

11. Le Groupe spécial prend note de l'avis des CE selon lequel si le cumul est autorisé dans les réexamens à l'extinction, on ne peut y avoir recours que si les conditions permettant le cumul énoncées à l'article 3.3 de l'Accord antidumping sont remplies, soit au moment du réexamen à l'extinction, soit dans un laps de temps raisonnablement prévisible. Les CE incluent-elles, dans ce contexte, les conditions concernant les niveaux de dumping *de minimis* et les importations négligeables figurant à l'article 3.3? Si c'est le cas, les CE pourraient-elles commenter l'incidence, pour ce point de vue, des constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, concernant l'inapplicabilité de la notion de *de minimis* dans les réexamens à l'extinction?

60. Les Communautés européennes renvoient au paragraphe 64 de leurs observations écrites.

61. Il y a un certain conflit entre deux faits de droit: d'une part, l'article 3 de l'*Accord antidumping* définit le dommage aux fins de l'*Accord*, y compris les réexamens à l'extinction (et l'Organe d'appel a dit qu'une définition allait au-delà d'un simple renvoi) et, d'autre part, l'article 3.3 fait référence à l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*, qui ne concerne que les enquêtes initiales ou enquêtes au titre de l'article 5, et par conséquent ne concerne pas les enquêtes effectuées dans le cadre de réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. La "soupape de sécurité" qui permet de résoudre cette contradiction potentielle est l'expression "sauf indication contraire" figurant à la note de bas de page 9 de l'*Accord antidumping*.

62. Ainsi, la question de la règle *de minimis* constitue un cas spécial, à propos duquel il existe une "indication contraire" parce que l'article 3.3 se réfère expressément à l'article 5.8, lequel à son tour s'applique expressément aux enquêtes initiales ou enquêtes au titre de l'article 5.

63. Les autres conditions énoncées à l'article 3.3 (le volume des importations et les conditions de concurrence) ne sont pas assorties d'une telle réserve.

64. Ainsi, l'approche équilibrée, permettant de concilier ces deux affirmations, est que le cumul est possible, du moins à ces autres conditions.

12. Les CE pourraient-elles expliquer où dans l'Accord antidumping elles trouvent des éléments étayant leur point de vue selon lequel les réexamens périodiques du montant du droit que, selon elles, les États-Unis effectuent au titre de l'article 9.3.1, doivent être compatibles avec les prescriptions de l'article 2, y compris l'article 2.4.2?

65. La partie pertinente de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2.

66. Les Communautés européennes considèrent que l'expression "article 2" dans cette disposition doit être interprétée comme se référant à l'ensemble de l'article 2, y compris l'article 2.4 et l'article 2.4.2.

67. Le fait que l'article 9.3.3 fait aussi référence au paragraphe 3 de l'article 2 constitue un autre élément contextuel étayant ce point de vue.

68. Les Communautés européennes voudraient également signaler que l'article 2 de l'*Accord antidumping définit* le dumping aux fins de l'*Accord* (et l'Organe d'appel a confirmé qu'une définition allait au-delà d'un simple renvoi). Ainsi, lorsque l'article 9 fait référence au "dumping" il doit faire référence au dumping tel qu'il est défini à l'article 2.

69. C'est aussi une question de bon sens. Cela ne servirait à rien d'avoir des règles détaillées et précises pour déterminer la marge de dumping si, lorsqu'il s'agit de fixer effectivement des droits, l'autorité chargée de l'enquête était libre de faire ce qu'elle voulait. Cela viderait en grande partie l'*Accord antidumping* de tout sens effectif.

13. Le Groupe spécial note le point de vue des CE selon lequel "l'analyse désagrégée" examinée dans le contexte de la "réduction à zéro simple" produit une marge de dumping extrêmement gonflée. Pourtant, l'article 2.4.2 permet une "analyse désagrégée" dans le cadre des enquêtes initiales, lorsqu'il établit que des comparaisons transaction par transaction sont autorisées. À supposer qu'un Membre procède à des comparaisons transaction par transaction, les CE sont-elles d'avis que, lors du calcul de la marge de dumping globale selon une telle approche, la réduction à zéro est prohibée? Si c'est le cas, les CE pourraient-elles préciser où, dans le texte de l'Accord, elles trouvent des éléments étayant ce point de vue? Dans ce contexte, les CE pourraient-elles commenter spécifiquement l'affirmation selon laquelle l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" ne s'applique qu'au cas d'une comparaison de moyenne pondérée à moyenne pondérée.

70. Tout d'abord, les Communautés européennes font observer que la première phrase de l'article 2.4.2 ne fait pas référence aux enquêtes "initiales". Elle fait référence aux "enquêtes", ce qui a un sens plus large. Le Groupe spécial ne devrait pas donner de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* une lecture qui inclut des mots qui n'y figurent pas et qui ne sont étayés par aucun contexte ni but. Nous renvoyons à cet égard aux paragraphes 115 à 123 de notre communication écrite.

71. En ce qui concerne le fond de la question, les Communautés européennes souhaitent formuler les observations suivantes.

72. Premièrement, le Groupe spécial n'est pas saisi de la question de la réduction à zéro transaction par transaction et il n'a donc pas besoin de formuler de constatations à cet égard.

73. Deuxièmement, les Communautés européennes aimeraient faire observer qu'elles considèrent que la réduction à zéro ne serait pas équitable dans ce contexte. Elles renvoient à cet égard à l'article 2.4 et aux constatations de l'Organe d'appel et du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Bois d'œuvre*, telles qu'elles sont exposées au paragraphe 101 de leur communication écrite. Étant donné que la réduction à zéro aboutit à accorder plus de poids aux transactions "faisant l'objet d'un dumping" qu'aux transactions "ne faisant pas l'objet d'un dumping", elle est intrinsèquement partiale et inéquitable.

74. Troisièmement, même si le Groupe spécial estimait que la réduction à zéro dans un contexte transaction par transaction pouvait dans certaines circonstances être "équitable" (point que les Communautés européennes ne concèdent pas, et constatation qui, selon elles, constituerait une erreur de droit), alors les Communautés européennes feraient observer, à titre subsidiaire, que cette méthode ne pourrait jamais être équitable dans des circonstances telles que celles de la présente affaire, où l'autorité chargée de l'enquête elle-même a défini les paramètres de son enquête dans le cadre d'un réexamen pour ce qui est des éléments suivants: produit visé; période de réexamen; utilisation de valeurs normales moyennes pondérées; calcul d'une marge de dumping unique; application d'un taux de droit unique; enquête portant sur l'ensemble du territoire; etc. L'autorité chargée de l'enquête était

donc liée par sa propre logique, qu'elle aurait dû suivre tout au long de son enquête et de son évaluation.

75. Quatrièmement, l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" est effectivement pertinente pour ce qui est de la prohibition de la réduction à zéro lorsque l'on applique la première méthode de comparaison parce que la réduction à zéro viole ***aussi*** les règles mathématiques indiquées dans la première phrase de l'article 2.4.2. Cependant, ce n'est pas la seule raison pour laquelle la réduction à zéro est prohibée par l'*Accord antidumping*. La réduction à zéro est également prohibée parce qu'elle ajuste indûment la valeur des transactions à l'exportation et donne par conséquent sans justification plus de poids aux transactions "faisant l'objet d'un dumping" qu'aux transactions "ne faisant pas l'objet d'un dumping" dans le calcul de la marge de dumping du produit similaire. Comme l'a fait observer l'Organe d'appel, cela est intrinsèquement inéquitable. Le fait que la méthode transaction par transaction puisse être interprétée comme signifiant que l'autorité chargée de l'enquête peut fonder ses calculs sur un échantillon représentatif de transactions à l'exportation par opposition à toutes les transactions à l'exportation (position que les Communautés européennes ne partagent pas nécessairement étant donné qu'une telle méthode ne rendrait pas compte du montant effectif du dumping pratiqué au cours de la période de référence – les Communautés européennes considèrent plutôt que la méthode transaction par transaction peut conduire à sélectionner des ventes sur le marché intérieur qui sont utilisées pour une comparaison individuelle avec les transactions à l'exportation visées par l'enquête) ne signifie pas que l'autorité chargée de l'enquête, une fois qu'elle a sélectionné l'échantillon représentatif de transactions à l'exportation serait habilitée à ne pas tenir compte d'une manière ou d'une autre des transactions "ne faisant pas l'objet d'un dumping" pour calculer la marge globale de dumping, comme l'implique la réduction à zéro. En fait, l'utilisation de la deuxième méthode ne relève pas l'autorité chargée de l'enquête de l'obligation de calculer une marge de dumping pour le produit visé d'une manière compatible avec l'article 2 de l'*Accord antidumping*, ou d'une manière qui est compatible avec les paramètres que l'autorité chargée de l'enquête a elle-même établis.

14. Le Groupe spécial note que les CE font valoir que, s'il y a un dumping ciblé, l'article 2.4.2 autorise le recours à la troisième méthode de comparaison, entre la valeur normale moyenne pondérée et des transactions à l'exportation prises individuellement. Les CE sont-elles d'avis que la réduction à zéro est prohibée lorsque la troisième méthode est utilisée?

76. La réduction à zéro n'est pas prohibée lorsque la troisième méthode est appliquée conformément aux dispositions de la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. En fait, comme l'a estimé l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*, l'*Accord antidumping* reconnaît explicitement que certains types de ciblage (régions, périodes et clients) peuvent être pris en compte dans le cadre de l'enquête telle qu'elle est structurée. Les Communautés européennes considèrent que la réduction à zéro est un outil approprié contre les types de ciblage identifiés à l'article 2.4.2. L'Organe d'appel a aussi indiqué que l'*Accord antidumping* ne permettait pas aux autorités chargées de l'enquête de prendre en compte un quelconque autre type de ciblage allégué. Cela exclut par conséquent la réduction à zéro en dehors des circonstances prévues dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. Si la réduction à zéro est prohibée dans un tel calcul, il est alors probable que la marge de dumping qui en résultera sera la même que la marge qui résulterait de l'application de n'importe laquelle des deux autres méthodes (sans réduction à zéro).

> **Comment dans ce cas cette troisième méthode permet-elle à un Membre de prendre effectivement en compte le problème du dumping ciblé? Ce résultat ne priverait-il pas la troisième méthode de son sens?**

77. Comme il a été indiqué ci-dessus, les Communautés européennes conviennent avec le Groupe spécial que, toutes choses étant égales par ailleurs, la première et la troisième méthodes aboutiraient normalement au même résultat en l'absence de "réduction à zéro" (dans la deuxième méthode, la valeur normale pourrait être établie sur la base des prix intérieurs pris individuellement). Le fait que

la "réduction à zéro" est le facteur qui fait la différence entre la première et la troisième méthode démontre, de l'avis des Communautés européennes, que l'*Accord antidumping* limite l'utilisation de la "réduction à zéro" à un ensemble de circonstances bien défini, c'est-à-dire aux types de ciblage identifiés dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 et aux conditions qui y sont définies. En l'absence des conditions spécifiées à l'article 2.4.2, la "réduction à zéro" est prohibée par l'*Accord antidumping*.

ANNEXE E-7

RÉPONSES DU JAPON AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – SÉANCE AVEC LES TIERCES PARTIES

Questions posées à toutes les tierces parties:

1. Les tierces parties pourraient-elles expliquer de quelle manière elles pensent qu'une détermination compatible avec les prescriptions de l'article 3 pourrait être établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, dans le cas où, par exemple, il n'y a pas eu, pendant la période d'application de la mesure d'importations en provenance des sources dont il avait été initialement constaté qu'elles pratiquaient le dumping. Par exemple, dans un tel cas, comment la prescription de l'article 3.2 relative à l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping pourrait-elle être satisfaite?

Réponse

1. L'analyse effectuée par les autorités au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping concerne à la fois la situation actuelle et la situation future de la branche de production nationale.

2. L'article 11.3 exige des autorités qu'elles déterminent la probabilité que le dommage "subsister[a] ou se reproduir[a]". Les termes "subsister[a] ou se reproduir[a]" indiquent que l'analyse du dommage au titre de l'article 11.3 doit porter sur deux éléments, la situation actuelle de la branche de production nationale et la situation future de la branche de production nationale. Pour qu'il y ait un dommage qui "subsiste", les autorités doivent constater d'abord qu'un dommage est actuellement causé à la branche de production nationale, puis que le dommage subsistera. Pour qu'il y ait un dommage qui "se reproduise", les autorités doivent constater qu'il n'y a pas de dommage causé à la branche de production nationale au moment de la procédure de réexamen à l'extinction, mais qu'un dommage lui sera causé à un moment dans l'avenir.

3. L'analyse au titre de l'article 11.3 ne présente pas de différences par rapport à l'analyse prescrite au titre de l'article 3.7. Ce dernier article exige des autorités qu'elles déterminent la probabilité d'un dommage sur la base des analyses définies dans toutes les dispositions de l'article 3. Dans l'affaire *États-Unis – Enquête de l'ITC concernant les bois d'œuvre résineux*, le Groupe spécial a adhéré à notre interprétation. Il a dit ce qui suit: "il doit y avoir, dans toutes les affaires dans lesquelles une menace de dommage important est constatée, une évaluation de la situation de la branche de production à la lumière des facteurs énumérés aux articles 3.4/15.4 pour établir le contexte au vu duquel l'incidence des importations futures faisant l'objet d'un dumping/subventionnées doit être évaluée, outre une évaluation des facteurs de menace spécifiques".[1] Le Groupe spécial a également dit ce qui suit: "[c]omme pour l'examen des facteurs énoncés aux articles 3.4/15.4, l'examen des facteurs énoncés aux articles 3.2/15.2 fait partie du contexte au vu duquel les autorités chargées de l'enquête peuvent évaluer les effets des importations futures faisant l'objet d'un dumping et/ou subventionnées".[2]

4. Dans le cas où il n'y aurait pas d'importations au moment d'un réexamen à l'extinction, les autorités constateraient que les importations ne causaient pas de dommage à la branche de production

[1] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'oeuvre résineux en provenance du Canada* ("*États-Unis – Enquête de l'ITC concernant les bois d'oeuvre résineux*") (WT/DS277/R), adopté le 26 avril 2004, paragraphe 7.105.

[2] *Id.*, paragraphe 7.111.

nationale. Les autorités doivent alors examiner le volume des importations qui feront l'objet d'un dumping et leurs effets sur les prix pratiqués par la branche de production nationale conformément à l'article 3.2 pour constater l'incidence de ces importations sur la situation de la branche de production nationale et le lien de causalité au titre des articles 3.4 et 3.5.

2. Les tierces parties estiment-elles que la détermination de "la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira" au titre de l'article 11.3 est d'une nature et d'une portée identiques à celles de la "détermination de l'existence d'un dommage" au titre de l'article 3? Les tierces parties pourraient-elles commenter, dans ce contexte, l'avis exprimé par l'Organe d'appel au paragraphe 87 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, selon lequel "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents" et la "nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale"?

Réponse

5. Comme indiqué dans la réponse à la question n° 1 ci-dessus, la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère de la détermination de l'existence d'un dommage important dans le cadre d'une enquête initiale, pour ce qui est du moment où le dommage peut être constaté. En ce sens, la détermination dans le cadre de l'enquête initiale diffère de la détermination dans le cadre du réexamen à l'extinction, comme l'Organe d'appel l'a indiqué. En effet, dans ce même paragraphe 87 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a également expliqué ce qui suit:

> … Par exemple, dans un réexamen à l'extinction, les autorités sont appelées à axer principalement leur enquête sur ce qui se produirait si un droit compensateur existant devait être supprimé. En revanche, dans une enquête initiale, les autorités doivent examiner l'existence, le degré et l'effet de telle ou telle subvention alléguée afin de déterminer si une subvention existe et si elle cause un dommage à la branche de production nationale de telle sorte qu'elle justifie l'imposition d'un droit compensateur.

6. Toutefois, cette différence qualitative n'a pas d'incidence sur les prescriptions de base énoncées dans l'Accord antidumping pour ce qui est de la détermination d'un dommage. Dans le cadre des réexamens à l'extinction, les autorités doivent examiner tous les facteurs énoncés dans les dispositions de l'article 3 afin de déterminer la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira.

3. Les tierces parties pourraient-elles expliquer pourquoi, selon elles, il est pertinent pour la détermination à l'extinction que la mesure antidumping initiale ait été imposée sur la base d'un calcul du dumping fondé en partie sur des données de fait disponibles? Les tierces parties sont-elles d'avis que, dans un tel cas, il existe une prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête d'entreprendre une action ou une analyse particulière pour déterminer s'il y a une probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, et dans l'affirmative, qu'est-ce qui, selon elles, est prescrit?

Réponse

7. Le fait qu'une détermination établie dans le cadre d'une détermination initiale était fondée sur les données de fait disponibles ne diminue pas nécessairement sa valeur probante pour le réexamen à l'extinction ultérieur. Toutefois, les autorités ne devraient pas accorder un poids trop important à la détermination faite dans le cadre de l'enquête initiale parce qu'elle était fondée sur des renseignements qui avaient été recueillis au moins six ans avant le réexamen à l'extinction (un an pour la procédure

d'enquête initiale plus cinq années d'imposition de droits antidumping). Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, "[i]l ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'un dommage faite dans le cadre de l'enquête initiale. Il faudra plutôt une nouvelle détermination, fondée sur des éléments de preuve crédibles, pour établir que le maintien du droit compensateur est justifié afin de supprimer le dommage causé à la branche de production nationale."[3]

4. Les autres tierces parties partagent-elles l'avis des CE selon lequel il faut effectuer un calcul intermédiaire compatible avec l'article 2 des marges de dumping, afin d'établir une détermination correcte de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira?

Réponse

8. Les autorités doivent se fonder sur des marges de dumping pour établir une détermination de dumping au titre de l'article 11 de l'Accord antidumping. Le dumping se produit lorsque le prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale, selon la définition donnée à l'article VI:1 du GATT et à l'article 2.1 de l'Accord antidumping. Cette différence est la marge de dumping. La marge de dumping intervient donc toujours dans la détermination de dumping.

9. Comme indiqué dans la réponse à la question n° 1 ci-dessus, les termes "subsister[a] ou se reproduir[a]" indiquent que l'analyse du dumping au titre de l'article 11.3 doit porter sur deux éléments. Il est également clair que les dispositions de l'article 2.1 s'appliquent à une détermination de dumping au titre de l'article 11.3.[4] Parce que la marge de dumping intervient nécessairement dans une détermination de l'existence d'un dumping conformément à l'article 2.1, il est exigé des autorités qu'elles examinent la marge de dumping au moment du réexamen à l'extinction et à un moment dans l'avenir pour établir une détermination de dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

10. Les dispositions de l'article 11.1 prescrivent également l'analyse de la marge de dumping. L'article 11.1 est une disposition qui prime sur les autres dispositions de l'article 11 et prévoit que les droits antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". L'Organe d'appel a expliqué que "la règle générale de l'article 21.1 soulign[ait] la prescription voulant que les droits compensateurs soient périodiquement réexaminés et met[tait] en lumière les facteurs qui [devaient] sous-tendre ces réexamens".[5] En conséquence, l'article 11.1 prescrit qu'un réexamen à l'extinction confirme l'existence et l'importance du dumping à contrebalancer. Seule la marge de dumping peut indiquer l'existence et l'importance du dumping. Par conséquent, les autorités sont tenues d'examiner la marge de dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction conformément à l'article 11.1.

11. En résumé, l'article 11.1 et 11.3 exige des autorités qu'elles évaluent la marge de dumping au moment du réexamen à l'extinction et à un moment dans l'avenir afin d'établir une détermination de dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

5. Les tierces parties pourraient-elles indiquer quelle(s) disposition(s) de l'Accord antidumping régissent les abrogations par société du type de celles en cause dans le présent différend?

---

[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 88. (note de bas de page omise)

[4] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* (WT/DS244/AB/R), adopté le 9 janvier 2004, paragraphe 126 ("le mot "dumping" tel qu'il est utilisé à l'article 11.3 a le sens décrit à l'article 2.1").

[5] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 70.

Réponse

12. Les articles 2.1, 6.10 et 9.2 de l'Accord antidumping fournissent la base suffisante permettant aux autorités de faire des déterminations aux fins d'abrogation par société. L'article 2.1 énonce la règle générale applicable à toutes les dispositions de l'Accord antidumping, selon laquelle un dumping peut être constaté lorsque le prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale, c'est-à-dire lorsqu'une marge de dumping positive est constatée. L'article 6.10 énonce ensuite la règle fondamentale concernant la base d'éléments de preuve, qui prévoit que la marge de dumping doit être établie par société. L'article 9.2 autorise les autorités à recouvrer des droits antidumping en précisant "le nom du ou des fournisseurs du produit en cause".

ANNEXE E-8

RÉPONSES DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – SÉANCE AVEC LES TIERCES PARTIES

(18 juin 2004)

Question

1. Les tierces parties pourraient-elles expliquer de quelle manière elles pensent qu'une détermination compatible avec les prescriptions de l'article 3 pourrait être établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, dans le cas où, par exemple, il n'y a pas eu, pendant la période d'application de la mesure, d'importations en provenance des sources dont il avait été initialement constaté qu'elles pratiquaient le dumping. Par exemple, dans un tel cas, comment la prescription de l'article 3.2 relative à l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping pourrait-elle être satisfaite?

Réponse

Dans la communication écrite que nous avons présentée en tant que tierce partie, nous avons fait valoir que l'article 3 de l'Accord antidumping devrait s'appliquer aux réexamens à l'extinction, "parce qu'il représentait les disciplines convenues pour la détermination de l'existence d'un dommage, et qu'il n'existait aucune autre disposition de l'Accord antidumping sur la base de laquelle les Membres pourraient établir leur détermination de l'existence d'un dommage".[1] Nous avons conclu que, "même dans le cas d'une analyse prospective du dommage au titre de l'article 11.3, les autorités devaient nécessairement appliquer, chaque fois qu'il y avait lieu, l'article 3".[2]

Bien qu'il soit possible que, pendant la période d'application de la mesure, il n'y ait pas d'importations en provenance des sources dont il a été initialement constaté qu'elles pratiquaient le dumping, les autorités chargées de l'enquête ne devraient pas automatiquement s'exempter des obligations positives de faire des déterminations d'un dommage conformément à l'article 3, à moins qu'une décision raisonnable conformément à l'article 3 ne soit impossible. Même selon ce scénario, le fait qu'il n'y a pas d'importations doit en lui-même faire l'objet d'un examen, conformément aux obligations énoncées à l'article 11.3. Le simple fait de conclure qu'il est probable que le dumping et le dommage se reproduiront parce qu'il n'y a pas eu d'importations ne peut satisfaire aux prescriptions de l'article 11.3.

Puisque l'article 11.3 prescrit une analyse prospective du dommage futur, il serait donc approprié que les autorités chargées de l'enquête adoptent l'analyse de la menace de dommage, qui est également de nature prospective, comme prévu à l'article 3.7. Cet article contient une liste indicative de facteurs à examiner, comme la capacité librement disponible et les stocks, et a été rédigé d'une façon flexible pour tenir compte de la nécessité d'une analyse prospective du dommage, étant donné qu'il ne limite pas la faculté des autorités d'examiner d'autres facteurs pour établir leur détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira, à condition qu'ils soient motivés et justifiés.

[1] Communication du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie, 28 avril 2004, paragraphe 24.

[2] *Id.*

Question

2. Les tierces parties estiment-elles que la détermination de "la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira" au titre de l'article 11.3 est d'une nature et d'une portée identiques à celles de la "détermination de l'existence d'un dommage" au titre de l'article 3? Les tierces parties pourraient-elles commenter, dans ce contexte, l'avis exprimé par l'Organe d'appel au paragraphe 87 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, selon lequel "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents" et la "nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale"?

Réponse

En faisant valoir que les disciplines régissant la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3 s'appliquent à la détermination de la "probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira" au titre de l'article 11.3, nous n'affirmons pas que les deux déterminations sont d'une nature et d'une portée identiques. Les contextes dans lesquels les deux déterminations sont effectuées sont différents, de même que la place qu'elles occupent dans le processus antidumping global. On peut supposer, dans le cadre d'une enquête au titre de l'article 11.3, que la mesure antidumping a été imposée et que les importations visées ont très probablement été affectées, parfois dans une mesure notable, par les droits imposés. L'effet des droits, et les autres événements survenus entre-temps, doivent être dûment et soigneusement examinés lors du réexamen à l'extinction.

Bien qu'il reconnaisse les différences de nature et de portée des deux déterminations, l'Organe d'appel a néanmoins constaté que l'article 11.3 prescrit aux autorités de jouer un rôle actif lorsqu'elles procèdent à un réexamen à l'extinction, et que les déterminations devraient être fondées sur des éléments de preuve positifs.[3] Le libellé de l'article 11.3 fait obligation aux autorités d'examiner le dumping et le dommage. Étant donné que l'article 3 est le seul article prévoyant une discipline relative au dommage constante, les autorités chargées de l'enquête devraient donc suivre, lorsqu'il y a lieu, les dispositions pertinentes de cet article de façon à satisfaire aux prescriptions établies par l'Organe d'appel en ce qui concerne l'article 11.3, et à parvenir à une conclusion raisonnable s'agissant de l'analyse du dommage dans le cadre des réexamens à l'extinction.

Questions 3 à 5: [pas d'observation].

[3] *États-Unis – Acier au carbone*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS244/AB/R, paragraphe 111.

ANNEXE E-9

RÉPONSES DU MEXIQUE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – DEUXIÈME RÉUNION

(13 septembre 2004)

Questions posées au Mexique:

Question n° 1

Le Mexique pourrait-il clarifier l'argument qu'il a avancé au paragraphe 72 de sa deuxième déclaration orale, selon lequel "il n'y aurait pas moyen pour les États-Unis de corriger rétroactivement une violation de l'obligation, assortie d'une échéance contraignante, de suppression après cinq ans qui est énoncée à l'article 11.3"? Le Mexique pourrait-il en particulier indiquer ce qui distingue la présente affaire d'un différend portant sur une enquête initiale et l'obligation au titre de l'article 5.10 de l'Accord antidumping de terminer une enquête dans un délai d'un an ou, dans des circonstances spéciales, dans un délai de 18 mois?

Réponse à la question n° 1

1. La position du Mexique repose sur le caractère unique de l'obligation énoncée à l'article 11.3. Le texte de l'article 11.3 impose une limitation temporelle qui exige la suppression à un moment spécifique, à moins que les autorités chargées de l'enquête ne formulent certaines constatations. Ainsi, si un Membre veut invoquer l'exception et maintenir la mesure au-delà du délai spécifié, la charge lui incombe de procéder à un réexamen et de formuler les constatations requises par l'article 11.3. S'il ne le fait pas, ou s'il le fait de manière inappropriée, il n'a pas le droit de maintenir la mesure.

2. Les interprétations de l'article 11.3 données par l'Organe d'appel étayent ce point de vue. L'Organe d'appel a réaffirmé que l'obligation de supprimer les droits antidumping après cinq ans était assortie d'une échéance contraignante et a réitéré les conséquences du non-respect des conditions rigoureuses régissant l'invocation de l'exception permettant de maintenir une mesure antidumping:

> L'article 11.3 impose une **limitation temporelle** en ce qui concerne le maintien des droits antidumping. Il établit une règle impérative assortie d'une exception. Précisément, les Membres sont tenus **de supprimer un droit antidumping dans les cinq ans suivant son imposition "*à moins que*"** les conditions suivantes soient remplies: premièrement, un réexamen doit être entrepris avant l'expiration de la période de cinq ans suivant la date d'imposition du droit; deuxièmement, les autorités doivent déterminer au cours du réexamen qu'il est probable que le *dumping* subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé; et troisièmement, les autorités doivent déterminer au cours du réexamen qu'il est probable que le *dommage* subsistera ou se

reproduira si le droit est supprimé. **Si l'une quelconque de ces conditions n'est pas remplie, le droit doit être supprimé**.[1]

3. Dans sa déclaration, l'Organe d'appel réaffirme le sens courant de l'article 11.3. Si l'autorité compétente n'a satisfait à aucune des conditions permettant de maintenir une mesure, la "règle impérative" énoncée à l'article 11.3 s'applique, et "le droit doit être supprimé".

4. Donner à un Membre une deuxième occasion d'invoquer l'exception non seulement affaiblirait la limite temporelle de cinq ans que les Membres ont négociée, mais également contreviendrait à une autre limitation temporelle spécifiée à l'article11.3 en ce qui concerne le moment où un Membre doit engager et conclure le réexamen. L'article 11.3 prévoit que tout réexamen engagé afin de déterminer si la mesure doit être maintenue doit être "entrepris avant cette date", laquelle s'entend de la date qui se situe cinq ans après l'imposition de la mesure. L'article 11.3 établit également une exception additionnelle à la règle générale selon laquelle "[l]e droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen". À la lumière des limites temporelles énoncées à l'article 11.3, lorsqu'il a été constaté qu'une détermination établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction était incompatible avec l'article 11.3, il n'y a tout simplement rien que le Membre responsable de la violation puisse faire dans les limites temporelles spécifiées à l'article 11.3 pour mettre cette mesure en conformité avec l'Accord antidumping. L'octroi d'un délai raisonnable pour mettre une mesure en conformité peut être utilisé uniquement pour remédier à des manquements à des obligations non assorties d'échéances contraignantes. Sinon, cela donnerait des résultats absurdes ou priverait de sens plusieurs dispositions de l'Accord, ce qui n'est pas autorisé par la *Convention de Vienne sur le droit des traités*.

5. Les circonstances du présent différend mettent en lumière le caractère unique de l'obligation énoncée à l'article 11.3 et l'importance des interprétations données par l'Organe d'appel. Les États-Unis ont imposé la mesure antidumping dans la présente affaire en août 1995. Par conséquent, au titre de l'article 11.3, ils étaient obligés de supprimer la mesure en août 2000 à moins que les autorités des États-Unis ne formulent certaines constatations d'une manière compatible avec l'article 11.3. Une détermination du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'ont pas satisfait aux conditions permettant de maintenir la mesure signifierait que les États-Unis ont indûment prorogé la mesure au-delà d'août 2000 et au-delà de la limite temporelle fixée pour procéder à un réexamen. Si l'on considère les choses sous un angle différent, le Mexique avait le droit au titre de l'article 11.3 de voir ses exportations d'OCTG entrer aux États-Unis sans être assujetties à des droits antidumping à compter d'août 2000, à moins que les États-Unis n'aient dûment invoqué l'exception limitée prévue à l'article 11.3. Si les États-Unis maintiennent la mesure sans dûment invoquer l'exception, le droit du Mexique d'exporter sans être soumis à des droits antidumping doit être immédiatement rétabli.

6. Si le Groupe spécial constate que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 et qu'il permet néanmoins aux États-Unis de maintenir la mesure, les droits du Mexique au titre de l'Accord antidumping seront diminués et non rétablis. Les exportations du Mexique continueront d'être assujetties à une mesure antidumping pendant une dixième année suivant l'imposition de la mesure, sans que l'exception prévue à l'article 11.3 ait été dûment invoquée. Les exportations du Mexique continueront également à être assujetties à la procédure de réexamen administratif des États-Unis.[2] Bientôt, les États-Unis devront procéder à leur deuxième réexamen de

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, DS244, paragraphe 104 ("*Réexamen à l'extinction Japon*") (non souligné dans l'original).

[2] Il y a seulement deux semaines, la branche de production des États-Unis a demandé que le Département du commerce procède à un autre réexamen de l'ordonnance antidumping de 1994 pour ce qui concerne TAMSA. Le simple fait que cette demande a été déposée impliquera des procédures administratives, des questionnaires et éventuellement des vérifications.

cette ordonnance au titre de l'article 11.3, ce qui serait absurde à la lumière d'une constatation selon laquelle ils n'ont pas maintenu à bon droit la mesure en 2001.

7. En ce qui concerne la question spécifique du Groupe spécial relative à l'article 5.10, il y a une différence significative entre l'obligation énoncée à l'article 11.3 et l'obligation énoncée à l'article 5.10. Les obligations figurant à l'article 11 surviennent après que les droits antidumping ont été imposés et sont demeurés en vigueur pendant un certain temps. Le titre même de l'article 11 indique que les disciplines imposées par cet article concernent la "durée" d'une mesure antidumping en vigueur. L'article 11.1 et 11.2 impose l'obligation de supprimer la mesure immédiatement dans certaines circonstances, et l'article 11.3 impose l'obligation de supprimer la mesure à un moment spécifique à moins que certaines constatations spécifiques ne soient formulées. Aucune autre disposition de l'Accord antidumping ne contient l'obligation positive de supprimer une mesure à un moment spécifique. La nature de cette obligation unique est la base sur laquelle s'appuie le Mexique pour dire que la conséquence d'une violation de l'article 11.3 doit être la suppression de la mesure.

8. L'article 5.10 fait référence au temps dont on dispose pour effectuer une enquête susceptible d'aboutir à l'imposition de mesures antidumping dans un premier temps. Le contexte est donc très différent de celui de l'article 11. L'article 5.10 a cependant une structure similaire à celle de l'article 11.3 dans la mesure où il établit un laps de temps spécifique pendant lequel le Membre doit agir (12 à 18 mois), sous réserve d'une exception (une explication justifiant un délai plus long). Si un Membre ne respecte pas la limitation temporelle énoncée à l'article 5.10 et impose des droits après le délai de 18 mois, le Mexique considère que le Membre aura violé son obligation au titre de l'article 5.10. En effet, si un Membre manque à l'obligation assortie d'échéances contraignantes énoncée à l'article 5.10 en imposant un droit après le délai maximal de 18 mois, il serait absurde de recommander que ce Membre mette sa mesure en conformité avec l'Accord en lui accordant encore davantage de temps (un "délai raisonnable") pour le faire.

9. La suppression de la mesure est encore plus impérieuse en cas de violation de l'article 11.3 parce que cet article énonce les disciplines de fond relatives à la durée des droits antidumping. Autoriser un Membre à proroger la durée de la mesure afin de remédier à une violation à cause de laquelle la mesure était déjà en vigueur au-delà de la limite expressément autorisée par l'Accord antidumping ne servirait qu'à compromettre encore davantage les droits du Mexique au titre de l'article 11.3.

10. Comme le Mexique l'a dit dans ses communications au Groupe spécial, sa position sur ce point est une question de droit qui affecte les droits du Mexique au titre de l'Accord antidumping et est compatible avec les différents rapports adoptés par l'ORD qui reconnaissaient que la nature de l'obligation, ainsi que la nature et l'ampleur de la violation, justifiaient une suggestion ou une constatation spécifique visant à rétablir les droits du Membre affecté.[3] En l'absence d'une suppression

[3] Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Argentine – Viande de volailles en provenance du Brésil* a tenu un raisonnement selon lequel "compte tenu de la nature et de l'ampleur des violations dans la présente affaire", il "ne voy[ait] pas comment l'Argentine pourrait dûment mettre en œuvre [sa] recommandation sans annuler la mesure antidumping" (rapport du Groupe spécial, DS241, paragraphe 8.7); le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Guatemala – Ciment II* a constaté que "les violations étaient de nature "fondamentale" et qu'elles étaient "généralisées"" et que "compte tenu de la nature et de l'étendue des violations en l'espèce", la mesure devait être abrogée (rapport du Groupe spécial, paragraphe 9.6); plusieurs groupes spéciaux ont dit que dans certaines circonstances "la meilleure façon de réaliser cette mise en conformité" et la manière la "plus appropriée et/ou plus efficace" pour un Membre de se conformer aux recommandations de l'ORD serait d'abroger la mesure (voir par exemple le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Amendement Byrd*, paragraphe 8.6; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 8.5; *États-Unis – Vêtements de dessous*, paragraphe 8.3); le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Guatemala – Ciment I* a suggéré l'abrogation de la mesure antidumping existante en se fondant sur la violation importante des critères d'ouverture énoncés à l'article 5.3 de l'Accord antidumping (rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.6); le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Barres en plomb* a noté que les États-Unis avaient

immédiate de la mesure des États-Unis dans le cadre de la recommandation du Groupe spécial, les droits du Mexique au titre de l'Accord seraient diminués, ce qui contreviendrait aux articles 3:2 et 21:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Question n° 2

Le Mexique pourrait-il clarifier l'argument qu'il a avancé au paragraphe 32 de sa deuxième communication orale selon lequel "en n'évaluant pas si la Commission avait appliqué le bon critère puis en procédant à sa propre évaluation de la question de savoir si les faits étayeraient une constatation de dommage "probable", le Groupe spécial [chargé d'examiner le différend *OCTG en provenance d'Argentine*] a gravement affaibli l'obligation de fond énoncée à l'article 11.3, qui faisait peser sur l'autorité chargée de l'enquête la charge d'établir si un dommage était probable"? À cet égard, le Groupe spécial note qu'au paragraphe 7.285 de son rapport sur l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, le Groupe spécial a dit que "le critère exposé à l'article 11.3 de l'Accord pour les déterminations à l'extinction établies par les autorités chargées de l'enquête [était] "probable" ("*likely*"). Ce critère s'applique à la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira ainsi qu'aux déterminations de l'existence d'un dommage dans le cadre des réexamens à l'extinction, et c'est précisément le critère que l'USITC a appliqué." (non souligné dans l'original) En outre, le Mexique semble affirmer que, d'une certaine manière, la charge de la preuve incombe à l'autorité chargée de l'enquête – le Mexique pourrait-il préciser si c'est bien son point de vue et dans l'affirmative, sur quoi il se fonde.

11. Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* a dit à plusieurs reprises qu'il ne considérait pas que l'Argentine contestait directement le critère qui devait être appliqué dans les réexamens au titre de l'article 11.3. Au paragraphe 7.280, il a dit qu'il considérait que "l'essentiel de l'allégation de l'Argentine [était] que l'USITC, soit n'[avait] pas établi les faits correctement, soit ne les [avait] pas évalués objectivement ou ne s'[était] pas appuyée sur une base factuelle suffisante". Au paragraphe 7.285, le Groupe spécial a dit que "l'essentiel de l'allégation de l'Argentine n'[était] pas que l'USITC [avait] appliqué le mauvais critère, mais qu'elle [avait] fait erreur en déterminant qu'il avait été satisfait au critère probable".

12. Le Mexique a expliqué qu'il contestait à la fois le critère utilisé par la Commission, et l'établissement et l'évaluation des faits auxquels la Commission avait procédé pour déterminer si le critère avait été respecté.[4] La prescription imposant d'utiliser le critère correct est fondamentale pour qu'un Membre puisse satisfaire à ses obligations dans le cadre de l'OMC et elle est liée directement au critère d'examen du Groupe spécial dans la présente affaire. L'utilisation d'un mauvais critère juridique dans un réexamen au titre de l'article 11.3 fait que le processus est vicié dès le départ – car cela a une incidence sur l'aptitude de l'autorité chargée de l'enquête à établir les faits requis, sur son aptitude à évaluer objectivement les faits et sur son aptitude à déterminer si les faits qu'elle a étudiés constituent des éléments de preuve positifs de ce qui va probablement se passer.

13. Le Groupe spécial ne peut pas limiter son analyse au fait que la loi des États-Unis a utilisé le même mot – "probable" – que l'article 11.3. Il doit examiner: 1) la question de savoir si la législation des États-Unis donne au terme "probable" qui y figure un sens qui est compatible avec le sens du terme "probable" figurant à l'article 11.3, qui signifie "vraisemblable", et 2) la question de savoir si la Commission applique en fait un critère qui correspond au sens ordinaire du terme "probable", qui là encore signifie "vraisemblable".

---

continué d'appliquer la mesure constitutive d'une violation dans d'autres affaires au cours du différend et a donc suggéré que les États-Unis prennent "toutes les mesures appropriées, notamment révisent leurs pratiques administratives", pour éviter que la même violation ne se reproduise à l'avenir (rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2).

[4] Voir la première déclaration orale du Mexique.

14. Le Mexique estime que la loi doit être interprétée conjointement avec le SAA. Conformément aux déclarations de la Commission elle-même, le SAA empêche celle-ci d'appliquer le critère "probable" requis par l'article 11.3. En fait, la Commission a expliqué cette position devant un groupe spécial établi dans le cadre de l'ALENA qui examinait la même détermination à l'extinction, si bien qu'il ne fait aucun doute que la position de la Commission est pertinente pour l'allégation formulée par le Mexique dans la présente affaire.[5]

15. Pour ce qui est de la question du Groupe spécial concernant la charge de la preuve, la position du Mexique est fondée sur le texte de l'article 11.3 et sur les déclarations de l'Organe d'appel.[6] Comme il a été dit en réponse à la question n° 1 ci-dessus, l'article 11.3 impose une limitation temporelle qui exige la suppression à un moment spécifique à moins que les autorités chargées de l'enquête ne formulent certaines constatations. Ainsi, si un Membre veut invoquer l'exception et maintenir la mesure au-delà du délai spécifié, il lui incombe de prouver que son autorité a dûment procédé à un réexamen et a établi la détermination requise par l'article 11.3. S'il ne le fait pas, il n'a pas le droit de maintenir la mesure.

16. Les États-Unis sont la partie qui cherche à invoquer une exception. Le Mexique croit comprendre que c'est à la partie invoquant l'exception qu'incombe la charge de la preuve. Par conséquent, les États-Unis sont la partie à laquelle il incombe de prouver qu'elle a satisfait aux prescriptions de l'article 11.3. De toute manière, dans la présente affaire, la décision du Groupe spécial ne devrait pas reposer sur la question de savoir à quelle partie incombe la charge de la preuve. Le Mexique demande simplement que le Groupe spécial, dans son analyse des allégations et des arguments du Mexique et des réponses des États-Unis, tienne compte du fait que l'article 11.3 établit clairement une obligation de supprimer une mesure antidumping, et une exception permettant de maintenir la mesure.

Question posée aux deux parties:

Question n° 7

Les parties pourraient-elles examiner l'importance, en termes spécifiques, de la décision rendue par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – OCTG* pour les questions qui sont soulevées, et les décisions à prendre, dans le présent différend?

Réponse à la question n° 7

17. Comme il l'a indiqué dans sa déclaration finale à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, le Mexique rappelle que l'appel formé par les États-Unis le 31 août 2004 ne devrait pas avoir d'incidence sur la procédure concernant le Mexique. Le Mexique n'a pas présenté d'arguments écrits dans cette affaire. Il n'était ni un plaignant ni une partie au différend. La décision du Groupe spécial dans cette affaire ne peut pas diminuer les droits du Mexique.

18. La déclaration du Mexique citée dans la question n° 2 du Groupe spécial montre que le Mexique est préoccupé par la possibilité qu'un lien soit indûment établi entre deux procédures distinctes de règlement des différends qui n'ont pas encore été achevées. L'utilisation du raisonnement exposé dans un rapport de groupe spécial ou de l'Organe d'appel qui a été adopté par l'ORD est une chose, mais l'établissement d'un lien entre deux différends en cours en est une autre. Même si les deux différends sont similaires, ou même s'ils portent sur la contestation de la même mesure, l'article 11 du Mémorandum d'accord dit clairement qu'"un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits

[5] Voir la première communication du Mexique, paragraphe 171 (citant la pièce n° 47 du Mexique); la deuxième communication du Mexique, paragraphes 83 à 85.

[6] Voir la deuxième déclaration orale du Mexique, paragraphes 2 et 3.

de la cause". Le Mexique ne doute absolument pas que le Groupe spécial procédera à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause. Cependant, sans disposer de tous les éléments, éléments de preuve et arguments soumis par les parties dans le DS268, le Mexique ne sait pas si ce groupe spécial est arrivé à certaines constatations en se fondant sur les éléments de preuve et les arguments des parties ou sur tout autre facteur qui pourrait être substantiellement différent de ceux existant dans la présente affaire.

19. Pour cette raison, et pour les raisons exprimées précédemment, le Mexique demande à nouveau que le Groupe spécial ne retarde pas son examen des allégations du Mexique.

20. En ce qui concerne la question du Groupe spécial, et d'après la lecture que fait le Mexique du rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, il est clair que bon nombre des allégations et arguments que le Mexique a soumis au présent Groupe spécial sont différents des allégations et des arguments présentés dans cette affaire. Par ailleurs, il est important d'analyser les questions dont les parties ont fait appel. À cet égard, il importe de signaler que les questions qui seront soulevées en appel n'ont même pas encore été identifiées au stade actuel étant donné que l'Argentine a jusqu'au 15 septembre pour présenter son appel incident concernant les constatations du Groupe spécial. Pour cette raison, afin de fournir une réponse complète, le Mexique demande que le Groupe spécial lui donne la possibilité de développer sa réponse à cette question dans ses observations concernant les réponses fournies par les États-Unis, une fois que toutes les bases d'un appel auront été identifiées.

21. Le Mexique présente le tableau ci-après afin de faciliter le travail du Groupe spécial pour ce qui est d'identifier les différences entre les deux affaires.

Allégations et arguments présentés par le Mexique	**Comparaison avec le DS268**
Allégations "tel qu'appliqué" concernant la détermination d'un dumping probable établie par le Département dans le cadre du réexamen au titre de l'article 11.3.	Les États-Unis n'ont pas fait appel des constatations relatives aux allégations "tel qu'appliqué" dans l'affaire concernant l'Argentine. De plus, les allégations du Mexique font intervenir les éléments suivants: exportateurs qui ont participé à plusieurs réexamens administratifs; plusieurs constatations au cours des réexamens selon lesquelles les exportateurs ne pratiquaient pas le dumping; réexamen complet à l'extinction; invocation par le Département d'une diminution du volume pour ne pas tenir compte d'éléments de preuve positifs indiquant que le dumping n'était pas probable; invocation par le Département de la marge de dumping initiale en dépit des éléments de preuve positifs montrant que les conditions avaient changé si radicalement qu'il serait pratiquement impossible qu'un dumping de cette ampleur se produise à l'avenir.
Certaines allégations "tel qu'appliqué" concernant la détermination d'un dumping probable établie par le Département dans le cadre du réexamen au titre de l'article 11.3 (invocation d'une diminution du volume pour ne pas tenir compte d'éléments de preuve positifs).	Le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle.
Allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" concernant la détermination d'un dommage probable établie par la Commission dans le cadre du réexamen au titre de l'article 11.3.	Arguments différents

Allégations et arguments présentés par le Mexique	Comparaison avec le DS268
Allégations "en tant que tel" concernant l'article 11.2.	Aucune allégation formulée
Allégations "tel qu'appliqué" concernant l'article 11.2.	Aucune allégation formulée
Certaines allégations "tel qu'appliqué" concernant l'article 11.2 (spécifiquement, la réduction à zéro des marges de dumping).	Le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle et n'a pas examiné l'allégation de l'Argentine selon laquelle le fait de s'appuyer sur une marge ramenée à zéro aux fins de la détermination d'un dumping probable est contraire aux articles 11.3 et 2.
Certaines allégations "en tant que tel" concernant la détermination d'un dumping probable établie par le Département dans le cadre du réexamen au titre de l'article 11.3 (spécifiquement, la "pratique constante" du Département viole l'article 11.3, et l'argument avancé à titre subsidiaire selon lequel la pratique constante du Département viole l'article X:3 a) du GATT de 1994).	Le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle.

ANNEXE E-10

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – DEUXIÈME RÉUNION

(13 septembre 2004)

Questions posées aux États-Unis:

Question n° 3

Les États-Unis pourraient-ils préciser si, lors de l'examen des baisses des importations dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, un quelconque point de repère, relatif ou absolu, est applicable pour déterminer si ces baisses sont notables?

1. Il n'y a pas de point de repère absolu pour déterminer si une baisse des volumes d'importation est notable. Le point de savoir si une baisse est "notable" est évalué par le Département du commerce au cas par cas, et cela ne pose pas de problème. Par exemple, dans la grande majorité des réexamens à l'extinction dans lesquels le Département du commerce a constaté que les volumes d'importation avaient baissé "notablement", les baisses des volumes d'importation étaient de l'ordre de 85 à 99 pour cent et, dans un certain nombre d'affaires, les importations de la marchandise visée avaient entièrement cessé après l'imposition de l'ordonnance. Voir la pièce n° 62 du Mexique. Ces baisses sont notables quel que soit le critère. En outre, dans certaines affaires, les parties intéressées interrogées ont réussi à expliquer que la baisse "notable" des volumes d'importation après l'imposition de l'ordonnance était imputable à des facteurs autres que l'imposition de l'ordonnance. Voir, par exemple, l'affaire *BS&S Netherlands (Pays-Bas – Tôles et bandes en laiton)*. Des sociétés ont également été en mesure de démontrer qu'elles pouvaient vendre des volumes notables (équivalents ou presque aux volumes antérieurs à l'ordonnance) dans le cadre de réexamens à l'extinction en dépit de la discipline instaurée par l'ordonnance. Voir, par exemple, l'affaire *Canada – Sugar (Canada – Sucre)*.

Question n° 4

Le résultat escompté de l'imposition d'une ordonnance en matière de droits antidumping serait une baisse du volume des importations, ou une augmentation du prix des importations, ou les deux. En conséquence, il semblerait que la prise en considération des baisses des volumes d'importation par rapport aux niveaux antérieurs à l'ordonnance, lors de l'examen de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, soit fondée sur l'idée qu'un producteur ou un exportateur étranger visé par une ordonnance antidumping recommencera, si l'ordonnance est abrogée, à vendre à des prix de dumping des volumes semblables à ceux antérieurs à l'ordonnance. Est-ce, en fait, la théorie qui justifie la prise en considération des baisses des volumes d'importation par rapport aux niveaux antérieurs à l'ordonnance, dans le cadre des réexamens à l'extinction effectués par les États-Unis? Y a-t-il une autre raison justifiant cette prise en considération dans le cadre des réexamens à l'extinction effectués par les États-Unis?

2. La comparaison des volumes d'importation antérieur et postérieur à l'ordonnance donne une indication du volume de la marchandise visée que les parties intéressées étrangères ont vendu en l'absence de la discipline instaurée par l'ordonnance. La question n'est pas simplement de savoir s'il y a eu une quelconque baisse du volume, mais plutôt de savoir si cette baisse est notable. Si le volume d'un importateur chute notablement, alors – si aucune autre explication n'est fournie – cela indique

que le produit concerné est compétitif uniquement s'il est vendu à des prix de dumping. Par conséquent, si l'importateur souhaite accroître le volume des ventes (et il sera d'autant plus incité à le faire que les ventes auront chuté notablement), alors, en l'absence de l'ordonnance, il est probable qu'il aura recours au dumping pour y parvenir.

3. Les parties sont autorisées à verser au dossier administratif du réexamen à l'extinction tout renseignement de leur choix, y compris des renseignements visant à démontrer que l'existence d'un dumping et la diminution ou la réduction du volume des importations n'indiquent pas qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira dans l'affaire considérée. Ainsi, même s'il y a une baisse notable des volumes postérieurs à l'ordonnance, les parties intéressées étrangères peuvent expliquer la réduction des importations pendant le réexamen à l'extinction. Le Département du commerce prend en considération d'"autres facteurs" tels que le prix, le coût, le marché ou d'autres facteurs économiques pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, et, à cet égard, le Département du commerce prendrait également en considération des renseignements ou arguments concernant les raisons des baisses des volumes d'importation après l'imposition de l'ordonnance. Comme il est expliqué ci-dessus, les parties intéressées interrogées peuvent expliquer, et ont expliqué, que la réduction des volumes postérieurs à l'ordonnance avait un sens du point de vue commercial et que les volumes n'avaient pas baissé après l'imposition de l'ordonnance uniquement en réponse à la discipline imposée par l'ordonnance. Voir, par exemple, l'affaire *BS&S Netherlands (Pays-Bas – Tôles et bandes en laiton).*

Question n° 5

Les États-Unis pourraient-ils préciser si, lors de l'examen de la question des quantités commerciales dans le cadre d'un réexamen aux fins d'abrogation par société, un quelconque point de repère, relatif ou absolu, est applicable, pour déterminer si les volumes représentent des quantités commerciales? Il semble, d'après les observations présentées lors de la deuxième réunion, que le niveau des ventes effectuées par la société avant l'imposition de l'ordonnance antidumping est un des éléments pertinents à prendre en considération, voire le principal d'entre eux. Les États-Unis pourraient-ils, dans ce contexte, indiquer le fondement permettant de lier la question des "quantités commerciales" au niveau antérieur des ventes de la société particulière concernée?

4. Il est important d'examiner le contexte dans lequel la prescription relative aux quantités commerciales s'applique. Les sociétés visées par une ordonnance cherchent à en obtenir l'abrogation parce que, dans trois réexamens administratifs consécutifs, elles n'ont pas pratiqué le dumping. Le Département du commerce évalue s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée. Supposons, par exemple, que chacune de ces sociétés ait effectué une vente symbolique à un prix élevé pour parvenir à une marge nulle. La question est de savoir dans quelle mesure ces ventes sont une indication probante de la conduite des sociétés en cas d'abrogation de l'ordonnance. Ces sociétés continueraient-elles de vendre au prix élevé, ou étaient-elles en mesure de le faire uniquement en raison de la quantité symbolique vendue? Le principe sur lequel repose la prescription relative aux quantités commerciales est simplement d'évaluer si les ventes effectuées l'ont été en quantités suffisantes pour être significatives s'agissant de prévoir le comportement des sociétés si l'ordonnance était abrogée.

5. Dans ce contexte, le volume des ventes qu'une société a effectuées pendant la période couverte par l'enquête (c'est-à-dire la période examinée antérieure à l'existence de la discipline instaurée par une ordonnance en matière de droits antidumping) sert de point de repère pour ce qui est de savoir si, dans le cadre d'une demande d'abrogation, les volumes des ventes effectuées pendant trois années d'"absence de dumping" représentent des quantités commerciales. Ce point de repère est en outre examiné au regard de la situation du marché (par exemple l'offre et la demande) pour la branche de production spécifique et la marchandise visée, et n'est pas utilisé simplement comme point de repère pour l'analyse du volume des ventes indépendamment des faits de la cause à l'examen.

6. Ce point de repère est relatif, pas absolu. Les États-Unis ont précédemment démontré qu'il avait été constaté que des sociétés ayant vendu, pendant les années de base, un volume inférieur voire notablement inférieur, à celui qu'elles vendaient avant l'imposition de l'ordonnance, avaient effectué des ventes en quantités commerciales, et que l'ordonnance avait été abrogée pour ce qui les concernait.[1]

Question n° 6

Il semblerait que les volumes d'importation antérieurs à l'ordonnance puissent être considérés comme artificiellement élevés, compte tenu des prix de dumping. Pourquoi une baisse notable par rapport à un tel niveau est-elle jugée pertinente pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira?

7. Comme cela a été indiqué ci-dessus, la prescription relative aux quantités commerciales ne devrait pas être considérée comme une évaluation de la question de savoir si une *quelconque* chute des volumes antérieurs à l'ordonnance s'est produite; c'est plutôt une évaluation du point de savoir si une faible quantité de ventes a une valeur prédictive suffisante s'agissant de la conduite des sociétés en cas d'abrogation. Le simple fait qu'une société a effectué quelques ventes symboliques ne faisant pas l'objet d'un dumping dans le cadre d'un processus d'obtention d'une abrogation n'est pas suffisant pour fournir des éléments de preuve quant à la façon dont cette société réagirait probablement si l'ordonnance était abrogée.

8. Plus précisément, le critère des "quantités commerciales" est appliqué pour déterminer si une société participe de manière significative sur le marché. La plupart des sociétés chercheront à placer la plus grande partie possible de leur production selon la combinaison globale du volume des ventes et du prix la plus profitable, parce que les décisions en matière de fixation des prix sont régies par les forces du marché que sont l'offre et la demande. Ainsi, on peut s'attendre à ce qu'une société qui a démontré sa capacité à produire et à vendre sur un marché (par exemple, le marché des États-Unis) une quantité donnée de marchandises, vende des quantités comparables sur le même marché en l'absence des contraintes imposées par une ordonnance, et en l'absence d'indication montrant que la dynamique sous-jacente de ce rapport varierait notablement pendant la période postérieure à l'abrogation, par rapport à la période antérieure à l'ordonnance.

9. Une baisse notable par rapport aux volumes antérieurs à l'ordonnance est jugée pertinente parce qu'elle peut indiquer la mesure dans laquelle, ou le degré selon lequel, un exportateur peut être à même de participer sur le marché des États-Unis où l'ordonnance garantit un prix du marché équitable. Autrement dit, une société peut être incitée, du point de vue financier, à vendre des volumes limités à des prix plus élevés, qui ne sont pas des prix de dumping, tandis qu'une ordonnance est appliquée (de manière à éviter de payer des droits antidumping, tout en continuant à approvisionner ses clients réguliers, par exemple). Toutefois, lorsqu'une ordonnance a été abrogée, une société est peu, voire pas du tout, incitée, du point de vue financier, à sacrifier "des ventes additionnelles qui peuvent être effectuées uniquement en pratiquant le dumping". Ainsi, il est important de déterminer la mesure dans laquelle la capacité d'un exportateur à participer sur le marché des États-Unis peut dépendre de ces ventes.

10. Le volume des ventes effectuées par un exportateur sur le marché des États-Unis avant l'imposition de l'ordonnance est un élément pertinent parce qu'il fournit des renseignements de base sur les volumes de marchandises que cette société est en mesure de produire et de vendre sur ce marché en l'absence d'une ordonnance, et sur la mesure dans laquelle ces volumes sont associés à des ventes faisant l'objet d'un dumping. Ainsi, il constitue une estimation brute des volumes que l'exportateur pourrait probablement vendre sur le marché des États-Unis à l'avenir, si la situation du

[1] *Voir* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 61, et les affaires représentatives qui y sont citées (pièces n° 32, 34, 36, 37, 38 des États-Unis).

marché (y compris la présence ou l'absence d'une ordonnance antidumping) était favorable pour y effectuer des ventes. Si un exportateur peut vendre la marchandise visée sur le marché des États-Unis à des prix plus élevés qui ne sont pas des prix de dumping et, ainsi, conserver une part notable des ventes effectuées aux États-Unis sans dumping, il est moins probable qu'il pratiquerait le dumping sur le marché des États-Unis si l'ordonnance devait être abrogée. À l'inverse, il est plus probable qu'une société pratique le dumping si ses ventes aux États-Unis sont si étroitement liées au dumping que, plus de trois ans après l'imposition de l'ordonnance, elle ne peut même encore pas vendre 1 pour cent du volume qu'elle vendait lorsqu'elle pratiquait le dumping, comme c'est le cas de TAMSA et Hylsa dans la présente affaire.

11. Il est important de noter que c'est à la partie demandant l'abrogation d'une ordonnance au titre de l'article 11.2 qu'incombe la charge d'établir que le réexamen à cette fin est "nécessaire". Un exportateur doit démontrer de façon positive que sa position sur le marché des États-Unis (même si elle est plus faible que pendant les périodes antérieures à l'ordonnance) est suffisamment assurée par des ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping pour qu'il ne cherche pas à effectuer "des ventes additionnelles qui peuvent être effectuées uniquement en pratiquant le dumping" sur ce marché. TAMSA et Hylsa ne se sont pas acquittées de cette charge. Le simple fait qu'il est possible d'effectuer quelques ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping dans le cadre d'une ordonnance antidumping peut constituer un élément de preuve positif indiquant qu'il serait également "possible" pour une société d'effectuer ces quelques ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping sur le même marché <u>après</u> la levée d'une ordonnance. Toutefois, ce n'est pas un élément de preuve positif indiquant qu'il est "probable" qu'elle le fera et que les sociétés demandant l'abrogation se contenteraient de maintenir le niveau insignifiant de pénétration sur le marché auquel elles avaient pu parvenir sans pratiquer le dumping.

Questions posées aux deux parties:

<u>Question n° 7</u>

Les parties pourraient-elles examiner l'importance, en termes spécifiques, de la décision rendue par le Groupe spécial dans l'affaire Argentine - OCTG pour les questions qui sont soulevées, et la décision à prendre, dans le présent différend?

12. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur déclaration finale à la deuxième réunion du Groupe spécial, les décisions rendues par des groupes spéciaux antérieurs ne sont pas contraignantes pour les groupes spéciaux ultérieurs. Dans la mesure où le raisonnement suivi dans un rapport de groupe spécial est convaincant, il va de soi que ce raisonnement peut également être convaincant dans un différend concernant une question à laquelle il s'appliquerait.

13. Dans l'affaire *Argentine – OCTG*, le Groupe spécial a formulé un certain nombre de constatations que les États-Unis estiment erronées et dont ils font appel. Par exemple, la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Organe d'appel, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, avait constaté que le *Sunset Policy Bulletin* du Département du commerce était une "mesure" et par conséquent, pouvait faire l'objet d'une procédure de règlement des différends, est simplement incorrecte. En outre, la constatation du Groupe spécial selon laquelle le *Sunset Policy Bulletin* prescrivait une violation de l'article 11.3 était également erronée parce qu'elle était fondée sur une constatation de fait erronée concernant le droit interne des États-Unis. Comme les États-Unis l'ont noté, la question de savoir si le *Sunset Policy Bulletin* prescrit au Département du commerce de prendre des mesures incompatibles avec l'article 11.3 ne peut être évaluée qu'au regard du droit interne des États-Unis. En droit des États-Unis, le *Sunset Policy Bulletin* fournit simplement des indications et ne peut pas prescrire – ni interdire – au Département du commerce de prendre des mesures. Par conséquent, en droit des États-Unis, le *Sunset Policy Bulletin* ne peut pas prescrire une violation, et la constatation du Groupe spécial est erronée. En outre, l'utilisation par le Groupe spécial de ce qu'il est convenu d'appeler l'"application constante" du *Sunset Policy Bulletin* en tant qu'élément de preuve attestant que le Département du commerce le "considérait" comme contraignant est

également erronée. Le Département du commerce n'a pas appliqué le *Sunset Policy Bulletin*; il l'a invoqué. Quoi qu'il en soit, l'"application constante" ou l'invocation répétée d'un document non contraignant ne peut pas, en droit des États-Unis, le rendre contraignant. Par conséquent, l'ensemble du cadre analytique qui soutient l'analyse du *Sunset Policy Bulletin* faite par le Groupe spécial est manifestement erroné.

14. Les constatations restantes formulées par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – OCTG* en ce qui concerne la détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira sont par ailleurs inapplicables au présent différend parce que les questions concernant la législation et la règlementation des États-Unis (par exemple la renonciation d'une partie intéressée et les réexamens à l'extinction accélérés) ne sont pas soulevées dans le présent différend.

15. Les conclusions du Groupe spécial en ce qui concerne les questions relatives à la détermination du dommage étaient correctes et, parce que le raisonnement du Groupe spécial est convaincant, les États-Unis estiment que le présent Groupe spécial devrait en tenir compte.

16. Premièrement, le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'article 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière n'était pas incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Plus précisément, l'évaluation par l'ITC de la question de savoir s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait dans un "laps de temps raisonnablement prévisible" n'était pas incompatible avec l'article 11.3.

17. Le Groupe spécial a fondé sa conclusion sur le fait qu'à l'article 11.3, il n'est pas "fait mention ... du laps de temps" en fonction duquel la détermination devrait être établie, et que cet article n'exige pas non plus que l'autorité chargée de l'enquête précise le laps de temps en fonction duquel une détermination donnée a été établie.[2] Par conséquent, l'utilisation par l'TC d'un "laps de temps raisonnablement prévisible" n'est pas incompatible avec l'article 11.3.

18. Deuxièmement, le Groupe spécial a également estimé à juste titre que l'article 3 en soi ne s'appliquait pas aux réexamens à l'extinction. D'abord, il a noté l'absence de renvois entre l'article 3 et l'article 11.3.[3] Il a également reconnu que "la nature des examens menés dans les enquêtes et les réexamens à l'extinction différ[ait] considérablement", en faisant référence aux vues allant dans le même sens que l'Organe d'appel avait exprimées dans l'affaire *Japon – Réexamen à l'extinction*.[4] Dans cette affaire, l'Organe d'appel avait conclu que l'autorité chargée de l'enquête n'était pas tenue d'établir une détermination de l'existence d'un dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction; le Groupe spécial, dans le différend concernant l'Argentine, a appliqué le corollaire et a conclu que l'autorité chargée de l'enquête n'était donc pas tenue d'établir une détermination de l'existence d'un dommage dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[5]

19. Troisièmement, le Groupe spécial a conclu à juste titre que le cumul était autorisé dans les réexamens à l'extinction. Il a noté que l'article 3.3 était la seule disposition qui mentionnait le cumul et a examiné si la référence au cumul dans cet article était destinée à autoriser le cumul ou à établir les conditions régissant son application dans le cadre des enquêtes.[6] Le Groupe spécial, conformément aux principes d'interprétation des traités énoncés dans la Convention de Vienne, a constaté que

---

[2] *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/R, rapport du Groupe spécial distribué le 15 juin 2004 ("Rapport du Groupe spécial Argentine"), paragraphes 7.184 et 7.187.

[3] Rapport du Groupe spécial Argentine, paragraphe 7.270.

[4] Rapport du Groupe spécial Argentine, paragraphe 7.272, citant le rapport *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004, paragraphes 106 à 107.

[5] Rapport du Groupe spécial Argentine, paragraphe 7.274.

[6] Rapport du Groupe spécial Argentine, paragraphe 7.331.

l'absence d'une disposition claire dans l'Accord à ce sujet signifiait que le cumul était permis.[7] Il a en outre noté que l'article 3 mentionnait, dans différents paragraphes, l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" sans préciser que ces importations provenaient d'un pays particulier;[8] le Groupe spécial a également rejeté l'argument de l'Argentine selon lequel l'utilisation du terme "droit" à l'article 11.3 visait à indiquer que les rédacteurs avaient pour intention d'interdire le cumul dans les réexamens à l'extinction.[9]

20. Quatrièmement, le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'ITC avait appliqué le critère "probable" dans cette détermination. Il a noté que la loi des États-Unis et la détermination en question utilisaient toutes les deux le terme "probable."[10] Il a également évalué les éléments de preuve sur lesquels l'ITC s'était appuyée dans le cadre de l'enquête et a conclu que la détermination de l'ITC était fondée sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier.

[7] Rapport du Groupe spécial Argentine, paragraphe 7.332.
[8] Rapport du Groupe spécial Argentine, paragraphe 7.333.
[9] Rapport du Groupe spécial Argentine, paragraphe 7.334.
[10] Rapport du Groupe spécial Argentine, paragraphe 7.277.

ANNEXE E-11

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU MEXIQUE – DEUXIÈME RÉUNION

(13 septembre 2004)

Question n° 1

Supposons que l'autorité chargée de l'enquête achève une enquête en matière de droits antidumping 18 mois après l'ouverture de l'enquête, qu'elle ne donne aucune explication pour le retard, et qu'un droit antidumping soit imposé le 19ème mois.

a) Les États-Unis estimeraient-ils qu'il y a violation de l'article 5.10 de l'Accord antidumping dans ces circonstances?

b) Dans l'affirmative, comment les États-Unis estiment-ils qu'un Membre pourrait mettre sa mesure en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC?

1. Les questions du Mexique créent une situation hypothétique ne faisant pas intervenir de questions de droit, ni de faits existant dans le présent différend. En outre, le Mexique n'a pas formulé d'allégation fondée sur l'article 5 en général, ni sur l'article 5.10 en particulier, dans le présent différend et, par conséquent, toute allégation de ce type présentée maintenant ne relèverait pas du mandat du Groupe spécial.

Question n° 2

Dans l'affaire DRAM originaires de Corée (DS 99), la Corée a contesté, à la fois en tant que tel et tel qu'appliqué, l'article 353.25 a) 2), 19 CFR, de la réglementation du Département parce qu'il était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping

a) Les États-Unis contestent-ils que cette disposition (l'article 353.25 a) 2)) est celle qui a précédé la disposition règlementaire relative à l'abrogation, l'article 351.222 b) 2), 19 CFR, au titre de laquelle TAMSA et Hylsa ont toutes deux demandé une abrogation dans la présente affaire?

2. Non.

b) Suite à la décision rendue par le Groupe spécial dans l'affaire DRAM originaires de Corée (DS 99), quelles mesures les États-Unis ont-ils prises pour mettre la mesure contestée en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC?

3. Comme les États-Unis l'ont dit dans leur deuxième communication écrite, dans l'affaire *DRAM originaires de Corée*, le Groupe spécial n'était pas directement saisi de la question de savoir si les réexamens aux fins d'abrogation par société étaient exigés par l'article 11.2.[1] Les États-Unis ont en

[1] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 52.

outre noté que la question de savoir si les réexamens par société étaient assujettis à l'article 11.2 relevait de l'interprétation des traités et ne dépendait pas du fait qu'un Membre avait souligné un argument particulier au cours d'un différend antérieur.[2]

c) Les États-Unis ont-ils présenté à l'OMC un rapport de situation écrit indiquant où en était leur mise en œuvre des recommandations ou décisions que l'ORD avait formulées dans l'affaire DS 99? Dans l'affirmative, veuillez identifier ce ou ces rapport(s).

4. La pertinence de cette question n'apparaît pas clairement aux États-Unis, à moins que le Mexique n'essaie de leur faire inclure dans le dossier un document qu'il a essayé de présenter, en contravention avec le paragraphe 14 des *Procédures de travail du Groupe spécial*, lors de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial.

Question n° 3

Y a-t-il eu des affaires dans lesquelles le Département du commerce a abrogé une ordonnance en matière de droits antidumping toute entière sur la base d'une demande présentée au titre de l'article 351.222 b) 2), 19 CFR? Dans l'affirmative, le Département sait-il toujours que l'exportateur ou les exportateurs demandant l'abrogation représente(nt) la totalité des exportations du pays?

5. Il n'y a pas d'affaire dans laquelle le Département a abrogé une ordonnance toute entière sur la base d'une demande présentée au titre de l'article 351.222 b) 2), 19 CFR.

Question n° 4

Que se passe-t-il si les importateurs ou les clients des États-Unis n'achètent pas les importations visées une fois qu'une ordonnance en matière de droits antidumping a été imposée? Comment le Département prend-il en compte le fait que les exportateurs n'exercent pas un contrôle total sur le fait que les volumes d'importation postérieurs à l'ordonnance seront ou non égaux à ceux qui existaient avant l'imposition de l'ordonnance?

6. Rien dans la loi ni dans la réglementation du Département n'exige que les exportateurs exercent un "contrôle total" sur les volumes qu'ils vendent sur un marché donné. En outre, la question suppose que les États-Unis exigent que les volumes d'importation postérieurs à l'ordonnance soient égaux aux volumes antérieurs, ce qui est erroné, comme les États-Unis l'ont démontré.[3]

Question n° 5

Les États-Unis admettent-ils que le terme "dommage" figurant à l'article 11.3 s'entend d'un "dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale", conformément à la définition donnée dans la note de bas de page 9?

a) Dans la négative, que signifie le terme "dommage" figurant à l'article 11.3?

[2] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 53.

[3] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 59 et les affaires qui y sont citées.

b) Dans l'affirmative, qu'est-ce qui justifie de ne pas donner sens à la deuxième clause de la note de bas de page 9 selon laquelle "le terme dommage ... sera interprété conformément aux dispositions de" l'article 3.

7. Les États-Unis ont communiqué leurs vues sur cette question en réponse aux questions n° 32 et 33 posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond. Ils renvoient le Mexique aux réponses qu'ils ont déposées le 18 juin 2004.

Question n° 6

Pendant le réexamen à l'extinction, les États-Unis ont-ils estimé que TAMSA présentait une demande indiquant qu'il y avait des "raisons valables" pour que le Département prenne en considération des renseignements autres que les facteurs prescrits par la loi que sont les volumes d'importation et les marges de dumping antérieures?

8. Oui. TAMSA a indiqué que le taux de dumping calculé dans le cadre de l'enquête initiale était inapplicable pour un réexamen à l'extinction parce qu'il était fondé, en partie, sur une dévaluation importante du peso. Voir la réponse de fond de TAMSA, pages 5 et 8 (pièce n° 16 du Mexique); et le Mémorandum préliminaire sur les questions et la décision, page 4 (pièce n° 13 des États-Unis). Le Département du commerce a examiné cet argument. En outre, il a constaté que le dumping avait été éliminé au cours des deux réexamens administratifs achevés les plus récents. Toutefois, la détermination de la probabilité établie par le Département du commerce était en fin de compte fondée sur la baisse notable des importations d'OCTG en provenance du Mexique depuis l'imposition de l'ordonnance. Voir le Mémorandum préliminaire sur les questions et la décision, page 6 (pièce n° 13 des États-Unis). (TAMSA a fait valoir que la réduction des volumes d'importation faisait partie de sa "stratégie commerciale nécessaire" pour faire face au taux de dépôt imposé pour les OCTG en provenance du Mexique. Le Département du commerce a examiné les arguments de TAMSA concernant les volumes d'importation dans le Mémorandum sur les questions et la décision se rapportant à la détermination finale à l'extinction. Voir le Mémorandum sur les questions et la décision, pages 5 et 8 (pièce n° 19 du Mexique).)

a) Comme la pièce n° 16 du Mexique le montre, TAMSA a présenté des éléments de preuve (à savoir ses états financiers) pour montrer qu'elle subissait nettement moins les effets de la dévaluation monétaire et que ces renseignements constituaient des éléments de preuve positifs du fait que le dumping n'était pas probable. Où dans le Mémorandum sur les questions et la décision le Département a-t-il examiné ces éléments de preuve?

9. Le Département du commerce a examiné cet argument dans le *Mémorandum sur les questions et la décision*. Voir le *Mémorandum sur les questions et la décision*, page 6 (pièce n° 19 du Mexique).

Question n° 7

Quels étaient les éléments de preuve positifs recueillis par la Commission aux fins du réexamen à l'extinction (hormis les renseignements provenant de l'enquête initiale) qui indiquaient qu'il était probable que des importations en provenance d'autres pays faisant l'objet du réexamen seraient simultanément présentes sur le marché des États-Unis? Quand la Commission a-t-elle estimé qu'il était probable que cela se reproduirait?

10. Tout d'abord, les États-Unis réaffirment qu'il n'y a rien dans l'Accord exigeant des autorités chargées de l'enquête qu'elles appliquent les critères énoncés à l'article 3.3 à un réexamen au titre de l'article 11.3. En outre, même la prescription de l'article 3.3 relative aux "conditions de concurrence" pour le cumul dans une enquête initiale n'exige pas une constatation de présence simultanée.

11. Néanmoins, comme les États-Unis l'ont expliqué dans leurs communications précédentes, la loi des États-Unis n'autorise l'ITC à effectuer une analyse cumulative dans le cadre d'un réexamen à l'extinction que si, entre autres choses, il est probable que les importations en provenance de chaque pays visé seront en concurrence entre elles et avec le produit national similaire sur le marché des États-Unis.[4] Parmi les différents facteurs que la Commission a examinés afin de traiter cette question il y avait le point de savoir si les importations étaient présentes simultanément sur le marché ou s'il était probable qu'elles le seraient.[5]

12. Les éléments de preuve présentés dans le cadre de ce réexamen démontraient la présence simultanée passée, présente et future probable des importations de tubes de cuvelage et de tubes de production en provenance de chacun des pays visés. Comme le Mexique semble le reconnaître dans sa question, les éléments de preuve positifs versés au dossier sur lesquels l'ITC s'est fondée dans son réexamen montrent que les importations en provenance de chacun des pays visés étaient simultanément présentes sur le marché, au cours de la dernière période où elles y étaient sans restriction (c'est-à-dire chacune des trois années couvertes par l'enquête initiale).[6] En outre, les importations de tubes de cuvelage et de tubes de production en provenance de chacun des pays visés ont continué à être présentes sur le marché des États-Unis après que les ordonnances eurent été imposées et pendant toute la période du réexamen à l'extinction, quoique à des niveaux inférieurs à ceux antérieurs à l'entrée en vigueur de l'ordonnance.[7] La question du Mexique concernant le moment auquel il était "probable que [la présence simultanée] se reproduirait" semble supposer une situation factuelle différente de celle dont il s'agit ici.

Question n° 8

La Commission a-t-elle établi une détermination selon laquelle il était probable que le dommage subsisterait, ou a-t-elle établi une détermination selon laquelle il était probable que le dommage se reproduirait?

13. Les États-Unis ont déjà répondu à la même question posée par le Mexique dans le cadre de la première réunion de fond. Ils renvoient le Mexique à leur réponse à sa question n° 15 figurant dans les *Réponses des États-Unis d'Amérique aux questions posées par le Mexique dans le cadre de la première réunion de fond*, qu'ils ont déposées le 18 juin 2004.

Question n° 9

Au paragraphe 3 de leur déclaration finale, les États-Unis disent au Groupe spécial qu'"en l'absence d'une prescription relative aux quantités commerciales, les sociétés pourraient facilement faire supprimer les ordonnances antidumping puis simplement reprendre le dumping". Étant donné que le Mexique conteste uniquement la décision au titre de l'article 11.2 "telle qu'appliquée" (par opposition à une allégation "en tant que telle"), les États-Unis pourraient-ils expliquer la pertinence de cette observation générale pour leur décision dans la présente affaire? En particulier,

a) la raison d'être exposée au paragraphe 3 était-elle applicable aux demandes d'abrogation présentées dans la présente affaire?

---

[4] Article 752 a) 7) de la Loi; 19 U.S.C. § 1675a a) 7) (pièce n° 24 du Mexique). *Voir* la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 28.

[5] *Voir Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, USITC Pub. 3434, Inv. Nos. 701-TA-364, 731-TA-711, et 713-716 (juin 2001) (pièce n° 20 du Mexique) ("Rapport de l'ITC"), pages 7, note 33 et pages 13 à 14.

[6] Rapport de l'ITC, page 14 (pièce n° 20 du Mexique)

[7] Rapport de l'ITC, page 14, note 82; RP, tableau IV-1 (pièce n° 20 du Mexique).

b) dans l'affirmative, quel est le fondement factuel de cette préoccupation en ce qui concerne les deux exportateurs mexicains qui ont demandé une abrogation dans la présente affaire?

c) dans l'affirmative, les États-Unis pourraient-ils expliquer les procédures suivies par le Département pour parvenir à ses décisions dans le cadre des deuxième, troisième et quatrième réexamens concernant TAMSA et Hylsa? En particulier, le volume des ventes aux États-Unis affecte-t-il d'une quelconque manière la portée du réexamen du Département?

14. Cette observation visait à répondre à l'intérêt manifesté par le Groupe spécial pour la prescription relative aux quantités commerciales. La série de questions posées par le Groupe spécial ne portait pas uniquement sur l'application de cette prescription dans le cadre de cette détermination.

Question n° 10

Conformément à la législation des États-Unis, la Commission "peut" s'appuyer sur la "marge de dumping probable" communiquée par le Département. D'autre part, dans la détermination de l'ITC, cette marge est mentionnée deux fois, dans la note de bas de page 51 et dans la partie V ("Pricing and related information, Characteristics of likely dumping" (Fixation des prix et renseignements y relatifs, caractéristiques du dumping probable)). Dans la partie V, il est également indiqué que "les marges de dumping probables établies par le Département du commerce sont les mêmes que celles qui figurent dans les ordonnances initiales ..." À la lumière de ces éléments,

a) les États-Unis pourraient-ils indiquer s'il existe une directive, un document ou un critère quelconque qui est ou pourrait être utilisé pour guider la Commission lorsqu'elle décide de s'appuyer ou non sur "la marge de dumping probable" communiquée par le Département? Dans l'affirmative, veuillez expliquer, et si possible, en joindre une copie.

15. Non, il n'y a pas de directive à cette fin.

b) Existe-t-il une directive interne au sein de la Commission qui est ou pourrait être utilisée directement ou indirectement par la Commission dans son ensemble ou par les commissaires individuellement pour décider quand la Commission devrait s'appuyer sur la "marge de dumping probable" communiquée par le Département et quand elle ne devrait pas le faire? Dans l'affirmative, veuillez expliquer et, si possible, en joindre une copie.

16. Non, il n'y a pas de directive à cette fin.

c) Si la réponse aux alinéas a) et b) ci-dessus est négative, les États-Unis pourraient-ils expliquer comment la Commission fait en sorte, au cas par cas, que sa décision de s'appuyer ou non sur la "marge de dumping probable" communiquée par le Département ne soit pas, et ne puisse pas, être perçue comme arbitraire et déraisonnable?

17. Cette question n'influe pas sur le présent différend. L'allégation du Mexique à cet égard était limitée à la détermination établie par l'ITC dans le cadre du présent réexamen à l'extinction et n'était pas une contestation "en tant que telle". Par conséquent, cette question se rapporte à des sujets qui ne relèvent pas du mandat établi pour le présent différend. En outre, les États-Unis notent que l'Accord antidumping ne prévoit pas de constatations fondées sur des "perceptions."

d) Qu'a décidé la Commission dans l'affaire visant les OCTG faisant l'objet du présent différend? La Commission s'est-elle ou non appuyée sur la "marge de dumping probable" communiquée par le Département? Veuillez si possible, répondre par oui ou par non, puis expliquer.

18. Les États-Unis ont déjà répondu à la même question posée par le Mexique dans le cadre de la première réunion de fond. Ils renvoient le Mexique à leur réponse à ses questions n° 10 et n° 11 figurant dans les *Réponses des États-Unis d'Amérique aux questions posées par le Mexique dans le cadre de la première réunion de fond*, qu'ils ont déposées le 18 juin 2004.

e) Si la Commission a décidé de ne pas s'appuyer sur la "marge de dumping probable" communiquée par le Département, veuillez expliquer si elle s'est appuyée sur une autre marge quelconque ou non. Si elle s'est appuyée sur une autre marge, veuillez indiquer laquelle et sur quelle base, et quel est son rapport avec la déclaration faite par l'ITC dans la partie V, selon laquelle "les marges de dumping probables établies par le Département du commerce sont les mêmes que celles qui figurent dans les ordonnances initiales ...".

19. Voir la réponse ci-dessus.

f) Si la Commission a décidé de ne pas s'appuyer sur la "marge de dumping probable" communiquée par le Département, veuillez préciser si elle ne s'est pas appuyée sur cette marge pour le Mexique seulement ou pour tous les pays ayant fait l'objet de l'analyse cumulative? Si la réponse est pour le Mexique uniquement, veuillez expliquer pourquoi pour lui uniquement et pourquoi pas pour les autres.

20. La Commission ne s'est appuyée sur les marges de dumping pour aucun des pays ayant fait l'objet d'une analyse cumulative.

g) Si la Commission ne s'est appuyée sur aucune marge de dumping, effective ou potentielle, pour aucun des pays ayant fait l'objet de l'analyse cumulative, veuillez expliquer la compatibilité d'une telle procédure avec l'obligation relative au lien de causalité énoncée à l'article VI du GATT de 1994 et dans l'Accord antidumping de l'OMC, à l'exclusion de l'article 3.5. La position des États-Unis est-elle que les réexamens à l'extinction sont exemptés du lien de causalité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et sur quel fondement juridique elle repose?

21. Les États-Unis ne voient pas le rapport que le Mexique établit entre le fait de s'appuyer sur la marge de dumping et les prescriptions relatives au lien de causalité. Même l'article 3 ne prescrit pas de *s'appuyer* sur une marge de dumping, et d'ailleurs, prescrit uniquement d'*évaluer* la marge de dumping effective aux fins d'une enquête initiale (pas d'un réexamen à l'extinction) au titre de l'article 3.4.

Question n° 11

Au paragraphe 15 de leur deuxième déclaration liminaire, les États-Unis ont affirmé qu'"un accord concernant la réintégration dans le champ d'application de l'ordonnance" était "toujours" exigé, au titre de l'article 351.222 de la réglementation du Département, chaque fois qu'un exportateur demandait une abrogation uniquement pour ce qui le concernait. Toutefois, l'article 351.222 b) 2) B) de la réglementation du Département dispose explicitement qu'un accord concernant la réintégration est exigé uniquement de la part d'un exportateur "dont le

Secrétaire aura précédemment déterminé qu'il avait vendu la marchandise visée à un prix inférieur à sa valeur normale. Il n'y a rien dans la réglementation du Département qui exige qu'un exportateur dont il n'aura pas précédemment été constaté qu'il "avait vendu à un prix inférieur à la valeur normale" présente un accord concernant la réintégration lorsqu'il demande une abrogation uniquement pour ce qui le concerne. (Ainsi, par exemple, il n'a pas été exigé d'Hylsa qu'elle présente un accord concernant la réintégration dans le champ d'application de l'ordonnance lorsqu'elle a demandé l'abrogation pour ce qui la concernait dans le cadre du quatrième réexamen administratif.) Les États-Unis pourraient-ils expliquer cette présentation erronée de leurs lois?

22. Les États-Unis n'ont pas fait de "présentations erronées" de leur législation dans leurs communications au Groupe spécial dans le présent différend. Le Mexique n'a pas étayé sa lecture exagérément limitée de la disposition réglementaire en fournissant un quelconque élément de preuve attestant que le Département du commerce avait déjà refusé une abrogation au titre de l'alinéa b) 1) parce qu'elle avait été demandée par un exportateur plutôt que par tous. Il ne peut pas non plus fournir un tel élément de preuve, parce que cela ne s'est jamais produit. En outre, ce débat n'est pas pertinent pour le résultat du présent différend parce qu'une société peut aussi demander une abrogation de l'ordonnance dans son ensemble au moyen d'un réexamen pour changement de circonstances.

ANNEXE E-12

OBSERVATIONS DU MEXIQUE SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL ET DU MEXIQUE – DEUXIÈME RÉUNION

(4 octobre 2004)

1. Le gouvernement mexicain présente ci-après des observations sur les réponses que les États-Unis ont fournies aux questions posées à la suite de la deuxième réunion. Le Mexique limite ses observations à certaines questions qu'il juge particulièrement importantes à ce stade de la procédure. Le fait que le Mexique ne présente pas d'observation sur une réponse particulière ne signifie pas qu'il approuve la réponse donnée par les États-Unis, ni qu'il en est satisfait.

Observations concernant la réponse des États-Unis à la question n° 3 du Mexique

2. Les États-Unis indiquent qu'"il n'y a pas d'affaire dans laquelle le Département a abrogé une ordonnance tout entière sur la base d'une demande présentée au titre de l'article 351.222 b) 2), 19 C.F.R.".[1]

3. Le Mexique estime que la réponse n'est pas correcte, ou tout au moins, qu'elle n'est pas complète. Dans son examen de la pratique des États-Unis, le Mexique a constaté que, dans l'affaire *Furfuryl Alcohol from South Africa (Alcool furfurylique en provenance d'Afrique du sud)*, le Département avait agi sur la base d'un réexamen au titre de l'article 351.222 b) 2), et puis avait décidé d'abroger l'ordonnance dans son ensemble. Pour faciliter la tâche du Groupe spécial, le Mexique inclut, dans la pièce n° 69 qu'il présente en annexe aux présentes observations, des documents pertinents tirés du dossier public de l'affaire, ainsi que les décisions d'abrogation préliminaire et finale telles qu'elles ont été publiées au *Federal Register*.

4. Sur la base de ces documents, le Mexique conclut ce qui suit:

- Le producteur sud-africain a demandé l'abrogation "pour ce qui concerne" l'exportateur, ISL, sur la base de trois réexamens administratifs consécutifs ayant abouti à une constatation selon laquelle ISL ne pratiquait pas le dumping.[2]

- Le Département du commerce a été d'avis que l'attestation relative à la "réintégration" exigée par l'article 351.222 b) 2) iii) de la réglementation était nécessaire.[3] L'exportateur sud-africain demandant l'abrogation a été d'avis qu'une telle attestation n'aurait pas dû être exigée parce qu'il était le seul exportateur connu. Toutefois, le Département a appelé l'attention sur des statistiques d'importation et des renseignements indiquant qu'il y avait d'autres exportateurs et, sur cette base, il a demandé l'attestation selon laquelle l'exportateur demandant l'abrogation accepterait d'être réintégré dans le champ d'application de l'ordonnance antidumping s'il était

[1] Réponses des États-Unis aux questions posées par le Mexique en rapport avec la deuxième réunion, paragraphe 5.

[2] Pièce n° 69 du Mexique, page 6 (colonne 3).

[3] Bien que le règlement de 1999 mentionné dans cette affaire soit légèrement différent, en termes de forme, des dispositions réglementaires actuelles et de celles en vigueur au moment où les exportateurs mexicains ont demandé l'abrogation, il était identique en ce qui concerne tous les aspects pertinents.

constaté à l'avenir qu'il pratiquait le dumping. L'exportateur sud-africain a accédé aux demandes du Département.[4]

- Dans la détermination préliminaire, le Département a déterminé ce qui suit:

> Il n'est pas probable qu'à l'avenir ISL vendra la marchandise visée aux États-Unis à un prix inférieur à la valeur normale. Par conséquent, si les présentes constatations préliminaires sont confirmées dans nos résultats finals, nous comptons abroger l'ordonnance pour ce qui concerne la marchandise produite et exportée par ISL.[5]

- Dans les observations que le producteur sud-africain a présentées sur la base de la détermination préliminaire, il a fait valoir que le Département devrait abroger l'ordonnance dans son ensemble. L'argument était fondé sur: 1) le caractère insignifiant des autres exportations; et 2) le point de vue du producteur sud-africain sur les prescriptions de l'article 11.2 de l'Accord de l'OMC.[6]

- Dans sa détermination finale, le Département a dit ce qui suit:

> Nous avons déterminé d'abroger l'ordonnance en totalité pour les raisons suivantes: 1) ISL n'a pas vendu la marchandise visée à un prix inférieur à la valeur normale (VN) pendant trois périodes de réexamen consécutives, y compris le présent réexamen; 2) il n'y a pas d'élément de preuve indiquant qu'il est probable qu'ISL ou d'autres personnes vendront la marchandise visée à un prix inférieur à la valeur normale à l'avenir; et 3) les exportations visées, qui ont eu lieu il y a plus de deux ans, représentent des expéditions isolées de quantités insignifiantes de la marchandise visée. Nous notons également qu'il n'y a pas eu d'observations présentées par une quelconque autre partie sur cette question, ni en ce qui concerne nos résultats préliminaires, ni en ce qui concerne le mémoire d'ISL. Par conséquent, nous avons déterminé qu'une abrogation totale de l'ordonnance était justifiée au titre de l'article 351.222 b) 1), 19 C.F.R., et de l'article 751 d) 1) de la loi.[7]

- En outre, le Département a expliqué que le requérant ne s'opposait pas à l'abrogation de l'ordonnance. Le dossier public inclut un mémoire mettant en évidence le fait que la branche de production des États-Unis "était au courant de la décision préliminaire d'abroger l'ordonnance en partie" et que le Département discutait également avec la branche de production des États-Unis de "la possibilité que l'ordonnance puisse être abrogée en totalité" dans la détermination finale.[8]

5. Aux yeux du Mexique, l'inexactitude de la réponse des États-Unis devrait être importante pour le présent Groupe spécial pour les raisons suivantes:

---

[4] *Voir* la détermination préliminaire, page 7 de l'annexe 1 (colonne 3).

[5] Pièce n° 69 du Mexique, page 7 (colonne 3).

[6] Pièce n° 69 du Mexique, pages 12 à 17. Le Mexique inclut uniquement les extraits pertinents du mémoire de l'exportateur.

[7] Pièce n° 69 du Mexique, page 20 (colonnes 1 et 2).

[8] *Voir* la pièce n° 69 du Mexique, page 20 (note de bas de page 1) et page 18.

a. Premièrement, elle jette le doute sur la position adoptée par les États-Unis devant le Groupe spécial. Les États-Unis ont dit à maintes reprises que les demandes au titre de l'article 351.222 b) 2) constituaient, en vertu de la législation des États-Unis, un mécanisme allant au-delà de ce qui était prévu dans le cadre de l'OMC, et qu'elles ne conduisaient pas à l'abrogation de l'ordonnance dans son ensemble. Les États-Unis ont également reproché à l'exportateur mexicain de ne pas avoir demandé l'abrogation au titre de la bonne disposition. Cette affaire montre que ces positions ne sont pas crédibles.

b. Deuxièmement, les actions du Département dans cette affaire portent atteinte à la crédibilité de la position des États-Unis selon laquelle l'existence d'autres importations d'OCTG en provenance du Mexique empêchait une abrogation sur la base des demandes déposées par les deux seuls exportateurs qui aient jamais fait l'objet d'un réexamen de la part du DOC (TAMSA et Hylsa). Dans l'affaire *Alcool furfurylique*, l'existence d'importations similaires n'a pas empêché l'abrogation de l'ordonnance dans son ensemble. Le Département a enquêté sur la nature des importations et les a écartées parce qu'insignifiantes. Dans l'affaire visant les OCTG, les États-Unis expliquent au Groupe spécial que l'existence d'autres importations empêchait l'abrogation. Cette position n'est pas crédible.

c. Troisièmement, en montrant le manque de crédibilité des États-Unis, l'affaire *Alcool furfurylique* clarifie les choses pour le Groupe spécial en ce qui concerne les allégations du Mexique au titre de l'article 11.2. La décision du Département de ne pas abroger l'ordonnance pour ce qui concerne TAMSA était fondée exclusivement sur la baisse des volumes d'importation, et la décision de ne pas abroger l'ordonnance pour ce qui concerne Hylsa (ou l'ordonnance dans son ensemble) était fondée exclusivement sur la marge positive calculée pour Hylsa sur la base d'une réduction à zéro.

Question n° 7

6. Les paragraphes 10 et 11 de la réponse des États-Unis ne répondent pas à la question du Mexique. Celle-ci ne faisait pas référence à l'article 11.3 ni à l'article 3.3 de l'Accord. Elle demandait aux États-Unis d'identifier les éléments de preuve positifs sur lesquels la Commission s'était appuyée pour constater qu'il était probable que les importations en provenance des cinq pays faisant l'objet de l'analyse cumulative du dommage seraient présentes simultanément sur le marché des États-Unis. Le Mexique a également demandé aux États-Unis d'identifier le laps de temps.

7. Le paragraphe 12 de la réponse des États-Unis n'est pas compatible avec la détermination à l'extinction de la Commission. Dans sa détermination à l'extinction, celle-ci a conclu ce qui suit:

> Rien dans le dossier de ces réexamens ne suggère que, si les ordonnances étaient abrogées, les importations visées et le produit national similaire **ne seraient pas** présents simultanément sur le marché national. (pas de caractère gras et non souligné dans l'original)[9]

8. Cette déclaration démontre que la Commission n'a pas appliqué le critère juridique correct pour ce qui est de son évaluation de la probabilité de la simultanéité. En exigeant qu'il soit démontré que les importations "ne seraient pas" simultanément sur le marché, la Commission a utilisé un critère qu'un groupe spécial de l'OMC antérieur avait rejeté pour cause d'incompatibilité avec les

[9] Détermination à l'extinction établie par la Commission, page 14 (non souligné dans l'original) (pièce n° 20 du Mexique).

prescriptions de l'article 11.[10] En outre, il est clair que la conclusion de la Commission n'est pas fondée sur des éléments de preuve positifs. Le fait qu'il n'y a "rien dans le dossier" qui donne à penser que les importations ne "seraient pas présentes simultanément" ne constitue pas un élément de preuve positif suffisant aux fins de l'article 11.3.

9. La réponse des États-Unis indique que "les importations de tubes de cuvelage et de tubes de production en provenance de chacun des pays visés ont continué à être présentes sur le marché des États-Unis après que les ordonnances eurent été imposées et pendant toute la période du réexamen à l'extinction". Même si cette affirmation était juste du point de vue factuel, une déclaration ne peut pas être assimilée à une analyse prospective, fondée sur des éléments de preuve positifs, du point de savoir s'il est probable que les importations des cinq pays ayant fait l'objet de l'analyse cumulative seront présentes simultanément sur le marché en cas de suppression.

10. En ce qui concerne la deuxième partie de la question du Mexique, les États-Unis n'ont pas identifié le laps de temps dans lequel il était probable que le dumping ou le dommage se produirait.

11. Parce que la détermination établie par la Commission ne contient aucune analyse prospective de "la présence simultanée […] future probable des tubes de cuvelage et des tubes de production en provenance de chacun des pays visés", ni même une analyse de la persistance de la présence simultanée des importations visées sur le marché des États-Unis après l'imposition des ordonnances et pendant toute la période du réexamen à l'extinction, le seul fondement de la conclusion de la Commission sur la simultanéité est l'enquête initiale. Comme l'Organe d'appel l'a précisé, les déterminations au titre de l'article 11.3 qui se reposent exclusivement sur les constatations de l'enquête initiale sont un fondement insuffisant pour une détermination de la probabilité.[11]

12. Une conclusion qui n'est pas étayée par des éléments de preuve positifs, qui est fondée sur un critère juridique incorrect ("pas probable"), et qui repose entièrement sur les résultats de l'enquête initiale est incompatible avec l'article 11.3, et ne peut pas être conforme à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, qui exige que le Groupe spécial s'assure que l'autorité a établi les faits correctement et qu'elle a évalué ces faits d'une manière impartiale et objective.

13. Enfin, indépendamment de l'application de l'article 3.3 aux réexamens à l'extinction, le fait est que si les importations ne sont pas présentes simultanément sur le marché, l'autorité compétente ne peut pas évaluer leurs effets cumulatifs aux fins d'une détermination de dommage. Par conséquent, parce que l'analyse de la Commission était fondée sur une évaluation cumulative des importations, le fondement tout entier de la détermination de dommage probable établie par la Commission est erroné.

Question n° 8

14. Les États-Unis n'ont pas répondu à la question du Mexique. Au lieu de cela, ils ont renvoyé le Mexique à leur réponse à une question que celui-ci avait posée à la suite de la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties.[12] En faisant cela, les États-Unis, une fois de plus, ne répondent pas à la question du Mexique. À la suite de la première réunion du Groupe spécial, au lieu de répondre à la question factuelle spécifique du Mexique sur le point de savoir si la Commission avait établi une détermination selon laquelle il était probable que le dommage subsisterait ou selon laquelle il était probable que le dommage se reproduirait, les États-Unis ont dit que "rien dans

[10] *Voir* le rapport du Groupe spécial *DRAM originaires de Corée*, paragraphes 6.48, 6.52 à 6.58.
[11] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 88.
[12] *Voir* les réponses des États-Unis aux questions posées par le Mexique dans le cadre de la deuxième réunion de fond, paragraphe 13.

l'article 11.3 ne prescri[vait] aux Membres de faire une distinction entre la persistance probable d'un dommage et sa réapparition probable".[13]

15. Toutefois, la question du Mexique ne concernait pas l'interprétation donnée par les États-Unis des obligations découlant de l'article 11.3. Le Mexique demandait plutôt aux États-Unis de définir le fondement factuel de la détermination de la probabilité établie par la Commission. Autrement dit, il demandait si la Commission avait déterminé, en fait, qu'il était probable que le dommage subsisterait, ou que le dommage se reproduirait. Pour le Mexique, les faits d'une cause ne peuvent pas étayer à la fois une persistance du dommage et une réapparition du dommage dans le cadre de la même détermination. Pour qu'il y ait persistance, il faut qu'il y ait eu un dommage pendant la période du réexamen à l'extinction. Pour qu'il y ait réapparition, le dommage doit avoir cessé pendant la période du réexamen à l'extinction. Il s'ensuit que, mis à part la nature des obligations imposées par l'article 11.3, à moins que les États-Unis ne puissent démontrer le fondement factuel de la détermination établie par la Commission - que ce soit la persistance ou la réapparition - le Groupe spécial ne peut pas être assuré que la détermination de la Commission est conforme à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping. En effet, comment une autorité peut-elle établir les faits correctement et les évaluer d'une manière impartiale et objective alors qu'elle ne peut même pas indiquer de façon certaine si son analyse montrait qu'il était probable que le dommage subsisterait ou qu'il était probable que le dommage se reproduirait?

16. Enfin, dans la réponse à laquelle les États-Unis renvoient, ils indiquent que "le Département du commerce n'a pas, comme l'affirme le Mexique, établi une constatation distincte de la probabilité que le dumping se reproduira. (En fait, il a été constaté qu'Hylsa pratiquait le dumping alors que l'ordonnance était en vigueur").[14] La réponse des États-Unis est incompatible avec le *Mémorandum sur les questions et la décision*, qui énonce sans ambiguïté ce qui suit:

> Étant donné que nous continuons à constater que le volume des exportations mexicaines durant la période qui a suivi l'adoption de l'ordonnance a été notablement inférieur aux niveaux qui existaient avant son adoption, nous continuons aussi à constater qu'il est probable que le dumping des OCTG en provenance du Mexique se reproduirait si l'ordonnance devait être abrogée.[15]

17. Il est clair que le Mémorandum sur les questions et la décision du Département ne contient aucune référence au fait qu'il avait été constaté qu'Hylsa pratiquait le dumping. Ce n'est pas surprenant parce que, comme le Mexique l'a expliqué dans ses communications, il a été constaté à tort qu'Hylsa pratiquait le dumping dans un réexamen au titre de l'article 11.2 qui avait été achevé après que le réexamen à l'extinction eut été conclu.

18. Malgré le refus des États-Unis d'indiquer si la Commission a déterminé qu'il était probable que le dommage subsisterait ou qu'il était probable que le dommage se reproduirait, plusieurs faits montrent que la Commission a déterminé qu'il était probable que le dommage se reproduirait. Premièrement, étant donné que la Commission a constaté que "les éléments de preuve concernant la situation la plus récente de la branche de production nationale [étaient] positifs" et qu'"[elle] ne constat[ait] pas que la branche de production [était] actuellement vulnérable", il est clair que la détermination de la Commission ne peut pas être fondée sur une "persistance" du dommage, parce qu'il n'existait pas de dommage pendant la totalité ou une partie de la période du réexamen à

[13] Réponses des États-Unis aux questions posées par le Mexique dans le cadre de la première réunion de fond, paragraphe 28.

[14] Réponses des États-Unis aux questions posées par le Mexique après la première réunion, paragraphe 28.

[15] Mémorandum sur les questions et la décision du Département (pièce n° 19 du Mexique), page 4. (non souligné dans l'original)

l'extinction. Deuxièmement, étant donné que le *Mémorandum sur les questions et la décision* du Département a déterminé qu'il était "probable" que le dumping "se reproduirait", il est également clair qu'il était forcément "probable" que tout dommage susceptible d'être causé par un tel dumping "se reproduirait". Une détermination selon laquelle il est probable que le dommage se reproduira, et non qu'il est probable qu'il "subsistera", a des conséquences importantes sur des questions telles que l'absence d'un laps de temps dans lequel le dommage est "probable" ainsi que le point de savoir si les importations seront en concurrence simultanément sur le marché.

Question n°10

19. Aux paragraphes 15 et 16 de leur réponse, les États-Unis confirment que la Commission a le pouvoir discrétionnaire de prendre en considération ou d'ignorer la "marge de dumping probable" que le Département est tenu de lui communiquer, conformément à une disposition impérative de la loi[16], dans le cadre de chaque réexamen à l'extinction.

20. Au paragraphe 17, la réponse des États-Unis ne fournit aucune indication relative aux circonstances dans lesquelles la Commission s'appuierait sur les marges de dumping. Par conséquent, elle ne démontre pas qu'il n'est pas arbitraire ni déraisonnable que la Commission s'appuie sur une marge de dumping (ou qu'elle ne la prenne pas en considération).

21. Aussi, bien que les États-Unis affirment que la question du Mexique "n'influe pas sur le présent différend"[17], ils ne peuvent pas faire valoir de façon crédible que le contexte dans lequel la Commission a décidé de prendre en considération ou non la "marge de dumping probable" n'était pas extrêmement pertinent pour la détermination de la probabilité de la Commission. Par conséquent, la question relève tout à fait du mandat établi pour le présent différend et est très pertinente pour la compatibilité de la détermination à l'extinction établie par la Commission avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord.

22. Dans leur réponse à une question posée par le Mexique à la suite de la première réunion du Groupe spécial, les États-Unis affirment catégoriquement que "l'ITC ne s'est pas fondée sur une marge de dumping".[18] Toutefois, cette déclaration n'est pas conciliable avec le paragraphe 315 de leur première communication, dans lequel les États-Unis sont d'avis que "dans le présent réexamen, le rapport établi par les services de la Commission passe clairement en revue chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4". (non souligné dans l'original) Parce que l'"importance de la marge de dumping" est l'un des facteurs impératifs inclus à l'article 3.4, l'une des deux affirmations des États-Unis ne peut pas être vraie.

23. Quelle que soit la position à laquelle adhère le Groupe spécial, les États-Unis ont violé leurs obligations au titre de l'article 11.3.

24. Si la Commission s'est appuyée sur la marge de dumping probable communiquée par le Département, alors sa détermination de la probabilité est erronée dans la mesure où la détermination du Département l'est également.[19] Comme le Mexique l'a expliqué dans ses communications au Groupe spécial, la détermination du Département du commerce est erronée parce que, entre autres choses, il a simplement incorporé le droit antidumping de l'enquête initiale dans le résultat du réexamen à l'extinction après avoir écarté tous les autres éléments de preuve en raison d'une inférence tirée de la baisse des volumes d'importation.

[16] *Voir* 19 U.S.C. 1675a c) 3).

[17] Réponses des États-Unis aux questions posées par le Mexique dans le cadre de la deuxième réunion de fond, paragraphe 17.

[18] Réponses des États-Unis aux questions posées par le Mexique dans le cadre de la première réunion de fond, paragraphe 17 (réponse à la question n° 10).

[19] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 150 à 155 et 233 à 238; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 48 à 59 et 154 à 156.

25. D'autre part, si la Commission n'a pas pris en considération une quelconque marge de dumping probable, alors sa détermination est erronée dans la mesure où les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'évaluer tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production qui sont mentionnés à l'article 3.4, aux fins de toutes les déterminations de dommage, y compris celles ayant une nature prospective.[20]

26. À titre subsidiaire, si la Commission ne s'est appuyée sur aucune marge de dumping probable "pour aucun des pays ayant fait l'objet d'une analyse cumulative" comme les États-Unis l'affirment au paragraphe 20, alors la détermination de la Commission est également erronée parce qu'au titre de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping, le "dommage" (qu'il soit effectif, potentiel ou probable) ne pourrait avoir de sens sans dumping (effectif, potentiel ou probable).

27. Enfin, le paragraphe 21 de la réponse des États-Unis suggère que les États-Unis ont soit mal compris la question du Mexique, soit refusé de fournir une réponse. Bien que le Mexique ait fait référence au "lien de causalité", la réponse des États-Unis faisait uniquement référence à l'article 3.4. Les États-Unis n'ont pas répondu à la question de savoir si leurs autorités devaient satisfaire aux prescriptions en matière de causalité du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping lorsqu'elles effectuaient des réexamens à l'extinction.

Questions du Groupe spécial

Questions n° 4, 5 et 6

28. Le Groupe spécial a posé plusieurs questions aux États-Unis concernant le fait qu'ils se sont appuyés sur la diminution des volumes d'importation dans les réexamens au titre de l'article 11.3 et de l'article 11.2. Dans leurs réponses, les États-Unis renforcent l'incompatibilité de leurs décisions avec les prescriptions de l'OMC et mettent à jour des contradictions dans leur position.

29. Au paragraphe 2, les États-Unis affirment ce qui suit:

> Si le volume d'un importateur chute notablement, alors – si aucune autre explication n'est fournie – cela indique que le produit concerné est compétitif uniquement s'il est vendu à des prix de dumping. Par conséquent, si l'importateur souhaite accroître le volume des ventes (et il sera d'autant plus incité à le faire que les ventes auront chuté notablement), alors, en l'absence de l'ordonnance, il est probable qu'il aura recours au dumping pour y parvenir.[21]

30. Cette déclaration met à jour l'incompatibilité de la position des États-Unis avec l'article 11.3. La position des États-Unis est très claire: des diminutions notables des volumes signifient que le produit ne peut être compétitif que s'il est vendu à des prix de dumping, ce qui veut dire qu'il est "probable" que le dumping se reproduira si l'ordonnance est abrogée. Ce raisonnement s'appuie sur des spéculations et n'est pas fondé sur des éléments de preuve positifs démontrant la "probabilité". Il n'est pas compatible avec l'engagement d'"examiner" et de "déterminer" si le dumping est "probable".

31. En outre, une confusion est faite dans la réponse entre le rôle de l'importateur et celui de l'exportateur. La réponse s'articule autour de la décision de l'importateur de diminuer le volume, ce qui est un point de vue nouveau dans les réponses des États-Unis. Assurément, la détermination

[20] *Voir* le rapport du Groupe spécial *SHTF en provenance du Mexique*, WT/DS132/R, paragraphes 7.127 à 7.128 et 7.131 à 7.133; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS277/R, paragraphe 7.105.

[21] Réponses des États-Unis aux questions du Mexique dans le cadre de la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 2.

finale en l'espèce n'a même jamais mentionné les actions de l'importateur. Pour le Mexique, cela signifie que les États-Unis reconnaissent, en parlant de l'importateur, qu'il peut y avoir plusieurs raisons pour que l'exportateur réduise son volume, et que le fait de s'appuyer sur la décision de l'exportateur de diminuer le volume ne peut pas étayer les inférences que les États-Unis ont tirées en l'espèce. Cela est également vrai pour les importateurs: ils peuvent décider de diminuer leurs volumes parce qu'ils ne veulent pas accepter l'incertitude quant au montant indéterminé à acquitter éventuellement qui existe dans le système de réexamens au titre de l'article 9 des États-Unis. L'exportateur et/ou l'importateur peuvent décider que la charge administrative et l'incertitude que présente le système des États-Unis n'en valent simplement pas la peine, ce qui ne dit rien sur le point de savoir s'il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira. D'ailleurs, l'Organe d'appel a mis en garde contre le fait pour l'autorité chargée de l'enquête de tirer une quelconque inférence sur la seule base de la baisse des volumes d'importation dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.3.[22] L'adoption du point de vue relatif à l'importateur pourrait résulter de la question n° 4 du Mexique, à laquelle les États-Unis n'ont pas répondu de manière satisfaisante.

32. En outre, les États-Unis indiquent qu'ils infèreront que le dumping est probable "si aucune autre explication n'est fournie". Comme le Mexique l'a démontré au cours de la présente procédure, le Département a eu recours à la diminution du volume pour écarter tout autre élément de preuve et "explication". Les actions du Département dans la présente affaire infirment l'impression que les États-Unis donnent d'être disposés, pour prendre des décisions, à examiner objectivement tous les renseignements fournis.

33. Le Mexique voudrait également appeler l'attention du Groupe spécial sur les différences entre les réponses données par les États-Unis au paragraphe 2 et au paragraphe 9. Au paragraphe 9, les États-Unis indiquent qu'une baisse du volume "peut" indiquer que l'exportateur n'est pas à même de participer sur le marché des États-Unis sans pratiquer le dumping et qu'une société "peut" être incitée, du point de vue financier, à modifier ses prix pendant la durée de l'ordonnance. Cette approche plus réaliste est incompatible avec la position stricte adoptée au paragraphe 2 et révèle le problème précis que pose le fait que le Département s'appuie sur les baisses de volume: le fait qu'une baisse du volume "peut" s'expliquer par certains faits implique qu'il peut y avoir d'autres explications, et que ces explications peuvent n'avoir aucune valeur probante de quelque sorte que ce soit pour ce qui est de savoir s'il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira. C'est la base de la clarification apportée par l'Organe d'appel, selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête doit dans chaque affaire enquêter sur les raisons d'une baisse du volume, et qu'elle ne peut pas simplement s'appuyer sur la baisse du volume en tant qu'élément de preuve positif d'un dommage probable.[23]

34. Les paragraphes 9 et 10 sont également intéressants du point de vue du type d'analyse que les États-Unis essaient maintenant de faire, mais que le Département n'a pas faite pendant le réexamen à l'extinction visant les OCTG en provenance du Mexique. Au paragraphe 9, les États-Unis affirment ce qui suit: "toutefois, lorsqu'une ordonnance a été abrogée, une société est peu, voire pas du tout, incitée du point de vue financier à sacrifier "des ventes additionnelles" qui peuvent être effectuées uniquement en pratiquant le dumping. Ainsi, il est important de déterminer la mesure dans laquelle la capacité d'un exportateur à participer sur le marché des États-Unis peut dépendre de ces ventes". Les États-Unis ont raison de dire qu'une enquête additionnelle devrait être menée, mais le Département n'a certainement pas entrepris une telle enquête dans la présente affaire, et une inférence concernant ce qu'une société peut être incitée à faire du point de vue financier n'est pas un fondement suffisant pour sa détermination de dumping "probable".

35. Au paragraphe 10, les États-Unis disent ce qui suit: "À l'inverse, il est plus probable qu'une société pratique le dumping si ses ventes aux États-Unis sont si étroitement liées au dumping que, plus de trois ans après l'imposition de l'ordonnance, elle ne peut même encore pas vendre 1 pour cent du

[22] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 177.
[23] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 177.

volume qu'elle vendait lorsqu'elle pratiquait le dumping, comme c'est le cas de TAMSA et d'Hylsa dans la présente affaire." Là encore, le Département n'a pas fait la moindre constatation selon laquelle les ventes de TAMSA et d'Hylsa étaient "si étroitement liées au dumping". En fait, la déclaration est en contradiction totale avec les constatations formulées du Département à l'issue des réexamens administratifs complets, selon lesquelles les sociétés ne pratiquaient pas le dumping. Le premier syntagme de la déclaration – selon lequel il est plus probable qu'une société pratique le dumping – suppose à nouveau la conclusion du réexamen. Le fait de supposer que les ventes sont "si étroitement liées au dumping" et qu'"il est probable" qu'une société "pratique le dumping" est incompatible avec l'article 11.3.

36. Enfin, les États-Unis concluent leur réponse à la question n° 6 en notant que "c'est à la partie demandant l'abrogation d'une ordonnance au titre de l'article 11.2 qu'il incombe la charge d'établir que le réexamen à cette fin est "nécessaire"". Trois observations s'imposent.

37. Premièrement, dans ce paragraphe, les États-Unis semblent reconnaître un point qu'ils ont nié tout au long de la procédure: il s'agissait, en fait, d'un réexamen au titre de l'article 11.2.

38. Deuxièmement, il n'est pas exact que c'est à l'exportateur demandant un réexamen au titre de l'article 11.2 qu'il incombe la charge d'établir que le réexamen est "nécessaire". L'article 11.2 donne aux exportateurs le "droit de demander aux autorités d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping ...". Les autorités, quant à elles, "réexamineront la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié ...". L'article 11.2 ne dit rien au sujet d'une charge de la preuve incombant à l'exportateur; par contre, l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation d'établir les types de déterminations exigées au titre de l'article 11.2, et elle doit le faire sur la base d'éléments de preuve positifs.

39. Troisièmement, dans leur réponse, les États-Unis mélangent les concepts relatifs à ce qui se produira "probablement" après la suppression de l'ordonnance et l'obligation effective au titre de l'article 11.2, qui est d'abroger la mesure à moins qu'elle ne soit "nécessaire pour neutraliser le dumping".

ANNEXE E-13

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES RÉPONSES DU MEXIQUE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – DEUXIÈME RÉUNION

(4 octobre 2004)

Question n° 1

Le Mexique pourrait-il clarifier l'argument qu'il a avancé au paragraphe 72 de sa deuxième déclaration orale, selon lequel "il n'y aurait pas moyen pour les États-Unis de corriger rétroactivement une violation de l'obligation, assortie d'une échéance contraignante, de suppression après cinq ans qui est énoncée à l'article 11.3"? Le Mexique pourrait-il en particulier indiquer ce qui distingue la présente affaire d'un différend portant sur une enquête initiale et l'obligation au titre de l'article 5.10 de l'Accord antidumping de terminer une enquête dans un délai d'un an ou, dans des circonstances spéciales, dans un délai de 18 mois?

1. Le raisonnement tenu par le Mexique en réponse à cette question n'est pas convaincant. Le Mexique dit que le fait de donner à un Membre une "deuxième occasion d'invoquer l'exception ... contreviendrait à une autre limitation temporelle spécifiée à l'article 11.3 en ce qui concerne le moment où un Membre doit engager *et conclure* le réexamen".[1] Toutefois, l'obligation énoncée à l'article 11.3 ne prévoit pas qu'un Membre *conclut* un réexamen avant l'expiration de la période de cinq ans, mais qu'il *engage* un réexamen avant cette date. Le Mexique fait valoir que "l'article 11.3 établit également une exception additionnelle à la règle générale selon laquelle "[l]e droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen""[2], mais il n'indique pas ce qui constitue l'exception additionnelle. Par conséquent, même s'il était constaté que le réexamen en l'espèce était incompatible avec l'article 11.3, il n'en demeurerait pas moins que les États-Unis l'auraient engagé en temps voulu. Il en résulte que la suppression de la mesure n'est pas une recommandation appropriée.

2. Même si l'on concluait à tort que les États-Unis ont enfreint l'article 11.3, il n'y a pas de raison qu'une telle infraction ne puisse pas être corrigée. Pour répondre à la question du Groupe spécial, il n'y a pas de différence entre le fait qu'un Membre corrige une enquête erronée ou qu'il corrige un réexamen erroné. Selon la logique de la réponse du Mexique à cette question, toute mesure qui contient une incompatibilité avec les règles de l'OMC doit être supprimée. Par exemple, eu égard à la référence du Groupe spécial à une enquête initiale, si un droit était imposé conformément à une mesure dont il était en fin de compte constaté qu'elle n'était pas conforme à l'Accord antidumping, alors, de la même manière, les "conditions préalables" à l'imposition de cette mesure n'auraient pas été satisfaites et la mesure, selon la logique que le Mexique a exposée dans cette réponse, devrait être supprimée.[3] Le Mexique fait valoir qu'il "avait le droit ... de voir ses exportations d'OCTG entrer aux

[1] Réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion ("Réponses du Mexique"), paragraphe 4 (pas d'italique dans l'original).

[2] Réponses du Mexique, paragraphe 4.

[3] Inutile de préciser que ce n'est *pas* l'approche que le Mexique a suivie lorsque l'OMC a constaté que sa propre mesure antidumping visant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis enfreignait l'Accord antidumping. *Voir Organe de règlement des différends: Compte rendu de la réunion tenue le 20 mars 2000*, WT/DSB/M/77, paragraphe 30 (déclaration du Mexique: "Conformément aux dispositions du Mémorandum d'accord, le Mexique aurait besoin d'un délai raisonnable pour se conformer aux décisions et recommandations de l'ORD.").

États-Unis sans être assujetties à des droits antidumping à compter d'août 2000"[4]; toutefois, le même argument pourrait être avancé en ce qui concerne une enquête initiale erronée. Le Mexique dit que les "obligations figurant à l'article 11 surviennent *après* que les droits antidumping ont été imposés et sont demeurés en vigueur pendant un certain temps", comme si cette distinction étayait l'idée que les réexamens à l'extinction ne peuvent pas être corrigés mais que les enquêtes initiales le peuvent. Le Mexique n'explique pas en quoi cette différence a un sens.

3. Le Mexique affirme également que "l'octroi d'un délai raisonnable pour mettre une mesure en conformité peut être utilisé uniquement pour remédier à des manquements à des obligations non assorties d'échéances contraignantes".[5] Étant donné que le Mexique n'a pas indiqué de référence pour ce postulat, les États-Unis supposent qu'il fait référence au délai raisonnable prévu à l'article 21:3 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"). Toutefois, de par ses termes mêmes, l'article 21:3 dispose ce qui suit: "S'il est irréalisable pour un Membre de se conformer immédiatement aux recommandations et décisions, ce Membre aura un délai raisonnable pour le faire." L'article 21:3 ne fait aucune distinction entre des obligations "assorties d'échéances contraignantes" et des obligations "non assorties d'échéances contraignantes". En effet, l'expression "assorti d'échéances contraignantes" n'apparaît pas dans cette disposition, ni dans aucune autre disposition du Mémorandum d'accord, et est une pure invention du Mexique.[6] Par conséquent, l'affirmation du Mexique, n'a pas de fondement dans le texte du Mémorandum d'accord. En outre, l'article 21:3 reconnaît fondamentalement que les Membres peuvent demander un délai pour mettre en œuvre les recommandations – par exemple, dans le cas d'un réexamen à l'extinction dans le cadre duquel un Membre pourrait avoir à corriger des erreurs de procédure ou d'analyse.

4. Fait plus important, la demande du Mexique est contraire au droit d'un Membre de conserver une marge de manœuvre suffisante quant à la manière de mettre en œuvre les recommandations et les constatations de l'ORD. Reconnaissant ce droit, les groupes spéciaux antérieurs – y compris les groupes spéciaux chargés d'examiner l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* et l'affaire *Réexamen à l'extinction Allemagne*[7] – ont refusé de formuler des suggestions sur la mise en œuvre. Il n'y a pas de raison de s'écarter de cette approche ici. La question de savoir si l'article 11.3 énonce une obligation dite "assortie d'échéances contraignantes" n'est pas importante; le Mexique n'a proposé aucune justification logique ou juridique expliquant pourquoi les Membres ne peuvent pas corriger des infractions à des dispositions dites assorties d'échéances contraignantes comme ils le font pour des infractions à toute autre obligation.

5. En outre, le Mexique formule l'allégation plutôt surprenante selon laquelle "si le Groupe spécial constate que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 et qu'il permet néanmoins aux États-Unis de maintenir la mesure, les droits du Mexique au titre de l'Accord antidumping seront diminués et non rétablis".[8] Il semble donc alléguer que quelque chose dans l'article 11.3 de l'Accord antidumping prévaut sur les termes mêmes de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, lequel spécifie la seule recommandation qu'un groupe spécial ou l'Organe d'appel est

[4] Réponses du Mexique, paragraphe 5.
[5] Réponses du Mexique, paragraphe 4.
[6] En outre, l'article 11.3 de l'Accord antidumping n'est pas énuméré à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord en tant que "règle ou procédure spéciale ou additionnelle" à laquelle les dispositions du Mémorandum d'accord sont subordonnées.
[7] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/R (*OCTG en provenance d'Argentine)*, distribué le 15 juin 2004, paragraphe 7.283; *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002 ("*Réexamen à l'extinction Allemagne*").
[8] Réponses du Mexique, paragraphe 6.

autorisé à formuler.[9] Toutefois, de nouveau, le Mexique ne présente aucun fondement pour cette allégation – d'ailleurs, il ne le pourrait pas. Comme indiqué ci-dessus, l'article 11.3 de l'Accord antidumping n'est pas énuméré en tant que "règle spéciale ou additionnelle" aux fins de l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, il n'y a pas de fondement pour l'allégation du Mexique selon laquelle il a droit à plus que ce qui est prévu au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

Question n° 2

Le Mexique pourrait-il clarifier l'argument qu'il a avancé au paragraphe 32 de sa deuxième communication orale selon lequel "en n'évaluant pas si la Commission avait appliqué le bon critère puis en procédant à sa propre évaluation de la question de savoir si les faits étayeraient une constatation de dommage "probable", le Groupe spécial ... a gravement affaibli l'obligation de fond énoncée à l'article 11.3, qui faisait peser sur l'autorité chargée de l'enquête la charge d'établir si un dommage était probable"? À cet égard, le Groupe spécial note qu'au paragraphe 7.285 de son rapport sur l'affaire OCTG en provenance d'Argentine, le Groupe spécial a dit que "le critère exposé à l'article 11.3 de l'Accord pour les déterminations à l'extinction établies par les autorités chargées de l'enquête [était] "probable" ("*likely*"). Ce critère s'applique à la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira ainsi qu'aux déterminations de l'existence d'un dommage dans le cadre des réexamens à l'extinction, et c'est précisément le critère que l'USITC a appliqué". (non souligné dans l'original) En outre, le Mexique semble affirmer que, d'une certaine manière, la charge de la preuve incombe à l'autorité chargée de l'enquête – le Mexique pourrait-il préciser si c'est bien son point de vue et dans l'affirmative, sur quoi il se fonde.

6. La critique que le Mexique formule à propos du raisonnement du Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* est vaine. Le Groupe spécial, dans ce différend, a dit que l'ITC avait utilisé le terme "likely" ("probable") en formulant sa détermination globale.[10] Par conséquent, le Groupe spécial (et l'Argentine) ont reconnu que, à première vue, la détermination faisait référence au critère probable.[11] Le Groupe spécial a alors évalué si les éléments de preuve que l'Argentine avait présentés démontraient que l'ITC n'avait pas d'éléments de preuve suffisants pour parvenir à cette conclusion de probabilité.[12] Le Groupe spécial a estimé à juste titre que, étant donné que l'ITC avait formulé une détermination dont elle disait qu'elle était fondée sur le critère probable, alors le critère applicable par le Groupe spécial pour l'examen de cette conclusion devait être la question de savoir si l'ITC avait évalué les éléments de preuve objectivement – sinon, comment l'ITC aurait-elle pu conclure qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait? Par conséquent, le Groupe spécial a correctement évalué si les constatations de l'ITC étaient fondées sur un examen objectif du dossier. Que le Mexique parle d'"évaluer si l'ITC a appliqué le mauvais critère" ou que l'on formule cela selon les termes utilisés par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire concernant l'Argentine – "évaluer la base des éléments de preuve" – cela revient au même et la question est en définitive de savoir si l'établissement et l'évaluation des faits par l'ITC étayaient sa constatation selon laquelle il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait. Le Groupe spécial a examiné cette question et a conclu à juste titre que l'établissement et l'évaluation des faits par l'ITC *étayaient* bien sa conclusion selon laquelle il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait.

[9] Il est clair que le Mexique ne préconise pas une "suggestion" qui est autorisée par l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, étant donné qu'il parle de "permettre" aux États-Unis de maintenir la mesure. Une "suggestion" au titre de l'article 19:1 n'est pas impérative et ne peut pas être contraignante pour un Membre. Toutefois, pour les raisons exposées ci-dessus, une telle suggestion serait également inappropriée dans la présente affaire.

[10] *OCTG en provenance d'Argentine*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.283.

[11] *OCTG en provenance d'Argentine*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.283.

[12] *OCTG en provenance d'Argentine*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.285 à 7.312.

7. Le Mexique dit également qu'il conteste "à la fois le critère utilisé par la Commission, et l'établissement et l'évaluation des faits auxquels la Commission [a] procédé pour déterminer si le critère [a] été respecté".[13] Il fait à nouveau une affirmation sans expliquer pourquoi elle est pertinente. Il convient de noter que l'Argentine a contesté à la fois le critère probable et le critère en matière de preuve. Par conséquent, si une distinction entre les allégations du Mexique et celles de l'Argentine est sous-entendue, cette distinction n'existe simplement pas.

8. Le Mexique formule un autre argument selon lequel l'utilisation par l'ITC d'un "mauvais critère" "fait que le processus est vicié dès le départ – car cela a une incidence sur l'aptitude de l'autorité chargée de l'enquête à établir les faits requis, sur son aptitude à évaluer objectivement les faits et sur son aptitude à déterminer si les faits qu'elle a étudiés constituent des éléments de preuve positifs de ce qui va probablement se passer".[14] Le Mexique n'a fourni aucun élément de preuve pour étayer ce postulat. La loi établit un critère probable et la détermination elle-même invoque un critère probable. Le Mexique n'a pas précisé en quoi l'ITC pourrait ne pas avoir établi correctement les faits. En outre, en ce qui concerne l'allégation du Mexique selon laquelle l'utilisation par l'ITC du "mauvais critère" a affecté l'aptitude de l'ITC à évaluer les faits, il conviendrait de noter que c'est précisément ce que le Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* a examiné, et que cela ne fait que confirmer qu'évaluer si le critère a été correctement appliqué revient au même qu'évaluer si les faits étayaient la conclusion établie.

9. Enfin, l'analyse de la "charge de la preuve" effectuée par le Mexique est incorrecte à plusieurs égards. Le Mexique dit (sans mentionner de référence) qu'il "croit comprendre" que c'est à la partie "invoquant l'exception qu'incombe la charge de la preuve".[15] En fait, cette déclaration traduit la mauvaise compréhension qu'a le Mexique des principes pertinents. En premier lieu, ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué dans son rapport sur le différend *CE – Hormones*, le simple fait de qualifier une disposition d'"exception" ne déplace pas la charge de la preuve vers la partie défenderesse[16]; une partie à un différend n'a pas la charge de la preuve, à moins d'établir, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense.[17] En outre, les États-Unis n'invoquent pas une "exception" (ou un "moyen de défense affirmatif") dans le présent différend. L'article 11.3 fait partie de l'équilibre global des droits et obligations convenus au titre de l'Accord antidumping. Il énonce une règle positive qui autorise les Membres à maintenir des droits antidumping dans certaines circonstances. C'est le Mexique qui affirme que les États-Unis ont violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en (d'après les allégations) menant un réexamen de manière inappropriée. Comme le Mexique a formulé cette affirmation, la charge lui incombe de la prouver – charge dont il ne s'est pas acquitté. Dans le présent différend, le Mexique n'a pas fourni d'éléments *prima facie* indiquant que l'ITC n'avait pas utilisé le critère correct au titre de l'article 11.3. La loi et la détermination utilisent le terme "probable" et les éléments de preuve, établis correctement, étayent amplement la conclusion selon laquelle il était probable que le dommage se reproduirait. Par conséquent, non seulement le Mexique n'a pas fourni d'éléments *prima facie*, mais il ne sera pas en mesure de le faire.

Question n° 7

Les parties pourraient-elles examiner l'importance, en termes spécifiques, de la décision rendue par le Groupe spécial dans l'affaire Argentine – OCTG pour les questions qui sont soulevées, et les décisions à prendre, dans le présent différend?

---

[13] Réponses du Mexique, paragraphe 12.
[14] Réponses du Mexique, paragraphe 12.
[15] Réponses du Mexique, paragraphe 16.
[16] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Mesures concernant les viandes et les produits carnés* ("*CE - Hormones*"), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 105.
[17] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde ("États-Unis – Chemises et blouses de laine")*, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, page 14.

10. Les États-Unis sont surpris que le Mexique se dise "préoccupé par la possibilité qu'un lien soit indûment établi entre deux procédures distinctes de règlement des différends qui n'ont pas encore été achevées".[18] En effet, c'est le Mexique qui a "indûment" établi un lien entre elles en fournissant, semble-t-il, à l'Argentine des renseignements issus du présent différend pour quelle les utilise dans la procédure de règlement des différends même dont le Mexique soutient maintenant qu'elle ne devrait pas être "indûment" liée à la présente procédure. Par exemple, la "pièce" que le Mexique a cherché à introduire lors de la deuxième réunion du Groupe spécial – résumé allégué des arguments et des éléments de preuve déjà portés à la connaissance du présent Groupe spécial – a été présentée par l'Argentine dans le cadre de son appel en tant que critique alléguée du raisonnement juridique de ce groupe spécial. En outre, des parties des communications du Mexique semblent, dans de nombreux cas, avoir été copiées directement dans les communications de l'Argentine. Ce n'est pas surprenant, étant donné que le Mexique et l'Argentine ont un conseil extérieur en commun. (Ce fait jette aussi le doute sur l'affirmation formulée par le Mexique en réponse à une question du Groupe spécial, selon laquelle il ne pouvait pas pleinement répondre aux arguments avancés et aux conclusions établies par le Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*.) En tout état de cause, le Mexique essaie de miser sur les deux tableaux: il fournit à l'Argentine des "éléments de preuve et des arguments" issus du présent différend, puis il fait valoir que c'est le Groupe spécial qui "établit indûment un lien" entre eux.

11. En outre, le Mexique affirme que "bon nombre des allégations et arguments que le Mexique a soumis au présent Groupe spécial sont différents des allégations et des arguments présentés dans cette affaire".[19] Cette affirmation est trop générale. Certaines allégations sont différentes – par exemple, le Mexique a en l'espèce formulé des allégations concernant des réexamens administratifs, et l'Argentine a formulé des allégations concernant des renonciations accélérées – mais la question du Groupe spécial vise implicitement les allégations qui se recouvrent, et non les allégations qui sont propres à l'un des différends. En ce sens, la réponse du Mexique semble éluder la question du Groupe spécial.

12. En outre, le Mexique n'a même pas identifié *une* différence pertinente concernant ces allégations qui se recouvrent. Il fournit un tableau des faits et des affirmations, mais pas d'analyse. Par exemple, il dit que ses "allégations" font intervenir des exportateurs qui ont participé à plusieurs réexamens administratifs. Il s'agit simplement d'un fait et non d'une allégation ou d'un argument. En outre, la déclaration du Mexique selon laquelle ce réexamen était un réexamen complet plutôt qu'un réexamen accéléré confirme seulement qu'il n'est pas nécessaire que le présent Groupe spécial s'embarrasse de l'analyse effectuée par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire concernant l'Argentine au sujet des dispositions de la législation des États-Unis relatives à la renonciation. Le Mexique note ensuite ses arguments concernant l'utilisation par le Département de la diminution du volume et de la marge de dumping initiale – or, ces arguments ont également été avancés dans le différend concernant l'Argentine.[20]

13. Chose significative, c'est uniquement en ce qui concerne l'allégation de dommage probable que le Mexique avance d'une manière affirmative – sans plus – que ses arguments étaient "différents". C'est une allégation au sujet de laquelle le Groupe spécial a donné tort à l'Argentine – et qui portait exactement sur la même détermination de l'ITC que celle qui est visée en l'espèce. On peut seulement inférer que le Mexique espère que le présent Groupe spécial n'évaluera pas la valeur de persuasion des conclusions du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire concernant l'Argentine en ce qui concerne cette allégation, en raison de son allégation non étayée selon laquelle il a formulé des arguments "différents".

[18] Réponses du Mexique, paragraphe 17.
[19] Réponses du Mexique, paragraphe 20.
[20] *Voir*, par exemple, *OCTG en provenance d'Argentine*, première communication écrite de l'Argentine, annexe A-1, paragraphe 181.

14. Comme les États-Unis l'ont clairement indiqué dans leur propre réponse à cette question, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* a fait certaines erreurs d'analyse en ce qui concerne la législation des États-Unis, en tant que telle et telle qu'appliquée, relative à la détermination de la probabilité d'un dumping. C'est pour ces raisons, et non à cause de vagues allégations non étayées selon lesquelles des "arguments différents" ont été avancés dans le présent différend, que le présent Groupe spécial ne devrait pas être convaincu par certaines des conclusions auxquelles le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire concernant l'*Argentine* est parvenu.

ANNEXE E-14

OBSERVATIONS DU MEXIQUE SUR LE RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL SUR L'AFFAIRE *ÉTATS-UNIS - RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES PRODUITS TUBULAIRES POUR CHAMPS PÉTROLIFÈRES EN PROVENANCE D'ARGENTINE*, DS286

(10 décembre 2004)

I. INTRODUCTION

1. Le Groupe spécial a demandé aux parties de présenter leurs observations[1] sur le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire États-Unis - Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine, WT/DS268/AB/R, distribué le 29 novembre 2004 ("OCTG en provenance d'Argentine").[2] Le Mexique formule les présentes observations conformément à la demande du Groupe spécial.

2. Le Mexique a trois remarques préliminaires à faire en prélude à ces observations. Premièrement, le Mexique a maintenu durant la présente procédure qu'il ne pensait pas qu'un "lien" devrait être établi entre le différend *OCTG en provenance d'Argentine* et l'affaire concernant le Mexique – si ce n'est du type de celui que les groupes spéciaux de l'OMC établissent ordinairement avec les autres rapports de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel. Comme le Groupe spécial le sait bien, les recommandations de l'ORD (fondées sur les constatations d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel dans un différend particulier) sont contraignantes uniquement pour les parties au différend, et la doctrine de *stare decisis* ne s'applique pas. Conformément aux prescriptions du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial doit évaluer chacune des allégations du Mexique indépendamment et selon ses particularités. Deuxièmement, bien que les observations du Mexique fassent suite à la distribution du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*[3], le Groupe spécial constatera que les observations du Mexique sont pleinement conformes à la manière dont le Mexique a présenté ses allégations et ses arguments durant la présente procédure. Enfin, la décision du Mexique de ne pas commenter certains aspects du rapport de l'Organe d'appel ne devrait pas être interprétée par le Groupe spécial comme signifiant que le Mexique souscrit au raisonnement ou aux constatations de l'Organe d'appel en relation avec lesdits aspects ni qu'il prend autrement position à ce sujet.

3. La section II de la présente communication explique qu'aucune des allégations du Mexique concernant la détermination établie par le Département du commerce ("Département") dans le cadre du quatrième réexamen administratif à l'effet de ne pas abroger l'ordonnance n'a été affectée par la décision de l'Organe d'appel sur l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*.[4] La section III explique

---

[1] *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, DS282, demande d'observations sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, DS268, présentée par le Groupe spécial, 22 novembre 2004.

[2] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, distribué le 29 novembre 2004 ("*OCTG en provenance d'Argentine*").

[3] Le Mexique croit comprendre que le rapport du Groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire DS268 seront adoptés par l'Organe de règlement des différends à sa prochaine réunion, prévue le 17 décembre 2004.

[4] Voir généralement la première communication du Mexique, section IX; la deuxième communication du Mexique, section IV.

pourquoi l'allégation "tel qu'appliqué" du Mexique selon laquelle la détermination établie par le Département dans le cadre du réexamen à l'extinction – établissant qu'il est probable que le dumping se reproduira – viole l'article 11.3 n'est en fait que confortée par la décision de l'Organe d'appel. La section IV explique pourquoi les constatations de l'Organe d'appel concernant le Sunset Policy Bulletin ("SPB")[5] ne discréditent en aucune façon l'allégation du Mexique selon laquelle le SPB viole l'article 11.3. La section V réitère que Groupe spécial devrait rejeter l'exception préliminaire soulevée par les États-Unis en l'espèce. Dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, le Groupe spécial a rejeté les allégations semblables formulées par les États-Unis, et l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. La section VI fait ressortir que certains arguments avancés par le Mexique, qui n'ont pas été examinés par le Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, sont au centre des allégations du Mexique concernant l'incompatibilité avec l'Accord antidumping de la détermination de dommage probable établie par la Commission du commerce international ("Commission"). La section VII examine les arguments du Mexique concernant la nature exceptionnelle de l'article 11.3 et le fait que les États-Unis ne se sont pas acquittés de la charge qui leur incombait de prouver qu'ils s'étaient conformés aux prescriptions strictes régissant l'invocation de l'exception limitée à l'obligation assortie de délais contraignants, de supprimer la mesure conformément à l'article 11.3. Cette question a été soulevée par le Mexique, mais elle n'a pas été examinée par l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*. Enfin, la section VIII réitère que le Mexique a spécifiquement demandé que le Groupe spécial constate qu'il n'y avait pas de fondement juridique pour le maintien par les États-Unis de la mesure en l'absence du strict respect des prescriptions de l'article 11.3. Rien dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* ne dispense le Groupe spécial de la nécessité de se prononcer sur la demande formulée par le Mexique à cet égard.

II. LES ALLÉGATIONS DU MEXIQUE AU TITRE DE L'ARTICLE 11.2 NE SONT PAS AFFECTÉES

4. Aucune des allégations du Mexique fondées sur la détermination à l'effet de ne pas abroger l'ordonnance établie par le Département dans le cadre du quatrième réexamen administratif n'a été affectée par la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*.

5. Le Mexique a demandé au Groupe spécial de constater que:

- le Département avait violé l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce qu'il n'avait pas supprimé le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique immédiatement dès qu'il avait été démontré par les sociétés mexicaines interrogées que le maintien du droit n'était pas nécessaire pour neutraliser le dumping[6];

- la détermination établie par le Département à l'effet de ne pas abroger le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs attestant que le maintien du droit était nécessaire pour neutraliser le dumping[7];

- en ce qui concerne TAMSA, la détermination du Département à l'effet de ne pas abroger violait l'article 11.2 de l'Accord antidumping parce que le Département: i) avait appliqué un critère qui prescrivait de démontrer que le dumping n'était "pas

[5] *Policies Regarding the Conduct of Five-year ("Sunset") Reviews of Anti-dumping and Countervailing Duty Orders*, 63 Fed. Reg. 18,871 (Département du commerce, 16 avril 1998) ("*Sunset Policy Bulletin*") (pièce n° 32 du Mexique).

[6] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 279 à 288; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 225 à 236.

[7] Première communication du Mexique, paragraphes 312 à 319; deuxième communication du Mexique, paragraphes 225 à 236.

probable" à l'avenir; ii) avait imposé de façon arbitraire une prescription relative aux "quantités commerciales" qui était incompatible avec l'article 11.2 et n'avait aucun fondement dans cet article; et iii) n'avait pas tenu compte des éléments de preuve positifs qui démontraient que la mesure n'était plus nécessaire pour neutraliser le dumping[8];

- le Département avait violé l'article X:2 du GATT de 1994 parce qu'il avait imposé à TAMSA des conditions pour la suppression du droit antidumping avant leur publication officielle[9]; et

- en ce qui concerne Hylsa, la détermination du Département à l'effet de ne pas abroger le droit violait les articles 11.2 et 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping parce que le Département n'avait pas procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale, en "ramenant à zéro" les marges négatives concernant Hylsa. En se fondant sur la marge positive qui avait résulté de cette méthode illicite pour justifier de ne pas abroger le droit antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique pour ce qui concernait Hylsa, le Département n'avait pas déterminé si le droit était nécessaire pour neutraliser le dumping.[10]

6. Le Mexique fait valoir qu'aucune de ces allégations n'a été affectée par la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*.

III. L'ALLÉGATION "TEL QU'APPLIQUÉ" DU MEXIQUE SELON LAQUELLE LA DÉTERMINATION ÉTABLIE PAR LE DÉPARTEMENT DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION VIOLE L'ARTICLE 11.3 N'ÉTAIT PAS AFFECTÉE ET EST EN FAIT CONFORTÉE PAR LA DÉCISION DE L'ORGANE D'APPEL

7. L'allégation "tel qu'appliqué" du Mexique – selon laquelle la détermination à l'extinction du Département établissant qu'il est probable que le dumping se reproduira en l'espèce est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping – n'a pas été affectée par la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*.

8. En l'espèce, le Mexique a fait valoir que le Département s'était appuyé sur la diminution du volume des importations d'OCTG en provenance du Mexique et sur l'existence de la marge de dumping issue de l'enquête initiale pour établir sa détermination de dumping probable. En particulier, le Mexique a fait valoir que le Département avait violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'il: i) s'était concentré exclusivement sur les volumes d'importation passés, à l'exclusion d'autres facteurs pertinents; ii) n'avait pas appliqué le critère "probable" prescrit par l'article 11.3; iii) n'avait pas procédé à une analyse prospective; et iv) n'avait pas établi une détermination de la probabilité d'un dumping sur la base d'éléments de preuve positifs.[11]

9. Les communications du Mexique démontrent que le Département n'a pas tenu compte des éléments de preuve positifs versés au dossier qui démontraient qu'un dumping ne serait pas probable et qu'il a rejeté les explications des sociétés mexicaines interrogées concernant la diminution du volume et la raison pour laquelle la marge de dumping initiale ne pouvait pas constituer un élément de

[8] Première communication du Mexique, paragraphes 301 à 319; deuxième communication du Mexique, paragraphes 237 à 265.

[9] Première communication du Mexique, paragraphes 320 à 349; deuxième communication du Mexique, paragraphes 266 à 270.

[10] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 289 à 300; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 271 à 296.

[11] *Voir* la première communication du Mexique, section VII.C; la deuxième communication du Mexique, section II.B.

preuve positif de la probabilité d'un dumping.[12] Le Mexique a expliqué pourquoi cela était contraire aux prescriptions de l'article 11.3.[13] Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, "les déterminations positives [seraient] viciées [si] l'USDOC avait rendu ses décisions en s'appuyant uniquement sur l'un des scénarios du SPB, même si la valeur probante d'autres facteurs était supérieure".[14]

10. Tel est précisément le cas en l'espèce. Comme le Mexique l'a expliqué en détail au cours de la présente procédure, les éléments de preuve positifs présentés au Département dans le cadre du réexamen à l'extinction démontraient que l'ordonnance initiale en matière de droits antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique résultait des circonstances uniques existant au moment de l'enquête en 1994.[15] Les sociétés mexicaines interrogées ont aussi fait valoir que les "déterminations d'absence de dumping" établies par le Département et le calcul de marges nulles pour TAMSA et Hylsa dans le cadre des réexamens administratifs ultérieurs constituaient des éléments de preuve positifs démontrant qu'un dumping ne serait pas probable. En conséquence, étant donné que les circonstances uniques de 1994 ne s'étaient pas répétées et compte tenu des marges nulles et des constatations d'absence de dumping, il n'y avait pas de base factuelle permettant au Département de déterminer que le dumping pourrait "subsister ou se reproduire" après abrogation de l'ordonnance.[16]

11. Le Mexique a aussi demandé au Groupe spécial de constater que, séparément et indépendamment des autres violations, le Département avait violé l'article 11.3 en se fondant mécaniquement aux fins de sa détermination de la probabilité d'un dumping sur une marge de dumping qui avait été déterminée dans le cadre d'une enquête initiale antérieure à l'OMC.[17] Le Mexique allègue que le Département a aussi violé l'article 2 de l'Accord antidumping en utilisant comme "marge probable" une marge qui ne résultait pas de l'application de l'Accord antidumping et qui n'était pas calculée conformément aux prescriptions de l'Accord.[18] Le Département a également violé l'article 6 de l'Accord en ne ménageant pas aux exportateurs mexicains la possibilité de présenter des éléments de preuve et de défendre leurs intérêts pour ce qui concerne la "marge probable".[19]

12. Dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, l'Argentine a eu gain de cause au stade du groupe spécial pour ce qui est de l'allégation selon laquelle la détermination de dumping probable établie par le Département était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial a constaté que la détermination de la probabilité était incompatible avec l'article 11.3 pour deux raisons: 1) il n'y avait pas de base factuelle permettant au Département de déterminer que le dumping avait subsisté pendant la durée d'application de l'ordonnance en s'appuyant seulement sur l'existence de la marge de dumping issue de l'enquête initiale;[20] et 2) l'application par le Département

---

[12] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 123 à 149; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 67 à 78.

[13] *Voir* la première communication du Mexique, section VII.C; la deuxième communication du Mexique, section II.B.

[14] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 211.

[15] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 123 à 149; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 67 à 78.

[16] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 123 à 149; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 67 à 78.

[17] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 150 à 155; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 48 à 59.

[18] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 150 à 155; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 48 à 59.

[19] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 150 à 155; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 48 à 59.

[20] Rapport du Groupe spécial États-Unis - *Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/R, distribué le 16 juillet 2004, paragraphes 7.219 à 7.221 ("*OCTG en provenance d'Argentine*").

des dispositions en matière de renonciation invalidait la base factuelle de la détermination globale de la probabilité pour l'ensemble du pays.[21] Les États-Unis n'ont pas fait appel de ces constatations.

13. Pour ces raisons, la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* n'a pas d'incidence directe sur la contestation "tel qu'appliqué" formulée par le Mexique à l'encontre de la détermination de dumping probable établie par le Département. En fait, l'allégation "tel qu'appliqué" du Mexique a été renforcée par le fait que les États-Unis n'ont pas fait appel de la constatation concernant la détermination de dumping probable établie par le Département dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, et par la réaffirmation par l'Organe d'appel de la prescription fondamentale de l'article 11.3 imposant d'examiner les éléments de preuve fournis par les sociétés interrogées.

IV. LES CONSTATATIONS DE L'ORGANE D'APPEL NE DISCRÉDITENT PAS L'ALLÉGATION DU MEXIQUE SELON LAQUELLE LE SUNSET POLICY BULLETIN EST INCOMPATIBLE "EN TANT QUE TEL" AVEC L'ARTICLE 11.3

A. L'ORGANE D'APPEL A CONFIRMÉ QUE LE SPB ÉTAIT UNE MESURE, ET QUE L'APPLICATION PAR LE DÉPARTEMENT DES TERMES DE CETTE MESURE "LAISS[AIT] FORTEMENT SUPPOSER" QU'ELLE ÉTAIT INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3

14. La décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* confirme que le SPB est une mesure qui peut être contestée dans le cadre de l'OMC, et que l'application par le Département des termes du SPB "laisse fortement supposer" que la mesure est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[22]

15. Premièrement, tout doute a été éliminé quant au fait que le SPB est une mesure pouvant faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC. L'Organe d'appel a réaffirmé une constatation antérieure[23] selon laquelle le SPB était une mesure, laissant ainsi ouverte la seule question de la compatibilité du SPB avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC.[24]

16. Deuxièmement, il faut absolument souligner que l'Organe d'appel n'a pas suivi le Groupe spécial pour des motifs très étroits tenant à l'erreur commise par le Groupe spécial lorsque celui-ci a évalué l'allégation de l'Argentine, sur la base du critère de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Bien que l'Organe d'appel ait constaté que les éléments de preuve empiriques "laiss[aient] fortement supposer que ces scénarios [étaient] appliqués mécaniquement[,]" il a dit dans son raisonnement qu'il n'était pas possible de conclure de façon définitive que le Département considérait les scénarios comme étant déterminants pour ce qui est de la probabilité d'un dumping sans une "évaluation qualitative" des déterminations de la probabilité dans les différentes affaires.[25] Étant donné que, selon lui, le Groupe spécial n'avait pas effectué une telle évaluation qualitative d'au moins certaines des différentes affaires, l'Organe d'appel a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la section II.A.3 était incompatible, en tant que telle, avec l'article 11.3. Il a fait valoir explicitement, toutefois, qu'il n'avait "*pas conclu de ce fait que la section II.A.3 du SPB était compatible, en tant que telle, avec l'article 11.3*" (pas d'italique dans l'original):

---

[21] Rapport du Groupe spécial *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 7.222. Pour des raisons d'économie jurisprudentielle, le Groupe spécial s'est abstenu de se prononcer sur l'autre allégation de l'Argentine selon laquelle la détermination de la probabilité établie par le Département était incompatible avec l'article 11.3 parce qu'elle était fondée sur la diminution du volume des importations à la suite de l'imposition de l'ordonnance. *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 7.212.

[22] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 189.

[23] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004, paragraphes 99 et 100. ("*Réexamen à l'extinction Japon*").

[24] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 189, 190 à 215.

[25] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 212.

> Nous tenons à souligner que nous n'avons pas conclu de ce fait que la section II.A.3 du SPB était compatible, en tant que telle, avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Nous avons plutôt constaté que la conclusion contraire du Groupe spécial devait être infirmée parce que le Groupe spécial ne s'était pas conformé à l'article 11 du Mémorandum d'accord. Ainsi, le raisonnement que nous avons suivi ici n'exclut pas que, dans une autre affaire, il puisse être conclu à juste titre que les trois scénarios exposés dans la section II.A.3 du SPB sont considérés comme étant déterminants/concluants pour ce qui est de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, il serait nécessaire qu'une telle conclusion soit étayée par une analyse rigoureuse des éléments de preuve concernant la façon dont la section II.A.3 du SPB est appliquée par l'USDOC.[26]

17. Troisièmement, la décision de l'Organe d'appel "laisse fortement supposer" qu'avec une analyse appropriée par le Groupe spécial dans l'affaire suivante, un groupe spécial pourrait fort bien conclure que les critères de la section II.A.3 du SPB sont incompatibles en tant que tels avec l'article 11.3:

> Le Groupe spécial n'a pas entrepris une telle évaluation qualitative et s'est appuyé exclusivement sur les statistiques globales ou les résultats cumulés figurant dans la pièce n° 63 de l'Argentine. Le fait que des déterminations positives ont été établies sur la base de l'un des trois scénarios dans tous les réexamens à l'extinction d'ordonnances en matière de droits antidumping auxquels les parties intéressées nationales ont participé laisse fortement supposer que ces scénarios sont appliqués mécaniquement. Toutefois, sans un examen qualitatif des raisons ayant conduit à de telles déterminations, il n'est pas possible de conclure de façon définitive que ces déterminations étaient fondées exclusivement sur ces scénarios sans qu'il ait été tenu compte d'autres facteurs.[27]

B. LE GROUPE SPÉCIAL DOIT ENTREPRENDRE UNE "ÉVALUATION QUALITATIVE" DES PIÈCES N° 62 ET N° 65 DU MEXIQUE, AINSI QUE DU DOSSIER TOUT ENTIER DANS LA PRÉSENTE PROCÉDURE

18. L'infirmation par l'Organe d'appel de la constatation du Groupe spécial concernant le SPB était fondée sur l'article 11 du Mémorandum d'accord: c'était une erreur du Groupe spécial, et non un défaut dans l'allégation de fond formulée par l'Argentine ou dans les éléments de preuve présentés par l'Argentine, ni une interprétation incorrecte d'une décision rendue dans le cadre de l'OMC, qui avait conduit à l'infirmation. La leçon essentielle de cette affaire est donc que le présent Groupe spécial ne devrait pas commettre la même erreur.

19. Selon le Mexique, il est improbable que le présent Groupe spécial commette une telle erreur en raison du dossier établi dans le cadre de la présente procédure. Le Mexique a fourni au Groupe spécial tous les éléments de preuve et arguments nécessaires pour lui permettre d'entreprendre l'évaluation qualitative que le Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* n'a

---

[26] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 215.

[27] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 212 (note de bas de page omise). Le Mexique fait observer que la note de bas de page 300 est tout à fait compatible avec l'explication qu'il donne de l'affaire *Sugar and Syrups From Canada*: l'Organe d'appel a reconnu que cette affaire ne faisait pas partie des affaires pertinentes pour prouver l'allégation "en tant que tel" relative au SPB parce que la situation ne correspondait à aucun des trois scénarios du SPB.

pas entreprise (selon l'Organe d'appel). Le Groupe spécial a posé des questions spécifiques sur les affaires spécifiques mentionnées dans les pièces n° 62 et n° 65 du Mexique, et le Mexique et les États-Unis ont répondu l'un et l'autre à ces questions sur le fond. Ainsi, les renseignements déjà recueillis par le Groupe spécial en l'espèce lui fournissent une base pour déterminer, tant quantitativement que qualitativement, que dans toute affaire où la situation correspond à l'un des scénarios du SPB, le Département invoque mécaniquement le SPB et s'appuie de façon décisive sur les diminutions du volume des importations et/ou sur l'existence de marges de dumping antérieures.

20. Le Mexique répète qu'il a analysé de façon approfondie tous les réexamens à l'extinction effectués par le Département jusqu'en juin 2004, et que dans tous les cas le Département a considéré le fait que l'un au moins des scénarios de la section II.A.3 était satisfait comme étant déterminant pour ce qui est de la probabilité d'un dumping. Le Département accordait aux scénarios de la section II.A.3 un poids décisif indépendamment de la mesure dans laquelle les volumes d'importation diminuaient ou les marges de dumping subsistaient, indépendamment des tendances de ces données dans le temps, et indépendamment de la présence d'éléments de preuve contraires. En fait, un examen qualitatif des déterminations à l'extinction établies par le Département met en évidence l'application purement mécanique des scénarios de la section II.A.3, mais pas l'analyse argumentée et rigoureuse de tous les renseignements pertinents exigée par l'article 11.3.

21. Tant le Mexique que les États-Unis ont analysé différentes affaires dans de nombreuses communications présentées dans le cadre de la présente procédure et en réponse à des questions posées par le Groupe spécial. Ces exemples d'affaires démontrent que le Département considère les scénarios de la section II.A.3 comme étant déterminants/concluants pour ce qui est de la probabilité d'un dumping:

- Naturellement, le Mexique et les États-Unis se sont l'un et l'autre concentrés sur le réexamen à l'extinction en cause dans le présent différend: *OCTG en provenance du Mexique*. Les faits entourant ce réexamen à l'extinction sont particulièrement graves et montrent que le Département considère les scénarios de la section II.A.3 comme étant déterminants pour ce qui est de la probabilité d'un dumping. Le Département a fondé sa détermination de la probabilité uniquement sur la marge calculée dans le cadre de l'enquête initiale et sur une diminution du volume, à l'exclusion des éléments de preuve positifs – y compris les marges de dumping nulles consécutives et les arguments selon lesquels les circonstances ayant abouti à la marge initiale ne se répéteraient pas – qui démontraient qu'un dumping ne serait pas probable. Tant le Mexique que les États-Unis ont analysé les faits de la cause en l'espèce de façon approfondie.[28]

- Le Mexique a analysé le réexamen à l'extinction dans l'affaire *Industrial Nitrocellulose from Yugoslavia* (pièce n° 62 du Mexique, onglet 145), où le Département a appliqué les scénarios exposés dans la section II.A.3 et constaté qu'un dumping serait probable en dépit du fait que le seul producteur/exportateur

[28] Pour l'analyse du réexamen à l'extinction dans l'affaire *OCTG en provenance du Mexique* effectuée par le Mexique, voir la première communication du Mexique, section VII.C; la déclaration liminaire du Mexique à la première réunion du Groupe spécial (25 mai 2004), paragraphes 17 à 34; les réponses du Mexique aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion (18 juin 2004), paragraphes 1 à 8, 21, 83; la deuxième communication du Mexique, section II.B; la déclaration liminaire du Mexique à la deuxième réunion du Groupe spécial (17 août 2004), paragraphes 19 à 26. Pour l'analyse du réexamen à l'extinction dans l'affaire *OCTG en provenance du Mexique* effectuée par les États-Unis, voir la première communication des États-Unis, section V.B; le résumé analytique de la première communication des États-Unis (3 mai 2004), paragraphe 5; les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion (18 juin 2004), paragraphe 52; la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial (17 août 2004), paragraphes 11 et 12; les réponses des États-Unis aux questions posées par le Mexique à la suite de la deuxième réunion (13 septembre 2004), paragraphes 8 et 9.

yougoslave n'était plus capable d'exporter vers les États-Unis car la seule usine de la société avait été détruite dans le conflit.[29] Les États-Unis considéraient que la détermination établie par le Département en l'occurrence était raisonnable.[30]

- Le Mexique a appelé l'attention sur le réexamen à l'extinction dans l'affaire *Stainless Steel Wire Rod from Spain* (pièce n° 62 du Mexique, onglet 295), où le Département a constaté mécaniquement qu'un dumping serait probable sur la seule base d'une diminution des importations au cours de l'année où l'ordonnance avait été imposée, en dépit des éléments de preuve attestant que la marge de dumping était tombée à 0,80 pour cent et que les volumes d'importation étaient revenus ensuite aux niveaux antérieurs à l'ordonnance.[31]

- Les États-Unis ont analysé le réexamen à l'extinction dans l'affaire *Porcelain-on-Steel Cooking Ware from Mexico* (pièce n° 62 du Mexique, onglet 194), où le Département s'est fondé sur le scénario de continuation du dumping exposé dans la section II.A.3 pour établir une détermination positive de la probabilité.[32]

22. Même ce qu'il est convenu d'appeler les dispositions concernant les "raisons valables" permettent prétendument l'examen de facteurs autres que les marges de dumping antérieures et les volumes d'importation, ces dispositions imposent de façon inadmissible aux parties intéressées la charge de fournir des renseignements ou des éléments de preuve justifiant l'examen de ces autres facteurs, que le Département peut rejeter à sa seule discrétion.[33] La réglementation du Département limite en outre l'examen d'autres facteurs aux réexamens complets à l'extinction uniquement.[34] En restreignant l'"analyse" de la probabilité effectuée par le Département aux scénarios de la section II.A.3, les dispositions relatives aux "raisons valables" privent effectivement et, surtout, pratiquement, les parties interrogées de la capacité d'avoir raison du poids décisif accordé aux diminutions du volume et à l'existence de marges de dumping.

23. Le Département s'est appuyé sur les renseignements relatifs aux "raisons valables" pour fonder sa détermination finale à l'extinction dans quatre affaires seulement et, dans chacune de ces affaires, il a agi ainsi parce qu'aucun des scénarios de la section II.A.3 n'était satisfait.[35] Ainsi, le Département s'est appuyé sur d'autres facteurs uniquement dans les rares cas où le SPB imposait une

---

[29] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 115 et 116.

[30] *Voir* la deuxième communication des États-Unis, note de bas de page 12.

[31] *Voir* la deuxième communication du Mexique, paragraphe 34, note de bas de page 45; *Issues and Decision Memorandum for the Expedited Sunset Review of the Antidumping Order on Stainless Steel Wire Rod from Spain*, 68 Fed. Reg. 68,866 (Département du commerce, 10 décembre 2003) (pièce n° 62 du Mexique, onglet 295).

[32] *Voir* la deuxième communication des États-Unis, paragraphe 19.

[33] *Voir* la deuxième communication du Mexique, paragraphes 19 à 30; *voir aussi* 19 USC § 1675a(c)(2) (pièce n° 24 du Mexique); 19 C.F.R. §§ 351.218(d)(3)(iv) et (e)(2) (pièce n° 25 du Mexique); le *Sunset Policy Bulletin*, section II.C (pièce n° 32 du Mexique).

[34] *Voir* la deuxième communication du Mexique, paragraphe 20; *voir aussi* 19 C.F.R. § 351.218(e)(2)(iii) (pièce n° 25 du Mexique) ("Le Secrétaire en prendra en considération ces autres facteurs que lorsqu'il procédera à un réexamen complet à l'extinction ...").

[35] *Voir Sugar from Canada*, 64 Fed. Reg, 48,362 (Département du commerce, 3 septembre 1999) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 62 du Mexique, onglet 261); *Gray Portland Cement and Cement Clinker from Venezuela*, 65 Fed. Reg. 41,050 (Département du commerce, 3 juillet 2000) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 62 du Mexique, onglet 125); *Uranium from Russia*, 65 Fed. Reg. 41,439 (Département du commerce, 5 juillet 2000) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 62 du Mexique, onglet 282); *Uranium from Uzbekistan*, 65 Fed. Reg. 41,441 (Département du commerce, 5 juillet 2000) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 62 du Mexique, onglet 284); *voir aussi* la déclaration finale du Mexique à la première réunion du Groupe spécial (26 mai 2004), page 1; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 25 et 26, 34, note de bas de page 45.

détermination négative de la probabilité afin de justifier néanmoins un résultat positif. Réciproquement, le Département ne s'est jamais appuyé sur d'autres facteurs pour conclure qu'il n'était *pas* probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait dans le cadre d'une détermination finale (et le Département n'a jamais, en fait, établi de détermination finale concluant qu'un dumping ne serait pas probable).

- Le Mexique a analysé le réexamen à l'extinction dans l'affaire *Sugar from Canada* (pièce n° 62 du Mexique, onglet 261), où le Département s'est appuyé sur un examen sommaire des coûts fondé sur des données restreintes pour établir une détermination positive de la probabilité, en dépit du fait qu'après l'imposition de l'ordonnance il y avait eu des volumes notables d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping.[36] Les États-Unis ont également analysé cette affaire.[37] L'observation formulée par l'Organe d'appel dans la note de bas de page 300 laisse supposer qu'il souscrit au point de vue du Mexique selon lequel l'affaire n'est pas pertinente pour les allégations de l'Argentine et du Mexique parce qu'aucun des trois critères de la section II.A.3 du SPB n'était satisfait.[38]

- Les trois autres affaires dans lesquelles le Département a utilisé les renseignements relatifs aux raisons valables impliquaient des réexamens d'accords à l'effet de suspendre les enquêtes antidumping.[39] Le SPB indique qu'il est plus probable que le Département prendra en compte les arguments concernant les raisons valables dans le cadre des réexamens à l'extinction des enquêtes suspendues.[40]

24. Dans les affaires où le Département a prétendument examiné d'autres facteurs mentionnés par une partie interrogée, le Département a systématiquement rejeté ces arguments et s'est fondé sur le fait que l'un des scénarios de la section II.A.3 était satisfait pour établir une détermination positive de la probabilité. Par exemple:

---

[36] *Voir* la déclaration finale du Mexique à la première réunion du Groupe spécial (26 mai 2004), page 1; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 25 et 26, 34, note de bas de page 45.

[37] *Voir* les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion (18 juin 2004), paragraphes 7, 17 à 19; la deuxième communication des États-Unis (9 juillet 2004), note de bas de page 9; la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial (17 août 2004), paragraphe 10; les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion (13 septembre 2004), paragraphe 1.

[38] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, note de bas de page 300. Le Mexique fait observer que la note de bas de page 300 est tout à fait compatible avec l'explication qu'il donne de l'affaire *Sugar and Syrups From Canada*: l'Organe d'appel a reconnu que cette affaire ne faisait pas partie des affaires pertinentes pour prouver l'allégation "en tant que tel" relative au SPB parce que la situation ne correspondait à aucun des trois scénarios du SPB.

[39] *Voir Gray Portland Cement and Cement Clinker from Venezuela* (pièce n° 62 du Mexique, onglet 125); *Uranium from Russia* (pièce n° 62 du Mexique, onglet 282); *Uranium from Uzbekistan* (pièce n° 62 du Mexique, onglet 284).

[40] Étant donné que les accords de suspension visent généralement à éliminer le dumping tout en permettant la poursuite des importations, il est moins probable que les scénarios de la section II.A.3 soient satisfaits dans les réexamens à l'extinction des enquêtes suspendues. Reconnaissant cela, la section II.A.3 dispose ce qui suit:

> [D]ans le contexte d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, les données pertinentes pour les critères prévus aux paragraphes a) à c) [c'est-à-dire les trois scénarios] peuvent ne pas être concluantes pour ce qui est de la probabilité. Par conséquent, il est peut-être plus probable que dans le cadre d'un réexamen à l'extinction d'une enquête suspendue, le Département prendra en compte les arguments concernant les raisons valables […]
>
> *Sunset Policy Bulletin*, section II.A.3 (pièce n° 32 du Mexique).

- Le Mexique a analysé le réexamen à l'extinction dans l'affaire *Brass Sheet and Strip from the Netherlands* (pièce n° 62 du Mexique, onglet 32), où le Département a conclu qu'il était probable que le dumping se reproduirait uniquement sur la base d'une diminution des importations, en dépit de l'explication donnée par la seule société interrogée selon laquelle elle avait limité ses exportations vers les États-Unis à la suite de l'imposition de l'ordonnance parce qu'elle avait acquis aux États-Unis des installations pour approvisionner le marché des États-Unis.[41] Les États-Unis ont également analysé cette affaire.[42]

25. Le Mexique fait valoir que les analyses des affaires précitées entreprises par le Mexique et par les États-Unis fournissent au Groupe spécial une base pour procéder à l'évaluation qualitative des différentes affaires à laquelle le Groupe spécial n'a pas procédé dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* (selon l'Organe d'appel).

26. Si le Groupe spécial constate que les examens des différentes affaires cités en référence ne sont pas, pour une raison quelconque, suffisants pour lui permettre de déterminer à bon droit si les scénarios de la section II.A.3 sont considérés comme étant déterminants/concluants, le Groupe spécial doit entreprendre une "analyse qualitative" plus approfondie afin de trancher la question. En fait, comme l'Organe d'appel l'a indiqué clairement dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, si le Groupe spécial ne procédait pas ainsi, il manquerait à l'obligation qui lui incombe de procéder à une "évaluation objective de la question", comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord.[43]

27. À cet égard, le Mexique invite le Groupe spécial à examiner les réexamens à l'extinction mentionnés dans les pièces n° 62 et n° 65 du Mexique. Le Mexique est convaincu que, s'il fait cela, le Groupe spécial conclura – comme l'a fait le Mexique (et comme l'Organe d'appel le "laisse fortement supposer") – que le Département considère effectivement que la satisfaction de l'un des scénarios de la section II.A.3 est concluante pour ce qui est de la probabilité d'un dumping. En particulier, le Mexique recommande que le Groupe spécial examine les affaires suivantes – en plus des affaires précitées:

- Dans *Aspirin from Turkey* (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 14), le Département a expliqué son raisonnement ainsi:

> Comme indiqué dans le *Sunset Policy Bulletin* (section II.A.3), et conformément à l'Énoncé des mesures administraatives, pages 889 et 890, et au rapport de la Chambre, page 63, le Département constatera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits antidumping dans les cas où les marges de dumping ont subsisté à un quelconque niveau après la publication de l'ordonnance ou bien dans les cas où le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance et où les volumes d'importation de la marchandise visée ont notablement diminué ou disparu. En ce qui concerne Atabay, bien que le dumping ait été éliminé en 1997, les expéditions de la marchandise visée ont diminué considérablement. En outre, en ce qui concerne tous les autres producteurs/exportateurs turcs, les taux

[41] *Voir* la deuxième communication du Mexique (9 juillet 2004), paragraphes 27 à 30.

[42] *Voir* les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion (18 juin 2004), paragraphe 8; la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial (17 août 2004), paragraphe 10; les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion (13 septembre 2004), paragraphes 1, 3.

[43] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 212 (note de bas de page omise).

> de dépôt pour les droits antidumping restent d'application et nous n'avons pas de raison de croire que le dumping a été éliminé. Sur la base de cette analyse, jointe au fait que les parties intéressées interrogées ont renoncé à leur droit de participer au présent réexamen devant le Département, et en l'absence d'arguments et d'éléments de preuve contraires, le Département détermine qu'il est probable que le dumping subsisterait si l'ordonnance était abrogée.[44]
>
> Le Département a ainsi fondé son analyse sur la réduction du volume et sur la persistance du dumping en s'appuyant uniquement sur l'existence des taux de dépôt. Comme l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* le confirme, toutefois, la simple existence d'un taux de dépôt pour les droits antidumping ne peut pas servir de base factuelle pour une détermination de la persistance du dumping.[45]

- Dans la phase préliminaire de l'affaire *Pure Magnesium from Canada* (pièce n° 62 du Mexique, onglet 201), la société interrogée, qui avait obtenu des marges nulles dans les quatre précédents réexamens administratifs, a fait valoir qu'il y avait des "raisons valables" pour que le Département prenne en considération les taux de changes pour établir la détermination de la probabilité d'un dumping.[46] Le Département a refusé d'examiner cet autre facteur parce qu'il a constaté que la diminution du volume des importations démontrait de façon concluante la probabilité d'un dumping: "Étant donné que le Département a effectué de nombreux réexamens administratifs et est convaincu que les constantes observées concernant les volumes d'importation sont une indication de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, nous ne tiendrons pas compte des arguments fondés sur les raisons valables dans la présente affaire."[47]

28. Le Mexique a fourni au Groupe spécial tous les éléments de preuve et arguments nécessaires pour lui permettre d'entreprendre l'évaluation qualitative que le Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* n'a pas entreprise. Les éléments de preuve présentés par le Mexique démontrent que, dans ses réexamens à l'extinction, le Département: a expressément invoqué le SPB pour justifier sa détermination selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait; s'est appuyé sur les diminutions du volume ou sur l'existence de marges de dumping pour fonder ses déterminations de la probabilité; et n'a pas tenu compte de tous les autres éléments de preuve et explications.

29. Dans son analyse des éléments de preuve et des décisions dans les différentes affaires, il est important que le Groupe spécial garde à l'esprit que les États-Unis ont la charge de réfuter les éléments de preuve fournis par le Mexique. L'Organe d'appel a noté que les États-Unis avaient fait valoir au Groupe spécial dans l'affaire DS268 que les renseignements fournis par l'Argentine "n'avaient aucune valeur probante s'agissant de la question de savoir si les trois scénarios indiqués dans la section II.A.3 de SPB étaient déterminants/concluants aux fins des déterminations à l'extinction", et que "les pièces n° 63 et 64 de l'Argentine ne tenaient pas compte des circonstances factuelles des réexamens à l'extinction énumérés …". L'Organe d'appel a ajouté ceci:

---

[44] *Aspirin from Turkey*, 64 Fed. Reg. 36,328, 36,329-330 (Département du commerce, 6 juillet 1999) (résultats finals du réexamen à l'extinction) (pièce n° 63 de l'Argentine, onglet 14).

[45] Rapport du Groupe spécial *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 7.219 à 7.221.

[46] *Issues and Decision Memo for the Sunset Review of Pure Magnesium from Canada (Preliminary Results*) (18 février 2000), page 4.

[47] *Issues and Decision Memo for the Sunset Review of Pure Magnesium from Canada (Preliminary Results*) (18 février 2000), page 7.

> Il est regrettable que les États-Unis n'aient pas étayé ces affirmations par des références à des affaires dans lesquelles d'autres facteurs ont constitué la base de la détermination de l'USDOC; il est aussi dommage que les États-Unis n'aient pas indiqué d'affaires dans lesquelles les circonstances étaient telles que la valeur probante du scénario identifié était supérieure à celle des autres facteurs présentés par les parties intéressées, afin de contrer l'affirmation selon laquelle l'USDOC applique les scénarios de SPB de façon mécanique. Si les États-Unis avaient fourni de tels renseignements, la tâche du Groupe spécial aurait été facilitée. Cependant, le manque d'assistance de la part des États-Unis ne peut pas autoriser le Groupe spécial à s'abstenir de procéder à une "évaluation objective de la question" comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord.[48]

30. Le présent Groupe spécial doit astreindre les États-Unis au même critère en l'espèce. Les États-Unis, en fait, n'ont pas indiqué et ne peuvent pas indiquer d'affaires dans lesquelles l'un au moins des scénarios du SPB était satisfait, mais où d'autres facteurs ont constitué le fondement de leur décision concernant la probabilité. Ils ne peuvent pas non plus indiquer d'affaires dans lesquelles le Département a fourni dans ses décisions une analyse de fond expliquant pourquoi les marges de dumping antérieures et les diminutions du volume étaient plus probantes pour ce qui est du comportement futur probable que tout autre élément de preuve. Cela n'est pas surprenant parce que les États-Unis s'appuient sur une autre présomption, à savoir que les actions de l'exportateur avant la discipline instituée par l'ordonnance sont toujours plus probantes que les actions de l'exportateur après l'imposition de l'ordonnance.[49]

31. Tout au plus, les États-Unis peuvent appeler l'attention sur les sections de leurs décisions dans lesquelles ils répétaient les arguments des parties. Mais la répétition des arguments ne remplace pas l'analyse de fond prospective qu'exige l'article 11.3. Le Groupe spécial ne devrait pas non plus accepter des déclarations creuses selon lesquelles le Département "prend en considération" tous les renseignements, alors que ses décisions écrites ne reflètent pas une telle prise en considération. La question de savoir dans quelle mesure les États-Unis appliquent mécaniquement le SPB dans ces affaires doit être jugée en fonction de la manière dont le Département a rédigé sa décision, et non en fonction de ses allégations concernant ce que les rédacteurs de la décision pensaient alors.

32. Enfin, les communications de fond détaillées du Mexique en l'espèce satisfont aussi à la prescription de l'Organe d'appel pour l'évaluation des allégations subsidiaires du Mexique concernant la "pratique constante" du Département dans la conduite des réexamens à l'extinction. Le Mexique allègue que la "pratique constante" du Département est incompatible "en tant que telle" avec l'article 11.3 de l'Accord. À titre de deuxième allégation subsidiaire, le Mexique fait valoir que même si la pratique du Département n'est pas incompatible en tant que telle, l'application par les États-Unis de leurs lois et règlements en matière antidumping pour ce qui est de la détermination de dumping probable établie par le Département viole l'article X:3 a) du GATT de 1994.

V. L'ORGANE D'APPEL A REJETÉ LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES FONDÉES SUR L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

33. L'Organe d'appel a rejeté toutes les exceptions préliminaires fondées sur l'article 6:2 du Mémorandum d'accord soulevées par les États-Unis.[50] Les États-Unis ont formulé une allégation

[48] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 214.

[49] *Voir* le SAA, 889-890; le SPB, sections II.A.3 et II.B.1; *voir aussi* la deuxième communication du Mexique, paragraphes 52 et 53.

[50] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 155 à 176.

semblable – mais pas en temps voulu – dans la présente affaire. Le Groupe spécial devrait de même rejeter l'exception préliminaire soulevée par les États-Unis en l'espèce. Il existe aussi plusieurs raisons additionnelles pour lesquelles le Groupe spécial devrait rejeter l'exception préliminaire soulevée par les États-Unis, comme le Mexique l'a expliqué.[51]

VI. LE MEXIQUE A PRÉSENTÉ DIFFÉRENTS ARGUMENTS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ ÉTABLIE PAR LA COMMISSION

A. LE PRÉSENT GROUPE SPÉCIAL DOIT ARRIVER À SA PROPRE CONCLUSION SUR LE CRITÈRE "PROBABLE"

34. Le présent Groupe spécial doit arriver à ses propres conclusions concernant la pertinence et le poids des déclarations de la Commission selon lesquelles elle ne considérait pas que "probable" signifiait "vraisemblable". Le Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* a considéré que ces déclarations étaient "dénuées de pertinence". L'Organe d'appel s'est abstenu d'infirmer cette constatation parce qu'il a considéré qu'il ne pouvait pas soupeser à nouveau cet élément de preuve. Cela ne signifie pas que le Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* a eu raison de considérer que les déclarations étaient dénuées de pertinence. Le Mexique a fait valoir avec force qu'elles étaient pertinentes – sinon déterminantes – et que le Groupe spécial devait établir sa propre détermination.

35. Le Mexique a fait valoir que: a) la Commission n'avait pas utilisé le critère juridique qu'exigeait l'article 11.3; et b) la Commission n'avait pas établi correctement ni évalué objectivement les faits nécessaires pour satisfaire au critère correct.[52] Nonobstant l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, dans une première étape en l'espèce, le Groupe spécial doit déterminer si la Commission a appliqué le bon critère en relation avec l'allégation du Mexique concernant le critère "probable".

36. L'Organe d'appel a précisé que "probable" signifiait "vraisemblable". Le Mexique a démontré que la Commission avait fait valoir avec force dans le différend dans le cadre de l'ALENA portant sur ce même réexamen à l'extinction que le SAA empêchait la Commission d'appliquer un critère "vraisemblable".[53] Le fait que la Commission avait admis qu'elle n'avait pas appliqué un critère "vraisemblable" est concluant pour la question, et ne peut pas être considéré comme étant dénué de pertinence. Le Mexique demande spécifiquement au Groupe spécial de se prononcer sur la question de savoir si la Commission a appliqué le critère correct énoncé à l'article 11.3. Le fait que l'Organe d'appel a décidé de ne pas soupeser à nouveau l'élément de preuve ressortissant à la décision du Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* de considérer que les déclarations étaient dénuées de pertinence n'autorise pas le Groupe spécial à s'abstenir en l'espèce de procéder à sa propre évaluation du poids à accorder au fait que la Commission avait admis dans cette affaire qu'elle n'avait pas appliqué "probable" comme signifiant "vraisemblable".

B. IL N'Y A PAS DE FONDEMENT JURIDIQUE PERMETTANT À L'ITC D'ÉVALUER LES "IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING" PARCE QU'IL N'Y A PAS DE DÉTERMINATION DE DUMPING "PROBABLE" COMPATIBLE AVEC LES RÈGLES DE L'OMC

37. À la lumière des décisions du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, les déterminations de "dumping probable" établies par le Département pour tous les pays inclus dans l'analyse cumulative faite par la Commission ont été effectivement infirmées.

---

[51] *Voir* les observations du Mexique sur le projet de partie descriptive du rapport du Groupe spécial (1er novembre 2004), paragraphes 19 à 28.

[52] *Voir* la première communication du Mexique, section VIII A et B; la deuxième communication du Mexique, section III A et C.

[53] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 159 à 175; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 83 à 89.

Le Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* a estimé qu'il n'y avait pas de fondement compatible avec les règles de l'OMC permettant de considérer qu'il était probable que les importations en provenance d'Argentine feraient l'objet d'un dumping.[54] Les États-Unis n'ont pas fait appel de cette constatation. La force de l'argument du Mexique à cet égard et les autres déclarations de l'Organe d'appel devraient conduire le présent Groupe spécial à une conclusion semblable en ce qui concerne le Mexique. La détermination de dumping probable pour tous les autres pays inclus dans l'analyse cumulative (c'est-à-dire l'Italie, le Japon et la Corée) était fondée sur les dispositions en matière de "renonciation"[55], dont l'Organe d'appel a confirmé qu'elles étaient incompatibles avec l'article 11.3.[56] En conséquence, compte tenu des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* et de l'examen par le présent Groupe spécial de la constatation en ce qui concerne le Mexique, il n'y a pas de fondement compatible avec les règles de l'OMC permettant de constater qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en l'espèce – et ce, pour aucun des pays inclus dans l'analyse cumulative. Le présent Groupe spécial doit évaluer la détermination établie par la Commission concernant le volume, les effets sur les prix et l'incidence probables des "importations faisant l'objet d'un dumping" à la lumière du fait qu'il n'y a pas de détermination compatible avec les règles de l'OMC de la probabilité d'"importations faisant l'objet d'un dumping" en provenance d'un quelconque des pays inclus dans l'analyse cumulative.

38. Cela est particulièrement vrai dans le cas d'espèce parce que, comme l'a fait valoir le Mexique, l'article 11.3 et 11.1 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT énoncent chacun indépendamment une prescription relative à l'existence d'un lien de causalité entre le dumping probable et le dommage probable. Cette prescription existe indépendamment de l'applicabilité des prescriptions de l'article 3 (y compris l'article 3.5) aux réexamens au titre de l'article 11.3.[57] L'Organe d'appel n'a pas examiné cette question dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*.

39. L'infirmation des constatations établies par le Département concernant la probabilité d'un dumping qui résulte de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* est également pertinente pour l'évaluation par le présent Groupe spécial de l'allégation du Mexique selon laquelle la Commission s'est appuyée sur la "marge probable" communiquée par le Département. Si la Commission ne s'est appuyée sur aucune marge de dumping, alors elle ne peut pas avoir satisfait à la prescription relative à l'existence d'un lien de causalité énoncée à l'article 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994. Si, en revanche, la Commission s'est appuyée sur les marges communiquées par le Département, son analyse est viciée parce que le fondement de la détermination de dumping probable établie par le Département concernant le Mexique et tous les pays inclus dans l'analyse cumulative a été vicié. Comme l'a constaté l'Organe d'appel, "si une détermination de la probabilité est fondée sur une marge de dumping calculée au moyen d'une méthode incompatible avec l'article 2.4, ce défaut ternit également la détermination de la probabilité".[58]

C. ANALYSE DU VOLUME, DES EFFETS SUR LES PRIX ET DE L'INCIDENCE

40. Les conclusions de l'Organe d'appel concernant les constatations de la Commission sur le volume, le prix et l'incidence sont limitées à des domaines particuliers:

- la décision de l'Organe d'appel de ne pas soupeser à nouveau les éléments de preuve (par exemple, "[N]ous ne voyons pas de raison de modifier l'évaluation du Groupe

[54] Rapport du Groupe spécial *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 7.219 à 7.222.

[55] *Voir OCTG from Argentina, Italy, Japan, and Korea*, 65 Fed. Reg. 66,701 (Département du commerce, 7 novembre 2000) (pièce n° 62 du Mexique, onglet 174).

[56] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 234 et 235.

[57] *Voir* la deuxième communication du Mexique, paragraphe 161.

[58] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 130.

spécial"; "nous ne voyons aucune raison d'interférer dans la conclusion du Groupe spécial ")[59];

- l'interprétation donnée par l'Organe d'appel des arguments spécifiques présentés par l'Argentine (par exemple, "l'Argentine semble supposer que des éléments de preuve positifs exigent une certitude absolue …;"[60] "l'Argentine n'explique pas, en appel, pourquoi le Groupe spécial ne pouvait pas constater à bon droit l'existence d'une relation de cause à effet …")[61];

- le fait que l'Argentine n'a persuadé ni le Groupe spécial ni l'Organe d'appel pour ce qui concerne les arguments spécifiques se rapportant aux conclusions de la Commission sur le volume, les prix et l'incidence.[62] Les constatations de l'Organe d'appel sur ces points sont nécessairement limitées à la manière dont l'Argentine a présenté ses arguments, tels qu'ils ont été perçus et considérés par le Groupe spécial en question.

41. L'analyse des questions du volume probable, des prix et de l'incidence effectuée par l'Organe d'appel montre que le Mexique a présenté différents arguments sur plusieurs questions jugées importantes par l'Organe d'appel pour évaluer les allégations de l'Argentine.

1. Réorientation vers d'autres produits

42. Le Mexique ne conteste pas qu'il était raisonnable pour la Commission de fonder sa détermination sur une analyse de l'incitation à réorienter la production pour les producteurs visés.[63] Il ne conteste pas non plus que la réorientation de la production était "techniquement possible".[64]

2. Le Mexique contestait la totalité de cinq bases factuelles qui étayaient prétendument l'analyse du volume effectuée par la Commission

43. L'Organe d'appel laisse entendre que l'Argentine contestait seulement la base factuelle de deux des cinq facteurs sur lesquels s'était fondée la Commission pour constater que les producteurs visés étaient incités à réorienter la production vers les OCTG, réorientation de la production qui constituait le fondement de la conclusion de la Commission selon laquelle le volume probable d'OCTG serait notable en l'absence d'une ordonnance.[65] Le Mexique a développé des arguments détaillés qui démontrent pourquoi les conclusions de la Commission concernant chacune des cinq prétendues incitations ne peuvent ni être considérées comme un "examen objectif" du dossier, ni constituer des "éléments de preuve positifs" d'un accroissement du volume probable en cas de suppression. Le rapport de l'Organe d'appel traitait deux seulement des facteurs (obstacles au commerce et écarts de prix entre le marché des États-Unis et le marché mondial).[66] Le Mexique a contesté la base factuelle et juridique de l'invocation par la Commission de la totalité de ces cinq

[59] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 334, 346.
[60] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 340.
[61] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 351; *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 342, 348, 352 (traitant du volume, des prix et de l'incidence, respectivement).
[62] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 334, 346, 352.
[63] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 335; *voir aussi* la première communication du Mexique, paragraphes 202 à 210; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 122 à 127.
[64] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 337; *voir aussi* la première communication du Mexique, paragraphes 202 à 210; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 122 à 127.
[65] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 335 et 336.
[66] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 335 à 342.

facteurs.[67] Le Mexique a aussi affirmé que ces facteurs, pris isolément ou ensemble, pouvaient tout au plus impliquer de simples possibilités, mais pas une probabilité.

3. Éléments de preuve positifs de la réapparition "probable" du dommage

44. L'Organe d'appel a à l'évidence interprété les arguments de l'Argentine comme signifiant que "l'Argentine sembl[ait] supposer que des éléments de preuve positifs exige[aient] une certitude absolue quant à ce qui se produir[ait] probablement dans le futur".[68] Le Mexique n'avance pas de tels arguments. En fait, il fait valoir que la détermination au titre de l'article 11.3 établie par la Commission doit être étayée par des "éléments de preuve positifs" attestant non seulement qu'un dommage serait possible, mais qu'un dommage est "probable" en cas de suppression. Comme l'a dit l'Organe d'appel, "une détermination positive de la probabilité peut être établie uniquement si les éléments de preuve démontrent qu'il est vraisemblable qu'un dumping existerait si le droit était supprimé – et non simplement si les éléments de preuve donnent à penser qu'un tel résultat pourrait être possible ou plausible".[69]

45. Comme l'a résumé le Mexique dans sa deuxième communication:

> Les conclusions de la Commission concernant le volume probable des importations, les effets probables sur les prix et l'incidence probable des importations sur la branche de production nationale:
>
> - ne peuvent pas être jugées objectives et impartiales lorsqu'elles sont considérées à la lumière des renseignements versés au dossier;
>
> - ne sont pas fondées sur des éléments de preuve positifs d'un dommage probable, comme l'exigent l'article 3.1 et l'article 11.3 de l'Accord antidumping; et
>
> - ne pouvaient pas conduire un décideur objectif et impartial à conclure qu'il serait probable que le dommage subsiste ou se reproduise si le droit était supprimé.[70]

46. L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle "l'Argentine n'a pas réussi à prouver" que les déterminations de la Commission concernant le volume, l'effet sur les prix et l'incidence probables des importations faisant l'objet d'un dumping étaient incompatibles avec les règles de l'OMC.[71] Le Mexique a avancé différents arguments, et le présent Groupe spécial a recueilli différents renseignements à travers ses questions et dans le cadre des réunions de fond. Le Mexique a aussi souligné que c'était aux États-Unis, en tant que partie invoquant l'exception limitée de l'article 11.3 pour maintenir la mesure antidumping, qu'incombait la charge de la preuve. En conséquence, le Groupe spécial doit établir sa propre détermination sur les arguments du Mexique concernant la détermination du volume, des effets sur les prix et de l'incidence "probables" établie par la Commission.

---

[67] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 202 à 210; la déclaration liminaire du Mexique à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 42; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 120 à 127; la déclaration liminaire du Mexique à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 33 à 35; et la pièce n° 68 du Mexique.

[68] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 340.

[69] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 111.

[70] Deuxième communication du Mexique, paragraphe 198.

[71] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 342, 348, 352.

D. CUMUL

47. Dans son rapport, l'Organe d'appel "ne partage[…] pas l'avis de l'Argentine selon lequel les références faites par l'USITC aux renseignements glanés dans le cadre de l'enquête initiale rendaient sa décision de cumuler les effets des importations faisant l'objet d'un dumping incompatible avec les règles de l'OMC".[72] Étant donné que les arguments du Mexique sont qualitativement différents de ceux de l'Argentine, l'allégation du Mexique ne devrait pas être affectée par cette constatation.

48. Le Mexique a demandé au Groupe spécial de constater qu'indépendamment de l'applicabilité de l'article 3.3 à l'article 11.3, la Commission n'a pas satisfait aux prescriptions inhérentes à la conduite de toute évaluation cumulative du dommage; spécifiquement, la Commission ne s'est pas assurée que le cumul était approprié compte tenu des conditions de concurrence entre les OCTG importés, et entre les OCTG importés et le produit national similaire, constatations qui exigeaient une constatation initiale selon laquelle les effets dommageables des importations visées seraient présents simultanément sur le marché des ÉtatsUnis.[73]

49. Comme le Mexique l'a souligné, l'autorité peut procéder à une analyse cumulative du dommage uniquement quand, et uniquement si, elle démontre que les conditions de base justifiant la pratique du cumul existent. La décision de la Commission de procéder à une évaluation cumulative du dommage: i) est dénuée de base factuelle suffisante; ii) ne peut pas être considérée comme un examen objectif du point de savoir si les effets dommageables des importations visées seraient présents simultanément sur le marché intérieur; iii) employait pour l'analyse un critère "pas probable" incompatible avec les règles de l'OMC; et iv) ne définit pas le laps de temps dans lequel un dommage serait probable.[74]

50. Comme l'a constaté le Groupe spécial chargé de l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, sur la base du raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, "même si dans le cadre d'un réexamen à l'extinction l'autorité peut ne pas être tenue de se conformer aux dispositions de l'article 3 de l'Accord, si elle décide d'établir une "détermination de l'existence d'un dommage" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, ou si elle utilise une détermination "antérieure" de l'existence d'un dommage dans le cadre de sa détermination à l'extinction, ladite autorité a l'obligation de s'assurer que sa détermination de l'existence d'un dommage, ou que la détermination antérieure de l'existence d'un dommage qu'elle utilise, est conforme aux dispositions pertinentes de l'article 3".[75] En conséquence, même en supposant pour les besoins de l'argumentation qu'il n'était ni interdit, ni imposé, à la Commission de procéder à une évaluation cumulative du dommage, dès lors qu'elle a décidé d'entreprendre une analyse cumulative, la Commission était tenue de s'assurer que les conditions inhérentes nécessaires au cumul étaient satisfaites.

51. En tout état de cause, le libellé exprès de la détermination de la probabilité établie par la Commission démontre non seulement que la Commission n'a pas respecté ces conditions, mais aussi qu'elle s'est appuyée sur un critère "pas probable" incompatible avec les règles de l'OMC pour conclure qu'il y aurait une probabilité raisonnable de chevauchement de la concurrence:

> Rien dans le dossier de ces réexamens ne laisse supposer que si les ordonnances étaient abrogées, les importations visées et le produit national similaire ne seraient pas présents simultanément sur le marché intérieur.

---

[72] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 328.

[73] *Voir* la deuxième communication du Mexique, paragraphes 192 à 197; la déclaration orale du Mexique à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 49 à 51.

[74] *Voir* la deuxième communication du Mexique, paragraphes 192 à 197; la déclaration orale du Mexique à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 49 à 51.

[75] Rapport du Groupe spécial *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphes 7.273 et 7.274.

> En conséquence, nous concluons qu'il y aurait une probabilité raisonnable de chevauchement de la concurrence entre les importations visées et le produit national similaire, et entre les importations visées elles-mêmes, si les ordonnances étaient abrogées.[76]

E. LAPS DE TEMPS RETENU POUR DÉTERMINER LA PROBABILITÉ D'UN DOMMAGE

52. L'Organe d'appel a confirmé que le laps de temps dans lequel il était probable qu'un dommage se reproduirait au sens de l'article 11.3 n'était pas complètement ouvert (à savoir, "une évaluation concernant la question de savoir s'il est probable que le dommage se reproduira qui prendrait en considération "un avenir trop peu éloigné aurait un caractère extrêmement spéculatif"").[77] En conséquence, même à supposer pour les besoins de l'argumentation que le critère établi dans la Loi douanière est compatible avec les règles de l'OMC, la seule façon d'évaluer si la loi a été appliquée d'une façon compatible avec les règles de l'OMC (c'est-à-dire si l'évaluation du dommage n'a pas pris en considération un avenir trop éloigné) est de connaître le laps de temps utilisé par la Commission pour son évaluation concernant la probabilité d'un dommage. À aucun moment dans la présente procédure les États-Unis n'ont indiqué le laps de temps pris en considération par la Commission pour établir quand il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait.

53. Indépendamment du point de savoir si l'article 11.3 impose ou non un laps de temps aux fins de la probabilité d'un dommage dans tous les réexamens à l'extinction, le fait que les États-Unis n'étaient pas en mesure d'indiquer le laps de temps retenu par la Commission pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait en l'espèce démontre aussi que la Commission n'a pas satisfait aux conditions de base pour conduire à une évaluation cumulative du dommage. En particulier, comment la Commission a-t-elle pu conclure que les effets dommageables des importations visées seraient présents simultanément sur le marché des États-Unis si elle ne connaissait pas le laps de temps dans lequel il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait?

VII. CHARGE DE LA PREUVE

54. Indépendamment du point de savoir à quelle partie incombe la charge de la preuve en relation avec une détermination au titre de l'article 11.3 contestée, le Mexique soutient qu'il a établi *prima facie* que la décision des États-Unis d'invoquer l'exception limitée de l'article 11.3 (pour maintenir les droits antidumping visant les OCTG en provenance du Mexique) était incompatible avec les prescriptions strictes de l'article 11.3 et n'était pas étayée par des éléments de preuve positifs suffisants.

55. Dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, l'Organe d'appel a réaffirmé que le maintien d'un droit antidumping était une "exception" à l'obligation voulant qu'une mesure antidumping soit supprimée au bout de cinq ans.[78] Auparavant, dans l'affaire *Réexamen à l'extinction Japon*, l'Organe d'appel avait estimé ce qui suit: "[L']article 11.3 impose une limitation temporelle en ce qui concerne le maintien des droits antidumping. Il établit une règle impérative assortie d'une exception."[79] Comme il est noté ci-dessus, l'Organe d'appel, dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, s'est abstenu d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle "l'Argentine n'a[vait] pas réussi à

---

[76] *Voir* la deuxième communication du Mexique, paragraphe 193 (citant *Oil Country Tubular Goods from Argentina, Italy, Japan, Korea, and Mexico*, USITC Pub. 3434, Inv. n° 701-TA-364, 731-TA-711, et 713-716, page 14 (juin 2001) (non souligné dans l'original) (pièce n° 20 du Mexique).

[77] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 360.

[78] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 178.

[79] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 104.

prouver" que la détermination de la Commission concernant le volume, les effets sur les prix et l'incidence probables des importations faisant l'objet d'un dumping était incompatible avec les règles de l'OMC. Dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, l'attribution de la charge de la preuve ne semblait pas être au centre du raisonnement du Groupe spécial ni de l'Organe d'appel. Dans l'affaire concernant le Mexique, en revanche, le Groupe spécial a posé des questions spécifiques sur le point de savoir à quelle partie incombait la charge de la preuve.

56. Dans sa réponse à une question du Groupe spécial, le Mexique a fait valoir que "si un Membre veut invoquer l'exception et maintenir la mesure au-delà du délai spécifié, il lui incombe de prouver que son autorité a dûment procédé à un réexamen et a établi la détermination requise par l'article 11.3. S'il ne le fait pas, il n'a pas le droit de maintenir la mesure".[80] Le Mexique a également dit ce qui suit: "Les États-Unis sont la partie qui cherche à invoquer une exception. Le Mexique croit comprendre que c'est à la partie invoquant l'exception qu'incombe la charge de la preuve. Par conséquent, les États-Unis sont la partie à laquelle il incombe de prouver qu'elle a satisfait aux prescriptions de l'article 11.3."[81]

57. À la lumière des observations des États-Unis sur la réponse du Mexique[82], le Groupe spécial devrait décider si i) c'est aux États-Unis qu'il incombe de prouver que leurs autorités ont satisfait aux conditions strictes imposées par l'article 11.3 pour le maintien de la mesure nonobstant l'obligation sinon imposée de supprimer le droit au bout de cinq ans, ou si ii) c'est au Mexique qu'il incombe de prouver que les États-Unis n'ont pas satisfait aux prescriptions de l'article 11.3 et, par conséquent, n'ont pas le droit de maintenir la mesure au-delà de la limitation temporelle qui y est prévue.

58. Selon eux, "les États-Unis n'invoquent pas une "exception" (ni un "moyen de défense affirmatif")" dans le présent différend. L'article 11.3 fait partie de l'équilibre global des droits et obligations dont il a été convenu dans le cadre de l'Accord antidumping. Il fournit une règle positive qui autorise les Membres à maintenir les droits antidumping dans certaines circonstances.[83]

59. Le Mexique répète ce qui suit: "La suppression d'un droit compensateur [ou antidumping] est la règle, et son maintien l'exception;"[84] "le maintien d'un droit antidumping est une "exception" à l'obligation sinon imposée de supprimer le droit au bout de cinq ans;"[85] l'article 11.3 "établit une règle impérative assortie d'une exception"[86]; les "autorités doivent procéder à un examen rigoureux dans le cadre d'un réexamen à l'extinction avant que l'exception (à savoir le maintien du droit) puisse s'appliquer;"[87] et l'article 11.4 "crée […] une exception additionnelle à la prescription voulant que les droits antidumping soient supprimés au bout de cinq ans".[88]

60. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement:*

---

[80] Réponses du Mexique aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion (13 septembre 2004), paragraphe 15.

[81] Réponses du Mexique aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la deuxième réunion (13 septembre 2004), paragraphe 16.

[82] Observations des États-Unis sur les réponses du Mexique aux questions posées par le Groupe spécial en relation avec la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, paragraphe 9.

[83] Observations des États-Unis sur les réponses du Mexique aux questions posées par le Groupe spécial en relation avec la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, paragraphe 9.

[84] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 88.

[85] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 178.

[86] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 104.

[87] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 113.

[88] Rapport de l'Organe d'appel *Réexamen à l'extinction Japon*, paragraphe 113.

> Dans les cas où une disposition autorise, dans certaines circonstances, un comportement qui serait sinon incompatible avec une obligation établie dans une autre disposition, et où l'une des deux dispositions fait référence à l'autre disposition, l'Organe d'appel a constaté que la partie plaignante avait la charge d'établir qu'une mesure contestée était incompatible avec la disposition autorisant un comportement particulier *seulement* dans les cas où l'une des dispositions donnait à entendre que l'obligation n'était pas applicable à la mesure en question. Sinon, la disposition contenant l'autorisation a été qualifiée d'exception, ou de moyen de défense, et la charge de l'invoquer et de prouver la compatibilité de la mesure avec ses prescriptions a été attribuée à la partie défenderesse."[89] (Références omises)

61. Le Mexique fait aussi valoir que la disposition de l'article 11.3 qui autorise les Membres à maintenir les droits antidumping au-delà de la limite temporelle de cinq ans n'est pas et ne peut pas être considérée comme une "règle positive" – comme les États-Unis l'ont fait valoir. L'article 11.3 oblige à supprimer la mesure au bout de cinq ans. Cette obligation s'applique à tous les Membres. L'article 11.3 n'oblige pas les Membres à maintenir les droits antidumping au-delà de la limite temporelle exprès de cinq ans. L'article 11.3 oblige à supprimer les droits antidumping, et non à les maintenir. Si les droits antidumping sont maintenus sur la base de l'exception limitée prévue à l'article 11.3, le Membre doit d'abord satisfaire à toutes les prescriptions strictes de l'article 11.3.

62. Le Mexique a fait valoir que les déterminations établies par les États-Unis au titre de l'article 11.3 en l'espèce reposaient sur des présomptions, des déductions, des spéculations et des conjectures et non sur des éléments de preuve positifs.[90] Pour cette raison, les décisions du Département et de la Commission sont insuffisantes pour invoquer l'exception limitée à l'obligation de supprimer la mesure et pour maintenir le droit antidumping au-delà de cinq ans conformément à l'article 11.3.

VIII. ABSENCE DE FONDEMENT JURIDIQUE POUR LE MAINTIEN DE L'ORDONNANCE PAR LES ÉTATS-UNIS

63. Le strict respect de l'article 11.3 est exigé pour qu'un Membre puisse proroger les droits antidumping au-delà de cinq ans. Une constatation selon laquelle les États-Unis ne s'étaient pas conformés à l'article 11.3 exigerait une constatation selon laquelle les États-Unis avaient prorogé de façon inadmissible la mesure antidumping en l'espèce au-delà de cinq ans en l'absence du fondement juridique voulu. Le Mexique a expressément demandé une telle constatation en l'espèce.[91] Le fait que ni le Groupe spécial ni l'Organe d'appel n'ont examiné la demande semblable formulée par l'Argentine n'autorise pas le présent Groupe spécial à s'abstenir d'examiner cette question quant au fond - indépendamment et en dehors de la demande formulée par le Mexique au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord. À cet égard, le Mexique a aussi fait valoir expressément les droits découlant

---

[89] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes - Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*, WT/DS246/AB/R, adopté le 20 avril 2004, paragraphe 88.

[90] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 121 à 144, 184 à 220; la déclaration liminaire du Mexique à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 21 à 34, 41 à 45; la déclaration finale du Mexique à la première réunion du Groupe spécial, pages 1 à 3; les réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial à la suite de la Première réunion, paragraphes 7, 21, 80 à 83; la deuxième communication du Mexique, sections II et III.C.1; la déclaration liminaire du Mexique à la deuxième réunion du Groupe spécial, sections II et III.B; Déclaration finale du Mexique à la Deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 6; les observations du Mexique sur les réponses des États-Unis à la suite de la deuxième réunion, paragraphes 6 à 13, 28 à 33.

[91] *Voir* la première communication du Mexique, paragraphes 376 à 381; la deuxième communication du Mexique, paragraphes 297 à 310.

pour lui de l'article 21:2 du Mémorandum d'accord, et a demandé que le Groupe spécial considère cette question et formule une constatation la concernant.[92]

IX. CONCLUSION

64. À la lumière des observations ci-dessus, le Mexique a l'honneur de demander au Groupe spécial, conformément aux prescriptions de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de formuler toutes les constatations nécessaires et d'arriver à ses propres conclusions en ce qui concerne toutes les allégations présentées par le Mexique.

65. Le Mexique remercie le Groupe spécial de prendre en considération ses observations et salue le travail qu'il a effectué au cours de la présente procédure.

[92] *Voir* la deuxième communication du Mexique, paragraphe 310.

ANNEXE E-15

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LA PERTINENCE DU RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL SUR L'AFFAIRE *ÉTATS-UNIS – RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES PRODUITS TUBULAIRES POUR CHAMPS PÉTROLIFÈRES EN PROVENANCE D'ARGENTINE* ("OCTG EN PROVENANCE D'ARGENTINE")

1. Les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés, bien que non contraignants pour les autres groupes spéciaux, peuvent néanmoins fournir un raisonnement et des indications décisifs. Cela est particulièrement vrai quand les allégations et les arguments spécifiques présentés dans un différend ont été traités par un groupe spécial antérieur et par l'Organe d'appel, comme c'est le cas avec le présent différend.[1] En effet, l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* est arrivé à trois conclusions sur des questions qui sont identiques à celles soulevées dans le présent différend: 1) les éléments de preuve statistiques ne suffisent pas à prouver que le Sunset Policy Bulletin est incompatible avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC; 2) certaines dispositions légales en relation avec la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira ne sont pas incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC; et 3) la détermination de la probabilité d'un dommage examinée dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* – qui est la même que la détermination en cause dans le présent différend – n'est pas incompatible avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. En outre, le raisonnement de l'Organe d'appel selon lequel les déterminations individuelles par société dans les réexamens à l'extinction ne sont pas assujetties à l'article 11.3 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("*Accord antidumping*"), contrairement aux déterminations sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, est aussi applicable dans le présent différend en ce qui concerne l'article 11.2.

Pertinence du rapport pour les questions relatives à la probabilité d'un dumping

Sunset Policy Bulletin

2. Les États-Unis ont fait valoir, dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* ainsi que dans le présent différend, que les éléments de preuve statistiques du type de ceux avancés tant par le Mexique que par l'Argentine étaient dénués de valeur probante pour la question de savoir si le Sunset Policy Bulletin était incompatible avec l'article 11.3.[2] Le Groupe spécial *OCTG en provenance d'Argentine* a conclu, sur la base des mêmes éléments de preuve statistiques que ceux présentés en l'espèce par le Mexique, que le Sunset Policy Bulletin était incompatible avec l'article 11.3.[3] L'Organe d'appel a infirmé la conclusion du Groupe spécial et a conclu qu'en s'appuyant sur ces

[1] Les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine* (WT/DS268) ("*OCTG en provenance d'Argentine*") seront examinés par l'Organe de règlement des différends le 17 décembre 2004.

[2] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, distribué le 29 novembre 2004, paragraphes 204 et 214; *voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 105 à 109, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 11 à 21.

[3] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe.

éléments de preuve statistiques le Groupe spécial n'avait pas procédé à l'évaluation objective de la question exigée par l'article 11 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*.[4]

3. Les éléments de preuve et les arguments que le Mexique a présentés dans le présent différend sont les mêmes que ceux que l'Argentine avait présentés. Par exemple, dans sa première communication écrite, le Mexique déclare qu'il "est disposé à démontrer l'existence d'une présomption incompatible avec les règles de l'OMC" en présentant les "résultats de son analyse de tous les réexamens à l'extinction du Département du commerce".[5] L'élément de preuve à l'appui de cette déclaration était la "pièce n° 62 du Mexique"[6] – l'équivalent de la pièce qu'avait présentée l'Argentine dans son différend, et que l'Organe d'appel a rejetée comme étant insuffisante. De même, le Mexique offre la même analyse du texte du Sunset Policy Bulletin que celle offerte par l'Argentine. Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire des OCTG en provenance d'Argentine a conclu que le texte du Sunset Policy Bulletin n'établissait pas que les trois scénarios envisagés dans le SPB étaient considérés comme concluants aux fins de la détermination de la probabilité établie par le Département du commerce.[7]

4. Le Mexique a présenté au présent Groupe spécial le même dossier factuel que celui que l'Argentine avait présenté au Groupe spécial *OCTG en provenance d'Argentine*, que l'Organe d'appel a rejeté comme étant insuffisant pour établir que le Sunset Policy Bulletin était incompatible avec l'article 11.3. Le Groupe spécial devrait arriver à la même conclusion.

5. L'Organe d'appel a rejeté non seulement l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 11.3 à cause de l'absence d'éléments de preuve mais aussi l'allégation de l'Argentine au titre de l'article X:3 a) du GATT, pour le même motif. L'Organe d'appel a déclaré ce qui suit: "des allégations selon lesquelles la conduite d'un Membre de l'OMC est partiale ou déraisonnable sont sérieuses dans toutes circonstances. De telles allégations ne devraient pas être formulées à la légère ni à titre accessoire. Une allégation au titre de l'article X:3 a) … doit être étayée par des éléments de preuve solides; la nature et la portée de l'allégation, et les éléments de preuve produits à l'appui par le plaignant, devraient correspondre à la gravité des accusations inhérentes aux allégations [à ce] titre".[8] L'Organe d'appel a relevé que l'Argentine s'était appuyée pour son allégation au titre de l'article X:3 a) sur les mêmes éléments de preuve statistiques que pour son allégation selon laquelle le Sunset Policy Bulletin était incompatible avec l'article 11.3, et il a rejeté l'allégation de l'Argentine au titre de l'article X:3 a) pour le même motif que celui pour lequel il avait rejeté l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 11.3.[9] Le Mexique s'est lui aussi appuyé uniquement sur les mêmes éléments de preuve statistiques pour étayer son allégation au titre de l'article X:3 a).[10] En conséquence, le Mexique n'a pas prouvé son allégation, et cette allégation doit être rejetée.

6. En ce qui concerne la question de savoir si la "pratique constante" du Département du commerce est incompatible avec l'article 11.3, les États-Unis réaffirment que cette allégation ne relève pas du mandat établi pour le présent différend. Toutefois, ils présentent les observations suivantes sur le fond de l'argument du Mexique. Le Mexique a déclaré qu'il était "incontesté" que l'Organe d'appel avait déjà conclu qu'une "pratique" était une mesure qui pouvait faire l'objet d'une procédure de règlement des différends.[11] Or, l'Organe d'appel signifie clairement dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* qu'il n'a pas tiré de telle conclusion, déclarant qu'il n'exprime aucun avis sur

[4] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 215.
[5] Première communication du Mexique, paragraphe 99.
[6] Première communication du Mexique, paragraphe 113. Le Mexique a actualisé sa pièce afin d'y inclure les réexamens ultérieurs, pièce n° 65 du Mexique.
[7] Rapport du Groupe spécial, WT/DS268/R, distribué le 16 juillet 2004, paragraphes 7.152 à 7.157.
[8] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 217.
[9] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 218 et 219.
[10] *Voir*, par exemple, la première communication du Mexique, paragraphes 359 à 366.
[11] *Voir*, par exemple, la première communication du Mexique, paragraphe 118.

la question de savoir si une "pratique" peut être contestée en tant que mesure.[12] L'Organe d'appel a aussi refusé d'admettre les éléments de preuve statistiques comme étant suffisants pour étayer une allégation selon laquelle cette "pratique" était incompatible avec les obligations des États-Unis, même à supposer pour les besoins de l'argumentation qu'il s'agissait d'une mesure.[13]

Pertinence du rapport pour les questions relatives aux réexamens administratifs

7. Dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, l'Organe d'appel a examiné si les déterminations par société étaient assujetties à l'article 11.3 quand un Membre procédait à ses réexamens sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Il a conclu que l'analyse correcte au titre de l'article 11.3 consistait à savoir si la détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble était compatible avec ledit article.[14] Les déterminations par société ne sont pas assujetties à l'article 11.3, sauf dans la mesure où elles affectent la détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

8. Comme les États-Unis l'ont fait observer dans le présent différend, les réexamens au titre de l'article 11.2 peuvent être effectués sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. L'Organe d'appel a déclaré en ce qui concerne l'article 11.3 que "les Membres n'étaient pas tenus par l'article 11.3 d'établir leurs déterminations de la probabilité d'un dumping société par société …".[15] Le raisonnement de l'Organe d'appel en ce qui concerne les réexamens au titre de l'article 11.3 est aussi applicable aux réexamens au titre de l'article 11.2. Les États-Unis ne sont pas tenus de procéder aux réexamens au titre de l'article 11.2 société par société, et les réexamens administratifs aux fins d'abrogation société par société sont les seuls demandés par Tamsa et Hylsa. Ces réexamens par société ne sont pas exigés par l'article 11.2. Le Groupe spécial devrait rejeter l'argument du Mexique selon lequel ils le sont.

Pertinence du rapport pour les questions relatives à la probabilité d'un dommage

9. En ce qui concerne les allégations en relation avec le dommage, le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine* ont examiné des questions de droit et de fait qui sont identiques sur tous les points importants à celles soulevées par le Mexique dans le présent différend. En effet, la détermination de la probabilité d'un dommage est identique dans les deux différends. L'analyse des questions relatives au dommage faite par l'Organe d'appel est convaincante. Les États-Unis estiment que le présent Groupe spécial devrait, comme le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *OCTG en provenance d'Argentine*, conclure que ni la loi ni la détermination ne sont incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC.

10. Pour commencer, nous observons que l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations relatives au dommage formulées par le Groupe spécial *OCTG en provenance d'Argentine*, qui étaient toutes favorables aux États-Unis. Nous avons traité la question de la pertinence des constatations de ce groupe spécial en réponse à une question posée par le présent Groupe spécial.[16]

<u>Allégations au titre de l'article 3 de l'Accord antidumping</u>

11. En premier lieu, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les obligations énoncées à l'article 3 de l'Accord antidumping ne s'appliquent pas aux déterminations

[12] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 220.
[13] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 220.
[14] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 231 et 232.
[15] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 231.
[16] Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 15 à 20.

de la probabilité d'un dommage établies dans le cadre de réexamens à l'extinction.[17] Dans ce différend, l'Argentine avait fait valoir, tout comme le Mexique l'a fait valoir dans le présent différend, qu'en vertu de la référence à la définition du "dommage" figurant dans la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping, toute référence dans l'Accord au "dommage" exigeait qu'une détermination soit établie conformément aux dispositions de l'article 3.[18] L'Organe d'appel n'a pas été de cet avis.

12. Comme l'Organe d'appel l'a constaté, il ne ressort pas de la seule définition du "dommage" figurant dans la note de bas de page 9 que les dispositions de l'article 3 sont applicables aux déterminations à l'extinction au titre de l'article 11.3.[19] L'Organe d'appel a expliqué que l'Argentine assimilait à tort la *définition* du dommage, qui figurait dans la note de bas de page 9, à la *détermination* du dommage, qui est visée par les dispositions de l'article 3 qui énoncent les étapes à suivre et les éléments de preuve à examiner afin d'établir une *détermination* de l'existence d'un dommage.

13. La constatation de l'Organe d'appel selon laquelle l'Accord antidumping établit une distinction entre les "détermination[s] de l'existence d'un dommage" traitées à l'article 3 et les déterminations de la probabilité que "le dommage subsist[era] ou se reprodui[ra]" traitées à l'article 11.3 est elle aussi convaincante.[20] Comme l'a expliqué l'Organe d'appel, l'article 11.3 ne comporte aucun renvoi à l'article 3 qui rendrait les dispositions de l'article 3 applicables aux réexamens à l'extinction. L'article 3 n'indique pas non plus que, chaque fois que le terme "dommage" apparaît dans l'Accord antidumping, une détermination de l'existence d'un dommage doit être établie conformément aux dispositions de l'article 3.

14. En ce qui concerne la question liminaire consistant à savoir pourquoi les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, l'Organe d'appel a conclu ceci:

> Compte tenu de l'absence de renvois textuels et étant donné la nature et le but différents de ces deux déterminations, nous sommes d'avis qu'aux fins du "réexamen" d'une détermination de l'existence d'un dommage qui a déjà été établie conformément à l'article 3, l'article 11.3 n'exige pas que l'existence du dommage soit à nouveau déterminée conformément à l'article 3. Nous concluons donc qu'il n'est pas *prescrit* aux autorités chargées de l'enquête de respecter les dispositions de l'article 3 lors de l'établissement d'une détermination de la probabilité d'un dommage.[21]

15. Cette analyse s'applique aussi aux allégations au titre de l'article 3 formulées par le Mexique dans le présent différend. Dans la mesure où le Mexique fait valoir que les États-Unis ne se sont pas conformés à l'article 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping, les États-Unis font observer que l'analyse dûment motivée de l'Organe d'appel conduit à la conclusion qu'ils n'ont pas agi d'une manière incompatible avec ces dispositions, puisqu'il n'est pas exigé qu'un Membre applique ces dispositions dans un réexamen à l'extinction.

[17] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 285.
[18] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 275.
[19] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 277.
[20] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 278.
[21] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 280 (italique dans l'original).

16. Comme les États-Unis l'ont déjà fait observer devant le présent Groupe spécial[22], l'article 17.6 i) dispose que l'établissement des faits par l'autorité dans un réexamen à l'extinction doit être "correct" et que l'évaluation de ces faits doit être "impartiale et objective".[23]

Cumul

17. Dans le différend concernant l'Argentine, l'Organe d'appel a examiné et rejeté une allégation semblable à celle formulée par le Mexique concernant le point de savoir si le cumul était permis dans les réexamens à l'extinction. L'Organe d'appel a rappelé que l'article 11.3 ne faisait pas référence au cumul ni à l'article 3.3.[24] Rejetant un argument que le Mexique avance dans la présente procédure, l'Organe d'appel a constaté que le simple emploi du terme "droit" au singulier à l'article 11.3 ne permettait pas nécessairement de penser que les déterminations de la probabilité d'un dommage devaient être établies Membre par Membre.[25] À cet égard, il a considéré, comme les États-Unis l'ont fait observer au présent Groupe spécial, que même lorsqu'un Membre rendait une ordonnance en matière de droits antidumping visant des produits en provenance d'un pays, cette ordonnance appliquait des droits distincts à chacun des exportateurs de ce pays, et que les droits pouvaient varier d'un pays à l'autre. Nonobstant ces variations entre les droits, l'article 9.2 de l'Accord antidumping prévoit littéralement le recouvrement d'un "droit", même s'il peut dans la réalité y avoir des variations entre les marges et entre les pays auxquels ledit "droit" s'applique. Comme l'a constaté l'Organe d'appel, la référence à un "droit" au singulier à l'article 11.3 peut aussi faire référence à des droits imposés à l'égard de multiples sources du produit importé.

18. Ayant constaté que rien dans l'article 11.3 lui-même ne prohibait le cumul, l'Organe d'appel a examiné l'article 3.3 – la seule disposition de l'Accord antidumping qui traite spécifiquement de la pratique du cumul.[26] Conformément aux arguments que les États-Unis ont avancés devant le présent Groupe spécial, l'Organe d'appel a fait observer que l'article 3.3 mentionnait uniquement les analyses concernant le dommage entreprises dans une enquête initiale, et qu'il n'y avait pas de renvois entre les articles 3.3 et 11.3.

19. Citant les objectifs fondamentaux du cumul considérés dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*[27], l'Organe d'appel a constaté que la raison d'être du cumul s'appliquait aux déterminations initiales ainsi qu'aux réexamens à l'extinction.[28] Comme l'Organe d'appel l'a fait observer, "[l]e dommage causé à la branche de production nationale – qu'il s'agisse d'un dommage *existant* ou d'un dommage *futur probable* – pourrait provenir de plusieurs sources simultanément".[29] L'Organe d'appel a constaté que le cumul restait un "outil utile" dans les deux examens pour s'assurer que toutes les sources de dommage et leur incidence cumulée étaient prises en compte dans la détermination initiale de l'existence d'un dommage et dans la détermination de la probabilité d'un dommage dans le cadre d'un réexamen à l'extinction établies par l'autorité chargée de l'enquête.[30]

20. Les États-Unis pensent que l'analyse textuelle et contextuelle de l'Organe d'appel est correcte, et ils demandent au présent Groupe spécial de se laisser guider par cette analyse et de rejeter l'affirmation du Mexique selon laquelle l'Accord prohibe le cumul dans les réexamens à l'extinction.

---

[22] Première communication des États-Unis (21 avril 2004), paragraphe 234, note de bas de page 247, et paragraphe 263, note de bas de page 272.

[23] Accord antidumping, article 17.6 i).

[24] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 292.

[25] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 293.

[26] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 294.

[27] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003, paragraphe 116.

[28] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 296 et 297.

[29] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 296.

[30] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 297.

Le présent Groupe spécial devrait aussi rejeter l'argument du Mexique selon lequel l'ITC était tenue de satisfaire aux conditions préalables en matière de cumul énoncées à l'article 3.3. Lorsqu'il a examiné une allégation identique formulée par l'Argentine, l'Organe d'appel a observé qu'il n'y avait aucun élément textuel à l'appui de cette affirmation, et que le texte de l'article 3.3 en limitait en fait clairement l'applicabilité aux enquêtes initiales.[31]

Interprétation de probable

21. Le Mexique a fait valoir devant le présent Groupe spécial que le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine n'avait pas examiné la compatibilité avec les règles de l'OMC du critère "probable" appliqué par l'ITC dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG.[32] Les États-Unis ont déjà répondu à cette affirmation en faisant observer que le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine avait examiné cette question, d'abord en reconnaissant que la détermination était à première vue compatible avec les prescriptions concernant le critère "probable" de l'article 11.3 étant donné que l'ITC avait utilisé le terme "probable" dans l'établissement de sa détermination globale.[33] Dans son raisonnement, le Groupe spécial a dit que, dans la mesure où l'ITC avait établi une détermination qui, selon ce qu'elle avait déclaré, était fondée sur le critère probable, alors le critère pour l'examen de cette conclusion par le Groupe spécial devait consister à savoir si l'ITC avait évalué les éléments de preuve objectivement. L'Organe d'appel a déclaré ceci: "[n]ous convenons avec les États-Unis qu'étant donné que l'USITC avait explicitement indiqué dans sa détermination finale qu'elle avait appliqué le critère "probable", "la seule façon pour le Groupe spécial d'évaluer si ce critère avait en fait été appliqué était d'évaluer si les faits étayaient cette constatation"".[34]

22. À la lumière des constatations de l'Organe d'appel, il n'y a rien qui justifie que le Mexique continue à affirmer que le rapport concernant l'Argentine n'examine pas la compatibilité avec les règles de l'OMC du critère "probable" de l'ITC ni l'application de ce critère aux faits du réexamen à l'extinction visant les OCTG.

23. L'Organe d'appel a confirmé aussi la décision du Groupe spécial de ne pas recourir aux déclarations faites par l'ITC devant des tribunaux nationaux ou devant un groupe spécial de l'ALENA.[35] Comme le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine l'a constaté raisonnablement, ces déclarations étaient "dénuées de pertinence" pour le différend dans le cadre de l'OMC, parce que le rôle du Groupe spécial était d'évaluer le sens de "probable" dans le cadre du système juridique de l'OMC.[36] En appliquant le même raisonnement, le présent Groupe spécial devrait s'abstenir de même de s'appuyer sur les déclarations faites par l'ITC dans des affaires nationales concernant le respect de la loi des États-Unis. En fait, le présent Groupe spécial, comme le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine et l'Organe d'appel doit se concentrer sur la compatibilité du critère appliqué par l'ITC avec l'Accord antidumping.

[31] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 301.

[32] *Voir* la déclaration finale du Mexique à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 2; la réponse du Mexique aux questions posées aux parties à la suite de la deuxième réunion, paragraphes 11 à 14.

[33] *Voir* les observations des États-Unis sur les réponses du Mexique aux questions posées par le Groupe spécial dans le cadre de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, paragraphes 4 à 6, *citant* le rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine, paragraphes 7.283 et 7.284.

[34] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 311.

[35] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 312.

[36] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 312, *citant* le rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine, paragraphe 7.285.

Compatibilité de la détermination de l'ITC avec le critère de "probabilité" établi à l'article 11.3

24. En ce qui concerne l'application par l'ITC du critère "probable" dans le réexamen à l'extinction visant les OCTG, l'Organe d'appel a confirmé en tous points l'examen de la détermination de l'ITC effectué par le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine.[37] Les États-Unis ont déjà expliqué au présent Groupe spécial le bien-fondé des constatations du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine sur ces questions de fait.[38] L'examen fait par l'Organe d'appel confirme que la détermination à l'extinction visant les OCTG établie par l'ITC était compatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping en matière d'objectivité et de preuve.

25. Les États-Unis répètent que la détermination de l'ITC en cause dans l'affaire concernant l'Argentine est exactement la même que celle que le Mexique conteste dans le présent différend. En outre, les contestations par le Mexique de la détermination de l'ITC font écho aux arguments qui ont été formulés par l'Argentine et rejetés par le Groupe spécial et par l'Organe d'appel dans le différend concernant l'Argentine. Les États-Unis estiment que l'analyse et les constatations faites dans le différend concernant l'Argentine sont tout à fait fondées et s'appuient sur le critère d'examen correct, et ils demandent au présent Groupe spécial de suivre une approche cohérente dans son examen de la même détermination de l'ITC.

26. Pour commencer, l'Organe d'appel a expliqué que le critère "probable" de l'article 11.3 s'appliquait aux déterminations globales concernant le dumping et le dommage, et que "il n'[était] pas nécessaire [que le critère] s'applique à chaque facteur examiné pour établir les déterminations globales relatives au dumping et au dommage".[39] L'Organe d'appel a confirmé l'examen effectué par le Groupe spécial des conclusions factuelles de l'ITC pour ce qui est de tous les aspects de sa détermination de dommage probable, c'est-à-dire le cumul, le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping cumulées, les effets probables des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix et l'incidence probable des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale si l'ordonnance était abrogée.[40]

27. Lorsqu'il a examiné ces constatations, l'Organe d'appel a dit qu'il n'était pas d'accord avec l'affirmation de l'Argentine (affirmation qui est également faite par le Mexique dans le présent différend) selon laquelle les références faites par l'ITC aux renseignements glanés dans le cadre de l'enquête initiale rendaient la détermination à l'extinction incompatible avec les règles de l'OMC faute d'une "nouvelle détermination" sur la probabilité d'un dommage futur.[41] L'Organe d'appel a expliqué que sa constatation antérieure formulée dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*[42] n'interdisait pas aux autorités chargées de l'enquête de faire référence dans le cadre d'un réexamen à l'extinction aux renseignements se rapportant à l'enquête initiale.[43] Comme l'Organe d'appel l'a constaté, et comme les États-Unis l'ont fait observer devant le présent Groupe spécial, les renseignements provenant de l'enquête initiale auxquels l'ITC s'est référée étaient pertinents en particulier pour la question du cumul et en général pour la tâche consistant à évaluer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si les ordonnances étaient supprimées.

---

[37] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 315 à 352.

[38] *Voir*, par exemple, la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 49; les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial aux parties dans le cadre de la deuxième réunion de fond (13 septembre 2004), paragraphe 20; les observations des États-Unis sur les réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial (4 octobre 2004), paragraphes 6 à 17.

[39] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 323.

[40] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 323, 342, 348, 352.

[41] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 328.

[42] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 87.

[43] Rapport de l'Organe d'appel *OCTG en provenance d'Argentine*, paragraphe 328.

28. L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle il était raisonnable pour l'ITC de fonder sa détermination sur une analyse des incitations pour les producteurs visés à consacrer une plus grande part de leur capacité de production à la fabrication et à l'expédition de tubes de cuvelage et de tubes de production à destination du marché des États-Unis.[44] Dans le différend concernant l'Argentine, comme dans le présent différend, la partie plaignante s'est concentrée sur deux des cinq facteurs cités par l'ITC comme étayant sa conclusion selon laquelle une réorientation vers d'autres produits était probable. En particulier, l'Argentine, comme le Mexique, contestait les constatations de l'ITC selon lesquelles les producteurs des pays visés se heurtaient également à des obstacles à l'importation dans d'autres pays pour les mêmes produits ou pour des produits connexes, et selon lesquelles les prix des tubes de cuvelage et des tubes de production vendus sur le marché des États-Unis étaient supérieurs aux prix de ces produits sur d'autres marchés dans le monde. Le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine a constaté qu'il y avait une base factuelle suffisante pour les constatations de l'ITC[45]; le présent Groupe spécial devrait arriver à cette constatation aussi. L'Organe d'appel n'a pas vu la nécessité de modifier les conclusions du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine.[46]

29. Le présent Groupe spécial devrait également constater, comme l'a fait le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine, que la détermination de l'ITC concernant les effets probables des importations faisant l'objet d'un dumping cumulées sur les prix s'appuyait sur un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier.[47] En confirmant les constatations du Groupe spécial sur cette question, l'Organe d'appel est convenu que les comparaisons de prix faites par l'ITC étaient adéquates et étayaient son analyse des ventes à des prix inférieurs.[48] Le présent Groupe spécial devrait rejeter les affirmations du Mexique concernant le nombre limité de comparaisons de prix faites par l'ITC; comme l'a constaté l'Organe d'appel, "le faible volume des ventes à l'exportation ... à la suite de l'imposition des ordonnances antidumping limitait le nombre de comparaisons que pouvait faire l'[...]ITC".[49]

30. La confirmation par l'Organe d'appel de l'analyse de l'incidence probable faite par le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine est aussi instructive pour le présent Groupe spécial. Nonobstant la situation positive de la branche de production nationale alors que l'ordonnance était en vigueur, le Groupe spécial a confirmé à bon droit les constatations de l'ITC selon lesquelles, dans les circonstances de l'espèce, l'augmentation probable du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et les effets négatifs probables de ces importations sur les prix auraient aussi une incidence défavorable sur la branche de production nationale.[50]

Laps de temps retenu pour une détermination de la probabilité d'un dommage

31. L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine selon lesquelles l'article 752 a) 1) et 5) de la Loi douanière n'était pas incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[51] Plus spécifiquement, le Groupe spécial comme l'Organe d'appel ont constaté que le critère légal concernant la question de savoir s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait dans un "laps de temps raisonnablement prévisible" n'était pas incompatible avec l'article 11.3.[52]

---

[44] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 334 et 335.
[45] Rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine, paragraphes 7.290 à 7.297.
[46] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 334 et 335.
[47] Rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine, paragraphe 7.306.
[48] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 346.
[49] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 346.
[50] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 349 à 352.
[51] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 354 à 361.
[52] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 36; rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine, paragraphes 7.193 et 8.1 c).

32. Les États-Unis ont déjà fait observer devant le présent Groupe spécial que l'analyse appliquée sur ce point par le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine était correcte. L'Organe d'appel a lui aussi constaté que le Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine avait correctement analysé cette question.[53]

33. L'Argentine, comme le Mexique dans le présent différend, alléguait que le critère des États-Unis créait un "décalage inadmissible" durant lequel un droit antidumping demeurerait en vigueur sans qu'il existe un dommage important présent ou une menace de dommage important.[54] En suivant le raisonnement du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine et de l'Organe d'appel, le présent Groupe spécial devrait rejeter cet argument parce qu'il "ne vise rien d'autre qu'une possibilité théorique" qui tente de manière injustifiable d'importer dans l'article 11.3 le critère "imminent" de l'article 3.7 pour les déterminations initiales de l'existence d'une menace de dommage, en dépit de la nature et du but différents des réexamens à l'extinction.[55]

34. L'Organe d'appel a également confirmé la constatation du Groupe spécial chargé de l'affaire concernant l'Argentine selon laquelle l'application par l'ITC du critère du "laps de temps raisonnablement prévisible" s'agissant des OCTG était compatible avec l'Accord.[56] Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont rejeté l'argument de l'Argentine (qui est repris par le Mexique) selon lequel l'ITC n'avait pas appliqué le critère "probable" correct parce qu'elle n'avait pas mentionné explicitement les paramètres du laps de temps retenu pour l'évaluation du dommage probable.[57] Le Groupe spécial a conclu que la détermination de la probabilité que le dommage subsisterait ou se reproduirait établie par l'ITC reposait sur une base factuelle suffisante, et l'Organe d'appel a été du même avis.[58] L'examen par le présent Groupe spécial des mêmes faits selon le critère correct devrait aussi conduire à la même conclusion que celle qui a été formulée dans l'affaire concernant l'Argentine.

[53] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 360.
[54] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite du Mexique, paragraphes 166 et 167.
[55] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 359.
[56] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 362 à 364.
[57] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 364.
[58] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 364.

ANNEXE F

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe F	Demande d'établissement d'un groupe spécial – Document WT/DS282/2	F-2

ANNEXE F

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS282/2
8 août 2003

(03-4171)

Original: espagnol

ÉTATS-UNIS – MESURES ANTIDUMPING VISANT LES PRODUITS TUBULAIRES DESTINÉS À DES PAYS PÉTROLIERS EN PROVENANCE DU MEXIQUE

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Mexique

La communication ci-après, datée du 29 juillet 2003, adressée par la Mission permanente du Mexique au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 18 février 2003, le gouvernement mexicain a demandé l'ouverture de consultations[1] avec le gouvernement des États-Unis conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") et à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping"), au sujet des déterminations finales établies par le Département du commerce des États-Unis (le "Département") et par la Commission du commerce international des États-Unis (la "Commission"), concernant les réexamens à l'extinction ("*sunset reviews*") et le quatrième réexamen administratif relatifs aux tubes de forage pétrolier en provenance du Mexique, et au sujet de certaines lois, réglementations, procédures, dispositions administratives et pratiques des États-Unis, comme cela est expliqué ci-après.

Le Mexique et les États-Unis ont tenu des consultations le 4 avril 2003. Ces consultations n'ont pas permis de régler le différend.

En conséquence, le Mexique demande, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994 et à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, l'établissement d'un groupe spécial à la réunion de l'Organe de règlement des différends qui se tiendra le 18 août 2003. Il demande en outre que le Groupe spécial soit doté du mandat type défini à l'article 7 du Mémorandum d'accord.

[1] WT/DS282/1; G/L/605; G/ADP/D47/1.

Le Mexique estime que les mesures citées ci-après sont contraires aux obligations des États-Unis au titre de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC") et des Accords qui lui sont annexés, ce qui entraîne l'annulation ou la réduction des avantages résultant directement ou indirectement pour le Mexique desdits accords:

- produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance du Mexique: Résultats finals du réexamen à l'extinction, 66 "*Federal Register*" 14131 (9 mars 2001) Mémorandum sur les questions et décision connexe ("Décision prise à la suite du réexamen à l'extinction effectué par le Département");

- produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance de l'Argentine, de l'Italie, du Japon, de la Corée et du Mexique, Inv. n° 701-TA-364 (révision), 731-TA-711 et 713 à 716 (révision) USITC Pub. 3434 (juin 2001); et 66 "*Federal Register*" 35997 (10 juillet 2001) ("Conclusion du réexamen à l'extinction effectué par la Commission");

- maintien des droits antidumping et des droits compensateurs visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance de l'Argentine, de l'Italie, du Japon, de la Corée et du Mexique et abrogation partielle de ces droits pour l'Argentine et le Mexique pour ce qui est des tubes de forage pétrolier, 66 "*Federal Register*" 38630 (25 juillet 2001);

- produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance du Mexique: Résultats finals du réexamen administratif des droits antidumping et décision de ne pas les abroger partiellement, 66 "*Federal Register*" 15832 (21 mars 2001) Mémorandum sur les questions et décision connexe ("Détermination à l'effet de maintenir la mesure établie à la suite du quatrième réexamen administratif");

- les articles 751 et 752 de la Loi douanière de 1930 ("*Tariff Act of 1930*") tels que modifiés, codifiés au Titre 19 du *United States Code*, paragraphe 1675 et 1675 a), et énoncé des mesures administratives accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, H.R. Doc. n° 103-316, Vol.1;

- les principes directeurs du Département concernant la conduite du réexamen à l'extinction des décisions d'imposer des droits antidumping et des droits compensateurs; *Policy Bulletin*, 63 "*Federal Register*" 18871 (16 avril 1998) ("*sunset Policy Bulletin*");

- les règlements du Département relatifs aux réexamens à l'extinction, codifiés au Titre 19 du *United States Code of Federal Regulations*, paragraphe 351.218; et règlements de la Commission relatifs aux réexamens à l'extinction, codifiés au Titre 19 du *United States Code of Federal Regulations*, paragraphe 207.60-69;

- les règlements du Département relatifs aux réexamens administratifs, y compris ceux qui sont codifiés au Titre 19 de l'*United States Code of Federal Regulations*, paragraphes 351.213, 351.221 et 351.222.

Ces mesures antidumping sont incompatibles avec les dispositions de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC:

- articles 1er, 2, 3, 6, 11 et 18 de l'Accord antidumping;
- articles VI et X du GATT de 1994;
- article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Les allégations du Mexique sont exposées en détail ci-après:

A. En ce qui concerne le réexamen à l'extinction effectué par le Département:

1. Le critère "il est probable que" "*likely*" appliqué par le Département pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si la mesure antidumping est supprimée, la détermination du Département sur ce point et le calcul par le Département de la marge de dumping "probable" communiquée à la Commission sont incompatibles, en tant que tels et de par la façon dont ils ont été appliqués, avec les articles 11.1, 11.3, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.4, 6.6 et 6.9 de l'Accord antidumping.

2. Le critère appliqué par le Département pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si les droits antidumping sont supprimés se fonde sur une présomption en faveur du maintien de ces droits, ce qui est contraire aux articles 2 et 11.3 de l'Accord antidumping.

B. En ce qui concerne la décision prise à la suite du réexamen à l'extinction effectué par la Commission:

1. Le critère "il est probable que" ("*likely*") appliqué par la Commission pour déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si la mesure antidumping est supprimée est incompatible, en tant que tel et de par la façon dont il a été appliqué, avec les articles 11.1, 11.3, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping.

2. Les dispositions de la Loi des États-Unis conformément auxquelles la Commission a déterminé s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait "dans un laps de temps raisonnablement prévisible" ("*within a reasonable foreseeable time*") si la mesure était supprimée (19.U.S.C., paragraphe 1675 a a) 1)) et aux termes desquelles la Commission "considérera que les effets de l'abrogation ou de la suppression d'une mesure peuvent ne pas être imminents mais peuvent se manifester seulement à plus longue échéance" ("*shall consider that the effects of revocation or termination may not be imminent, but may manifest themselves only over a longer period of time*") (19 U.S.C., paragraphe 1675 a a) 5)) sont incompatibles, en elles-mêmes et telles qu'elles ont été appliquées, avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.

3. La décision de la Commission selon laquelle il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si les droits antidumping étaient supprimés est incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping, parce que la Commission n'a pas procédé à un "examen objectif" du dossier et n'a pas fondé sa décision sur des "éléments de preuve positifs".

4. La décision prise à la suite du réexamen à l'extinction effectué par la Commission est incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping parce que la Commission:

a) n'a pas fondé sa décision sur un examen adéquat du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, de l'effet de ces importations sur les prix intérieurs et de leur incidence sur la branche de production nationale;

b) n'a pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production nationale, y compris tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4;

c) n'a pas fondé sa décision sur les "effets du dumping" sur la branche de production nationale;

d) n'a pas examiné, pour prendre sa décision, "tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping";

e) a examiné indûment, pour prendre sa décision, la marge de dumping communiquée par le Département, en violation des dispositions de l'OMC.

5. La décision prise à la suite du réexamen à l'extinction effectué par la Commission est incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping, car la Commission a effectué une évaluation "cumulative" du dommage pour déterminer s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si la mesure antidumping était supprimée.

C. En ce qui concerne la détermination à l'effet de ne pas abroger la mesure établie à la suite du quatrième réexamen administratif:

1. La décision du Département de ne pas supprimer immédiatement la mesure antidumping quand il a été démontré qu'il n'était pas nécessaire de maintenir le droit pour "neutraliser le dumping" est incompatible avec les articles 11.1, 11.2, 2.1, 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.4, 6.6 et 6.9 de l'Accord antidumping.

2. Le Département a imposé des conditions à Tubos de Acero de México S.A. de C.V. ("TAMSA"), pour la suppression de la mesure antidumping alors que lesdites conditions ne sont pas prévues à l'article 11.2 et n'ont pas été publiées préalablement à leur imposition, ce qui est contraire aux articles 11.1 et 11.2 de l'Accord antidumping et à l'article X:2 du GATT de 1994.

3. Le Département a eu recours à la méthode de la "réduction à zéro" ("*zeroing*") des marges de dumping négatives afin de calculer la marge de dumping pour Hylsa, S.A. de C.V. ("Hylsa") et, en conséquence, il n'a pas effectué une comparaison équitable lorsqu'il a calculé la marge de dumping, ce qui est incompatible avec les articles 11.1, 11.2 et 2.4 de l'Accord antidumping.

D. Le Département et la Commission n'ont pas appliqué d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable les lois, règlements, décisions et dispositions antidumping des États-Unis, comme l'exige l'article X:3 a) du GATT de 1994. Les faits et les allégations susmentionnés montrent que les États-Unis n'ont pas agi d'une manière uniforme, impartiale et objective en appliquant les lois, réglementations, procédures et pratiques en ce qui concerne les droits antidumping imposés sur les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance du Mexique.

E. Le Département et la Commission ont agi d'une manière incompatible avec l'article premier de l'Accord antidumping parce que la mesure antidumping imposée sur les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance du Mexique n'a pas été appliquée conformément aux circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994. Ils ont agi d'une manière incompatible avec l'article 18.1 de l'Accord antidumping parce que la mesure antidumping visant ces produits n'a pas été appliquée conformément aux dispositions du GATT de 1994, telles qu'elles sont interprétées dans l'Accord antidumping.

F. Dans la mesure où les lois, réglementations et procédures administratives des États-Unis susmentionnées ne sont pas conformes aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, elles sont incompatibles avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et avec l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

Le Mexique a l'honneur de demander au Groupe spécial de recommander que les États-Unis mettent leurs mesures en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Conformément à l'article 19 du Mémorandum d'accord, le Mexique demande au Groupe spécial de suggérer que les États-Unis mettent en œuvre sa recommandation en supprimant les droits antidumping frappant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance du Mexique et en abrogeant ou en modifiant les lois, règlements, procédures et dispositions administratives qui sont incompatibles avec les Accords de l'OMC.